SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XVIII **1923** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No. 449. — France et Pologne :

Accord politique, signé à Paris le 19 février 1921. 11

No. 450. — Danemark et République des Soviets de Russie :

Accord préliminaire signé à Moscou le 23 avril 1923 15

No. 451. — Grande-Bretagne et Portugal :

Accord en vue du renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1er avril 1909, signé à Lisbonne le 31 mars 1923 29

No. 452. — Danemark et Finlande :

Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs entre les deux pays, signée à Copenhague le 12 février 1923. 33

No. 453. — Finlande et Suède :

Convention de navigation et Protocole final, signés à Stockholm le 26 mai 1923... ... 57

No. 454. — Danemark et Finlande :

Accord provisoire concernant l'admission temporaire en franchise d'échantillons, signé à Copenhague le 12 février 1923 71

No. 455. — Roumanie et Tchécoslovaquie :

Protocole concernant la prolongation de la Convention d'alliance défensive conclue à Bucarest le 23 avril 1921, signé à Prague le 7 mai 1923 81

No. 456. — Danemark, Finlande, Norvège et Suède :

Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention conclue à Stockholm le 26 mai 1914 entre le Danemark, la Norvège et la Suède, concernant l'assistance à donner aux ressortissants indigents d'un des Etats contractants sur le territoire d'un autre de ces Etats, signé à Stockholm le 11 juillet 1923.... 85

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XVIII **1923** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 449. — France and Poland :

Political Agreement, signed at Paris, February 19, 1921 11

No. 450. — Denmark and Soviet Republic of Russia :

Preliminary Agreement, signed at Moscow, April 23, 1923 15

No. 451. — Great Britain and Portugal :

Agreement for the renewal of Part I of the Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909, signed at Lisbon, March 31, 1923 29

No. 452. — Denmark and Finland :

Convention concerning the reciprocal extradition of criminals from the two countries, signed at Copenhagen, February 12, 1923 33

No. 453. — Finland and Sweden :

Navigation Convention and Final Protocol, signed at Stockholm, May 26, 1923 57

No. 454. — Denmark and Finland :

Provisional Agreement regarding the temporary admission of samples free of duty, signed at Copenhagen, February 12, 1923 71

No. 455. — Roumania and Czechoslovakia :

Protocol concerning the prolongation of the Convention of defensive Alliance concluded at Bucarest, April 23, 1921, signed at Prague, May 7, 1923 81

No. 456. — Denmark, Finland, Norway and Sweden :

Protocol concerning the adhesion of Finland to the Convention concluded at Stockholm, May 26, 1914, between Denmark, Norway and Sweden, regarding the assistance to be granted to necessitous nationals of one of the Contracting States on the territory of another of these States, signed at Stockholm, July 11, 1923 85

Pages

No. 457. — Autriche et Hongrie :

Accord relatif à l'arbitrage entre les deux pays, signé à Budapest le 10 avril 1923... ... 93

No. 458. — Pologne et Roumanie :

Convention sanitaire, signée à Varsovie le 20 décembre 1922... 103

No. 459. — Belgique et Suède :

Echange des notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Bruxelles, le 25 octobre 1922... 121

No. 460. — Danemark et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Copenhague, les 9 et 13 juillet 1923... 131

No. 461. — Danemark et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement entre l'Islande et la Suède relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Copenhague, les 9 et 13 juillet 1923 143

No. 462. — Norvège et Suède :

Convention relative à la navigation aérienne, signée à Stockholm le 26 mai 1923... ... 155

No. 463. — Autriche et Danemark :

Echange de notes pour l'application provisoire, aux relations commerciales entre les deux pays, des dispositions contenues dans la Convention du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark. Vienne, les 27 et 30 juin 1923. 189

No. 464. — Autriche et Danemark :

Echange de notes pour l'application provisoire, aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande, des dispositions contenues dans la Convention de Commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark. Vienne, les 27 et 30 juin 1923 195

No. 465. — Finlande et République des Soviets de Russie :

Convention au sujet de la navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande, signée à Moscou le 5 juin 1923 203

No. 466. — Allemagne et Danemark :

Accord provisoire relatif à la navigation aérienne, signé à Copenhague le 25 avril 1922 227

No. 467. — Belgique et Pays-Bas :

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Bruxelles, les 23 septembre et 6 octobre 1920... 247

Pages

No. 457. — Austria and Hungary :

Agreement concerning arbitration between the two countries, signed at Budapest, April 10, 1923 93

No. 458. — Poland and Roumania :

Sanitary Convention, signed at Warsaw, December 20, 1922 103

No. 459. — Belgium and Sweden :

Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Brussels, October 25, 1922 121

No. 460. — Denmark and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Copenhagen, July 9 and 13, 1923 131

No. 461. — Denmark and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement between Iceland and Sweden concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Copenhagen, July 9 and 13, 1923 143

No. 462. — Norway and Sweden :

Convention relating to Air Navigation, signed at Stockholm, May 26, 1923 155

No. 463. — Austria and Denmark :

Exchange of Notes for the provisional application to commercial relations between the two countries of the provisions contained in the Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark. Vienna, June 27 and 30, 1923 189

No. 464. — Austria and Denmark :

Exchange of Notes for the provisional application to commercial relations between Austria and Iceland of the provisions contained in the Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark. Vienna, June 27 and 30, 1923 195

No. 465. — Finland and Soviet Republic of Russia :

Convention with regard to navigation by Finnish merchant and cargo vessels on the Neva, between Lake Ladoga and the Gulf of Finland, signed at Moscow, June 5, 1923 203

No. 466. — Germany and Denmark :

Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at Copenhagen, April 25, 1922 227

No. 467. — Belgium and the Netherlands :

Exchange of Notes concerning the revival of the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. Brussels, September 23 and October 6, 1920 247

Pages

No. 468. — Italie et Pays-Bas :

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Rome, les 28 septembre et 11 octobre 1920... 253

No. 469. — Grande-Bretagne et Pays-Bas :

Accord conclu entre les Gouvernements du Commonwealth d'Australie et des Indes orientales néerlandaises concernant l'échange des colis postaux, signé à Batavia le 2 octobre 1922, à Melbourne le 18 janvier 1923 257

No. 470. — Allemagne et Suisse :

Convention additionnelle à la Convention conclue le 6 décembre 1920, concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands, signée à Munich le 25 mars 1923 273

No. 471. — Roumanie et Royaume-Uni :

Echange de notes concernant les relations commerciales entre l'Empire Britannique et la Roumanie. Bucarest, les 11 et 24 mai 1923 301

No. 472. — Grande-Bretagne et France :

Echange de notes au sujet de certains décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc (zone française) le 8 novembre 1921. Londres, le 24 mai 1923 305

No. 473. — Grande-Bretagne et Egypte :

Echange de notes concernant le « Bill d'Indemnité » égyptien et la cessation de l'état de siège en Egypte. Le Caire, le 5 juillet 1923 311

No. 474. — Grande-Bretagne et Egypte :

Echange de notes concernant la loi relative aux conditions de service, mise à la retraite ou licenciement des fonctionnaires de nationalité étrangère. Le Caire, le 18 juillet 1923 323

No. 475. — Espagne et Portugal :

Convention postale relative à l'échange de la correspondance, signée à Madrid le 26 mars 1923 349

No. 476. — Espagne et Portugal :

Convention relative à l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, signée à Madrid le 26 mars 1923 373

No. 477. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920. 387

No. 478. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Accord pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920, signé à Rome le 23 octobre 1922 405

Pages

No. 468. — Italy and the Netherlands :

Exchange of Notes concerning the revival of the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. Rome, September 28 and October 11, 1920 253

No. 469. — Great Britain and the Netherlands :

Agreement between the Governments of the Commonwealth of Australia and the Netherlands East Indies for the exchange of Postal Parcels, signed at Batavia, October 2, 1922, at Melbourne, January 18, 1923 257

No. 470. — Germany and Switzerland :

Additional Convention to the Convention concluded December 6, 1920, dealing with Swiss mortgages in Germany containing the gold clause and with certain classes of francs credits from German debtors, signed at Munich, March 25, 1923 273

No. 471. — Roumania and the United Kingdom :

Exchange of Notes relative to the Commercial relations between the British Empire and Roumania. Bucarest, May 11 and 24, 1923 301

No. 472. — Great Britain and France :

Exchange of Notes relative to certain Nationality Decrees promulgated in Tunis and Morocco (French Zone) on November 8, 1921, London, May 24, 1923 305

No. 473. — Great Britain and Egypt :

Exchange of Notes regarding the Egyptian Indemnity Act and the termination of Martial Law in Egypt. Cairo, July 5, 1923 311

No. 474. — Great Britain and Egypt :

Exchange of Notes regarding the law relating to the conditions of service, retirement and dismissal of foreign officials. Cairo, July 18, 1923... 323

No. 475. — Spain and Portugal :

Postal Convention concerning the exchange of correspondence, signed at Madrid, March 26, 1923 349

No. 476. — Spain and Portugal :

Convention concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, signed at Madrid, March 26, 1923 373

No. 477. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Treaty signed at Rapallo, November 12, 1920 387

No. 478. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Agreement for the carrying out of the provisions agreed upon at Rapallo on November 12, 1920, signed at Rome, October 23, 1922 405

Pages

No. 479. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Convention concernant le régime douanier et le trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes, signée à Rome le 23 octobre 1922... 413

No. 480. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Convention pour la répression de la contrebande et des contraventions aux lois de finance, signée à Rome le 23 octobre 1922 441

No. 481. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Accords généraux avec protocole et échange de notes, signés à Rome le 23 octobre 1922. 461

Pages

No. 479. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Convention concerning the customs régime and frontier-traffic between Zara and the adjacent territories, signed at Rome, October 23, 1922 413

No. 480. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Convention regarding the suppression of contraband trade and offences against the Finance Laws, signed at Rome, October 23, 1922 441

No. 481. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

General Agreements with Protocol and Exchange of Notes, signed at Rome, October 23, 1922 461

N° 449.

FRANCE ET POLOGNE

Accord politique, signé à Paris le 19 février 1921.

FRANCE AND POLAND

Political Agreement, signed at Paris, February 19, 1921.

No. 449. — ACCORD POLITIQUE[1] ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE, SIGNÉ A PARIS LE 19 FÉVRIER 1921.

Texte officiel français communiqué par le Représentant de la France au Conseil de la Société des Nations et par le Délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 juillet 1923.

Le GOUVERNEMENT POLONAIS et le GOUVERNEMENT FRANÇAIS, également soucieux de sauvegarder, par le maintien des traités qui ont été signés en commun ou qui seront ultérieurement respectivement reconnus, l'état de paix en Europe, la sécurité et la défense de leur territoire ainsi que leurs intérêts mutuels politiques et économiques, ont convenu ce qui suit :

1. Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux Gouvernements s'engagent à se concerter sur toutes les questions de politique extérieure intéressant les deux Etats et relatives au règlement des relations internationales dans l'esprit des traités et conformément au Pacte de la Société des Nations.

2. Le relèvement économique étant la condition primordiale du rétablissement de l'ordre international et de la paix en Europe, les deux Gouvernements s'entendront à cet égard en vue d'une action solidaire et d'un mutuel appui.

Ils s'emploieront à développer leurs relations économiques ; des accords spéciaux et une convention commerciale seront conclus à cet effet.

3. Si, contrairement aux prévisions et aux intentions sincèrement pacifiques des deux Etats contractants, ceux-ci ou l'un des deux se voyaient attaqués sans provocation de leur part, les deux Gouvernements se concerteraient en vue de la défense de leur territoire et de la sauvegarde de leurs intérêts légitimes dans les limites précisées dans le préambule.

4. Les deux Gouvernements s'engagent à se consulter avant de conclure de nouveaux accords intéressant leur politique en Europe centrale et orientale.

5. Le présent Accord n'entrera en vigueur qu'après la signature des accords commerciaux actuellement en négociation.

PARIS, *le* 19 *février* 1921.

(Signé) A. BRIAND.
(Signé) E. SAPIEHA.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de FOUQUIÈRE.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 27 juin 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 449. — POLITICAL AGREEMENT [2] BETWEEN FRANCE AND POLAND, SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 19, 1921.

French official text communicated by the French Representative on the Council of the League of Nations and by the permanent Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this agreement took place July 2, 1923.

The POLISH GOVERNMENT and the FRENCH GOVERNMENT, both desirous of safeguarding, by the maintenance of the Treaties which both have signed or which may in future be recognised by both Parties, the peace of Europe, the security of their territories and their common political and economic interests, have agreed as follows :

(1) In order to co-ordinate their endeavours towards peace, the two Governments undertake to consult each other on all questions of foreign policy which concern both States, so far as those questions affect the settlement of international relations in the spirit of the Treaties and in accordance with the Covenant of the League of Nations.

(2) In view of the fact that economic restoration is the essential preliminary condition of the re-establishment of international order and peace in Europe, the two Governments shall come to an understanding in this regard, with a view to concerted action and mutual support.

They will endeavour to develop their economic relations, and for this purpose will conclude special agreements and a Commercial Treaty.

(3) If, notwithstanding the sincerely peaceful views and intentions of the two Contracting States, either or both of them should be attacked without giving provocation, the two Governments shall take concerted measures for the defence of their territory and the protection of their legitimate interests, within the limits specified in the preamble.

(4) The two Governments undertake to consult each other before concluding new agreements which will affect their policy in Central and Eastern Europe.

(5) The present Agreement shall not come into force until the commercial agreements now in course of negotiation have been signed.

PARIS, *February* 19, 1921.

(Signed) A. BRIAND.
(Signed) E. SAPIEHA.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, June 27, 1922.

N° 450.

DANEMARK ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Accord préliminaire signé à Moscou le 23 avril 1923.

DENMARK AND SOVIET REPUBLIC OF RUSSIA

Preliminary Agreement, signed at Moscow, April 23, 1923.

No. 450. — DANISH-RUSSIAN PRELIMINARY AGREEMENT [1], SIGNED AT MOSCOW, APRIL 23, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 juillet 1923.

The GOVERNMENT OF DENMARK and the GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC deeming it desirable in the interest both of Denmark and Russia that the commercial relations between the two countries shall be safeguarded and further developed, and it being necessary for this purpose — pending the establishment of normal economic and political relations — that a temporary Agreement should be arrived at between the two Governments, the following Agreement has been concluded between the

DANISH GOVERNMENT, represented by

M. Julius CLAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and the

GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, hereinafter referred to as the RUSSIAN SOVIET GOVERNMENT, represented by

M. Maxim LITWINOFF, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs,

which Representatives have communicated to each other their respective full powers, found in good and due form.

Article 1.

(1) For the purpose of giving proper effect to this Agreement and for the purpose of protecting the interests of their nationals, both Governments agree to grant admittance to their respective territories to a Delegation of the other Government consisting of one or several Official Representatives and necessary assistants (trade agents, secretaries, clerks, etc.) to a number to be mutually agreed upon. The Official Representatives, Trade Agents, their assistants and secretaries shall be nationals of the country they represent.

(2) The Official Representatives shall in the exercise of their functions have free access to the Foreign Minister of the country wherein they reside. They shall further be at liberty to communicate freely with their own Government and with official representatives of their Government in other countries by post, by telegraph and by wireless telegraphy, also in cipher, and to receive and dispatch couriers with sealed bags subject to a limitation of 10 kg. pr. week, which bags shall be exempt from examination. Such couriers shall be nationals of the country of the Delegation. The Official Representatives shall also have right to receive, by couriers and mail, periodicals and books published in their own country for their personal use and for the benefit of their staff in reasonable quantities. The telegrams and radiotelegrams of the Official

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou le 15 juillet 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 450. — ACCORD PRÉLIMINAIRE DANO-RUSSE[2], SIGNÉ A MOSCOU LE 23 AVRIL 1923.

English official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this agreement took place July 3, 1923.

Le GOUVERNEMENT DE DANEMARK et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, considérant qu'il était désirable, dans l'intérêt du Danemark aussi bien que de la Russie, de protéger et de développer les relations commerciales entre les deux Pays, et qu'à cet effet et en attendant l'établissement de relations économiques et politiques normales, il était nécessaire qu'un accord provisoire intervînt entre les deux Gouvernements, l'Accord suivant a été conclu entre le

GOUVERNEMENT DANOIS représenté par

M. Julius CLAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, et le

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, désigné dans le présent Document sous le titre de GOUVERNEMENT RUSSE DES SOVIETS, représenté par

M. Maxim LITWINOFF, Commissaire-adjoint du peuple aux Affaires étrangères.

Ces représentants ont échangé leurs pleins pouvoirs respectifs qui ont été reconnus en bonne et due forme.

Article 1.

1. Afin d'assurer l'exécution du présent Accord et de protéger les intérêts de ses ressortissants, chacun des deux Gouvernements s'engage à accorder l'accès de son territoire à une Délégation de l'autre Gouvernement, composée d'un ou de plusieurs Représentants officiels et du personnel nécessaire (agents commerciaux, secrétaires, employés, etc.), dont le nombre sera fixé par accord réciproque. Les Représentants officiels, Agents commerciaux, leur personnel auxiliaire et leurs secrétaires devront être des ressortissants du pays qu'ils représentent.

2. Les Représentants officiels, dans l'exercice de leurs fonctions, auront libre accès auprès du Ministre des Affaires étrangères du Pays dans lequel ils résident. De plus, ils auront pleine liberté de communiquer avec leur propre Gouvernement et avec les Représentants officiels de leur Gouvernement dans d'autres Pays par poste, télégraphe et télégraphie sans fil, même en langage chiffré, et de recevoir et d'expédier des courriers, avec des sacs de dépêches cachetés, jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes par semaine ; ces sacs de dépêches ne seront soumis à aucune visite. Ces courriers devront être des ressortissants du pays de la Délégation. Les Représentants officiels auront également le droit de recevoir, soit par courrier, soit par la poste, un nombre raisonnable de périodiques et de livres publiés dans leur propre pays et destinés à leur propre usage ou a celui de leur

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Moscow, July 15, 1923.

Representatives shall enjoy any right of priority over private messages which is generally accorded to the messages of official representatives of other foreign Governments in both countries respectively.

(3) The Official Representatives shall be the competent authorities to issue passports and other documents of identity and nationality, to grant visas, legalise documents and perform other duties of this kind which belong to official representatives of the other foreign Governments in the country in question.

(4) The Official Representatives as well as their personnel of their own nationality admitted to the respective territories in pursuance of this Agreement within the territories of the other Party shall enjoy such immunity as to persons, private property, residence and offices and exemption from taxation as is usually granted to the diplomatic representatives of other countries and their personnel in accordance with international law.

(5) The Official Representative of the Russian Socialist Federal Soviet Republic shall be regarded as the only representative of the Russian State.

(6) The Official Representatives of both Countries shall have the right to use the flag and other official emblems of their States.

Article 2.

Both Parties agree by every means to facilitate trade between the two countries; such trade shall be carried on in conformity with the legislation in force in each country. Trade between the two countries shall not be subjected to other restrictions or other or higher duties than those imposed on the trade with any other country. Denmark shall, however, not be entitled to claim the special rights and privileges accorded by Russia to a country which has recognised or may recognise Russia de jure, unless Denmark is willing to accord to Russia the corresponding compensations as the country in question, due regard being taken to clause 4 of the Danish Law of May 31, 1922.

Article 3.

(1) Both Governments declare that they will not initiate or support any step with a view to attach or take possession of any funds, goods, movable or immovable property, or ships belonging to the other Party.

(2) The Delegations shall be at liberty to enter into every sort of commercial, credit and financial transactions in connection with trade under this Agreement, but subject always to any legislation generally applicable in the country in question.

(3) Contracts entered into by the Delegations shall be subject to the laws of the country in which the contracts are signed. Disputes respecting such contracts shall be brought before the proper court in the said country, unless otherwise agreed upon. The Delegations are for these purposes entitled to appear before the court of the country with legal effect as plaintiffs and defendants and enjoy in all respects the rights of persons having a legal status. Writs of summons and other documents shall be considered as duly served when delivered to a member of the staff of the Delegation denominated by the Official Representatives or in the absence of such member to any member of the staff, if not otherwise agreed upon.

(4) As long as the present Agreement is in force property belonging to the Russian Soviet Government shall enjoy in Denmark the immunity extended under international law to the property of other friendly Governments. The previous stipulation does not, however, apply in case of legal actions arising in connection with contracts, acts and events, taking place under this Agreement.

personnel. Les télégrammes et radio-télégrammes des Représentants officiels jouiront, par rapport aux messages privés, de tous les droits de priorité qui sont généralement accordés, dans chacun des deux pays respectivement, aux messages des Représentants officiels d'autres Gouvernements étrangers.

3. Les Représentants officiels auront seuls qualité pour délivrer les passeports ou autres documents et pièces d'identité et de nationalité, pour accorder les visas, légaliser les documents et exercer les autres fonctions de même nature dont sont chargés les Représentants officiels des autres Gouvernements étrangers dans le pays en question.

4. Les Représentants officiels, ainsi que le personnel de leur nationalité, auxquels l'accès du territoire de l'autre partie aura été accordé en exécution du présent Accord, jouiront sur ce territoire des immunités quant à leurs personnes, leur propriété privée, leur résidence personnelle et leurs bureaux, et de l'exemption d'impôts, telles qu'elles sont généralement accordées, conformément au droit international, aux représentants diplomatiques d'autres pays et à leur personnel.

5. Le Représentant officiel de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie sera considéré comme le seul représentant de l'Etat russe.

6. Les Représentants officiels des deux pays auront le droit d'arborer le drapeau et d'employer les autres emblèmes officiels de l'Etat qu'ils représentent.

Article 2.

Les deux Parties conviennent de faciliter par tous les moyens le commerce entre les deux pays ; ce commerce s'effectuera conformément à la législation en vigueur dans chaque pays. Le commerce entre les deux pays ne sera pas soumis à d'autres restrictions ni à des taxes autres ou plus élevées que celles qui frappent le commerce avec tout autre pays. Toutefois, le Danemark ne pourra pas revendiquer les droits et privilèges spéciaux accordés par la Russie à un pays qui a reconnu ou qui pourrait reconnaître la Russie de jure, à moins que le Danemark, tout en tenant compte de l'article 4 de la loi danoise du 31 mai 1922, ne soit disposé à accorder à la Russie les mêmes compensations que le pays en question.

Article 3.

1. Les deux Gouvernements déclarent qu'ils ne prendront ni n'encourageront aucune mesure destinée à saisir les fonds, marchandises, biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les navires appartenant à l'autre partie, ou à en prendre possession.

2. Les Délégations pourront librement, aux termes du présent Accord, conclure toutes opérations commerciales, financières et de crédit, se rattachant à des transactions commerciales, sous réserve, néanmoins, de toutes les dispositions législatives généralement en vigueur dans le pays en question.

3. Les contrats conclus par les Délégations seront soumis aux lois du pays dans lequel ces contrats auront été signés. A défaut de stipulation contraire, tout différend concernant ces contrats sera porté devant le tribunal compétent du dit pays. A cet effet, les Délégations pourront avoir recours au tribunal du pays, en qualité de demandeur ou de défendeur, et jouiront à tous égards des droits accordés aux personnes possédant un statut juridique. A moins de stipulation contraire, les assignations et autres pièces seront considérées comme régulièrement signifiées, lorsqu'elles auront été remises à un membre du personnel de la Délégation, désigné par le Représentant officiel, ou, en l'absence de ce membre, à tout autre membre du personnel.

4. Aussi longtemps que le présent Accord restera en vigueur, tous les biens appartenant au Gouvernement russe des Soviets jouiront, au Danemark, de l'immunité accordée, conformément au droit international, aux biens d'autres Gouvernements amis. Cette clause ne sera toutefois pas applicable aux actions judiciaires provoquées par des contrats, actes ou faits, résultant du présent Accord.

The Russian Soviet Government gives a corresponding guarantee as regards property belonging to the Danish Government.

Article 4.

(1) In order to facilitate and develop the commercial relations between the two countries the two Parties undertake to grant admittance to their respective territories to nationals of the other Party for the purpose of carrying on commercial and industrial activities and for other justifiable purposes, subject always to the existing regulations in force in the respective countries regarding the admission of foreigners.

(2) Persons admitted to the respective territories for the purpose of carrying on trade, etc., are entitled to enter into any sort of commercial, credit and financial transactions in connection with the trade under this Agreement in accordance with the laws of the country. They shall enjoy the same protection, rights, privileges and facilities, including the right to compete for concessions, renting factories, etc., as are granted to nationals of any other country. In this respect Denmark shall, however, not be entitled to claim the special rights and privileges accorded by Russia to a country which has recognised or may recognise Russia de jure, unless Denmark is willing to accord to Russia the corresponding compensations as the country in question, due regard being taken to clause 4 of the Danish Law of May 31, 1922.

(3) They shall be exempt from all compulsory service whatsoever, whether civil, naval, military or other, and from any contribution, whether pecuniary or in kind, imposed as an equivalent for personal service.

(4) Funds, goods, movable or immovable property, belonging to the nationals of the one country, lawfully imported into or acquired in the other country, shall not be subjected therein to requisition or any other compulsory appropriation on the part of the Government or of any local authorities without full compensation.

Article 5.

(1) The Official Representatives and the members of the Delegations shall be bound to refrain from conducting, supporting or encouraging any political propaganda against the institutions of Denmark and Russia respectively.

(2) The Official Representatives and the members of the Delegation of either Party shall abstain from entering into any service or receiving any commission from the Government, firms or private persons of any other country than their own.

Article 6.

Passports, documents of identity, powers of attorney and similar documents issued or certified by the competent authorities in either country shall be treated in the other country as if they were issued or certified by the authorities of a recognised foreign Government.

Article 7.

Danish and Russian ships, their masters, crews and cargoes shall, in ports of Russia and Denmark respectively receive in all respects the treatment, privileges, facilities, immunities and protections which are usually accorded by the established practice of commercial nations to foreign merchant ships, their masters, crews and cargoes, visiting their ports, including the facilities usually accorded in respect of coal and water, pilotage, berthing, dry docks, cranes, repairs, warehouse

Le Gouvernement russe des Soviets accorde une garantie identique aux biens appartenant au Gouvernement danois.

Article 4.

1. Afin de faciliter et de développer les relations commerciales entre les deux pays, les deux Parties s'engagent à accorder l'accès de leur territoire respectif aux ressortissants de l'autre Partie qui auraient l'intention d'y exercer une activité commerciale ou industrielle, ou toute autre activité légitime, toujours sous réserve des règlements relatifs à l'admission des étrangers, en vigueur respectivement dans chacun des deux pays.

2. Les personnes admises sur le territoire respectif des deux pays en vue de se livrer au commerce, etc., auront, aux termes du présent Accord et conformément aux lois du pays, le droit de conclure toutes opérations commerciales, financières et de crédit se rattachant à des transactions commerciales. Elles jouiront de la même protection, des mêmes droits, privilèges et facilités qui auront été accordés aux ressortissants de tout autre pays, y compris le droit de présenter des demandes de concessions, de louer des usines, etc. A cet égard, le Danemark ne pourra pas toutefois revendiquer les droits et privilèges spéciaux accordés par la Russie à un pays qui a reconnu ou qui pourrait reconnaître la Russie de jure, à moins que le Danemark, tout en tenant compte de l'article 4 de la loi danoise du 31 mars 1922, ne soit disposé à accorder à la Russie les mêmes compensations que le pays en question.

3. Les dites personnes seront exemptées de tout service obligatoire, civil, naval, militaire ou autre, et de toute taxe, soit en espèces, soit en nature, établie en remplacement du service personnel.

4. Les fonds, marchandises, biens mobiliers ou immobiliers appartenant aux ressortissants de l'un des deux pays et qui auront été, conformément aux lois, importés ou acquis dans l'autre pays, ne pourront dans ce dernier faire l'objet d'une réquisition ou de toute autre expropriation forcée de la part du Gouvernement ou d'une autorité locale quelconque sans pleine et entière compensation.

Article 5.

1. Les Représentants officiels et les membres des Délégations s'engageront à s'abstenir de diriger, d'aider ou d'encourager toute propagande politique contre les institutions du Danemark ou de la Russie respectivement.

2. Les Représentants officiels et les membres des Délégations de chacune des deux Parties s'engageront à s'abstenir d'entrer au service ou d'accepter des charges du Gouvernement, des maisons de commerce ou des personnes privées de tout autre pays que leur pays propre.

Article 6.

Les passeports, pièces d'identité, procurations et autres pièces semblables, délivrés ou légalisés dans chaque pays par les autorités compétentes, seront traités dans l'autre pays comme s'ils avaient été délivrés ou légalisés par les autorités d'un Gouvernement étranger reconnu.

Article 7

Les navires danois et russes, leurs capitaines, équipages et cargaisons, recevront à tous égards, dans les ports de la Russie et du Danemark respectivement, le traitement, la protection, les immunités, facilités et privilèges qui sont généralement accordés, conformément aux usages courants des nations commerçantes, aux navires de commerce étrangers qui visitent leurs ports, à leurs capitaines, équipages et cargaisons, y compris les facilités habituellement accordées

and generally all services, appliances and premises connected with merchant shipping. Such treatment, privileges, facilities, immunities and protections shall in no case be less than that accorded to any other country. In this respect Denmark shall, however, not be entitled to claim the special rights and privileges accorded by Russia to a country which has recognised or may recognise Russia de jure, unless Denmark is willing to accord to Russia the corresponding compensations as the country in question, due regard being taken to clause 4 of the Danish Law of May 31, 1922.

Article 8.

Free transit of goods from and to the other country will be permitted on the same conditions as from and to any other country. In this respect Denmark shall, however, not be entitled to claim the special rights and privileges accorded by Russia to a country which has recognised or may recognise Russia de jure, unless Denmark is willing to accord to Russia the corresponding compensations as the country in question, due regard being taken to clause 4 of theDanish Law of May 31, 1922.

Article 9.

The transport of goods belonging to the nationals of either country will be granted on the same conditions as apply to goods belonging to nationals of any other country. In this respect Denmark shall, however, not be entitled to claim the special rights and privileges accorded by Russia to a country which has recognised or may recognise Russia de jure, unless Denmark is willing to accord to Russia the corresponding compensations as the country in question, due regard being taken to clause 4 of the Danish Law of May 31, 1922.

Article 10.

Both Contracting Parties agree, simultaneously with the conclusion of the present Agreement, to renew, if not already done, exchange of private postal and telegraphic correspondence between both countries, as well as dispatch and acceptance of wireless messages, in accordance with the existing international post and telegraph regulations. As regards telegraphy in cipher, the provisions of Article 1 herein shall apply.

Article 11.

The Contracting Parties mutually pledge themselves to help the respective Delegations in finding residences and premises necessary for carrying on their work.

Article 12.

The R. S. F. S. R. shall not be entitled on the strength of the stipulations of this Agreement to claim the benefits accorded by Denmark to Norway and Sweden, or either of these countries, as long as these benefits are not granted to any third country.

The stipulations of this Agreement shall not entitle Denmark to claim the special benefits accorded by the R. S. F. S. R. to States bordering on Russia in Asia.

pour le charbon et l'eau, le pilotage, les postes d'amarrage, les passages en cale sèche, les grues, réparations, entrepôts et, en général, pour tous les services, le matériel et les locaux à l'usage de la marine marchande. Ce traitement, cette protection, ces facilités, immunités et privilèges ne seront, en aucun cas, inférieurs à ceux qui sont accordés à tout autre pays. A cet égard, cependant, le Danemark n'aura pas le droit de revendiquer les droits et privilèges spéciaux accordés par la Russie à un pays qui aurait reconnu ou pourrait reconnaître la Russie de jure, à moins que le Danemark ne soit disposé à accorder à la Russie des compensations correspondantes, dans les mêmes conditions que le pays en question, en tenant dûment compte de l'article 4 de la loi danoise du 31 mai 1922.

Article 8.

La liberté du transit sera accordée aux marchandises en provenance et à destination de l'autre pays, dans les mêmes conditions qu'aux marchandises en provenance et à destination de tout autre pays. A cet égard, cependant, le Danemark n'aura pas le droit de revendiquer les droits et privilèges spéciaux accordés par la Russie à un pays qui aurait reconnu ou pourrait reconnaître la Russie de jure, à moins que le Danemark ne soit disposé à accorder à la Russie des compensations correspondantes, dans les mêmes conditions que le pays en question, en tenant dûment compte de l'article 4 de la loi danoise du 31 mai 1922.

Article 9.

Le transport de marchandises appartenant aux ressortissants de l'un ou l'autre des deux pays sera soumis aux mêmes conditions que celui des marchandises appartenant à des ressortissants de tout autre pays. A cet égard, cependant, le Danemark n'aura pas le droit de revendiquer les droits et privilèges spéciaux accordés par la Russie à un pays qui aurait reconnu ou pourrait reconnaître la Russie de jure, à moins que le Danemark ne soit disposé à accorder à la Russie des compensations correspondantes, dans les mêmes conditions que le pays en question, en tenant dûment compte de l'article 4 de la loi danoise du 31 mai 1922.

Article 10.

Les deux Parties contractantes conviennent de rétablir, dès la conclusion du présent accord, si cela n'a déjà été fait, les échanges, entre les deux pays, de correspondance privée postale et télégraphique, ainsi que l'expédition et la réception des communications par téléphonie sans fil, conformément aux règlements postaux et télégraphiques internationaux en vigueur. Les dispositions de l'article 1 ci-dessus s'appliqueront à l'échange des télégrammes chiffrés.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à aider les Délégations respectives dans la recherche des logements et bureaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 12.

La R. S. F. S. R. ne pourra se prévaloir des stipulations du présent Accord pour revendiquer les privilèges accordés par le Danemark à la Norvège et à la Suède, ou à l'un de ces pays, tant que ces privilèges n'auront pas été accordés à tout autre pays.

Les stipulations du présent Accord ne donnent pas au Danemark le droit de revendiquer les privilèges spéciaux accordés par la R. S. F. S. R. aux Etats limitrophes de la Russie, en Asie.

Article 13.

The present Agreement may be terminated by either of the Contracting Parties by giving six (6) months' notice. In the event of this Agreement being terminated either by notice or by mutual agreement, the Official Representatives and other members of the Delegations shall be allowed to remain in the country where they have been residing during a period necessary for the complete winding up of their commercial transactions, such period not to exceed six (6) months after the termination of the Agreement.

Article 14.

Provided that within three months from the date of the ratification of this Agreement by Denmark the Government of Iceland, in conformity with the Danish-Icelandic Union Act of November 30, 1918, give their sanction, this Agreement shall, after due ratification, be valid between Iceland and Russia, due regard being taken to the fact that Denmark, in conformity with the said Union Act, is entrusted with the safeguard of Iceland's foreign affairs.

Article 15.

The present Agreement shall be ratified.

The ratifications shall be exchanged in Moscow within eight (8) weeks from the day of the signature.

The Agreement shall enter it to force on the day of the exchange of the ratifications.

This Agreement is drawn up and signed in the English language. The English text shall be considered authentic.

Done in duplicate at Moscow, April 23, 1923.

(Signed) J. CLAN.
(Signed) MAXIM LITVINOFF.

PROTOCOL.

The undersigned, who have met this day in order to sign the above Preliminary Agreement, have agreed upon the following :

In view of the relations existing between Denmark and Iceland, based on the Danish-Icelandic Union Act of November 30, 1918, it is understood, as a matter of course, that the stipulations of the Agreement shall not entitle Russia to claim the special benefits which have actually been granted, or which may hereafter be granted, by Denmark to Iceland, or by Iceland to Denmark.

The present Protocol shall have effect as long as the Preliminary Agreement above referred o remains in force.

Done in duplicate at Moscow, April 23, 1923.

(Signed) J. CLAN.
(Signed) MAXIM LITVINOFF.

Article 13.

Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, sous préavis de six (6) mois. Au cas où il serait mis fin au présent Accord, soit par dénonciation régulière, soit par consentement mutuel, les Représentants officiels et les autres Membres des Délégations seront autorisés à rester dans le pays où ils résidaient, pendant la période nécessaire à la liquidation complète de leurs transactions commerciales, sans que cette période puisse dépasser une durée de six (6) mois, à dater de l'expiration du présent Accord.

Article 14.

A la condition que, dans un délai de trois mois, à dater de la ratification du présent Accord par le Danemark, le Gouvernement de l'Islande, conformément à l'Acte d'Union dano-islandais du 30 novembre 1918, approuve ledit Accord, celui-ci, une fois ratifié en bonne et due forme, entrera en vigueur entre l'Islande et la Russie, le Danemark étant d'ailleurs, conformément audit Acte d'Union, chargé de la protection des Affaires étrangères de l'Islande.

Article 15.

Le présent Accord sera ratifié.

Les ratifications seront échangées à Moscou, dans un délai de huit (8) semaines à dater de la signature.

Le présent Accord entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Le présent Accord est rédigé et signé en anglais. Le texte anglais fera foi.

Fait en double expédition, à Moscou, le 23 avril 1923.

(Signé) J. CLAN.
(Signé) MAXIM LITVINOFF.

PROTOCOLE

Les soussignés, réunis aujourd'hui en vue de procéder à la signature de l'Accord préliminaire ci-dessus, sont convenus de ce qui suit :

En raison des relations qui existent entre le Danemark et l'Islande et qui reposent sur l'Acte d'Union dano-islandais du 30 novembre 1918, il est et demeure entendu que les stipulations de l'Accord ne donnent pas à la Russie le droit de revendiquer les privilèges spéciaux qui ont effectivement été accordés ou pourraient être accordés, par le Danemark à l'Islande et par l'Islande au Danemark.

Le présent Protocole sera valable aussi longtemps que l'accord préliminaire mentionné ci-dessus restera en vigueur.

Fait en double expédition, à Moscou, le 23 avril 1923.

(Signé) J. CLAN.
(Signé) MAXIM LITVINOFF.

DECLARATION RESPECTING CLAIMS.

At the moment of signing the preceding Danish-Russian Preliminary Agreement either Party declares that it maintains all its own claims and those of its nationals against the other Party in respect of property or rights or in respect of obligations incurred by the existing or former Governments of either Party, and that the aforesaid Agreement shall in no way predetermine nor prejudice any existing claims for the payment of compensation or the effecting of restitution, nor in any way place such claims in a less favourable position than the claims of the Government or the nationals of any other country.

In witness whereof, the undersigned have signed this Declaration.

Done in duplicate at Moscow, April 23, 1923.

(Signed) J. CLAN.
(Signed) MAXIM LITVINOFF.

Certifié pour copie conforme:
Copenhague, le 28 juin 1923.

Georg COHN,
chef du Service Danois
de la Société des Nations.

DÉCLARATION RELATIVE AUX REVENDICATIONS

Au moment de procéder à la signature de l'Accord préliminaire russo-danois, dont le texte figure ci-dessus, chacune des Parties déclare qu'elle maintient toutes les revendications élevées par elle-même ou ses ressortissants contre l'autre Partie en matière de biens ou de droits, ou en matière d'obligations assumées par les Gouvernements actuels ou antérieurs des deux Parties ; ledit Accord ne pourra, en aucune façon, préjuger de toute demande existante d'indemnité ou de restitution, ni porter préjudice à ces demandes, ni les désavantager en quoi que ce soit par rapport aux revendications formulées par les Gouvernements ou les ressortissants de tout autre Etat.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature à la présente Déclaration.

Fait en double expédition, à Moscou, le 23 avril 1923.

(Signé) J. CLAN.
(Signé) MAXIM LITVINOFF.

N° 451.

GRANDE-BRETAGNE ET PORTUGAL

Accord en vue du renouvellement de la Partie I de la Convention Mozambique-Transvaal du 1er avril 1909, signé à Lisbonne le 31 mars 1923.

GREAT BRITAIN AND PORTUGAL

Agreement for the renewal of Part I of the Mozambique-Transvaal Convention of April 1, 1909, signed at Lisbon March 31, 1923.

No. 451. — AGREEMENT [1] BETWEEN THE BRITISH AND PORTUGUESE GOVERNMENTS FOR THE RENEWAL OF PART I OF THE MOZAMBIQUE-TRANSVAAL CONVENTION [2] OF APRIL 1, 1909, SIGNED AT LISBON, MARCH 31, 1923.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 4 juillet 1923.

Official English and Portuguese texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this agreement took place July 4, 1923.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Agreement made and entered into between the Honourable Sir Lancelot Douglas CARNEGIE, G. C. V.O., K.C.M.G., His Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Portuguese Republic, acting for and on behalf of the Government of the Union of South Africa, of the one part and Doctor Manoel de BRITO CAMACHO, formerly Minister, Member of the Parliament, High Commissioner of the Portuguese Republic for the Province of Mozambique, of the other part :

Whereas on the first day of April, 1909, a convention (hereinafter called the Convention) was made and entered into between the Government of the Transvaal and the Government of the Province of Mozambique ;

And whereas by article 40 of the Convention the Government of the Union of South Africa has taken the place of the Transvaal Government for all purposes of the Convention ;

And whereas in the terms of article 41 of the Convention due notice has been given of the termination thereof and in consequence the Convention will cease to have effect upon and after the first day of April, 1923 ;

And whereas it has been mutually agreed between the two Governments that Part I of the Convention, notwithstanding notice of

Acordo feito entre o Doutor Manoel de BRITO CAMACHO, antigo Ministro, deputado da Nação e Alto Comissario da Republica Portugueza na Provincia de Moçambique, representando o Governo da mesma Provincia de uma parte, e o Honourable Sir L. D. CARNEGIE, G.C.V.O., K.C.M.G., enviado extraordinario e Ministro Plenipotenciario de S. M. Britanica junto da Republica Portugueza representando o Governo da União Sul Africana de outra parte :

Considerando que no dia 1 de Abril de 1909 foi concluida uma convenção (a seguir chamada a Convenção) entre o Governo do Transvaal e o Governo da Provincia de Moçambique ;

E considerando que pelo artigo 40º da Convenção o Governo da União Sul Africana tomou o logar do Governo do Transvaal para todos os fins da Convenção ;

E considerando que nos termos do artigo 41º da Convenção foi devidamente notificada a intenção de fazer terminar a Convenção e que por conseguinte a Convenção cessa os seus efeitos a contar do dia 1 de Abril de 1923 ;

E considerando que foi mutuamente concordado entre os dois Governos que a Parte I da Convenção, não obstante a notificação da

[1] Cet arrangement ne comporte pas d'échange de ratifications.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, Tome IV, page 885.

[1] This Agreement does not entail an exchange of ratifications.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 102, page 110.

termination aforesaid, shall continue to be in force and to have full operation and effect, subject to the right of either Government to give six months' notice to the other of its intention to terminate it :

(1.) The Government of the Province of Mozambique and the Government of the Union of South Africa do hereby covenant and agree with each other that Part I of the Convention shall continue in operation and of full force and effect as from the first day of April, 1923.

(2.) Either Government may at any time give six calendar months' notice to the other of its intention to terminate the agreement, which shall automatically lapse as soon as a definitive convention has been concluded between the two Governments.

In witness whereof the Undersigned have signed the present agreement, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Lisbon the thirty-first day of March, 1923.

(L. S.) LANCELOT D. CARNEGIE.
(L. S.) MANOEL DE BRITO CAMACHO.

supra mencionada intenção continuará em vigor e a ter plena execução e efeito, ficando o direito a cada um dos Governos de notificar ao outro com seis mezes de antecedencia a intenção de a fazer terminar :

1º O Governo da Provincia de Moçambique e o Governo da União Sul Africana concordam e pactuam por esta forma que a Parte I da Convenção continuará em pleno vigor e efeitos a contar do dia 1 de Abril de 1923.

2º Cada um dos dois Governos poderá em qualquer ocasião fazer terminar este acordo, contanto que notifique ao outro, com antecipação de seis mezes, a resolução de o fazer terminar. O acordo tambem caducará automaticamente logo que uma convenção definitiva tenha sido concluída entre os dois Governos.

Em testemunho do que os abaixo assinados assinaram o presente acordo e lhe pozeram os sêlos das suas armas.

Feito em Lisboa aos 31 de Março de 1923.

(L. S.) MANOEL DE BRITO CAMACHO.
(L. S.) LANCELOT D. CARNEGIE.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 451. — ACCORD CONCLU ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET PORTUGAIS, EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE I DE LA CONVENTION MOZAMBIQUE-TRANSVAAL DU 1er AVRIL 1909, SIGNÉ A LISBONNE LE 31 MARS 1923.

Accord établi et conclu entre l'Honorable Sir Lancelot Douglas CARNEGIE, G.C.V.O., K.C.M.G. envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique auprès de la République portugaise, agissant pour le compte et au nom du Gouvernement de l'Union sud-africaine, d'une part, et le Dr Manoel de BRITO CAMACHO, ancien ministre, membre du Parlement, haut-commissaire de la République portugaise pour la province de Mozambique, d'autre part.

Attendu que le premier avril 1909 une convention (appelée ci-dessous la Convention) a été établie et conclue entre le Gouvernement du Transvaal et le Gouvernement de la province de Mozambique ;

Qu'en vertu de l'article 40 de la Convention, le Gouvernement de l'Union sud-africaine a été substitué au Gouvernement du Transvaal pour toutes les fins de la Convention ;

Que, conformément aux termes de l'article 41 de la Convention, celle-ci a été dûment dénoncée et que, par conséquent, elle cessera d'avoir effet à dater du 1er avril 1923 inclus ;

Qu'il a été convenu mutuellement entre les deux Gouvernements que la partie I de la Convention, malgré la notification de dénonciation mentionnée ci-dessus, restera en vigueur et continuera d'avoir plein effet, sous réserve du droit pour chacun des deux Gouvernements de notifier à l'autre son intention d'y mettre fin, moyennant un préavis de six mois :

1. Le Gouvernement de la province de Mozambique et le Gouvernement de l'Union sud-africaine conviennent et concluent par les présentes que la partie I de la Convention restera en vigueur et conservera son plein effet à dater du 1er avril 1923.

2. Chacun des deux Gouvernements peut, en tout temps, moyennant un préavis de six mois, notifier à l'autre son intention de mettre fin à l'accord, qui deviendra automatiquement caduc dès la conclusion d'une convention définitive entre les deux Gouvernements.

En foi de quoi les soussignés ont apposé sur le présent accord leur signature et le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le 31 mars 1923.

(L. S.) LANCELOT D. CARNEGIE.

(L. S.) MANOEL DE BRITO CAMACHO.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 452.

DANEMARK ET FINLANDE

Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs entre les deux pays, signée à Copenhague le 12 février 1923.

DENMARK AND FINLAND

Convention concerning the reciprocal extradition of criminals from the two countries, signed at Copenhagen, February 12, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 452. — KONVENTION [1] OM GENSIDIG UDLEVERING AF FORBRYDERE MELLEM FINLAND OG DANMARK, UNDERTEGNET I KJØBENHAVN DEN 12 FEBRUAR 1923.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 5 juillet 1923.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK og REPUBLIKKEN FINLANDS PRÆSIDENT, som er komne overens om at afslutte en Konvention om gensidig Udlevering af Forbrydere, har i dette Øjemed udnævnt til deres Befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK :

Hans Ekscell. Christian Magdalus Thestrup COLD, Hans Majestæts Udenrigsminister,

REPUBLIKKEN FINLANDS PRÆSIDENT :

Doctor juris Karl Gustaf IDMAN, Republikken Finlands overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i København,

hvilke, efter at have meddelt hinanden deres Fuldmagter, som fandtes i god og behørig Form, er komne overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til i Overensstemmelse med de nedenfor angivne Bestemmelser gensidigt at udlevere til hinanden Personer, der er dømte, tiltalte eller sigtede for nogen af de nedenfor opregnede Forbrydelser, forudsat at Straffen for saadan Forbrydelse i og for sig eller under skærpende Omstændigheder saavel efter dansk Lovgivning som efter den finske almindelige Straffelov eller Sølov vil kunne stige til højere Straf end Fængsel, nemlig :

1. Vold mod en offentlig Myndighed.
2. Mened, falsk Forklaring.
3. Tvegifte.
4. Samleje mellem for nært beslægtede eller besvogrede Personer.
5. Samleje med utilregnelig Kvinde eller Kvinde, som er ude af Stand til at modsætte sig Gerningen, eller Samleje med en Person under Misbrug af særlig Stilling eller Forhold ; Utugt med Pige under 15 Aar.
6. Rufferi ; Forførelse af Datter eller i øvrigt af en Kvinde under Misbrug af særlig Stilling eller Forhold til Samleje med andre.
7. Mord (derunder Barnemord), Drab.
8. Legemsfornærmelse, der har Døden eller Skade til Følge ; Legemsbeskadigelse.
9. Fosterfordrivelse.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 2 mai 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 452. — KÖNVENTION [1] OM ÖMSESIDIGT UTLÄMNANDE AV FÖRBRYTARE MELLAN FINLAND OCH DANMARK, UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 12 FEBRUARI 1923.

Official Danish and Swedish texts communicated by the Danish Minister at Berne and the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 5, 1923.

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK, vilka hava överenskommit om att avsluta en konvention om ömsesidigt utlämnande av förbrytare, hava i detta avseende till Sina fullmäktige utsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Jurisutriusquedoktorn Karl Gustaf IDMAN, Republiken Finlands utomordentliga sändebud och befullmäktigade minister i Köpenhamn,

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK :

Hans Excellens Christian Magdalus Thestrup COLD, Hans Majestäts utrikesminister,

vilka , efter att hava meddelat varandra sina fullmakter, som befunnits i god och behörig form, hava överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

De kontraherande parterna förbinda sig att i enlighet med nedan angivna bestämmelser ömsesidigt utlämna personer, som äro dömda, tilltalade eller misstänkta för någon av nedan uppräknade förbrytelser, förutsatt att sådan förbrytelse, i och för sig, eller begången under försvårande omständigheter, enligt såväl finsk allmän strafflag eller sjölag som dansk lagstiftning, är belagd med svårare straff än fängelse, nämligen :

1. Våld emot offentlig myndighet.
2. Mened ; falsk utsaga.
3. Tvegifte.
4. Lägersmål i förbjudna led.
5. Lögersmål, förövat med otillräknelig kvinna eller med kvinna, som är i medvetslöst tillstånd eller som ej kan sig värja, eller med person, till vilken den brottslige stått i särskild ställning ; otukt med flicka under femton år.
6. Koppleri ; förledande av dotter eller kvinnlig person, till vilken den brottslige stått i särskild ställning, till lägersmål med annan.
7. Mord, barnamord däri inbegripet ; dråp.
8. Misshandel, varav döden eller skada följt.
9. Fosterfördrivning.

[1] The exchange of ratifications took place at Helsingfors, May 2, 1923.

10. Hensættelse af Personer i hjælpeløs Tilstand.

11. Ulovlig Frihedsberøvelse.

12. Retsstridig Unddragelse af Barn under 15 Aar fra Forældres eller andre vedkommendes Værge.

13. Bortførelse i utugtigt Øjemed af mindreaarig Kvinde med hendes Samtykke.

14. Voldtægt.

15. Falsk Angivelse, falsk Klagemaal.

16. Tyveri, Hæleri og ulovlig Omgang med stjaalet Gods.

17. Bedrageri, Underslæb.

18. Røveri ; Pengeafpresning ; ulovlig Omgang med Gods, som hidrører fra Røveri eller Pengeafpresning.

19. Forvoldelse af Ildebrand, Sprængning, Oversvømmelse, Jernbane- eller Søulukke, eller Fremkaldelse af Fare for saadant.

20. Forgiftning ; Udbredelse af sundhedsfarlige Varer.

21. Forvoldelse af farlig smitsom Sygdom blandt Mennesker eller Husdyr ; forsætlig Paaførelse av venerisk Sygdom.

22. Falsk Udfærdigelse eller Forfalskning af Dokumenter, offentlige eller private ; Benyttelse af falske eller forfalskede Dokumenter.

23. Eftergørelse eller Forfalskning af offentlige Stempler eller Mærker ; Misbrug af saadanne Stempler eller Mærker.

24. Eftergørelse eller Forfalskning af gangbare Mønter eller Pengesedler ; Udgivelse af eftergjorte eller forfalskede Mønter eller Pengesedler.

25. Svigagtig Fallit.

26. Falsk Tilførsel til eller Forfalskning af Skibsdagbog.

27. Søfolks Mytteri eller Overfald paa Skipper eller anden Befalingsmand.

Foranstaaende Regler om Forpligtelse til at udlevere gælder ogsaa for Forsøg eller Meddelagtighed.

Artikel 2.

Udlevering skal endvidere kunne kræves af Personer, der er dømte, tiltalte eller sigtede for Overtrædelse af den militære Straffelov, forsaavidt den strafbare Handling kunde berettige til at kræve Udlevering efter Art. 1, hvis den var begaaet af en Person, der ikke var den militære Straffelov undergivet.

Artikel 3.

Udlevering sker ikke fra nogen af Staterne for Forbrydelse begaaet paa dens eget Territorium eller ombord paa et Fartøj, hjemmehørende i egen Stat, medens Fartøjet befinder sig paa aabent Hav.

Er den Forbrydelse, for hvilken Udlevering begæres, begaaet udenfor den reklamerende Stats Territorium, skal Udlevering kun indrømmes, hvis Lovgivningen i den Stat, til hvilken Begæringen rettes, under tilsvarende Omstændigheder tilsteder Retsforfølgning med Hensyn til saadan Handling, naar den er begaaet udenfor dens Territorium.

Artikel 4.

Ingen af de kontraherende Parter udleverer sine egne Statsborgere til den anden ; hver af Staterne forbeholder sig derhos at kunne nægte Udlevering af Udlænding, der har haft fast Bopæl

10. Utsättande av personer i hjälplöst tillstånd.

11. Olovligt berövande av annans frihet.

12. Rättstridigt skiljande av barn under femton år från föräldrars eller annans vård.

13. Bortförande av minderårig kvinna med hennes vilja, men utan giftomans eller annan målsmans samtycke, för övande av otukt.

14. Våldtäkt.

15. Falsk angivelse ; falsk åtal.

16. Stöld ; inbrott ; olovlig befattning med stulet gods.

17. Bedrägeri ; försnillning.

18. Rån ; utpressning ; olovlig befattning med gods, som åtkommits genom rån eller utpressning.

19. Förorsakande av eldsvåda, förödelse medels sprängämne, översvämning, järnvägsolycka eller sjöolycka ; framkallande av fara för sådan skadegörelse eller olycka.

20. Förgiftning ; spridande av hälsofarliga varor.

21. Förorsakande av farlig smittosam sjukdom hos människor eller husdjur ; uppsåtligt överförande å någon av venerisk sjukdom.

22. Falskeligt förfärdigande eller förfalskning av allmänna eller enskilda handlingar ; olovligt brukande av falska eller förfalskade handlingar.

23. Eftergörande eller förfalskning av allmänna stämplar eller märken ; olovligt bruk av sådana stämplar eller märken.

24. Eftergörande eller förfalskning av gängbara mynt eller penningsedlar ; utprängling av eftergjorda eller förfalskade mynt eller penningsedlar.

25. Bedräglig konkurs.

26. Förande av falsk skeppsdagbok.

27. Myteri av sjöfolk ; överfall av sjöman mot befälsperson på fartyg.

Vad nu sagts om förpliktelse att utlämna för vissa brott skall även gälla om försök till eller delaktighet i sådant brott.

Artikel 2.

Utlämning skall vidare kunna påfordras i fråga om personer, som äro dömda, tilltalade eller misstänkta för brott mot militär strafflag, för så vitt den straffbara handlingen, begången av någon, som icke är underkastad militär strafflag, kunnat föranleda utlämning enligt art. 1.

Artikel 3.

Utlämning sker icke från någondera staten för förbrytelse, begången å dess eget territorium eller ombord å fartyg, hemmahörande i egen stat, medan fartyget befinner sig på öppna havet.

Är det brott, för vilket utlämning begärts, begånget utom den reklamerande statens territorium, skall utlämning medgivas endast i fall lagstiftningen i den stat, till vilken framställningen gjorts, under motsvarande omständigheter tillåter rättsligt beivrande av dylik handling, när den begåtts utanför dess territorium.

Artikel 4.

Ingen av de kontraherande parterna utlämnar till den andra egna medborgare ; och förbehåller sig därjämte vardera staten rätt att vägra utlämning av utlänning, som haft fast hemvist

i Landet i de 2 sidste Aar, medmindre Begæringen angaar en strafbar Handling, der er begaaet før hans Bosættelse i Landet.

Artikel 5.

Udlevering kan ikke kræves for nogen politisk Forbrydelse.

Til politiske Forbrydelser henregnes ikke Mord eller Forsøg paa Mord af en af Staternes Overhoved eller nogen til dettes Familie hørende Person. En saadan Gerning anses ikke som Mord, naar den er begaaet i aaben Kamp.

Spørgsmaalet om, hvorvidt en Forbrydelse er politisk, afgøres af den Part, for hvilken Begæringen om Udlevering fremsættes.

Artikel 6.

Udlevering kan ikke kræves :

1. Hvis der i den Stat, for hvilken Begæring om Udlevering fremsættes, allerede forinden er afsagt Dom eller besluttet Tiltale med Hensyn til den Forbrydelse, for hvilken Udlevering begæres.

2. Hvis Retten til at iværksætte Tiltale, afsige Straffedom eller fuldbyrde idømt Straf maatte være bortfalden efter den Stats Lovgivning, for hvilken Begæringen framsættes.

Artikel 7.

Er den Person, om hvis Udlevering der er Spørgsmaal i den Stat, for hvilken Begæring fremsættes, dømt eller sat under Tiltale for en anden strafbar Handling end den, for hvilken Udlevering begæres, kan Udlevering ikke kræves, før den paagældende fuldtud har udstaaet den Straf, som han er eller maatte blive idømt ; dog kan han, naar det skønnes særlig paakrævet af Hensyn til den paagældende Undersøgelse, foreløbigt udleveres mod, at den Stat, der fremsætter Begæringen, forpligter sig til umiddelbart efter, at han er bleven endeligt dømt dér, at tilbagelevere ham til Myndighederne i den Stat, hvorfra han saaledes er udleveret.

Artikel 8.

Ingen, der er udleveret fra den ene Stat til den anden, skal i denne kunne tiltales eller straffes for nogen anden, forinden Udleveringen begaaet strafbar Handling end den, for hvilken han er udleveret, eller, bortset fra det i Art. 10, 2. Stk., angivne Tilfælde, udleveres videre til en tredie Stat, medmindre han inden Retten eller iøvrigt frit og offentligt har givet sit Samtykke dertil, eller han, efter at være bleven endelig frikendt eller efter at være løsladt efter fuldt udstaaet Straf, enten underlader — uagtet ingen Hindring foreligger — at forlade Landet inden 1 Maaneds Forløb eller efter engang at have forladt det paany vender tilbage.

Indenfor den i foregaaende Stykke omtalte Frist af 1 Maaned, maa der, saafremt den udleverede ikke gør sig skyldig i ny Forbrydelse, ikke lægges ham nogen som helst Hindring i Vejen for at forlade Landet.

Den udleverede Person maa ikke for den Forbrydelse, for hvilken han er udleveret, sættes under Tiltale for en Domstol, der alene for dette Tilfælde eller for bestemt undtagne Forhold er udrustet med Myndighed til at dømme i en saadan Sag.

Hvis Udlevering indrømmes for Overtrædelse af den militære Straffelov, kan den udleverede Person kun straffes for Handlingen i det Omfang, hvori den iøvrigt er strafbar saavel efter dansk Lovgivning som efter den finske almindelige Straffelov eller Sølov.

i landet under de senaste två åren, med mindre utlämningsframställningen angår en straffbar handling, som begåtts, innan han bosatt sig i landet.

Artikel 5.

Utlämning äger icke rum för någon politisk förbrytelse.

Till politiska förbrytelser räknas icke mord eller mordförsök å endera statens överhuvud eller någon till dennes familj hörande person. Dylik gärning skall icke anses som mord, därest densamma begåtts i öppen kamp.

I fråga om huruvida en förbrytelse skall anses vara av politisk beskaffenhet, tillkommer avgörandet den part, hos vilken begäran om utlämnande framställts.

Artikel 6.

Utlämning äger icke rum :

1. om i den stat, hos vilken framställningen göres, redan dessförinnan meddelats dom eller beslutats åtal angående den förbrytelse, för vilken utlämning begäres ;

2. om rätten att anställa talan, avsäga straffdom eller verkställa ådömt straff skulle vara förfallen, enligt lagen i den stat, hos vilken framställningen göres.

Artikel 7.

Är den, om vilkens utlämnande är fråga, i den stat, till vilken framställningen skett, dömd eller ställd under åtal för någon annan straffbar handling än den, för vilken utlämningen begäres, äger utlämning ej rum, innan han till fullo undergått det straff, vilket blivit honom ådömt eller vartill han befinnes vara förfallen ; dock må han, om synnerliga skäl därtill äro, kunna för ransaknings undergående provisoriskt utlämnas ifall den reklamerande staten förbinder sig att omedelbart, efter det slutlig dom därstädes givits, åter överlämna honom till myndighet i den stat, som provisoriskt utlämnat honom.

Artikel 8.

Ingen, som utlämnats från den ena staten till den andra, skall kunna i denna åtalas eller straffas för någon annan före utlämnandet begången straffbar handling än den, för vilken han utlämnats, eller, oavsett det i art. 10 andra stycket angivna fall, utlämnas vidare till tredje stat, med mindre han inför domstol eller eljest fritt och offentligen givit sitt samtycke därtill eller, sedan han slutligen frikänts eller efter till fullo avtjänat straff försatts på fri fot, antingen, oaktat hinder icke mött, underlåtit att lämna landet inom loppet av en månad eller ock återvänt dit, sedan han engång lämnat det.

Under den tid av en månad, varom i första stycket sägs, må, såframt den utlämnade icke gör sig skyldig till nytt brott, icke något som helst hinder läggas för honom att lämna landet.

Den utlämnade må icke för det brott, för vilket han utlämnats, ställas under tilltal inför domstol, vilken endast för tillfället eller för särskilda undantagsförhållanden förlänats befogenhet att döma i mål av sådan beskaffenhet.

Då utlämning medgives för brott mot militär strafflag, må den utlämnade kunna straffas för den brottsliga handlingen endast i den omfattning, den i övrigt är straffbar enligt såväl finsk allmän strafflag eller sjölag som enligt dansk lagstiftning.

Artikel 9.

Begæring om Udlevering fremsættes ad diplomatisk Vej. Begæringen skal indeholde Oplysning om den paagældende Persons statsborgerlige Forhold og være ledsaget, i Orginal eller bekræftet Afskrift, af enten en af en Domstol afsagt domfældende Dom eller en af en Domstol eller anden kompetent Myndighed udfærdiget Beslutning, der gaar ud paa Fængsling eller Paagribelse, med nøjagtig Angivelse af Forbrydelsens Beskaffenhed samt Tiden og Stedet for samme. Derhos skal Begæringen være ledsaget af en Afskrift af de i den reklamerende Stat gældende Straffebestemmelser, som er anvendelige paa Forbrydelsen, samt saavidt muligt af den reklamerede Persons Signalement. Særskilt Bevis for den reklamerede Persons Skyld kan i intet Tilfælde kræves.

Artikel 10.

Skulde det indtræffe, at der med Hensyn til en Person, om hvis Udlevering i Henhold til nærværende Konvention Begæring er fremsat af en af Parterne, fremsættes lignende Begæring tillige af en eller flere andre Stater, tilkommer det den Stat, for hvilken Udleveringsbegæringerne er framsat, at afgøre, hvilken af dem der skal nyde Forret.

Hvis flere Stater har begæret Udlevering af den samme Person for forskellige Forbrydelser, skal det ved Udleveringens Bevilgelse til en af Staterne kunne foreskrives som Vilkaar, at Personen efter udstaaet Straf i sidstnævtne Stat skal videre udleveres til en anden Stat.

Artikel 11.

Forinden formelig Udleveringsbegæring fremsættes, skal i paatrængende Tilfælde og særlig, naar vedkommendes Undvigelse er at befrygte, i Finland Landshøvdinge, Borgmestre, Politimestre, Ordningsmand, Kronefogder og Kronelensmænd, og i Danmark Rigsadvokaten, Statsadvokaterne, Politidirektøren i København, Politimestre og Chefen for Statspolitiet ved direkte Henvendelse til hverandre pr. Post eller Telegraf kunne begære foreløbig Fængsling af en Forbryder. En saadan Begæring om foreløbig Fængsling skal indeholde Oplysning om den paagældende Forbrydelse, Tiden og Stedet for samme, Meddelelse om, at en saadan Dom eller Beslutning som omtalt i Art. 9 foreligger, samt om muligt, Oplysning om den paagældende Persons statsborgerlige Stilling saavelsom hans Signalement. Endvidere skal Begæringen indeholde Tilkendegivelse af, at der senere vil blive fremsat formelig Begæring om vedkommendes Udlevering.

Har Fængsling i Henhold til foranstaaende Bestemmelse fundet Sted, og der ikke inden 4 Uger fra Fængslingen til Udenrigsministeriet i den Stat, hvor Fængslingen er sket, er fremkommet en formelig Begæring om den fængsledes Udlevering, skal sidstnævnte Stat være berettiget til at løslade den fængslede.

Artikel 12.

Naar Udlevering er indrømmet, paahviler det den Stat, der har begæret Udleveringen, at lade vedkommende Person afhente inden 3 Uger efter modtagen Meddelelse om, at Udlevering nu kan finde Sted. Hvis dette ikke sker, skal den anden Stat være berettiget til at løslade den paagældende Person.

Artikel 13.

Alle i Forvaring tagne Genstande, som den reklamerede Person ved Fængslingen var i Besiddelse af, og som enten kan antages at være af Betydning som Bevismiddel for vedkommende Forbrydelse eller at kunne kræves udleveret af den ved Forbrydelsen fornærmede, skal, saafremt Udlevering bevilges, samtidigt med den reklamerede Person overgives til det andet Lands Myndigheder.

Dog forbeholdes Trediemands Rettigheder med Hensyn til ovennævnte Genstande, og disse skal, hvor ikke særlige Omstændigheder begrunder en anden Fremgangsmaade, efter Sagens Tilendebringelse uden Omkostninger tilbageleveres til den til Modtagelsen berettigede.

Artikel 9.

Begäran om utlämning framställes på diplomatisk väg. Framställningen skall innehålla upplysning om vederbörande persons medborgarskap och vara åtföljd, i original eller styrkt avskrift av ett antingen av domstol meddelat fällande utslag eller ock av domstol eller annan behörig myndighet meddelat beslut, som innebär förordnande om häktning, med noggrant angivande av brottets beskaffenhet samt tiden och orten för detsamma. Därjämte skall till framställningen bifogas avskrift av de i den reklamerande staten gällande straffbestämmelser, som äro tillämpliga på förbrytelsen samt, så vitt möjligt, av den reklamerade personens signalement. Särskild bevisning rörande den reklamerade personens brottslighet skall icke i något fall kunna påfordras.

Artikel 10.

Skulle så hända, att beträffande en person (om vars utlämnande på grund av denna konvention framställning gjorts av någondera parten), liknande framställning gjorts jämväl av en eller flere andra stater, tillkommer det den stat, till vilken framställningarna gjorts, att avgöra, vilken av dem bör lämnas företräde.

I fall flere stater begärt utlämning av samma person för olika brott, skall vid utlämnings beviljande till ena staten kunna såsom villkor föreskrivas, att personen skall efter utståndet straff i sistnämnda stat vidare utlämnas till annan stat.

Artikel 11.

Innan formlig utlämningsbegäran framställes, skall, i trängande fall och särskilt när fara är för handen att vederbörande skall undkomma, i Finland landshövding, borgmästare, polismästare, ordningsman, kronofogde och kronolänsman, ävensom i Danmark riksadvokaten, statsadvokat, polisdirektören i Köpenhamn, polismästare samt chefen för statspolisen, genom direkt framställning till varandra medelst post eller telegraf kunna begära provisorisk häktning av en förbrytare. Sådan framställning om provisorisk häktning skall innehålla upplysning om den förbrytelse, som lägges personen till last, tiden och orten för densamma, meddelande att utslag eller beslut, varom i art. 9 sägs, föreligger, samt, om möjligt, upplysning om vederbörande persons medborgarskap ävensom hans signalement. Vidare skall framställningen innehålla tillkännagivande, att framdeles formlig begäran om vederbörandes utlämning kommer att framställas.

Har häktning i enlighet med vad nu sagts ägt rum, och har icke inom fyra veckor efter häktningen formlig begäran om den häktades utlämnande framställts hos utrikesministeriet i den stat, där häktningen skett, skall denna stat vara berättigad att lösgiva den häktade.

Artikel 12.

Har utlämning beviljats, åligger det den stat, som begärt utlämningen, att låta avhämta vederbörande person inom tre veckor efter mottaget meddelande att utlämningen kan omedelbart verkställas. Sker det ej, vare den andra staten berättigad att lösgiva personen ifråga.

Artikel 13.

Alla i förvar tagna föremål, som den reklamerade personen vid sitt häktande hade i sin besittning, och vilka kunna antagas vara av betydelse såsom bevismedel beträffande den förbrytelse, som lägges honom till last, eller vilkas utbekommande målsäganden kan tänkas påfordra, skola, därest utlämning beviljas, samtidigt med den reklamerade personen överlämnas till den andra statens myndigheter.

Tredje mans rätt till nämnda föremål förbehålles likväl oförkränkt, och skola desamma, där ej särskilda omständigheter föranleda annat förfarande, efter ransakningens slut kostnadsfritt återställas till den, som är berättigad att mottaga dem.

Artikel 14.

Ønsker en af de kontraherende Parter, til hvilken en Person er udleveret, at denne, uden Hensyn til de i Art. 8 omtalte Vilkaar, skal drages til Ansvar for en anden forinden Udleveringen begaaet Forbrydelse end den, for hvilken Udlevering er sket, eller udleveres videre til en tredie Stat, skal Tilladelse hertil indhentes ad diplomatisk Vej. Begæringen skal indeholde eller ledsages af Oplysning om Forbrydelsens Beskaffenhed samt om Tiden og Stedet for samme.

Artikel 15.

Naar det i den ene Stat ved Behandlingen af en Straffesag angaaende en ikke-politisk Forbrydelse findes nødvendigt at afhøre Vidner, som opholder sig i den anden Stat, eller dér at anstille nogen anden Undersøgelse til Oplysning i Sagen, skal skriftlig Begæring derom fremsættes ad diplomatisk Vej ; Anmodningen skal da efterkommes i den Udstrækning, som Loven i den Stat, til hvilken Anmodning rettes, tillader det. I dette Tilfælde paahviler det Myndighederne i den Stat, til hvilken saadan Begæring fremkommer, saavidt muligt at give Myndighederne i den Stat, der har fremsat Begæringen, betimelig Underretning om Tid og Sted for Forretningens Afholdelse.

Artikel 16.

Naar det i den ene Stat under Behandlingen af en Straffesag, der angaar en ikke-politisk Forbrydelse, anses nødvendigt eller nyttigt at erholde meddelt Bevismidler eller Dokumenter, der beror hos Myndighederne i den anden Stat, skal saadan Begæring efterkommes, saafremt der ikke i det særlige Tilfælde findes Betænkeligheder herved.

Artikel 17.

Naar en Person fra den ene af de kontraherende Stater skal udleveres til en tredie Stat, og han i den Anledning skal transporteres over den anden Stats Omraade, maa denne ikke modsætte sig Gennemtransporten, medmindre den paagældende Person er Borger i denne Stat. Anmodning om Tilladelse til saadan Gennemtransport fremsættes ad diplomatisk Vej og skal være ledsaget af behørig Udleveringsbeslutning i Orginal eller bekræftet Afskrift eller af et saadant Dokument, som omtales i Art. 9. Samme Regel gælder, hvis en Person skal udleveres fra en tredie Stat til en af de kontraherende Parter. Gennemtransporten foregaar under Ledsagelse af Tjenestemænd tilhørende den Stat, gennem hvilken Transporten foregaar.

Artikel 18.

Udgifter, som foranlediges ved de i denne Konvention omhandlede Foranstaltninger, afholdes af hver af de kontraherende Parter indenfor dens Omraade med Undtagelse af Udgifterne ved den i Art. 17 omhandlede Gennemtransport.

Artikel 19.

Nærværende Konvention, der ikke er gældende for Grønland, skal ratificeres og træder i Kraft 10 Dage efter Udvekslingen af Ratifikationerne. Den forbliver i Kraft i 6 Maaneder, efter at den fra en af Siderne er blevet opsagt.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i København i to Eksemplarer, den 12 Februar 1923.

(L. S.) C. M. T. COLD.
(L. S.) K. G. IDMAN.

Artikel 14.

Vill den ena av de fördragsslutande staterna, till vilken någon utlämnats, att denna skall utan hinder av villkor, varom i art. 8 förmäles, ställas till ansvar för något annat före utlämningen förövat brott än det, varför utlämningen skett, eller vidare till en tredje stat utlämnas, skall tillstånd på diplomatisk väg inhämtas ; och skall framställningen innehålla eller åtföljas av uppgift å förbrytelsens beskaffenhet samt tiden och orten för densamma.

Artikel 15.

Då det under handläggningen i den ena staten av ett brottmål angående en icke politiskt förbrytelse finnes nödvändigt att avhöra vittnen, som uppehålla sig i den andra staten, eller att där anställa någon annan undersökningsåtgärd, skall skriftlig begäran därom framställas på diplomatisk väg ; och skall framställningen efterkommas i den utsträckning, som lagen i den stat, hos vilken framställningen göres, det tillåter. I dessa fall skall det åligga myndigheterna i den stat, där den äskade åtgärden skall vidtagas, att, såvitt möjligt, giva myndigheterna i den stat, som begärt åtgärden, underrättelse i god tid om tid och plats för förrättningens verkställande.

Artikel 16.

Om under handläggningen i den ena staten av brottmål, som icke rör en politisk förbrytelse, det anses nödvändigt eller nyttigt att erhålla del av sådana bevisningsföremål eller handlingar, som finnas i förvar hos myndigheterna i den andra staten, skall begäran därom efterkommas, såvida ej i visst fall betänkligheter häremot möta.

Artikel 17.

Skall en person från endera staten utlämnas till en tredje stat, och uppstår därvid behov av att han transporteras över den andra statens område, må denna icke motsätta sig genomtransporten, med mindre personen ifråga är dess egen medborgare. Hemställan om medgivande till genomtransporten framställes på diplomatisk väg och skall vara åtföljd av vederbörligt utlämningsbeslut, i original eller bestyrkt avskrift, eller ock av handling, som i art. 9 omförmäles. Detsamma gäller, om en person skall utlämnas från en tredje stat till någondera parten. Genomtransporten försiggår under beledsagning av tjänsteman tillhörande den stat, genom vilken transporten sker.

Artikel 18.

Kostnader, som föranledas av någon i denna konvention omförmäld åtgärd, bestridas av vardera kontraherande parten inom dess område, med undantag av kostnaderna för sådan genomtransport, som omförmäles i art. 17.

Artikel 19.

Denna konvention, som icke gäller för Grönland, skall ratificeras och skall träda i kraft tio dagar efter utväxlingen av ratifikationerna samt gälla, intill dess sex månader förflutit från det densamma blivit av någondera kontraherande parten uppsagd.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Utfärdat i Köpenhamn, i två exemplar, den 12 februari 1923.

(L. S.) K. G. IDMAN.
(L. S.) C. M. T. COLD.

[1] TRADUCTION.

No. 452. — CONVENTION CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, SIGNÉE A COPENHAGUE LE 12 FÉVRIER 1923.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK étant convenus de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont désigné, à cet effet, pour leur plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Karl Gustaf IDMAN, docteur en droit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République de Finlande, à Copenhague ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK,

S. E. Christian Magdalus Thestrub COLD, Ministre des Affaires étrangères,

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent, par la présente Convention, à se livrer réciproquement les individus condamnés pour les crimes énumérés ci-dessous et accusés ou soupçonnés de ces crimes à condition que les dits crimes soient, du fait de leur nature ou des circonstances aggravantes qui les accompagnent, passibles, d'après le droit commun finlandais, le droit maritime et le droit danois, de peines plus sévères que l'emprisonnement, à savoir :

1. Violences commises envers les autorités publiques.
2. Faux serment, faux témoignage.
3. Bigamie.
4. Inceste.
5. Relations sexuelles avec des femmes irresponsables ou en état d'inconscience, ou incapables de se défendre, ou avec toute personne ayant avec le criminel des relations spéciales de parenté, ou avec une jeune fille de moins de 15 ans.
6. Proxénétisme ; remise d'une fille ou d'une femme avec laquelle le criminel a des relations spéciales de parenté, à une autre personne aux fins de prostitution.
7. Meurtre (y compris l'infanticide) ; homicide.
8. Coups et violences entraînant la mort ou une maladie ou une infirmité.
9. Avortement.
10. Violences envers des personnes sans défense.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 452. — CONVENTION CONCERNING THE RECIPROCAL EXTRADITION OF CRIMINALS BETWEEN DENMARK AND FINLAND, SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 12, 1923.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY, THE KING OF DENMARK, having agreed to conclude a Convention concerning the reciprocal extradition of criminals, have appointed for this purpose their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Karl Gustaf IDMAN, L. L. D., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Finland in Copenhagen.

HIS MAJESTY, THE KING OF DENMARK :

His Excellency Christian Magdalus Thestrub COLD, His Majesty's Minister for Foreign Affairs,

who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Provisions.

Article 1.

The Contracting Parties undertake, in conformity with the provisions set forth below, to extradite, on a basis of reciprocity, persons who have been convicted of, are under indictment for, or accused of any of the crimes enumerated below, provided that such crimes, either in themselves or on account of the fact that they were committed under circumstances aggravating their seriousness, are punishable under Finnish Common Law, Maritime Law, and Danish law with heavier penalties than imprisonment, to wit :

(1) Violence committed against a public authority.

(2) Perjury ; false declaration.

(3) Bigamy.

(4) Incest.

(5) Fornication committed with irresponsible women or with women who are in a state of unconsciousness, or are unable to protect themselves, or with a person in respect of whom the criminal stands in special relationship ; fornication with a young girl under fifteen.

(6) Procuration ; the delivery of a daughter or female person in respect of whom the criminal stands in special relationship to another person for purposes of prostitution.

(7) Murder (Including infanticide) ; manslaughter.

(8) Assault, resulting in death or bodily injury.

(9) Abortion.

(10) Assault on helpless persons.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

11. Séquestration.

12. Soustraction illégale d'un enfant au-dessous de 15 ans, à la garde de ses parents ou de toute autre personne remplaçant ses parents.

13. Enlèvement de mineures avec leur consentement, mais sans le consentement de leurs parents ou de leur tuteur, pour les livrer à la prostitution.

14. Viol.

15. Dénononciations calomnieuses.

16. Vol, cambriolage, commerce illicite de marchandises volées.

17. Dol, abus de confiance.

18. Vol à main armée, chantage, commerce illicite de marchandises provenant de vol à main armée ou acquises par chantage.

19. Crime d'incendie, destruction au moyen d'explosifs ; le fait de causer volontairement soit une inondation, soit des accidents de chemin de fer, soit des sinistres en mer, ou toute action entraînant le risque de désastres ou d'accidents de cet ordre.

20. Empoisonnement ; distribution de produits toxiques.

21. Propagation de maladies infectieuses dangereuses, parmi les êtres humains et les animaux domestiques ; communication volontaire de maladies vénériennes.

22. Faux en écritures ; falsification d'actes publics ou privés ; emploi illicite d'actes faux ou falsifiés.

23. Contrefaçon ou falsification des cachets et sceaux de l'Etat ; emploi illicite de ces cachets et sceaux.

24. Imitation ou altération de pièces de monnaie et billets de banque en usage ; mise en circulation de pièces de monnaies ou de billets de banque contrefaits ou falsifiés.

25. Banqueroute frauduleuse.

26. Tenue d'un journal de bord faux.

27. Mutinerie en mer ; attaque du capitaine par les matelots.

Parmi les cas mentionnés ci-dessus, qui sont considérés comme pouvant motiver l'extradition, il faut également ranger toute tentative en vue de commettre les crimes en question ou toute complicité dans ces crimes.

Article 2.

L'extradition pourra également être exigée dans le cas d'un individu condamné pour un crime tombant sous le coup de la loi pénale militaire, et accusé ou soupçonné de ce crime, dans la mesure où l'acte punissable, s'il est commis par une personne non justiciable du Code militaire, peut constituer une cause d'extradition aux termes de l'article 1.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée par les Etats contractants pour des crimes commis sur leurs territoires respectifs ou à bord d'un navire leur appartenant, lorsque ce navire est en pleine mer.

Si le crime pour lequel l'extradition est demandée a été commis en dehors du territoire de l'Etat qui demande l'extradition, celle-ci ne sera accordée que si l'acte en question, lorsqu'il est commis dans les circonstances correspondantes et hors du territoire de l'Etat auquel la demande d'extradition est présentée, constitue un délit d'après le Code pénal dudit Etat.

Article 4.

Les Parties contractantes ne pourront se livrer réciproquement aucun de leurs nationaux. Les Etats se réservent le droit de refuser l'extradition d'étrangers qui ont résidé d'une façon perma-

(11) Illicit deprivation of another's freedom.

(12) Illegal separation of a child under fifteen from the care of its parents or from other care.

(13) Abduction of females under age with their consent, but without the consent of their guardian or other custodian, for delivery to prostitution.

(14) Rape.

(15) False accusation, malicious prosecution.

(16) Robbery ; burglary, illicit dealing in stolen goods.

(17) Fraud ; embezzlement.

(18) Robbery with violence ; blackmail, illicit dealing in goods which are the proceeds of robbery with violence or blackmail.

(19) Arson, destruction by means of explosives ; the causing of inundation, railway accidents or accidents at sea ; or action involving the danger of such damages or accidents.

(20) Poisoning ; the distribution of noxious products.

(21) The causing of dangerous infectious disease among human beings or domestic animals ; the intentional communication of venereal disease.

(22) Forgery or falsification of public or private deeds ; the illicit use of forged or falsified deeds.

(23) Imitation or falsification of public stamps or seals ; the illicit use of such stamps or seals.

(24) Imitation or falsification of current coinage or money ; the use of counterfeit or falsified coinage or money.

(25) Fraudulent bankruptcy.

(26) Keeping a false ship's log.

(27) Mutiny at sea ; attack by seamen on the person in charge of the vessel.

The above-mentioned cases, which are grounds for extradition, shall also cover attempts to commit, or complicity in, the said crimes.

Article 2.

Extradition may further be demanded in the case of persons who are convicted, indicted or accused in respect of an offence against the Military Penal Law, in so far as the punishable act, if committed by a person not amenable to Military Law, may constitute a cause for extradition under Article 1.

Article 3.

Extradition shall not be granted by either State for crimes, committed within its own territory or on board one of its own vessels, when that vessel is on the open sea.

If the crime, for which extradition is requested, was committed outside the territory of the State making the request, such extradition shall only be conceded if, under the laws of the State to which the application is made, the act in question is, in corresponding circumstances, regarded as an offence when committed outside its territory.

Article 4.

Neither of the Contracting Parties shall extradite to the other its own nationals. The states reserve the right to refuse to extradite foreigners, who have been permanently resident in the

nente sur leur territoire pendant deux ans avant la demande d'extradition, à moins que cette demande ne se rapporte à un délit antérieur au moment où l'étranger s'est établi dans le pays.

Article 5.

L'extradition ne pourra être accordée pour aucun crime politique ; l'assassinat ou tentative d'assassinat du chef de l'autre Etat ou d'un membre de sa famille, ne pourront être réputés crimes politiques. Toutefois, cet acte ne sera pas considéré comme un assassinat s'il se produit au cours d'une lutte ouverte.

Lorsqu'il s'agira de déterminer dans quelle mesure un crime peut être considéré comme d'ordre politique, la décision sera prise par la Partie à laquelle la demande d'extradition aura été adressée.

Article 6.

L'extradition ne pourra être accordée :

1. si un jugement a déjà été rendu ou si l'accusé a été déféré aux tribunaux de l'Etat saisi de la demande d'extradition pour le crime qui a donné lieu à cette demande.

2. si les lois du pays où le prévenu s'est réfugié ont frappé de prescription la possibilité de le poursuivre judiciairement et de prononcer ou d'exécuter un arrêt à son égard.

Article 7.

Si l'individu dont l'extradition est demandée est poursuivi ou a été condamné dans l'Etat où il s'est réfugié, pour un crime autre que celui qui a motivé la demande d'extradition, il ne sera livré qu'après avoir subi la peine qui a été prononcée ou pourra être prononcée contre lui. Néanmoins, il pourra, s'il y a lieu, être extradé provisoirement, aux fins d'instruction, si l'Etat requérant s'engage à le remettre, immédiatement après le jugement définitif qui aura été prononcé, entre les mains des autorités de l'Etat qui l'a extradé provisoirement.

Article 8.

L'individu, dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un crime antérieur à l'extradition, autre que celui qui a motivé ladite extradition ; il ne pourra non plus, sauf dans le cas mentionné à l'article 10, 2e alinéa, être livré à un Etat tiers, à moins qu'il n'y ait librement ou ouvertement consenti, devant les tribunaux, ou autrement, ou à moins qu'il n'ait quitté le pays (alors que rien ne s'opposait à son départ), dans un délai d'un mois après avoir été définitivement acquitté, ou libéré, s'il a subi la totalité de sa peine, ou à moins qu'il ne soit revenu dans ledit pays après l'avoir quitté.

Si l'extradé n'a pas commis de nouveaux délits, aucune mesure ne pourra être prise en vue de s'opposer à son départ, avant l'expiration de la période d'un mois mentionnée au paragraphe précédent.

L'extradé ne pourra être déféré, pour le crime qui a donné lieu à l'extradition, devant aucun tribunal constitué uniquement pour la circonstance, ou investi, par une mesure d'exception visant un cas déterminé, du pouvoir de juger et de prononcer une sentence dans ce cas.

Lorsque l'extradition est accordée pour un délit justiciable de la loi pénale militaire, l'extradé ne pourra être condamné que si le crime en question est également passible d'une peine, aux termes du droit commun finlandais, du droit maritime et du droit danois.

country for two years previously, unless the demand for extradition is made with reference to an offence committed before the person became resident in the country.

Article 5.

Extradition shall not take place for any political crime.

Political crimes shall not be taken to include the murder or attempt to murder the head of the other State or any member of his family. Such act, however, shall not be regarded as murder, if it occurs in open battle.

In questions as to how far a crime may be regarded as being of a political character, the matter shall be decided by the Party to whom the request for extradition has been addressed.

Article 6.

Extradition shall not take place :

(1) If judgment has already been given or the accused has been committeed before the Court in the State to which the request has been addressed in respect of the offence for which extradition is demanded.

(2) If the power to lodge an indictment, to award a sentence, or cause a sentence to be carried out has lapsed under the laws of the State to whom the request is addressed.

Article 7.

If the person whose extradition is in question is, in the State to which the demand has been addressed, under sentence or under indictment for any punishable act other than that for which his extradition has been demanded, extradition shall not take place until he has fully served the term to which he was sentenced or might have been sentenced ; nevertheless, he may, for the special purpose of undergoing examination, be extradited provisionally, if the State claiming him undertake that immediately after the final judgment has been pronounced he will be handed back to the authorities of the State from which he was provisionally extradited.

Article 8.

No one, who is extradited from one of the two States to the other, shall be liable in the latter to indictment or punishment for any offence committed before the extradition other than that for which he was extradited, nor, except in the case referred to in Article 10, § 2, shall he be extradited to a third state, unless he shall have freely and openly given his consent thereto before the court or otherwise or unless, after he is finally acquitted or released, having served his full sentence, he either omits to leave the country within one month — although there may be nothing to prevent him — or else returns thither, after having previously left.

So long as the extradited person does not commit any fresh offence, no action whatever shall be taken to prevent him leaving the country before the expiration of the period of one month referred to in the preceding paragraph.

The extradited person may not, in respect of the offence for which he was extradited, be committed before a court which has only been constituted for the occasion or which, as an exceptional measure for a given situation, has been granted power to judge or to pronounce sentence in connection with such case.

When extradition is conceded for an offence under military law, the extradited person may only be sentenced for such criminal action if it would also be punishable both under Finnish Common Law and Maritime Law and under Danish Law.

Article 9.

Les demandes d'extradition seront transmises par la voie diplomatique. Elles contiendront tous les renseignements relatifs au statut national de l'individu en question ; elles seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifiée conforme soit de la sentence prononcée par le tribunal, soit du mandat d'arrêt ou d'emprisonnement délivré par le tribunal ou toute autre autorité compétente, et indiquant en détail la nature du délit ainsi que le moment et le lieu où il a été commis. De plus, il sera joint à la demande une copie des dispositions pénales applicables au crime dans le pays requérant et, enfin, un signalement de l'individu réclamé. On n'exigera, en aucun cas, de preuves spéciales concernant la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 10.

Dans le cas où des demandes analogues sont reçues d'un ou de plusieurs Etats, au sujet de l'individu réclamé conformément à la présente Convention, par l'un ou l'autre des Etats contractants, il appartiendra à l'Etat auquel les demandes ont été adressées de décider à laquelle il convient de faire droit.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition d'un même individu, pour des chefs d'accusation différents, cet individu pourra être livré à l'un des Etats, à condition que ce dernier s'engage, après que l'extradé aura subi sa peine dans le territoire dudit Etat, à le livrer à un autre Etat.

Article 11.

En cas d'urgence, et particulièrement lorsqu'il y a lieu de craindre l'évasion du prévenu, un gouverneur provincial (Landshövding), un maire (Borgmästare), un inspecteur (Polismästare), ou agent de police (Ordringsman), un bailli (Kronofogde) ou un commissaire de police rurale (Kronolänsman), en Finlande, le procureur général (Ricksadvokat), un procureur du roi (Statsadvokat), le chef de la police (Politidirector) de Copenhague, un inspecteur de police (Politimestre) et les chefs des forces de la police municipale, au Danemark, peuvent, avant la transmission officielle d'une demande d'extradition, entrer en relations les uns avec les autres, directement par voie postale ou télégraphique, et demander la mise en arrestation provisoire d'un criminel. Lesdites demandes de mise en arrestation provisoire seront accompagnées de renseignements relatifs aux circonstances, au moment et au lieu du délit, d'une déclaration affirmant que le jugement ou la décision mentionnés à l'article 9 ont été enregistrés et, si possible, de renseignements concernant la nationalité de l'individu ainsi que son signalement. Ces demandes contiendront, en outre, une déclaration à l'effet qu'une demande officielle d'extradition de l'individu en question sera présentée ultérieurement.

Lorsqu'une arrestation est effectuée conformément aux dispositions ci-dessus, et que la demande officielle d'extradition de l'individu arrêté n'est pas transmise au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat dans lequel l'arrestation a été effectuée, dans les quatre semaines qui suivent cette arrestation, ledit Etat aura le droit de relâcher l'inculpé.

Article 12.

Lorsque l'extradition est accordée, il incombe à l'Etat requérant de prendre livraison du prévenu dans les trois semaines suivant la réception de l'avis indiquant que l'extradition est accordée. A défaut de cette précaution, le premier Etat aura le droit de relâcher la personne en question.

Article 9.

Demands for extradition shall be transmitted through diplomatic channels. The demands shall contain information concerning the national status of the individual in question, and there shall be transmitted therewith an original or certified copy of either the sentence pronounced by a court or else of an order issued by a court or other proper authority for the arrest or imprisonment of the accused, giving details with regard to the nature of the offence and the time and place at which it was committed. There shall, moreover, be attached to the demand a copy of the Penal Regulations in force in the country formulating the request, which are applicable to the crime and, if possible, a description of the individual required. Special evidence concerning guilt of the individual claimed shall not in any case be required.

Article 10.

Should it happen that similar demands are likewise received from one or more other States concerning an individual whose extradition has been demanded by one or other of the parties in virtue of this Convention, it shall be for the State to which the demands have been forwarded to decide to which of them the individual should be delivered.

If several States have demanded the extradition of the same individual on different charges, it shall be required, as a condition of extradition to one of the said States, that it shall undertake, after the individual in question has served his sentence in the last named State, to extradite him to another State.

Article 11.

In urgent cases, and particularly when there is any danger of the individual in question escaping, a provincial Governor (Landshövding), a Mayor, a Chief Constable, a Justice of the Peace (Ordingsman) a District Attorney (Kronofogde) or a District Sheriff's Officer (Kronolänsman) in Finland, and in Denmark the Advocate General (Ricksadvokat) a State Advocate (Statsadvokat). The Director of Police in Copenhagen, a Chief Constable and the Heads of Municipal Police Forces may, before the formal transmission of a request for extradition, enter into direct postal or telegraphic communication with one another and request the provisional arrest of a criminal. Such requests for provisional arrest shall be accompanied by information concerning the offence which the individual has committed and the time and place at which the offence occurred, a declaration that the judgment or decision referred to in Article 9 has been recorded, and, if possible, information concerning the individual's nationality, together with his description. These applications shall further contain a declaration to the effect that a formal demand for the extradition of the individual in question will subsequently be presented.

If an arrest is made in conformity with the foregoing provisions, and if a formal demand for the arrested individual's extradition is not transmitted to the Ministry of Foreign Affairs in the State in which the arrest was made within four weeks of such arrest, the last named State shall be entitled to release the prisoner.

Article 12.

When extradition has been granted, the State which has requested such extradition shall be responsible for taking delivery of the individual in question within three weeks of receiving notice that extradition may be carried out. If it should fail to do so, the other State shall be entitled to release the prisoner.

Article 13.

Tous objets trouvés sur l'individu réclamé, au moment de son arrestation, et saisis par les autorités, qui peuvent être considérés comme présentant un intérêt au point de vue de l'établissement de sa culpabilité dans le délit dont il est accusé, ou tous objets dont l'accusé peut demander la restitution, seront, lorsque l'extradition aura été accordée, remis entre les mains des autorités de l'autre Etat, au moment où l'inculpé sera extradé.

Toutefois, le droit d'un tiers sur ces objets ne sera pas atteint ; après le procès, les objets seront restitués, sans frais, aux ayants-droit, à moins que des circonstances spéciales n'exigent que d'autres dispositions ne soient prises.

Article 14.

Lorsque l'une des deux Parties contractantes, à laquelle un individu est livré, désire — sans tenir compte des dispositions de l'article 8 — que l'individu en question soit poursuivi pour un délit antérieur à l'extradition et autre que celui qui l'a motivée, ou si la Partie contractante en question désire livrer l'individu à un Etat tiers, elle devra en demander l'autorisation par la voie diplomatique. La demande devra être accompagnée de renseignements relatifs à la nature du délit, au lieu et au moment où il a été commis.

Article 15.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour un délit non politique, l'une des deux Parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans le territoire de l'autre, ou l'institution d'une enquête dans le dit Etat, en vue d'instruire la cause, une demande écrite d'autorisation à cet effet devra être transmise par la voie diplomatique ; il sera accédé à cette demande dans la mesure où l'autorisent les lois de l'Etat auquel elle est adressée. Dans ce cas, il incombera aux autorités de l'Etat saisi de la demande de fournir, autant que possible, en temps voulu, aux autorités de l'Etat requérant, des renseignements indiquant la date et le lieu fixés pour l'accomplissement de ces formalités.

Article 16.

Lorsque, à l'occasion de poursuites intentées pour un délit non politique, l'une des deux Parties contractantes jugera nécessaire, ou opportune, la production de preuves ou documents qui se trouvent entre les mains des autorités de l'autre Partie, il sera satisfait à toute demande à cet effet, à moins que, dans certains cas particuliers, la communication demandée ne soulève des objections.

Article 17.

Lorsqu'un individu doit être livré par l'un des Etats contractants, à un Etat tiers, et doit au cours de son transfert passer par le territoire de l'autre Etat, ce dernier ne devra soulever aucune objection au passage du prisonnier, à moins que l'extradé ne soit un de ses ressortissants. Les demandes d'autorisation pour le passage de l'extradé à travers le territoire de l'autre Etat seront transmises par la voie diplomatique ; elles seront accompagnées du texte original ou d'une copie certifiée conforme de la décision autorisant l'extradition, ou encore de toute autre pièce prévue à l'article 9. La même procédure sera appliquée dans le cas où une personne devra être livrée par un tiers à l'un des Etats contractants. L'extradé sera accompagné par un fonctionnaire de l'Etat traversé, pendant la durée de son passage sur le territoire dudit Etat.

Article 13.

All objects which were found in the possession of the individual whose extradition has been demanded, at the time of his arrest, and taken charge of, and which may be considered to be important as evidence in respect of the offence with which he is charged, or which the accused might claim to have handed over to him, shall, if extradition is conceded, be given over into the keeping of the other State at the time when the prisoner is extradited.

The right of any third party to such objects shall nevertheless remain unaffected ; and after the trial is over the objects shall be returned free of all charges to the person entitled to receive them, unless special circumstances compel the adoption of some other course.

Article 14.

If one of the Contracting Parties to whom a person is extradited desires, without regard to the conditions referred to in Article 8, that the said person shall be proceeded against for an offence committed before extradition, other than the offence in respect of which he was extradited, or if the Contracting Party in question desires to extradite him to a third State, permission to do so shall be obtained through diplomatic channels. The application shall contain or be accompanied by information regarding the nature, time and place of the offence.

Article 15.

If either of the Contracting States finds it necessary, in connection with a prosecution for a non-political offence, to interrogate witnesses who are in the other State, or to institute any other enquiry for investigating the case in the said State, written application to this effect shall be sent through diplomatic channels; such a request shall be acceded to so far as the laws of the State to which the application is addressed may point. In such case it shall be the duty of the authorities in the State to which the application is sent, to give the authorities of the State which has submitted the application timely information, so far as possible, regarding the date and place arranged for the proceedings.

Article 16.

When it is considered necessary or desirable in either State, in connection with a prosecution for a non-political offence, to obtain evidence or documents which are in the custody of the authorities of the other State, an application to this effect shall be acceded to unless, in any particular case, there are objections to doing so.

Article 17.

If a person has to be extradited from one of the Contracting States to a third State, and has to be transported for that purpose across the territory of the other State, the latter shall not raise objections to his passage unless the person in question is a citizen of that State. In such cases the application for permission for transport across the territory of the other State shall be made through diplomatic channels and shall be accompanied by the original or duly certified copy of the decision authorising the extradition, or else by a document such as is referred to in Article 9. The same rules shall apply if a person has to be extradited from a third State to one of the Contracting States. The person extradited shall be accompanied by an official of the transit State while passing through the territory of that State.

Article 18.

Les frais résultant de l'exécution des dispositions prévues par la présente Convention, seront supportés par chacune des Parties contractantes dans son propre territoire ; à l'exception des dépenses engagées pour le transport d'un extradé à travers un autre Etat, ainsi qu'il a été prévu à l'article 17.

Article 19.

La présente Convention, qui ne sera pas applicable au Groenland, sera ratifiée et entrera en vigueur dix jours après l'échange des instruments de ratification. Elle restera en vigueur six mois après qu'elle aura été dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Copenhague, le 12 février 1923.

(L. S.) C. M. T. COLD.
(L. S.) K. G. IDMAN.

Article 18.

Expenditure which is incurred in pursuance of the arrangements laid down in this Convention shall be defrayed by each of the Contracting Parties within its own territory ; with the exception of expenses incurred in connection with the transport in transit through another State, as provided in Article 17.

Article 19.

The present Convention, which shall not apply to Greenland, shall be ratified and shall come into force 10 days after the exchange of the instruments of ratification. It shall remain in force for 6 months after it has been denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in two copies on February 12, 1923.

(L. S.) C. M. T. COLD.
(L. S.) K. G. IDMAN.

N° 453.

FINLANDE ET SUÈDE

Convention de navigation et Protocole final, signés à Stockholm le 26 mai 1923.

FINLAND AND SWEDEN

Navigation Convention and Final Protocol, signed at Stockholm, May 26, 1923.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 453. — SOPIMUS [1], ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 26 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 453. — AVTAL [1], UNDERTECKNAT I STOCKHOLM DEN 26 MAJ 1923.

Textes officiels finnois, français et suédois communiqués par les Ministres des Affaires étrangères de Finlande et de Suède. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 9 juillet 1923.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, toiselta puolen, ja hänen MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS, toiselta puolen, jotka ovat päättäneet molempien maiden välisen kauppa- ja merenkulkuyhteyden helpottamiseksi solmia merenkulkusopimuksen, ovat tätä tarkoitusta varten valtuutetuikseen määränneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Tasavallan Tukholmassa olevan Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin T:ri Werner SÖDERHJELMIN ;

JA HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS :

Ulkoasiainministerinsä, Hänen Ylhäisyytensä Carl HEDERSTIERNAN ;

jotka ovat, vaihdettuaan valtakirjansa, mitkä havaittiin olevan hyvässä ja asianmukaisessa kunnossa, sopineet seuraavista artikloista :

1 artikla.

Suomalaisia aluksia ja niiden lasteja on kohdeltava Ruotsissa ja ruotsalaisia aluksia ja niiden lasteja Suomessa, ellei tässä sopimuksessa toisin määrätä, täydellisesti samalla ta-

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm le 27 juin 1923.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, å ena sidan, och REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT, å andra sidan, som beslutat att till underlättande av handels- och sjöfartsförbindelserna mellan de båda länderna avsluta ett sjöfartsavtal, hava för sådant ändamål till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för Utrikes Ärendena Carl HEDERSTIERNA ;

och REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT REPUBLIKENS :

Envoyé extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire i Stockholm Dr. Werner SÖDERHJELM,

vilka, efter att hava utväxlat sina fullmakter, som befunnits i god och behörig ordning, överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

Svenska fartyg och deras last skola i Finland samt finska fartyg och deras last skola i Sverige, där icke i detta avtal annorlunda stadgas, åtnjuta fullkomligt samma behand-

[1] The exchange of ratifications took place at Stockholm, June 27, 1923.

[1] TRADUCTION. — [1] TRANSLATION.

No. 453. — CONVENTION DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET LA SUÈDE ET PROTOCOLE FINAL, SIGNÉS A STOCKHOLM LE 26 MAI 1923.

No. 453. — NAVIGATION CONVENTION BETWEEN FINLAND AND SWEDEN AND FINAL PROTOCOL, SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 26, 1923.

Finnish, French and Swedish official texts communicated by the Ministers for Foreign Affairs of Finland and Sweden. The Registration of this Convention took place July 9, 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, d'une part, et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'autre part, ayant décidé de conclure une Convention de navigation, en vue de faciliter les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Monsieur Carl DE HEDERSTIERNA, Son Ministre des Affaires étrangères, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur le Dr Werner SÖDERHJELM, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République, à Stockholm,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Sauf stipulations contraires de la présente Convention, les navires suédois et leurs cargaisons en Finlande, et réciproquement, les navires finlandais et leurs cargaisons en Suède,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, of the one part, and the PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, of the other Part, having decided to conclude a Navigation Convention with a view to promoting commercial and maritime relations between the two countries, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Carl DE HEDERSTIERNA, His Minister for Foreign Affairs, and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Dr. Werner SÖDERHJELM, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Stockholm,

who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Except as otherwise provided in the present Convention, Swedish vessels and their cargoes in Finland, and, reciprocally, Finnish vessels and their cargoes in Sweden, shall enjoy the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

valla kuin maan omia aluksia ja niiden lasteja, huolimatta siitä, mistä alukset ovat lähteneet tai minne ne ovat matkalla, ja huolimatta siitä, mistä lasti on peräisin tai minne se on määrätty. Näin ollen eivät toisen sopimuspuolen alukset eivätkä niiden lastit saa toisen sopimuspuolen alueella muun muassa olla muiden tai korkeampien maksujen tai suoritusten alaiset, olkoot ne minkälaatuisia ja minkänimisiä tahansa, kuin mitä oman maan alukset ja niiden lastit ovat.

ling som landets egna fartyg och dessas last, oavsett varifrån fartygen avgått eller varthän de äro destinerade, och oavsett varifrån lasten förskriver sig eller varthän den är bestämd. Sålunda skola, bland annat, den ena kontraherande partens fartyg och deras last å den andra partens område icke vara underkastade andra eller högre avgifter eller pålagor, av vad slag och benämning de vara må, än det egna landets fartyg och deras last.

Jokainen etuoikeus ja vapautus, jonka toinen sopimuspuoli saattaa edellämainituissa suhteissa myöntää kolmannelle vallalle, on samalla ja ehdottomasti myönnettävä myös toiselle sopimuspuolelle.

Tämän artiklan määräyksistä tehdään kuitenkin poikkeuksia kun kysymyksessä ovat :

1. Sellaiset erikoisedut, jotka jompikumpi maa on myöntänyt tai vastedes saattaa myöntää kotimaiselle kalastuselinkeinolle tai sen tuotteille ;

2. Rannikkolaivaliikenne (cabotage) ;

3. Kulku luonnollisilla ja keinotekoisilla sisävesiteillä, jolloin suomalaisista aluksista ja niiden lasteista on Ruotsissa ja ruotsalaisista aluksista ja niiden lasteista Suomessa voimassa samanlaiset ehdot kuin suosituimman maan aluksista ja lasteista, kuitenkin siten, ettei aluksista eikä lasteista kanneta maksuja korkeampina kuin kotimaisista aluksista ja kotimaisesta lastista.

Varje företrädesrätt och befrielse, som i förenämnda hänseende kunna komma att av den ena av de kontraherande parterna medgivas en tredje makt, skola samtidigt och ovillkorligen jämväl tillerkännas den andra parten.

Från bestämmelserna i denna artikel göres likväl undantag :

1. I fråga om sådana särskilda förmåner, vilka i någotdera landet beviljats eller framdeles kunna komma att beviljas den inhemska fiskerinäringen eller dess alster ;

2. i fråga om kustfarten (cabotage) ;

3. i fråga om befarandet av inre naturliga och konstgjorda vattenvägar, varvid för svenska fartyg och deras last i Finland samt för finska fartyg och deras last i Sverige skola gälla enahanda villkor som för mest gynnad nations fartyg och last, dock att avgifterna för fartyg och last icke skola uppbäras till högre belopp än för inhemska fartyg och inhemsk last.

Tämän ja seuraavien artiklain määräysten perusteella ei kuitenkaan voida vaatia niitä erikoisetuja, jotka Suomi on myöntänyt taikka vastedes saattaa myöntää Norjan kuningaskunnalle kauppa- ja merenkulkuoloihin nähden Pohjoisella Jäämerellä tahi jotka Ruotsi on myöntänyt Tanskan kuningaskunnalle kauppa- ja merenkulkuoloja Juutinraumassa koskevalla julistuksella 22 päivältä syyskuuta 1871 [1] ja kalastaja- alusten tulo- ja lähtösuorintaa koskevalla julistuksella 29 päivältä joulukuuta 1913 sekä ensiksimainittuun julistukseen liittyvillä sopimuksilla, taikka jotka

På grund av bestämmelserna i denna artikel och i de följande må likväl icke anspråk kunna göras på de särskilda förmåner, som från svensk sida medgivits konungariket Danmark enligt deklarationerna den 22 september 1871 [1] angående handels- och sjöfartförhållandena i Öresund och den 29 december 1913 angående in- och utklarering av fiskefartyg jämte de till förstnämnda deklaration hörande överenskommelser, eller vilka medgivits eller framdeles kunna komma att medgivas konungariket Norge beträffande handels- och sjöfartsförhållandena i Idefjorden och Svinesund eller

[1] British and Foreign State Papers. Vol. 68, page 196.

jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination des dits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Il s'ensuit notamment que les navires de l'une des Parties contractantes et leurs cargaisons ne seront assujettis sur le territoire de l'autre partie, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, autre ou plus élevée que celles qui seront applicables aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Tout privilège ou immunité que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une Puissance tierce, sera, en même temps et sans conditions ni réserves, reconnu aussi à l'autre partie.

Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article :

1. En ce qui concerne les faveurs spéciales qui, dans l'un ou l'autre des deux pays ont été accordées ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits ;

2. en ce qui concerne le cabotage ;

3. en ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour laquelle les navires suédois et leurs cargaisons en Finlande, et réciproquement les navires finlandais et leurs cargaisons en Suède, seront soumis aux mêmes conditions que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et sur leurs cargaisons ne devant pas excéder toutefois, le taux applicable aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Il ne pourra néanmoins être fondé sur les dispositions du présent article ou des articles suivants aucun droit aux faveurs spéciales que la Suède a accordées au Royaume de Danemark en vertu de la Déclaration du 22 septembre 1871 au sujet des relations de commerce et de navigation, spécialement en ce qui concerne le Sund, et de la Déclaration du 29 décembre 1913 relative à l'expédition en douane des bateaux de pêche, ainsi que des Arrangements se rapportant à la première des dites Déclarations ou qu'elle a accordées ou pourra accorder par la suite au Royaume de Norvège concer-

same treatment in every respect as the vessels of the country concerned and their cargoes, whatever may be the port of departure or destination of the vessels or the place of origin or destination of their cargoes. It follows that the vessels of either of the Contracting Parties and their cargoes shall not be subjected, in the territory of the other Party, to any taxes or charges of whatever kind or denomination other or higher than those applicable to vessels of the country concerned and their cargoes.

All privileges and immunities which may be granted in any of the foregoing matters by one of the Contracting Parties to a third Power shall simultaneously, and without conditions or restrictions, be accorded to the other Party.

Nevertheless, the provisions of this Article shall not apply to :

(1) Any special privileges which are, or may be, granted in either of the two countries to the fisheries of that country and their produce ;

(2) the coasting trade ;

(3) navigation on natural or artificial inland waterways ; in this case Swedish vessels and their cargoes in Finland, and, reciprocally, Finnish vessels and their cargoes in Sweden, shall be subjected to the same conditions as the vessels of the most favoured nation and their cargoes, it being understood, however, that the dues leviable on such vessels and their cargoes shall not exceed the rate applicable to the vessels of the country concerned and their cargoes.

Nevertheless, the provisions of the present or succeeding Articles shall not be taken as conferring any right to the special privileges granted by Sweden to the Kingdom of Denmark in virtue of the Declaration of September 22, 1871, regarding commercial and maritime relations, with particular reference to the Sound, and the Declaration of December 29, 1913, regarding the Customs inspection of fishing boats, and the Agreements concluded in connection with the first-named Declaration ; or to any special privileges which Sweden has granted, or may grant, to the

on myönnetty taikka vastedes voidaan myöntää Norjan kuningaskunnalle Idevuonon ja Svinesundin kauppa- ja merenkulkuoloihin taikka yhteisten sisävesiteitten käyttämiseen nähden, niin kauan kuin samoja etuja ei myönnetä muulle valtiolle.

befarande av gemensamma inre vattenvägnar, eller från finsk sida medgivits eller framdeles kunna komma att medgivas konungariket Norge beträffande handels- och sjöfartsförhållandena i Norra Ishavet, allt så länge icke samma förmåner medgivas annan stat.

Tämän artiklan määräysten kautta ei syrjäytetä Suomen ja Viron välillä 29 päivänä lokakuuta 1921 [1] tehdyn kauppa- ja merenkulkusopimuksen 18 artiklaa.

Genom bestämmelserna i denna artikel varder artikel 18 i handels- och sjöfartfördraget mellan Finland och Estland den 29 oktober 1921 [2] icke åsidosatt.

2 artikla.

Aluksen kansallisuus on molemminpuolisesti tunnustettava niiden asiakirjain ja todistusten nojalla, jotka asianomaiset viranomaiset ovat kummassakin maassa voimassaolevien lainmääräysten mukaisesti tätä tarkoitusta varten antaneet.

Toisen sopimuspuolen antama mittakirja tai muu mittausasiakirja on toisen sopimuspuolen hyväksyttävä niiden erikoissopimusten mukaisesti jotka molempien sopimusmaiden kesken on tehty tai vastedes tehdään.

Artikel 2.

Fartygs nationalitet skall ömsesidigt erkännas på grund av de handlingar och bevis, som av vederbörande myndigheter i vartdera landet blivit i enlighet med därstädes gällande lagbestämmelser för sådant ändamål utfärdade.

Mätbrev och annan mätningshandling, vilka utfärdats av den ena av de kontraherande parterna, skola av den andra parten godkännas i enlighet med de särskilda överenskommelser, som mellan de båda kontraherande länderna träffats eller framdeles må komma att träffas.

3 artikla.

Suomalaiset alukset, jotka saapuvat Ruotsin satamiin, ja ruotsalaiset alukset, jotka saapuvat Suomen satamiin, ainoastaan täydentääkseen siellä lastiaan tai purkaakseen osan siitä, saavat, edellyttäen että ne noudattavat asianomaisessa valtiossa voimassa olevia lakeja ja määräyksiä, pitää aluksessa sen osan lastia, joka on määrätty toiseen satamaan tai toiseen maahan, ja jälleenviedä sen tarvitsematta suorittaa tästä osasta lastia mitään muuta maksua kuin vartioimismaksut, ja nämä maksut saa kantaa ainoastaan kotimaista tai suosituimman maan merenkulkua varten määrätyn alimman taksan mukaan.

Artikel 3.

Svenska fartyg, som inkomma till finska hamnar, och finska fartyg, som inkomma till svenska hamnar, för att där allenast komplettera sin last eller lossa en del av densamma, må, under förutsättning att de rätta sig efter de i de respektive staterna gällande lagar och föreskrifter, behålla ombord den del av lasten, som är bestämd till annan hamn eller till annat land, och återutföra densamma, utan att för denna del av lasten behöva erlägga någon avgift utom bevakningsavgifter, och må dessa avgifter uppbäras allenast efter mest gynnad nations sjöfart bestämda lägsta taxan

[1] Vol. XIII, page 59 de ce Recueil.

[2] Vol. XIII, page 59 of this Series.

nant, soit les relations commerciales et maritimes dans le Idefjord et le Svinesund, soit la navigation sur les voies navigables intérieures communes aux deux pays ; ni à celles que la Finlande a accordées ou pourra accorder par la suite au Royaume de Norvège concernant les relations commerciales et maritimes dans l'Océan Glacial Arctique, le tout aussi longtemps que les mêmes faveurs n'auront pas été accordées à un autre Etat.

Les dispositions du présent article ne porteront pas atteinte à l'article 18 du Traité de Commerce et de navigation conclu le 29 octobre 1921 entre la Finlande et l'Esthonie.

Kingdom of Norway regarding commercial and maritime relations in the Idefjord and Svinesund, or regarding navigation on the inland waterways common to both countries ; or to any special privileges which Finland has granted, or may grant, to the Kingdom of Norway regarding commercial and maritime relations in the Arctic Ocean ; provided always that the same privileges have not been granted to any other State.

The provisions of the present Article shall not affect Article 18 of the Treaty of Commerce and Navigation concluded between Finland and Esthonia on October 29, 1921.

Article 2.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux qui ont été conclus ou pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 2.

The nationality of vessels shall be regarded by both Parties as being determined by the documents and certificates issued for that purpose by the competent authorities of the respective States, in accordance with the laws and regulations of each country.

Tonnage certificates, and other documents relating to tonnage, issued by one of the Contracting Parties shall be recognised by the other Party in accordance with such special arrangements as have been or may be concluded between the two Contracting Parties.

Article 3.

Les navires suédois entrant dans un port finlandais et, réciproquement, les navires finlandais entrant dans un port suédois, à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Swedish vessels calling at a Finnish port, and, reciprocally, Finnish vessels calling at a Swedish port, with the sole object of completing their cargo or discharging a portion thereof, may, provided that they conform to the laws and regulations of the respective States, retain on board such portion of their cargo as may be consigned to another port or to another country, and may re-export that portion of their cargo without becoming liable for any dues or charges except dues in respect of supervision, the rate of which shall in any case be the lowest rate fixed for vessels of the country concerned or of the most favoured nation.

4 *artikla.*

Laivamaksuista ovat asianomaisten maiden satamissa kokonaan vapautetut :

1. Alukset, jotka saapuvat pohjalastissa jostakin paikasta olkoon se mikä tahansa, ja jotka jälleen pohjalastissa lähtevät ;

2. Alukset, jotka tulevat jommankumman maan satamasta yhteen tai useampaan saman maan satamaan ja jotka voivat toteennäyttää, että ne samalla matkalla jo ovat muussa saman maan satamassa maksaneet kysymyksessäolevat maksut ;

3. Alukset, jotka vapaaehtoisesti tai pakkosyistä ovat saapuneet lastissa johonkin satamaan ja lähtevät sieltä suorittamatta minkäänlaista kauppatointa.

Tämä vapautus ei koske luotsausmaksuja, alusten satamamaksuja, hinaus-, karanteenieikä muita alusta rasittavia maksuja joita kotimaisten ja suosituimman maan alusten on samassa määrin suoritettava korvauksena liikennettä palvelevasta avusta ja laitoksista.

Jos alus pakkosyistä laskee satamaan, ei kauppatoimina pidetä : aluksen korjausta varten suoritettua tavarain purkamista ja uudelleenlastaamista ; lastin siirtämistä toiseen alukseen, jos edellinen alus ei ole merikelpoisessa kunnossa ; välttämätöntä muonatavarain ostoa miehistöä varten ; eikä sellaista merivahingoittuneiden tavarain myyntiä johon asianomainen tullihallinto on antanut luvan.

Artikel 4.

Fullständigt befriade från fartygsumgälder i de respektive ländernas hamnar äro :

1. Fartyg, som från någon ort, vilken det vara må, inkomma i barlast och i barlast åter utgå ;

2. fartyg, som komma från någon hamn inom ett av de bägge länderna till en eller flera hamnar inom samma land samt kunna styrka, att de under samma resa i annan hamn uti samma land redan erlagt ifrågavarande avgifter ;

3. fartyg, som frivilligt eller av tvingande orsaker inkommit i en hamn med last och därifrån åter utlöpa utan att hava företagit någon som helst handelsoperation.

Denna befrielse skall icke gälla lotsningsavgifter, hamnavgifter för fartyg, bogserings-, karantäns- och andra på fartyget vilande avgifter, vilka inhemska och mest gynnad nations fartyg hava att i lika mån erlägga såsom gottgörelse för trafiken tjänande handräckningar och anordningar.

Inlöper fartyg av tvingande orsaker i en hamn, skola icke såsom handelsoperationer anses : i och för reparation av fartyget verkställd lossning och återinlastning av varor ; överflyttande av last till ett annat fartyg, i händelse av det förra fartygets sjöoduglighet ; nödiga inköp av proviant för besättningen ; samt sådan försäljning av sjöskadade varor, vartill vederbörande tullförvaltning lämnat tillstånd.

5 *artikla.*

Jos toiselle sopimuspuolelle kuuluva alus on joutunut karille tai kärsinyt haaksirikon toisen sopimusmaan alueella, on aluksen ja lastin nautittava samoja etuja ja vapautuksia, mitkä sen maan lainsäädäntö samanlaisten olosuhteiden vallitessa myöntää oman tai suosituimman maan aluksille. Apua ja tukea on annettava päällikölle ja miehistölle sekä henkilö-

Artikel 5.

Har ett fartyg, tillhörande den ena av de kontraherande parterna, strandat eller lidit skeppsbrott inom det andra landets område, skola fartyg och last åtnjuta samma förmåner och befrielser som respektive lands lagstiftning under enahanda omständigheter beviljar egna eller mest gynnad nations fartyg. Hjälp och bistånd skola lämnas befälhavare och

Article 4.

Seront complètement affranchis de tous droits grevant les navires et la navigation dans les ports des pays respectifs :

1. Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront sur lest ;

2. les navires qui, passant d'un port de l'un des deux pays dans un ou plusieurs ports du même pays, justifieront qu'ils ont déjà acquitté les droits en question au cours du même voyage, dans un autre port du même pays ;

3. les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce

L'exonération dont il s'agit ne s'appliquera pas aux droits de pilotage, de port, de remorquage, de quarantaine, ni à tous autres droits grevant les navires et que les navires nationaux et ceux de la nation la plus favorisée ont à acquitter dans les mêmes conditions pour services rendus ou dispositions prises dans l'intérêt de la navigation.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, l'achat de provisions nécessaires pour le ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 4.

Complete exemption from all dues leviable on vessels and navigation in the ports of each of the countries concerned shall be granted in respect of :

(1) Vessels arriving in ballast from any port of departure, and leaving in ballast ;

(2) vessels which, passing from a port in one of the two countries to a port or ports in the same country, can prove that they have already paid the dues in question during the same voyage at another port in the same country ;

(3) vessels which, while carrying cargo, put into port either voluntarily or under stress of circumstances, and leave that port without having carried out any commercial transaction.

This exemption shall not apply in the case of pilotage, harbour, towage, quarantine or any other dues leviable on vessels generally and payable by vessels of the country or of the most favoured nation, under the same circumstances, for services rendered or arrangements made in the interests of navigation.

In the case of a vessel forced to put into port, commercial transactions shall not be deemed to include the unloading of goods for the purpose of repairing the vessel, and their reloading, their transhipment to another vessel if the original vessel is unseaworthy, the purchase of necessary food supplies for the crew, and the sale of damaged goods, if authorised by the Customs administration.

Article 5.

Si un navire de l'une des deux Parties contractantes a échoué ou naufragé dans les eaux de l'autre Etat, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent, dans des circonstances analogues, aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux

Article 5.

In the event of a vessel of one of the two Contracting Parties going aground or being wrecked in the territorial waters of the other State, the vessel and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as are granted in similar circumstances by the laws and regulations of the country concerned to its own vessels or to vessels of the most favoured

kohtaisesti että alukseen ja lastiin nähden samassa määrin kuin oman maan kansalaisille.

Pelastuspalkkion suhteen on voimassa sen maan lainsäädäntö, missä pelastus on suoritettu.

Karillejoutuneesta tai haaksirikkoutuneesta aluksesta pelastetut tavarat eivät ole tullin alaisia elleivät ne jää käyttöä varten maahan.

6 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu suomen, ruotsin ja ranskan kielillä, ja ranskalainen teksti on sopimuksen tulkintaan nähden oleva todistusvoimainen.

7 *artikla.*

Tämä sopimus on ratifioitava. Se tulee voimaan heti ratifioimisasiakirjain vaihdon tapahduttua ja on voimassa, kunnes kolme kuukautta on kulunut siitä, kun jompikumpi sopimuspuoli on sen irtisanonut.

Vakuudeksi ovat molempien puolten valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään; mikä tapahtui Tukholmassa, kahtena kappaleena 26 päivänä toukokuuta 1923.

besättning såväl för dem personligen som för fartyg och last i samma omfattning som det egna landets medborgare.

Beträffande bärgarlön gäller lagstiftningen i det land, där bärgningen skett.

Från strandat eller förolyckat fartyg bärgade varor skola icke vara underkastade någon tullavgift, såvida de icke övergå till förbrukning i landet.

Artikel 6.

Detta avtal är avfattat å svenska, finska och franska språken och skall i fråga om tolkningen av avtalet den franska texten äga vitsord.

Artikel 7.

Detta avtal skall ratificeras. Det träder i kraft omedelbart efter ratifikationsurkundernas utväxlande och förbliver gällande intill dess tre månader förflutit, efter det att avtalet av någondera av de kontraherande parterna uppsagts.

Till bekräftelse härav hava de båda parternas fullmäktige undertecknat detta avtal och försett detsamma med sina sigill; som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 26 maj 1923.

(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.

nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 6.

La présente Convention est rédigée en suédois, en finnois et en français. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

Article 7.

La présente Convention sera ratifiée. Elle entrera immédiatement en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Stockholm, le 26 mai 1923.

(L. S.) CARL HEDERSTIERNA.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 3 juillet 1923.
(Signé) A. E. RODHE,
Secrétaire général p. i. au Ministère des Affaires étrangères de la Suède.

nation. Assistance shall be given to the captain and the crew, both as regards themselves and as regards the vessel and its cargo, in the same measure as it is given to nationals.

As regards salvage dues, the laws of the country in which the salvage took place shall be applied.

Goods salvaged from a vessel which has gone aground or been wrecked shall not be subject to any Customs duty unless they are consumed within the country concerned.

Article 6.

The present Convention is drawn up in Swedish, Finnish, and French. In all questions of interpretation the French text shall prevail.

Article 7.

The present Convention shall be ratified. It shall come into force immediately upon the exchange of ratifications, and shall remain valid until the expiry of a period of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Stockholm on May 26, 1923.

(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.
(L. S.) CARL HEDERSTIERNA.

PÄÄTÖSPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänä päivänä Suomen ja Ruotsin välisen merenkulkusopimuksen ovat molempain puolten edustajat, siihen asianmukaisesti valtuutettuina, sopineet seuraavista lisäsopimuksista :

1. Ruotsin ja Venäjän välinen luotsinottovelvollisuudesta vapauttamista y m. koskeva julistus 17 päivältä elokuuta 1872[1] — mistä 11 päivänä marraskuuta 1919 noottienvaihdolla selitettiin, että oli katsottava sen olevan voimassa Suomen ja Ruotsin välisiin suhteisiin nähden, — suomalainen asetus 21 päivältä toukokuuta 1920, jolla ruotsalaiset alukset eräissä tapauksissa vapautetaan käyttämästä kruunuluotsia ja ruotsalainen kunink. kuulutus 16 päivältä heinäkuuta 1920, jolla suomalaiset alukset eräissä tapauksissa vapautetaan käyttämästä kruunuluotsia, jäävät voimaan merenkulkusopimuksen voimaanastuttuakin.

2. Ottaen huomioon sen uuden merimieslain sisällön, joka tämän vuoden tammikuun 1 päivästä on tullut voimaan Ruotsissa, ja sen vastaavan lain, josta Suomen osalta on eduskunnalle annettu esitys kumotaan merenkulkusopimuksen voimaanastuessa Ruotsin ja Venäjän välillä 8 päivänä huhtikuuta 1812 tehty sopimus karanneitten merimiesten luovuttamisesta, joka sopimus 11 päivänä marraskuuta 1919 noottienvaihdolla selitettiin voimassaolevaksi Suomen ja Ruotsin välisiin suhteisiin nähden.

Vakuudeksi ovat valtuutetut edustajat laatineet tämän pöytäkirjan, jonka voima ja vaikutus on oleva sama kuin jos sen määräykset olisi otettu itse sopimukseen.

Tehtiin Tukholmassa kahtena kappaleena 26 päivänä toukokuuta 1923.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av sjöfartsavtalet mellan Sverige och Finland hava de båda parternas fullmäktige, därtill vederbörligen bemyndigade, enats om följande ytterligare överenskommelser :

1. Den mellan Sverige och Ryssland ingångna deklarationen[1] den 17 augusti 1872 angående befrielse från skyldigheten att taga lots etc. — som genom noteväxling den 11 november 1919 förklarats skola anses äga giltighet för förhållandet mellan Sverige och Finland — finska förordningen den 21 maj 1920 angående befrielse i vissa fall för svenska fartyg att anlita kronolots och svenska kungl. kungörelsen den 16 juli 1920 angående befrielse i vissa fall för finska fartyg att anlita kronolots förbliva gällande även efter sjöfartsavtalets ikraftträdande.

2. Med hänsyn till innehållet i den nya sjömanslag, som från och med den 1 januari detta år trätt i kraft i Sverige, och den motsvarande lag, varom för Finlands del proposition avlåtits till riksdagen, upphäves i och med sjöfartsavtalets ikraftträdande det mellan Sverige och Ryssland den 8 april 1812 avslutade fördraget angående utlämnande av förlupna sjömän, vilket fördrag genom noteväxling den 11 november 1919 förklarats äga giltighet för förhållandet mellan Sverige och Finland.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden upprättat detta protokoll, som skall hava samma kraft och verkan som om dess bestämmelser vore införda i själva avtalet.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 26 maj 1923.

(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome I, page 599.

PROTOCOLE FINAL.

A la signature, en date de ce jour, de la Convention de navigation conclue entre la Suède et la Finlande, les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes, dûment autorisés, sont convenus, en outre, des dispositions suivantes :

1. La Déclaration stipulant exemption de prendre pilotes, etc., signée le 17 août 1872 par la Suède et la Russie — et que des notes échangées le 11 novembre 1919 ont déclarée applicable dans les rapports entre la Suède et la Finlande, — l'Ordonnance finlandaise du 21 mai 1920 exemptant dans certains cas les navires suédois de l'obligation de prendre des pilotes, et le Décret royal suédois du 16 juillet 1920 exemptant dans certains cas les navires finlandais de l'obligation de prendre des pilotes, resteront applicables même après l'entrée en vigueur de la Convention de navigation.

2. Eu égard au contenu de la nouvelle Loi sur les marins, entrée en vigueur en Suède le 1er janvier de la présente année, et de la loi correspondante dont le projet a été soumis en Finlande au Riksdag, l'Arrangement concernant l'extradition des marins déserteurs conclu le 8 avril 1812 entre la Suède et la Russie, et que des notes échangées le 11 novembre 1919 avaient déclaré applicable dans les rapports entre la Suède et la Finlande, sera abrogé à dater du jour de l'entrée en vigueur de la Convention de navigation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même.

Fait en double expédition à Stockholm, le 26 mai 1923.

(L. S.) CARL HEDERSTIERNA.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Navigation Treaty concluded between Sweden and Finland, under this day's date, the duly authorised Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have further agreed to the following provisions :

(1) The Declaration stipulating exemption from engaging pilots, etc., signed on August 17, 1872, by Sweden and Russia and declared applicable in the relations between Sweden and Finland by the Notes exchanged on November 11, 1919, the Finnish Decree of May 21, 1920, exempting Swedish ships in certain cases from the obligation to engage pilots, and the Swedish Royal Decree of July 16, 1920, exempting Finnish ships in certain cases from the obligation to engage pilots, shall remain applicable even after the coming into force of the Navigation Convention.

(2) In view of the provisions of the new Law regarding sailors, which came into force in Sweden on January 1 of the present year, and in view of the corresponding Law the draft of which has been submitted to the Finnish Riksdag, the Arrangement concerning the extradition of sailor deserters, concluded on April 8, 1812, between Sweden and Russia, and declared to be applicable in the relations between Sweden and Finland by the Notes exchanged on November 11, 1919, shall be abrogated as from the day on which the Navigation Treaty shall come into force.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and value as if the provisions which it contains were inserted in the Treaty itself.

Done in duplicate at Stockholm, May 26, 1923.

(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.

(L. S.) CARL HEDERSTIERNA.

Pour copie conforme : Stockholm, le 3 juillet 1923.

(Signé) A. E. RODHE,

Secrétaire général p.i. au Ministère des Affaires étrangères de la Suède.

No. 453

N° 454.

DANEMARK ET FINLANDE

Accord provisoire concernant l'admission temporaire en franchise d'échantillons, signé à Copenhague le 12 février 1923.

DENMARK AND FINLAND

Provisional Agreement regarding the temporary admission of samples free of duty, signed at Copenhagen, February 12, 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 454. — MIDLERTIDIG DANSK-FINSK OVERENSKOMST[1] OM TOLDFRI INDFØRSEL AF VAREPRØVER, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 12. FEBRUAR 1923.

Textes officiels danois, finnois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet accord provisoire a eu lieu le 10 *juillet* 1923.

I Ønsket om, indtil en almindelig Handelstraktat maatte kunne afsluttes mellem DANMARK og FINLAND, at lette Handelsforbindelsen mellem de to Lande ved en interimistisk Ordning af visse Spørgsmaal vedrørende Handelsrejsendes Virksomhed er den kgl. danske Regering og Republiken Finlands Regering kommet overens om følgende midlertidige Overenskomst.

Artikel 1.

Handlende, Fabrikanter og andre Næringsdrivende, der er Statsborgere i et af de to Lande, og som ved Indehavelse af et af den kompetente Myndighed i Hjemlandet udfærdiget Næringslegitimationsbevis godtgør, at de dersteds er berettigede til at drive Handel eller Næring, samt erlægger lovmæssige Skatter og Afgifter, skal under Iagttagelse af de derfor i hvert af Landene gældende Forskrifter være berettiget til indenfor den anden kontraherende Parts Omraade enten personlig eller ved Handelsrejsende eller Agenter at gøre Vareindkøb hos Handlende, Producenter eller i aabne Udsalg. De kan ligeledes medhavende Mønstre og

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 22 juin 1923.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 454. — SUOMEN[1] JA TANSKAN VÄLINEN, TAVARANÄYTTEIDEN TULLIVAPAATA TUONTIA KOSKEVA VÄLIAIKAINEN SOPIMUS, ALLEKIRJOITETTU KÖÖPENHAMINASSA 12 PÄIVÄNÄ HELMIKUUTA 1923.

Official Danish, Finnish and Swedish texts communicated by the Danish Minister at Berne and by the Finnish Minister for Foreign Affairs The registration of this provisional agreement took place July 10, 1923.

Haluten helpottaa molemminpuolista kaupankäyntiä SUOMEN ja TANSKAN välillä järjestämällä väliaikaisesti siksi kunnes molempain maitten välinen täydellinen kauppasopimus solmitaan, eräitä kauppamatkustajain toimintaa koskevia kysymyksiä, ovat Suomen Tasavallan Hallitus ja Kuninkaallinen Tanskan Hallitus sopineet allaolevasta väliaikaisesta sopimuksesta.

1 *artikla.*

Toisen sopimuspuolen kauppiaat, tehtailijat ja muut elinkeinonharjoittajat, joilla on oman maansa asianomaisten viranomaisten antama elinkeinooikeustodistus ja jotka siten näyttävät toteen, että he siellä ovat oikeutetut harjoittamaan kauppaa tai elinkeinoa ja että he siellä suorittavat lakien määräämät verot ja maksut, ovat oikeutetut, noudattamalla kummassakin maassa voimassaolevia määräyksiä, henkilökohtaisesti tai palveluksessaan olevien matkustajien kautta, tekemään toisen sopimuspuolen alueella tavaraostoja kauppiailta, tuottajilta tai julkisista myyntipaikoista. Samaten he voivat, pitämällä mukanaan malleja ja näytteitä, hankkia tilauk-

[1] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, June 22, 1923.

Prøver optage Bestillinger hos Købmænd eller andre Personer, i hvis Næringsvirksomhed Varer af samme Slags som de udbudte finder Anvendelse.

Artikel 2.

Saafremt der i det ene af Landene for denne Virksomhed erlægges særlige Ekspeditions- eller Næringslegitimationsafgifter eller lignende, kan den anden Part tilpasse sine Bestemmelser derefter, for at Gensidighed kan opretholdes.

Artikel 3.

Danske og finske Handelsrejsende, som er forsynede med Næringslegitimationsbeviser, udfærdigede af eget Lands Myndigheder i Overensstemmelse med en af begge Parter godkendt Model, er berettigede til at indføre Prøver og Modeller, men derimod ikke Varer.

Artikel 4.

Begge de kontraherende Parter meddeler gensidig hinanden, hvilke Myndigheder, der er kompetente til at udfærdige Næringslegitimationsbeviser, og hvilke Forskrifter Indehaverne af saadanne Beviser har at iagttage under Udøvelsen af deres Virksomhed som Handelsrejsende.

Artikel 5.

Artikler, som er underkastede Told eller andre Afgifter, og som indføres af Handelsrejsende som Prøver eller Modeller, skal i hvert Land gensidig være fritagne for Ind- og Udførselstold eller andre Ind- og Udførselsafgifter paa Betingelse af, at disse Artikler genudføres inden Udløbet af den derfor foreskrevne Frist, samt af at Identiteten af de indførte og atter udførte Artikler kan fastslaas, uden Hensyn til hvilket Toldkammer Udførselen sker igennem, saafremt vedkommende Toldkammer i Henhold til de i Landet gældende Love og Bestemmelser er berettiget til at foretage de herved nødvendige Forretninger.

De i begge Landene gældende Indskrænkninger i Ind- og Udførselen berøres ikke af foranstaaende Bestemmelser.

sia kauppiailta ja muilta henkilöiltä, joiden elinkeinoliikkeessä tarjottuja tavaroita käytetään.

2 *artikla.*

Jos toinen sopimuspuoli kantaa erityisiä toimitus-tai elinkeinomaksuja, niin voi toinen sopimuspuoli vastavuoroisuuden voimassapitämiseksi soveltaa järjestelytoimenpiteensä sen mukaan.

3 *artikla.*

Suomalaiset ja tanskalaiset kauppamatkustajat, joilla on kotimaisten viranomaisten antama, molempain sopimuspuolten hyväksymän mallin mukainen elinkeinolupatodistus, saavat maahantuoda tavaranäytteitä ja malleja, mutta eivät tavaroita.

4 *artikla.*

Molemmat sopimusvaltiot antavat kumpikin toisilleen tiedon siitä, mitkä viranomaiset ovat oikeutetut elinkeinooikeustodistuksia antamaan ja mitä määräyksiä näiden todistusten haltijain on noudatettava kauppamatkustajantointansa harjoittaessaan.

5 *artikla.*

Tulli- tai muiden maksujen alaiset esineet, joita kauppamatkustajat tavaranäytteinä tai malleina maahantuovat, ovat kummassakin maassa vapaat tulli- tai muista tuonti- ja vientimaksuista ehdolla, että nämä esineet jälleen maastaviedään säädetyn ajan kuluessa ja että maahantuotujen ja jälleenvietyjen esineitten samuus on epäilemätöntä. Tällöin on yhdentekevää, minkä tullikamarin kautta esineet viedään, mikäli tämä tullikamari on maassa voimassaolevien lakien ja määräysten mukaan sellaiseen toimintaan oikeutettu.

Edelläolevat määräykset eivät koske kummassakaan maassa voimassaolevia tuonti-ja vientirajoituksia.

Artikel 6.

Som Garanti for Genudførselen af Vareprøverne skal der i begge Lande ved Indførselen stilles Sikkerhed enten ved Deponering af et til Toldafgiften svarende Beløb eller paa anden af vedkommende Stats Myndigheder godkendt Maade.

Artikel 7.

Saafremt Vareprøverne inden Udgangen af den fastsatte Tid fremlægges til Udførsel i et i denne Henseende kompetent Toldkammer, skal Toldkammeret fastslaa, hvorvidt de foreviste Artikler er identiske med de Artikler, for hvilke der i sin Tid bevilgedes toldfri Indførsel. Foreligger der ingen Tvivl i denne Henseende, bør Toldkammeret konstatere Udførselen og saa vidt muligt umiddelbart frigive den stillede Sikkerhed.

Saafremt Prøverne eller Modellerne ikke indenfor den i Artikel 5 angivne Tid bevisligt udføres, eller saafremt den stillede Sikkerhed ikke inden fire Uger, efter at vedkommende Toldkammer har konstateret Genudførselen, kræves frigivet, skal Sikkerheden være forbrudt til den paagældende Stat.

Artikel 8.

Udover de Kendemærker, som for Godtgørelse af Prøvernes Identitet officielt paasættes dem i Udførselslandet, har Toldmyndighederne i Indførselslandet Ret til yderligere at anbringe Kendemærker, saafremt dette i særlige Tilfælde skønnes nødvendigt.

For Anbringelsen af saadanne Kendemærker maa der ikke oppebæres Afgifter eller lignende.

Artikel 9.

Ovenstaaende Bestemmelser gælder ikke for Bissekræmmere eller for andre omvandrende Næringsdrivende og heller ikke med Hensyn til Optagning af Bestillinger hos Personer, der ikke erhvervsmæssigt driver Handel og Næring.

Artikel 10.

Nærværende Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationsdokumenterne skal udveksles i

6 *artikla.*

Näytteiden jälleenvienti on kummassakin maassa niitä tuotaessa taattava joko tallettamalla vastaavien tullimaksujen määrä tai noudattamalla muuta sopimusvaltioiden asianomaisten viranomaisten hyväksymää järjestystä.

7 *artikla.*

Jos mainitun määräajan kuluessa tavaranäytteet maastavietäviksi esitetään tässä suhteessa oikealle tullikamarille, on tullikamarin tutkittava, ovatko esitetyt esineet samat, joille oli myönnetty tullivapaa tuonti. Ellei tästä ole mitään epäilystä, niin tullikamari toteaa jälleenviennin ja, mikäli mahdollista, palauttaa heti annetun vakuuden.

Ellei näytteitä tai malleja ole 5 artiklassa mainitun ajan kuluessa todistettavasti jälleen maastaviety, taikka ellei jätettyä vakuuta ole vaadittu takaisin neljän viikon kuluessa siitä lukien, kun asianomainen tullikamari on todennut maastaviennin tapahtuneen, menetetään vakuus valtiolle.

8 *artikla.*

Paitsi tunnusmerkkejä, mitä näytteiden samuuden valvomiseksi vientimaassa niihin virallisesti pannaan, saavat tuontimaan tulliviranomaiset asettaa lisätunnusmerkkejä, jos tämä yksityistapauksissa näyttää heistä välttämättömältä.

Sellaisten tunnusmerkkien asettamisesta ei saa kantaa mitään toimitus- tai muunlaista maksua

9 *artikla.*

Edellämainittuja määräyksiä ei sovelleta kulkukauppiaisiin eikä muihin henkilöihin, jotka harjoittavat elinkeinoansa kuljeksimalla, eikä myöskään tilausten hankintaan henkilöiltä, jotka eivät harjoita kauppaa tai teollisuutta ammattimaisesti.

10 *artikla.*

Tämä sopimus on ratifioitava, ja ratifioimisasiakirjat on vaihdettava Kööpenhaminassa.

København. Den skal træde i Kraft straks efter Udvekslingen af Ratifikationsinstrumenterne og skal gælde indtil tre Maaneder efter at være blevet opsagt af en af de kontraherende Parter, eller indtil dens Bestemmelser maatte være overflødiggjorte ved en mellem Landene sluttet almindelig Handelsoverenskomst.

Til Bekræftelse heraf har Undertegnede med behørig Bemyndigelse dertil af deres respektive Regeringer underskrevet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Se tulee voimaan heti, kun ratifioimisasiakirjat on vaihdettu, ja on voimassa kunnes on kulunut kolme kuukautta siitä, kun jompikumpi sopimuspuoli sen on irtisanonut, taikka kunnes molempien sopimuspuolten välillä solmittu täydellinen kauppasopimus tekee sen tarpeettomaksi.

Vakuudeksi ovat allekirjoittaneet, hallitustensa siihen asianmukaisesti valtuuttamina, tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sinetillään vahvistaneet.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 454. — PROVISORISK FINSK-DANSK ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE TULLFRI INFÖRSEL AV VARUPROVER, UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 12. FEBRUARI 1923.

Ledda av önskan att genom en interimistisk reglering av vissa frågor hänförande sig till handelsresandes verksamhet, underlätta handelsförbindelserna mellan FINLAND och DANMARK intill dess en fullständig handelstraktat mellan de båda länderna kan avslutas, hava Republiken Finlands Regering och Kungliga Danska Regeringen träffat nedanstående provisoriska överenskommelse.

Artikel 1.

Köpmän, fabrikanter och andra näringsidkare tillhörande den ena fördragsslutande staten vilka genom att innehava ett av behörig myndighet i hemlandet utfärdat näringslegitimations bevis styrka, att de därstädes äro berättigade att idka handel eller näring och att de därstädes erlägga stadgade skatter och avgifter, skola, under iakttagande av i vartdera landet gällande föreskrifter, vara berättigade att inom den andra fördragsslutande statens område personligen eller genom i deras tjänst stående resande hos handlande, producenter eller i öppna försäljningsställen göra varuinköp. De kunna likaledes, madhavande mönster och prover, hos köpmän och övriga personer, i vilkas näringsverksamhet varor av samma slag som de utbjudna finna användning, upptaga beställningar.

Artikel 2.

Därest den ena av de fördragsslutande staterna uppbär särskilda expeditions eller näringslegitimationsavgifter, kan den andra staten anpassa sina anordningar därefter i och för upprätthållande av ömsesidighet.

Artikel 3.

Finska och danska handelsresande, vilka äro försedda med näringslegitimationskort, utfärdade av det egna landets myndigheter i enlighet med av bägge fördragsslutande staterna antagen modell, äro berättigade att införa varuprover och modeller, men inga varor.

Artikel 4.

De fördragsslutande staterna äga ömsesidigt meddela varandra, vilka myndigheter äro behöriga att utfärda näringslegitimationsbevis och vilka föreskrifter innehavarna av dylika bevis vid utövande av sin verksamhet som handelsresande hava att iakttaga.

Artikel 5.

Tullavgifter eller pålagor av annat slag underkastade föremål, vilka av handelsresande införas såsom prover eller modeller, skola i vartdera landet vara befriade från tull- eller andra införsels- och utförselsavgifter, under förutsättning av att dessa föremål inom i sådant avseende föreskriven tid återutföras, samt att identiteten av de införda och åter utförda föremålen är ställd utom tvivel, och oberoende av genom vilken tullkammare utförseln sker, såframt sagda tullkammare enligt i landet gällande lagar och föreskrifter är berättigad till dylik verksamhet.

I de bägge länderna gällande inskränkningar i in och utförsel beröras icke av förenämnda bestämmelser.

Artikel 6.

Återutförseln av prover skall i de båda länderna vid införseln säkerställas antingen genom deposition av ett tullavgifterna motsvarande belopp, eller i annan ordning, som av vederbörande myndigheter i de fördragsslutande staterna godkännes.

Artikel 7.

Därest varuproverna innan utgången av den föreskrivna tiden i avseende å utförsel företes därtill behörig tullkammare, äger tullkammaren utröna huruvida de företedda föremålen äro identiska med de föremål, vilka beviljats tullfri införsel. Föreligger intet tvivel i detta avseende bör tullkammaren konstatera återutförseln och, såvitt möjligt, omedelbart återställa den lämnade säkerheten.

Därest proverna eller modellerna icke inom den i 5 artikeln angivna tiden bevisligen återutförts, eller därest den lämnade säkerheten icke inom fyra veckor efter det vederbörande tullkammare konstaterat återutförseln, återfordras, vare säkerheten till staten förverkad.

Artikel 8.

Förutom de igenkänningsmärken, vilka för provernas identifierande officielt åsättas dem i utförsellandet, äga tullmyndigheterna i införsellandet anbringa ytterligare igenkänningsmärken, därest detta i enskilda fall synes dem nödvändigt.

För anbringande av dylika igenkänningsmärken må icke uppbäras avgifter eller andra pålagor.

Artikel 9.

Ovannämnda bestämningar äro icke tillämpliga å gårdfarihandlare eller å andra kringvandrande näringsidkare, ej heller med avseende å upptagande av beställningar hos personer, vilka icke yrkesmässigt bedriva handel eller näring.

Artikel 10.

Denna överenskommelse skall ratificeras och skola ratifikationsurkunderna utväxlas i Köpenhamn. Den samma träder i kraft omedelbart efter utväxlingen av ratifikationsurkunderna och skall gälla intill utgången av tre månader efter det den blivit uppsagd av någondera av de fördragsslutande staterna, eller till dess densamma tillföljd av en de fördragsslutande staterna emellan ingången fullständig handelstraktat befinnes icke vidare vara av nöden.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, av sina respektive regeringar därtill behörigen befullmäktigade, underskrivit denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Udfærdiget i København i to Eksemplarer, den 12. Februar 1923.

(Sign.) C. M. T. COLD.
(L. S.)

Laadittu Köpenhaminassa, kahdessa kappaleessa, helmikuun 12, päivänä 1923.

(Sign.) K. G. IDMAN.
(L. S.)

Som skedde i Köpenhamn, den 12. Februari 1923.

[1] TRADUCTION.

No. 454. — ACCORD PROVISOIRE DANO-FINLANDAIS, CONCERNANT L'ADMISSION TEMPORAIRE EN FRANCHISE D'ÉCHANTILLONS, SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 12 FÉVRIER 1923.

Afin de faciliter les relations commerciales entre le DANEMARK et la FINLANDE, en réglant provisoirement certaines questions concernant les opérations des voyageurs de commerce, jusqu'au moment où un traité général de commerce pourra être conclu entre les deux Etats, le Gouvernement royal danois et le Gouvernement de la République finlandaise sont convenus des dispositions qui figurent dans l'Accord provisoire ci-dessous.

Article 1.

Les négociants, fabricants et autres commerçants, qui sont ressortissants de l'un des deux pays et qui peuvent prouver, en produisant une carte d'identité commerciale délivrée par les autorités compétentes de leur pays d'origine, qu'ils sont autorisés à effectuer des transactions dans ce pays et qu'ils acquittent les taxes et redevances exigées par la loi, seront autorisés, sous réserve des dispositions en vigueur à ce sujet dans les pays respectifs, à acheter, soit

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 454. — PROVISIONAL DANISH-FINNISH AGREEMENT REGARDING THE TEMPORARY ADMISSION OF SAMPLES FREE OF DUTY, SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 12, 1923.

With the object of facilitating commercial relations between DENMARK and FINLAND by adopting a provisional settlement of certain questions concerning the activities of commercial travellers, until such time as a general commercial treaty can be concluded between the two States, the Royal Danish Government and the Government of the Republic of Finland have agreed on the following Provisional Agreement.

Article 1.

Merchants, manufacturers and other traders who are citizens of one of the two countries and who can show by the production of a trader's identity card, made out by the competent authority in their country of origin, that they are entitled to carry on trade or business in that country, and that they pay the taxes and fees required by the laws, shall, subject to the regulations in force in the respective countries in regard to this matter, be

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce ou d'agents commerciaux, des marchandises aux négociants ou fabricants, ou sur le marché libre, dans les limites du territoire de l'autre Partie contractante. Ils seront également autorisés à transporter avec eux des échantillons et spécimens et à solliciter les commandes des négociants ou autres personnes qui font usage, dans leurs transactions, d'articles de la même nature que ceux qui leur seront ainsi offerts.

Article 2.

Si, dans l'un ou l'autre des deux pays, les occupations de ce genre sont soumises à des impôts spéciaux, sous forme de droits frappant les commissionnaires expéditeurs et les commerçants, ainsi que la délivrance des cartes d'identité, ou sous forme de droits analogues, l'autre partie pourra modifier ses règlements afin d'établir la réciprocité.

Article 3.

Les voyageurs de commerce danois ou finlandais, munis de cartes d'identite commerciales délivrées par les autorités de leur propre pays, d'après un modèle identique approuvé par les deux parties, seront autorisés à importer des échantillons et modèles, mais non des marchandises.

Article 4.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des autorités compétentes pour établir les cartes d'identité commerciales, et se renseigneront mutuellement au sujet des règlements que les bénéficiaires de ces cartes devront observer dans l'exercice de leur activité en qualité de voyageurs de commerce.

Article 5.

Les articles soumis à des droits de douane ou à d'autres taxes et importés à titre d'échantillons ou de modèles par des voyageurs de commerce seront, dans les deux pays, exempts de droits ou autres taxes d'importation et d'exportation, à la condition que ces articles soient réexportés dans le délai prescrit à cet effet, et

entitled to purchase goods, either personally or through commercial travellers or agents, from merchants or manufacturers, or in the open market, within the territory of the other Contracting Party. They shall likewise be authorised to bring with them samples and specimens and to solicit orders from merchants or other persons who make use in their business of articles of the same nature as those thus offered.

Article 2.

In case, in either of the two countries, special charges are imposed on occupations of this kind in the form of fees for forwarding agents' or traders' identity cards, or fees of a similar nature, the other Party shall be entitled to adapt its regulations accordingly with a view to establishing reciprocity.

Article 3.

Danish or Finnish commercial travellers who are provided with traders' identity cards, made out by the authorities of their own country in conformity with a common form approved by both Parties, shall be entitled to import samples and models, but not goods.

Article 4.

The two Contracting Parties shall reciprocally communicate to each other lists of the authorities who are competent to make out traders' identity cards, and shall inform each other regarding the regulations which holders of such cards have to observe while carrying out their duties as commercial travellers.

Article 5.

Articles which are subject to Customs duties or other charges and which are imported by commercial travellers as samples or models shall, in both countries, be exempt from import and export duties, or other import and export charges, on condition that these articles be re-exported within the time limit prescribed

que l'identité des articles importés et exportés soit établie, sans d'ailleurs qu'il soit nécessaire de les réexporter par un bureau de douane donné, pourvu que le bureau de douane choisi soit autorisé, aux termes des lois et règlements en vigueur dans le pays, à procéder aux formalités nécessaires en l'espèce.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux restrictions d'importation et d'exportation en vigueur dans les deux pays.

Article 6.

Des garanties relatives à la réexportation des échantillons seront constituées dans les deux pays au moment de l'importation, soit sous forme de dépôt d'une somme correspondante aux droits de douane, soit de toute autre façon approuvée par les autorités officielles compétentes.

Article 7.

Lorsque les échantillons seront, avant l'expiration du délai prescrit, présentés en vue de leur réexportation, à un bureau de douane compétent pour régler ces questions, ce bureau de douane devra s'assurer que les articles présentés sont identiques à ceux dont l'importation a été autorisée, à l'origine, en franchise de droits. Si aucun doute ne s'élève sur ce point, le bureau de douane prendra acte de la réexportation et restituera immédiatement, si possible, la garantie déposée.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas exportés dans le délai prescrit à l'article 5, ou si aucune demande de restitution de la garantie déposée n'est faite dans un délai de quatre semaines à dater du jour auquel le bureau de douane dont il s'agit a pris acte de la réexportation, la garantie restera acquise à l'État intéressé.

Article 8.

Les autorités douanières du pays d'importation auront le droit d'apposer sur les échantillons des marques distinctives, autres que les marques distinctives officiellement apposées dans le pays d'exportation, afin d'établir l'identité de ces échantillons, dans la mesure où la nécessité de cette précaution pourrait être constatée pour des cas spéciaux.

for such purposes, and that the identity of the imported and exported articles can be established, there being no obligation to export the goods through any particular Customs Office, provided that the Customs Office selected is one which is authorised under the laws and regulations in force in the country to carry out the necessary proceedings in this connection.

The above provisions shall not affect import and export restrictions which are in force in the two countries.

Article 6.

In both countries security for the re-export of samples shall be given at the time of import either by the deposit of an amount corresponding to the Customs duties or in any other way which may be approved by the competent authorities of the State.

Article 7.

When samples are produced for re-export, before the expiration of the prescribed delay, at a Customs Office which is competent in such questions, the said Customs Office shall satisfy itself that the articles produced are identical with those which had originally been allowed to be imported free of duty. If there is no doubt in regard to this point, the Customs Office shall take note of the re-export and shall immediately, if possible, release the security which had been deposited.

If the samples or models are not exported within the time prescribed in Article 5, or if no demand for the release of the security which has been deposited is made within four weeks from the date on which the Customs Office concerned has taken note of the re-export, the security shall be forfeited to the State in question.

Article 8.

The Customs authorities in the importing country shall be entitled to affix distinguishing mar s in addition to the distinguishing marks which have been officially affixed in the exporting country in order to establish the identity of the samples, so far as this may be found necessary in special cases.

Aucune taxe ou autre redevance de même nature ne pourra être perçue pour l'apposition de ces marques distinctives.

Article 9.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront pas aux colporteurs ou autres marchands ambulants; elles ne s'appliqueront pas non plus à la sollicitation de commandes par des individus qui ne sont pas des négociants ou commerçants professionnels.

Article 10.

Le présent Accord sera ratifié; l'échange des instruments de ratification aura lieu à Copenhague. L'Accord entrera en vigueur immédiatement après l'échange desdits instruments et sera valable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes, ou jusqu'à ce que ses dispositions aient été rendues caduques par la conclusion d'un traité général de commerce entre les deux pays.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague en double expédition, le 12 février 1923.

No dues or similar charges may be levied for the affixing of such distinguishing marks.

Article 9.

The above provisions shall not apply to pedlars or to other itinerant traders, nor shall they apply to the soliciting of orders on the part of persons who are not professional merchants or traders.

Article 10.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen. It shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid until three months after the date on which it has been denounced by one of the Contracting Parties, or until its provisions shall have become superfluous as the result of the conclusion of a general commercial treaty between the two countries.

In faith whereof, the undersigned, who have been duly authorised for this purpose by their respective Governments, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in two copies, on February 12, 1923.

(L. S.) (Signé) C. M. T. COLD. (Signed)
(L. S.) (Signé) K. G. IDMAN. (Signed)

N° 455.

ROUMANIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Protocole concernant la prolongation de la Convention d'alliance défensive conclue à Bucarest le 23 avril 1921, signé à Prague le 7 mai 1923.

ROUMANIA AND CZECHOSLOVAKIA

Protocol concerning the prolongation of the Convention of defensive Alliance concluded at Bucarest, April 23, 1921, signed at Prague, May 7, 1923.

No. 455. — PROTOCOLE [1] CONCERNANT LA PROLONGATION DE LA CONVENTION D'ALLIANCE DÉFENSIVE [2] CONCLUE A BUCAREST LE 23 AVRIL 1921, ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE, SIGNÉ A PRAGUE LE 7 MAI 1923.

Texte officiel français communiqué par les Ministres de Roumanie et de Tchécoslovaquie à Berne. L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 16 *juillet* 1923.

Les résultats de la Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921 ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les Plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du Président de la République Tchécoslovaque et de Sa Magesté le Roi de Roumanie, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

La Convention d'alliance défensive du 23 avril 1921, restera en vigueur encore trois ans à partir de l'échange des ratifications du présent protocole. Ce terme expiré, elle redeviendra dénonçable suivant les dispositions finales de son article 5.

La Convention militaire conclue conformément à l'article 2 de ladite Convention est prolongée pour la même durée.

Le présent Protocole sera communiqué à la Société des Nations (Pacte de la Société des Nations.)

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Prague en double expédition, le sept mai mil neuf cent vingt trois.

(L. S.) Dr. EDWARD BENEŠ.
(L. S.) C. HIOTT.

Copie certifiée conforme :
Prague, le 5 juillet 1923.

Dr Jan OPOČENSKÝ,
Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 14 juin 1923.
[2] Vol. VI, page 215 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 455. — PROTOCOL [2] CONCERNING THE PROLONGATION OF THE CONVENTION OF DEFENSIVE ALLIANCE[3], CONCLUDED AT BUCAREST, APRIL 23, 1921, BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ROUMANIA, SIGNED AT PRAGUE ON MAY 7, 1923.

Official French text communicated by the Roumanian and Czechoslovak Ministers at Berne. The registration of this Protocol took place July 16, 1923.

Whereas the effects of the Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921, have been found to be advantageous to the cause of peace and its maintenance is therefore considered necessary, the undersigned Plenipotentiaries, having been invested with full powers, found in good and due form, by the President of the Czechoslovak Republic and by His Majesty the King of Roumania respectively, have agreed to the following provisions :

The Convention of Defensive Alliance of April 23, 1921, shall remain in force for a further period of three years from the date on which the exchange of the ratifications of the present Protocol took place. When this term has expired, it shall again become denounceable according to the final provisions of Article 5.

The Military Convention concluded in accordance with Article 2 of the foregoing Convention shall be prolonged for the same period.

The present Protocol shall be communicated to the League of Nations (Covenant of the Leagne of Nations).

The present Protocol shall be ratified, and the ratifications exchanged at Prague, as early as possible.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed it and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Prague on the seventh day of May, nineteen hundred and twenty-three.

(L. S.) Dr. EDWARD BENEŠ.
(L. S.) C. HIOTT.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Prague, June 14, 1923.

[3] Vol. VI, page 215, of this Series.

N° 456.

DANEMARK, FINLANDE, NORVÈGE ET SUÈDE

Protocole comportant l'adhésion de la Finlande à la Convention conclue à Stockholm le 26 mai 1914 entre le Danemark, la Norvège et la Suède, concernant l'assistance à donner aux ressortissants indigents d'un des Etats contractants sur le territoire d'un autre de ces Etats, signé à Stockholm le 11 juillet 1923.

DENMARK, FINLAND, NORWAY AND SWEDEN

Protocol concerning the adhesion of Finland to the Convention concluded at Stockholm, May 26, 1914, between Denmark, Norway and Sweden, regarding the assistance to be granted to necessitous nationals of one of the Contracting States on the territory of another of these States, signed at Stockholm, July 11, 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 456. — PROTOKOLL ANGÅENDE FINLANDS ANSLUTNING TILL DEN MELLAN SVERIGE, DANMARK OCH NORGE DEN 26 MAJ 1914 AVSLUTADE KONVENTIONEN ANGÅENDE BEHANDLINGEN AV UNDERSÅTAR FRÅN ETT AV DE TRE LÄNDERNA, SOM I NÅGOT AV DE BÅDA ANDRA LÄNDERNA KOMMA I BEHOV AV FATTIGVÅRD, UNDERTECKNAT I STOCKHOLM, DEN 11 JULI 1923.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 456. — PROTOKOL VEDRØRENDE FINLANDS TILTRAEDEN AF DEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE DEN 26 MAJ 1914 AFSLUTTEDE KONVENTION ANGAAENDE BEHANDLINGEN AV UNDERSAATTER FRA ET AF DE TRE LANDE, SOM PAA ET AF DE TO ANDRE LANDES OMRAADE BLIVER TRAENGENDE TIL FATTIGUNDERSTØTTELSE, UNDERTEGNET DEN 11. JULI 1923.

Textes officiels danois, finnois, norvégien et suédois, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 21 juillet 1923.

Sedan finske regeringen inbjudits att ansluta sig till den mellan Sverige, Danmark och Norge den 26 maj 1914 avslutade konventionen angående behandlingen av undersåtar från ett av de tre länderna, som i något av de båda andra länderna komma i behov av fattigvård och Finlands regering meddelat, att den med tillfredställelse antagit den gjorda inbjudningen, har mellan svenska, danska och norska regeringarna, å ena sidan, samt finska regeringen, å andra sidan, överenskommelse träffats om Finlands anslutning till nämnda konvention, dock att den i konventionens artikel 12 stadgade tiden för avsändande av underrättelse angående hemsändande av nödställd, i vad förhållandet till Finland angår, förlänges från fem till åtta dagar.

Det har vidare överenskommits, att beträffande Finland vederbörande landshövding skall äga behörighet att avlåta och mottaga

Efter at den finske Regering er blevet indbudt til at tiltræde den mellem Danmark, Norge og Sverige den 26 Maj 1914 afsluttede Konvention angaaende Behandlingen af Undersaatter fra et af de tre Lande, som paa et af de to andre Landes Omraade bliver trængende til Fattigunderstøttelse, og efter at den finske Regering har meddelt, at den med Tilfredsstillelse har taget imod den tilstillede Indbydelse, er der mellem den danske, norske, og svenske Regering paa den ene Side og den finske Regering paa den anden Side truffet Overenskomst om Finlands Tiltræden af nævnte Konvention, dog saaledes at den i Konventionens Artikel 12 fastsatte Tid for Afsendelse af Underretning angaaende Hjemsendelse af den Trængende, hvad Forholdet til Finland angaar, forlænges fra 5 til 8 Dage.

Man er endvidere kommet overens om at, hvad Finland angaar, skal vedkommende Landshøvding have Myndighed til at afsende og

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 456. — PÖYTÄKIRJA, KOSKEVA SUOMEN LIITYMISTÄ RUOTSIN, TANSKAN JA NORJAN VÄLILLÄ TOUKOKUUN 26 PÄIVÄNÄ 1914 [1] SOLMITTUUN SOPIMUKSEEN NIIDEN KYSYMYKSESSÄOLEVAN KOLMEN MAAN ALAMAISTEN KÄSITTELEMISESTÄ, JOTKA JOMMASSA KUMMASSA TOISESSA MAASSA JOUTUVAT KÖYHÄINHOIDON TARPEESEEN, ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA 11 PÄIVÄNÄ HEINÄKUUTA 1923.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

No. 456. — PROTOKOLL VEDRÖRENDE FINLANDS TILSLUTNING TILL DEN MELLEM NORGE, DANMARK OG SVERIGE DEN 26 MAJ 1914 AVSLUTTEDE KONVENSJON ANGÅENDE BEHANDLINGEN AV UNDERSÅTTER FRA ET AV DE TRE LAND, SOM PÅ ET AV DE TO ANDRE LANDS OMRÅDE BLIR TRENGENDE TIL FATTIGUNDERSTÖTTELSE, UNDERTEGNET I STOCKHOLM, DEN 11 JULI 1923.

Finnish, Danish, Norwegian and Swedish official texts, communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place on July 21, 1923.

Sittenkuin Suomen hallitukselle oli, annettu kutsu liittyvä Ruotsin, Tanskan ja Norjan välillä toukokuun 26 päivänä 1914 solmittuun sopimukseen niiden kysymyksessäolevan kolmen maan alamaisten käsittelemisestä, jotka jommassakumassa toisessa maassa joutuvat köyhäinhoidon tarpeeseen, ja Suomen hallitus oli ilmoittanut, että se mielihyvällä oli suostunut kutsuun, on toiselta puolen Ruotsin, Tanskan ja Norjan hallitusten sekä toiselta puolen Suomen hallituksen välillä sovittu Suomen liittymisestä mainituun sopimukseen, kuitenkin siten, että sopimuksen 12 artiklassa määräty ilmoituksen lähettämisen aikamäärä hädänalaisen kotiinlähettämisestä, mikäli koskee suhdetta Suomeen, pidennetään viidestä kahdeksaan päivään.

Edelleen on sovittu, että mikäli koskee Suomea, on asianomaisella maaherralla oleva valta lähettää ja vastaanottaa sellaisia esi-

Efterat den finske regjering har mottat innbydelse til å slutte sig til den mellem Norge, Danmark og Sverige den 26 maj 1914 avsluttede konvensjon angående behandlingen av undersåtter fra et av de tre land, som på et av de to andre Lands område blir trengende til fattigunderstøttelse, og efterat Finlands regjering med tilfredsstillelse har mottat denne innbydelse, er der mellem den norske, danske og svenske regjering på den ene side og den finske regjering på den annen side truffet en overenskomst om Finlands tilslutning til nevnte konvensjon dog således at den i konvensjonens artikel 12 fastatte tidsfrist for oversendelse av underretning om hjemsendelse av trengende hvad angår forholdet til Finland forlenges fra fem til otte dager.

Man er ennvidere kommet overens om, hvad Finland angår, at vedkommende landshövding skal være berettiget til å gjöre og

framställningar av det slag, som omförmäles i konventionens artikel 10.

Denna överenskommelse skall träda i kraft den 1 september 1923.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit detta protokoll och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm i fyra exemplar den 11 juli 1923.

(L. S.) BIRGER EKEBERG.

Pour copie conforme :

Pour le Ministre des Affaires étrangères:
le Chef de la Division du Contentieux p. i.
(Signé) Eric GYLLENSTIERNA.

modtage Henvendelser af den Art, som omtales i Konventionens Artikel 10.

Denne Overenskomst skal træde i Kraft den 1. Septbr. 1923.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet nærværende Protokol og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i fire Eksemplarer den 11 Juli 1923.

(L. S.) HERLUF ZAHLE.

tyksiä joista on puhe sopimuksen 10 artiklassa.

Tämä sopimus tulee voimaan syskuun 1 päivänä 1923.

Vakuudeksi ovat valtuutetut tämän pöytäkirjan allekirjoitaneet ja sinetillään vahvistaneet.

Laadittu Tukholmassa neljänä kappaleena heinäkuun 11 päivänä 1923.

(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.

motta sådanne henvendelser, som omhandles i konvensjonens artikel 10.

Denne overenskomst skal tre i kraft den 1. september 1923.

Til bekreftelse herav har de respektive befuldmægtigede undertegnet denne protokoll og forsynet samme med sine segl.

Utferdiget i Stockholm i fire eksemplarer den 11 juli 1923.

(L. S.) J. H. WOLLEBAEK.

[1] TRADUCTION.

No. 456. — PROTOCOLE COMPORTANT L'ADHÉSION DE LA FINLANDE A LA CONVENTION CONCLUE A STOCKHOLM, LE 26 MAI 1914, ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE, CONCERNANT L'ASSISTANCE A DONNER AUX RESSORTISSANTS INDIGENTS D'UN DES ÉTATS CONTRACTANTS SUR LE TERRITOIRE D'UN AUTRE DE CES ÉTATS, SIGNÉ A STOCKHOLM LE 11 JUILLET 1923.

Le Gouvernement finlandais ayant été invité à donner son adhésion à la Convention conclue le 26 mai 1914 entre le Danemark, la Norvège et la Suède, au sujet du traitement de ceux des ressortissants de l'un des trois pays qui ont recours à l'assistance publique sur le territoire de l'un des deux autres pays, et ayant fait connaître qu'il acceptait cette invitation, un Accord a été conclu entre les Gouvernements danois, norvégien et suédois d'une part, et le Gouvernement finlandais de l'autre, au sujet de l'adhésion de la Finlande à la Convention ci-dessus mentionnée ; toutefois, dans cet Accord, le délai fixé à l'article 12 de la Convention pour la transmission des renseignements sur le rapatriement des nécessiteux sera porté, pour la Finlande, de 5 à 8 jours.

Il a, en outre, été convenu qu'en ce qui concerne la Finlande, les Gouverneurs provinciaux compétents seraient autorisés à transmettre et à recevoir les demandes du genre prévu à l'article 10 de la Convention.

Ledit Accord entrera en vigueur le 1er septembre 1923.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 456. — PROTOCOL CONCERNING THE ADHESION OF FINLAND TO THE CONVENTION CONCLUDED AT STOCKHOLM, MAY 26, 1914, BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN, REGARDING THE ASSISTANCE TO BE GRANTED TO NECESSITOUS NATIONALS OF ONE OF THE CONTRACTING STATES ON THE TERRITORY OF ANOTHER OF THESE STATES, SIGNED AT STOCKHOLM, JULY 11, 1923.

The Finnish Government, having been invited to accede to the Convention concluded on May 26, 1914, between Denmark, Norway and Sweden, regarding the treatment of subjects of one of the three countries who apply for public relief in the territory of one of the other two countries, and having announced that it has accepted the invitation accorded to it, an Agreement has been concluded between the Danish, Norwegian and Swedish Governments on the one hand, and the Finnish Government on the other, regarding the accession of Finland to the above Convention ; in this Agreement, however, the period fixed in Article 12 of the Convention for the forwarding of information regarding the repatriation of applicants, shall in the case of Finland, be extended from 5 to 8 days.

It was further agreed that, as regards Finland, the competent provincial governors shall be authorised to send and receive applications of the kind referred to in Article 10 of the Convention.

This Agreement shall come into force on September 1, 1923.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en quadruple expédition à Stockholm, le 11 juillet 1923.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and thereto affixed their seals.

Done in quadruplicate at Stockholm, on July 11, 1923.

(L. S.) BIRGER EKEBERG.
(L. S.) HERLUF ZAHLE.
(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.
(L. S.) J. H. WOLLEBAEK.

N° 457.

AUTRICHE ET HONGRIE

Accord relatif à l'arbitrage entre les deux pays, signé à Budapest le 10 avril 1923.

AUSTRIA AND HUNGARY

Agreement concerning arbitration between the two countries, signed at Budapest, April 10, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 457. — SCHIEDSGERICHTSÜBEREINKOMMEN [1] ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN, GEZEICHNET IN BUDAPEST, DEN 10. APRIL 1923.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le Directeur du Secrétariat Royal hongrois auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 juillet 1923.

DAS KÖNIGREICH UNGARN und DIE REPUBLIK ÖSTERREICH, deren Regierungen einander erklärt haben, dass ihre Politik sich in der Richtung einer friedlichen Entwicklung bewege und dass sie, um alles zu vermeiden, was dieser friedlichen Entwicklung hinderlich sein könnte, es als notwendig erkannt haben, in den sich ergebenden, die beiden Länder berührenden Fragen in Fühlung zu bleiben,

von dem Wunsche geleitet, zur Aufrechterhaltung und Sicherung des Friedens in Mittel-Europa beizutragen und den Grundsatz der obligatorischen Schiedssprechung in ihren gegenseitigen Beziehungen festzulegen,

haben sich bestimmt gefunden, zu diesem Behufe ein Übereinkommen abzuschliessen und zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHSVERWESER DES KÖNIGREICHES UNGARN :

Herrn Géza DARUVÁRY VON DARUVÁR, wirklichen Geheimen Rat, den mit der Leitung des königlich ungarischen Ministeriums des Äussern beauftragten königlich ungarischen Justizminister, und

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Franz CALICE, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

welche nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die hohen vertragschliessenden Teile verpflichten sich für den Fall, dass sich künftighin zwischen ihnen eine Streitfrage ergeben sollte, zunächst ihre Bemühungen darauf zu richten, durch freundschaftliches Einvernehmen eine Einigung zu erzielen.

Sollte jedoch die Streitfrage, welcher Art sie auch sein möge, auf diesem Wege nicht gelöst werden können, so ist sie im gemeinsamen Einvernehmen vor einen oder mehrere zu diesem Zwecke eigens ausgewählte Schiedsrichter zu bringen.

Im allgemeinen kommen als Sitz des jeweiligen Schiedsgerichtes abwechselnd Wien und Budapest in Betracht.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 14 juillet 1923.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

No. 457. — A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT BUDAPESTEN 1923 ÉVI ÁPRILIS HÓ. 10-ÉN KÖTÖTT VÁLASZTOTT BÍRÓSÁGI MEGÁLLAPODÁS [1].

German and Hungarian official texts communicated by the Director of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations. The registration of this agreement took place July 23, 1923.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG, amelyeknek kormányai kinyilatkoztatták egymás előtt, hogy politikájuk a békés fejlődés irányában halad s hogy mindannak elkerülése végett, ami e békés fejlődést zavarólag befolyásolhatná, felismerték annak szükségét, hogy a felmerülő, mindkét országot érintő kérdésekben egymással érintkezésben maradjanak,

attól az óhajtól vezéreltetve, hogy a békének Közép-Európában való fenntartására és biztosítására közreműködjenek s hogy egymás közötti vonatkozásaikban a kötelező választott bíráskodás elvét érvényre juttassák,

elhatározták, hogy e célból megállapodást kötnek s meghatalmazottaikká kijelölték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

DARUVÁRI DARUVÁRY GÉZA belső titkos tanácsost, a m. kir külügyminisztérium vezetésével megbízott m. kir. igazságügyminiszter urat, és

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG SZÖVETSÉGI ELNÖKE :

CALICE Ferenc rendkívüli követ és meghatalmazott minister urat,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következő rendelkezésekben állapodtak meg :

1. *cikk.*

A magas Szerződő Felek kötelezik magukat, hogy abban az esetben, ha köztük a jövőben vitás kérdés merülne fel, első sorban arra fognak törekedni, hogy barátságos egyetértéssel megegyezést létesítsenek.

Ha a vitás kérdés, bármily természetű legyen is az, ily módon meg nem oldható, úgy közös egyetértéssel azt külön e célra választott egy vagy több választott bíró elé kell terjeszteni.

Általánosságban a mindenkori választott bíróság székhelyéül váltakozva Bécs és Budapest jönnek tekintetbe.

[1] The exchange of ratifications took place at Budapest, July 14, 1923.

Aus Gründen der Zweckmässigkeit können die beiden Regierungen die Streitfrage dem Ständigen Internationalen Gerichtshof unterbreiten.

Bevor die hohen vertragschliessenden Teile sich an ein Schiedsgericht wenden, werden sie ein besonderes Übereinkommen vereinbaren, worin der Streitgegenstand und die zu entscheidenden Streitpunkte genau bezeichnet sind.

Artikel 2.

Die vorhergehenden Bestimmungen finden auch auf jene Streitfragen Anwendung, die ihren Ursprung in Tatsachen haben, die vor dem Abschlusse des gegenwärtigen Übereinkommens liegen.

Artikel 3.

Das gegenwärtige Übereinkommen wird ratifiziert und die Ratifikationen werden sobald als möglich in Budapest ausgetauscht werden. Das Übereinkommen tritt am 15. Tage nach Austausch der Ratifikationen in Kraft.

Der Wortlaut des Übereinkommens wird dem Sekretariat des Völkerbundes mitgeteilt werden.

Artikel 4.

Wenn einer der hohen vertragschliessenden Teile das gegenwärtige Übereinkommen kündigen sollte, so wird die Kündigung erst ein Jahr nach ihrer schriftlichen Mitteilung an den anderen vertragschliessenden Teil wirksam werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Budapest am 10. April 1923, in ungarischem und deutschem Urtext in doppelter Ausfertigung.

(L. S.) DARUVÁRY, m.p.
(L. S.) F. CALICE, m.p.

Célszerűségi okokból a két kormány a vitás kérdést az Állandó Nemzetközi Bíróság elé terjesztheti.

Mielőtt a magas Szerződő Felek választott bírósághoz fordulnak, külön megállapodást fognak kötni, amelyben a vita tárgyát és a döntés alá kerülő vitapontokat szabatosan meg fogják jelölni.

2. *cikk.*

Az előző rendelkezések oly vitás kérdésekre is alkalmazást nyernek, amelyek a jelen megállapodás megkötése előtti időben bekövetkezett tényekből származtak.

3. *cikk.*

A jelen megállapodás megerősítendő s a megerősítő okiratok Budapesten mielőbb kicserélendők. A megállapodás a megerősítő okiratok kicserélése utáni tizenötödik napon lép életbe.

A megállapodás szövege a Nemzetek Svövetségének Titkárságával közöltetni fog.

4. *cikk.*

Ha a magas Szerződő Felek egyike a jelen megállapodást felmondaná, a felmondás a másik Szerződő Féllel történt írásbeli közlése után csak egy év mulva lesz hatályos.

Ennek hiteléül a két Szerződő Fél meghatalmazottjai a jelen megállapodást aláírták s pecsétjeikkel ellátták.

Kelt Budapesten, 1923. évi április hó 10. napján, magyar és német eredeti szövegben, két példányban.

(L. S.) DARUVÁRY, m.p.
(L. S.) F. CALICE, m.p.

[1] TRADUCTION.

No. 457. — ACCORD RELATIF A L'ARBITRAGE ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE, SIGNÉ A BUDAPEST LE 10 AVRIL 1923.

Le ROYAUME DE HONGRIE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, dont les Gouvernements se sont mutuellement déclarés que leur politique se développait dans une direction pacifique, et que, en vue d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à ce développement pacifique, ils reconnaissaient la nécessité de rester en contact permanent afin de résoudre toutes les questions intéressant les deux pays qui pourraient surgir entre eux :

animés du désir de collaborer au maintien et à la consolidation de la paix en Europe centrale, et d'établir, dans leurs relations mutuelles, le principe de l'arbitrage obligatoire,

ont décidé de conclure un accord à ce sujet, et ont désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Géza DE DARUVÁRY DE DARUVÁR, Conseiller intime secret, Ministre royal de la justice de Hongrie chargé par intérim du portefeuille des Affaires étrangères :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE :

Monsieur François CALICE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,

lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, au cas où un différend s'élèverait entre elles dans l'avenir, à s'efforcer tout d'abord de régler ce différend au moyen d'un accord amiable.

Au cas où ce différend, de quelque nature qu'il soit, ne pourrait pas être réglé de cette manière, il devra être soumis d'un commun accord à un ou plusieurs arbitres choisis spécialement à cet effet. Il est prévu en principe que le siège du Tribunal d'arbitrage sera alternativement Vienne et Budapest.

Pour des raisons d'opportunité, les deux Gouvernements pourront soumettre leurs différends à la Cour permanente de Justice internationale.

Avant de recourir au Tribunal d'arbitrage, les Hautes Parties contractantes concluront un compromis spécial déterminant l'objet du litige et les points soumis à la sentence arbitrale.

Article 2.

Les dispositions précédentes s'appliqueront également aux différends résultant de faits antérieurs à la conclusion du présent Accord.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 457. — AGREEMENT CONCERNING ARBITRATION BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY, SIGNED AT BUDAPEST, APRIL 10, 1923.

THE KINGDOM OF HUNGARY and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, the Governments of which have mutually declared that their policy is directed towards the promotion of peace, and that, in order to avoid anything which might impede the attainment of this object, they have recognised the necessity of keeping in close touch in regard to any questions which may arise affecting both countries, being animated by a desire to contribute towards the maintenance and safeguarding of peace in Central Europe and to establish the principle of compulsory arbitration in their mutual relations,

have resolved to conclude an agreement for this purpose and have appointed as their plenipotentiaries :

FOR HIS HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Councillor Geza DARUVÁRY VON DARUVÁR, Royal Hungarian Minister of Justice, Acting Head of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs, and

FOR THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Franz CALICE, Envoy Extraordinary, and Minister Plenipotentiary,

who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake that, in the event of any dispute arising between them in future, they will first of all endeavour to reach an agreement by means of a friendly understanding.

If, however, it should prove impossible in this way to settle the dispute, no matter what its nature may be, it shall be submitted, after an agreement has been reached by the two Parties, to an arbitrator or arbitrators specially appointed for the purpose.

As a rule, any arbitration courts which may be set up from time to time shall sit alternately in Vienna and Budapest.

The two Governments may, if they consider it expedient refer the dispute to the Permanent Court of International Justice.

The High Contracting Parties shall not apply to a court of arbitration until they have drawn up a special agreement in which the facts of the dispute and the points to be decided are accurately stated.

Article 2.

The foregoing provisions shall also apply to disputes arising out of circumstances which occurred before the conclusion of this Agreement.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Le présent Accord sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Budapest dans le plus bref délai. L'accord entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification.

Le texte du présent Accord sera communiqué au Secrétariat de la Société des Nations.

Article 4.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à dénoncer le présent Accord, la dénonciation ne prendra effet qu'un an après notification faite par écrit à l'autre Partie contractante.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Budapest, le 10 avril 1923, en deux originaux, en langue hongroise et allemande.

(L. S.) DARUVÁRY.
(L. S.) F. CALICE.

Article 3.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Budapest. The Agreement shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the ratifications.

The text of the agreement shall be communicated to the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Should one of the High Contracting Parties denounce this Agreement, the denunciation shall not come into force until one year after it has been communicated in writing to the other Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed this Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Budapest on April 10,1923 in Hungarian and German texts authentic

(L. S.) DARUVÁRY.
(L. S.) F. CALICE.

N° 458.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention sanitaire, signée à Varsovie le 20 décembre 1922.

POLAND AND ROUMANIA

Sanitary Convention, signed at Warsaw, December 20, 1922.

No. 458. — CONVENTION SANITAIRE [1] ENTRE LA POLOGNE ET LA ROUMANIE, SIGNÉE A VARSOVIE LE 20 DÉCEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Roumanie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 juillet 1923.

La ROUMANIE d'une part et la POLOGNE de l'autre, animées du désir de sauvegarder leurs territoires respectifs contre l'apparition et l'extension des maladies épidémiques, ont résolu de conclure une Convention sanitaire, et à cet effet ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

LA ROUMANIE :

le Docteur Jean CANTACUZÈNE, professeur à la Faculté de Médecine de Bucarest ;

LA POLOGNE :

le Docteur Witold CHODZKO, Ministre de la Santé publique,

lesquels, après avoir échangé leur pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.

ENGAGEMENTS DES PARTIES CONTRACTANTES EN CAS D'APPARITION DES MALADIES INFECTIEUSES SUR LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS.

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à s'informer immédiatement par la voie télégraphique du premier cas constaté de choléra ou de peste. Elles s'engagent aussi à se signaler réciproquement par écrit toute extension à caractère nettement épidémique du typhus récurrent, du typhus exanthématique ou de la variole.

Le communiqué sur les maladies énumérées plus haut sera rédigé en français et devra contenir :

1. La dénomination de la maladie en français, suivie de la dénomination scientifique latine ;
2. Le lieu et la date de son apparition ;
3. L'origine de la maladie ;
4. Le nombre des maladies et des décès ;
5. L'unité administrative contaminée (art. 9) ;
6. Les mesures prises.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 11 juillet 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 458. — SANITARY CONVENTION [2] BETWEEN POLAND AND ROUMANIA, SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 20, 1922.

French official text communicated by the Roumanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place July 24, 1923.

POLAND, of the one part, and ROUMANIA, of the other part, being actuated by the desire to protect their respective territories against the occurrence and spread of epidemic diseases, have resolved to conclude a Sanitary Convention, and for this purpose have appointed as their plenipotentiaries :

POLAND :

Dr. Witold CHODZKO, Minister of Public Health.

ROUMANIA :

Dr. Jean CANTACUZÈNE, Professor in the Faculty of Medicine, Bucharest,

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

I.

OBLIGATIONS ASSUMED BY THE CONTRACTING PARTIES IN THE EVENT OF THE OUTBREAK OF INFECTIOUS DISEASES WITHIN THEIR TERRITORIES.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to notify each other immediately by telegram of the first appearance of recognised cases of cholera or plague. They also undertake to inform each other in writing of any spread, of a clearly epidemic nature, of relapsing fever, typhus or smallpox.

The notification of the diseases mentioned above shall be drawn up in French and shall give the following particulars :

(1) The name of the disease in French, followed by the scientific name in Latin,
(2) The place and date of the appearance of the disease,
(3) The origin of the disease,
(4) The number of cases and deaths,
(5) The infected administrative area (Article 9),
(6) Action taken.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucarest, July 11, 1923.

Article 2.

Outre les communiqués immédiats, prévus à l'art. 1, devront également être envoyés des communiqués bimensuels concernant le cours ultérieur des maladies spécifiées à l'art. 1, ainsi que tous les renseignements qui peuvent avoir une importance épidémiologique. Ces communiqués devront contenir la correction des erreurs ou des inexactitudes éventuelles commises dans les communiqués précédents.

Article 3.

Chaque Partie contractante s'engage à communiquer régulièrement à l'autre Partie contractante toutes les publications des autorités sanitaires centrales concernant l'état de la santé publique et tout spécialement la marche des maladies infectieuses.

Toutes les fois que, sur le territoire de l'un des Etats contractants, apparaîtra une maladie infectieuse nouvellement importée, ou que l'une des endémies préexistantes aura nettement la tendance à prendre une forme d'extension épidémique, l'Etat susmentionné prend l'obligation d'en faire part à l'autre Etat contractant et de lui signaler en même temps toutes les circonstances de nature à l'éclairer sur le nouvel état de choses.

Article 4.

La présente Convention pourra, après entente réciproque par la voie diplomatique, être étendue à d'autres maladies infectieuses, non spécifiées dans l'art. 1.

Article 5.

Lorsqu'un des Etats contractants aura été informé de l'apparition d'une maladie infectieuse épidémique dans une région appartenant à un tiers Etat et qu'il aura pris de ce chef des mesures de précaution, il sera tenu de porter à la connaissance de l'autre Etat contractant les mesures de défense adoptées, ainsi que l'origine des informations qui auront provoqué ces mesures.

Article 6.

Les communications prévues par l'art. 1, ainsi que les informations prévues par les articles 2 et 3, seront faites par les autorités sanitaires centrales de l'Etat informateur aux autorités sanitaires centrales de l'autre Etat contractant. Une communication identique sera adressée en même temps à son représentant diplomatique dans la capitale du pays contaminé ainsi qu'à la Section d'hygiène de la Société des Nations.

Article 7.

Au cas où l'une des deux Parties contractantes jugerait opportun d'adjoindre au personnel de sa représentation diplomatique dans la capitale de l'autre Partie un attaché médical, le service central d'hygiène du pays, où il est délégué, devra donner toutes les facilités nécessaires à ce fonctionnaire pour lui permettre de se tenir au courant de la situation épidémique et de toutes autres questions intéressant l'hygiène publique de son propre pays.

Article 2.

In addition to the notifications provided for in Article 1, which are to be made immediately, bi-monthly returns relating to the subsequent development of the diseases specified in Article 1, together with any information which may be of epidemiological importance, must also be supplied. These returns shall rectify any errors or inaccuracies which may be contained in the earlier notifications.

Article 3.

Each of the Contracting Parties undertakes to communicate at regular intervals to the other Contracting Party all information published by the Central Public Health Authorities with regard to the conditions of public health and, more particularly, the progress of infectious diseases.

Whenever a recently imported case of an infectious disease makes its appearance within the territory of one of the Contracting States, or whenever one of the diseases which are endemic clearly shows a tendency to become epidemic, that State shall be bound to inform the other Contracting State of the facts, and also to communicate to it any particulars which throw light on the new conditions.

Article 4.

This Convention may, after an understanding has been reached by the Parties through diplomatic channels, be extended to infectious diseases other than those specified in Article 1.

Article 5.

When one of the Contracting States has been notified of the appearance of an infectious disease of an epidemic character within a district belonging to a third Power, and when it has adopted precautionary measures to meet this danger, it shall inform the other Contracting State of the preventive measures adopted and also of the source of the information, which led to the adoption of those measures.

Article 6.

The notifications referred to in Article 1 and also the returns referred to in Articles 2 and 3, shall be made by the Central Public Health Authorities of the State supplying the information direct to the Central Public Health Authorities of the other Contracting State. A statement in the same terms shall also be forwarded by the former State to its diplomatic representative in the capital of the infected country and to the Health Section of the League of Nations.

Article 7.

Should one of the two Contracting Parties deem it expedient to attach a medical officer to its diplomatic staff in the capital of the other Party, the Central Health Service of the country to which this official has been sent as a delegate shall give him all the necessary facilities to enable him to keep in close touch with the epidemic situation and with any other questions affecting the public health of his country.

II.

MESURES DE DÉFENSE CONCERNANT LES PERSONNES EN PROVENANCE DES TERRITOIRES CONTAMINÉS.

Article 8.

Un territoire doit être déclaré comme contaminé :

pour le choléra, sitôt qu'un ou plusieurs cas importés auront donné naissance, en dehors de l'entourage direct du malade, à l'apparition de cas parmi la population locale,

pour le typhus récurrent, le typhus exanthématique ou la variole, sitôt que l'on constate une multiplication de ces cas à tendance nettement épidémique,

pour la peste, sitôt que l'on aura constaté l'existence d'un ou de plusieurs cas non importés ou sitôt que l'existence des cas de peste dûment établis par les méthodes de laboratoire auront été constatés parmi les rats (ou autres rongeurs) de la région.

Pour être considérée comme contaminée une simple unité administrative du territoire national : arrondissement (plasa, powiat), commune urbaine et rurale (comuna urbana sau rurala, gmina).

La déclaration de contamination sera faite par l'Etat auquel appartient le territoire contaminé.

Article 9.

L'information qu'une unité territoriale est déclarée comme contaminée et que des mesures appropriées ont été prises de ce chef sera faite conformément aux stipulations de l'art. 6.

Article 10.

Une commune ou un arrondissement (comuna, gmina ou plasa, powiat) qui, selon l'art. 8, serait déclaré comme contaminé, devra être considéré comme libre de toute infection lors de l'expiration de 5 jours en cas de choléra ou de peste à partir de la mort ou de l'isolement du dernier malade. S'il s'agit de typhus exanthématique, de typhus récurrent ou de variole, à partir du moment où la maladie aura perdu son caractère épidémique et sa tendance à l'extension.

Article 11.

Comme mesures à prendre contre l'introduction des maladies énumérées dans l'art. 1 on peut prévoir :

a) L'inspection et l'examen médical ;
b) La surveillance des voyageurs aux points d'arrivée ;
c) L'évacuation et l'isolement des malades et des personnes suspectes d'une des maladies susmentionnées ;
d) La désinfection et la désinsectisation des personnes et des bagages, des wagons de chemins de fer ainsi que des parties contaminées des navires ;
e) La désinfection des marchandises et, en cas de peste, la dératisation ;
f) La vaccination éventuelle contre le choléra, la peste ou la variole chez les voyageurs non munis d'un certificat de vaccination.

Article 12.

Seront soumises à l'inspection et à l'examen médical, à la frontière, les personnes arrivant du territoire contaminé, ou bien les personnes chez qui on constatera les symptômes d'une des maladies énumérées dans l'art. 1.

II.

PREVENTIVE MEASURES APPLICABLE TO PERSONS COMING FROM INFECTED AREAS.

Article 8.

A territory shall be declared infected :

As regards cholera, as soon as one or more imported cases have led to an outbreak of disease among the local population, apart from persons directly associated with the patient,

As regards relapsing fever, typhus or smallpox, as soon as the increase in the number of cases shows that the diseases clearly tend to assume an epidemic character,

As regards plague, as soon as the presence of one or more non-imported cases has been ascertained, or as soon as cases of plague duly authenticated by bacteriological examination have been ascertained among rats (or other rodents) in the district.

A single administrative unit of the national territory — district (powiat, plasa), or an urban or rural commune (comuna urbana sau rurala, gmina,) — may be declared an infected area.

The State in which the infected territory is situated shall be responsible for declaring such area infected.

Article 9.

Notification that a territorial unit is declared to be infected and that the appropriate measures have been taken accordingly shall be made in accordance with the provisions of Article 6.

Article 10.

A commune or district (communa, gmina or plasa, or powiat) which has been declared an infected area under Article 8 shall be regarded as free from all infection, in the case of cholera or of plague, on the expiration of a period of five days as from the death or the isolation of the last patient. As regards typhus, relapsing fever or smallpox, the area shall be regarded as free from infection as soon as the disease has lost its epidemic character and no longer shows any tendency to spread.

Article 11.

The following measures may be taken to prevent the introduction of the diseases enumerated in Article 1 :

(a) Medical inspection and examination,
(b) Supervision of travellers at the places where they arrive,
(c) Evacuation and segregation of persons suffering, or suspected to be suffering, from one of the above-mentioned diseases,
(d) The disinfection of, and destruction of, insects on persons and in luggage, railway waggons and infected portions of vessels,
(e) The disinfection of goods and, in cases of plague, the destruction of rats,
(f) Vaccination, if necessary, against cholera, plague or smallpox, of travellers who are not in possession of a vaccination certificate.

Article 12.

Persons coming from the infected area and persons whose symptoms show that they are suffering from one of the diseases enumerated in Article 1, shall be liable to medical inspection and examination at the frontier.

Les personnes franchissant la frontière en troupes dans des conditions non hygiéniques ainsi que les bohémiens et les vagabonds peuvent être soumis par les autorités sanitaires du pays où ils se rendent à l'inspection et à l'examen médical même s'ils n'arrivent pas de régions contaminées.

Article 13.

Les personnes reconnues à l'examen médical comme étant atteintes d'une des maladies énumérées dans l'art. 1 ou qui présenteront des symptômes suspects de l'une de ces maladies seront isolées par les autorité sanitaires de l'Etat de destination afin d'être soignées dans des établissements organisés spécialement à cet effet, où elles resteront jusqu'à leur guérison complète.

Il est inadmissible de retenir les personnes bien portantes en vue d'observation.

Les personnes provenant des régions contaminées seront soumises au but de leur voyage à une surveillance sanitaire dont la durée ne doit pas dépasser 5 jours en cas de choléra ou de peste, 14 jours en cas de typhus récurrent, de typhus exanthématique ou de variole à partir du moment du départ de la personne en question de la région contaminée. A cet effet, ces personnes peuvent être obligées, lors de leur arrivée à destination, à se présenter aux autorités sanitaires compétentes.

Article 14.

Le personnel sanitaire, le personnel de chemin de fer, ainsi que les délégués autorisés officiellement par leurs gouvernements ne seront soumis à la frontière aux mesures sanitaires qu'en cas d'une atteinte évidente par une des maladies spécifiées dans l'art. 1.

Article 15.

Les bagages personnels ne seront soumis à la désinfection ou à la désinsectisation que lorsque d'après l'avis du médecin dûment autorisé ils sont suspects d'infection.

III.

MESURES CONCERNANT LES MARCHANDISES.

Article 16.

A. — Les marchandises ne peuvent être soumises à une désinfection que dans le cas où le médecin dûment autorisé y constate des indices évidents de souillure dangereuse.

B. — En outre, peuvent être soumises à la désinfection ou à la désinsectisation les marchandises ci-après, lorsqu'elles proviennent d'une région contaminée ; au cas où ces mesures préalables ne seraient pas acceptées, l'importation de marchandises sera interdite :

1. Vêtements, linge et literie usagés,

Lorsque ces objets seront transportés comme bagages personnels ou bien à la suite d'un changement de domicile, on procédera à leur égard conformément à l'art. 15.

2. Chiffons et loques, à l'exception des chiffons pressés venant en ballots bien protégés.

Persons crossing the frontier in large parties under non-hygienic conditions, as well as gypsies and tramps, may be medically inspected and examined by the Public Health Authorities of the country to which they are proceeding, even if they do not come from infected areas.

Article 13.

Persons who, as a result of a medical examination, are shown to be suffering from one of the diseases enumerated in Article 1, or whose symptoms are such as to make it appear likely that they are suffering from one of these diseases, shall be isolated by the Public Health Authorities of the State to which they are proceeding in order that they may be cared for in institutions specially set up for this purpose. They shall remain in these institutions until they are completely cured.

It is inadmissible to detain persons in good health for purposes of observation.

Persons coming from infected areas shall, when they have completed their journey, be subject to sanitary supervision for a period which may not exceed five days in the case of cholera or plague, and fourteen days in the case of relapsing fever, typhus or smallpox, such period to be reckoned from the date on which the person in question left the infected area. For this purpose such persons may be ordered to report to the competent sanitary authorities on their arrival at their destination.

Article 14.

Public Health and railway officials and delegates officially authorised by their Governments shall only be subject to sanitary measures on the frontier, if it is clear that they are suffering from one of the diseases specified in Article 1.

Article 15.

Personal luggage shall only be liable to disinfection and treatment for the destruction of insects when the duly authorised medical officer has reason to suspect that such luggage is infected.

III.

MEASURES RELATING TO GOODS.

Article 16.

A. — Goods may only be disinfected when the duly authorised medical officer is satisfied that there is clear evidence that the goods are dangerously contaminated.

B. — The goods mentioned below may be subjected to disinfection and to treatment for the destruction of insects if they come from an infected area. If these preliminary measures are not agreed to, the importation of goods shall be prohibited :

(1) Clothing, linen and bedding which have been worn or used.

When these articles are conveyed as personal luggage or are transported in consequence of the owner changing his place of residence, they shall be dealt with in the manner laid down in Article 15.

(2) Rags, excluding tightly packed rags coming in well-protected bales.

C. — Ne peuvent être prohibés pour motifs sanitaires :

1. Les déchets neufs provenant directement de fabriques textiles, des filatures, des ateliers de confection et des laminoirs, ainsi que la laine artificielle et les papiers neufs.

2. Les lettres, les cartes postales, les imprimés, les livres, les brochures, les papiers commerciaux etc., à l'exception des colis postaux contenant des objets énumérés dans les alinéas 1 et 2 au point *b*.

Le transit des marchandises à travers le territoire d'un des Etats contractants ne peut pas être interdit lorsqu'elles sont transportées sous un emballage excluant toute infection ; ces marchandises ne seront soumises pendant leur trajet à aucune désinfection.

Le lieu où la désinfection ou la désinsectisation pourra être opérée sera désigné d'avance par l'autorité du pays de destination.

La désinfection et la désinsectisation seront effectuées selon la méthode scientifiquement reconnue et appropriée à la nature de la marchandise.

Article 17.

Les Etats contractants, convaincus que le succès des mesures prises pour sauvegarder la santé publique ne peut être effectif que si le public, et tout particulièrement les employés des chemins de fer et de navigation, sont en état de se rendre compte de la portée de ces mesures, s'engagent à donner au personnel de service l'instruction nécessaire au sujet des maladies infectieuses et leur mode de dissémination, ainsi que sur les moyens pratiques pour les combattre ; ils s'engagent également à tenir les voyageurs et la population des territoires limitrophes au courant des mesures sanitaires adoptées.

IV.

MESURES CONCERNANT LES CHEMINS DE FER ET AUTRES VOIES DE COMMUNICATION.

Article 18.

Les personnes arrivant à la frontière par chemin de fer, ainsi que leurs bagages, seront traités selon les prescriptions énumérées dans les articles précédents ; ces mesures, toutefois, doivent être exécutées de façon à ne pas entraver le mouvement des chemins de fer.

A cet effet, les Etats contractants sont tenus d'organiser dans un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention à leurs gares-frontière des installations appropriées de surveillance médicale dont la capacité sera proportionnelle à l'importance du trafic habituel par ces points de transit.

Article 19.

Les Etats contractants s'engagent :

1. à assurer la propreté, la désinfection et la désinsectisation des trains de voyageurs arrivant à la frontière,

2. à maintenir, dans l'enceinte de la gare, une rigoureuse surveillance sanitaire ; à avoir soin que la gare soit pourvue d'une bonne eau potable ; à maintenir en état de propreté les lieux d'aisance anssi bien dans les trains qu'à la gare même, à surveiller la propreté des buffets ; pendant une épidémie de choléra à interdire à la gare-frontière, la vente des denrées susceptibles de favoriser l'infection (fruits crus, légumes crus, laitages crus).

C. — The importation of the following may not be prohibited on public health grounds :

(1) Unused clippings and other waste material coming directly from textile factories, spinning-mills, factories engaged in the manufacture of ready-made clothing and rolling-mills, and also artificial wool and newly made paper.

(2) Letters, postcards, printed matter, books, pamphlets, commercial documents, etc., excluding postal packets containing articles specified in sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph B.

The transit of goods across the territory of one of the Contracting States may not be forbidden when these goods are wrapped or packed in such a way as to exclude any risk of infection. These goods shall not be subjected during the journey to any process of disinfection.

The place at which disinfection or treatment for the destruction of insects may be carried out will be specified beforehand by the authorities of the country of destination.

The disinfection and the treatment for the destruction of insects will be carried out by the recognised scientific method appropriate to the nature of the goods.

Article 17.

The Contracting States, being convinced that the measures adopted to protect public health can only prove successful if the public, and more particularly the railway shipping employees, realise the importance of these measures, undertake to give the staff the necessary instruction on infectious diseases and on the manner in which they are disseminated, and also on the practical means by which such measures may be prevented. They also undertake to keep travellers and the population of the districts on the frontier fully informed of the sanitary measures which have been adopted.

IV.

Measures regarding Railways and other Means of Communication.

Article 18.

Persons arriving at the frontier by rail, and also their luggage, shall be dealt with in accordance with the provisions set out in the previous articles. These measures must, however, be carried out in such a way as not to impede railway traffic.

With this object in view, the Contracting States shall organise at their frontier stations, within a period of two years from the coming into force of this Convention, suitably equipped posts for purposes of medical supervision, the capacity of which shall correspond to the amount of traffic usually passing through these frontier stations.

Article 19.

The Contracting States undertake :

(1) To ensure the cleanliness and disinfection of, and the destruction of insects in passenger trains arriving at the frontier,

(2) Constantly to exercise within the precincts of the station strict sanitary supervision, to take measures to ensure that the station is provided with a supply of good drinking water, to keep the lavatories on trains and in the station itself clean, to see that the restaurants are clean-and to forbid, during a cholera epidemic, the sale at the frontier station of food-stuffs which are likely to contribute to the spread of infection (uncooked fruit, vegetables and milk).

Article 20.

Lorsque, dans un train arrivant à la frontière, se trouve une personne atteinte d'une des maladies énumérées dans l'art. 1, le wagon sera détaché et désinfecté sur le territoire du pays de destination par les autorités de la gare-frontière.

Les voyageurs qui sont venus en contact avec les malades seront soumis à la visite médicale et signalés aux autorités sanitaires de la localité où ils se rendent où ils seront soumis à la surveillance prévue par la Convention sanitaire internationale [1] de 1912 pour un temps calculé à partir du moment où le cas aura été constaté. Leur bagage personnel sera traité conformément à l'art. 15.

Article 21.

Les principes et les stipulations de la présente Convention s'appliqueront également au trafic par voies terrestre et fluviale.

Quant au trafic par voie aérienne, les mesures stipulées seront appliquées par l'autorité sanitaire respective au premier point d'atterrissage.

Article 22.

Les localités où seront organisés des points de surveillance sanitaire sur la frontière devront être fixées de commun accord par les autorités sanitaires centrales des deux Parties contractantes. Les Etats contractants, en cas d'extension d'une épidémie dangereuse, se réservent le droit de fermer la frontière pour les voyageurs et les marchandises en provenance d'une région contaminée aux points insuffisamment pourvus d'installations sanitaires. Les Etats contractants s'engagent à s'aviser réciproquement de ces mesures au moins 8 jours d'avance et en même temps à faciliter la circulation des voyageurs et des marchandises par d'autres points frontières.

Article 23.

Il est interdit de percevoir des voyageurs des taxes pour le secours médical qui leur aura été prêté au point sanitaire frontière, non plus que pour leur isolement ou pour les différentes dépenses occasionnées par l'application de la présente Convention.

Les dépenses susmentionnées sont à la charge du pays sur le territoire duquel ces mesures auront été prises.

La perception des taxes pour la désinfection, la désinsectisation et la dératisation n'est applicable qu'aux marchandises soumises à ces mesures et seulement en proportion des dépenses qu'elles auront occasionnées.

Les Etats contractants s'informeront mutuellement du montant des taxes respectives.

Si, néanmoins, l'un des deux Etats contractants avait jugé opportun d'imposer une taxe sanitaire à certaines catégories de voyageurs voyageant en troupes (conformément à l'art. 49 de la Convention internationale de 1912), il en informerait l'autre Etat qui pourrait adopter, de son côté, des mesures analogues.

[1] Vol. IV, page 281 de ce Recueil.

Article 20.

When a person suffering from one of the diseases specified in Article I is discovered on a train arriving at the frontier, the waggon in which he travelled shall be uncoupled and disinfected within the territory of the country of destination by the authorities at the frontier station.

Passengers who have been in contact with the patient shall be medically examined and particulars regarding them shall be communicated to the sanitary authorities of the district to which they are proceeding. They shall there be kept under observation as provided for in the International Sanitary Convention [1] of 1912 for a period to be reckoned from the date on which the existence of the case was ascertained. Their personal luggage shall be dealt with in the manner laid down in Article 15.

Article 21.

The principles and provisions of this Convention shall apply equally to traffic by road and traffic by water.

As regards traffic by air, the measures laid down shall be applied by the sanitary authorities at the first landing-place.

Article 22.

The places in which sanitary observation stations are to be set up on the frontier, shall be determined by agreement between the Central Sanitary authorities of the two Contracting Parties. In the event of the spread of a dangerous epidemic, the Contracting States retain the right to close the frontier against travellers and goods, coming from an infected area to districts which are inadequately provided with properly equipped sanitary posts. The Contracting States undertake to notify each other of such measures at least eight days beforehand, and also to provide facilities for the movement of travellers and goods through other places on the frontier.

Article 23.

No charge shall be imposed upon travellers in respect of any medical assistance which may have been given them at the frontier sanitary posts, or in respect of their segregation, or of any outlay incurred as a result of the application of this Convention.

The expenditure mentioned above shall be borne by the country within the territory of which these measures have been adopted.

Charges for disinfection and for the destruction of insects and rats shall only be imposed in the case of goods which have been subject to these measures and shall be strictly proportional to the expenditure incurred as a result of such measures.

The Contracting States shall inform each other of the total amount of the respective charges.

If, however, one of the Contracting States should consider it advisable to impose a public health charge on certain classes of passengers travelling in large parties (in accordance with Article 49 of the International Convention of 1912), it shall inform the other State of such charge and the other State may adopt similar measures.

[1] Vol. IV, page 281 of this Series.

V.

MESURES SPÉCIALES A PRENDRE DANS LA ZONE FRONTIÈRE.

Article 24.

Indépendamment des informations qui seront échangées par les Parties contractantes en vertu des articles 1, 2 et 3, les autorités sanitaires de la zone frontière entreront en rapports directs entre eux en vue d'informations réciproques et aussi complètes que possible concernant l'état sanitaire de leurs circonscriptions respectives.

Ces informations porteront sur :

1. la déclaration des premiers cas d'une des maladies énumérées dans l'art. 1,

2. des renseignements périodiques sur l'évolution ultérieure de ces maladies, ainsi que sur tous les faits de nature à faciliter l'application des mesures sanitaires,

3. les mesures qui auront été adoptées.

En outre, les autorités sanitaires de la zone frontière s'informeront réciproquement sur l'état des maladies infectieuses non prévues à l'art. 1.

Sera considérée comme zone frontière une bande de terrain comprenant le territoire des arrondissements (plasa, powiat) limitrophes, ainsi que celui des arrondissements n'atteignant pas la frontière, mais éloignés de cette frontière de moins de 5 km.

Dans un délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Etats contractants se communiqueront réciproquement la liste des arrondissements (plasa, powiat) et des communes limitrophes, ainsi que la liste des autorités sanitaires dont dépendent ces circonscriptions administratives.

Article 25.

En cas d'apparition du choléra, de la peste, du typhus récurrent, du typhus exanthématique ou de la variole ou bien en cas d'extension d'une autre maladie infectieuse dans la zone frontière, l'autorité administrative, dont dépend l'arrondissement contaminé, autorisera l'autorité administrative de l'arrondissement frontière (plasa, powiat) de l'autre Etat, après accord préalable de ces administrations, à envoyer un médecin officiel qui entrera en relations avec l'administration locale en vue de prendre sur place des informations directes sur l'épidémie.

Les autorités sanitaires de frontière des deux Parties collaboreront de concert dans le domaine de la protection de la santé publique et se prêteront sur leur demande un secours mutuel.

Article 26.

En cas d'apparition du choléra dans la zone frontière on peut interdire l'importation des fruits crus, des légumes crus et des produits du lait en provenance des régions frontières contaminées.

Article 27.

Au cas où l'un des deux Etats contractants conclurait une convention sanitaire avec un autre Etat, il s'engage à communiquer dans le plus bref délai à l'autre Etat contractant le texte de cette Convention.

V.

SPECIAL MEASURES TO BE TAKEN WITHIN THE FRONTIER-ZONE.

Article 24.

Apart from the information to be exchanged between the Contracting Parties under Articles 1, 2 and 3 the Public Health Authorities in the frontier zone shall enter into direct relations with each other for the purpose of supplying each other with particulars as complete as possible regarding the sanitary conditions in their respective areas.

These particulars shall include :

(1) Notification of the first occurrence of any of the diseases specified in Article 1.

(2) Information at regular intervals regarding the development of these diseases and regarding any facts likely to facilitate the enforcement of sanitary measures.

(3) Measures which have been adopted.

Moreover, the Public Health Authorities in the frontier zone shall communicate to each other returns of infectious diseases not referred to in Article 1.

A zone consisting of the frontier districts (powiat, plasa), and also the territory of districts which do not touch the frontier but are situated within five kilometres of it, shall be regarded as a frontier zone.

Within a period of one month from the coming into force of this Convention, the Contracting States shall communicate to each other a list of the frontier districts (powiat, plasa), and communes, together with a list of the Public Health Authorities responsible for these administrative areas.

Article 25.

In the event of the appearance of cholera, plague, relapsing fever, typhus or smallpox, or in the event of the spread of any other infectious disease within the frontier zone, the administrative authority responsible for the infected district shall empower the administrative authority of the frontier district (powiat, plasa,) of the other State, after the consent of these administrations has been obtained, to send an official medical officer to get into touch with the local administration for the purpose of obtaining on the spot first hand information on the epidemic.

The frontier Public Health Authorities of the two Parties shall co-operate in all matters relating to the protection of public health and each shall assist the other whenever requested to do so.

Article 26.

In the event of cholera appearing in the frontier zone, measures may be taken to prohibit the importation of uncooked fruit, uncooked vegetables, and milk products coming from the infected frontier districts.

Article 27.

Should one of the two Contracting States conclude a Sanitary Convention with another State, it undertakes to communicate to the other Party to the present Convention the text of such new Convention at the earliest possible moment.

Article 28.

Au cas où quelque différend à l'occasion de l'application de la présente Convention surgirait et n'aurait pas pu être réglé entre les Etats contractants par la voie diplomatique, ceux-ci s'engagent, après entente préalable, à recourir à la médiation de la Société des Nations (Section d'hygiène).

Article 29.

La présente Convention, rédigée en langue française, sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

La Convention entrera en vigueur 30 jours après l'échange des instruments de ratification.

En cas de dénonciation de cette Convention de la part d'un des Etats contractants, elle restera toutefois en vigueur pendant un an à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double expédition, le 20 décembre 1922.

(L. S.) (Signé) J. CANTACUZÈNE.
(L. S.) (Signé) Dr W. CHODZKO.

Article 28.

If any dispute arising out of the application of this Convention cannot be settled by the Contracting States through diplomatic channels, these States shall undertake, by mutual agreement, to resort to the mediation of the League of Nations (Health Section).

Article 29.

The present Convention, which has been drawn up in the French language, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

Should one of the Contracting States denounce this Convention, it shall nevertheless remain in force for a period of one year as from the date ot the denunciation.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed this Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw, in duplicate, on December 20th, 1922.

(L. S.) (Signed) Dr J. CANTACUZÈNE.
(L. S.) (Signed) Dr W. CHODZKO.

N° 459.

BELGIQUE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Bruxelles, le 25 octobre 1922.

BELGIUM AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Brussels, October 25, 1922.

No. 459. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. BRUXELLES, LE 25 OCTOBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 juillet 1923.

BRUXELLES, *le 25 octobre* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de conclure un arrangement avec le Gouvernement belge au sujet de l'internement des aliénés et du rapatriement réciproque des aliénés indigents des deux pays, m'a autorisé à déclarer que le Gouvernement du Roi s'engage à observer, sous réserve de reciprocité, les dispositions suivantes :

Article 1.

En cas d'internement pour cause d'aliénation mentale d'un ressortissant belge dans un asile en Suède, son entrée, sa sortie de l'asile et son décès seront portés à la connaissance de la Légation de Belgique à Stockholm.

Article 2.

Les information prévue à l'article 1er devront indiquer nommément l'établissement d'aliénés où le malade est interné et contenir, si elles peuvent être fournies, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, nom et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 459. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT [2] CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. BRUSSELS, OCTOBER 25, 1922.

Official French text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place July 27, 1923.

BRUSSELS, *October* 25, 1922.

SIR,

My Government, considering that it would be extremely desirable to conclude an agreement with the Belgian Government, regarding the confinement of mentally deranged persons and the reciprocal repatriation of indigent persons of both countries who are mentally afflicted, has authorised me to declare that the Royal Government will undertake to observe the following provisions, subject to the condition of reciprocity:

Article 1.

In the event of the confinement, on account of mental derangement, of a national of Belgium in an asylum at Sweden, his admission thereto, discharge therefrom or death, shall be notified to the Belgian Legation at Stockholm.

Article 2.

Notification, as provided for in Article 1, must include the name of the institution for the mentally afflicted into which the patient has been received, and must contain, if possible, the following information concerning the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] This Agreement does not entail ratification.

8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établisssement ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Date du rapport médical, et nom et domicile du médecin qui en est auteur, si l'admission a eu lieu sur rapport médical.
11. Etat de santé du malade et, s'il est susceptible d'être rapatrié, nombre de convoyeurs nécessaires pour l'accompagner.

Article 3.

Lorsqu'il s'agira d'un aliéné indigent, il pourra faire l'objet d'une demande de rapatriement en Belgique de la part du Gouvernement suédois. La demande devra être présentée par la voie diplomatique.

Article 4.

En cas de rapatriement d'un aliéné, une copie du dossier médical du malade sera transmise aux autorités belges.

Article 5.

L'assentiment au rapatriement ayant été obtenu, le Gouvernement suédois fera connaître, trente jours à l'avance, au Gouvernement belge le jour et l'heure auxquels l'indigent sera ramené ou rentrera dans son pays ainsi que le point frontière sur lequel il sera dirigé.

Les frais occasionnés par l'entretien de l'indigent jusqu'au moment de son arrivée à la frontière belge et les frais occasionnés par le rapatriement jusqu'à cette frontière resteront à la charge du Gouvernement suédois.

Article 6.

Le Gouvernement suédois se réserve le droit de dénoncer l'Arrangement moyennant avis préalable donné six mois d'avance.

Le présent Arrangement entrera en vigueur un mois après la date de ce jour.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître si, de son côté, le Gouvernement belge est disposé à prendre le même engagement. Dans ce cas, il sera convenu que la présente Note et la réponse que Votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) DE DARDEL.

A Son Excellence
Monsieur Henri JASPAR,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Pour le Ministre,
Le Chef de la Division du Contentieux p. i.
Eric GYLLENSTIERNA.

N° 459

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In the case of an indigent person afflicted with mental disease, application for repatriation to Belgium may be made on his behalf by the Swedish Government. Such application should be made through the proper diplomatic channels.

Article 4.

In the event of the repatriation of a mentally afflicted person, a copy of his medical case-sheet shall be transmitted to the Belgian authorities.

Article 5.

When consent to repatriation has been duly obtained, the Swedish Government shall inform the Belgian Government, thirty days beforehand, of the date and time when he will be conducted back or will return to his own country, and of the exact place on the frontier to which he will be sent.

The expenses incurred for the board of such indigent person until the time of his arrival at the Belgian frontier, and the expenses arising out of his repatriation shall be borne by the Swedish Government.

Article 6.

The Swedish Government reserves to itself the right to denounce the present arrangement at six months' notice.

The present arrangement shall come into force one month after to-day's date.

I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Belgian Government, on its side, is prepared to enter into the same undertaking. In that event, it would be understood that the present Note and the reply forwarded to me by Your Excellency constitute a confirmation of the Agreement reached between our two countries.

I have the honour to be, Sir, etc.

(Signed) DE DARDEL.

His Excellency,
Monsieur Henri JASPAR,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Direction C. 7. nº 10493 P.

BRUXELLES, *le 25 octobre* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement du Roi, estimant qu'il est très désirable de conclure un arrangement avec le Gouvernement suédois au sujet de l'internement des aliénés et du rapatriement réciproque des aliénés des deux pays, s'engage à observer, en l'espèce, sous réserve de réciprocité, les dispositions suivantes :

Article 1.

En cas d'internement pour cause d'aliénation mentale d'un ressortissant suédois dans un établissement ou une colonie d'aliénés en Belgique, son entrée, sa sortie de l'établissement et son décès seront portés à la connaissance de la Légation de Suède à Bruxelles.

Article 2.

Les informations prévues à l'article 1er devront indiquer nommément l'établissement d'aliénés où le malade est interné et contenir, si elles peuvent être fournies, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Date du rapport médical, et nom et domicile du médecin qui en est l'auteur, si l'admission a eu lieu sur rapport médical.
11. Etat de santé du malade et, s'il est susceptible d'être rapatrié, nombre de convoyeurs nécessaires pour l'accompagner.

Article 3.

Lorsqu'il s'agira d'un aliéné indigent, il pourra faire l'objet d'une demande de rapatriement en Suède de la part du Gouvernement belge. La demande devra être présentée par la voie diplomatique.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS
Direction C. 7. No. 10493 P.

BRUSSELS, *October* 25, 1922.

SIR,

The Royal Government, considering that it would be extremely desirable to conclude an agreement with the Swedish Government, regarding the confinement of mentally deranged persons and the reciprocal repatriation of persons of both countries who are mentally afflicted, has authorised me to declare that the Royal Government will undertake to observe the following provisions, subject to the condition of reciprocity.

Article 1.

In the event of the confinement on account of mental derangement of a national of Sweden in an asylum in Belgium his admission thereto, his discharge therefrom or death, shall be notified to the Swedish Legation at Brussels.

Article 2.

Notification, as provided for in Article 1, must include the name of the institution for the mentally afflicted into which the patient has been received and if possible, must contain the following information concerning the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
(11) The condition of the patient, and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In the case of an indigent person afflicted with mental disease, application for repatriation to Sweden may be made on his behalf by the Belgian Government. Such application should be made through the proper diplomatic channels.

Article 4.

En cas de rapatriement d'un aliéné, une copie du dossier médical du malade sera transmise aux autorités suédoises.

Article 5.

L'assentiment au rapatriement ayant été obtenu, le Gouvernement belge fera connaître, trente jours à l'avance, au Gouvernement suédois le jour et l'heure auxquels l'indigent sera ramené ou rentrera dans son pays ainsi que le point frontière sur lequel il sera dirigé.

Les frais occasionnés par l'entretien de l'indigent jusqu'au moment de son arrivée à la frontière suédoise et les frais occasionnés par le rapatriement jusqu'à cette frontière resteront à la charge du Gouvernement belge.

Article 6.

Le Gouvernement belge se réserve le droit de dénoncer le présent Arrangement moyennant avis préalable donné six mois d'avance.

Le présent Arrangement entrera en vigueur un mois après la date de ce jour.

Il est entendu que l'office que Votre Excellence a bien voulu m'adresser au nom du Gouvernement suédois concernant le traitement des aliénés belges en Suède et la présente lettre serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux pays.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) HENRI JASPAR.

A Son Excellence
Monsieur DE DARDEL,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède
à Bruxelles.

Pour copie conforme :

Pour le Ministre,
Le Chef de la Division du Contentieux p. i.
Eric GYLLENSTIERNA.

Article 4.

In the event of the repatriation of a mentally afflicted person, a copy of this medical case-sheet shall be transmitted to the Swedish Authorities.

Article 5.

When consent to repatriation has been duly obtained, the Belgian Government shall inform the Swedish Government, thirty days beforehand, of the day and the time when he will be conducted back or return to his own country, and of the exact place on the frontier to which he will be sent.

The expenses incurred for the board of such indigent person until the time of his arrival at the Swedish frontier and the expenses arising out of his repatriation shall be borne by the Belgian Government.

Article 6.

The Belgian Government reserves to itself the right to denounce the present Agreement at six months' notice.

The present arrangement shall come into force one month after to-day's date.

It is understood that the communication which Your Excellency was good enough to transmit to me, on behalf of the Swedish Government, regarding the treatment of mentally afflicted persons of Belgian nationality in Sweden, shall, together with the present letter, constitute a confirmation of the understanding come to between our two countries.

I have the honour to avail myself, etc.

(Signed) HENRI JASPAR.

His Excellency,
Monsieur DE DARDEL,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Suède
à Bruxelles.

N° 460.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Copenhague, les 9 et 13 juillet 1923.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an agreement concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Copenhagen, July 9 and 13, 1923.

No. 460. — ECHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. COPENHAGUE LES 9 ET 13 JUILLET 1923.

No. 460. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. COPENHAGEN, JULY 9 AND 13, 1923.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 juillet 1923.

Danish and Swedish official texts communicated by the Danish Minister at Berne and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of notes took place July 28, 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN.

KÖPENHAMN, *den* 9 *Juli* 1923.

HERR MINISTER,

I enlighet med bestämmelserna i överenskommelser grundade på ömsesidighet och avslutade mellan Sverige och ett flertal andra stater hava sedan någon tid tillbaka vederbörande främmande staters regeringar lämnats meddelande genom sina i Stockholm ackrediterade sändebud så snart undersåtar, tillhörande någon av dessa stater i Sverige intagits å anstalt för sinnessjuka, därifrån utskrivits eller därstädes avlidit.

Dessa meddelanden äro ägnade möjliggöra att den sinnessjukes släktingar underrättas, så att de blive satta i stånd att bevaka den sjukes och sina egna intressen. På samma gång gives därigenom hemlandets myndigheter tillfälle att vidtaga nödiga åtgärder för vården av den sjuke och omhänderhavandet av hans tillgångar.

Svenska regeringen, som anser det synnerligen önskvärt att erhålla meddelanden av dylik art beträffande varje svensk undersåte, som i utlandet angripas av sinnessjukdom, har förklarat sig benägen att, under förutsättning av ömsesidighet, förbinda sig att tillställa danska regeringen meddelande rörande i Sverige vistande sinnessjuka danska undersåtar enligt bestämmelserne i nedanstående artiklar.

Artikel 1.

Då dansk undersåte i Sverige intages å anstalt för sinnessjuka, därifrån utskrives eller därstädes avlider, skall danska bskickningen i Stockholm därom underrättas.

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[1] This Agreement does not entail ratification.

Artikel 2.

Meddelande, som åvses i artikel 1, skall angiva den anstalt för sinnessjuka, varest den sjuke är intagen och så vitt möjligt innehålla följande uppgifter rörande den sjuke :

1. Namn och förnamn.
2. Födelseår och födelsedag samt födelseort.
3. Stånd och yrke.
4. Boningsort vid intagandet.
5. Senaste boningsort i hemlandet.
6. Föräldrarnas eller, om dessa äro döda, närmaste anförvanters namn och förnamn ävensom boningsort.
7. Om den sinnessjuke är gift, makens eller makans namn och förnamn samt boningsort.
8. Dagen för den sinnessjukes intagande å anstalten, utskrivning därifrån eller frånfälle.
9. Namnet å den person, på vars begäran den sinnessjuke blivit å anstalten intagen.
10. Om den sinnessjuke intagits å anstalten på grund av läkareintyg, dagen för intygets avgivande samt läkarens namn och hemvist.
11. Den sinnessjukes tillstånd och huruvida detta medgiver den sjukes återförande till hemlandet jämte uppgift å för sådan transport nödigt antal betjäning.

Artikel 3.

När sinnessjuk dansk undersåte hemsändes till Danmark, skall till vederbörande danska myndighet överlämnas utdrag av den journal rörande den sjuke, som hava förts å sinnessjukanstalt, varest han varit intagen.

Idet jag har äran bringa ovanstående till Eders Excellens kännedom, har jag äran anhålla, att Eders Excellens behagade meddela mig, huruvida danske regeringen är benägen att med Sverige ingå en överenskommelse av det innehåll ovanstående artiklar angiva.

Jag är bemyndigad tillägga, att svenska regeringen kommer att anse en överenskommelse avslutad så snart den förutsatta ömsesidigheten tillförsäkrats från dansk sida, vilket min regering anser hava ägt rum därest Eders Excellens i det svar, som jag vågar utbedja mig å denna skrivelse, behagade inrymma bestämmelser motsvarande, *mutatis mutandis*, härovan införda artiklar.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Sign.) JOACHIM BECK-FRIIS.

Hans Excellens
Herr Utrikesminister COLD,
etc., etc., etc.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923,

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Pour copie conforme :
Pour le Ministre,

Le Chef de la Direction du Contentieux p. i.
Eric GYLLENSTIERNA.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KJØBENHAVN, *den* 13' *Juli* 1923.

Herr BARON,

I en Note af 9' d. M. har Hr. Baronen meddelt, at den svenske Regering under Forudsætning af Gensidighed vil være villig til at foranledige, at der i alle Tilfælde hvor en dansk Statsborger indlægges paa eller udskrives fra en svensk Sindssygeanstalt eller der afgaar ved Døden gives den danske Gesandt i Stockholm visse Oplysninger om den paagældende Patient. De nærmere Regler for disse Meddelelsers Givelse er i Deres ovennævnte Note opstillet i 3 Artikler. De har derhos udtalt, at den svenske Regering vil anse Overenskomsten som afsluttet saasnart den forudsatte Gensidighed tilsikres fra dansk Side, hvilket anses at have fundet Sted, naar man fra dansk Side forpligter sig til at overholde Bestemmelser svarende til de i ovennævnte 3 Artikler indeholdte.

I denne Anledning har jeg den Ære at meddele, at den danske Regering gerne vil indgaa en Overenskomst af den omhandlede Art og derfor herved tilsiger Gensidighed overfor de fra svensk Side opstillede Bestemmelser.

Forpligtelserne fra dansk Side ifølge Overenskomsten vil herefter være følgende :

Artikel 1.

Naar svensk Undersaat i Danmark indlægges paa eller udskrives fra Sindssygeanstalt eller der afgaar ved Døden, skal det svenske Gesandtskab i København underrettes derom.

Artikel 2.

Den i Artikel 1 omhandlede Meddelelse skal indeholde Angivelse af Sindssygeanstaltens Navn og saavidt muligt indeholde følgende Oplysninger vedrørende Patienten :

1. Fulde Navn.
2. Fødselsaar og Fødselsdag samt Fødested.
3. Stilling.
4. Bopæl ved Indlæggelsen.
5. Seneste Bopæl i Sverige.
6. Forældrenes eller, saafremt disse er afgaaet ved Døden, nærmeste Paarørendes fulde Navn og Bopæl.
7. Hvis den Sindssyge er gift, da Oplysning om Ægtefællens fulde Navn og Bopæl.
8. Dagen for Patientens Indlæggelse, Udskrivelse eller Død.
9. Navnet paa den Person, efter hvis Begæring Patienten er blevet indlagt paa Anstalten.
10. Hvis Patienten er indlagt paa Anstalten paa Grundlag af lægeattest, da dennes Dato samt lægens Navn og Bopæl.
11. Den Sindssyges Tilstand, herunder hvorvidt denne tillader Patientens Hjemsendelse til Sverige og i saa Fald Oplysning om det for Transporten nødvendige Antal ledsagere.

Artikel 3.

Naar sindssyg svensk Undersaat hjemsendes til Sverige, skal der til vedkommende svenske Myndighed overleveres Uddrag af Sindssygehospitalets Journal vedrørende den paagældende.

Modtag, Hr. Baron, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(Sign.) C. M. T. COLD.

Hr. Baron BECK-FRIIS,
Kgl. Svensk Gesandt.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923,

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Pour copie conforme :

Pour le Ministre :
Le Chef de la Division du Contentieux p. i.
Eric GYLLENSTIERNA.

No. 460.

[1] TRADUCTION.

I

LÉGATION ROYALE
DE SUÈDE.

COPENHAGUE, *le* 9 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux stipulations d'arrangements conclus à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements ainsi que leur mort, sont depuis quelque temps communiquées régulièrement aux gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts ainsi que ceux du malade. En même temps, elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon Gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladie mentale, serait disposé, à titre de réciprocité, à s'engager à transmettre au Gouvernement danois des renseignements au sujet de Danois atteints de maladie mentale et se trouvant en Suède, conformément aux articles suivants :

Article 1er

Quand un ressortissant danois sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Danemark à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou si, ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 460.

[1] TRANSLATION.

I

ROYAL SWEDISH LEGATION.

COPENHAGEN, *July* 9, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between SWEDEN and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into Swedish lunatic asylums, their release from these institutions and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic representatives accredited to His Majesty the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considers that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Swedish nationals who are attacked abroad by mental disease, would be prepared under conditions of reciprocity, to undertake to transmit to the Danish Government information regarding Danish nationals of unsound mind in Sweden in accordance with the following provisions.

Article 1.

Should any Danish subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Danish Legation at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Lorsqu'un ressortissant danois, atteint d'une maladie mentale, sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes danoises.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de la prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement danois serait disposé à conclure avec la Suède un arrangement à l'effet indiqué par les articles ci-dessus.

Je suis autorisé à ajouter que cet arrangement sera considéré par le Gouvernement suédois comme conclu dès que le Gouvernement danois aura assuré la réciprocité qui en est la condition, ce qui, selon l'avis de mon Gouvernement, serait le cas si Votre Excellence voulait bien insérer dans la réponse que j'ai l'honneur de solliciter, avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

En offrant, etc.

(Signé) JOACHIM BECK-FRIIS.

Son Excellence
M. COLD,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, *le* 13 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE BARON,

Dans une note en date du 9 courant, vous avez bien voulu m'informer que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement suédois est disposé, chaque fois qu'un sujet danois est admis dans un asile d'aliénés suédois pour une maladie mentale, ou en est renvoyé, ou le quitte pour cause de décès, à fournir au Ministre de Danemark à Stockholm certains renseignements relatifs au malade en question. Les dispositions de détail concernant la transmission de ces renseignements sont fixées dans les trois articles contenus dans votre note susmentionnée.

Dans la même note, vous voulez bien déclarer que le Gouvernement suédois considérera l'accord comme conclu dès que le Danemark lui aura fourni l'assurance requise concernant le traitement de réciprocité. Cette assurance sera considérée comme donnée, lorsque le Danemark s'engagera à exécuter les dispositions correspondantes à celles qui sont contenues dans les trois articles mentionnés ci-dessus.

J'ai par conséquent l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois est disposé à conclure un accord de cette nature et garantit, à cet effet, la réciprocité relativement aux stipulations fixées par la Suède.

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

When a Danish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Denmark.

In communicating the above to you, I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Government of Denmark is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to add that this proposal will be considered binding by my Governn ent whenever the Government of Denmark undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if you would embody in your reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) JOACHIM BECK-FRIIS.

Son Excellence
M. COLD,
Ministre Royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *July* 13, 1923.

MONSIEUR LE BARON,

In a Note dated the 9th instant, Your Excellency informed me that, subject to reciprocity, the Swedish Government is prepared, whenever a Danish subject is admitted to or discharged from a Swedish asylum for mental disease, or leaves such an asylum on decease, to give the Danish Minister at Stockholm certain information regarding the patient in question. The detailed regulations for the transmission of this information are contained in three Articles in your Note referred to above.

In the Note you state that the Swedish Government will regard the agreement as concluded as soon as Denmark has given the required assurance regarding reciprocity. This assurance will be considered as given when Denmark agrees to carry out the corresponding provisions to those contained in the three Articles referred to above.

I have accordingly the honour to state that the Danish Government is prepared to enter into an agreement of the kind referred to, and for that purpose accords reciprocal treatment in respect of the provisions laid down by Sweden.

Pour le Danemark, l'arrangement en question serait donc le suivant :

Article 1er

Quand un ressortissant suédois sera atteint au Danemark d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Suède à Copenhague.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande desquelles le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi que l'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, sera rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. M. T. COLD.

M. le Baron BECK-FRIIS,
Ministre Royal de Suède.

In the case of Denmark therefore, the Agreement in question would read as follows :

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Denmark with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Swedish Legation at Copenhagen.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or authority at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Sweden.

I have, etc.,

(Signed) C. M. T. COLD.

Baron BECK-FRIIS,
Royal Swedish Minister.

N° 461.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement entre l'Islande et la Suède relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Copenhague, les 9 et 13 juillet 1923.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an agreement between Iceland and Sweden concerning the exchange of notifications with regard to persons of unsound mind. Copenhagen, July 9 and 13, 1923.

No. 461. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS[2] ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT ENTRE L'ISLANDE ET LA SUÈDE RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. COPENHAGUE LES 9 ET 13 JUILLET 1923.

No. 461. — EXCHANGE OF NOTES[1] BETWEEN THE DANISH[2] AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN ICELAND AND SWEDEN CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. COPENHAGEN, JULY 9 AND 13, 1923.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 31 juillet 1923.

Danish and Swedish official texts, communicated by the Danish Minister at Berne and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place on July 31, 1923.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN

KÖPENHAMN, *den 9 Juli* 1923.

HERR MINISTER,

I enlighet med bestämmelserna i överenskommelser grundade på ömsesidighet och avslutade mellan Sverige och ett flertal andra stater hava sedan någon tid tillbaka vederbörande främmande staters regeringar lämnats meddelande genom sina i Stockholm ackrediterade sändebud så snart undersåtar tillhörande någon av dessa stater i Sverige intagits å anstalt för sinnessjuka, därifrån utskrivits eller därstädes avlidit.

Dessa meddelanden äro ägnade möjliggöra att den sinnessjukes släktingar underrättas, så att de bliva satta i stånd att bevaka den sjukes och sina egna intressen. På samma gång gives därigenom hemlandets myndigheter tillfälle att vidtaga nödiga åtgärder för vården av den sjuke och omhändertagandet av hans tillgångar.

Svenska regeringen, som anser det synnerligen önskvärt att erhålla meddelanden av dylik art beträffande varje svensk undersåte, som i utlandet angripes av sinnessjukdom, har förklarat sig benägen att, under förutsättning av ömsesidighet, förbinda sig att tillställa isländska regeringen meddelande rörande i Sverige vistande sinnessjuka isländska undersåtar enligt bestämmelserna i nedanstående artiklar.

[1] Cet arrangement ne comporte pas de ratification.

[2] Le Ministre des Affaires étrangères du Danemark est chargé de la gestion des Affaires étrangères de l'Islande.

[1] This Agreement does not entail ratification.

[2] The Minister for Foreign Affairs of Denmark is in charge of the conduct of Icelandic Foreign Affairs.

Artikel 1.

Då isländsk undersåte i Sverige intages å anstalt för sinnesjuka, därifrån utskrives eller därstädes avlider, skall danska beskickningen Stockholm därom underrättas.

Artikel 2.

Meddelande, som avses i artikel 1, skall angiva den anstalt för sinnessjuka, varest den sjuke är intagen och så vitt möjligt innehålla följande uppgifter rörande den sjuke :

1. Namn och förnamn ;
2. Födelseår och födelsedag samt födelseort ;
3. Stånd och yrke ;
4. Boningsort vid intagandet ;
5. Senaste boningsort i hemlandet ;
6. Föräldrarnas eller, om dessa äro döda, närmaste anförvanters namn och förnamn ävensom boningsort ;
7. Om den sinnessjuke är gift, makens eller makans namn och förnamn samt boningsort ;
8. Dagen för den sinnessjukes intagande å anstalten, utskrivning därifrån eller frånfälle ;
9. Namnet å den person, på vars begäran den sinnessjuke blivit å anstalten intagen ;
10. Om den sinnessjuke intagits å anstalten på grund av läkareintyg, dagen för intygets avgivande samt läkarens namn och hemvist ;
11. Den sinnessjukes tillstånd och huruvida detta medgiver den sjukes återförande till hemlandet jämte uppgift å for sådan transport nödigt antal betjäning.

Artikel 3.

Från svenska regeringen framsälld begäran att sinnessjuk isländsk undersåte måtte mottagas i Island skall åtföljas av sådant meddelande, varom förmäles i artikel 2.

Artikel 4.

När sinnessjuk isländsk undersåte hemsändes till Island skall till vederbörande isländska myndighet överlämnas utdrag av den journal rörande den sjuke, som må hava förts å sinnessjukanstalt, varest han varit intagen.

I det jag har äran bringa ovanstående till Eders Excellens kännedom, har jag äran anhålla, att Eders Excellens behagade i sinom tid meddela mig, huruvida isländska regeringen är benägen att med Sverige ingå en överenskommelse av det innehåll ovanstående artiklar angiva.

Jag är bemyndigad tillägga, att svenska regeringen kommer att anse en överenskommelse avslutad så snart den förutsatta ömsesidigheten tillförsäkrats från isländsk sida, vilket min regering anser hava ägt rum, därest Eders Excellens i det svar, som jag vågar utbedja mig å denna skrivelse, behagade inrymma bestämmelser motsvarande « Mutatis mutandis », härovan införda artiklar.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Undert.) JOACHIM BECK-FRIIS.

Hans Excellens,
Herr Utrikesminister COLD,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Pour le Ministre :
Le Chef de la Division du Contentieux p. i.
(Signé) Eric GYLLENSTIERNA.

Certifié pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923.
Georg COHN,
Chef du service danois de la Société des Nations.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET

35 D 10.
Brev No. 8910.

KJØBENHAVN, *den* 13' *Juli* 1923.

HERR BARON,

I en Note af 9' d. M. har Hr. Baronen meddelt, at den svenske Regering under Forudsætning af Gensidighed vil være villig til at foranledige, at der i alle Tilfælde, hvor en islandsk Statsborger indlægges paa eller udskrives fra en svensk Sindssygeanstalt eller der afgaar ved Døden, gives den danske Gesandt i Stockholm visse Oplysninger om den paagældende Patient. De nærmere Regler for disse Meddelelsers Givelse er i Deres ovennævnte Note opstillet i 4 Artikler. De har derhos udtalt, at den svenske Regering vil anse Overenskomsten som afsluttet, saasnart den forudsatte Gensidighed tilsikres fra islandsk Side, hvilket anses at have fundet Sted, naar man fra islandsk Side forpligter sig til at overholde Bestemmelser svarende til de i ovennævnte 4 Artikler indeholdte.

I denne Anledning har jeg den Aere at meddele, at den islandske Regering gerne vil indgaa en Overenskomst af den omhandlede Art og derfor herved tilsiger Gensidighed overfor de fra svensk Side opstillede Bestemmelser.

Forpligtelserne fra islandsk Side ifølge Overenskomsten vil herefter være følgende :

Artikel 1.

Naar svensk Undersaat i Island indlægges paa eller udskrives fra Sindssygeanstalt eller der afgaar ved Døden, skal den svenske Generalkonsul i Reykjavik underrettes derom.

Artikel 2.

Den i Artikel 1 omhandlede Meddelelse skal indeholde Angivelse af Sindssygeanstaltens Navn og saavidt muligt indeholde følgende Oplysninger vedrørende Patienten :

1. Fulde Navn ;
2. Fødselsaar og Fødselsdag samt Fødested ;
3. Stilling ;
4. Bopæl ved Indlæggelsen ;
5. Seneste Bopæl i Sverige ;
6. Forældrenes, eller saafremt disse er afgaaet ved Døden, nærmeste Paarørendes fulde Navn og Bopæl ;
7. Hvis den sindssyge er gift, da Oplysning om Aegtefællens fulde Navn og Bopæl ;
8. Dagen for Patientens Indlæggelse, Udskrivelse eller Død ;
9. Navnet paa den Person, efter hvis Begæring Patienten er blevet indlagt paa Anstalten ;
10. Hvis Patienten er indlagt paa Anstalten paa Grundlag af Lægeattest, da dennes Dato samt Lægens Navn og Bopæl ;
11. Den Sindssyges Tilstand, herunder hvorvidt denne tillader Patientens Hjemsendelse til Sverige og i saa Fald Oplysning om det for Transporten nødvendige Antal Ledsagere.

Artikel 3.

Naar der fra den islandske Regering fremsættes Begæring om en sindssyg svensk Undersaats Modtagelse i Sverige, skal saadan Begæring ledsages af de i Artikel 2 ommeldte Oplysninger.

Artikel 4.

Naar sindssyg svensk Undersaat hjemsendes til Sverige, skal der til den vedkommende svenske Myndighed overleveres Uddrag af Sindssygeanstaltens Journal vedrørende den paagældende.

Modtag, Hr. Baron, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(Sign.) C. M. T. COLD.

Til
Hr. Baron BECK FRIIS.-
Kgl. Svensk Gesandt.

Pour copie conforme :
Pour le ministre :
Le Chef de la Division du contentieux p. i.
Eric GYLLENSTIERNA.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923,
Georg COHN,
Chef du service danois de la Société des Nations.

No. 461.

[1] TRADUCTION.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

COPENHAGUE, *le* 9 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux stipulations d'arrangements conclus à titre de réciprocité, entre la Suède et plusieurs autres pays, l'admission des aliénés, ressortissants de ces pays, dans les maisons d'aliénés suédoises, leur sortie de ces établissements ainsi que leur mort, sont depuis quelque temps communiquées régulièrement aux gouvernements de leurs pays respectifs par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques accrédités auprès de Sa Majesté le Roi.

Ces communications ont pour but de permettre d'informer les parents du malade et de les mettre à même de sauvegarder leurs intérêts ainsi que ceux du malade. En même temps, elles donnent aux autorités du pays du malade l'occasion de prendre les mesures nécessaires pour pourvoir aux soins de sa personne et de sa fortune.

Mon gouvernement, estimant qu'il serait très désirable de recevoir des notifications de même nature concernant tout ressortissant suédois qui serait atteint à l'étranger de maladie mentale serait disposé, à titre de réciprocité, à s'engager à transmettre au Gouvernement islandais des renseignements au sujet d'Islandais atteints de maladie mentale, et se trouvant en Suède, conformément aux articles suivants :

Article 1

Quand un ressortissant islandais sera atteint en Suède d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié à la Légation de Danemark à Stockholm.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 461

[1] TRADUCTION.

ROYAL SWEDISH LEGATION

COPENHAGEN, *July* 9, 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the stipulations concluded under condition of reciprocity between Sweden and several other countries, the admission of lunatics who are nationals of these countries into Swedish lunatic asylums, their release from these institutions and their death have been for some time regularly communicated to their respective Governments through their diplomatic Representatives accredited to His Majesy the King.

These communications are made in order that the relatives of the patient may be informed and to make it possible to safeguard their interests as well as those of the patient. Moreover they enable the authorities of the patient's country to take the necessary measures in order to provide for the care of his person and of his fortune.

My Government considers that it would be very desirable that similar notification should be made with regard to any Icelandic nationals who are attacked abroad by mental disease, and has instructed me to propose to you the adoption of the following Articles under conditions of reciprocity.

Article 1.

Should any Icelandic subject be attacked in Sweden with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Danish Legation at Stockholm.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement suédois réclame le rapatriement d'un ressortissant islandais atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant islandais atteint d'une maladie mentale est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes islandaises.

En portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de la prier de bien vouloir m'informer si le Gouvernement islandais serait disposé à conclure avec la Suède un arrangement à l'effet indiqué par les articles ci-dessus.

Je suis autorisé à ajouter que cet Arrangement sera considéré par le Gouvernement suédois comme conclu dès que le Gouvernement islandais aura assuré la réciprocité qui en est la condition, ce qui, selon l'avis de mon gouvernement, serait le cas si Votre Excellence voulait bien insérer dans la réponse que j'ai l'honneur de solliciter, avec les modifications nécessaires, les stipulations visées ci-dessus.

En offrant, etc.

(Signé) JOACHIM BECK-FRIIS.

Son Excellence
M. COLD,
Ministre des Affaires étrangères,
etc. etc. etc.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, *le* 13 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE BARON,

Dans une note, en date du 9 courant, vous avez bien voulu m'informer que, sous réserve de réciprocité, le Gouvernement suédois est disposé, chaque fois qu'un sujet islandais est admis dans un asile d'alinés suédois pour une maladie mentale, ou en est renvoyé, ou le quitte pour cause de décès, à fournir au ministre de Danemark à Stockholm certains renseignements relatifs au malade en question. Les dispositions de détail concernant la transmission de ces renseignements sont fixées dans les quatre articles contenus dans votre note susmentionnée.

Dans la même note, vous voulez bien déclarer que le Gouvernement suédois considérera l'accord comme conclu dès que l'Islande lui aura fourni l'assurance requise concernant le traitement de réciprocité ; cette assurance sera considérée comme donnée, lorsque l'Islande s'engagera à exécuter les dispositions correspondantes à celles qui sont contenues dans les quatre articles mentionnés ci-dessus.

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Swedish Government demands the repatriation of an Icelandic subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When an Icelandic subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Iceland.

In communicating the above to you, I have the honour to request you to be so good as to inform me whether the Government of Iceland is prepared to conclude the Agreement in question with Sweden.

I am authorised to add that this proposal will be considered binding by my Government whenever the Government of Iceland undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if you would embody in your reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour, etc.

(Signed) JOACHIM BECK-FRIIS.

His Excellency
M. COLD,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *July* 13, 1923.

MONSIEUR LE BARON,

In a Note dated 9th instant you informed me that, subject to reciprocity, the Swedish Government is prepared, whenever a subject of Iceland is admitted to or discharged from a Swedish asylum for mental disease, or leaves such an asylum on decease, to give the Danish Minister at Stockholm certain information regarding the patient in question. The detailed regulations for the transmission of this information are contained in four Articles in your Note referred to above. In the Note you state that the Swedish Government will regard the Agreement as concluded as soon as Iceland has given the required assurance regarding reciprocity. This assurance will be considered as given when Iceland binds herself to carry out the corresponding provisions to those contained in the four Articles referred to above.

J'ai par conséquent l'honneur de vous informer que le Gouvernement islandais est disposé à conclure un accord de cette nature et garantit, à cet effet, la réciprocité relativement aux stipulations fixées par la Suède.

Les obligations assumées par l'Islande, en vertu de cet Accord, seront donc les suivantes :

Article 1.

Quand un ressortissant suédois sera atteint en Islande d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort, sera notifié au Consul général de Suède à Reykjavik.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1er devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;

5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne ou l'autorité à la demande desquelles le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tout cas où le Gouvernement islandais réclame le rapatriement d'un ressortissant suédois atteint d'aliénation mentale, la demande sera accompagnée d'une notification contenant les indications prévues à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant suédois, atteint d'une maladie mentale, est rapatrié, le dossier médical du malade tenu à la maison d'aliénés sera communiqué aux autorités compétentes suédoises.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. M. T. COLD.

M. le baron BECK-FRIIS,
Ministre de Suède.

I have accordingly the honour to state that the Icelandic Government is prepared to enter into an Agreement of the kind referred to, and for that purpose accords reciprocal treatment in respect of the provisions laid down by Sweden.

The obligations undertaken by Iceland in virtue of the Agreement will henceforth be as follows:

Article 1.

Should any Swedish subject be attacked in Iceland with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Swedish Consul General at Reykjavik.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;
(6) Name and surname etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;
(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;
(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;
(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;
(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;
(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Icelandic Government demands the repatriation of a Swedish subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a Swedish subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Sweden.

I have the honour etc.,

(Signed) C. M. T. COLD.

M. le Baron BECK-FRIIS,
Swedish Minister.

N° 462.

NORVÈGE ET SUÈDE

Convention relative à la navigation aérienne, signée à Stockholm le 26 mai 1923.

NORWAY AND SWEDEN

Convention relating to Air Navigation, signed at Stockholm, May 26, 1923.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 462. — OVERENSKOMST [1] OM LUFTFART MELLEM NORGE OGH SVERIGE, AV MAY 26, 1923.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 août 1923.

HANS MAJESTAET NORGES KONGE og HANS MAJESTAET KONGEN AV SVERIGE, som er blitt enig om å avslutte en overenskomst om luftfart mellem Norge og Sverige, har i dette øiemed utnævnt til befullmektigede :

HANS MAJESTAET NORGES KONGE :

Hans Majestæts overordentlige sendeman i Stockholm Johan Herman WOLLEBAEK ;

HANS MAJESTAET KONGEN AV SVERIGE :

Hans Majestæts utenriksminister Hans Excellence Carl Frederik Vilhelm HEDERSTIERNA ;

hvilke, behørig befullmektigede, er kommet overens om følgende :

Artikkel 1.

De kontraherende stater anerkjenner gjensidig hinannens høihetsret over luftrummet over deres land- og sjøterritorium.

Artikkel 2.

Enhver av de kontraherende stater forplikter sig til i fredstid å tilstå private luftfartøier, hjemmehørende i den annen stat, rett til uskadelig fart over sitt område på de i denne overenskomst fastsatte betingelser samt til å gjøre den annen stat delaktig i enhver begunstigelse, som den måtte innrømme nogen ikke-kontraherende stat med hensyn til adgangen til sitt område.

Artikkel 3.

De betingelser, som den ene kontraherende stat har fastsatt for tillatelse til luftfart for dens egne luftfartøier, skal ogsaa gjelde for den annen stats luftfartøier, som ønsker adgang til dens område, dersom annet ikke fremgår av denne overenskomst.

De kontraherende stater vil søke å opnå størst mulig ensartethet ved fastsettelsen av disse betingelser.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm le 30 juillet 1923.

TEXTE SUÉDOIS — SWEDISH TEXT.

No. 462. — ÖVERENSKOMMELSE[1] ANGÅENDE LUFTFART MELLAN NORGE OCH SVERIGE, UNDERTECKNAD I STOCKHOLM DEN 26. MAY 1923.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place August 6, 1923.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE som hava enats om att avsluta en överenskommelse angående luftfart mellan Sverige och NORGE, hava för detta ändamål till sina fullmäktiga utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin minister för utrikesärendena, hans excellens Karl Fredrik Wilhelm HEDERSTIERNA ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :

Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Stockholm, Johan Herman WOLLEBAEK :

vilka, därtill behörigen befullmäktigade, överenskommit om följande :

Artikel 1.

De fördragsslutande staterna erkänna ömsesidigt varandras höghetsrätt i luftrummet över sitt land-och sjöterritorium.

Artikel 2.

Envar av de fördragsslutande staterna förpliktar sig att i fredstid medgiva privata luftfartyg, hemmahörande i den andra staten, rätt att på ofarligt sätt färdas över förstnämnda stats område på i denna överenskommelse bestämda villkor samt göra den andra staten delaktig i varje förmån, som rörande tillträdet till området medgives någon icke fördragsslutande stat.

Artikel 3.

De av en fördragsslutande stat beträffande luftfartyg, hemmahörande i sagda stat, fastställda villkor, under vilka luftfart kan äga rum, skola också gälla beträffande den andra statens luftfartyg, som önska tillträde till förstnämnda stats område, såvida annat ej framgår av denna överenskommelse.

De fördragsslutande staterna skola eftersträva största möjliga överensstämmelse vid fastställandet av dessa villkor.

[1] The exchange of ratifications took place at Stockholm, July 30, 1923.

Artikkel 4.

Envher av de kontraherende stater forplikter sig til å utferdige bestemmelser, som på en efter omstendigheterne betryggende måte sikrer, at der, såfremt et luftfartøi, hjemmehørende i staten, befinner sig innenfor den annen stats område, foreligger forsikring til dekning av skadeserstatningskrav, som i henhold til lovgivningen i den sidstnevnte stat måtte tilkomme den, der som følge av luftfartøiets benyttelse lider skade på person eller eiendom utenfor fartøiet.

Forsikringen skal være av samme art og størrelse som den stat, hvor flyvningen finner sted, krever med hensyn til de der hjemmehørende luftfartøier ved flyvning i hjemlandet.

Selv om nogen av de kontraherende stater ikke krever forsikring av de der hjemmehørende luftfartøier ved flyvning i hjemlandet, skal der for luftfartøier hjemmehørende i den annen stat allikevel ved flyvning over førstnevnte stats område være tegnet samme forsikring som ved flyvning i deres hjemland.

De kontraherende stater anerkjenner som gyldig forsikring som i det angitte øiemed er tegnet i hjemlandet i forsikringsanstalt som er godkjent av vedkommende stat, forutsatt at anstalten i tilfelle avgjør erstatningskrav gjennem representanter i den annen stat.

Artikkel 5.

Enhver av de kontraherende stater har rett til av militære grunner eller av hensyn til den offentlige sikkerhet å forby eller begrense adgangen til flyvning over visse områder av dens territorium under det i dens lovgivning fastsatte straffeansvar men med det forbehold, at der i denne henseende skal gjelde samme bestemmelser for private luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat som for dens egne private luftfartøier.

De bestemmelser som således fastsettes skal meddeles den annen stat.

Artikkel 6.

Et i den ene kontraherende stat hjemmehørende luftfartøi, som befinner sig over et forbudt område i den annen stat, skal straks avgi det nødsignal, som er foreskrevet i luftfartsreglerne (reglement D) og skal snarest mulig lande utenfor det forbudte område paa en av landingsplassene i denne stat. Statens myndigheter kan dog forlange øieblikkelig landing et annet sted, dersom sådan landing kan skje uten fare.

Artikkel 7.

Et luftfartøi har den stats nasjonalitet, i hvis luftfartøisregister det er innført overensstemmende med reglement A I c.

Det av vedkommende myndighet i luftfartøiets hjemland utferdigede registreringsbevis anerkjennes som gyldig bevis for fartøiets nasjonalitet.

Artikkel 8.

For at et luftfartøi kan innføres i et av de kontraherende staters luftfartøisregistre, må det har innenlandsk eier. Er eieren et i vedkommende land hjemmehørende aktieselskap, skal dettes styre ha sæte der og mindst 2/3 av dets medlemmer være der bosatte personer, som har statsborgerrett i riket og er aktieeiere, likesom aktieselskapet skal opfylle de i hjemlandet forøvrigt gjeldende regler.

Et luftfartøi, som ikke lenger opfyller disse betingelser, skal straks slettes av registret.

Artikel 4.

Envar av de fördragsslutande staterna förpliktar sig att utfärda bestämmelser, som på ett efter omständigheterna betryggande sätt säkerställa, att om ett luftfartyg, hemmahörande i den staten, befinner sig inom den andra statens område, försäkring föreligger till täckande av skadeersättningsanspråk, vilket på grund av lagstiftningen i sistnämnda stat kan tillkomma den, som i följd av luftfartygets brukande lider skada till person eller egendom utanför luftfartyget.

Försäkringen skall vara av den art och storlek, som den stat, där luftfarten äger rum, fordrar i fråga om där hemmahörande luftfartyg vid färd i hemlandet.

Om någon av de fördragsslutande staterna icke fordrar försäkring av där hemmahörande luftfartyg vid färd i hemlandet, skall likväl för luftfartyg, hemmahörande i den andra staten, vid färd över förstnämnda stats område hava tecknats samma försäkring som vid färd i dess hemland.

De fördragsslutande staterna erkänna ömsesidigt såsom giltig försäkring, som i nämnda syfte tecknats i hemlandet i därstädes av staten godkänd försäkringsanstalt, under förutsättning, att anstalten i förekommande fall prövar ersättningsanspråk genom representant i den andra staten.

Artikel 5.

Envar av de fördragsslutande staterna är berättigad att av militära skäl eller av hänsyn till allmän säkerhet förbjuda eller begränsa möjligheten av luftfärd över vissa områden inom sitt territorium vid äventyr av i lagstiftning bestämt straff, men med förbehåll, att i detta hänseende samma bestämmelser skola gälla beträffande privata luftfartyg hemmahörande i den andra fördragsslutande staten, som beträffande dess egna privata luftfartyg.

Sålunda utfärdade bestämmelser skola meddelas den andra staten.

Artikel 6.

Ett i den ena fördragsslutande staten hemmahörande luftfartyg, som befinner sig över ett förbjudet område i den andra staten, skall genast giva den nödsignal, som är föreskriven i luftfärdsreglerna (reglemente D), och skall snarast möjligt landa utanför det förbjudna området på en av flygplatserna i denna stat. Statens myndigheter må dock fordra ofördröjlig landning på annan plats, om sådan landning kan ske utan fara.

Artikel 7.

Luftfartyg har den stats nationalitet, i vars luftfartygsregister det är infört i överensstämmelse med reglemente A, I. c.

Av vederbörlig myndighet i luftfartygets hemland utfärdet registreringsbevis erkännes som giltigt bevis om fartygets nationalitet.

Artikel 8.

För att kunna införas i ett av de fördragsslutande staternas luftfartygsregister skall luftfartyg hava inländsk ägare. Är ägaren ett i staten hemmahörande aktiebolag, skall dettas styrelse där hava sitt säte och minst $^2/_3$ av dess ledamöter vara där bosatta personer, som äga inhemsk nationalitet och äro aktieägare, varjämte bolaget skall uppfylla i hemlandet i övrigt gällande bestämmelser.

Luftfartyg, som icke längre uppfyller dessa villkor, skall ofördröjligen avföras ur registret.

Artikkel 9.

Et luftfarføi kan ikke med retsvirkning være registrert i mere enn en av de kontraherende Stater.

Artikkel 10.

De kontraherende stater skal månedlig gjennem vedkommende registreringsmyndigheter utveksle utdrag av luftfartøisregistrene inneholdende fortegnelse over de fartøier som er innført i eller utslettet av registret.

Artikkel 11.

Luftfartøi, som benyttes til fart mellem de kontraherende stater, skal være forsynt med de til identifisering under farten fornødne nasjonalitets- og registreringsmerker samt andre merker eller opslag overensstemmende med reglement A.

Artikkel 12.

Luftfartøi, som benyttes til fart mellem de kontraherende stater, skal være forsynt med et luftdyktighetsbevis, utstedt eller anerkjendt av den stat, hvis nasjonalitetsmærke luftfartøiet fører, overensstemmende med reglement B.

Artikkel 13.

Besetningen paa et luftfartøi, som benyttes til fart mellem de kontraherende stater skal overensstemmende med reglement E være forsynt med certifikater, utstedt eller anerkjendt av den stat, hvis nasjonalitetsmerke luftfartøiet fører.

Artikkel 14.

De luftdyktighetsbeviser og besetningscertifikater som er utstet av den ene av de kontraherende stater overensstemmende med reglementene B og E anerkjennes som gyldige av den annen stat.

Dog kan enhver av statene nekte å anerkjenne et til en av dens egne undersåtter av den annen stat utstedt eller anerkjendt certifikat når det gjelder luftfart over dens eget område.

Artikkel 15.

Intet luftfartøi, hjemmehørende i en av de kontraherende stater må ha radio-innstallasjon uten efter særlig tillatelse fra den stat, hvor det hører hjemme. Radio-innstallasjonen må kun benyttes av medlem av besetningen, som er i besittelse av et særlig certifikat, utstedt av den stat, hvor luftfartøiet hører hjemme. Et luftfartøj som opfyller disse betingelser, kan medføre og benytte radioinnstallasjon ved fart over den annen kontraherende stats område.

Enhver av de kontraherende stater kan bestemme at visse arter av luftfartøier skal medføre radioinnstallosjon. De herom gitte bestemmelser skal være de samme for luftfartøier hjemmehørende i vedkommende stat og for luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikel 9.

Ett luftfartyg kan icke med rättslig verkan vara registrerat i mer än en av de fördragsslutande staterna.

Artikel 10.

De fördragsslutande staterna skola genom vederbörliga registreringsmyndigheter månatligen utväxla utdrag av luftfartygsregistren, innehållande förteckning å de fartyg, som införts i eller avförts ur registren.

Artikel 11.

Luftfartyg, som användes vid färd mellan de fördragsslutande staterna, skall vara försett med för identifiering under färden erforderliga nationalitets- och registreringsmärken samt andra märken och anslag i överensstämmelse med reglemente A.

Artikel 12.

Luftfartyg, som användes vid färd mellan de fördragsslutande staterna, skall vara försett med luftvärdighetsbevis, utställt eller godkänt av den stat, vars nationalitetsmärke luftfartyget för, i överensstämmelse med reglemente B.

Artikel 13.

Besättningen å luftfartyg, som användes vid färd mellan de fördragsslutande staterna, skall i överensstämmelse med reglemente E vara försedd med certifikat, utställda eller godkända av den stat, vars nationalitetsmärke luftfartyget för.

Artikel 14.

De av den ena av de fördragsslutande staterna i överensstämmelse med reglementena B och E utställda luftvärdighetsbevisen och besättningscertifikaten erkännas som giltiga av den andra staten.

Dock må envar av staterna, när fråga är om luftfärd över dess eget område, vägra att erkänna ett för en av dess egna undersåtar av den andra staten utställt eller godkänt certifikat.

Artikel 15.

Intet luftfartyg, hemmahörande i en av de fördragsslutande staterna, må hava radioinstallation utan särskilt tillstånd från den stat, där det är hemmahörande. Radioinstallationen må endast begagnas av medlem av besättningen, som är i besittning av särskilt certifikat, utställt av den stat, där luftfartyget är hemmahörande. Luftfartyg, som uppfyller dessa bestämmelser, må medföra och begagna radioinstallation vid färd över den andra fördragsslutande statens område.

Envar av de fördragsslutande staterna äger bestämma, att vissa slag av luftfartyg skola medföra radioinstallation. Härom utfärdade bestämmelser skola vara desamma för luftfartyg, hemmahörande i sagda stat och för luftfartyg hemmahörande i den andra fördragsslutande staten.

Reglene for benyttelse av radioinnstallasjon skal såvidt mulig være ensartede i de kontraherende stater.

Luftfartsadministrasjonene i de kontraherende stater kan treffe avtale om felles regler herom.

Artikkel 16.

Luftfartøi, hjemmehørende i en av de kontraherende stater, kan uten å lande flyve over den annen stats område. Fartøiet skal da følge den rute, som måtte være angitt av den stat over hvis område flyvningen finner sted. Hvis det kreves av hensyn til den offentlige sikkerhet eller der foreligger begrunnet mistanke om overtredelse av lovgivningen i den stat over hvis område farten finner sted kan luftfartøiet ved hjelp av de i luftveisreglene (reglement D) foreskrevne signaler beordres til å lande på landingsplass eller, dersom det kan skje uten fare, også annetsteds.

Et luftfartøi som flyver fra den ene kontraherende stats område til den annen stats område skal likeledes følge den rute som måtte være angitt av vedkommende stat og lande på en av de landingsplasser, som angis i det til denne overenskomst knyttede tollbilag.

Avmærkning ved anlegg på jorden av internasjonale luftveier krever samtykke fra den stats side, over hvis område flyvningen skal finne sted. For benyttelsen av engang oprettede internasjonale luftveier uten landing kan avgift ikke avkreves fartøier, som er hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkel 17.

Til oprettelse av fast luftfartsforbindelse for erhvervsmessig befordring av personer eller gods mellem de kontraherende stater kreves tillatelse fra den stat med hvilken forbindelsen påtenkes oprettet.

De kontraherende stater forplikter sig dog til gjensidig å gi hinannens luftfartøier sådan tillatelse på betingelse av, at der gis begge staters luftfartøier adgang til deltagelse på like fot i den oprettede luftfartsforbindelse.

Postførsel ordnes ved saerskilt avtale mellem de kontraherende stater.

Artikkel 18.

Enhver av de kontraherende stater har rett til å forbeholde de i den hjemmehørende luftfartøier den erhversmæssige befordring av personer og gods mellem to punkter innenfor dens eget område. Tillstås luftfartøier hjemmehørende i noget annet land rett til sådan befordring tilsier de kontraherende stater hverandre mest begunstiget behandling i den her nevnte henseende.

Hvis den ene kontraherende stat innfører innskrenkninger av den her omhandlede art, som også rammer den annen stat, kan dens egne luftfartøier underkastes de samme innskrenkninger i den annen stat, selv om denne ikke måtte pålegge andre fremmede fartøier tilsvarende innskrenkninger.

Innskrenkninger og forbehold av den heromhandlede art skal offentliggjøres og meddeles den annen stat.

Artikkel 19.

Ved gjennemfart, derunder landinger og de efter forholdene nødvendige ophold innenfor den ene kontraherende stats område, kan ethvert luftfartøi hjemmehørende i den annen kontraherende stat undgå beslagleggelse på grunn av krenkelse av patentrettigheter ved en sikkerhetsstillelse, hvis størrelse i mangel av mindelig overenskomst snarest mulig fastsettes av vedkommende myndighet på det pågjeldende sted.

Reglerna för begagnandet av radioinstallation skola såvitt möjligt vara desamma i de fördragsslutande staterna. Luftfartsmyndigheterna i de fördragsslutande staterna kunna sluta avtal om gemensamma regler härom.

Artikel 16.

Luftfartyg, hemmahörande i en av de fördragsslutande staterna, må färdas utan att landa över den andra statens område. Fartyget skall därvid följa den väg, som må vara anvisad av den stat, över vars område färden äger rum. Om det kräves av hänsyn till allmän säkerhet eller om grundad misstanke föreligger om överträdelse av lagstiftningen i den stat, över vars område färden äger rum, må luftfartyget medelst de i luftfärdsreglerna (reglemente D) föreskrivna signaler beordras att landa på flygplats eller, om det kan ske utan fara, jämväl annorstädes.

Luftfartyg, som färdas från den ena fördragsslutande statens område till den andras, skall likaledes följa den väg, som må vara anvisad av vederbörande stat, och skall landa på en av de flygplatser, som angivas i den till denna överenskommelse fogade tullbilagan.

Utmärkandet genom anordningar på marken av internationella luftvägar, kräver medgivande från den stats sida, över vars område luftfarten skall äga rum. För begagnande utan landning av en gång anordnade internationella luftvägar må avgift icke krävas av något fartyg, som är hemmahörande i den andra fördragsslutande staten.

Artikel 17.

För upprättande av fast luftfartsförbindelse för yrkesmässig befordran av personer eller gods mellan de fördragsslutande staterna kräves tillstånd från den stat, med vilken förbindelsen är avsedd att anordnas.

De fördragsslutande staterna förplikta sig dock ömsesidigt att meddela sådant tillstånd till varandras luftfartyg under förutsättning, att åt båda staternas luftfartyg lämnas tillfälle att under jämställdhet deltaga i den upprättade luftfartsförbindelsen.

Befordran av post ordnas genom särskilt avtal mellan de fördragsslutande staterna.

Artikel 18.

Envar av de fördragsslutande staterna har rätt att åt där hemmahörande luftfartyg förbehålla yrkesmässig befordran av personer och gods mellan två punkter inom eget område. Medgives rätt till sådan befordran åt luftfartyg, hemmahörande i annat land, tillförsäkra de fördragsslutande staterna varandra behandling som mest gynnad i nämnda hänseende.

Om den ena fördragsslutande staten vidtager inskränkningar av ifrågavarande art, vilka också drabba den andra staten, må dess egna luftfartyg underkastas samma inskränkningar i den andra staten, även om denna icke pålägger andra främmande fartyg motsvarande inskränkningar.

Inskränkningar och förbehåll av här nämnd art skola offentliggöras och meddelas den andra staten.

Artikel 19.

Under transitofärd, därunder inbegripet landningar och av förhållandena nödvändiggjorda uppehåll inom den ena fördragsslutande statens område, skall varje luftfartyg, hemmahörande i den andra fördragsslutande staten, kunna undgå beslag på grund av intrång i patenträtt genom att säkerhet ställes, vars storlek i brist på godvillig uppgörelse snarast möjligt bestämmes av vederbörande myndighet på ifrågavarande ort.

Artikkel 20.

Luftfartøier, hjemmehørende i nogen av de kontraherende stater, skal ved fart mellem landene være forsynt med :

a) Registreringsbevis overensstemmende med reglement A.
b) Luftdyktighetsbevis overensstemmende med reglement B.
c) Besetningscertifikater overensstemmende med reglement E.
d) Navneliste over passasjerer.
e) Ladningsfortegnelse over medført gods overensstemmende med det til overenskomsten knyttede tollbilag.
f) Dagbøker m. m. overensstemmende med reglement C.
g) En av luftfartsadministrasjonen i hjemlandet utferdiget attest for, at der er stillet forsikring overensstemmende med artikkel 4.
h) Eventuelt særlig tillatelse til å medføre radioinnstallasjon.

Det skal fremgå av fartøiets dokumenter, hvem der fører kommandoen ombord.

Artikkel 21.

Dagbøkene skal opbevares i to år efter siste innførsel.

Artikkel 22.

Ved et luftfartöis avreise og landing skal vedkommende myndigheter i de kontraherende stater ha rett til å undersøke fartøiet og kontrollere de dokumenter, som det skal være forsynt med.

Artikkel 23.

Luftfartøi hjemmehørende i den ene kontraherende stat har i den annen stat krav på de samme hjelpemidler ved landing og i tilfelle av nød som der hjemmehørende fartøier.

Med hensyn til bjergning på sjøen av et havarert luftfartøi, skal de kontraherende stater i størst mulig utstrekning anvende de for bjergning av skib gjeldende bestemmelser.

Artikkel 24.

Enhver landingsplass i de kontraherende stater som mot betaling står til almindelig benyttelse for der hjemmehørende luftfartøier, skal likeledes stå åpen for luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Tarifftakster såvel som alle andre betingelser for benyttelsen av enhver sådan landingsplass skal være de samme for landets egne luftfartøier og for luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkel 25.

Enhver av de kontraherende stater forplikter sig til å treffe foranstaltninger for å sikre, at ethvert luftfartøi som flyr innenfor dens område, og ethvert luftfartøi som fører dens nasjonalitetsmerke, hvadenten det befinner sig på den annen stats eller på internasjonalt område, overholder luftveisreglerne (reglement D) og til å gjøre overtredelser til gjenstand for retsforfølgning.

Artikel 20.

Luftfartyg, hemmahörande i någon av de fördragsslutande staterna, skall vid färd mellan länderna vara försett med :

a) Registreringsbevis enligt reglemente A ;
b) Luftvärdighetsbevis enligt reglemente B ;
c) Certifikat för besättningen enligt reglemente E ;
d) Namnlista å passagerare ;
e) Godslista över medfört gods m. m. enligt till denna överenskommelse fogad tullbilaga ;
f) Dagböcker m. m. enligt reglemente C ;
g) Ett av luftfartsmyndigheten i hemlandet utfärdat intyg, att försäkring är tagen i överensstämmelse med art. 4 ;
h) Eventuellt särskilt tillstånd att medföra radioinstallation.

Av fartygshandlingarna skall framgå vem som för befälet ombord.

Artikel 21.

Dagböckerna skola bevaras under två år efter senaste anteckning.

Artikel 22.

Vid luftfartygs avgång eller landning äro vederbörande myndigheter i de fördragsslutande staterna berättigade att visitera fartyget och pröva de handlingar, med vilka det skall vara försett.

Artikel 23.

Luftfartyg, hemmahörande i den ena fördragsslutande staten, äger i den andra anspråk på samma hjälpmedel vid landning och i fall av nöd som där hemmahörande luftfartyg.

I fråga om bärgning å sjön av luftfartyg, som gjort haveri, skola de fördragsslutande staterna i största möjliga utsträckning tillämpa de för bärgning av fartyg gällande bestämmelserna.

Artikel 24.

Varje flygplats i de fördragsslutande staterna, som står till offentligt bruk för där hemmahörande luftfartyg mot betalning, skall likaledes vara öppen för luftfartyg, hemmahörande i den andra fördragsslutande staten.

Tarifftaxor såväl som andra villkor för begagnandet av varje sådan flygplats skola vara desamma för hemlandets luftfartyg och för luftfartyg hemmahörande i den andra fördragsslutande staten.

Artikel 25.

Envar av de fördragsslutande staterna förpliktar sig att träffa anstalter för att säkerställa, att varje luftfartyg, som färdas inom dess område, och varje luftfartyg, som för dess nationalitetsmärke, vare sig det befinner sig inom den andra statens eller å internationellt område, iakttager luftfärdsreglerna (reglemente D) ävensom för att överträdelser göras till föremål för åtal.

Artikkel 26.

Befordring med luftfartøi av eksplosive stoffer krigsvåben eller krigsammunisjon er forbudt mellem de kontraherende stater.

Artikkel 27.

Enhver av de kontraherende stater kan forby eller gi nærmere regler om adgang til å medføre eller benytte fotografiapparater fra luftfartøi.

De kontraherende stater gir hverandre meddelelse om sådanne bestemmelser.

Artikkel 28.

Enhver av de kontraherende stater kan av hensyn til den offentlige sikkerhet underkaste befordringen av andre gjenstande enn de i artiklene 26 og 27 omtalte innskrenkende bestemmelser.

De kontraherende stater gir hverandre meddelelse om sådanne bestemmelser.

Artikkel 29.

Alle innskrenkende bestemmelser av den i artikkel 28 omhandlede art skal være gjeldende i samme utstrekning overfor de i landet hjemmehørende private luftfartøier og private luftfartøier hjemmehørende i den annen kontraherende stat.

Artikkel 30.

Alle andre luftfartøier enn militære og sådanne som utelukkende anvendes i statens tjeneste som toll-, post- eller politifartøier, behandles som private fartøier og er således underkastet alle bestemmelser i denne overenskomst.

Artikkel 31.

Ethvert luftfartøi, som er under kommando av en dertil beordet militærperson, betraktes som militært.

Artikkel 32.

Den ene kontraherende stats militære luftfartøier må hverken flyve over eller lande på den annen kontraherende stats område uten særlig tillatelse. Foreligger en sådan tillatelse, nyter det militaire fartøi mangel av annen bestemmelse den eksterritorialitetsrett som sedvanlig tilkommer fremmede krigsskiber. Et militært luftfartøi, som ikke har sådan tillatelse og som ser sig nødsaget til å lande eller som opfordres eller beordres til å lande, kan ikke som følge herav gjøre krav på eksterritorialitetsrett.

Artikkel 33.

Der skall treffes nærmere avtale mellem de kontraherende stater innbyrdes angående spørsmalet om i hvilke tilfelle toll og politi-fartøier kan erholde tillatelse til å overskride grenserne. Der tilkommer ikke i noe tilfelle sådanne fartøier eksterritorialitetsrett.

Artikel 26.

Befordran å luftfartyg av explosiva varor, krigsvapen eller krigsammunition mellan de fördragsslutande staterna är förbjuden.

Artikel 27.

Envar av de fördragsslutande staterna kan förbjuda eller närmare reglera medförandet eller begagnandet av fotografiapparater å luftfartyg.

De fördragsslutande staterna giva varandra meddelande om sådana bestämmelser.

Artikel 28.

Envar av de fördragsslutande staterna kan av hänsyn till allmän säkerhet underkasta befordran av andra föremål än som nämnts i art. 26 och 27 inskränkande bestämmelser.

De fördragsslutande staterna giva varandra meddelande om sådana bestämmelser.

Artikel 29.

Alla inskränkande bestämmelser av i art. 28 nämnd art skola gälla i samma omfattning beträffande i landet hemmahörande privata luftfartyg och privata luftfartyg, hemmahörande i den andra fördragsslutande staten.

Artikel 30.

Alla andra luftfartyg än militära och sådana, som uteslutande användas i statens tjänst som tull-, post- eller polisfartyg, anses som privata luftfartyg och äro sålunda underkastade alla bestämmelser i denna överenskommelse.

Artikel 31.

Varje luftfartyg, som står under befäl av därtill beordrad militärperson, anses såsom militärt.

Artikel 32.

Den ena fördragsslutande statens militära luftfartyg må varken färdas över eller landa på den andra fördragsslutande statens område utan särskilt tillstånd. Föreligger sådant tillstånd, åtnjuter det militära fartyget i frånvaro av annat stadgande den exterritorialitetsrätt, som vanligen tillkommer främmande krigsfartyg. Ett militärt luftfartyg, som icke har sådant tillstånd och som är nödsakat att landa eller som uppfordras eller beordras att landa, kan icke till följd härav göra anspråk på exterritorialitetsrätt.

Artikel 33.

Närmare avtal skola träffas mellan de fördragsslutande staterna inbördes angående frågan, när tull- och polisfartyg må erhålla tillstånd att överskrida gränserna. Exterritorialitetsrätt tillkommer icke i något fall sådana luftfartyg.

Artikkel 34.

Denne overenskomsts bestemmelser utfylles av reglementerne A—E som trer ikraft samtidig med overenskomsten og har gyldighet i samme tidsrum som denne.

Disse reglementer kan forandres eller suppleres ved avtale mellem de kontraherende staters luftfartsadministrasjoner.

Artikkel 35.

De kontraherende stater vil i den utstrekning det efter forholdene er mulig samarbeide med hensyn til :

a) Meteorologiske undersøkelser.
b) Offentliggjørelsen av ensartede luftfartskarter og gjennemførelsen av et felles prinsipp for terrengavmerkning.
c) Benyttelse av radioforbindelse i luftfartens tjeneste og oprettelse av de fornødne radiostasjoner.

Luftfartsadministrasjonene i de kontraherende stater kan treffe avtale om felles regler vedkommende de under *a)* og *b)* nevnte forhold.

Artikkel 36.

De kontraherende staters luftfartsadministrasjoner skal utenfor de tilfelle i hvilke de har besluttende myndighet ifølge nærværende overenskomst, motta og bearbeide forslag til forandringer i denne overenskomst og forøvrig behandle spørsmål vedkommende luftfarten mellem de kontraherende stater.

Artikkel 37.

Enhver av de kontraherende stater forplikter sig til å behandle luftfartøier hjemmehørende i den annen stat, når de ankommer til, avreiser fra eller befinner sig på gjennemfart innen dens område, i enhver henseende på samme måte som egne luftfartøier, og den ladning, de lovlig medfører, på samme måte som om den var medført av egne luftfartøier.

Enhver av de de kontraherende stater forplikter sig til å gjøre den annen stat delaktig i enhver begunstigelse, som de måtte innrømme nogen tredie stat i den her nevnte henseende.

Almindelige regler angående tollvesenets forhold til luftfartøier optas i et til denne overenskomst hørende bilag, som blir å betrakte som en del av selve overenskomsten.

Artikkel 38.

Luftfartøi, dets besetning, pasasjerer, varer, fornødenheter og proviant skal — under iakttagelse av denne overenskomsts bestemmelser — være underkastet gjeldende lover og andre forskrifter om luftfart, toll og andre avgifter, vareførsel og persontransport i det land, hvor luftfartøiet befinner sig samt andre der gjeldende lover og forskrifter, som vedkommende forhold går inn under.

Artikkel 39.

I tilfelle av krig skal denne overenskomsts bestemmelser ikke gjøre nogen innskrenkning i de kontraherende staters handlefrihet som krigsførende eller nøitrale.

Artikel 34.

Denna överenskommelses bestämmelser fullständigas av reglementena A-E, vilka skola träda i kraft samtidigt med överenskommelsen och hava samma giltighetstid som denna.

Nämnda reglementen kunna ändras eller fullständigas genom avtal mellan de fördragsslutande staternas luftfartsmyndigheter.

Artikel 35.

De fördragsslutande staterna skola i den omfattning, som efter förhållandena är möjlig, söka samverka med hänsyn till :

a) Meteorologiska undersökningar ;
b) Offentliggörandet av likartade luftfartskartor och genomförandet av en gemensam princip för orienteringsmärken i terrängen ;
c) Begagnandet av radioförbindelse i luftfartens tjänst och upprättandet av nödvändiga radiostationer.

Luftfartsmyndigheterna i de fördragsslutande staterna kunna träffa avtal om gemensamma regler rörande under *a)* och *b)* nämnda ämnen.

Artikel 36.

De fördragsslutande staternas luftfartsmyndigheter skola, där de icke på grund av denna överenskommelse hava beslutande myndighet, mottaga och bearbeta förslag till förändringar i denna överenskommelse och i övrigt behandla spörsmål rörande luftfarten mellan de fördragsslutande staterna.

Artikel 37.

Envar av de fördragsslutande staterna förpliktar sig att behandla i den andra fördragsslutande staten hemmahörande luftfartyg, som anlända till, avgå från eller befinna sig på färd genom dess område, i varje hänseende på samma sätt som egna luftfartyg och den last, de lovligen medföra, på samma sätt som om den vore förd av egna luftfartyg.

Envar av de fördragsslutande staterna förpliktar sig att göra den andra staten delaktig i varje förmån, som den i nämnda avssende kan komma att medgiva någon tredje stat.

Allmänna regler rörande tullväsendets förhållande till luftfartygen upptagas i en till denna överenskommelse hörande bilaga, som skall anses utgöra en del av själva överenskommelsen.

Artikel 38.

Luftfartyg, dess besättning, passagerare, gods, förnödenheter och provision skola, under iakttagande av bestämmelserna i denna överenskommelse, vara underkastade de i det land, där fartyget befinner sig, gällande lagar och författningar rörande lufttrafik, tull och andra avgifter samt transport av gods eller passagerare, ävensom andra där gällande tillämpliga lagar och författningar.

Artikel 39.

Under krig skola bestämmelserna i denna överenskommelse icke inskränka de fördragsslutande staternas handlingsfrihet som krigförande eller neutrala.

Artikkel 40.

Tvistigheter mellem de kontraherende stater om forståelsen eller anvendelsen av denne overenskomst og de dertil hørende reglementer skal, hvis de ikke har kunnet løses ved direkte forhandlinger henvises til avgørelse av den av Folkenes Forbund oprettede faste domstol til mellemfolkelig retspleie.

Artikkel 41.

Denne overenskomst skal ratifiseres og ratifikasjonene skal utveksles snarest mulig i Stockholm.

Overenskomsten skal tre i kraft fra dagen for ratifikasjonens utveksling. Den kan opsies med seks måneders varsel fra hver av de kontraherende stater.

Artikkel 42.

Til bekreftigelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende overenskomst og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i Stockholm to eksemplarer, den 26 mai 1923.

CARL HEDERSTIERNA.
J. H. WOLLEBAEK.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 30 juillet 1923.

Le Secrétaire Général p.i.
du Ministère des Affaires étrangères
de la Suède :
(Signé) RODHE.

Artikel 40.

Tvist mellan de fördragsslutande staterna angående tolkningen eller tillämpningen av denna överenskommelse och de därtill hörande reglementena skall, om den icke kan slitas genom direkta underhandlingar, avgöras av den av Nationernas Förbund upprättade fasta domstolen för internationell rättsskipning.

Artikel 41.

Denna överenskommelse skall ratificeras och ratifikationerna snarast möjligt utväxlas i Stockholm.

Överenskommelsen skall träda i kraft från dagen för ratifikationernas utväxling. Den kan uppsägas med sex månaders uppsägningstid av envar av de fördragsslutande staterna.

Artikel 42.

Till bekräftelse härav hava vederbörande befullmäktigade undertecknat denna överenskommelse och försett den med sina sigill.

Upprättat i två exemplar i Stockholm den 26 maj 1923.

CARL HEDERSTIERNA.
J. H. WOLLEBAEK.

Pour copie conforme :
Stockholm, le 30 juillet 1923.

Le Secrétaire Général p. i.
du Ministère des Affaires étrangères
de la Suède :
(Signé) : RODHE.

[1] TRADUCTION.

N° 462. — CONVENTION ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE, RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A STOCKHOLM LE 26 MAI 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, ayant convenu de conclure une Convention relative à la navigation aérienne entre la NORVÈGE et la SUÈDE, ont, à cet effet, délégué comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Stockholm, Johan Herman WOLLEBAEK.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères, Carl Fredrik Wilhelm HEDERSTIERNA,

qui, dûment munis de pleins pouvoirs, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

Les Etats contractants reconnaissent leur souveraineté respective sur l'espace aérien situé au-dessus de leurs territoires et de leurs eaux territoriales.

Article 2.

Chacun des Etats contractants s'engage, en temps de paix, à accorder aux aéronefs privés de l'autre Etat la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire aux conditions énoncées dans la présente Convention. Il consentira à l'autre Etat tout privilège qui pourrait avoir été accordé à tout Etat non contractant, en ce qui concerne l'admission sur son propre territoire.

Article 3.

Les conditions auxquelles un des Etats contractants soumet ses propres aéronefs pour leur accorder le droit de passage aérien, seront aussi valables à l'égard de tout aéronef appartenant à l'autre Etat et désireux d'être admis sur le territoire du premier Etat, sous réserve que l'autre Etat respecte les stipulations de la présente Convention.

Les Etats contractants s'efforceront d'assurer la plus grande uniformité possible dans l'établissement de ces stipulations.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 462. — CONVENTION BETWEEN NORWAY AND SWEDEN RELATING TO AIR NAVIGATION, SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 26, 1923.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, who have agreed to conclude a Convention relating to Air Navigation between Sweden and Norway, have for this purpose appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Carl Fredrik Wilhelm HEDERSTIERNA, His Majesty's Minister for Foreign Affairs :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Herman WOLLEBAEK, His Majesty's Envoyé Extraordinary at Stockholm ;

who, having duly received full powers, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting States recognise each other's sovereignty in the air space above their territory and territorial waters.

Article 2.

Each of the Contracting States undertakes in time of peace to accord freedom of innocent passage above its territory to private aircraft of the other State, under the terms laid down in this Agreement, and shall accord to the other State any privilege which may be granted to any non-Contracting State with reference to admission over its territory.

Article 3.

The conditions laid down by one Contracting State regarding the granting of air navigation for its own aircraft shall also be valid as regards such aircraft belonging to the other State as may desire admission over its territory, provided the other State does not depart from the provisions of this Convention.

The Contracting States will endeavour to secure the greatest possible uniformity in the terms of these conditions.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 4.

Les Etats contractants s'engagent à élaborer tels règlements destinés à garantir, de la façon qui paraîtra la plus appropriée aux circonstances, que, dans le cas où un aéronef appartenant à l'un des Etats contractants se trouverait dans les limites du territoire de l'autre, une assurance puisse couvrir toute réclamation pour dommages et intérêts présentée, conformément à la loi, dans ledit Etat par toute personne qui aura subi un dommage, soit dans sa personne, soit dans ses biens, à l'exception des aéronefs, dommage provoqué par l'emploi de l'aéronef.

L'assurance devra être de la même sorte et de la même valeur que celle que l'Etat survolé requiert de ses propres aéronefs survolant son propre territoire.

Même si l'un des Etats contractants n'exige pas de paiement de prime d'assurance de la part de ses propres aéronefs, quand ils survolent son territoire, tout aéronef appartenant à l'autre Etat contractant, quand il survolera le territoire du premier Etat, sera tenu de verser les mêmes primes d'assurance que quand il survole son propre pays.

Les Etats contractants reconnaîtront réciproquement comme valable l'assurance existant à cet effet dans chaque pays, s'il s'agit de Compagnies d'assurance reconnues par l'Etat en question, sous réserve que la Compagnie intéressée règle les demandes de dommages et intérêts par l'intermédiaire d'un représentant dans l'autre Etat contractant.

Article 5.

Chacun des Etats contractants a la faculté d'interdire ou de restreindre, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de son territoire, sous les peines prévues par sa législation et à condition qu'il applique à cet effet les mêmes dispositions à ses propres aéronefs privés et à ceux appartenant à l'autre Etat contractant.

Chacun des Etats devra être informé par l'autre de toute réglementation établie à cet égard.

Article 6.

Tout aéronef appartenant à l'un des Etats contractants et se trouvant au-dessus d'une zone interdite de l'autre Etat devra immédiatement faire le signal de détresse prévu dans le règlement de la navigation aérienne (règlement D) et atterrira aussitôt que possible hors de la zone interdite sur l'un des aérodromes de l'Etat en question. Les autorités de l'Etat peuvent cependant exiger l'atterrissage immédiat sur tout autre terrain, sous condition que cet atterrissage puisse être effectué sans danger.

Article 7.

Un aéronef possédera la nationalité de l'Etat où il est immatriculé, conformément au règlement A, I c.

Un certificat d'immatriculation, délivré par l'autorité compétente de l'Etat auquel l'aéronef appartient, sera admis comme preuve valable de la nationalité de l'aéronef.

Article 8.

Un aéronef ne peut être immatriculé au registre de l'un des Etats contractants que si son propriétaire est un ressortissant de cet Etat. Si le propriétaire est une société constituée appartenant à l'Etat en question, le siège social de la société doit être situé dans cet Etat et le président, ainsi qu'au moins les deux tiers des autres membres du Conseil d'administration, doivent résider

Article 4.

The Contracting States undertake to make provisions to ensure, in such manner as may be desirable according to the circumstances, that, should an aircraft belonging to one Contracting State be within the territory of the other, any claims on account of damage which may be put forward in the latter State, in accordance with law, by persons who have incurred damage either to themselves or to their property, except shipping, as a result of the use of the aircraft, shall be met by an insurance scheme.

The insurance shall be of the same nature, and of the same value, as is required by the State in which the flight takes place in the case of its own aircraft when flying in its own territory.

Even if one of the Contracting States does not require insurance payments from its own aircraft when flying over its own territory, aircraft belonging to the other Contracting State, when flying over the territory of the first-named State, shall be liable to pay the same insurance fees as when flying in their own country.

The Contracting States shall recognise as valid the insurance scheme in force in each country for this purpose in the case of insurance companies recognised by the State in question, provided that the company concerned in the case settles claims for compensation through its representative in the other State.

Article 5.

Each Contracting State has the right, for military reasons or in the interest of public safety, to prohibit or restrict aircraft from flying over certain areas of its territory, under the penalties provided by its legislation, but on condition that the same provisions shall be laid down for this purpose for private aircraft belonging to the other Contracting State as are laid down for its own private aircraft.

The other State shall be informed of any regulations enacted for this purpose.

Article 6.

Any aircraft belonging to one of the Contracting States which finds itself above a prohibited area in the other State, shall immediately give the signal of distress provided for in the airway regulations (Annex D), and shall land as soon as possible outside the prohibited area on one of the aerodromes in that State. The State authorities may, however, require an immediate landing on another place, provided that such landing can be effected without danger.

Article 7.

An aircraft shall possess the nationality of the State on whose aircraft register it is entered in accordance with Regulation A, I. c.

A certificate of registration, issued by the competent authority of the country to which the aircraft belongs, shall be recognised as a valid proof of the nationality of the aircraft.

Article 8.

An aircraft can only be entered on the aircraft register of one of the Contracting States if its owner is a national of that State. If the owner is an incorporated company belonging to the country in question, the headquarters of the company must be situated in that country and the president and at least two-thirds of the other members of the board of directors must be persons resident

dans le pays, posséder leurs droits civils et être actionnaires ; la société elle-même doit remplir les conditions habituellement exigées dans le pays.

L'immatriculation de tout aéronef qui cesse de satisfaire à ces conditions doit être immédiatement annulée.

Article 9.

Un aéronef ne peut pas légalement être immatriculé dans plus d'un des Etats contractants.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'adresseront réciproquement, chaque mois, par l'intermédiaire des autorités intéressées, chargées de l'enregistrement, des extraits du registre des appareils de navigation aérienne, y compris la liste des appareils inscrits ou radiés.

Article 11.

Tout aéronef utilisé pour la navigation entre les Etats contractants sera muni, en conformité du règlement A, des marques indiquant sa nationalité et son immatriculation, pour permettre de l'identifier en cours de voyage, en même temps que d'autres marques ou signes.

Article 12.

Tout aéronef utilisé pour la navigation aérienne entre les Etats contractants doit, conformément au règlement B, être muni d'un certificat de navigabilité délivré ou admis par l'Etat dont il possède la nationalité.

Article 13.

L'équipage d'un aéronef utilisé pour la navigation entre les Etats contractants doit, conformément au règlement E, être muni de certificats délivrés ou admis par l'Etat dont l'aéronef porte les marques de nationalité.

Article 14.

Les certificats de navigabilité et les certificats de l'équipage délivrés par l'un des Etats contractants, conformément aux règlements B et E, seront reconnus valables par l'autre Etat contractant.

Chacun des deux Etats pourra cependant refuser d'admettre un certificat délivré ou reconnu comme valable par l'autre Etat en faveur d'un de ses propres nationaux, dans le cas d'un voyage au-dessus de son propre territoire.

Article 15.

Aucun aéronef appartenant à l'un des Etats contractants ne peut être muni d'un appareil de T. S. F. sans une autorisation spéciale de l'Etat auquel il appartient. Les appareils de T. S. F. ne seront utilisés que par les membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale délivrée par l'Etat auquel appartient l'aéronef. Tout aéronef remplissant ces conditions est autorisé à emporter et à utiliser un appareil de T. S. F. pour des vols au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant.

Chacun des Etats contractants pourra décider que certains types d'aéronefs seront munis de la T. S. F. Les réglementations établies à ce sujet seront les mêmes pour les aéronefs de l'autre Etat que pour les siens propres.

in that country, must possess civil rights and must be shareholders, and the company itself must fulfil the regulations customarily in force in that country.

The registration of any aircraft which ceases to comply with these conditions shall at once be cancelled.

Article 9.

An aircraft cannot legally be registered in more than one of the Contracting States.

Article 10.

The Contracting Parties] shall exchange each month through the registration authorities concerned extracts from the register of aircraft including a list of the aircraft entered in or deleted from the register.

Article 11.

Aircraft engaged in navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex A, be provided with such marks showing their nationality and registration as are necessary for purposes of identification during the flight, together with other marks or signs.

Article 12.

Aircraft engaged in air navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex B, be provided with a certificate of air-worthiness, issued or recognised by the State whose nationality it possesses.

Article 13.

The crew of an aircraft engaged in navigation between the Contracting States shall, in accordance with Annex E, be provided with certificates issued or recognised by the State whose marks of nationality the aircraft carries.

Article 14.

Certificates of air-worthiness and the certificates of the crew, issued by one of the Contracting States in accordance with Annexes B and E, shall be recognised as valid by the other Contracting State.

In the case of one of its own nationals, however, either State may refuse to recognise a certificate issued or recognised by the other State should the flight be over its own territory.

Article 15.

No aircraft belonging to one of the Contracting States may have a wireless apparatus except with the special permission of the State to which it belongs. Wireless apparatus shall not be used except by members of the crew provided with a special licence for the purpose, issued by the State to which the aircraft belongs. Aircraft which fulfil these conditions are entitled to carry and use wireless apparatus when flying over the territory of the other Contracting State.

Either of the Contracting States can decree that certain kinds of aircraft shall carry wireless apparatus. The regulations provided for this purpose shall be the same for aircraft belonging to the State in question as for aircraft belonging to the other Contracting State.

Les réglementations relatives à l'utilisation des appareils de T. S. F. seront, autant que possible, rendues uniformes dans les deux Etats contractants.

Les administrations chargées de la navigation aérienne dans les deux pays contractants pourront convenir d'élaborer un règlement commun à ce sujet.

Article 16.

Tout aéronef appartenant à l'un des Etats contractants pourra survoler le territoire de l'autre Etat contractant sans atterrir. Dans ce cas, il suivra la route imposée par l'Etat dont il survole le territoire.

Si, pour des raisons de sécurité publique, ou si l'on a de bonnes raisons de soupçonner une infraction aux lois de l'Etat dont il survole le territoire, l'aéronef pourra, au moyen des signaux prévus dans les règlements de la navigation aérienne (règlement D) être invité à atterrir sur un aérodrome ou sur tout autre terrain, si l'atterrissage peut y être effectué sans danger.

Tout aéronef se rendant par la voie des airs du territoire de l'un des Etats contractants sur le territoire de l'autre Etat sera de même tenu de suivre l'itinéraire imposé par l'Etat en question et d'atterrir sur l'un des aérodromes déterminés dans l'annexe relative aux douanes, jointe à la présente Convention.

L'organisation de routes aériennes internationales (c'est-à-dire des routes aériennes jalonnées sur le terrain) est subordonnée au consentement de l'Etat que la route aérienne traverse. L'utilisation de routes internationales déjà établies ne donnera pas lieu au paiement de taxes pour les aéronefs de l'autre Etat contractant passant sans atterrir.

Article 17.

L'organisation d'un système permanent de relations aériennes pour le transport commercial de personnes et de marchandises entre les Etats contractants sera soumise à l'assentiment de l'Etat avec lequel les relations sont envisagées.

Les Etats contractants, cependant, s'engagent réciproquement à accorder à leurs aéronefs toutes facilités permettant aux aéronefs de l'un et l'autre Etat d'utiliser sur le pied d'égalité les routes aériennes établies.

La poste aérienne sera organisée par un accord spécial entre les administrations postales des Etats contractants.

Article 18.

Chacun des Etats contractants aura le droit de réserver à ses aéronefs nationaux le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points situés à l'intérieur de son propre territoire. Si d'autres Etats sont autorisés à effectuer les transports de cette sorte, les Etats contractants s'accorderont l'un à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée à cet égard.

Si l'un des Etats contractants impose des restrictions de cet ordre qui affectent aussi l'autre Etat contractant, ses propres aéronefs pourront être soumis à la même restriction de la part de l'autre Etat contractant, sans que ce dernier soit tenu d'agir de même vis-à-vis d'aéronefs étrangers.

Les restrictions ou réserves du genre mentionné ci-dessus devront être rendues publiques et communiquées à l'autre Etat.

Article 19.

Au cours d'un passage comportant l'atterrissage et tout arrêt que les circonstances pourraient rendre nécessaires sur le territoire de l'un des Etats contractants, un aéronef appartenant à l'autre Etat contractant ne sera pas, pour contrefaçon de brevets, soumis à la confiscation en vertu d'un

Regulations for the use of wireless apparatus shall, so far as possible, be rendered uniform in the two Contracting States.

The air administrations of the two Contracting States may agree to draw up joint rules on this subject.

Article 16.

Aircraft belonging to one of the Contracting States may cross the territory of the other Contracting State without landing. In such a case an aircarft shall follow the route prescribed by the State over which the flight takes place.

If required for reasons of public security, or if there should be any well-founded suspicion of an infraction of the law of the State over whose territory the flight takes place, aircraft may, by means of signals provided for in the air regulations (Annex D) be ordered to land at an aerodrome, or at some other place, if this may be done without danger.

Aircraft flying from the territory of one Contracting State to the territory of the other State shall also follow the route laid down by the State in question, and land at one of the aerodromes prescribed in the Customs Annex attached to this Convention.

For the establishment of international air-routes (by which is understood air-routes marked out with ground marks) the consent of the State over whose territory the air route passes is required. No tolls for the use of international air-routes already established may be claimed from aircraft belonging to the other Contracting State provided they do not land.

Article 17.

For the institution of a permanent system of air-route connections for the conveyance of persons and goods for hire between the Contracting States, the permission of the State with which it is desired to establish a connection is required.

The Contracting States, however, undertake mutually to grant each others' aircraft the required permission, on condition that the aircraft of both States are allowed to use the air-route connections thus established on an equal footing.

The air-post shall be organised by special Agreement between the Contracting States.

Article 18.

Each of the Contracting States shall have the right to reserve to its national aircraft the carriage of persons and goods for hire between two points within its own territory. Should other States be granted the right to such traffic, the Contracting States shall afford each other most-favoured-nation treatment in this respect.

If one of the Contracting States imposes restrictions of the kind referred to, which also affect the other State, its own aircraft may be subjected to the same restriction in the other Contracting State, even though the latter may not impose corresponding restrictions on other foreign aircraft.

Restrictions and reservations of the kind referred to shall be made public, and notice of them shall be given to the other State.

Article 19.

During a passage, including landings, and such stoppage as may in the circumstances be necessary in the territory of one Contracting State, aircraft belonging to the other contracting State shall be exempted from seizure on the grounds of infringement of patent rights, in virtue of a

certificat d'immunité, dont la portée sera, à défaut d'un accord amiable, déterminée dans le plus bref délai par l'autorité compétente de l'endroit en question.

Article 20.

Tout aéronef appartenant aux Etats contractants sera, pour tout voyage entre les deux pays, muni des documents suivants :

a) Un certificat d'immatriculation, conformément à l'annexe A,
b) Un certificat de navigabilité, conformément à l'annexe B,
c) Des certificats pour l'équipage, conformément à l'annexe E,
d) Une liste nominative des passagers,
e) Un manifeste pour toutes marchandises transportées, conformément à l'annexe relative aux douanes, jointe à la présente Convention,
f) Des livres de bord, conformément à l'annexe C,
g) Une attestation délivrée par l'administration de la Navigation aérienne de l'Etat auquel appartient l'aéronef, certifiant qu'une assurance a été contractée, conformément à l'article 4,
h) S'il y a lieu, une licence spéciale pour un appareil de T. S. F.

Les papiers de l'aéronef doivent spécifier clairement qui commande à bord.

Article 21.

Les livres de bord seront conservés pendant deux ans à dater de la dernière observation qui y aura été inscrite.

Article 22.

Au départ ou à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités compétentes des Etats contractants auront le droit de visiter l'aéronef et de contrôler les documents dont il doit être muni.

Article 23.

Les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants auront droit, dans l'autre Etat, à la même assistance, à l'atterrissage et en cas de détresse, que les aéronefs nationaux.

Pour le sauvetage d'aéronefs perdus en mer, les Etats contractants appliqueront, autant qu'il sera possible, les réglementations en vigueur pour le sauvetage des navires et bateaux.

Article 24.

Tout aérodrome de l'un des Etats contractants ouvert en général, moyennant paiement de taxes, aux aéronefs nationaux le sera aussi aux aéronefs de l'autre Etat.

Les taxes et les réglementations relatives à l'utilisation de ces aérodromes seront les mêmes pour les aéronefs de l'Etat où est situé l'aérodrome et pour ceux de l'autre Etat contractant.

Article 25.

Chacun des Etats contractants s'engage à adopter les mesures nécessaires pour que tout aéronef survolant son territoire et tout aéronef portant ses marques de nationalité, survolant le territoire

certificate of immunity, the scope of which shall, in the absence of a friendly agreement, be determined as soon as possible by the competent authority at the place in question.

Article 20.

Aircraft belonging to the Contracting States shall, when flying between the two countries, be provided with :

(a) A certificate of registration in accordance with Annex A.
(b) A certificate of air-worthiness in accordance with Annex B.
(c) Certificates of the crew, in accordance with Annex E.
(d) A list of passengers.
(e) A bill of lading of any goods carried, in accordance with the Customs Annex attached to this Convention.
(f) Log-books, in accordance with Annex C.
(g) An attestation, issued by the Air Navigation Administration in the country to which the aircraft belongs, certifying that an insurance policy has been taken out in accordance with Article 4.
(h) If necessary, a special licence to carry wireless apparatus.

The aircraft's papers shall make it clear who is in command on board.

Article 21.

The log-books shall be kept for two years after the last entry.

Article 22.

Upon the departure or landing of an aircraft, the competent authorities of the Contracting States shall have the right to visit the aircraft and to verify the documents with which it must be provided.

Article 23.

Aircraft belonging to one Contracting State may claim in the other State the same assistance on landing, and in case of distress, as aircraft belonging to that State.

With regard to salvage of aircraft wrecked at sea, the Contracting States shall apply, so far as is possible, the regulations in force for the salvage of ships.

Article 24.

Any aerodrome in the Contracting States available for general use, upon payment of charges, by the aircraft of the country in question, shall also be open for the use of aircraft belonging to the other Contracting State.

The tariff rates and all other regulations for the use of such aerodromes shall be the same for aircraft belonging to the other Contracting State as for the aircraft of the State in which the aerodrome is situated.

Article 25.

Each Contracting State undertakes to adopt measures to ensure that every aircraft flying above the limits of its territory, and that every aircraft bearing its marks of nationality, which

de l'autre Etat ou un territoire international, se conforme aux règlements de la navigation aérienne (annexe D). L'Etat s'engagera en outre à punir toute infraction à ces règlements.

Article 26.

Le transport, par aéronef, d'explosifs, d'armes et de munitions de guerre entre les Etats contractants est interdit.

Article 27.

Chacun des deux Etats contractants peut prohiber ou réglementer d'une façon détaillée le transport ou l'emploi d'appareils photographiques.

Les Etats contractants se communiqueront réciproquement les stipulations y relatives.

Article 28.

Par mesure de sécurité publique, le transport d'objets autres que ceux mentionnés dans les articles 26 et 27 pourra être sujet à restriction de la part de chacun des Etats contractants.

Les Etats contractants se communiqueront réciproquement les stipulations y relatives.

Article 29.

Toute restriction du genre indiqué à l'article 28 sera appliquée également aux aéronefs privés appartenant au pays en question et aux aéronefs privés appartenant à l'autre Etat contractant.

Article 30.

Tout aéronef autre que les aéronefs militaires ou similaires, qui sont employés exclusivement au service de l'Etat (aéronefs des services des douanes, des postes ou de la police) sera considéré comme aéronef privé et comme tel, sera soumis à toutes les stipulations de la présente Convention.

Article 31.

Tout aéronef commandé par une personne en service militaire, désignée à cet effet, est réputé être un aéronef militaire.

Article 32.

Aucun aéronef militaire appartenant à l'un des Etats contractants ne pourra survoler le territoire de l'autre Etat ni y atterrir sans une autorisation spéciale.

Muni de cette autorisation, l'aéronef militaire jouira, en l'absence de stipulations spéciales, des privilèges de l'exterritorialité qu'il est d'usage de reconnaître aux navires de guerre étrangers. Un aéronef militaire, non muni de cette autorisation, forcé d'atterrir ou qui y est invité ou contraint, n'acquiert pas, de ce fait, le droit à l'exterritorialité.

Article 33.

Des accords réciproques détaillés seront établis entre les deux parties contractantes pour déterminer dans quel cas les aéronefs du service des douanes et de la police seront autorisés à passer la frontière. En aucun cas, ils ne pourront jouir du privilège de l'exterritorialité.

finds itself within the territory of the Contracting State or on international territory, shall comply with the air regulations (Annex D) ; the State shall also undertake to prosecute all persons infringing these regulations.

Article 26.

The carriage by aircraft of explosives and of arms and munitions of war between the Contracting States is forbidden.

Article 27.

Each of the Contracting States may prohibit or regulate the carriage or use of photographic apparatus.

The Contracting States shall inform each other of such regulations.

Article 28.

As a measure of public safety, the carriage of objects other than those mentioned in Articles 26 and 27 may be subjected to restrictions by each Contracting State.

The Contracting States shall inform each other of such regulations.

Article 29.

All restrictions of the kind mentioned in Article 28 shall be applied equally to private aircraft belonging to the country in question and private aircraft belonging to the other Contracting State.

Article 30.

All aircraft other than military and similar aircraft which are employed exclusively on State service, such as Customs, post and police aircraft, shall be treated as private aircraft and as such shall be subject to all the provisions of the present Convention.

Article 31.

Every aircraft commanded by a person in military service detailed for the purpose is deemed to be a military aircraft.

Article 32.

Military aircraft from one Contracting State may neither fly over nor land within the territory of the other Contracting State without special authorisation. In case of such authorisation the military aircraft shall enjoy, in the absence of a special stipulation, the privileges of ex-territoriality which are customarily accorded to foreign ships of war. A military aircraft which is forced to land and which does not possess authorisation to do so, or which is required or compelled to land cannot by reason thereof acquire right to ex-territoriality.

Article 33.

Further negotiations shall be pursued between the Contracting parties to determine in what cases Customs and police aircraft can be authorised to cross the frontier. They shall in no case be entitled to the privilege of ex-territoriality.

Article 34.

Les stipulations de la présente Convention seront complétées par les annexes A à E qui entreront en vigueur en même temps que la Convention elle-même et qui seront valables pour la même durée que celle-ci.

Ces annexes peuvent être modifiées et complétées au moyen de négociations entre les administrations des Etats contractants chargées de la navigation aérienne.

Article 35.

Les Etats contractants s'engagent à coopérer autant que possible aux mesures internationales relatives :

a) Aux recherches météorologiques ;
b) A la publication de cartes aéronautiques types et à l'organisation d'un système uniforme de repères terrestres pour les aéronefs ;
c) A l'utilisation de la T. S. F. par la navigation aérienne et à l'installation des stations de T. S. F. nécessaires.

Les administrations des pays contractants chargées de la navigation aérienne pourront s'entendre directement pour l'élaboration de règlements communs relatifs aux points *a* et *b*.

Article 36.

Les administrations des Etats contractants chargées de la navigation aérienne, à l'exception des cas pour lesquels, d'après les termes de la présente Convention, elles ont qualité pour décider, recevront et élaboreront des projets d'amendement à cette Convention et traiteront en outre les questions relatives à la navigation aérienne entre les Etats contractants.

Article 37.

Chacun des Etats contractants s'engage à accorder aux aéronefs de l'autre Etat, tant à l'atterrissage qu'au départ ou au cours d'un passage sur leurs territoires respectifs, le même traitement qu'à leurs propres aéronefs, et à traiter toute cargaison régulièrement transportée par l'aéronef de la même manière que si elle était transportée par un aéronef de l'Etat en question.

Chacun des Etats contractants s'engage à accorder à l'autre Etat les privilèges concédés à toute tierce Puissance sur les points énoncés ci-dessus.

Une réglementation générale déterminant les rapports des autorités douanières et des aéronefs est publiée dans une annexe qui doit être considérée comme partie intégrante de cette Convention.

Article 38.

Tout aéronef, aussi bien que son équipage, ses passagers, sa cargaison, tout ce dont il a besoin pour son voyage, ainsi que les provisions de bouche, doit, d'après les stipulations de la présente Convention, être soumis aux lois et autres règlements en vigueur, relatifs à la navigation aérienne, aux taxes douanières et à la circulation des personnes et des marchandises dans le pays dans lequel l'aéronef se trouve en ce moment, ainsi qu'à toute autre loi ou règle applicable.

Article 39.

En cas de guerre, les stipulations de la présente Convention ne limiteront en aucune façon la liberté d'action des Etats contractants soit comme belligérants, soit comme neutres.

Article 34.

The provisions of this Convention shall be supplemented by Annexes *a* to *e*, which shall come into force simultaneously with the Convention and shall be valid for the same period as the latter.

These annexes may be modified and amplified by negotiations between the air administrations of the Contracting States.

Article 35.

Each Contracting State undertakes to co-operate as far as possible in international measures concerning :

(a) Meteorological investigations ;
(b) The publication of standard aeronautical maps and the establishment of a uniform system of ground marks for flying ;
(c) The use of wireless in air navigation and the establishment of the necessary wireless stations.

The air administrations of the Contracting States may negotiate directly with each other regarding joint regulations for the matters referred to in *(a)* and *(b)*.

Article 36.

The air administrations of the Contracting States shall, except in cases which they have authority to decide by the terms of the present Convention, receive and elaborate proposals for amendments to this Convention, and shall further deal with questions affecting air navigation between the Contracting States.

Article 37.

The Contracting States undertake to accord to each other's aircraft arriving at, departing from or traversing their respective countries, the same treatment in every respect as they accord to their own aircraft and to treat any cargo, lawfully carried by such aircraft, in the same manner as if it were carried by their own aircraft.

Each one of the Contracting States undertakes to accord to the other State the same privileges as they concede to any third State in regard to the matters referred to herein.

General regulations regarding the relations between the Customs authorities and aircraft are given in the Annex, which is to be regarded as an integral part of this Convention.

Article 38.

An aircraft, together with the crew, passengers, merchandise, food provisions and goods which it carries shall, subject to the provisions of this Convention, conform to the laws and other regulations in force in regard to air navigation, customs, taxes and the movement of persons and goods in the country in which the aircraft finds itself, as also to such other laws and regulations as may affect the matter in question.

Article 39.

In case of war the provisions of this Convention shall in no way limit the freedom of action of the Contracting States in their capacity as belligerents or as neutrals.

Article 40.

Les différends entre les Etats contractants en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention et de ses annexes, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, seront soumis à la décision de la Cour permanente de Justice internationale instituée par la Société des Nations.

Article 41.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que possible à Stockholm.

La Convention entrera en vigueur avec effet à dater du jour de l'échange des ratifications. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six mois.

Article 42.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm en double exemplaire, le 26 mai 1923.

CARL HEDERSTIERNA.
J. H. WOLLEBAEK.

Article 40.

Disputes between the Contracting States affecting the interpretation or application of this Convention and of the annexes thereto shall, if they cannot be settled by direct negotiations, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice instituted by the League of Nations.

Article 41.

This Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as early as possible at Stockholm.

The Convention shall come into force with effect from the date of the exchange of ratifications. It may be denounced at six months notice from the Contracting States.

Article 42.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm in duplicate on May 26, 1923.

CARL HEDERSTIERNA.
J. H. WOLLEBAEK.

N° 463.

AUTRICHE ET DANEMARK

Echange de notes pour l'application provisoire, aux relations commerciales entre les deux pays, des dispositions contenues dans la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark. Vienne, les 27 et 30 juin 1923.

AUSTRIA AND DENMARK

Exchange of Notes for the provisional application to commercial relations between the two countries of the provisions contained in the Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark. Vienna, June 27 and 30, 1923.

No. 463. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET DANOIS POUR L'APPLICATION PROVISOIRE AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION [1] DU 14 MARS 1887 ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LE DANEMARK. VIENNE, LES 27 ET 30 JUIN 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne et par le représentant de l'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 août 1923.

J. Nr. 64. D. 1.
N° 789.

VIENNE, *le 27 juin* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de la note de Monsieur le Baron Hennet, en date du 4 février 1922 — Zl. 64.778/3 — A, et de la note que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir, en date du 23 décembre 1922 — Zl. 70.561/8 —, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement royal de Danemark, de vous faire savoir que le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche d'appliquer aux relations commerciales entre le Danemark et l'Autriche, aussi dorénavant et jusqu'à la conclusion d'une convention commerciale définitive, les dispositions contenues dans la Convention commerciale et de navigation, conclue le 14 mars 1887 entre le Danemark et l'Autriche-Hongrie, modifiée en ce sens que le délai de dénonciation prévu à l'article 6 de ladite convention sera réduit à trois mois.

Il est entendu que l'Autriche ne pourrait invoquer les dispositions de la convention susmentionnée pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège et à la Suède ou à ces deux pays tant que les dits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. V. BIGLER.

Son Excellence
Monsieur GRÜNBERGER,
Ministre des Affaires étrangères
à Vienne.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923.
Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XV, page 600.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 463. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND DANISH GOVERNMENTS FOR THE PROVISIONAL APPLICATION TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF THE PROVISIONS CONTAINED IN THE COMMERCIAL AND MARITIME CONVENTION[2] OF MARCH 14, 1887, BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND DENMARK. VIENNA, JUNE 27 AND 30, 1923.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne and by the Austrian Representative accredited to the League of Nations. The registration of this exchange of Notes took place August 7, 1923.

J. Nr. 64. D. 1.
N° 789.

VIENNA, *June* 27, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

In acknowledging the receipt of Baron Hennet's Note, dated February 4, 1922, Zl. 64.778/3—A, and of the Note which Your Excellency was good enough to forward to me under date of December 23, 1922, Zl. 70.561/8, I have the honour to inform you, on behalf of the Royal Danish Government, that the Danish Government agrees with the Government of the Austrian Federal Republic that, henceforward and until the conclusion of a final commercial Convention, the provisions contained in the trade and shipping Convention concluded on March 14, 1887 between Denmark and Austria-Hungary should apply to the commercial relations between Denmark and Austria, with a modification to the effect that the period required for denunciation laid down in Article 6 of this Convention should be reduced to three months.

It is understood that Austria may not appeal to the provisions of this Convention for the purpose of claiming any privileges which Denmark has granted, or may in future grant to Norway or to Sweden, or to both these countries, so long as these privileges are not granted to any States other than those already mentioned.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. V. BIGLER.

His Excellency
M. GRÜNBERGER,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] British and Foreign State Papers. Vol. 78, page 937.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE
DÉPARTEMENT
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 29436/8

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note de Votre Excellence, en date du 27 juin 1923, J. N° 64.D. 1 /N° 789, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence au nom du Gouvernement fédéral autrichien que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement Royal de Danemark d'appliquer aux relations commerciales entre l'Autriche et le Danemark, aussi dorénavant et jusqu'à la conclusion d'une convention commerciale définitive, les dispositions contenues dans la Convention commerciale et de navigation, conclue le 14 mars 1887, entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark, modifiée en ce sens que le délai de dénonciation prévu à l'article 6 de ladite convention sera réduit à trois mois.

Il est entendu que l'Autriche ne pourra invoquer les dispositions de la convention susmentionnée pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège et à la Suède ou à ces deux pays tant que les dits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Veuiller agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

VIENNE, *le* 30 *juin* 1923.

Le Ministre fédéral des Affaires étrangères.
(Signé) GRÜNBERGER.

Son Excellence
Monsieur Poul W. BIGLER,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
du Danemark, à Vienne.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923.

Georg COHN
Chef du Service danois de la
Société des Nations.

FEDERAL CHANCERY,
DEPARTMENT
FOR
FOREIGN AFFAIRS,

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note, dated June 27, 1923, J. No. 64 D. 1/No. 789, I have the honour to inform you, on behalf of the Austrian Federal Government, that the latter agrees with the Royal Danish Government that, henceforward and until the conclusion of a final commercial Convention, the provisions contained in the trade and shipping Convention, concluded on March 14, 1887 between Austria-Hungary and Denmark, should apply to the commercial relations between Austria and Denmark, with a modification to the effect that the period required for denunciation laid down in Article 6 of this Convention should be reduced to three months.

It is understood that Austria may not appeal to the provisions of this Convention, for the purpose of claiming any privileges which Denmark has granted, or may in future grant, to Norway or to Sweden, or to both these countries, so long as these privileges are not granted to any States other than those already mentioned.

I have the honour to be, etc.,

VIENNA, *June* 30, 1923.

(Signed) GRÜNBERGER.
Federal Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Poul W. BIGLER,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Denmark, Vienna.

N° 464.

AUTRICHE ET DANEMARK

Echange de notes pour l'application provisoire, aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande, des dispositions contenues dans la Convention de commerce et de navigation du 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark. Vienne, les 27 et 30 juin 1923.

AUSTRIA AND DENMARK

Exchange of Notes for the provisional application to commercial relations between Austria and Iceland of the provisions contained in the Commercial and Maritime Convention of March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark. Vienna, June 27 and 30, 1923.

No. 464. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET DANOIS[1] POUR L'APPLICATION PROVISOIRE AUX RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'AUTRICHE ET L'ISLANDE, DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION[2] DU 14 MARS 1887 ENTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET LE DANEMARK. VIENNE, LES 27 ET 30 JUIN 1923.

Texte officiel français communiqué par le ministre de Danemark à Berne et par le représentant de l'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 7 août 1923.

J. N° 64. D 1.
N° 790.

VIENNE, *le* 27 juin 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à notre dernier entretien, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, chargé au nom de l'Islande de la gestion des affaires étrangères de ce pays, de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement islandais est d'accord avec le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche, d'appliquer aux relations commerciales entre l'Islande et l'Autriche, aussi dorénavant et jusqu'à l'établissement d'un arrangement définitif, les dispositions contenues dans la convention commerciale et de navigation, conclue le 14 mars 1887 entre le Danemark et l'Autriche-Hongrie, modifiée en ce sens que le délai de dénonciation prévu à l'article 6 de ladite Convention sera réduit à trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) P. V. BIGLER.

Son Excellence
Monsieur GRÜNBERGER,
Ministre des Affaires étrangères
à Vienne.

Certifie pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

[1] Le Ministre des Affaires étrangères du Danemark est chargé de la gestion des Affaires étrangeres de l'Islande.

[2] Voir renvoi, page 190 de ce volume.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 464. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND DANISH[2] GOVERNMENTS FOR THE PROVISIONAL APPLICATION TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN AUSTRIA AND ICELAND OF THE PROVISIONS CONTAINED IN THE COMMERCIAL AND MARITIME CONVENTION[3] OF MARCH 14, 1887, BETWEEN AUSTRIA-HUNGARY AND DENMARK. VIENNA, JUNE 27 AND 30, 1923.

Official French text communicated by the Danish Minister at Berne and by the Austrian Representative accredited to the League of Nations. The registration of this exchange of notes took place August 7, 1923.

J. No. 64. D 1.
No. 790.

VIENNA, *June 27*, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to our last conversation, I am instructed by my Government, which is responsible for the conduct of the foreign affairs of Iceland, to inform you that the Government of Iceland agrees with the Government of the Austrian Federal Republic, that henceforward and pending a final arrangement, the provisions contained in the trade and shipping Convention, concluded on March 14, 1887, between Denmark and Austria-Hungary, should apply to the commercial relations between Iceland and Austria, with a modification to the effect that the period required for denunciation laid down in Article 6 of this Convention should be reduced to three months.

I have the honour to be,

(Signed) P. V. BIGLER.

His Excellency,
M. GRÜNBERGER,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The Minister for Foreign Affairs of Denmark is in charge of the conduct of Icelandic Foreign Affairs.

[3] See footnote 2, page 191 of this Volume.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE,
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 29437/8.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note de Votre Excellence en date du 27 juin 1923 J. N° 64. D. 1/N° 790, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, au nom du Gouvernement fédéral autrichien, que le Gouvernement fédéral est d'accord avec le Gouvernement islandais d'appliquer aux relations commerciales entre l'Autriche et l'Islande, aussi dorénavant et jusqu'à l'établissement d'un arrangement définitif, les dispositions contenues dans la Convention commerciale et de navigation, conclue le 14 mars 1887 entre l'Autriche-Hongrie et le Danemark, modifiée en ce sens que le délai de dénonciation prévu à l'article 6 de ladite Convention sera réduit à trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

VIENNE, *le* 30 *juin* 1923.

Le Ministre fédéral des Affaires étrangères :
(Signé) GRÜNBERGER.

Son Excellence
Monsieur Poul V. BIGLER,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
du Danemark,
à Vienne.

Certifie pour copie conforme:
Copenhague, le 31 juillet 1923,
Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK
A VIENNE.

VIENNE, *le 27 juin* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux deux notes que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence en date d'aujourd'hui concernant l'application aux relations commerciales entre le Danemark et l'Islande et l'Autriche des dispositions contenues dans la Convention commerciale et de navigation conclue le 14 mars 1887 entre le Danemark et l'Autriche-Hongrie, je me permets pour le bon ordre, bien que ce soit une chose qui va de soi, de faire remarquer à Votre Excellence — ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire de vive voix au cours de notre dernier entretien — que l'Autriche, vu les relations qui existent entre le Danemark et l'Islande conformément à la loi fédérale dano-islandaise du 30 novembre 1918, ne pourrait réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande ou que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) BIGLER

Son Excellence
M. GRÜNBERGER,
Ministre des Affaires étrangères
à Vienne.

FEDERAL CHANCERY,
DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 29437/8.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note, dated June 27, 1923, J. No. 64. D. 1/No. 790, I have the honour to inform you, on behalf of the Austrian Federal Government, that the latter agrees with the Government of Iceland that henceforward and pending a final arrangement, the provisions contained in the trade and shipping Convention, concluded on March 14, 1887, between Austria-Hungary and Denmark, should apply to the commercial relations between Austria and Iceland, with a modification to the effect that the period required for denunciation laid down in Article 6 of this Convention should be reduced to three months.

I have the honour to be, etc.

VIENNA, *June* 30, 1923.

(Signed) GRÜNBERGER,
Federal Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Poul V. BIEGLER,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Denmark,
Vienna.

ROYAL DANISH LEGATION.

VIENNA, *June* 27, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the two Notes which I have had the honour of addressing to you to-day in connection with the application to commercial relations between Denmark and Iceland and Austria of the provisions of the Commercial and Navigation Convention concluded on March 14, 1887, between Denmark and Austria-Hungary, I venture, in order that the matter should be made quite clear, and although the point in question is self-evident, to call your Excellency's attention — as I had the honour to do orally at our last meeting — to the fact that Austria cannot, in view of the relations established between Denmark and Iceland under the terms of the Danish-Icelandic Federal Law of November 30, 1918, claim for herself the privileges which Denmark has accorded, or may in the future accord, to Iceland, or which Iceland has accorded, or may in the future accord, to Denmark.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) BIGLER.

His Excellency
M. GRÜNBERGER,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

No. 464

CHANCELLERIE FÉDÉRALE,
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

VIENNE, *le* 30 *juin* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 27 juin 1923, J. N° 64, D 1/791, et de porter à sa connaissance que le Gouvernement fédéral autrichien a pris acte de ce que l'Autriche, vu les relations qui existent entre le Danemark et l'Islande, conformément à la loi fédérale dano-islandaise du 30 novembre 1918, ne pourra réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande ou que l'Islande a accordés ou pourrait à l'avenir accorder au Danemark.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Le Ministre fédéral des Affaires étrangères :
(Signé) GRÜNBERGER

Son Excellence
Monsieur Poul V. BIGLER,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire du Danemark
à Vienne.

FEDERAL CHANCERY,
DEPARTMENT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

VIENNA, *June* 30, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note, dated June 27, 1923, J. No. 64 D. 1./791, and to inform you that the Austrian Federal Government has taken note of the fact that Austria cannot, in view of the relations established between Denmark and Iceland under the terms of the Danish-Icelandic Federal Law of November 30, 1918, claim for herself the privileges which Denmark has accorded, or may in the future accord, to Iceland, or which Iceland has accorded, or may in the future accord, to Denmark.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) GRÜNBERGER,
Federal Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
M. Poul V. BIGLER,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Denmark
at Vienna.

N° 465.

FINLANDE ET RÉPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE

Convention au sujet de la navigation des navires marchands finlandais sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande, signée à Moscou le 5 juin 1923.

FINLAND AND SOVIET REPUBLIC OF RUSSIA

Convention with regard to navigation by Finnish merchant and cargo vessels on the Neva between Lake Ladoga and the Gulf of Finland, signed at Moscow, June 5, 1923.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 465. — SOPIMUS [1] SUOMEN JA VENÄJÄN VÄLILLÄ KOSKEVA SUOMALAISTEN KAUPPA- JA TAVARA-ALUSTEN KULKUA NEVALLA LAATOKAN JA SUOMENLAHDEN VÄLILLÄ.

Textes officiels finnois, russe et suédois, communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 août 1923.

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS ja VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS ovat, haluten määrätä ne lähemmät ehdot, joilla Tartossa 14 päivänä lokakuuta 1920 [2] allekirjoitetun molempien maiden välisen rauhansopimuksen 17 artiklan määräykset suomalaisille kauppa- ja tavara-aluksille myönnetystä oikeudesta esteettömästi kulkea Nevalla Laatokan ja Suomenlahden välillä ovat toteutettavat, päättäneet tehdä mainitun artiklan määräysten täydentämiseksi ja kehittämiseksi tämän sopimuksen sekä sitä varten valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS :

A. AHOSEN,
A. V. HACKZELLIN ;

VENÄJÄN SOSIALISTISEN FEDERATIIVISEN NEUVOSTOTASAVALLAN HALLITUS :

S. M. FRANKFURTIN,
E. V. RUBININ,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

[1] En attendant l'échange des ratifications, cette convention est entrée en vigueur provisoirement le 18 juin 1923.

[2] Vol. III page 5 de ce Recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

No. 465. — СОГЛАШЕНИЕ [1] МЕЖДУ РОССИЕЙ И ФИНЛЯНДИЕЙ О ПЛАВАНИИ ФИНЛЯНДСКИХ ТОРГОВЫХ И ТОВАРНЫХ СУДОВ ПО РЕКЕ НЕВЕ МЕЖДУ ЛАДОЖСКИМ ОЗЕРОМ И ФИНСКИМ ЗАЛИВОМ.

Finnish, Russian and Swedish official texts, communicated by the Minister for Foreign Affairs of Finland. The registration of this convention took place August 20, 1923.

ПРАВИТЕЛЬСТВО РОССИЙСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ ФЕДЕРАТИВНОЙ СОВЕТСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ПРАВИТЕЛЬСТВО ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКИ, желая установить подробные условия проведения в жизнь ст. 17 Мирного Договора между обоими странами, подписанного в гор. Юрьеве 14-го октября 1920 [2] года, касающейся предоставления финляндским торговым и товарным судам права беспрепятственного плавания по реке Неве между Ладожским озером и Финским заливом, решили, в дополнение и развитие положений указанной статьи, заключить настоящее соглашение, уполномочив на то :

Правительство Российской Социалистической Федеративной Советской Республики :

С. М. ФРАНКФУРТА,
Е. В. РУБИНИНА ;

Правительство Финляндской Республики :

А. АХОНЕНА,
А. В. ХАКСЕЛЯ,

каковые уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и законном порядке, согласились о нижеследующем :

[1] Pending the exchange of ratifications, this convention has come into force provisionally on June 18, 1923.

[2] Vol. III page 5 of this Series.

1 *artikla.*

Suomalaiset kauppa- ja tavara-alukset ovat, niin hyvin lastattuina kuin myös ilman lastia, oikeutetut esteettömästi kulkemaan Nevalla Laatokasta Suomenlahteen ja päinvastoin samoilla ehdoilla kuin venäläiset alukset, noudattamalla tässä sopimuksessa olevia määräyksiä.

2 *artikla.*

Edellisessä artiklassa mainitut suomalaiset alukset eivät saa kuljettaa sotatavaraa eivätkä sotilasomaisuutta, eivätkä myöskään esineitä, joiden tuonti Venäjän Sosialis'iseen Federatiiviseen Neuvostotasavaltaan on ehdottomasti kielletty sen johdosta, että ne ovat yleiselle turvallisuudelle tai terveydelle vaarallisia.

3 *artikla.*

Suomalaiset alukset ovat velvolliset Nevalla kulkiessaan noudattamaan sellaisia venäläisten alusten suhteen annettuja määräyksiä ja säännöksiä, jotka tarkoittavat laivakulun järjestelyä, yleisen turvallisuuden ylläpitämistä ja tullivalvontaa.

4 *artikla.*

Suomalaiset alukset saavat purkausta, lastausta tai uudestaanlastausta varten mennä Pietarin satamaan ; myrskyn tai merionnettomuuden sattuessa saavat mainitut alukset poiketa myös muihin suojattuihin satamapaikkoihin ja suorittaa siellä tarpeelliset korjaustyöt.

Kaikissa tässä artiklassa mainituissa tapauksissa on suomalaisilla aluksilla oikeus käyttää kaikenlaisia satamalaitoksia.

5 *artikla.*

Venäjän hallitus ei tule ryhtymään toimenpiteisiin, jotka ovat omiansa estämään tai vaikeuttamaan alusten kauttakulkua ja kauttakuljetusta Nevalla.

Venäjällä on kuitenkin oikeus tehdä väliaikaisia poikkeuksia :

Статья 1.

Финляндские торговые и товарные суда, с грузом и без такового, имеют право беспрепятственного прохода через реку Неву из Ладожского озера в Финский залив и обратно на одинаковых с российскими судами условиях, с соблюдением изложенных в настоящем соглашении правил.

Статья 2.

Упомянутые в предыдущей статье финляндские суда не должны перевозить военные грузы и военное имущество, а также предметы, безусловно запрещенные к ввозу в Российскую Социалистическую Федеративную Советскую Республику, в виду их вредного для общественной безопасности или здоровья свойства.

Статья 3.

Финляндские суда обязаны при плавании по Неве соблюдать установленные для русских судов правила и распоряжения, издаваемые в целях регулирования судоходства, общественной безопасности и таможенного надзора.

Статья 4.

Финляндским судам предоставляется в целях выгрузки, нагрузки и перегрузки заходить в Петроградский порт, в случае же непогоды или несчастья на воде, означенным судам предоставляется заходить и в другие защищенные места стоянки и производить в оных необходимые починки.

Во всех упоминаемых в настоящей статье случаях финляндские суда имеют право пользоваться всякого рода портовыми сооружениями.

Статья 5.

Российское Правительство не будет принимать мер, могущих препятствовать или затруднять транзит судов и транзитную перевозку по Неве. Однако, Россия имеет право делать отступления временного характера :

1. jos Venäjä tai Suomi on sotatilassa jonkun kolmannen valtion kanssa ;

2. jos Pietarin piirialuetta tai Pohjoista aluetta uhkaa joku sotilaallinen vaara ;

3. sotakieltotavaroihin nähden ;

4. ihmisten ja eläinten suojelemiseksi tarttuvilta taudeilta ; ja

5. liikenteen järjestämiseksi Nevan kuljetuskyvyn mukaiseksi.

6 artikla.

Tässä sopimuksessa mainituille suomalaisille aluksille ei saa Venäjän Sosialistisen Federatiivisen Neuvostotasavallan alueella panna mitään tulo- ja omaisuusveroja, eikä muita tai korkeampia maksuja ja rasituksia, olkoot ne minkä laatuisia tai nimisiä tahansa, kuin mitä vastaavassa liikenteessä kannetaan yksityisiltä venäläisiltä aluksilta.

Kauttakulkutavarasta ei saa kantaa tullia eikä muita maksuja eikä missään muodossa myöskään erityisiä kauttakulkumaksuja.

Tämän artiklan määräyksiä on noudatettava siinäkin tapauksessa, että kauttakulkutavara Venäjällä puretaan ja sittemin samalla tai toisella aluksella kuljetetaan edelleen Suomeen tai kolmanteen maahan. Kauttakulku- tai vapaavarastoon tai muuhun sentapaiseen säilöön pannuista tavaroista saa tällöin kuitenkin kantaa säädetyt säilytysmaksut.

Merionnettomuuden sattuessa ei suomalaisesta aluksesta pelastetuista tavaroista kanneta tulli- tai muita maksuja, elleivät tavarat jää Venäjälle käytettäviksi.

7 artikla.

Suomalaisten kauppa- ja tavara-alusten on kulkiessaan noudatettava seuraavia määräyksiä :

1. Kulkiessaan Suomenlahdesta Laatokkaan on alusten poikettava Kronstadtiin ja päinvastaiseen suuntaan kulkiessaan Pähkinälinnaan.

1. когда Россия или Финляндия находятся в состоянии войны с каким либо третьим государством ;

2. когда Петроградскому району или Северной области угрожает какая либо опасность военного характера ;

3. в отношении предметов военной контрабанды ;

4. в целях предохранения людей и животных от заразных болезней ; и

5. в целях урегулирования движения в зависимости от пропускной способности реки Невы.

Статья 6.

Упоминаемые в настоящем соглашении финляндские суда не подлежат, на территории Российской Социалистической Федеративной Советской Республики, обложению подоходным и поимущественным налогами, равно не будет облагаться иными или большими платежами и повинностями, какого бы рода или наименования они не были, чем те, какие взимаются, при соответственном плавании, с русских частновладельческих судов.

За транзитные товары не должны быть взимаемы таможенные пошлины и иные платежи, в частности же не могут быть взимаемы под каким бы то ни было видом транзитные сборы.

Положения настоящей статьи должны служить к руководству и в тех случаях, когда транзитный товар выгружается в России и затем на том же или на другом судне вывозится в Финляндию или какую либо третью страну. При этом, однако, разрешается взимать за товары, помещенные в транзитные или вольные склады или же иные тому подобные места хранения, установленные за хранение платежи.

В случае несчастья на воде за спасенные товары финляндского судна не взимается таможенных пошлин и иных налогов, если товары не останутся для потребления в России.

Статья 7.

Финляндские торговые и товарные суда подчиняются, при плавании, нижеследующим правилам :

1. Суда обязаны при следовании из Финского залива в Ладожское озеро заходить в Кронштадт и при следовании в обратном направлении — в Шлиссельбург.

2. Alusten tulee olla varustettuina suomalaisten viranomaisten antamilla asiakirjoilla, jotka oikeuttavat ne kulkemaan Nevalla ; näissä asiakirjoissa on todettava, että alus on kansallisuudeltaan suomalainen, sekä mainittava

a) aluksen nimi ja kotipaikka,

b) sen henkilön nimi, joka vastaa aluksesta,

c) tarkasti lastin laatu ja määrä sekä

d) aluksen miehistö. Sitäpaitsi on esitettävä asianomaisten Suomen viranomaisten kutakin purjehduskautta varten antama todistus siitä, missä kunnossa alus on.

3. Jokaisella aluksella (tai Venäjän Sosialistisen Federatiivisen Neuvostotasavallan asianomaisten viranomaisten harkinnan mukaan jokaisella alusryhmällä) sen kulkiessa venäläisillä vesillä saa olla tullilaitoksen ja rajavartioston edustaja.

Muistutus : Mainituista tullimuodollisuuksista aiheutuvat menot on tavaranlähettäjän korvattava Venäjän valtiovarastolle kauttakulkutavarain tullivalvontaa koskevan Venäjän Sosialistisessa Federatiivisessa Neuvostotasavallassa voimassa olevan yleisen lainsäädännön määräysten nojalla.

4. Tämän artiklan 3 kohdassa mainituilla henkilöillä on oikeus, aluksen saavuttua venäläisille vesille, tarkastaa alus ja lasti, saadakseen varmuuden siitä, ettei 2 artiklassa mainittua tavaraa ja omaisuutta löydy aluksessa.

5. Kun alus saapuu Kronstadtiin, kulkeakseen Suomenlahdesta Laatokkaan, tai tulee Pähkinälinnaan matkalla Laatokasta Suomenlahteen, varustavat tämän artiklan 3 kohdassa mainitut venäläiset viranomaiset sen lastiruumat sineteillä tai lyijykkeillä. Aluksen saapuessa Pähkinälinnaan tai Kronstadtiin tarkastavat mainitut viranomaiset sinetit tai lyijykkeet sekä poistavat ne. Jos suomalaiset alukset poikkeavat toisiin satamapaikkoihin purkausta tai uudestaanlastausta varten, poistaa tullilaitoksen edustaja sinetit tai lyijykkeet, josta laaditaan erityinen asiakirja, jonka jäljennös jätetään laivan kapteenille.

2. Суда должны быть снабжены выданными Финляндскими властями документами на право плавания по реке Неве ; в этих документах должна быть удостоверена финляндская национальность судна, а также должно быть указано :

а) наименование судна и место его приписки ;

б) имя лица, ответственного за судно ;

в) точное наименование и количество груза и

д) судовой экипаж.

Кроме того должно быть представлено выданное подлежащими финскими властями для соответствующего навигационного периода свидетельство о состоянии судна.

3. На каждом судне (или, по усмотрению соответствующих властей Российской Социалистической Федеративной Советской Республики, при каждом караване судов) могут находиться во время следования его по русским водам представитель таможенного ведомства и представитель пограничной охраны.

Примечание : Вызываемые упомянутыми таможенными формальностями расходы отправитель груза обязан возместить российской казне на основании установленных в Российской Социалистической Федеративной Советской Республике общих правил, касающихся выполнения таможенного надзора при транзите.

4. Упомянутым в п. 3 настоящей статьи лицам предоставляется путем осмотра судна и его груза, по прибытии в русские воды, удостовериться в отсутствии упомянутых в статье 2-й грузов и имущества.

5. При приходе в Кронштадт для следования из Финского залива в Ладожское озеро и по приходе в Шлиссельбург для следования из Ладожского озера в Финский залив, грузовые помещения судна опечатываются или запломбировываются упомянутыми в п. 3 настоящей статьи русскими властями. Эти власти по приходе судна соответственно в Шлиссельбург или Кронштадт удостоверяются в целости печатей или пломб и снимают таковые. В случае захода финляндских судов в другие места стоянки для выгрузки или перегрузки, печати или пломбы снимаются представителем таможенного ведомства, о чем со-

Jos tämän jälkeen toimitetaan lastaus, niin tämän artiklan 3 kohdassa mainitut venäläiset viranomaiset sen jälkeen varustavat aluksen lastiruumat sineteillä tai lyijykkeillä ; Pähkinälinnassa tai Kronstadtissa tullilaitoksen edustajat sitten poistavat nämä sinetit tai lyijykkeet. Jos havaitaan, että edellämainittuja sinettejä tai lyijykkeitä on vioitettu tai että ne ovat hävinneet, on asianomaisilla venäläisillä viranomaisilla oikeus tarkastaa aluksen sisällys todetakseen, että aluksen lasti vastaa laivakirjoihin merkittyä.

Muistutus : Puutavaraa, halkoja, puumassaa, selluloosaa, ja paperia rullissa saadaan kuljettaa ilman että varustetaan sineteillä tai lyijykkeillä, ehdolla kuitenkin, että jokaisessa eri tapauksessa hankitaan siihen venäläisten tulliviranomaisten asianomainen lupa.

6. Nevalla kulkevien suomalaisten alusten tulee mahdollisuuden mukaan kokoontua ryhmiin Kronstadtissa tai Pähkinälinnassa ja kulkea laivueina Nevalla asianomaisten venäläisten viranomaisten määräämänä vuorokauden aikana.

7. Tässä artiklassa mainitut tulli- ja muut muodollisuudet eivät kuitenkaan saa viivyttää tai keskeyttää suomalaisten alusten kulkua Nevalla.

8. Alusten miehistö on merkittävä säädetyssä järjestyksessä merimiesluetteloon, mikä vapauttaa sen esittämästä viseerattua ulkomaanpassia.

Siitä, mitä on noudatettava alusten miehistöön kuuluvien henkilöiden maihin astumiseen nähden, määrätään Venäjän Sosialistisessa Federatiivisessa Neuvostotasavallassa voimassa olevissa säännöksissä.

Muistutus : Tämä määräys ei koske niitä tapauksia, jolloin maihin astuminen laivan välittömässä läheisyydessä tapahtuu onnettomuuden tai myrskyn johdosta.

8 *artikla.*

Jos suomalainen alus ajautuu karille tai joutuu haaksirikkoon Nevalla, nauttii alus ja lasti samoja etuja ja vapautuksia, kuin

ставляется особый акт, копия которого вручается капитану судна. Если вслед за этим производится нагрузка, то после нагрузки грузовые помещения судна опечатываются или запломбировываются упомянутыми в п. 3 настоящей статьи русскими властями, причем печати или пломбы засим снимаются в Шлиссельбурге или Кронштадте представителями таможенного ведомства. В случае повреждения или потери указанных выше печатей или пломб подлежащим русским властям предоставляется право проверки содержимого судна, дабы было констатировано, что находящийся на судне груз соответствует документам.

Примечание : Лесные материалы, дрова, древесная масса, целлюлоза и бумага в рулонах могут провозиться без необходимости их опечатывания или запломбирования при условии испрошения в каждом отдельном случае соответствующего согласия русских таможенных властей.

6. Следующие по реке Неве финляндские суда по возможности группируются в Кронштадте или Шлиссельбурге караванами и проходят по Неве в указываемое подлежащими русскими властями время дня.

7. Упомянутые в настоящей статье таможенные и иные формальности не должны, однако, задерживать или прерывать движения финляндских судов по Неве.

8. Команды судов должны быть занесены в установленном порядке в судовую роль, что освобождает их от необходимости пред'явления визированных заграничных паспортов.

Сход на берег принадлежащих к экипажу судов лиц регулируется действующими в Российской Социалистической Федеративной Советской Республике правилами.

Примечание : Постановление это не касается случаев схода на берег в непосредственной близости судна, вследствие несчастия или непогоды.

Статья 8.

Если Финляндское судно станет на мель или потерпит крушение на реке Неве, то судно и груз пользуются теми же льготами и пре-

mitä venäläisille aluksille samanlaisissa olosuhteissa on myönnetty.

9 *artikla.*

Jos suomalainen alus uppoaa Venäjän vesillä tai jos venäläisiä satama- tai muita laitteita sen syystä vahingoitetaan, on väylän puhdistuksesta ja laitteiden entiselleen saattamisesta aiheutuneet kustannukset korvattava samojen määräysten mukaan, jotka yksityisiin venäläisiin aluksiin nähden vastaavissa tapauksissa ovat voimassa, ja on asianomaisilla venäläisillä viranomaisille tällöin valta pidättää alus ja sen lasti vakuutena korvauksen suorittamisesta, jollei korvausvelvollinen siitä aseta muuta sanottujen viranomaisten pätevästi hyväksymää vakuu'ta. Jollei alus ja sen lasti riitä mainitun vahingon korvaamiseen, sitoutuu Suomen hallitus korvaamaan Venäjän hallitukselle puuttuvan osan kustannuksista.

Vahingon suuruuden arvioimisen suorittaa komitea, joka toimii Pietarissa ja johon kuuluu kolme jäsentä. Komiteaan valitsee kumpikin hallitus tai se viranomainen, jolle hallitus on tämän tehtävän uskonut, joka vuodeksi jäsenen sekä Venäjän hallitus sen lisäksi puheenjohtajan. Komitean päätökset tehdään äänten enemmistöllä ja ovat lopulliset.

10 *artikla.*

Venäjän hallitus tulee ilmoittamaan Suomen hallitukselle mahdollisuuden mukaan hyvissä ajoin kaikista niistä asetuksista ja määräyksistä, jotka koskevat laivakulkua Nevalla, tullimuodollisuuksia ja muita seikkoja.

11 *artikla.*

Tämän sopimuksen määräyksiä, jotka johtuvat Suomen erikoisesta maantieteellisestä asemasta ja sen välittömästä läheisyydestä Venäjään, ei voida ulottaa suosituimmuusperiaatteen perusteella kolmannen valtion aluksiin lukuunottamatta Venäjän Sosialistisen Federativiisen Neuvostotasavallan kanssa liitossa olevia neuvostotasavaltoja.

имуществами, какие при таких же обстоятельствах предоставлены русским судам.

Статья 9.

В случае, если финляндское судно затонет в российских водах, или в случае повреждения финляндским судном русских портовых и иных сооружений, расходы по расчистке фарватера, а равно по востановлению обстановки, подлежат возмещению по правилам, имеющим силу в отношении российских частно-владельческих судов в соответствующих случаях, и подлежащим Российским властям при этом предоставляется задержать судно и его груз в обеспечение возмещения ущерба, если должником не будет представлено другого обеспечения, признаваемого означенными властями достаточным. Если судно и его груз недостаточны для покрытия указанного ущерба, то Финляндское Правительство обязуется возместить Российскому Правительству остающуюся часть.

Размер убытков устанавливается Комиссией, с местопребыванием в Петрограде, в составе трех лиц. В состав этой комиссии оба правительства или назначенные ими для сего власти назначают на каждый год по одному члену, Российское Правительство сверх сего председателя. Решения комиссии постановляются по большинству голосов и являются окончательными.

Статья 10.

Российское Правительство будет извещать Правительство Финляндии о всех постановлениях и правилах, касающихся судоходства по реке Неве, таможенных формальностей и прочих обстоятельств, по возможности заблаговременно.

Статья 11.

Постановление настоящего соглашения, как вытекающее из особого географического положения Финляндии и непосредственной близости ее к России, не могут быть распространены по принципу наибольшего благоприятствования на суда какой либо третьей державы, за исключением союзных Российской Социалистической Федеративной Советской Республике Социалистических Советских Республик.

12 *artikla.*

Tätä sopimusta tulkittaessa tai sovellutettaessa syntyvät erimielisyydet ratkaistaan diplomaattisessa järjestyksessä.

13 *artikla.*

Tätä sopimusta on ratifioitava ja tulee ratifioimisasiakirjain vaihdon tapahtua Moskovassa niin pian kuin mahdollista.

14 *artikla.*

Tämä sopimus astuu voimaan heti kun ratifioimisasiakirjat ovat asianmukaisessa järjestyksessä vaihdetut ja pysyy voimassa yhdeksän kuukautta siitä päivästä lukien, jolloin toinen sopimuspuoli ilmoittaa toiselle irtisanovansa sopimuksen.

15 *artikla.*

Tämä sopimus on laadittu kahtena suomen-, ruotsin- ja venäjänkielisenä kappaleena, ja ovat kaikki tekstit yhtä todistusvoimaisia,

Vakuudeksi ovat molempien sopimuspuolten valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sen sineteillään varmentaneet. Moskovassa, 5 päivänä kesäkuuta 1923.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) A. HACKZELL.

Статья 12.

Возникающие при толковании или при применении настоящего соглашения разногласия разрешаются в дипломатическом порядке.

Статья 13.

Настоящее соглашение подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами должен состояться в Москве в кратчайший по возможности срок.

Статья 14.

Настоящее соглашение вступает в силу по обмене надлежашим порядком ратификационными грамотами и будет обязательно до истечения девяти месяцев с того числа, когда одна из договаривающихся сторон заявит другой о своем желании прекратить его.

Статья 15.

Настоящее соглашение составлено в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках и все тексты одинаково аутентичны.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные обоих сторон подписали настоящее соглашение и скрепили его своими печатями. В городе Москве 5 Iюня 1923 года.

(М. П.) С. М. ФРАНКФУРТ
(М. П.) Е. РУБИНИН

Suomalaisten alusten kauttakulkua Nevalla koskevan sopimuksen allekirjoittamistilaisuudessa tehdyt pöytäkirjamerkkinnät.

Suomen ja Venäjän hallitusten valtuutettujen yleisessä istunnossa 5 päivänä kesäkuuta 1923 tehtiin pöytäkirjaan seuraavat merkinnät :

1. Molempien hallitusten valtuutetut ovat sopineet siitä, että 4 artiklan mukaan suomalaiset alukset ovat oikeutetut tulemaan Pietarin satamaan Nevan kautta kulkevan kauttakulkutavaran purkausta tai lastausta varten.

Suomalaisten alusten sallitaan siis kulkea Laatokalta Pietarin satamaan ja päinvastoin, kuin myöskin Suomenlahdelta Pietarin satamaan ja päinvastoin.

Записи, внесенные в протокол при подписании соглашения о транзитном движении финляндских судов через реку Неву.

В пленарном заседании уполномоченных Российского и Финляндского правительств 5-го июня 1923 года было постановлено внести в протокол следующее :

1. Уполномоченные обоих Правительств согласились о том, что статьей 4-й предусматривается право финляндских судов заходить в Петроградский порт для выгрузки или нагрузки следующих транзитом через Неву грузов.

Таким образом допускается проход финляндских судов из Ладожского озера в Петроградский порт и обратно и из Финского залива в Петроградский порт и обратно.

2. Sopimuksen 5 artiklan 2 kohdan suhteen venäläiset valtuutetut ilmoittivat, että Pietarin piirialueeseen ja Pohjoisseen alueeseen kuuluvat seuraavatläänit ja alueyksiköt : Pietarin, Novgorodin, Pskovin ja Tsherepovetsin läänit, Karjalan Työkommuuni, Komin (Muurmannin) alue ja Arkangelin lääni.

3. Sopimuksen 7 artiklan selitykseksi sopimuspuolten valtuutetut sopivat siitä :

1) että artiklan 8 kohdassa mainittuun suomalaisten alusten miehistöön ei saa kuulua sellaisia venäläissyntyisiä henkilöitä, jotka Kansankomissaarienneuvoston dekreetin mukaan joulukuun 20 p:ltä 1921 ovat menettäneet Venäjän kansalaisuuden, eikä myöskään henkilöitä, jotka ovat ottaneet osaa aktiivisiin toimiin Venäjän Sosialistista Federatiivista Neuvostotasavaltaa vastaan ja joita ei ole edesvastuusta vapautettu eri sopimusten tai hallituksen antamien päätösten nojalla,

2) ettei kenelläkään suomalaisella aluksella olevista henkilöistä saa olla ampuma-asetta, ampumavaroja, valokuvauseikä kinematografikonetta. Aluksen kulkiessa Nevalla voidaan näitä esineitä pitää ainoastaan venäläisten rajaviranomaisten sinetöimässä paikassa.

Muistutus : Määräys asiasta ei koske henkilöitä, jotka voivat esittää venäläisten viranomaisten yleisessä järjestyksessä antaman lupatodistuksen, joka oikeuttaa pitämään ja kantamaan asetta.

3) että suomalaiset alukset, joissa on radiolennätin- ja radiopuhelin- vastaanotto- tai lähetysasemat, sitoutuvat olemaan niitä käyttämättä Suomenlandessa olevan Tolbukinin majakan meridianin ja Laatokassa olevan Osinovetskin majakan parallellin välisillä venäläisillä vesillä. Tämän johdosta on venäläisen rajavartioston virkailijoilla oikeus sinetöidä vastaava huone aluksessa tai eristää antennin johto ja poistaa sen päät tarpeellisen kauaksi johtopaikasta varustaen ne lyijykkeillä tai sinetöiden ne kiinni johonkin laivan metalliosaan.

2. Относительно пункта 2 статьи 5 соглашения Российские уполномоченные сообщили, что в состав Петроградского района и Северной области входят следующие губернии и территориальные единицы : Петроградская, Новгородская, Псковская и Череповецкая губернии, Карельская трудовая коммуна, область Коми (Мурман) и Архангельская губерния.

3. В раз'яснение ст. 7-й Соглашения Уполномоченные договаривающихся сторон согласились о том :

1) что в числе команд упомянутых в п. 8-ом финляндских судов не может быть русских уроженцев, потерявших, согласно Декрету Совета Народных Комиссаров от 20-го декабря 1921 года, российское гражданство, а равно лиц, участвовавших в активных выступлениях против Российской Социалистической Федеративной Советской Республики и не освобожденных, согласно особым договорам или правительственным распоряжениям, от ответственности.

2) что все, без исключения, лица, находящиеся на финляндских судах, не должны иметь при себе огнестрельного оружия, припасов к нему, фотографических и кинематографических аппаратов. Во время следования судна по реке Неве предметы эти могут находиться на судне не иначе, как в помещении, опечатанном русскими пограничными властями.

Примечание : Постановление относительно оружия не касается лиц, могущих пред'явить выданное в общем порядке разрешение российских властей на право хранения и ношения оружия.

3) что финляндские суда, имеющие приемные или отправительные радио-телеграфные или радио-телефонные станции, обязуются не пользоваться ими в пределах русских вод между меридианом маяка Толбухин в Финском заливе и параллелью маяка Осиновецкого в Ладожском озере. Во исполнение этого чинам русского пограничного надзора предоставляется право опечатывать соответствующие помещения на судне, или же раз'единять ввод антенны и концы ее удалять на необходимое расстояние от места ввода, пломбируя их или же припечатывая к какой либо металлической части судна.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 465. — KONVENTION MELLAN FINLAND OCH RYSSLAND ANGÅENDE FINSKA HANDELS- OCH LASTFARTYGS TRAFIK PÅ NEVAN MELLAN LADOGA OCH FINSKA VIKEN, UNDERTECKNAD I MOSKVA DEN 5 JUNI 1923.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING, hava, besjälade av önskan att fastställa de närmare villkor, på vilka bestämmelserna i 17 artikeln av det i Dorpat den 14 oktober 1920 undertecknade fredsfördraget mellan de båda länderna angående finska handels- och lastfartyg medgiven rätt till obehindrad sjöfart på Nevan emellan Ladoga och Finska viken skola bringas i verkställighet, beslutit att till förfullständigande och utvecklande av bestämmelserna i nämnda artikel ingå denna överenskommelse och i sådant avseende befullmäktigat :

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING :

A. AHONEN,
A. V. HACKZELL ;

RYSKA SOCIALISTISKA FEDERATIVA RÅDSREPUBLIKENS REGERING :

S. M. FRANKFURT,
E. V. RUBININ,

vilka, efter att för varandra hava uppvisat sina i god och behörig form befunna fullmakter, överenskommit som följer :

Artikel 1.

Finska handels- och lastfartyg, såväl med last som jämväl utan last, äro berättigade att oförhindrat trafikera Nevan från Ladoga till Finska viken och i motsatt riktning på samma villkor som ryska fartyg, med iakttagande av i denna konvention ingående bestämmelser.

Artikel 2.

I föregående artikel omförmälda finska fartyg få icke transportera krigsmaterial och militära förnödenheter, ej heller föremål, vilkas införsel till Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepubliken är ovillkorligen förbjuden av den anledning, att de äro vådliga för den allmänna säkerheten eller hälsan.

Artikel 3.

Finska fartyg äro skyldiga att under trafik på Nevan iakttaga sådana för ryska fartyg utfärdade bestämmelser och stadganden, vilka avse sjöfartens ordnande, upprätthållande av den allmänna säkerheten och tullbevakningen.

Artikel 4.

Finska fartyg må för lossning, lastning eller omlastning inlöpa i Petersburgs hamn, vid storm eller sjöolycka må omförmälda fartyg anlöpa jämväl andra skyddade hamnplatser och där utföra nödiga reparationsarbeten.

I alla de uti denna artikel omförmälda fall äro finska fartyg berättigade att använda alla slag av hamnanläggningar.

Artikel 5.

Rysslands regering skall icke vidtaga åtgärder, vilka äro ägnade att förhindra eller försvara fartygens transitotrafik och transitobefordran på Nevan.

Ryssland äger dock rätt att göra tillfälliga undantag :

1. om Ryssland eller Finland befinner sig i krigstillstånd med någon tredje makt ;
2. om Petersburgs rayonområde eller Norra rayonen hotas av någon militär fara ;
3. med avseende av krigskontraband ;
4. till skyddande av människor och djur mot smittosamma sjukdomar och
5. för trafikens ordnande i överensstämmelse med Nevans trafikförmäga.

Artikel 6.

I denna konvention omförmälda finska fartyg må icke inom Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens område påföras någon inkomst- och förmögenshetsskatt, ej heller andra eller högre avgifter eller pålagor, av vad slag eller namn de vara må, än vad som uppbäres för ryska privata fartyg i motsvarande trafik.

Transitogods må ej beläggas med tull- eller annan avgift, ej heller må i någon form särskilda transiteringsavgifter uppbäras.

Bestämmelserna i denna artikel skola iakttagas även i det fall, att transitogods lossas i Ryssland och sedermera med samma eller med annat fartyg transporteras vidare till Finland eller något tredje land. För varor, som upplagts i transito- eller frilager eller i annat likartat förvar, må härvid dock stadgade förvaringsavgifter uppbäras.

Vid sjöolycka uppbäras för varor, vilka bärgas från finskt fartyg, icke tull eller andra umgälder, därest icke varorna förbliva i Ryssland för att där användas.

Artikel 7.

Finska handels- och lastfartyg skola under färden iakttaga följande bestämmelser :

1. Under färd från finska viken till Ladoga skola fartygen anlöpa Kronstadt och under färd i motsatt riktning Schlüsselburg.

2. Fartygen skola vara försedda med av finska myndigheter utfärdade handlingar, vilka berättiga dem att trafikera Nevan ; i dessa handlinger skall konstateras, att fartyget till sin nationalitet är finskt, samt uppgivas :

a) Fartygets namn och hemort ;
b) Namnet på den person, som ansvara för fartyget ;
c) Noggrannt lastens beskaffenhet och mängd samt ;
d) Fartygets besättning. Därjämte skall företes av behörig finsk myndighet för varje seglationsperiod utfärdat bevis däröver, i vilket skick fartyget befinner sig.

3. Å varje fartyg (eller enligt prövning av vederbörande myndighet i Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens å varje fartygsgrupp) må under dess färd genom ryska vatten befinna sig representant för tullverket och gränsbevakningen.

Anmärkning : Av omförmälda tullformaliteter föranledda utgifter skola av varuavsändaren ersätta ryska statsverket enligt bestämmelserna i den Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepubliken gällande allmänna lagstiftningen angående tullbevakning av transitogods.

4. De i 3 punkten av denna artikel omförmälda personerna äro berättigade att, efter fartygets ankomst till ryska vatten, besiktiga fartyg och last för att erhålla visshet därom, att i artikel 2 nämnda varor och förnödenheter icke finnas ombord på fartyget.

5. Då fartyget anländer till Kronstadt för att färdas från Finska viken till Ladoga, eller till Schlüsselburg på färd från Ladoga till Finska viken, förse de i 3 punkten av denna artikel omförmälda ryska myndigheterna dess lastrum med sigill eller plomber. Vid fartygets ankomst till Schlüsselburg eller Kronstadt undersöka nämnda myndigheter sigillen eller plomberna samt avlägsna dem. Anlöpa finska fartyg andra hamnplatser för lossning eller omlastning, avlägsnar tullverkets representant sigillen elle plomberna, varöver upprättas skild handling, av vilken avskrift överlämnas till fartygets kapten. Verkställes härefter lastning, förse de i 3 punkten av denna artikel omförmälda ryska myndigheterna därefter fartygets lastrum med sigill eller plomber ; i Schlüsselburg eller Kronstadt avlägsna tullverkets representanter sedermera dessa sigill eller plomber. Befinnes det, att ovannämnda sigill eller plomber skadats eller att de försvunnit, äga vederbörande ryska myndigheter rätt att besiktiga fartygets innehåll för konstaterande av att fartygets last överensstämmer med den i skeppshandlingarna antecknade.

Anmärkning : Trävaror, ved, pappersmassa, cellulosa och papper i rullar må transporteras utan att förses med sigill eller plomb, dock med villkor, att i varje skilt fall behörigt tillstånd utverkas av de ryska tullmyndigheterna.

6. Finska fartyg, som trafikera Nevan, skola i mån av möjlighet samlas i grupper i Kronstadt eller Schlüsselburg och i flottiljer passera Nevan under den tid av dygnet, som bestämmes av vederbörande ryska myndigheter.

7. I denna artikel omförmälda tull- och övriga formaliter må icke fördröja eller avbryta fartygs färd på Nevan.

8. Fartygets besättning skall i stadgad ordning antecknas i sjömanrulla, som befriar den från företeende av viserat utrikespass.

Vad som skall iakttagas vid landstigning av personer vilka tillhöra fartygens besättning, föreskrives de uti Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepublikens gällande stadganden.

Anmärkning : Denna bestämmelser gäller icke de fall, då landstigning i fartygets omedelbara närhet äger rum till följd av olycka eller storm.

Artikel 8.

Grundstöter finskt fartyg eller gör haveri på Nevan, åtnjuta fartyg och last samma förmåner och befrielser, som under enahanda förhållanden beviljats ryska fartyg.

Artikel 9.

Sjunker finskt fartyg på ryska vatten eller skadas ryska hamn- eller andra anläggningar genom dess förvållande, skola kostnaderna för farledens upprensning och anläggningarnas iståndsättande ersättas enligt samma bestämmelser, som i motsvarande fall äro gällande med avseende å privata ryska fartyg, och äga vederbörande ryska myndigheter därvid rätt att kvarhålla fartyg och last såsom säkerhet för ersättningens erläggande, för såvitt den ersättningsskyldiga icke därför ställer annan säkerhet, som av sagda myndigheter godkännes. Därest fartyg och last icke förslå till er-

sättande av nämnda skada, förbinder sig Finlands regering att ersätta ryska regeringen den bristande delen av kostnaderna.

Värderingen av skadans storlek verkställes av den kommitté som sammanträder i Petersburg och som består av tre medlemmar. I Kommittén utser vardera regeringen eller den myndighet, åt vilken regeringen anförtrott detta uppdrag, för varje år en medlem samt Rysslands regering dessutom ordförande. Kommitténs beslut fattas med röstpluralitet och äro definitiva.

Artikel 10.

Rysslands regering delgiver i möjligaste god tid Finlands regering alla de förordningar och bestämmelser, vilka gälla sjöfarten på Nevan, tullformaliteter samt andra omständigheter.

Artikel 11.

Bestämmelserna i denna konvention, vilka äro en följd av Finlands geografiska särställning och av dess omedelbara närhet till Ryssland, kunna icke med stöd av principe om mest gynnad nation utsträckas till tredje stats fartyg, med undantag av de rådsrepublikers, vilka stå i förbund med Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepubliken.

Artikel 12.

Meningsskiljaktigheter, vilka uppkomma vid tolkningen eller tillämpningen av denna konvention, avgöras i diplomatisk väg.

Artikel 13.

Denna konvention skall ratificeras och bör utväxlingen av ratifikationsurkunderna äga rum i Moskva snarast möjligt.

Artikel 14.

Denna konvention träder i kraft omedelbart efter det ratifikationsurkunderna blivit i behörig ordning utväxlade och är gällande under nio månader, räknat från den dag, då den ena fördragsslutande parten för den andra tillkännagiver sig uppsäga konventionen.

Artikel 15.

Denna konvention är upprättad i två finsk-, svensk och ryskspråkiga exemplar, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftande härav hava de fördragsslutande parternas befullmäktigade ombud undertecknat denna konvention och bekräftat densamma med sina sigill. Moskva, den 5 juni 1923.

(L. S.) A. AHONEN
(L. S.) A. HACKZELL

Vid undertecknandet av konventionen angående finska fartygs transitotrafik genom Nevan gjorda anteckningar till protokollet.

Vid finska och ryska regeringarnas befullmäktigade ombuds allmänna sammanträde den 5 juni 1923 gjordes till protokollet följande anteckningar :

1. Vardera regeringens befullmäktigade hava överenskommit därom, att enligt artikel 4 finska fartyg äro berättigade att anlöpa Petersburgs hamn för lossning och lastning av transitogods, som transporteras genom Nevan.

Finska fartyg tillåtas förty att färdas från Ladoga till Petersburgs hamn och tvärtom, ävensom från Finska viken till Petersburgs hamn och tvärtom.

2. Beträffande 2 punkten artikel 5 av konventionen förklara de ryska befullmäktigade, att Petersburgs rayonområde och Norra rayonen omfatta följande län och territoriala enheter : Petersburgs, Novgorods, Pskovs och Tscherepovets län, Karelska Arbetskommunen, Komi (Murman) området och Arkangels län.

3. Till förklaring av artikel 7 av konventionen överenskommo de fördragsslutande parternas befullmäktigade därom :

1. att till besättningen å de i punkt 8 omförmälda finska fartyg må icke höra sådana personer av rysk börd, vilka enligt Folkkommissariatrådets dekret av den 20 december 1921 gått förlustiga ryskt medborgarskap, ej heller personer, vilka tagit del i aktiva operationer mot Ryska Socialistiska Federativa Rådsrepubliken och vilka icke befriats från ansvar med stöd av skilda överenskommelser eller regeringens beslut.

2. att ingen ombord på finskt fartyg varande person må innehava skjutvapen, ammunition, fotografi- eller kinematografapparat. Då fartyget färdas på Nevan, kunna dessa förvaras endast å en av de ryska gränsmyndigheterna förseglad plats

Anmärkning : Bestämmelsen om vapen gäller icke personer, vilka kunna förete av ryska myndigheter i allmän ordning utfärdat tillståndsbevis, som berättigar till innehavande och bärande av vapen.

3. att finska fartyg, vilka hava mottagnings eller avsändnings-stationer för radiotelegraf eller radiotelefon, förbinda sig att icke använda dem på de ryska vattnen mellan meridianen för Tolbukins fyr i Finska viken och parallellen för Osinovets fyr i Ladoga. På grund härav äro den ryska gränsbevakningens funktionärer berättigade att försegla motsvarande rum å fartyget eller isolera antennledningen och avlägsna dess ändar tillräckligt långt från ledningsstället och förse dem med plomber eller försegla dem fast vid någon av far- tygets metalldelar.

[1] TRADUCTION.

No. 465. — CONVENTION ENTRE LA FINLANDE ET LA RUSSIE, AU SUJET DE LA NAVIGATION DES NAVIRES MARCHANDS FINLANDAIS SUR LA NÉVA ENTRE LE LAC LADOGA ET LE GOLFE DE FINLANDE, SIGNÉE A MOSCOU LE 5 JUIN 1923.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, animés du désir de fixer les conditions dans lesquelles il peut être donné effet aux dispositions de l'article 17 du Traité de paix conclu entre les deux Puissances à Dorpat, le 14 octobre 1920, dispositions relatives à l'octroi aux navires marchands finlandais du droit de libre navigation sur la Néva entre le lac Ladoga et le golfe de Finlande, ont décidé, en vue de compléter et de développer les stipulations de l'article ci-dessus mentionné, de conclure la présente Convention et ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires :

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

A. AHONEN,
A. W. HACKZELL.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE :

S. M. FRANKFURT,
A. V. RUBININ,

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 465. — CONVENTION BETWEEN FINLAND AND RUSSIA WITH REGARD TO NAVIGATION BY FINNISH MERCHANT AND CARGO VESSELS ON THE NEVA BETWEEN LAKE LADOGA AND THE GULF OF FINLAND, SIGNED AT MOSCOW, JUNE 5, 1923.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, being desirous of determining the conditions under which effect may be given to the provisions of Article 17 of the Treaty of Peace between the two Powers which was signed at Dorpat on October 14, 1920, with regard to granting Finnish merchant and cargo vessels the right of unhindered navigation on the Neva between Ladoga and the Gulf of Finland, have decided in order to complete and expand the provisions of the above-mentioned Article, to conclude the present Agreement and for this purpose appointed :

FOR THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

A. AHONEN,
A. V. HACKZELL.

FOR THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC :

S. M. FRANKFURT,
A. V. RUBININ,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 1.

Les navires marchands et les cargos finlandais, chargés ou non, auront le droit de naviguer librement sur la Néva, du lac Ladoga au golfe de Finlande et vice versa, dans les mêmes conditions que les navires russes, sous réserve de l'observation des dispositions formulées dans la présente Convention.

Article 2.

Les navires finlandais, visés à l'article précédent, ne devront transporter ni matériel de guerre, ni objets de caractère militaire, ni marchandises dont l'importation sur le territoire de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie est absolument interdite en raison du danger qu'elles présentent pour l'hygiène ou la sécurité publique.

Article 3.

Les navires finlandais naviguant sur la Néva seront tenus d'observer les règlements et ordonnances applicables aux navires russes, en matière de navigation, de maintien de la sécurité publique et de surveillance douanière.

Article 4.

Les navires finlandais doivent faire escale dans le port de Pétrograd avant de procéder au débarquement, au chargement ou au transbordement des marchandises ; toutefois, en cas de tempête ou d'accident, les dits navires peuvent également faire escale dans d'autres ports protégés et y exécuter les réparations nécessaires.

Article 5.

Le Gouvernement russe ne prendra pas de mesures destinées à empêcher ou à entraver la navigation en transit et la libre pratique des navires en transit sur la Néva.

Toutefois la Russie se réserve un droit de dérogation :

1. Dans le cas où la Russie ou la Finlande seraient en guerre avec une tierce Puissance ;

Article 1.

Finnish trading and cargo vessels, both with and without cargoes shall be entitled freely to navigate the Neva from Lake Ladoga to the Gulf of Finland and in the opposite direction, on the same conditions as Russian vessels, subject to the provisions laid down in the present Convention.

Article 2.

The Finnish vessels specified in the foregoing Article shall not transport war material or articles of military value, or goods the import of which into the Russian Socialist Federal Soviet Republic is absolutely prohibited by reason of their constituting a danger to public safety or health.

Article 3.

Finnish vessels navigating on the Neva shall be obliged to observe the regulations and ordinances laid down for Russian vessels with regard to navigation, the preservation of public safety, and Customs supervision.

Article 4.

Finnish vessels must call at Petrograd Harbour before discharging, loading or transhipping, but in the event of storm or accident, these vessels may also call at other protected harbours and there execute necessary repairs.

Article 5.

The Russian Government shall not take measures calculated to hinder or render difficult through navigation and communication vessels on the Neva.

Russia however reserves the right to make exceptions :

(1) In case Russia or Finland should be at war with any third Power ;

2. Dans le cas où la région de Pétrograd ou la région au nord de cette ville seraient menacées d'un danger militaire ;

3. En matière de contrebande de guerre ;

4. En vue d'assurer la protection des personnes et des animaux contre les maladies contagieuses ;

5. En vue de procéder à la réglementation du mouvement, selon les exigences de ce mouvement sur la Néva.

(2) In case the Petrograd or North districts should be threatened by any military danger ;

(3) With regard to contraband of war ;

(4) For the protection of persons and animals against infectious disease, and

(5) For the regulation of traffic in accordance with traffic requirements on the Neva.

Article 6.

Les navires finlandais visés par la présente Convention ne seront soumis, à l'intérieur du territoire de la République fédérative socialiste des Soviets de Russie, à aucun impôt sur le revenu ou sur le capital, ou à aucune autre taxe ou redevance, quelle qu'elle soit, plus élevee que celles qui sont perçues sur la catégorie correspondante de navires russes appartenant à des particuliers.

Les marchandises en transit seront exemptes de droits de douane et autres droits et ne donneront lieu à la perception d'aucune taxe spéciale de transit, sous quelque forme que ce soit.

Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux marchandises en transit, débarquées en Russie et acheminées ultérieurement à destination de la Finlande ou d'un autre pays, par le même ou par un autre navire. Toutefois, les frais de magasinage prévus pourront être perçus sur les marchandises entreposées en transit ou en entrepôt de douane, ou d'une manière analogue.

En cas de naufrage, il ne sera perçu ni droits de douane, ni autres taxes sur les marchandises sauvées, provenant d'un navire finlandais, à condition que les dites marchandises ne soient pas livrées à la consommation en Russie.

Article 6.

Finnish vessels specified in this Convention shall not, within the boundaries of the Russian Socialist Federal Soviet Republic, be liable for any income or capital tax, nor for any other higher dues or charges, of whatever kind or description, than are levied on Russian private vessels of a corresponding nature.

Goods in transit shall not be subject to Customs or other dues. nor shall special transit dues in any form be levied.

The provisions of this Article shall also be observed in the event of goods in transit being discharged in Russia and being at a later date forwarded to Finland or some other country by the same or another vessel. However, the prescribed charges for storage may be levied in respect of goods stored in transit or bonded warehouse or stored in a similar manner.

In the case of shipwreck, no Customs or other dues shall be levied on goods salved from a Finnish vessel, provided that the goods do not remain in Russia for use in that country.

Article 7.

Les navires marchands finlandais passant par la Néva devront se conformer aux prescriptions suivantes :

1. Les navires se rendant du golfe de Finlande au lac Ladoga devront toucher à Cronstadt et, dans le sens contraire, à Schlüsselbourg.

2. Les navires seront munis de papiers de bord délivrés par les autorités finlan-

Article 7.

Finnish merchant and cargo vessels shall observe the following regulations during their passage :

(1) When proceeding from the Gulf of Finland to Ladoga, vessels shall touch at Kronstadt, and when proceeding in the opposite direction at Schlüsselburg.

(2) Vessels shall be provided with papers issued by the Finnish authorities

daises et les autorisant à naviguer sur la Néva : ces papiers de bord devront établir que le navire est de nationalité finlandaise et fournir :

a) Le nom du navire et son port d'attache;

b) Le nom de la personne responsable du navire ;

c) Des renseignements détaillés sur la cargaison (nature et quantité des marchandises transportées) ;

d) Un rôle d'équipage sera également joint à ces papiers. Le navire devra en outre posséder un certificat de navigabilité, délivré pour chaque période de navigation par les autorités finlandaises compétentes.

3. Tout navire ou — avec l'approbation de l'autorité compétente de la République fédérative socialiste des Soviets de Russie — tout groupe de navire devra être accompagné d'un représentant du service de contrôle des douanes et de la frontière pendant la navigation dans les eaux russes.

Notes. L'Etat russe recevra du chargeur une indemnité pour les dépenses résultant des formalités de douane ci-dessus mentionnées ; cette indemnité sera calculée d'après les dispositions du droit public de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, visant la surveillance douanière des marchandises en transit.

4. Les fonctionnaires mentionnés au chif fre 3 du présent article, auront le droit de visiter le navire et sa cargaison à l'arrivée dans les eaux russes, en vue de s'assurer que ce navire ne transporte aucune des marchandises ou articles visés à l'article 2.

5. A l'arrivée à Cronstadt d'un navire se rendant du golfe de Finlande au lac Lagoda, ou à l'arrivée à Schlüsselbourg d'un navire se rendant du lac Ladoga au golfe de Finlande, les autorités russes indiquées au chiffre 3 du présent article scelleront ses écoutilles au moyen de plombs ou d'autres scellés. A l'arrivée du navire à Schlüsselbourg ou à Cronstadt, les autorités ci-dessus mentionnées examineront les scellés et les lèveront. Si un navire finlandais fait escale dans

authorising them to navigate on the Neva: such papers shall establish that the vessel is of Finnish nationality and state:

(a) The name and port of registry of the vessel,

(b) The name of the person responsible for the vessel,

(c) Detailed particulars of the nature and quantity of the cargo, and

(d) A list of the crew. Further, a certificate of seaworthiness, issued by the competent Finnish authority for each period of navigation, must be produced.

(3) Every vessel (or with the approval of the competent authority of the Russian Socialist Federal Soviet Republic every group of vessels) must carry a representative of the Customs and Frontier Control while it is proceeding through Russian waters.

Note. The Russian State shall receive compensation from the shipper for expenses incurred through the above-mentmentioned Customs formalities, according to the regulations in force in the public laws of the Russian Socialist Federal Soviet Republic with regard to Customs supervision of goods in transit.

(4) The persons mentioned in sub-section (3) of this Article shall be entitled to inspect the vessels and cargo on their arrival in Russian waters to satisfy themselves that goods and articles specified in Article 2 are not being carried on the vessel.

(5) On the arrival of a vessel at Kronstadt on the way from the Gulf of Finland to Lake Ladoga, or at Schlüsselburg on the way from Lake Ladoga to the Gulf of Finland, the Russian authorities mentioned in sub-section 3 of this Article shall seal its hatches with leaden seals or otherwise. On the arrival of the vessel at Schlüsselburg or Kronstadt the abovementioned authorities shall inspect the seals and remove them. Should a Finnish vessel call at another port before

un autre port, le représentant de la douane lèvera les scellés avant tout déchargement ou transbordement ; il sera établi un procès-verbal de cette opération et copie en sera remise au capitaine du navire. Si le navire procède ensuite à son chargement, les autorités russes indiquées au chiffre 3 du présent article scelleront les écoutilles au moyen de plombs ou d'autres scellés, une fois le chargement terminé ; les scellés en question seront levés ultérieurement par le représentant de la douane à Schlüsselbourg ou à Cronstadt.

Dans le cas où l'on constaterait la détérioration ou la disparition des dits scellés, les autorités russes compétentes auront le droit de visiter le chargement du navire pour s'assurer qu'il concorde avec le manifeste.

Note. Les bois de charpente, la pulpe de bois destinée à la fabrication du papier la cellulose et le papier en rouleaux peuvent être transportés sans avoir été munis d'un plomb ou d'un autre scellé, à condition, toutefois, que l'autorisation en soit donnée dans chaque cas particulier par les autorités des douanes russes.

6. Les navires finlandais naviguant sur la Néva devront autant que possible être réunis en groupes, à Cronstadt ou à Schlüsselbourg, et accomplir leur parcours en convois aux heures fixées par l'autorité russe compétente.

7. Les formalités de douane et autres formalités spécifiées au présent article ne devront ni retarder ni interrompre le passage des navires par la Néva.

8. L'équipage des navires sera dûment inscrit sur le rôle du navire ; cette formalité dispensera les membres de l'équipage d'être munis de passeports dûment visés. Les membres de l'équipage d'un navire devront, lorsqu'ils descendront à terre, se conformer aux règlements établis par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.

Note. Cette disposition ne s'applique pas aux cas où le débarquement a lieu dans le voisinage immédiat du navire à la suite d'un naufrage ou d'une tempête.

discharging or transhipping, the Customs representative shall remove the seal ; a special record of this operation shall be made, and a copy of it shall be given to the captain of the vessel. If the vessel subsequently proceeds to load, the Russian authorities specified in sub-section (3) of this Article shall seal the hatches with a leaden seal or otherwise when loading is concluded this seal shall be removed later by the Customs representative at Schlüsselburg or Kronstadt. Should it be found that the seal is damaged or has disappeared, the competent Russian authorities shall have the right to inspect the vessel's cargo to establish that it corresponds with the manifest.

Note. Timber, wood, paper-pulp, cellulose and paper in rolls may be shipped without being sealed with a leaden seal or otherwise, but on condition that permission shall be granted in each separate case by the Russian Customs authorities.

(6) Finnish vessels navigating on the Neva shall as far as possible be collected in groups at Kronstadt or Schlüsselburg and proceed along the Neva in flotillas at the time of day fixed by the competent Russian authority.

(7) The Customs and other formalities specified in this Article shall not delay or interrupt the passage of vessels on the Neva.

(8) The ship's crew shall be entered in due order on the ship's roll ; this shall excuse them from being in possession of duly vised passports.

The rules to be observed in going ashore by persons belonging to a vessel's crew shall be governed by the regulations laid down by the Russian Socialist Federal Soviet Republic.

Note. — This regulation does not hold in the case where landing takes place in the immediate neighbourhood of the vessel in consequence of shipwreck or storm.

Article 8.

Si un navire finlandais vient à s'échouer ou à faire naufrage dans la Néva, ce navire et sa cargaison jouiront des mêmes privilèges et immunités que les navires russes dans des circonstances analogues.

Article 9.

Si un navire finlandais sombre dans les eaux russes ou cause des dégâts à un port russe ou à d'autres travaux d'art, les dépenses nécessaires pour dégager le chenal ou réparer les dégâts causés seront remboursées conformément aux prescriptions applicables dans des circonstances analogues aux navires russes appartenant à des particuliers ; les autorités russes compétentes auront le droit de retenir le navire et sa cargaison comme garantie de l'indemnité au cas où les personnes responsables n'offriraient pas d'autres garanties qui puissent être acceptées par l'autorité en question. Si la valeur du navire et de sa cargaison n'est pas suffisante pour dédommager les dégâts causés, le Gouvernement finlandais s'engage à rembourser au Gouvernement russe le solde des dépenses encourues.

L'évaluation des dégâts sera effectuée par une commission de trois membres, qui se réunira à Pétrograd. Chaque gouvernement, ou l'autorité à laquelle il déléguera ses pouvoirs, désignera un membre pour une durée d'une année ; le Gouvernement russe nommera le président. La décision de la Commission sera prise à la majorité des voix et sera sans appel.

Article 10.

Le Gouvernement russe devra communiquer aussitôt que possible au Gouvernement finlandais toutes les prescriptions et règlements relatifs à la navigation sur la Néva, aux formalités de douane et à toutes autres questions.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention, qui ont été établies en vue de tenir compte de la position géographique spéciale de la Finlande et de son voisinage immédiat avec la Russie,

Article 8.

Should a Finnish vessel run aground or be wrecked on the Neva, the vessel and cargo shall enjoy the same privileges and immunities which are granted to Russian vessels in similar circumstances.

Article 9.

Should a Finnish vessel sink in Russian waters, or should Russian harbour or other works be damaged through its action, the cost of clearing the fairway or repairs to works shall be made good in accordance with the regulations in force for Russian private vessels in similar circumstances, and the competent Russian authority shall have the right to detain vessel and cargo as security for the payment of compensation, in so far as the persons liable do not offer in place thereof other security which is accepted by the authority in question. Should the vessel and cargo not suffice to cover the damage in question, the Finnish Government pledges itself to make good to the Russian Government the balance of the costs.

The valuation of the damage shall be determined by a committee which shall meet at Petrograd and shall consist of three members. Each Government, or the authority to which it delegates this duty, shall appoint one member, to sit for one year, while the Russian Government shall appoint the chairman. The decision of the Committee shall be a majority of votes and shall be final.

Article 10.

The Russian Government shall communicate at the earliest opportunity to the Finnish Government all rules and regulations affecting navigation on the Neva, Customs formalities and other particulars.

Article 11.

The decisions of this Convention, which are a consequence of the special geographical position of Finland and of its immediate neighbourhood to Russia, cannot by virtue of the most-

ne peuvent être étendues, en vertu du principe de la nation la plus favorisée, aux navires d'un Etat tiers, à l'exception des républiques soviétiques qui sont fédérées à la République socialiste fédérative des Soviets de Russie.

Article 12.

Les divergences que pourrait soulever l'interprétation ou l'application de la présente Convention seront tranchées par la voie diplomatique.

Article 13.

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Moscou aussitôt que possible.

Article 14.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées en bonne et due forme ; elle restera exécutoire pendant un délai de neuf mois, à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre la dénonciation de la Convention.

Article 15.

La présente Convention est établie en double expédition en finnois, en suédois et en russe ; chacun de ces textes fera également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

MOSCOU, *le* 5 *juin* 1923.

favoured-nation principle be extended to the vessels of a third State, with the exception of the Soviet Republics, which are united to the Federal Socialist Republic of the Russian Soviets.

Article 12.

Differences of opinion which may arise as to the interpretation or application of this Convention, shall be decided by the method of diplomacy.

Article 13.

The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Moscow as soon as possible.

Article 14.

This Convention shall come into force immediately after ratifications have been exchanged in due form, and shall be valid for nine months, reckoned from the day that one of the contracting parties shall give the other notice of the denunciation of the Convention.

Article 15.

The present Convention is done in two copies in Finnish, Swedish and Russian, and each text shall possess the same validity.

In faith whereof the plenipotentiaries appointed for that purpose have signed this Convention and have thereto affixed their seals.

MOSCOW, *June* 5, 1923.

(L. S.) A. AHONEN.
(L. S.) A. HACKZELL.
(L. S.) S. M. FRANKFURT.
(L. S.) A. V. RUBININ.

Lors de la signature de la Convention relative à la navigation des navires finlandais en transit sur la Néva, les notes suivantes ont été insérées dans le protocole.

Lors de la réunion générale des plénipotentiaires finlandais et russes, le 5 juin 1923, les notes suivantes ont été insérées dans le protocole :

I. Les plénipotentiaires des deux Gouvernements sont convenus que, conformément à l'article 4, les bâtiments finlandais auront le droit de faire escale dans le port de Pétrograd, pour débarquer et charger des marchandises en transit, expédiées par la Néva.

Les navires finlandais seront en conséquence autorisés à se rendre du lac Ladoga au port de Pétrograd et vice-versa, aussi bien que du golfe de Finlande au port de Pétrograd et vice-versa.

II. En ce qui concerne le chiffre 2 de l'article 5 de la Convention, les plénipotentiaires russes exposent que la région de Pétrograd et la région au nord de cette ville comprennent les provinces et unités territoriales suivantes : les provinces de Pétrograd, de Novgorod, Pskov et Tchérépovets, la commune ouvrière de Carélie, la zone de Komi (côte Mourmane) et la province d'Arkhangel.

III. En vue de préciser le sens de l'article 7 de la Convention, les plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

1. Les équipages des navires finlandais visés au chiffre 8 ne devront jamais comprendre aucune personne d'origine russe qui aurait perdu la nationalité russe par application du décret rendu le 20 décembre 1921 par le Conseil des Commissaires du peuple, ni aucune personne qui aurait pris part à des opérations militaires dirigées contre la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et qui n'aurait pas été amnistiée en vertu d'accords spéciaux ou par décret du Gouvernement.

2. Aucune des personnes se trouvant à bord d'un navire finlandais ne devra être en possession d'armes à feu, de munitions, d'appareils photographiques ou cinématographiques. Durant le parcours du navire sur la Néva, ces objets devront être placés dans un endroit mis sous scellés par les autorités russes à la frontière.

At the signature of the Convention regarding the navigation of Finnish vessels in transit through the Neva, the following Notes were made in the Protocol.

At the general meeting of the Finnish and Russian plenipotentiaries on 5th June, 1923, the following notes were made in the Protocol :

I. The plenipotentiaries of both Governments have agreed that, in accordance with Article 4, Finnish vessels shall be entitled to call at Petrograd Harbour for the discharge and loading of goods in transit, which are shipped through the Neva. Finnish vessels shall accordingly be allowed to proceed from Ladoga to Petrograd Harbour and vice-versa, as well as from the Gulf of Finland to Petrograd Harbour and vice-versa.

II. With regard to Article 5, sub-section 2 of the Convention, the Russian plenipotentiaries explain that the district of Petrograd and North district include the following provinces and territorial units : The provinces of Petrograd, Novgorod, Pskov, and Tscherepovets, the Carelian Workers' Commune, the district of Komi (Murman) and the province of Archangel.

III. In explanation of Article 7 of the Convention, the plenipotentiaries of the contracting parties have agreed as follows :-

(1) That the crews of Finnish vessels specified in sub-section 8 must not include such persons of Russian birth who have forfeited Russian nationality in accordance with the Decree of the Council of the People's Commissaries of December 20, 1921, nor persons who have taken part in active operations against the Russian Socialist Federal Soviet Republic and who have not been acquitted of responsibility by virtue of special agreements or by Decree of the Government.

(2) That no person on a Finnish vessel shall be in possession of fire-arms, ammunition, or photographic or cinematographic apparatus. While the vessel is on its passage through the Neva, such articles may only be kept in a place sealed by the Russian frontier authorities.

Note. Le règlement relatif aux armes à feu ne s'appliquera pas aux personnes munies d'un permis dûment délivré par les autorités russes et les autorisant à détenir ou à porter des armes.

3. Les navires finlandais munis d'appareils récepteurs de télégraphie ou de téléphonie sans fil s'engagent à ne pas faire usage de ces appareils dans les eaux russes entre le méridien passant au phare de Tolboukine, dans le golfe de Finlande, et le parallèle passant au phare d'Osinovets, sur le lac Ladoga. En conséquence, les fonctionnaires russes chargés de la surveillance de la frontière auront le droit de mettre sous scellés la cabine de T. S. F. du bateau, ou d'isoler les antennes, et d'éloigner d'une manière suffisante les fils des bornes, de les plomber ou de les sceller à une partie métallique du bateau.

Note. The regulation regarding fire arm shall not apply to persons who cay produce a licence issued in due form bn the Russian authorities, entitling them to be in possession of and to bear arms.

(3) That Finnish vessels, equipped with receiving apparatus for wireless telegraphy or telephony undertake not to make use of such in Russian waters between the meridian of Tolbukin Light in the Gulf of Finland and the parallel of Osinovets Light on Lake Ladoga. In consequence hereof, the officials of Russian frontier control shall be entitled to seal up the cabin in question on board the vessel, or to disconnect the aerials and remove the lead in wires sufficiently far from the terminals, and to seal them up or attach them by seals to some metal part of the ship.

N° 466.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Accord provisoire relatif à la navigation aérienne, signé à Copenhague le 25 avril 1922.

GERMANY AND DENMARK

Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at Copenhagen, April 25, 1922.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 466. — MIDLERTIDIG OVERENSKOMST MELLAM [1] DANMARK OG TYSKLAND ANGAAENDE LUFTFART, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 25. APRIL 1922.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet accord provisoire a eu lieu le 24 août 1923.

Da den DANSKE og den TYSKE REGERING har til Hensigt at afslutte en midlertidig Overenskomst mellem Danmark og Tyskland angaaende Luftfart,

er de undertegnede med behørig Bemyndigelse dertil af deres Regeringer blevet enige om følgende :

Artikel 1.

Enhver af de to kontraherende Stater tilstaar i Fredstid private Luftfartøjer, der paa behørig Maade er registreret i den anden kontraherende Stat, fri Adgang til uskadelig Luftfart over dens Land- og Søomraade under Iagttagelse af de i denne Overenskomst indeholdte Forskrifter.

Artikel 2.

Enhver af de to kontraherende Stater kan af militære Grunde eller af Hensyn til den offentlige Sikkerhed forbyde Flyvning over visse Dele af dens Omraade.

De Omraader, over hvilke Flyvning saaledes er forbudt, skal meddeles den anden kontraherende Stat.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 4 juin 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 466. — VORLÄUFIGES ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DÄNEMARK UND DEUTSCHLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR, GEZEICHNET IN KOPENHAGEN DEN 25. APRIL 1922.

Da die DEUTSCHE und die DÄNISCHE REGIERUNG ein vorläufiges Abkommen über den Luftverkehr zu schliessen beabsichtigen,

haben die Unterzeichneten, mit gehöriger Ermächtigung ihrer Regierungen, Folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Jeder der beiden Vertragsstaaten gewährt in Friedenszeiten Privatluftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem in gehöriger Weise zugelassen sind, bei Beobachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Vorschriften freie Zulassung zum unschädlichen Luftverkehr über sein Land- und Seegebiet.

Artikel 2.

Jeder der beiden Vertragsstaaten kann aus militärischen Gründen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit den Luftverkehr über gewisse Teile seines Gebietes verbieten.

Die Gebietsteile, über die der Luftverkehr demgemäss verboten ist, sind dem anderen Vertragsstaat mitzuteilen.

[1] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, June 4, 1923.

[1] TRADUCTION.

No. 466. — ACCORD PROVISOIRE RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK, SIGNÉ A COPENHAGUE LE 25 AVRIL 1922.

German and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this provisional agreement took place August 24, 1923.

Le GOUVERNEMENT DANOIS et le GOUVERNEMENT ALLEMAND, désireux de conclure un accord provisoire sur les communications aériennes,

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Chacun des deux Etats contractants assurera, en temps de paix, aux aéronefs privés de l'autre Etat contractant, régulièrement admis dans cet Etat, la liberté de circulation aérienne inoffensive au-dessus de son territoire et ses eaux territoriales, à condition qu'ils observent les dispositions contenues dans le présent accord.

Article 2.

Chacun des deux Etats contractants pourra, pour des raisons militaires ou de sécurité publique, interdire la circulation aérienne au-dessus de certaines parties de son territoire.

Les zones, au-dessus desquelles les communications aériennes seront interdites, devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 466. — PROVISIONAL AGREEMENT RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN GERMANY AND DENMARK, SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 25, 1922.

The GERMAN and the DANISH GOVERNMENTS, being desirous of entering into a provisional Agreement relating to air traffic, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

Article 1.

Each of the two Contracting States undertakes in time of peace to accord to private aircraft of the other Contracting State, duly registered in that State, freedom of innocent passage above its territory and territorial waters, provided that the regulations set forth in this Agreement are observed.

Aritcle 2.

Each of the two Contracting States is entitled for military reasons or in the interest of public safety to prohibit flight over certain areas of their territory.

The areas over which aviation is accordingly prohibited shall be notified to the other Contracting State.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Artikel 3.

Ethvert Luftfartøj, som er kommet ind over et Omraade, over hvilket Flyvning er forbudt, skal afgive det Nødsignal, som er foreskrevet i Bestemmelserne om Luftfart i den Stat, over hvilken Flyvningen finder Sted, og ufortøvet gaa ned paa en af Flyvepladserne i denne Stat og udenfor det forbudte Omraade.

Artikel 4.

Luftfartøjer og deres Besætninger skal være forsynet med alle Beviser og Journaler, som af Myndighederne i Hjemlandet er foreskrevet for Luftfarten, saavel som andre særlige Beviser, som eventuelt maatte være nødvendige ifølge Lovgivningen i den Stat, over hvilken Flyvningen finder Sted. Luftfartøjerne skal endvidere have tydelige og synlige Mærker, som tillader deres Identificering under Flyvningen.

Artikel 5.

Besætningen og Passagererne skal være forsynet med de Legitimationspapirer og Pas, som kræves ifølge de Bestemmelser, der gælder for anden international Trafik. Besætningens Medlemmer skal i alle Tilfælde være forsynet med Dokumenter, som godtgør deres Identitet, Statsborgerforhold og Stilling.

Artikel 6.

Et Luftfartøj, som befinder sig over den anden kontraherende Stats Omraade, maa kun være forsynet med Radioinstallation, for saa vidt dette er tilladt ifølge Bestemmelserne i begge de kontraherende Stater. Saadan Installation maa alene benyttes af de Medlemmer af Besætningen, som er forsynet med særlig Tilladelse dertil af den Stat, hvor Luftfartøjet er hjemmehørende.

Artikel 7.

Et Luftfartøj, som lander paa eller starter fra den anden kontraherende Stats Omraade, kan, med Forbehold af Bestemmelserne i Ar-

Artikel 3.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat das durch die Luftfahrordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebietes gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 4.

Luftfahrzeuge und ihre Besatzungen haben alle von ihren Heimatsbehörden für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweise und Bordbücher sowie andere besondere Ausweise, die etwa nach der Gesetzgebung des überflogenen Staates erforderlich sind, mit sich zu führen. Die Luftfahrzeuge müssen ferner deutliche und sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen.

Artikel 5.

Besatzung und Fluggäste müssen mit den Personalausweisen und Pässen versehen sein, die nach den im sonstigen zwischenstaatlichen Übergangsverkehr geltenden Bestimmungen verlangt werden. Die Mitglieder der Besatzung müssen in jedem Falle mit Ausweisen versehen sein, die ihre Identität, ihre Staatsangehörigkeit und ihren Beruf dartun.

Artikel 6.

Ein Luftfahrzeug darf im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittelung versehen sein, wie dies nach den Bestimmungen beider Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung benutzt werden, die eine besondere Erlaubnis des Staates, dem das Luftfahrzeug angehört, mit sich führen.

Artikel 7.

Ein Luftfahrzeug, das auf dem Gebiete des anderen Vertragsstaates landet oder aus diesem abfliegt, kann vorbehältlich der Bestimmungen

Article 3.

Tout aéronef se trouvant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse, prévu au règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 4.

Les aéronefs et leurs équipages devront être munis de tous les papiers et livres de bord requis en matière de navigation aérienne par les autorités de leur pays d'origine ; ils devront être également pourvus des pièces spéciales qui seraient exigées par la législation de l'Etat survolé. Les aéronefs devront, en outre, porter des signes distinctifs bien visibles, permettant de les identifier en cours de vol.

Article 5.

Les personnes composant l'équipage et les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur pour tout autre trafic international. Les personnes composant l'équipage devront, en outre, être porteurs des pièces établissant leur identité, leur nationalité et leur profession.

Article 6.

Un aéronef qui se trouve au-dessus du territoire de l'autre Etat contractant ne pourra porter d'appareil radioélectrique que si cela est autorisé d'après les lois et règlements en vigueur dans les deux pays contractants. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale, délivrée par l'Etat dont l'aéronef possède la nationalité.

Article 7.

Un aéronef atterrissant sur le territoire de l'autre Etat contractant ou, en repartant, pourra, sous réserve des dispositions de l'ar-

Article 3.

Any aircraft which finds its lf over a prohibited area shall at once give signal of distress provided in the Air Traffic Regulations of the State flown over, and shall forthwith land outside the prohibited area at one of the aerodromes of that State.

Article 4.

Aircraft and their crews shall be provided with all the passports and logbooks prescribed by their own air traffic authorities, as well as with other special passes which may be required in accordance with the legislation of the State flown over. Aircraft must further carry distinctive and visible marks allowing them to be identified in flight.

Article 5.

Members of the crew and passengers must be provided with the identity documents and passports required by the laws and regulations in force for all other international traffic. Members of the crew must, further, be provided with documents establishing their identity, nationality and profession.

Article 6.

Any aircraft over the territory of the other Contracting State may only carry wireless apparatus if this is permitted under the laws and regulations in force in both Contracting States. Such apparatus may not be used except by members of the crew, provided with a special licence for the purpose issued by the State whose nationality the aircraft possesses.

Article 7.

Any aircraft landing on or departing from the territory of the other Contracting State may, subject to the provisions of Article 9, carry

tikel 9, medføre Passagerer og Gods, men skal da være forsynet med en Fortegnelse over Passagerernes Navne, en Fortegnelse over Godsets Art og Mængde, saavel som med de fornødne Tolderklæringer.

Angaaende Befordring af Post kan der træffes særlige Aftaler umiddelbart mellem Postforvaltningerne i de to Stater.

Artikel 8.

Myndighederne i den ene kontraherende Stat er indenfor dens Højhedsomraade i alle Tilfælde berettiget til ved Afrejsen og Landingen at undersøge Luftfartøjer fra den anden Stat samt prøve Rigtigheden af de foreskrevne Beviser og Fortegnelser.

Artikel 9.

Enhver af de to kontraherende Stater er berettiget til at gøre erhvervsmæssig Befordring af Personer eller Gods til, fra eller indenfor dens Omraade afhængig af en særlig Tilladelse eller Koncession fra dens kompetente Myndigheder.

Denne Bestemmelse finder dog ingen Anvendelse med Hensyn til et Luftfartøjs lejlighedsvise Fart fra den Stat, hvor det er hjemmehørende, umiddelbart til den anden kontraherende Stat.

Den erhvervsmæssige Befordring af Personer eller Gods mellem to Punkter indenfor Statens eget Omraade kan forbeholdes de der hjemmehørende Luftfartøjer.

Indretningen af afmærkede Luftveje og Drift af planmæssig Luftforbindelse over en af de kontraherende Staters Omraade kan gøres afhængig af en særlig Tilladelse.

Artikel 10.

De to kontraherende Staters Grænser kan, undtil andet maatte blive bestemt, passeres paa ethvert Punkt. Over dansk Land- og Søomraade skal Luftfartøjet saavidt muligt lægge sin Rute saaledes, at det kan iagttages

des Artikel 9 Fluggäste und Sachen mit sich führen, muss dann aber mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Die Mitnahme von Post kann durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt werden.

Artikel 8.

Die Behörden des einen Vertragsstaates sind berechtigt, in seinem Hoheitsgebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates in allen Fällen bei Abflug und Landung zu untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und Verzeichnisse zu prüfen.

Artikel 9.

Jeder der beiden Vertragsstaaten ist berechtigt, die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen nach seinem Gebiet, aus demselben oder innerhalb desselben von einer besonderen Erlaubnis oder Konzession seiner zuständigen Behörden abhängig zu machen. Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung auf Gelegenheitsflüge eines Luftfahrzeugs aus seinem Heimatsstaat unmittelbar nach dem anderen Vertragsstaat.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten innerhalb des eigenen Staatsgebiets kann den Luftfahrzeugen, die diesem Staate angehören, vorbehalten werden.

Die Einrichtung gekennzeichneter Luftlinien sowie der Betrieb fahrplanmässiger Luftverbindungen über das Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates hinweg, können von einer besonderen Genehmigung abhängig gemacht werden.

Artikel 10.

Die Grenzen der beiden Vertragsstaaten können vorbehaltlich anderer Regelung an jedem Punkte überflogen werden. Über dänischem Land- und Seegebiet soll das Luftfahrzeug seinen Weg möglichst so nehmen, dass es von einem oder

ticle 9, emporter des passagers et des marchandises ; mais il devra, dans ce cas, être muni d'une liste nominative des passagers, d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, et des déclarations douanières requises.

Le transport de correspondances et autres envois postaux pourra faire l'objet d'accords spéciaux, conclus directement entre les administrations postales des deux Etats contractants.

passengers and goods, but must, in this case, be provided with a nominal list of the passengers and a manifest showing the nature and the quantity of the goods as well as the requisite Customs declarations.

The carriage of mails may be regulated by special agreements directly between the Postal Administrations of the two Contracting States.

Article 8.

Les autorités de chacun des deux Etats contractants, en territoire relevant de la souveraineté de leur Etat, pourront, dans tous les cas, au départ et à l'arrivée, soumettre les aéronefs de l'autre Etat à un examen et vérifier les papiers et autres pièces prescrites.

Article 8.

The authorities of one of the Contracting States shall have the right to examine the aircraft of the other State in all cases of arrival in and departure from its own territory, and to verify the prescribed passes and schedules.

Article 9.

Chacun des deux Etats contractants peut soumettre le transport commercial de personnes et de marchandises vers son territoire, sortant de son territoire ou dans l'intérieur de son territoire à une concession délivrée par ses autorités compétentes. Toutefois, cette disposition ne sera pas applicable à l'égard d'un aéronef effectuant occasionnellement un voyage de l'Etat, dont il est originaire, vers l'autre Etat contractant.

Le transport dans un but commercial des passagers et des marchandises entre deux points dans l'intérieur du territoire de l'Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

L'établissement de lignes aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des Etats contractants, peuvent être soumis à une autorisation spéciale.

Article 9.

Each of the two Contracting States may make the commercial transport of persons or goods into, out of, or within its own territory, subject to a concession granted by its competent authorities. This provision, however, shall not apply to an aircraft occasionally travelling on behalf of the State to whose nationality it possesses the other Contracting State.

The commercial transport of persons and goods between two points within the territory of the State may be reserved for aircraft belonging to that State.

The establishment of prescribed air routes, and the operation of a regular air service over the territory of one of the Contracting States, may be made subject to the special authorisation.

Article 10.

Les frontières des deux Etats contractants peuvent jusqu'à avis contraire être franchies en n'importe quel point.

Sur le territoire danois et les eaux territoriales danoises, l'aéronef devra, cependant, au-

Article 10.

The frontiers of both Contracting States may, until the contrary is provided, be crossed in flight at any point. Over Danish territory and territorial waters aircraft shall, however, shape their course as far as possible in such a

fra et eller flere af de i Tillægget til denne Overenskomst nævnte Punkter.

Artikel 11.

Luftfartøjer, som er hjemmehørende i den ene af de kontraherende Stater, maa indenfor den anden Stats Højhedsomraade kun lande paa en Flyveplads, som staar aaben til offentlig Benyttelse for Luftfarten ; de skal have Ret til at benytte alle saadanne Flyvepladser i den anden kontraherende Stat mod Betaling af de samme Afgifter og under de samme Betingelser som de der hjemmehørende Luftfartøjer ; ligeledes skal de saavel ved almindelige Landinger som ved Nødlandinger indenfor den anden kontraherende Stats Højhedsomraade have Krav paa den samme Bistand som der hjemmehørende Luftfartøjer. Enhver af de kontraherende Stater meddeler den anden Stat en Fortegnelse over de Flyvepladser, som for Tiden staar aabne til offentlig Benyttelse for Luftfarten. Det skal ufortøvet meddeles den anden kontraherende Stat, saafremt der sker nogen Ændring i denne Fortegnelse, eller saafremt en af disse Flyvepladsers Benyttelse, omend kun midlertidig, ikke kan finde Sted.

Artikel 12.

Ved Nødlandinger udenfor en af de i Artikel 11 nævnte Landingspladser skal der ufortøvet gives Meddelelse til den nærmeste Politi- eller Toldmyndighed, og indtil dennes Ankomst skal Besætningen og Passagererne blive ved Luftfartøjet og drage Omsorg for, at der ikke fjernes Dele af Luftfartøjet eller Tilbehør eller noget af dets Ladning.

Artikel 13.

De kontraherende Stater er enige om, at Luftfartøjer, hjemmehørende i den ene kontraherende Stat, deres Besætninger og Passagerer, naar de befinder sig indenfor den anden Stats Højhedsomraade, skal være underkastet de der gældende Forskrifter vedrørende Luftfart i Almindelighed, vedrørende Told og Afgifter, Ansvarsforsikring, Ind- og Udførselsforbud, Befordring af Personer og Gods saavel som vedrø-

mehreren der im Anhang dieses Abkommens genannten Punkte beobachtet werden kann.

Artikel 11.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates dürfen im Hoheitsgebiete des anderen Staates nur auf einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughafen landen ; sie haben das Recht, alle diese Flughäfen des anderen Vertragsstaates gegen die von dessen eigenen Luftfahrzeugen erhobenen Gebühren und unter denselben Bedingungen zu benutzen; ebenso haben sie bei ordentlichen wie bei Notlandungen im Hoheitsgebiete des anderen Vertragsstaates Anspruch auf gleiche Hilfeleistung wie dessen Luftfahrzeuge. Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der zurzeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen mit. Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jeder auch nur vorübergehende Wegfall der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Bei Notlandungen ausserhalb eines im Artikel 11 genannten Flughafens ist unverzüglich die nächste Polizei- oder Zollbehörde zu benachrichtigen, bis zu deren Eintreffen die Besatzung und die Fluggäste bei dem Luftfahrzeug zu bleiben und dafür Sorge zu tragen haben, dass die Entfernung von Bestand-oder Zubehörteilen des Luftfahrzeuges sowie seiner Ladung unterbleibt.

Artikel 13.

Die Vertragsstaaten sind darüber einig, dass Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates sowie deren Besatzungen und Fluggäste, während sie sich im Höheitsgebiet des anderen Staates befinden, den dort geltenden Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, über Zölle und Abgaben, über Haftpflichtversicherung, über Ein- und Ausfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Sachen sowie über

tant que possible, naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un ou plusieurs des points mentionnés dans l'annexe au présent accord.

Article 11.

Les aéronefs de l'un des Etats contractants ne pourront atterrir dans l'autre Etat que sur un aérodrome ouvert à l'usage du public de la navigation aérienne. Les aéronefs auront le droit d'utiliser ces aérodromes dans l'autre Etat contractant moyennant le paiement des mêmes droits et aux mêmes conditions que les aéronefs nationaux. Ils auront également droit, lors des atterrissages ordinaires et atterrissages forcés sur le territoire de l'autre Etat contractant, aux mêmes secours que les aéronefs de cet Etat.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre Etat une liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne. Il avisera immédiatement l'autre Etat contractant de toute modification à cette liste et des empêchements, même passagers, à l'utilisation de l'un de ces aérodromes.

Article 12.

En cas d'atterrissage forcé en dehors d'un des aérodromes mentionnés à l'article 12, les autorités policières et douanières du lieu d'atterrissage seront immédiatement avisées et, jusqu'à l'arrivée de ces autorités, les personnes de l'équipage et les passagers devront rester près de l'aéronef et auront soin qu'il ne soit enlevé aucune partie de l'aéronef, de ses accessoires ou de sa cargaison.

Article 13.

Les Etats contractants conviennent que les aéronefs appartenant à l'un des Etats contractants, leurs équipages et passagers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions en vigueur dans l'Etat en question relativement à la navigation aérienne en général, aux droits de douane et autres droits, l'assurance obligatoire contre les risques de responsabilité

way as to be under observation from one or more of the points referred to in the Annex to the present Agreement.

Article 11.

Aircraft of one of the two Contracting States may not land within the territory of the other State, except at an aerodrome that is open to public air traffic ; they shall have the right to make use of all these aerodromes in the other Contracting State subject to the payment of the same dues as those charged in the case of its own aircraft and under the same conditions ; similarly, in the case of regular as of forced landing in the territory of the other Contracting State, they shall be entitled to the same assistance as its own aircraft. Each Contracting State shall communicate to the other a schedule of the aerodromes which are at the time open to public air traffic. Every change in this schedule and every cancellation, even if only temporary, of the availability of any one aerodrome shall be notified without delay to the other Contracting State.

Article 14.

In the case of forced landings outside an aerodrome enumerated in Article 11, the police or Customs authority at the place at which landing is made shall be notified forthwith, and until their arrival the crew and passengers shall remain beside the aircraft and shall take measures to prevent the removal of any part of the aircraft or its accessories or cargo.

Article 13.

The Contracting States agree that aircraft belonging to one of the Contracting States, and their crews and passengers shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising out of the regulations in force in that State regarding air traffic in general, Customs and other duties and charges, compulsory insurance liability, import and export prohibitions, the transport of passengers

rende den offentlige Sikkerhed og Orden, medmindre noget andet er bestemt i denne Overenskomst, og at de ogsaa i øvrigt skal være underkastet de Forpligtelser, som følger af de der gældende almindelige Love og Forskrifter.

Artikel 14.

De Luftfarten vedrørende Beviser, som i den ene af de kontraherende Stater er udstedt for de der hjemmehørende Luftfartøjer og deres Besætninger, skal i den anden kontraherende Stat have samme Gyldighed som de tilsvarende Beviser, der er udstedt af denne.

For saa vidt angaar Flyvninger indenfor dens egne Grænser og over dens eget Omraade, kan enhver af de kontraherende Stater nægte at anerkende Flyvecertifikater, som er udstedt til en af dens egne Undersaatter af den anden kontraherende Stat.

Artikel 15.

Luftfartøjer, deres Besætninger og Passagerer maa hverken befordre eller paa anden Maade medføre Vaaben, Ammunition, giftige Gasarter eller Sprængstoffer. Brevduer og Fotografiapparater maa kun medføres med Tilladelse fra vedkommende Myndighed i den Stat, i hvis Luftomraade Luftfartøjet befinder sig.

Artikel 16.

Det skal være forbudt at udkaste fra et Luftfartøj under Flyvning anden Ballast end rent Sand eller Vand.

Artikel 17.

Al Losning eller anden Bortfjernelse undervejs af nogen anden Ting eller Stof end Ballast skal være forbudt, medmindre der er givet særlig Tilladelse dertil af den Stat, hvor Losningen eller Bortfjernelsen finder Sted.

die öffentliche Sicherheit und Ordnung unterliegen, so weit dieses Abkommen nichts anderes bestimmt, und dass sie auch sonstigen Verpflichtungen unterworfen sind, die sich aus den allgemeinen Gesetzen und Vorschriften des anderen Staates ergeben.

Artikel 14.

Die den Luftfahrzeugen und der Besatzung in einem Vertragsstaat für den Luftverkehr ausgestellten Ausweise haben in dem anderen Vertragstaat dieselbe Gültigkeit, wie die von diesem ausgestellten entsprechenden Ausweise.

Jeder Vertragsstaat kann für den Luftverkehr innerhalb seiner Grenzen und über sein Gebiet den an seine Staatsangehörigen von dem anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungsausweisen die Anerkennung versagen.

Artikel 15.

Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase oder Sprengstoffe weder befördern noch sonst mit sich führen, Brieftauben sowie Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörde desjenigen Staates, in dessen Luftgebiet das Luftfahrzeug sich befindet.

Artikel 16.

Aus einem Luftfahrzeug darf während des Fluges kein anderer Ballast als feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 17.

Es soll verboten sein, unterwegs irgendwelche anderen Sachen oder Stoffe als Ballast zu löschen oder sonst zu entfernen, es sei denn, dass von dem Staat, in dem die Löschung oder Entfernung stattfindet, eine besondere Erlaubnis dazu erteilt worden ist.

civile, interdictions d'exportation et d'importation, transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et l'ordre publics, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans cet accord, et qu'ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 14.

Les certificats relatifs à la navigation aérienne, délivrés dans l'un des pays contractants pour les aéronefs lui appartenant et leurs équipages, auront dans l'autre Etat contractant, la même validité que les certificats correspondants, délivrés par cet Etat.

Pour ce qui concerne la circulation aérienne sur son propre territoire, chacun des Etats contractants se réserve de refuser de reconnaître les certificats délivrés à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 15.

Les aéronefs, leurs équipages et passagers ne pourront transporter comme cargaison ou d'autre manière des armes, munitions, gaz asphyxiants, ou explosifs. Les pigeons-voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le territoire aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 16.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

Tout déchargement ou jet en cours de route autres que ceux du lest sont interdits. Il ne sera fait exception que dans le cas où une autorisation spéciale aura été accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu le déchargement ou le jet.

and goods, and public safety and order, in so far as the present Agreement does not otherwise provide, and that they shall furthermore be subject to such other obligations as may arise out of the general legislation in force.

Article 14.

Certificates for air navigation issued in one of the Contracting Countries for aircraft belonging to it, and also their crews shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding certificates issued by that State.

As regards air traffic within its own territory each of the Contracting States may reserve the right to refuse to recognise the certificates issued to one of its nationals by the other Contracting State.

Article 15.

Aircraft, and their crews and passengers may not carry as cargo or in any other capacity arms, ammunition, poisonous gas or explosives. Carrier pigeons and photographic apparatus may only be carried with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft is situated.

Article 16.

No ballast, other than fine sand or water, may be dropped from an aircraft in flight.

Article 17.

The discharge or removal in the course of flight of any other substance than ballast is prohibited, unless special permission has been obtained for this purpose by the State on whose territory such discharge or removal is effected.

Artikel 18.

De kontraherende Stater vil gensidig meddele hinanden alle Forskrifter, som er af Betynning for Luftfarten indenfor deres Omraade.

Artikel 19.

Denne midlertidige Overenskomst kan med 3 Maaneders Varsel opsiges af enhver af de to kontraherende Stater til et hvilket som helst Tidspunkt.

Endvidere skal Danmark være berettiget til at opsige denne Overenskomst med øjeblikkelig Virkning fra Opsigelsen, dersom det skulde ratificere den i Paris den 13. Oktober 1919 [1] af forskellige Stater undertegnede mellemfolkelige Overenskomst om Luftfart.

Artikel 20.

Denne Overenskomst skal ratificeres, og Ratifikationsinstrumenterne skal saa snart som muligt udveksles i København. Den træder [1] i Kraft paa den Dag, da Ratifikationsinstrumenterne udveksles.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede underskrevet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Sket i København den 25. April 1922 i dobbelt Udfærdigelse i det danske og tyske Sprog.

Artikel 18.

Die Vertragsstaaten werden sich gegenseitig alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet massgebenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 19.

Dieses vorläufige Abkommen kann von jedem der beiden Vertragsstaaten zu irgendwelchem Zeitpunkt mit einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden.

Ferner soll Dänemark berechtigt sein, dieses Abkommen zu kündigen, und zwar mit sofortiger Wirkung von der Kündigung ab, falls es das in Paris am 13. Oktober 1919 [1] von verschiedenen Staaten unterzeichnete internationale Abkommen über den Luftverkehr ratifizieren sollte.

Artikel 20.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Kopenhagen ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Kopenhagen am 25. April 1922 in doppelter Ausfertigung in deutscher und dänischer Sprache.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.
(L. S.) F. H. VON ROSENBERG.

[1] Vol. XI, page 173 de ce Recueil.

[1] Vol. XI, page 173 of this Series.

Article 18.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 19.

Le présent Accord provisoire pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des deux Etats contractants en tout temps, moyennant préavis de trois mois.

De plus, le Danemark pourra dénoncer le présent Accord, avec effet immédiat, à dater du jour de la dénonciation, au cas où il ratifierait la Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée par différents Etats à Paris, le 13 octobre 1919.

Article 20.

Cet accord sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Copenhague aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les soussignés ont signé cet accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Copenhague, le 25 avril 1922, en double expédition, en langue allemande et en langue danoise.

Article 18.

The Contracting States shall reciprocally notify one another of all laws and regulations governing air traffic in their own territory.

Article 19.

This Provisional Agreement may be denounced by either of the two Contracting States as from any date whatsoever subject to three months' notice.

Furthermore, should Denmark ratify the international Convention relating to the regulation of aerial navigation, signed by certain States in Paris on October 13, 1919, she shall be entitled to denounce the present Agreement and such denunciation shall come into effect immediately.

Article 20.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen on April 25, 1922, in the German and Danish languages.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.
(L. S.) F. H. VON ROSENBERG.

TILLÆG

I.

Med Hensyn til Artikel 10 skal ethvert Luftfartøj saavidt muligt lægge sin Rute over dansk Land- og Søomraade, saaledes at det kan iagttages fra et eller flere af følgende Punkter :

Anholt Fyr	56° 44′ 16″ N. 11° 39′ 15″ E.
Fornæs Fyr	56° 26′ 36″ N. 10° 57′ 40″ E.
Gedser Fyr	54° 33′ 50″ N. 11° 58′ 03″ E.
Hammeren Fyr	55° 17′ 12″ N. 14° 45′ 50″ E.
Hanstholm Fyr	57° 06′ 47″ N. 8° 36′ 08″ E.
Hirshals Fyr	57° 35′ 06″ N. 9° 56′ 45″ E.
Hirtsholm Fyr	57° 29′ 09″ N. 10° 37′ 43″ E.
Kjels-Nor Fyr	54° 43′ 52″ N. 10° 43′ 31″ E.
Knudshoved Fyr	55° 17′ 25″ N. 10° 51′ 21″ E.
Kronborg Fyr	56° 02′ 22″ N. 12° 37′ 36″ E.
Revsnæs Fyr	55° 44′ 36″ E. 10° 52′ 23″ N.
Sejrø Fyr	55° 55′ 09″ N. 11° 05′ 07″ E.
Skagen Fyr	57° 44′ 09″ N. 10° 38′ 03″ E.
Sprogø Fyr	55° 19′ 51″ N. 10° 58′ 25″ E.
Stevns Fyr	55° 17′ 26″ N. 12° 27′ 28″ E.
Vestborg Fyr	55° 46′ 11″ N. 10° 33′ 17″ E.
Læsø-Rende Fyrskib	57° 12′ (48″) N. 10° 41′ (38″) E.
Læsø-Trindel Fyrskib	57° 26′ (30″) N. 11° 16′ (45″) E.
Schultz's Grund Fyrskib	56° 08′ (54″) N. 11° 11′ (10″) E.
Drogden Fyrskib	55° 33′ (03″) N. 12° 42′ (57″) E.
Horns-Rev Fyrskib	55° 34′ (06″) N. 7° 19′ (30″) E.
Vyl Fyrskib	55° 21′ (30″) N. 7° 40′ (30″) E.
Graadyb Fyrskib	55° 20′ (02″) N. 8° 04′ (41″) E.

ANHANG

I.

Im Hinblick auf Artikel 10 soll jedes Luftfahrzeug seinen Weg über dänisches Land- und Seegebiet möglichst so nehmen, dass es von einem oder mehreren der folgenden Punkte aus beobachtet werden kann :

Anholt Leuchtfeuer	56° 44′ 16″ N. 11° 39′ 15″ E.
Fornæs Leuchtfeuer	56° 26′ 36″ N. 10° 57′ 40″ E.
Gedser Leuchtfeuer	54° 33′ 50″ N. 11° 58′ 03″ E.
Hammeren Leuchtfeuer	55° 17′ 12″ N. 14° 45′ 50″ E.
Hanstholm Leuchtfeuer	57° 06′ 47″ N. 8° 36′ 08″ E.
Hirshals Leuchtfeuer	57° 35′ 06″ N. 9° 56′ 45″ E.
Hirtsholm Leuchtfeuer	57° 29′ 09″ N. 10° 37′ 43″ E.
Kjel Nor Leuchtfeuer	54° 43′ 52″ N. 10° 43′ 31″ E.
Knudshoved Leuchtfeuer	55° 17′ 25″ N. 10° 51′ 21″ E.
Kronborg Leuchtfeuer	56° 02′ 22″ N. 12° 37′ 36″ E.
Revsnæs Leuchtfeuer	55° 44′ 36″ N. 10° 52′ 23″ E.
Sejrø Leuchtfeuer	55° 55′ 09″ N. 11° 05′ 07″ E.
Skagen Leuchtfeuer	57° 44′ 09″ N. 10° 38′ 03″ E.
Sprogø Leuchtfeuer	55° 19′ 51″ N. 10° 58′ 25″ E.
Stevns Leuchtfeuer	55° 17′ 26″ N. 12° 27′ 28″ E.
Vestborg Leuchtfeuer	55° 46′ 11″ N. 10° 33′ 17″ E.
Læsø-Rende Leuchtfeuer	57° 12′ (48″) N. 10° 41′ (38″) E.
Læsø-Trindel Leuchtfeuer	57° 26′ (30″) N. 11° 16′ (45″) E.
Schultz's Grund Leuchtschiff	56° 08′ (54″) N. 11° 11′ (10″) E.
Drogden Leuchtschiff	55° 33′ (03″) N. 12° 42′ (57″) E.
Horns-Rev Leuchtschiff	55° 34′ (06″) N. 7° 19′ (30″) E.
Vyl Leuchtschiff	55° 21′ (30″) N. 7° 40′ (30″) E.
Graadyb Leuchtschiff	55° 20′ (02″) N. 8° 04′ (41″) E.

ANNEXE

I.

Aux termes de l'article 10, tout aéronef survolant le territoire danois et les eaux territoriales danoises devra naviguer de façon à pouvoir être observé de l'un ou de plusieurs des points suivants :

Phare de Anholt	56° 44′ 16″ N.	11° 39′ 15″ E.
Phare de Fornaes	56° 26′ 36″ N.	10° 57′ 40″ E.
Phare de Gedser	54° 33′ 50″ N.	11° 58′ 03″ E.
Phare de Hammeren	55° 17′ 12″ N.	14° 45′ 50″ E.
Phare de Hanstholm	57° 06′ 47″ N.	8° 36′ 08″ E.
Phare de Hirshals	57° 35′ 06″ N.	9° 56′ 45″ E.
Phare de Hirsholm	57° 29′ 09″ N.	10° 37′ 43″ E.
Phare de Kjels-Nor	54° 43′ 52″ N.	10° 43′ 31″ E.
Phare de Knudshoved	55° 17′ 25″ N.	10° 51′ 21″ E.
Phare de Kronborg	56° 02′ 22″ N.	12° 37′ 36″ E.
Phare de Revsnaes	55° 44′ 36″ N.	10° 52′ 23″ E.
Phare de Sejro	55° 55′ 09″ N.	11° 05′ 07″ E.
Phare de Skagen	57° 44′ 09″ N.	10° 38′ 03″ E.
Phare de Sprogo	55° 19′ 51″ N.	10° 58′ 25″ E.
Phare de Stevns	55° 17′ 26″ N.	12° 27′ 28″ E.
Phare de Vestborg	55° 46′ 11″ N.	10° 33′ 17″ E.
Bateau-feu de Laeso-Rende	57° 12′ (48″) N.	10° 41′ (38″) E.
Bateau-feu de Laeso-Trindel	57° 26′ (30″) N.	11° 16′ (45″) E.
Bateau-feu de Schulz's Grund	56° 08′ (54″) N.	11° 11′ (10″) E.
Bateau-feu de Drogden	55° 33′ (03″) N.	12° 42′ (57″) E.
Bateau-feu de Horns-Rev	55° 34′ (06″) N.	7° 19′ (30″) E.
Bateau-feu de Vyl	55° 21′ (30″) N.	7° 40′ (30″) E.
Bateau-feu de Graadyb	55° 20′ (02″) N.	8° 04′ (41″) E.

ANNEX

I.

With further reference to Article 10, every aircraft shall, so far as possible, shape its course over Danish territory and territorial waters in such a way that it can be kept under observation from one or more of the following points :

Anholt Light	56° 44′ 16″ N.	11° 39′ 15″ E.
Fornaes Light	56° 26′ 36″ N.	10° 57′ 40″ E.
Gedser Light	54° 33′ 50″ N.	11° 58′ 03″ E.
Hammeren Light	55° 17′ 12″ N.	14° 45′ 50″ E.
Hanstholm Light	57° 06′ 47″ N.	8° 36′ 08″ E.
Hirshalls Light	57° 35′ 06″ N.	9° 56′ 45″ E.
Hirtsholm Light	57° 29′ 09″ N.	10° 37′ 43″ E.
Kjels-Nor Light	54° 43′ 52″ N.	10° 43′ 31″ E.
Knudshoved Light	55° 17′ 25″ N.	10° 51′ 21″ E.
Kronborg Light	56° 02′ 22″ N.	12° 37′ 36″ E.
Revsnaes Light	55° 44′ 36″ N.	10° 52′ 23″ E.
Sejro Light	55° 55′ 09″ N.	11° 05′ 07″ E.
Skagen Light	57° 44′ 09″ N.	10° 38′ 03″ E.
Sprogo Light	55° 19′ 51″ N.	10° 58′ 25″ E.
Stevns Light	55° 17′ 26″ N.	12° 27′ 28″ E.
Vestborg Light vessel	55° 46′ 11″ N.	10° 33′ 17″ E.
Laeso-Rende Light vessel	57° 12′ (48″) N.	10° 41′ (38″) E.
Laeso-Trindel Light vessel	57° 26′ (30″) N.	11° 16′ (45″) E.
Schulz's Grund Light vessel	56° 08′ (54″) N.	11° 11′ (10″) E.
Drogden Light vessel	55° 33′ (03″) N.	12° 42′ (57″) E.
Horns-Rev Light vessel	55° 34′ (06″) N.	7° 19′ (30″) E.
Vyl Light vessel	55° 21′ (30″) N.	7° 40′ (30″) E.
Graadyb Light vessel	55° 20′ (02″) N.	8° 04′ (41″) E.

2.

For saa vidt der i en af de kontraherende Stater er foreskreven Ansvarsfor sikring for Luftfartøjer, skal en Forsikring, som til Opfyldelse af denne Forsikringspligt er tegnet i et af den anden kontraherende Stat anerkendt Forsikringsselskab, være tilstrækkelig for Luftfartøjer, som er hjemmehørende i denne Stat, dersom Afgørelsen af Skadeserstatningskrav kan finde Sted gennem en Repræsentant for det paagældende Forsikringsselskab i den førstnævnte Stat.

De to kontraherende Stater forbeholder sig at træffe særlige Aftaler vedrørende anden Ordning og Dækning af Erstatningskrav.

3.

De to kontraherende Stater forbeholder sig at træffe Aftaler angaaende Luftfartøjers Forpligtelse til af Sikkerhedsgrunde at være udstyret med Radioinstallation.

4.

Viser det sig ved Luftfartøjets Ankomst, at der foreligger nogen Uoverensstemmelse mellem Ladningsfortegnelsen og det medførte Gods, vil Toldmyndighederne i Ankomstflyvepladsen direkte underrette Toldmyndighederne i Afgangsflyvepladsen derom.

5.

De to kontraherende Stater vil udstede de fornødne Forskrifter, som forpligter dens Luftfartøjer, disses Besætning og Passagerer til at efterkomme Overenskomstens Bestemmelser, ogsaa i den anden kontraherende Stat. Dersom den Stat, over hvilken Flyvningen finder Sted, ikke selv gennemfører Paatalen af en Overtrædelse, vil den i paakommende Tilfælde give Underretning til Myndighederne i den anden kontraherende Stat.

6.

Dette Tillæg skal anses som en Bestanddel af Overenskomsten.

KØBENHAVN, *den* 25. *April* 1922.

2.

Ist in einem der Vertragsstaaten eine Haftpflichtversicherung für Luftfahrzeuge vorgeschrieben, so soll die zur Erfüllung dieser Versicherungspflicht bei einer von dem anderen Vertragsstaat anerkannten Versicherungsgesellschaft eingegangene Versicherung für Luftfahrzeuge aus diesem Staate genügen, falls die Erledigung von Schadenersatzansprüchen durch einen Vertreter der betreffenden Versicherungsgesellschaft in dem erstgenannten Staate sta tfinden kann.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, besondere Vereinbarungen zur anderweiten Regelung der Deckung von Ersatzansprüchen zu treffen.

3.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, Vereinbarungen über pflichtmässige Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittelung aus Sicherheitsgründen zu treffen.

4.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigheit zwischen Ladungsverzeichnis und mitgeführten Sachen, so wird die Zollbehörde des Ankunftshafens die Zollbehörde des Abflughafens unmittelbar benachrichtigen.

5.

Die beiden Vertragsstaaten werden die erforderlichen Vorschriften erlassen, die ihre Luftfahrzeuge, deren Besatzungen und Fluggäste zur Einhaltung der Bestimmungen des Abkommens auch in dem anderen Vertragsstaat verpflichten. Falls der überflogene Staat die Ahndung einer Zuwiderhandlung gegen diese Vorschriften nicht selbst übernimmt, wird er gegebenenfalls die Behörden des anderen Staates in Kenntnis setzen.

6.

Dieser Anhang gilt als Bestandteil des Abkommens.

KOPENHAGEN, *den* 25. *April* 1922.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.
(L. S.) F. H. VON ROSENBERG.

2.

Au cas où l'un des Etats contractants déclarerait obligatoire pour les aéronefs l'assurance contre les risques de responsabilité civile, l'assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurances reconnue par l'autre Etat sera considérée comme suffisante, à condition que le règlement des demandes en dommages-intérêts puisse être effectué dans le premier Etat par un représentant de la compagnie d'assurances en question.

Les deux Etats contractants se réservent la faculté de conclure des accords spéciaux pour assurer d'autre manière le paiement des dommages-intérêts réclamés.

3.

Les deux Etats contractants se réservent de conclure des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils radioélectriques dans les aéronefs comme mesures de sûreté.

4.

Au cas où, à l'arrivée d'un aéronef, le manifeste de chargement ne correspondrait aux marchandises transportées, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée préviendront immédiatement les autorités douanières de l'aérodrome de départ.

5.

Les deux Etats contractants promulgueront les règlements nécessaires pour rendre obligatoire à leurs aéronefs, ainsi qu'à l'équipage et aux passagers de ces aéronefs, l'observation des dispositions du présent accord, même sur le territoire de l'autre Etat contractant. Au cas où l'Etat survolé ne procéderait pas lui-même aux poursuites encourues pour contravention aux dispositions du présent Accord, il préviendra, le cas échéant, les autorités de l'autre Etat.

6.

La présente annexe sera considérée comme partie intégrante de l'Accord.

COPENHAGUE, *le 25 avril 1922.*

2.

Wherever in one of the Contracting States insurance liability for aircraft is compulsory, the aircraft insurance effected with one of the Assurance Companies, recognised by the other State, shall be considered sufficient provided that the settlement of claims for damage can be effected by a representative of the Assurance Company in question in the first-named State.

The two Contracting States reserve to themselves the right to enter into special agreements with a view to the further regulation of the settlement of claims for damage.

3.

The two Contracting States reserve to themselves the right to conclude Agreements for the compulsory equipment of aircraft with apparatus for wireless communication for reasons of safety.

4.

Should on the arrival of aircraft a discrepancy be discovered between the manifest and the goods carried, the Customs Authorities of the port of arrival shall communicate direct with the Customs Authorities of the port of departure.

5.

The two Contracting States shall issue the necessary regulations making it obligatory for their aircraft, their crews and their passengers to observe the provisions of this present Agreement, also within the territory of the other Contracting State. Should the State flown over itself not desire to punish any contravention of these regulations, it shall, if necessary, notify the authorities of the other State.

6.

This Annex is regarded as an integral part of the Agreement.

COPENHAGEN, *April 25, 1922.*

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.
(L. S.) F. H. VON ROSENBERG.

UDENRIGSMINISTERIET

KØBENHAVN, *den* 25. *April* 1922.

Hr. MINISTER,

Ifølge Aftale har jeg den Ære i Anledning af den i Dag undertegnede Overenskomst mellem Danmark og Tyskland vedrørende Luftfart at bekræfte, at de to Regeringer er enige om, at der i det i Overenskomstens Artikel 5 nævnte Bevis ved Angivelse af den paagældende Stilling tillige skal anføres hans militære Grad, for saa vidt han har en saadan.

Endvidere bestaar der Enighed om, at militære Luftfartøjer uden særlig Tilladelse af den anden kontraherende Stat ikke maa flyve over eller lande paa dens Land- eller Søomraade. Fra tysk Side er hertil blevet bemærket, at Tyskland i Henhold til Versaillestraktatens Artikel 198 hverken underholder Luftstridskræfter til Lands eller til Vands.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS

Herr F. H. von ROSENBERG,
Tysk Gesandt i København.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

KOPENHAGEN, *den* 25. *April* 1922.

HERR MINISTER,

Vereinbarungsgemäss beehre ich mich anlässlich des am heutigen Tage unterzeichneten Abkommens zwischen Deutschland und Dänemark über den Luftverkehr zu bestätigen, dass die beiden Regierungen darüber einig sind, dass in dem im Artikel 5 des Abkommens genannten Ausweis bei Angabe des Berufs zugleich der militärische Grad des Betreffenden anzugeben ist, falls er einen solchen besitzt.

Ferner besteht darüber Einverständnis, dass militärische Luftfahrzeuge ohne besondere Erlaubnis des anderen Vertragsstaats nicht über dessen Land- oder Seegebiet fliegen oder dort landen dürfen. Deutscherseits ist hierzu bemerkt worden, dass Deutschland gemäss Artikel 198 des Vertrags von Versailles Luftstreitkräfte weder zu Lande noch zu Wasser unterhält.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(L. S.) F. H. von ROSENBERG.

Seiner Exzellenz
dem Königlichen Minister des Aeusseren,
Herrn von SCAVENIUS.

Certifié pour copie conforme:
Copenhague, le 13 août 1923.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

LÉGATION D'ALLEMAGNE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, *le* 25 *avril* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à l'Accord sur les communications aériennes conclu entre le Danemark et l'Allemagne et signé ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer, conformément à notre Accord, que les deux Gouvernements sont convenus d'exiger que les papiers d'identité visés à l'article 5 de l'Accord fassent mention, le cas échéant, en indiquant la profession, du grade militaire de l'intéressé.

De plus, les deux Parties sont d'accord pour interdire aux aéronefs militaires de survoler le territoire ou les eaux territoriales de l'autre Etat ou d'y atterrir sans autorisation spéciale de cet Etat.

Le représentant de l'Allemagne a fait observer à ce sujet que, conformément aux dispositions de l'article 198 du Traité de Versailles, l'Allemagne n'entretient de forces militaires aériennes ni sur terre, ni sur mer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(L. S.) HARALD SCAVENIUS.

Monsieur F. H. VON ROSENBERG.
Ministre d'Allemagne
à Copenhague.

Son Excellence M. SCAVENIUS,
Ministre Royal des Affaires
étrangères.

GERMAN EMBASSY,

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *April* 25, 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Agreement signed on this day between Germany and Denmark relative to air traffic, I have the honour to confirm that the two Governments have agreed that in the passport, referred to in Article 5 of the Agreement, under the heading "profession", the military rank, if any, of the person concerned shall be shown.

Further, the parties are agreed that military aircraft shall not fly over the territory or territorial waters of the other Contracting State, or land there, without special permission from the other Contracting State.

As regards Germany, it has been pointed out in this connection that, in accordance with Article 198 of the Treaty of Versailles, Germany maintains no military aircraft either on land or on sea.

I have the honour , etc.

(L. S.) F. H. VON ROSENBERG,

His Excellency M. SCAVENIUS,
Royal Minister for Foreign
Affairs.

Monsieur F. H. VON ROSENBERG,
Minister for Germany,
at Copenhagen.

N° 467.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Bruxelles, les 23 septembre et 6 octobre 1920.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes concerning the revival of the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant acts. Brussels, September 23 and October 6, 1920.

No. 467. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE [1] SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. BRUXELLES, LES 23 SEPTEMBRE ET 6 OCTOBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 août 1923.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

BRUXELLES, *le 23 septembre* 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note verbale du 1er mars 1919, Direction B. No 385, le Ministre des Affaires étrangères a bien voulu entretenir la Légation des Pays-Bas de la décision du Gouvernement du Roi de dénoncer, ainsi que l'avaient fait les Gouvernements français et italien, la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 et de faire œuvre nouvelle.

A ce propos, le Ministre de France à La Haye par lettre du 26 juillet dernier, a informé mon Gouvernement que le Gouvernement français avait proposé aux divers Gouvernements intéressés d'introduire dans la réglementation internationale des transports de marchandises par chemin de fer les modifications figurant dans un projet d'accord provisoire qui avait été rédigé à Paris le 6 septembre 1919 et que cette proposition ayant soulevé des objections de la part d'un certain nombre de Puissances, il ne pourrait donc plus être question, aujourd'hui, que du renouvellement pur et simple de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et des actes qui la complètent.

Le Gouvernement de la République étant disposé à les considérer comme renouvelées, un délai de dénonciation de trois mois étant prévu, cette dénonciation devant être faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1er janvier suivant, M. Benoist demandait si le Gouvernement de la Reine était dans les mêmes dispositions. Jonkheer van Karnebeek a répondu par lettre faisant foi de l'accord intervenu dans ce sens entre la France et les Pays-Bas.

Afin que la Convention précitée puisse à nouveau avoir son effet, il serait nécessaire que les Etats qui l'avaient dénoncée rappellent cette dénonciation.

Je suis en conséquence chargé et j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement du Roi est disposé à prendre cette décision.

En remerciant votre Excellence de la suite qu'elle voudra bien donner à la présente, je saisis volontiers cette occasion de Vous réitérer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) VAN VREDENBURCH.

Son Excellence
Monsieur Henri JASPAR,
Ministre des Affaires étrangères à Bruxelles.

[1] De Martens. Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289; tome XXII, page 517; tome XXIV, page 562; tome XXX, page 184 ; troisième série, tome III, page 920.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 467. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONCERNING THE REVIVAL OF THE INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. BRUSSELS, SEPTEMBER 23 AND OCTOBER 6, 1920.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place August 27, 1923.

NETHERLANDS LEGATION.

BRUSSELS, *September* 23, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

In a verbal Note of March 1, 1919, Reference B. No. 385, the Minister for Foreign Affairs was good enough to inform the Netherlands Legation of the decision of the Government of the King to denounce the Berne International Convention of October 14, 1890, as the French and Italian Governments had done, and to make a fresh Agreement.

In this regard the French Minister at The Hague, in a letter of July 26 last, informed my Government that the French Government had made a proposal to the Governments concerned that the modifications embodied in a draft provisional Agreement, drawn up at Paris on September 6, 1919, should be introduced into the international regulations for the transport of goods by rail and that, as this proposal gave rise to certain objections on the part of various countries any action at the present moment, must be confined to the unconditional renewal of the Berne Convention of October 14, 1890 and all relevant Acts.

The Government of the Republic is prepared to regard these instruments as renewed, but as three months' notice of denunciation is required and such denunciation would have to be made at latest on September 30, to become operative on January 1 following, M. Benoist enquired whether the Government of the Queen concurred. Jonkheer van Karnebeek answered by letter confirming the Agreement to this effect between France and the Netherlands.

The Convention can only become operative again, if the States which have denounced it withdraw such denunciation.

I am accordingly instructed and have the honour to ask you to be good enough to inform me if the Government of the King is prepared to take a decision to this effect.

Thanking you in anticipation,

I have the honour to be, etc.,

(Signed) VAN VREDENBURCH.

His Excellency
Monsieur Henri JASPAR,
Minister for Foreign Affairs, Brussels.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] British and Foreign State Papers : vols 82 (page 771), 87 (page 806), 92 (page 433).

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ETRANGÈRES.

Direction B. N° 385.

BRUXELLES, *le 6 octobre* 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre que votre Excellence a bien voulu m'adresser le 23 septembre dernier sous le N° 4629, concernant la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 portant réglementation du transport des marchandises par chemin de fer.

Ainsi que vous voulez bien me le rappeler, la Convention dont il s'agit a effectivement été dénoncée par le Gouvernement belge, notamment en 1918.

Comme un accord général n'a pu encore s'établir sur les termes de la Convention destinée à remplacer celle du 14 octobre 1890 et que, d'autre part, il est de la plus haute importance que les transports internationaux de marchandises continuent à être régis par des règles uniformes, il a paru désirable au Gouvernement français de proposer de remettre en vigueur la Convention dénoncée. Cette proposition répondait d'ailleurs aux stipulations de l'article 366 du Traité de Versailles; il s'agissait donc de s'entendre pour remettre la Convention en vigueur également dans ses rapports avec les Etats qui ne sont pas signataires du Traité de Paix, mais qui étaient signataires de la Convention du 14 octobre 1890.

En donnant son adhésion à la proposition dont il s'agit, le Gouvernement belge rapporte virtuellement, comme d'ailleurs le Gouvernement français, la dénonciation qu'il avait notifiée aux différents Etats signataires de la Convention du 14 octobre 1890.

Cependant, la Convention n'est remise en vigueur que sous réserve de la faculté de pouvoir la dénoncer d'année en année, moyennant un délai de préavis de trois mois. Or, d'après l'article 60 de la Convention celle-ci ne pouvait être dénoncée que de trois en trois ans et avec préavis d'un an.

La dénonciation n'est donc retirée que sous réserve de cette modification à l'article 60.

Je saisis, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères a. i. :
(Signé) DELACROIX.

Son Excellence
Monsieur le Jonkheer VAN VREDENBURCH.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

Direction B. No. 385.

BRUSSELS, *October* 6, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge your letter of September 23, No. 4629, referring to the Berne International Convention of October 14, 1890, regulating the transport of goods by rail.

You were good enough to remind me that the Convention in question was duly denounced by the Belgian Government in 1918.

As it has been impossible to obtain general agreement upon the terms of the Convention which is to replace that of October 14, 1890, and as moreover the continuance of the control of international goods traffic by uniform regulations is a matter of the greatest importance, the French Government thought it advisable to propose that the Convention, which had been denounced should be renewed. This proposal, moreover, complied with the terms of Article 366 of the Treaty of Versailles ; it therefore only remained to come to an understanding for the renewal of the Convention with those States, who are not signatories to the Treaty of Peace, but who were signatories to the Convention of October 14, 1890.

In endorsing the above proposal, the Belgian Government virtually withdraws, as the French Government has already done, the denunciation which it had notified to the various States signatory to the Convention of October 14, 1890.

The Convention, however, is only renewed upon condition that it may be denounced from year to year at three months' notice. According to Article 60, the Convention can only be denounced at intervals of every three years, upon one year's notice being given.

The denunciation therefore is only withdrawn subject to such modification of Article 60.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) DELACROIX,
Minister for Foreign Affairs a. i.

His Excellency
Jonkheer VAN VREDENBURCH.

N° 468.

ITALIE ET PAYS-BAS

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Rome, les 28 septembre et 11 octobre 1920.

ITALY AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes concerning the revival of the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant acts. Rome, September 28 and October 11, 1920.

No. 468. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET NÉERLANDAIS PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE [1] SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. ROME, LES 28 SEPTEMBRE ET 11 OCTOBRE 1920.

Textes officiels français et italien communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 août 1923.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 2229.

AIDE-MÉMOIRE.

Le Gouvernement français a proposé aux divers gouvernements intéressés d'introduire dans la réglementation internationale des transports de marchandises par chemins de fer les modifications figurant dans un projet d'accord provisoire qui avait été rédigé à Paris le 6 septembre 1919.

Cette proposition ayant soulevé des objections de la part d'un certain nombre de Puissances, le Gouvernement français est d'avis qu'il ne peut plus être question aujourd'hui que du renou-

[1] Voir renvoi, page 248 de ce volume.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 468. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONCERNING THE REVIVAL OF THE INTERNATIONAL CONVENTION [1] FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. ROME, SEPTEMBER 28, AND OCTOBER 11, 1920.

French and Italian official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place August 27, 1923.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2229.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

MEMORANDUM.

The French Government submitted a proposal to the Governments concerned that certain modifications, embodied in a provisional draft agreement drawn up at Paris on September 6, 1919, should be introduced into the international regulations for the transport of goods by rail.

As this proposal has given rise to certain objections on the part of various countries, the French Government is of opinion that any action at the present moment must be confined

[1] See footnote 2, page 249 of this volume.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vellement *pur* et *simple* de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et des actes qui la complètent.

Le Gouvernement susvisé étant disposé à les considérer comme renouvelées, s'est adressé au Gouvernement néerlandais avec la demande si le Gouvernement de la Reine est dans les mêmes dispositions. Le Gouvernement des Pays-Bas a donné une réponse affirmative.

Étant donné qu'il est nécessaire, pour que la Convention entre de nouveau en vigueur, qu'aussi les autres Etats, qui l'ont dénouée, révoquent cette dénonciation, le Gouvernement des Pays-Bas apprécierait hautement d'apprendre quelle sera l'attitude, en la matière, du Gouvernement du Roi.

ROME, *le 28 septembre* 1920.

to the unconditional renewal of the Berne Convention of October 14, 1890 and all relevant Acts.

This Government, being prepared to regard these instruments as renewed, enquired of the Netherlands Government whether the Government of the Queen concurred. The Netherlands Government has replied in the affirmative.

As the Convention can only become operative again, if the other States which have denounced it withdraw such denunciation, the Netherlands Government would greatly appreciate any information as to the attitude which the Government of the King will adopt in the matter.

ROME, *September 28*, 1920.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERIO
DEGLI
AFFARI ESTERI
5-1 N° 39064/58.

NOTE VERBALE

Con riferimento al Promemoria della Legazione dei Paesi Bassi No. 2229 del 28 settembre u. s. il Regio Ministero degli Affari Esteri ha l'onore d'informare la Legazione stessa, circa il rinnovamento annuale della Convenzione di Berna del 14 ottobre 1890, che il Regio Governo non ha nulla da obbiettare al rinovamento annuale della Convenzione in parola, in quanto però il rinnovo si riferisca a quei paesi che sono attualmente in grado di eseguire le disposizioni della Convenzione quali, Francia, Italia, Svizzera, Belgio, Lussemburgo, Paesi Bassi, Danimarca ed eventualmente Germania, e salvo sempre le limitazioni derivanti dagli esistenti decreti, leggi ecc. in materia di importazione, esportazione pagamenti ecc.

Quanto ai Paesi dell'Oriente Europeo come l'Austria, Serbia, Ungheria, Rumania ecc. por avendo presente il contenuto dell'art. 366 del Trattato di Versailles, il Regio Ministero degli Affari Esteri crede che si oppongano alla riapplicazione pura e semplice della Convenzione circostanze eccezionali connesse con le condizioni anormali dei trasporti (come le clausole di limitata responsabilità ferroviaria) e delle valute, il cui deprezzamento è di grave ostacolo alla regolarizzazione dei conti correnti fra le Aministrazioni ferroviarie.

Per ciò il Regio Ministero degli Affari Esteri ritiene che le accennate difficoltà rendano impossibile la estenzione del regime internazionale dei trasporti in base alla applicazione integrale della Convenzione di Berna nei paesi suddetti, senza accordi speciali da concludersi cogli stessi di volta in volta e da volere in via provvisoria, fino a quando cioè essi non abbiano fornito la prova di essere in grado di eseguire le disposizioni della Convenzione internazionale.

ROMA, 11 ottobre 1920.

Alla Legazione dei Paesi Bassi,
Roma.

No. 468

[1] TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

NOTE VERBALE.

Se référant au mémoire de la Légation des Pays-Bas, N° 2229 en date du 28 septembre dernier, le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur d'aviser ladite Légation, à propos du renouvellement annuel de la Convention de Berne du 14 octobre 1890, que le Gouvernement royal n'a rien à objecter au renouvellement annuel de la convention en question, mais seulement en tant que ce renouvellement concerne les pays actuellement en mesure d'exécuter les dispositions de la convention, comme la France, l'Italie, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark et, le cas échéant, l'Allemagne, et dans les limites tracées par les décrets, lois, etc. existants en matière d'importation, d'exportation, de paiement, etc.

En ce qui concerne les pays de l'Europe orientale, tels que l'Autriche, la Serbie, la Hongrie, la Roumanie, etc., le Ministère royal des Affaires étrangères, en présence des dispositions de l'article 366 du Traité de Versailles, croit que les circonstances exceptionnelles découlant de la situation anormale des transports (par exemple les clauses limitant la responsabilité des chemins de fer) et des monnaies — dont la dépréciation constitue un gros obstacle au règlement des comptes courants entre administrations ferroviaires — s'opposent à la remise en vigueur pure et simple de la convention.

Pour ces raisons, le Ministère royal des Affaires étrangères estime que les difficultés ci-dessus relevées rendent impossible d'étendre le régime international des transports, fondé sur l'application intégrale de la convention de Berne, aux pays susmentionnés, au moins sans accords spéciaux conclus avec ces pays de temps à autre et à titre provisoire, jusqu'à ce qu'ils aient prouvé qu'ils sont en mesure d'exécuter les dispositions de la convention internationale.

ROME, *le* 11 *octobre* 1920.

A la Légation des Pays-Bas,
Rome.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NOTE VERBALE.

With reference to the Memorandum from the Netherlands Legation, No. 2229, dated September 28 last, the Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform your Legation that the Royal Government has no objection to the annual renewal of the Berne Convention of October 14, 1890, in so far as it relates to such countries as are at present in a position to give effect to the provisions of the Convention, *viz :* France, Italy, Switzerland, Belgium, Luxemburg, the Netherlands, Denmark and possibly Germany, subject however to any limitations imposed by existing decrees, laws, etc., relative to importation, exportation, payments, etc.

As regards the countries of Eastern Europe, such as Austria, Serbia, Hungary, Roumania, etc., the Royal Ministry of Foreign Affairs, while bearing in mind the provisions of Article 366 of the Treaty of Versailles, is nevertheless of opinion that the exceptional circumstances arising out of the abnormal conditions of transport services (such as clauses limiting the liability of the railway companies) and of the exchanges — the depreciation of which seriously hinders the settlement of current accounts between the railway administrations of the different countries — renders difficult a renewal pure and simple of the Convention.

The Royal Ministry of Foreign Affairs is of opinion that these difficulties preclude the extension in the above countries of the international transport regulation on the basis of the integral application of the Berne Convention, unless special provisional agreements are concluded with them from time to time, and until they have adduced evidence that they are in a position to comply with the provisions of the International Convention.

ROME, *October* 11, 1920.

The Netherlands Legation,
Rome.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 469.

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS

Accord conclu entre les Gouvernements du Commonwealth d'Australie et des Indes orientales néerlandaises concernant l'échange des colis postaux, signé à Batavia le 2 octobre 1922, à Melbourne le 18 janvier 1923.

GREAT BRITAIN AND THE NETHERLANDS

Agreement between the Governments of the Commonwealth of Australia and the Netherlands East Indies for the exchange of Postal Parcels, signed at Batavia, October 2, 1922, at Melbourne, January 18, 1923.

No. 469. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE NETHERLANDS EAST INDIES FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT BATAVIA, OCTOBER 2, 1922, AT MELBOURNE, JANUARY 18, 1923.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 août 1923.

The GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA and the GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS EAST INDIES, being desirous of revising the existing agreement for the exchange of parcels by means of post between the Commonwealth of Australia on the one hand and the Netherlands East Indies on the other hand, the undersigned being thereunto duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of uninsured parcels between the Netherlands East Indies on the one hand and the several States of the Commonwealth of Australia on the other hand, which shall be effected by means of the ordinary postal service between the Netherlands East Indies and the several States of the Commonwealth of Australia.

Article 2.

The offices of exchange shall be the Post Offices of Tandjongpriok, Soerabaja, Semarang and Makassar for the Netherlands East Indies, and for the State of New South Wales, Sydney ; for the States of Victoria and Tasmania, Melbourne ; for the State of Queensland, Brisbane and Thursday Island ; for the State of South Australia, Adelaide and for the State of Western Australia, Perth.

Article 3.

(1) The limit of weight of a parcel shall be 5 kilogrammes or 11 pounds avoirdupois ; the limit of size shall be 25 cubic decimetres or 0.882 cubic feet, and no parcel shall exceed 60 centimetres or two feet in any direction.

(2) Parcels containing umbrellas, sticks, maps, plans or similar articles may, however, be accepted up to a maximum of 1 metre, or 3 feet 3 inches in length, and 20 centimetres or 7 inches in breadth or thickness.

(3) There shall be no limit of the value of the contents of any parcel.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 469. — OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN TUSSCHEN DEN AUSTRALISCHEN STATENBOND EN NEDERLANDSCH-INDIE, GETEEKEND TE BATAVIA DEN 2den OCTOBER 1922, TE MELBOURNE DEN 18den JANUARI 1923.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this agreement took place August 27, 1923.

DAAR HET GOUVERNEMENT VAN DEN AUSTRALISCHEN STATENBOND en DE REGEERING VAN NEDERLANDSCH-INDIE het wenschelijk achten de bestaande overeenkomst voor de uitwisseling van postpakketten tusschen den Australischen Statenbond eenerzijds en Nederlandsch-Indie anderzijds te herzien, zijn de ondergeteekenden, daartoe door hun respectievelijke Regeeringen behoorlijk gemachtigd, het navolgende overeengekomen :

Artikel 1.

Tusschen Nederlandsch-Indie eenerzijds en de onderscheidene staten van den Australischen Statenbond anderzijds, zal geregeld uitwisseling plaats vinden van pakketten zonder aangegeven waarde, door middel van den gewonen postdienst tusschen Nederlandsch-Indie en de verschillende staten van den Australischen Statenbond.

Artikel 2.

De kantoren van uitwisseling zullen zijn, voor Nederlandsch-Indie de postkantoren te Tandjongpriok, Soerabaja, Semarang en Makassar ; voor den staat Nieuw Zuid Wales, Sydney ; voor de Staten Victoria en Tasmania, Melbourne ; voor den Staat Queensland, Brisbane en Thursday Island ; voor den Staat Zuid-Australie, Adelaide en voor den Staat West-Australie, Perth.

Artikel 3.

1. De pakketten mogen niet zwaarder zijn dan 5 kilogrammen of elf Engelsche ponden, geen grooter inhoudsmaat hebben dan 25 kubieke decimeters of 0.882 kubieke Engelsche voeten en langs geen der zijden grootere afmetingen hebben dan 60 centimeters of twee Engelsche voeten.

2. Echter mogen pakketten, inhoudende regenschermen, wandelstokken, kaarten, plannen of soortgelijke voorwerpen, worden aangenomen wanneer zij niet langer zijn dan 1 meter of 3 Engelsche voeten en 3 Engelsche duimen en niet breeder of dikker dan 20 c. M. of 7 Engelsche duimen.

3. De maximum waarde van den inhoud van een pakket is onbeperkt.

Article 4.

The postage for the conveyance of a parcel from the place of posting to the place of destination must, in all cases, be prepaid by means of postage stamps, which must be affixed to the parcel by the sender in respect of parcels from the Commonwealth of Australia to the Netherlands East Indies and to the despatch Note in respect of parcels from the Netherlands East Indies to the Commonwealth of Australia.

Article 5.

The parcels shall be despatched in mail-bags, boxes or baskets with the ordinary mails. If boxes or baskets be used, the costs thereof and of any repairs thereto, shall be shared equally between the postal Department of the Netherlands East Indies and the several offices of exchange for the Commonwealth of Australia.

Article 6.

(1) The exchange office of receipt, in consideration of the share of postage allowed to such office shall deliver or transmit to destination all parcels forwarded.

(2) On parcels despatched from the Commonwealth of Australia to the Netherlands East Indies, the latter country shall receive credit at the rate of 2.10 francs and 2.50 francs for parcels weighing up to 1 kilogram and for parcels weighing over 1 and up to 5 kilograms respectively, and on parcels despatched from the Netherlands East Indies to the Commonwealth of Australia, the latter country shall receive credit at the rate of ten pence (10) per kg.

(3) Payment of sea transit for the conveyance of parcels to the Shipping Companies will be made by the Administration to which the Office despatch is subordinate.

Article 7.

Every parcel shall bear the name and address of the person for whom it is intended, given with such completeness as will enable delivery to be effected. No parcel shall be accepted for transmission unless it be securely packed, in such a manner as to protect the contents from damage.

Article 8.

(1) Every parcel shall be accompanied by a declaration of its contents and value, which must be signed by the sender (whose address should be stated) and be affixed to the parcel. The form of declaration shall have also marked thereon the number of the parcel, as shown on the parcel bill, and the name of the place to which the parcel is addressed.

(2) Parcels from the Netherlands East Indies to the Commonwealth of Australia shall be accompanied by a despatch note.

Article 9.

(1) No parcel may contain a letter or other postal packet. If a parcel be posted with such an enclosure the parcel will be forwarded to its destination, charged with postage on the enclosure, at the unpaid rate applicable to such enclosure if forwarded through the post separately, and such postage shall be in addition to any other charges to be paid on delivery of the parcel.

Artikel 4.

Het port voor het vervoer van een pakket van de plaats van ter post bezorging tot aan de plaats van bestemming moet steeds vooraf worden gekweten door middel van frankeerzegels, welke door den afzender voor pakketten, afkomstig uit den Australischen Statenbond en bestemd voor Nederlandsch-Indie op de pakketten en voor pakketten uit Nederlandsch-Indie voor den Australischen Statenbond op de adreskaart moeten worden gehecht.

Artikel 5.

De pakketten zullen worden vervoerd in mailzakken, kisten of manden met de gewone mails. Indien kisten of manden, worden gebezigd, zullen de kosten van aanschaffing en van eventueele herstelling daarvan, gelijkelijk worden gedragen door de Nederlandsch-Indische Postadministratie en de verschillende uitwisselingskantoren voor den Australischen Statenbond.

Artikel 6.

1. Het uitwisselingskantoor van ontvangst zal voor het aan dat kantoor uitgekeerde aandeel in het port, alle daaraan toegezonden pakketten afleveren of naar hunne bestemming doorzenden.

2. Voor pakketten van den Australischen Statenbond voor Nederlandsch-Indie zal aan laatstgenoemd land worden te goed gedaan 2 frcs 10 centimes en 2 frcs. 50 centimes, voor pakketten, wegende onderscheidenlijk tot 1 K.G. en boven 1 tot 5 kilogram, en voor pakketten van Nederlandsch-Indie verzonden naar den Australischen Statenbond zal aan laatstgenoemd land worden te goed gedaan tien (10) pence per kilogram.

3. De betaling van de kosten wegens vervoer over zee aan de scheepvaartondernemingen, zal geschieden door de Administratie van het afzendend land.

Artikel 7.

De naam en het adres van dengene, voor wien het pakket bestemd is, moeten zoo volledig daarop zijn vermeld, dat de aflevering zonder bezwaar kan geschieden Geen pakket zal worden aangenomen, waarvan de verpakking niet voldoende wordt geacht om den inhoud tegen beschadiging te vrijwaren.

Artikel 8.

1. Elk pakket moet vergezeld gaan van eene verklaring omtrent den inhoud en de waarde, welke verklaring dient geteekend te worden door den afzender (wiens adres behoort te worden vermeld) en is te hechten aan het pakket. Op het formulier van de verklaring moeten eveneens worden vermeld het nummer van het pakket, dat op de advieslijst van verzending voorkomt en de naam van de plaats, waarvoor het pakket bestemd is.

2. Pakketten van Nederlandsch-Indie naar den Australischen Statenbond gaan vergezeld van een adreskaart.

Artikel 9.

1. Het is verboden in een pakket brieven of andere poststukken in te sluiten. Indien zich in een pakket dergelijke stukken bevinden, wordt het pakket naar de plaats van bestemming doorgezonden en worden de stukken met hetzelfde port belast, hetwelk voor ongefrankeerde stukken van denzelfden aard verschuldigd zou zijn, indien zij afzonderlijk per post verzonden worden ; met dit port worden verhoogd de eventueel andere bij de aflevering van het pakket te betalen kosten.

(2) No parcel may contain another parcel intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such enclosed parcel be detected, it will be withdrawn and sent forward charged with the unpaid postage from the country of origin to the place of destination.

Article 10.

(1) Substances of a dangerous, damaging, or offensive nature, or contraband articles, or liquids (unless securely packed in proper cases) or current coin, diamonds, specie, bullion, or gold (in dust or nuggets) shall not be enclosed in a parcel.

(2) Should any parcel, containing any such prohibited article be detected in transit through the post, the parcel will be, without other formality, returned to the despatching officer of exchange.

(3) The respective offices of exchange shall communicate to each other a list of the articles which their laws and regulations prohibit being sent by parcel post.

Article 11.

For each mail there shall be prepared a parcel bill which shall be made out in triplicate, one copy to be retained by the despatching office of exchange and the other two copies to accompany the mail to the office of exchange of the country or State of destination. The parcel bills shall be numbered serially, commencing with No. 1 for the first bill of each calendar year, and each entry in a parcel bill shall be numbered serially, commencing with No. 1. On the first bill of each calendar year the last serial number of the past year must be mentioned.

Article 12.

(1) The payment of Customs duties and other charges levied on postal parcels can be taken upon themselves by the senders. These parcels, which are provided with a special label, are accompanied by a note on which, after the delivery of the parcels to the addressees, the amount of the paid charges is filled up by the office of destination.

(2) The aforesaid amount is entered to its credit by the exchange office of destination on the next parcel bill for the exchange office of origin of the parcel and the note is affixed thereto.

Article 13.

Where not provided for in this agreement, the conditions as to the posting, transmission and delivery of parcels (including the levy of Customs duty and other charges) and re-direction within the limits of the country or State of destination shall be governed by the regulations of that country or State.

Article 14.

(1) The non-receipt of a parcel advised as having been despatched, the receipt of a parcel in a damaged or imperfect condition, and every discrepancy between a parcel bill and the parcels entered therein or other error in a parcel bill, observed by the receiving office of exchange shall

2. Eveneens is het verboden in een pakket een ander pakket, bestemd voor derden in te sluiten. Indien een dergelijk pakket wordt ontdekt, wordt het uit het eerste pakket gelicht en doorgezonden, belast met het onbetaalde port, verschuldigd voor de verzending van het land van oorsprong naar de plaats van bestemming.

Artikel 10.

1. Zelfstandigheden, welke gevaar opleveren of de overige pakketten kunnen beschadigen, smokkelwaren, vloeistoffen (tenij zorgvuldig verpakt in behoorlijke omhulsels), gangbare munt, diamanten, gemunt of ongemunt goud of zilver en stofgoud of klompen goud, mogen niet in een pakket worden gesloten.

2. Indien tijdens het vervoer per post wordt ontdekt, dat eenig pakket dergelijke verboden artikelen inhoudt, dan wordt het zonder verdere formaliteit teruggezonden naar het afzendend uitwisselingskantoor.

3. De betrokken postadministratien zullen elkaar eene opgaaf doen toekomen van de voorwerpen, welke volgens de in hun land geldende wetten en reglementen niet door middel van de pakketpost mogen worden verzonden.

Artikel 11.

Voor elke zending zal eene advieslijst in triplo worden opgemaakt waarvan een exemplaar blijft berusten bij het uitwisselingskantoor van afzending en de overige twee exemplaren de zending vergezellen tot aan het uitwisselingskantoor van het land of den staat van bestemming. De advieslijsten zullen worden voorzien van een doorloopend volgnummer, aan te vangen met No 1 voor de eerste advieslijst van elk kalenderjaar, terwijl de inschrijvingen op de advieslijst doorloopend zullen worden genummerd, voor elke lijst beginnende met No. 1. Op de eerste advieslijst van elk kalenderjaar wordt het laatst gebezigd nummer van het vorige jaar vermeld.

Artikel 12.

1. De afzenders van postpakketten kunnen de betaling der invoerrechten en van andere bij de aflevering te heffen kosten op zich nemen. Deze pakketten, welke van een bijzonder etiket worden voorzien, gaan vergezeld van eene nota, waarop, na de aflevering van de pakketten aan de geadresseerden, door het kantoor van bestemming het bedrag der betaalde kosten wordt ingevuld.

2. Het uitwisselingskantoor van bestemming crediteert zich voor dit bedrag op de eerstvolgende advieslijst voor het uitwisselingskantoor van afzending van het pakket ; de nota wordt aan deze advieslijst gehecht.

Artikel 13.

Voor zoover niet in deze overeenkomst voorzien, zullen de voorwaarden voor de terpostbezorging, het vervoer en de aflevering van pakketten (met inbegrip van de heffing van invoerrechten en andere belastingen), alsmede de nazending binnen de grenzen van het land of den staat van bestemming, worden beheerscht door de reglementen van dat land of van dien staat.

Artikel 14.

1. Van de niet ontvangst van een op de advieslijst als verzonden ingeschreven pakket, van de ontvangst van een pakket in beschadigden of gebrekkigen toestand en van elk verschil tusschen de advieslijst en de daarop ingeschreven pakketten of van eenige andere onregelmatigheid, op-

be recorded in a verification certificate, which certificate shall be forwarded by return mail to the despatching office of exchange.

(2) If no verification certificate is received, a parcel mail shall be considered as duly delivered having been found on examination correct in all respects.

Article 15.

(1) Half-yearly accounts relating to parcels exchanged between the Netherlands East Indies and the several States of the Commonwealth of Australia shall be prepared by the Post Office Department of the Commonwealth of Australia. These accounts shall be based on the entries contained in the parcel bills for the half-year, corrected by the verification certificates received up to the date of preparation of the accounts.

(2) Two copies of each of these accounts shall be furnished by the Post Office Department of the Commonwealth of Australia to the Post Office Department of the Netherlands East Indies for examination and verification, and the balance found to be due shall be remitted by the Department by which same is owing to the Department to which the amount is due.

Article 16.

(1) If a parcel cannot be delivered as addressed or is refused, it will be returned to the despatching office of exchange at the expiration of 30 days from the date of its receipt at the office of destination.

(2) Articles liable to deterioration or corruption may be sold immediately, without previous notice or formality, for the benefit of the right party, an account of the sale being duly drawn up. A parcel becoming offensive or injurious to any officer of the Post Office, or other person, may be dealt with or disposed of as the Office of Exchange of the country or State in whose possession such parcel may be, shall determine.

(3) A mis-sent parcel will be forwarded to its destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting it. If no means exist for transmitting a mis-sent parcel directly to its destination, it should be returned to the office of origin in which case the amount credited in the parcel bill of that office in respect of such parcel is cancelled, and the retransmitting office of exchange sends the parcel to the corresponding office simply recording it on the parcel bill after having called attention to the error by means of a verification certificate. If on the other hand, a mis-sent parcel can be transmitted direct to its destination, and if the amount credited to the retransmitting office is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, it will recover the difference by raising the amount entered to its credit in the parcel bill of the despatching office of exchange. The reason for this rectification will be notified to the said office by means of a verification certificate.

(4) A parcel redirected in consequence of the removal of the addressee to another country with which arrangements for the exchange of parcels have been made is subjected by the delivering office to a charge, to be paid by the addressee representing the prepaid rate of postage from the office of redirection to the place of delivery. Any parcel, the addressee of which has left for a country between which and the office of address no parcel post exists, will be dealt with as " undeliverable ". A parcel which has to be returned to the sender will be dealt with and taxed as in the case of redirection through the removal of the addressee. If the amount chargeable for the further conveyance of a returned or redirected parcel is paid at the time of its retransmission, the

gemerkt door het uitwisselingskantoor van bestemming, zal melding worden gemaakt in een Bericht van Bevinding hetwelk per omgaande mail aan het uitwisselingskantoor van afzending zal worden toegezonden.

2. Indien geen Bericht van Bevinding wordt ontvangen, zal de pakketzending worden beschouwd als behoorlijk afgeleverd en bij onderzoek in alle opzichten in orde bevonden te zijn.

Artikel 15.

1. Door de Postadministratie van den Australischen Statenbond zullen halfjaarlijksche rekeningen worden opgemaakt betreffende de postpakketten, gewisseld tusschen Nederlandsch-Indie en de verschillende staten van den Australischen Statenbond. Deze rekeningen zullen gebaseerd zijn op de inschrijvingen op de advieslijsten gedurende het halfjaar, in voorkomende gevallen verbeterd door middel van de, tot op den dag van opmaking der rekeningen ontvangen Berichten van Bevinding.

2. Van elk dezer rekeningen zullen door de Postadministratie van den Australischen Statenbond twee afschriften worden verstrekt aan de Nederlandsch-Indische Postadministratie voor onderzoek en verevening en het juist bevonden saldo zal door de Administratie, die te betalen heeft, worden overgemaakt aan de Administratie, die te vorderen heeft.

Artikel 16.

1. Indien een pakket niet aan het opgegeven adres kan worden afgeleverd of geweigerd wordt, zal het 30 dagen na aankomst op het kantoor van bestemming, aan het afzendend uitwisselingskantoor worden teruggezonden.

2. Voorwerpen, welke aan waardevermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk, zonder voorafgaande kennisgeving of formaliteit, ten voordeele van den rechthebbende worden verkocht; van den verkoop wordt een proces-verbaal opgemaakt. Indien een pakket gevaar oplevert voor de postambtenaren of voor eenig ander persoon, kan daarmede worden gehandeld of daarover worden beschikt, zooals het uitwisselingskantoor van het land of den staat, in welks bezit zulk een pakket zich bevindt, noodig acht.

3. Een verkeerd gezonden pakket zal naar zijne bestemming worden doorgezonden langs den kortsten weg waarover het nazendende kantoor beschikt. Indien het verkeerd gezonden pakket niet rechtstreeks naar zijne bestemming kan worden doorgezonden, behoort het te worden teruggezonden aan het uitwisselingskantoor van afzending, in welk geval de op de advieslijst van dat kantoor te goed gedane uitkeering voor dit pakket wordt geschrapt; het terugzendend uitwisselingskantoor schrijft het pakket voor memorie in op de advieslijst voor het correspondeerend uitwisselingskantoor en vestigt de aandacht op de onregelmatigheid door middel van een Bericht van Bevinding. Indien daarentegen een verkeerd gezonden pakket rechtstreeks naar zijne bestemming kan worden doorgezonden, en het aan het nazendende kantoor te goed gedane bedrag onvoldoende is om de voor nazending uit te keeren kosten te dekken, verevent dit kantoor het verschil door het op de advieslijst van het afzendend uitwisselingskantoor te goed gedane bedrag te verhoogen. De reden van deze wijziging wordt aan laatstgenoemd kantoor medegedeeld door middel van een Bericht van Bevinding.

4. Een pakket, dat wordt nagezonden tengevolge van het vertrek van den geadresseerde naar een ander land, waarmede eene overeenkomst omtrent de uitwisseling van postpakketten bestaat, wordt door het kantoor van afgifte belast met een port ten laste van den geadresseerde, gelijkstaande met het bedrag, hetwelk verschuldigd is voor een postpakket van het kantoor, dat nader verzendt, naar de nieuwe plaats van bestemming; indien de geadresseerde van een pakket is vertrokken naar een land, waarmede het land van oorpsronkelijke bestemming geen postpakketdienst onderhoudt, wordt het pakket als « onbestelbaar » behandeld. Een pakket, dat aan den afzender moet worden teruggezonden, wordt behandeld en met port belast evenals in het geval van nazending

parcel is dealt with as if it had been addressed direct from the retransmitting country or State to the country or State of new destination and delivered without any postal charge in respect of such return or redirection. Parcels which cannot be delivered, returned to sender, or redirected, and which have thus become " undeliverable ", should be sent back to the exchange office of origin for disposal, but will give rise to no charge on the parcel bill, and cause no account. Such parcels should be entered on the parcel bill, with the addition of the word " returned " in the column for observations.

Article 17.

Neither of the countries, parties to this Agreement, will be responsible for the loss of or damage to any parcel, and no indemnity can consequently be claimed from either country by the sender or addressee of a parcel which may become lost or damaged in transmission through the post.

Article 18.

Subject to the general provisions of this Agreement, parcels may be exchanged through the intermediary of the offices of exchange of the countries parties to such agreement, between either of such countries, and any other country with which a direct exchange of parcels has been arranged by either of the contracting countries, and there shall be paid by the country of origin to the country serving as intermediary such credits as may be specially agreed upon.

Article 19.

(1) The two countries of exchange shall mutually decide upon all other measures of detail, necessary for the carrying out of this Agreement, which shall come into operation on the first day of December 1922 and shall be terminable at any time on six months' notice by either Administration.

(2) From the date of execution of the present Agreement the Agreement of November 1913 shall be revoked.

Done at Melbourne January 18, 1923.

(Signed) A. POYNTON,
Postmaster-General.

tengevolge van het vertrek van den geadresseerde. Indien echter het port wegens verdere verzending van een teruggezonden of nagezonden pakket bij de nadere verzending wordt voldaan, wordt het pakket behandeld alsof het rechtstreeks van het land of den staat van nazending naar het land of den staat van nieuwe bestemming geadresseerd ware en wordt het uitgereikt, zonder met port voor de terug-of nazending te zijn belast. Pakketten, welke niet uitgereikt, noch aan den afzender teruggezonden, noch nagezonden kunnen worden en welke dus « onbestelbaar » zijn, moeten naar het uitwisselingskantoor van oorsprong worden teruggezonden, doch geven geene aanleiding tot het in rekening brengen van eenige vergoeding op de advieslijst of tot eenige verrekening. Dergelijke pakketten worden op de advieslijst ingeschreven met vermelding van het woord « returned » in de kolom « aanmerkingen ».

Artikel 17.

Geen der landen, partijen van deze overeenkomst, zal aansprakelijk zijn voor het verlies of de beschadiging van eenig pakket en dientengevolge kan door den afzender of den geadresseerde van een pakket, hetwelk tijdens het vervoer per post verloren raakt of beschadigd wordt, geenerlei schadevergoeding van die landen worden geeischt.

Artikel 18.

Onder de algemeene voorwaarden van deze overeenkomst kunnen door tusschenkomst van de uitwisselingskantoren der contracteerende landen pakketten worden gewisseld tusschen elk dier landen en eenig ander land, waarmede door een van de contracteerende landen een rechtstreeksche postpakket-dienst wordt onderhouden ; het land van afzending zal in dit geval aan het land, dat zijne tusschenkomst verleent de vergoedingen betalen, waaromtrent in het bijzonder mocht worden overeengekommen.

Artikel 19.

1. De contracteerende landen zullen onderling beslissen omtrent alle andere bijzondere maatregelen, noodig voor de uitvoering van deze overeenkomst, welke in werking zal treden op den 1sten December 1922 en kan te allen tijde door ieder der partijen worden ontbonden, mits de opzegging zes maanden te voren heeft plaats gehad.

2. Met den dag der inwerkingtreding van de tegenwoordige overeenkomst wordt de overeenkomst van November 1913 ingetrokken.

Gedaan te Batavia, den 2den October 1922.

Het Hoofd van den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst,
(w. g.) E. W. L. VON FABER.

Behoort bij het besluit van 15 Juni 1923 No. 23.
Mij Bekend :

De Gouvernements Secretaris,
(w. g.) Westeroven v. MEETEREN.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 469. — ACCORD CONCLU ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉ A BATAVIA LE 2 OCTOBRE 1922, A MELBOURNE LE 18 JANVIER 1923.

LE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE et LE GOUVERNEMENT DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES, étant désireux de reviser l'Accord entre le Commonwealth d'Australie, d'une part, et les Indes orientales néerlandaises, d'autre part, relatif au service d'échange de colis par l'intermédiaire des postes, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er.

Il est institué entre l'administration des postes des Indes orientales néerlandaises, d'une part, et les administrations des postes des divers Etats du Commonwealth d'Australie, d'autre part, un service régulier d'échange de colis non recommandés, qui sera assuré par l'entremise du service postal ordinaire entre les Indes orientales néerlandaises et les divers Etats du Commonwealth d'Australie.

Article 2.

Les bureaux d'échange seront les bureaux de poste de : Tandjonpriok, Soerabaja, Semarang et Makassar, pour les Indes orientales néerlandaises ; Sydney, pour l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud ; Melbourne, pour les Etats de Victoria et de Tasmanie ; Brisbane et l'Ile Thursday, pour l'Etat de Queensland ; Adélaïde, pour l'Etat de l'Australie méridionale et Perth, pour l'Etat de l'Australie occidentale.

Article 3.

1. Le poids des colis ne devra pas dépasser 5 kg. (ou onze livres avoir-du-poids). Le volume du colis ne devra pas dépasser 25 décimètres cubes (ou 0,882 pied cube) et aucun colis ne devra mesurer plus de 60 centimètres (ou 2 pieds) dans aucune dimension.

2. Les colis contenant des parapluies, cannes, cartes, plans ou articles analogues, pourront toutefois être acceptés jusqu'à concurrence de 1 mètre (ou 3 pieds 3 pouces) en longueur et 20 centimètres (ou 7 pouces) en largeur ou en épaisseur.

3. Aucune limite n'est prévue en ce qui concerne la valeur du contenu des colis.

Article 4.

Les frais de transport d'un colis, du lieu d'expédition au lieu de destination, devront, dans tous les cas, être acquittés par avance au moyen de timbres-poste qui seront collés par l'expé-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

diteur sur le colis, s'il s'agit de colis expédiés du Commonwealth d'Australie à destination des Indes orientales neérlandaises, et sur le bulletin d'expédition, s'il s'agit de colis expédiés des Indes orientales néerlandaises à destination du Commonwealth d'Australie.

Article 5.

Les colis seront expédiés dans des sacs postaux, caisses ou paniers, avec le courrier ordinaire. Si des caisses ou paniers sont utilisés, les frais d'acquisition ou de réparation de ces caisses ou paniers seront répartis également entre l'administration postale des Indes orientales néerlandaises et les divers bureaux d'échange du Commonwealth d'Australie.

Article 6.

1. Le bureau d'échange récepteur, en considération de la part qui lui est allouée sur le produit des taxes d'affranchissement, délivrera ou transmettra à destination tous les colis reçus.

2. L'administration des postes du Commonwealth d'Australie créditera l'administration des postes des Indes orientales néerlandaises des sommes respectives de 2 fr. 10 et de 2 fr. 50 pour les colis ne dépassant pas un kilogramme et ceux d'un poids supérieur à un kilogramme, mais ne dépassant pas cinq kilogrammes, en provenance du Commonwealth d'Australie et à destination des Indes orientales néerlandaises ; pour les colis en provenance des Indes orientales néerlandaises et à destination du Commonwealth d'Australie, l'administration postale de ce dernier pays sera créditée d'une somme égale à dix (10) pence par kilogramme.

3. Les frais de transport par mer, dus aux compagnies de navigation, seront acquittés par l'administration des postes dont relève le bureau expéditeur.

Article 7.

Le nom et l'adresse du destinataire seront indiqués sur les colis avec la clarté nécessaire, pour en permettre la délivrance. Aucun colis ne sera accepté s'il n'est emballé avec soin, de manière à protéger son contenu contre tout dommage.

Article 8.

1. Les colis seront accompagnés d'une déclaration de leur contenu et de leur valeur, signée par l'expéditeur (dont l'adresse sera indiquée) et fixée au colis. Le bulletin de déclaration portera également le numéro du colis qui figure sur le bordereau d'envoi et le nom du lieu de destination du colis.

2. Les colis, en provenance des Indes orientales néerlandaises, à destination du Commonwealth d'Australie seront accompagnés d'un bulletin d'expédition.

Article 9.

1. Les colis postaux ne doivent contenir aucune lettre ni autre correspondance postale. Lorsqu'une correspondance de ce genre sera trouvée dans un colis, celui-ci sera transmis à sa destination ; mais il sera frappé de la double taxe d'affranchissement applicable à la dite correspondance, si elle avait été expédiée séparément. Cette double taxe d'affranchissement sera perçue en sus de toutes autres taxes payables au moment de la délivrance du colis.

2. Un colis ne devra pas contenir de paquets à remettre à une adresse différente de celle qu'il porte; lorsque des paquets de ce genre seront découverts, ils seront retirés du colis, adressés séparément à leur destinataire et chacun d'eux sera frappé de la double taxe d'affranchissement, depuis le pays d'origine jusqu'au lieu de destination.

Article 10.

1. Un colis ne doit pas contenir de substances dangereuses, nuisibles ou malodorantes, d'articles de contrebande, de liquides (à moins qu'ils ne soient emballés avec soin dans des récipients spéciaux) de pièces de monnaies ayant cours, de diamants, d'espèces monétaires, de lingots, ou d'or (en poudre ou en pépites).

2. Lorsque l'un quelconque de ces articles prohibés sera découvert dans un colis en transit, le colis sera retourné sans autre formalité au bureau d'échange expéditeur.

3. Les bureaux d'échange respectifs se communiqueront mutuellement une liste des articles dont leurs lois et règlements interdisent l'envoi par colis postal.

Article 11.

Pour tout courrier de colis postaux, un bordereau d'envoi sera établi en trois exemplaires dont un sera conservé par le bureau d'échange expéditeur et les deux autres accompagneront le courrier jusqu'au bureau d'échange du pays destinataire. Les bordereaux d'envoi seront numérotés en série ; le premier bordereau de chaque année du calendrier portera le numéro 1. Toute inscription d'un colis dans le bordereau d'envoi portera un numéro de série ; la première inscription portera le numéro 1. Le premier bordereau de chaque année du calendrier devra indiquer le dernier numéro de série de l'année précédente.

Article 12.

1. Les droits de douane et autres taxes perçus sur les colis postaux pourront être acquittés par les expéditeurs. Dans ce cas, les colis, munis d'une étiquette spéciale, seront accompagnés d'un bulletin sur lequel le bureau de destination inscrira, après délivrance des colis à leurs destinataires, le montant des taxes acquittées.

2. Le bureau d'échange de destination inscrira à son crédit le montant des taxes susmentionnées sur le prochain bordereau d'envoi qu'il adressera au bureau d'échange d'origine, et le bulletin qui accompagnait les colis sera joint au dit bordereau.

Article 13.

Sauf dispositions contraires du présent accord, les conditions d'affranchissement, de transmission, de délivrance d'un colis (y compris la perception des droits de douane et autres taxes) et de réexpédition dans les limites du territoire du pays ou de l'Etat destinataire, seront déterminées par les règlements du dit pays ou Etat.

Article 14.

1. Tout colis porté sur le bordereau d'envoi, qui n'a pas été reçu ou qui est arrivé détérioré ou en mauvais état, toute inexactitude ou toute erreur découverte dans les bordereaux d'envoi par le bureau d'échange récepteur feront l'objet d'un rapport dressé sur un « Certificat de vérification », qui sera expédié par retour du courrier au bureau d'échange expéditeur.

2. Si le bureau expéditeur ne reçoit pas de certificat de vérification, le courrier de colis postaux sera considéré comme dûment remis et trouvé après examen régulier à tous égards.

Article 15.

1. L'administration des postes du Commonwealth d'Australie établira des relevés de comptes semestriels relatifs aux colis échangés entre les Indes orientales néerlandaises et les divers Etats du Commonwealth d'Australie. Ces relevés de comptes seront établis à l'aide des bordereaux d'envoi de chaque semestre, rectifiés d'après les certificats de vérification reçus jusqu'au jour où les comptes seront établis.

2. L'administration des postes du Commonwealth d'Australie adressera deux exemplaires de ces comptes à l'administration des postes des Indes orientales néerlandaises, aux fins d'examen et de vérification, et le solde dû sera versé au service des postes créditeur par le service des postes débiteurs.

Article 16.

1. Tout colis qui ne pourra être remis à son adresse, ou qui sera refusé, sera renvoyé au bureau d'échange expéditeur, à l'expiration d'un délai de trente jours à dater de sa réception par le bureau destinataire.

2. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ni formalités judiciaires, au bénéfice de qui de droit ; un état de la vente en sera dûment dressé. Si un colis devient dangereux ou nuisible pour un fonctionnaire quelconque des postes, ou toute autre personne, le bureau d'échange du pays ou de l'Etat, dans la possession duquel ce colis se trouve, pourra en disposer comme il l'entendra.

3. Tout colis expédié à une adresse erronée sera acheminé à sa destination réelle par l'itinéraire le plus direct que puisse utiliser le bureau qui procède à la réexpédition. S'il est impossible de réexpédier directement à sa destination un colis envoyé à une adresse erronée, celui-ci sera retourné au bureau d'origine ; dans ce cas, la somme inscrite au crédit de ce bureau, dans le bordereau d'envoi, et correspondant aux charges afférentes à la transmission du colis en question, sera annulée. Le bureau d'échange qui effectue la réexpédition retourne le colis au bureau d'origine, en mentionnant simplement l'opération sur le bordereau d'envoi, après avoir signalé l'erreur au moyen d'un certificat de vérification. Si, d'autre part, un colis expédié à une adresse erronée peut être transmis directement à sa destination réelle, et si la somme inscrite au crédit du bureau qui effectue la réexpédition est insuffisante pour couvrir les frais de celle-ci, le bureau en question recouvrera la différence en rectifiant la somme inscrite à son crédit dans le bordereau d'envoi du bureau d'échange expéditeur. Le bureau expéditeur sera avisé du motif de cette rectification au moyen d'un certificat de vérification.

4. Lorsqu'un colis doit être acheminé à une nouvelle destination parce que le destinataire s'est établi dans un autre pays, avec lequel a été conclu un accord réglant l'échange des colis postaux, le colis en question sera frappé par le bureau récepteur d'une taxe payable par le destinataire et représentant les frais d'affranchissement acquittés par le bureau qui a effectué la réexpédition au lieu où le colis a été délivré. Si le destinataire se trouve dans un pays avec lequel le pays de destination originaire n'entretient pas de service pour les colis postaux, le colis sera envoyé au rebut. Un colis qui doit être retourné à l'expédition sera considéré et taxé comme les colis qui doivent être expédiés à une nouvelle destination, par suite du déplacement du destinataire. Si la somme à percevoir pour la réexpédition d'un colis retourné à l'expéditeur ou expédié à une nouvelle destination est payée au moment de la réexpédition, le colis sera considéré comme s'il avait été adressé directement du pays ou de l'Etat où la réexpédition est effectuée au pays ou à l'Etat de la nouvelle destination, et délivré sans qu'il soit perçu de taxe pour ce retour ou cette réexpédition. Les colis qui ne peuvent être remis ou retournés à l'envoyeur, ou expédiés à une autre destination et qui sont, par suite, considérés comme colis « qui ne peuvent être livrés », doivent être retournés au Bu-

reau d'échange d'origine, afin que celui-ci puisse en disposer ; toutefois, ils ne feront l'objet d'aucun compte, et aucune somme ne sera inscrite à cet effet dans le bordereau d'envoi. Ces colis devront être indiqués dans le bordereau d'envoi, par l'inscription du mot « retourné » dans la colonne des observations.

Article 17.

Les parties au présent Accord ne seront responsables d'aucune perte ou avarie dans l'envoi d'un colis, et aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'un ou l'autre d'entre eux par l'expéditeur ou le destinataire d'un colis perdu ou avarié, au cours de sa transmission par la poste.

Article 18.

Sous réserve des dispositions générales du présent Accord, des colis postaux pourront être échangés par l'entremise des bureaux d'échange des pays Parties au présent Accord, entre l'un ou l'autre des dits pays et tout autre pays avec lequel l'un ou l'autre des pays contractants a conclu un accord relatif à l'échange direct des colis postaux ; le pays d'origine versera à cet effet au pays servant d'intermédiaire toutes sommes dont il aura été spécialement convenu.

Article 19.

1. Les deux pays d'échange arrêteront de concert toutes autres mesures de détail nécessaires à l'exécution du présent accord, qui entrera en vigueur le premier jour du mois de décembre 1922 et pourra être dénoncé à un moment quelconque moyennant un préavis de six mois donné par l'une ou l'autre des deux administrations.

2. A dater de l'entrée en vigueur du présent, l'accord du mois de novembre 1913 sera abrogé.

Fait à Batavia, le 2 octobre 1922.

Le Directeur des Postes et Télégraphes,
(signé) E. W. L. VON FABER.

Fait à Melbourne, le 18 janvier 1923.

(signé) A. POYNTON,
Directeur général des Postes.

N° 470.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention additionnelle à la Convention conclue le 6 décembre 1920, concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands, signée à Munich le 25 mars 1923.

GERMANY AND SWITZERLAND

Additional Convention to the Convention concluded December 6, 1920, dealing with Swiss mortgages in Germany containing the gold clause and with certain classes of francs credits from German debtors, signed at Munich, March 25, 1923.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 470. — ZUSATZABKOMMEN [1] ZUM ABKOMMEN VOM 6. DEZEMBER 1920 [2] ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICHE BETREFFEND SCHWEIZERISCHE GOLDHYPOTHEKEN IN DEUTSCHLAND UND GEWISSE ARTEN VON FRANKENFORDERUNGEN AN DEUTSCHE SCHULDNER, GEZEICHNET IN MÜNCHEN DEN 25. MÄRZ 1923.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil Fédéral Suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 1er septembre 1923.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place September 1, 1923.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT und DAS DEUTSCHE REICH vom Wunsche geleitet, die Schwierigkeiten, die sich bei der Durchführung des Abkommens vom 6. Dezember 1920 hinsichtlich der schweizerischen Goldhypotheken in Deutschland ergeben haben, zu beheben, sind übereingekommen, das nachstehende Zusatzabkommen zu treffen, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

Herrn Professor Dr. G. Sauser-Hall, Chef des Rechtsbureaus des eidgenössischen Politischen Departements,
Herrn Professor Dr. G. BACHMANN, Mitglied des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank,
Herrn Dr. H. KŒNIG,
Herrn Dr. H. DIETLER,
Herrn Dr. H. MÜLLER.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

Herrn Dr. Joseph RHEINBOLDT, Finanzminister a. D. und Leiter des deutschen Generalkonsulats in Zürich.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen sich geeinigt :

Artikel 1.

Dieses Abkommen (Zusatzabkommen) findet auf die in Artikel 1 des Abkommens vom 6. Dezember 1920 (Hauptabkommen) bezeichneten Goldhypotheken Anwendung, sofern der Gläubiger dem Schuldner die in Artikel 2 lit. *c* des Hauptabkommens vorgesehene Erklärung übermittelt hat.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 2 juillet 1923.

[2] Vol. II, page 344, de ce Recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, July 2, 1923.

[2] Vol. II, page 344, of this Series.

Die Uebermittlung der in Artikel 2 lit. *c* des Hauptabkommens vorgesehenen Erklärung kann noch binnen drei Monaten seit Inkrafttreten des Zusatzabkommens erfolgen. Sie ist in diesen Fällen nur wirksam, wenn der Gläubiger gleichzeitig den in Artikel 11 Abs. 1 vorgesehenen Eintragungsantrag stellt.

Die nachträgliche Erklärung ist an die Frist von drei Monaten nicht gebunden, soweit es sich um Goldhypotheken auf landwirtschaftlich genutzten Grundstücken handelt, die in Gemeindebezirken an der schweizerischen Grenze liegen, über deren Bezeichnung im einzelnen die beiden Regierungen sich verständigen werden.

Die Wirksamkeit der bereits abgegebenen oder noch abzugebenden Erklärungen ist an eine Beglaubigung der Unterschrift nicht gebunden.

Artikel 2.

Als Goldhypotheken im Sinne des Artikels 1 des Hauptabkommens gelten Hypotheken nur dann, wenn sie am 31. Juli 1914 einem Gläubiger schweizerischer Nationalität, der damals in der Schweiz einen Wohnsitz hatte, oder einer juristischen Person zugestanden haben, die in diesem Zeitpunkt ihren Hauptsitz in der Schweiz hatte ; dabei ist es gleichgültig, wer ursprünglicher Gläubiger der Hypothek gewesen ist.

Für die Anwendbarkeit des Hauptabkommens und des Zusatzabkommens macht es keinen Unterschied, ob der Eigentümer des belasteten Grundstücks zugleich persönlicher Schuldner der Hypothekenforderung ist oder nicht.

Artikel 3.

Goldhypotheken, die nach dem 31. Juli 1914 verlängert worden sind, sind von der Anwendung des Hauptabkommens und des Zusatzabkommens nur dann ausgenommen, wenn einwandfrei nachgewiesen wird, dass bei der Verlängerung der Wegfall der Goldklausel vereinbart worden ist.

Die Goldklausel gilt insbesondere dann nicht als aufgehoben, wenn die Goldhypothek ohne Erwähnung der Goldklausel sei es unter Bezugnahme auf die « bisherigen Bedingungen » sei es ohne eine solche Bezugnahme verlängert worden ist.

Artikel 4.

Als Goldhypotheken im Sinne des Hauptabkommens und des Zusatzabkommens gelten auch diejenigen Hypotheken, für die im Beleihungsvertrag neben der Goldklausel eine Kursdifferenzklausel des Inhalts vereinbart ist, dass, falls der Kurs der deutschen Währung im Zeitpunkt des Eintreffens der Zahlung am Erfüllungsort tiefer stehen sollte als am Tage der Auszahlung des Darlehens, der Schuldner den aus der Kursdifferenz sich ergebenden Betrag in begrenzter Höhe an den Gläubiger zu entrichten hat (begrenzte Kursdifferenzklausel).

Das Hauptabkommen und das Zusatzabkommen finden auch Anwendung auf Goldhypotheken mit unbegrenzter Kursdifferenzklausel, soweit sie Gläubigern zustehen, die von der schweizerischen Regierung der deutschen Regierung besonders benannt werden.

Hinsichtlich der in Absatz 2 bezeichneten Goldhypotheken gilt die in Art. 2 lit. *c* des Hauptabkommens vorgesehene Erklärung als in der vorgeschriebenen Form abgegeben.

Bei Goldhypotheken mit begrenzter Kursdifferenzklausel hat der Gläubiger nur Anspruch auf die Hälfte der in Artikel 18 und 19 festgesetzten Zinsleistungen.

In Rechtsstreitigkeiten, in denen die Anwendbarkeit des Hauptabkommens wegen der Verbindung der Goldklausel mit einer begrenzten Kursdifferenzklausel streitig ist, gilt die Klage als mit Zustimmung des Beklagten zurückgenommen. Bezüglich der Kosten finden die Bestimmungen des Artikels 24 Anwendung.

Artikel 5.

Ist das Rechtsverhältnis zwischen dem Gläubiger und dem Grundstückeigentümer oder zwischen dem Gläubiger und dem persönlichen Schuldner in seinen wesentlichen Beziehungen durch besondere Vereinbarung selbständig oder in Verbindung mit dem Hauptabkommen geregelt worden, so behält es bei dieser Regelung sein Bewenden ; das Zusatzabkommen findet, soweit nicht etwas Abweichendes vereinbart worden ist, in diesen Fällen keine Anwendung mit Ausnahme der Bestimmungen der Artikel 13 und 14 über die Zustimmung der Behörden und die Kosten der Eintragung.

Bei Meinungsverschiedenheiten unter den Beteiligten darüber, ob das Rechtsverhältnis in seinen wesentlichen Beziehungen geregelt worden ist, entscheidet auf Anrufen beider Parteien die Vertrauensstelle als Schiedsgericht. Diese Entscheidung ist endgültig. Einigen die Parteien sich auf das Schiedsgericht nicht, so bleibt beiden Parteien die Anrufung der ordentlichen Gerichte vorbehalten.

Artikel 6.

Für den Gläubiger der Goldhypothek wird eine Grundschuld in Schweizerfranken eingetragen (Gläubigergrundschuld). Ihre Höhe ergibt sich aus der Umrechnung des Markbetrages der Goldhypothek in Schweizerfranken unter Zugrundelegung eines Umrechnungskurses von 100 Mark = 123 Fr. 45. Die Gläubigergrundschuld geht den der Goldhypothek im Range nachstehenden Rechten in der Höhe des Markbetrages der Goldhypothek im Range vor.

Die Gläubigergrundschuld ist nach Massgabe der Artikel 18 und 19 zu verzinsen, jedoch nicht höher als zu dem für die Goldhypothek vereinbarten Zinssatz.

Gleichzeitig mit der Eintragung der Gläubigergrundschuld ist die Goldhypothek zu löschen. Damit erlischt vorbehaltlich der Bestimmung des Artikels 23 die persönliche Forderung aus der Goldhypothek, mag sie sich gegen den Grundstückeigentümer oder gegen dritte Personen richten. Bürgschaften erlöschen, Sicherheiten sind freizugeben, zur weiteren Sicherheit bestellte Hypotheken sind auf einseitigen Antrag des Eigentümers des belasteten Grundstücks zu löschen.

Artikel 7.

Im Range gleichstehend mit der Gläubigergrundschuld wird für den Grundstückeigentümer eine unverzinsliche Grundschuld in Schweizerfranken eingetragen (Eigentümergrundschuld).

Die Eigentümergrundschuld beträgt :

a) 10 v. H. des Betrags der Gläubigergrundschuld bei Goldhypotheken im Betrage von 700,000 Mark und darüber auf den überwiegend gewerblich genutzten Grundstücken, über deren Bezeichnung im einzelnen die beiderseitigen Regierungen sich verständigen werden, sowie auf den in Artikel 1 Abs. 3 erwähnten landwirtschaftlich genutzten Grundstücken ;

b) 20 v. H. des Betrags der Gläubigergrundschuld bei den übrigen Goldhypotheken.

Artikel 8.

Steht der Goldhypothek eine andere Hypothek im Range gleich (Nebenhypothek), so ist die Eigentümergrundschuld in Höhe eines Teils im Range hinter der Gläubigergrundschuld einzutragen. Dieser Teil wird bemessen nach dem Verhältnis des Betrags der Nebenhypothek zu der Summe der Beträge der Goldhypothek und der Nebenhypothek.

Die Verlängerung der Nebenhypothek über den nächsten Fälligkeitstermin hinaus ist unzulässig. Hängt der Eintritt der Fälligkeit der Nebenhypothek von einer Kündigung ab, so wird unabhängig davon, ob tatsächlich gekündigt wird, die Nebenhypothek zum nächst zulässigen Kündigungstermin fällig.

Wird die Nebenhypothek gelöscht, so ist auf einseitigen Antrag des Grundstückseigentümers im Grundbuch einzutragen, dass die Eigentümergrundschuld in voller Höhe der Gläubigergrundschuld gleichsteht.

Artikel 9.

Lasten auf einem Grundstück mehrere Goldhypotheken im Sinne des Hauptabkommens, und des Zusatzabkommens, so stehen die entsprechenden Gläubigergrundschulden und Eigentümergrundschulden untereinander im Range gleich.

Artikel 10.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Eintragung der Gläubigergrundschuld und der Eigentümergrundschuld hat der Grundstückeigentümer die Löschung der der früheren Goldhypothek im Range nachstehenden Reallasten, Hypotheken, Grundschulden und Rentenschulden herbeizuführen oder die Bewilligung der Berechtigten nebst den zur Eintragung erforderlichen Urkunden beizubringen, dass die Gläubigergrundschuld in voller Höhe den Vorrang vor diesen Rechten erhält.

Erfüllt der Grundstückeigentümer diese Verpflichtung nicht, so ist die Eigentümergrundschuld auf Antrag des Gläubigers zu löschen.

Artikel 11.

Für die Eintragung der Gläubigergrundschuld und die Löschung der Goldhypothek sowie für die Eintragung der Eigentümergrundschuld genügt der Antrag des Gläubigers oder des Grundstückeigentümers. Die Eintragung der Gläubigergrundschuld kann nicht ohne gleichzeitige Eintragung der Eigentümergrundschuld und Löschung der Goldhypothek, die Eintragung der Eigentümergrundschuld nicht ohne gleichzeitige Eintragung der Gläubigergrundschuld beantragt werden.

Ist der Eintragungseintrag binnen drei Monaten seit Inkrafttreten des Zusatzabkommens nicht gestellt worden, so ist der persönliche Schuldner, der nicht gleichzeitig Eigentümer des belasteten Grundstücks ist, berechtigt, vom Gläubiger binnen weiterer drei Monate zu verlangen, dass er den Eintragungsantrag stellt.

Artikel 12.

Ueber die Gläubigergrundschuld wird ein Grundschuldbrief erteilt. Der Gläubiger erwirkt die Grundschuld bereits mit der Eintragung in das Grundbuch.

Die Erteilung eines Grundschuldbriefes über die Eigentümergrundschuld ist ausgeschlossen.

Die Umwandlung der Eigentümergrundschuld in eine Hypothek ist unzulässig. Bei einem Eigentumswechsel geht die Eigentümergrundschuld von Rechts wegen auf den neuen Eigentümer des Grundstücks über. Ohne gleichzeitige Uebertragung des Eigentums an dem Grundstück kann die Eigentümergrundschuld nur mit Zustimmung der Reichsregierung oder einer von ihr bestimmten Stelle abgetreten werden. Entsprechendes gilt für die Verpfändung. Diese Verfügungsbeschränkungen sind im Grundbuch zu vermerken.

Artikel 13.

Der in den §§ 1 bis 3 der deutschen Verordnung über die Eintragung von Hypotheken in ausländischer Währung vom 13. Februar 1920 vorgesehenen Einwilligung der Landeszentralbehörde und der im Range gleich- oder nachstehenden Berechtigten bedarf es zur Eintragung der Gläubiger-

grundschuld und der Eigentümergrundschuld nicht. Ebensowenig bedarf es einer behördlichen Genehmigung, falls der Gläubiger das Grundstück in der Zwangsversteigerung erwirkt.

Artikel 14.

Für die Eintragung der Gläubigergrundschuld, die Löschung der Goldhypothek und die Eintragung der Eigentümergrundschuld, sowie für die dazu erforderlichen gerichtlichen Beurkundungen werden neben den Auslagen Gebühren nur in Höhe von $^1/_{10}$ des Gebührensatzes erhoben. Dabei wird der Schweizerfranken zum Kurse von 100 Franken = 81 Mark umgerechnet. Die Kosten der Grundbuchbehörden werden im Verhältnis der Gläubigergrundschuld zur Eigentümergrundschuld auf den Gläubiger und den Eigentümer verteilt ; die übrigen Kosten trägt jeder Beteiligte für sich.

Artikel 15.

Der Gläubiger kann die Gläubigergrundschuld während der in Artikel 2 lit. *a* des Hauptabkommens vorgesehenen Frist nicht kündigen. Mit dem Ablauf der Frist wird die Gläubigergrundschuld, ohne dass es einer Kündigung bedarf, fällig.

Wird der Gläubiger bis zum Ablauf dieser Frist nicht voll befriedigt, so ist er berechtigt, die Fälligkeit durch einseitige Erklärung gegenüber dem Eigentümer weiter hinauszuschieben. Dieses Recht steht ihm auch an den späteren Fälligkeitsterminen zu.

Der Eigentümer ist jederzeit berechtigt, die Gläubigergrundschuld ganz oder teilweise abzulösen.

Artikel 16.

Solange die Gläubigergrundschuld gestundet ist, wird auch die Eigentümergrundschuld nicht fällig.

Artikel 17.

Eine Zwangsvollstreckung in das Grundstück findet auf Antrag des Inhabers einer der Goldhypothek im Range nachstehenden Reallast, Hypothek, Grundschuld oder Rentenschuld nicht statt, solange dieses Recht nicht gemäss Artikel 10 Abs. 1 hinter die Gläubigergrundschuld im Range zurückgetreten ist.

Der Gläubiger der Eigentümergrundschuld darf eine Zwangsvollstreckung in das Grundstück nicht betreiben, solange nicht die Gläubigergrundschuld abgelöst worden ist. Das gleiche gilt für alle diejenigen, denen ein Pfandrecht oder ein Niessbrauch an der Eigentümergrundschuld zusteht, oder die aus einem andern Grunde zur Geltendmachung von Rechten aus der Eigentümergrundschuld befugt sein sollten.

Artikel 18.

Die Zinsen der Gläubigergrundschuld betragen mindestens :

a) bei den in Artikel 7 Abs. 2 lit. *a* bezeichneten Gläubigergrundschulden $^1/_3$ v. H. in Schweizerfranken. Vom 1. Januar 1928 an erhöht sich dieser Satz auf $^1/_2$ v. H. in Schweizerfranken. Die Zinsen können in Papiermark entrichtet werden. Massgebend für die Umrechnung ist dabei der Geldkurs der Mark in der Schweiz nach den Notierungen der Schweizerischen Nationalbank an dem dem Zahlungstage vorangehenden Tage ;

b) bei allen übrigen Gläubigergrundschulden (Artikel 7 Abs. 2 lit. *b*) das Vierfache der einfachen Zinsen der Goldhypothek in Papiermark. Soweit dem Gläubiger im Falle verspäteter Zahlung der Zinsen ein Anspruch auf Ersatz des Kursverlustes zusteht, bleibt dieser Anspruch vorbehalten.

Das Höchstmass der Zinsen ergibt sich aus Artikel 6 Abs. 2.

Artikel 19.

Als Normalzins der Gläubigergrundschuld sollen entrichtet werden :

a) 90 v. H. des Reinertrages des Grundstücks für die in Artikel 7 Abs. 2 lit. *a* bezeichneten Gläubigerschulden ;

b) 80 v. H. des Reinertrages des Grundstücks für alle übrigen Gläubigergrundschulden (Artikel 7 Abs. 2 lit. *b*).

Artikel 20.

Für die Berechnung des Reinertrages des Grundstücks ist die objektive Ertragsfähigkeit des Grundstücks massgebend.

Bei zur Vermietung oder Verpachtung bestimmten Grundstücken ist für die Berechnung vom Bruttomiet- oder -pachtzins auszugehen. Ist dieser Zins kleiner als der bei umsichtiger Bewirtschaftung erzielbare Zins, so ist letzterer zugrundezulegen. Vom Bruttomiet- oder -pachtzins sind abzuziehen die auf das Grundstück entfallenden Steuern und anderen öffentlichen Abgaben, die notwendigen Ausgaben für Unterhaltung und Reparaturen, sowie die Zinsen für vorgehende dingliche Lasten.

Wird das Grundstück vom Eigentümer ganz oder teilweise selbst genutzt, so ist für die Berechnung des Reinertrages von dem Miet- oder Pachtertrag auszugehen, der bei umsichtiger Vermietung oder Verpachtung an einen Dritten erzielt werden könnte.

Bei Grundstücken, die für den Betrieb eines besonderen bestimmten Gewerbes eingerichtet sind (z. B. Fabriken, Hotels, Warenhäuser, landwirtschaftliche Grundstücke), ist der Reinertrag nach den für solche Objekte massgebenden Berechnungsgrundsätzen in jedem Fall besonders festzustellen. Keinesfalls darf der Reinertrag kleiner festgesetzt werden, als er bei umsichtiger Vermietung oder Verpachtung des Grundstücks für die Zwecke einer auf längere Dauer gesicherten Nutzung durch einen gleichartigen anderen Betrieb zu erzielen sein würde.

Artikel 21.

Soweit die Beteiligten sich über den Reinertrag des Grundstücks nicht geeinigt haben, wird er durch die Vertrauensstelle festgesetzt. Diese kann zuverlässige unparteiische Sachverständige zuziehen ; die dadurch entstandenen Kosten tragen die vertragschliessenden Staaten je zur Hälfte.

Die Festsetzung erfolgt alljährlich. Für die in Art. 7 Abs. 2 lit. *a* bezeichneten Grundstücke hat stets eine besondere Festsetzung stattzufinden. Für die in Art. 7 Abs. 2 lit. *b* bezeichneten, Grundstücke darf die Festsetzung für einzelne Arten gleichartiger Objekte allgemein erfolgen, es sei denn, dass der Gläubiger oder der Grundstückeigentümer bis zum 31. Januar bei der Vertrauensstelle eine besondere Festsetzung beantragt.

Die Festsetzung im Jahre 1923 hat nur in den Fällen zu erfolgen, in denen der Gläubiger es ausdrücklich beantragt.

Artikel 22.

Der jeweilige Eigentümer des mit der Gläubigergrundschuld belasteten Grundstückes haftet für die während der Dauer seines Eigentums fällig gewordenen Zinsen auch persönlich.

Durch Bezahlung der Zinsen nach Massgabe der Art. 18 und 19 gilt die Zinsenschuld als endgültig getilgt.

Artikel 23.

Soweit Zinsen und Zinsaufschläge der Goldhypothek auf Grund des Hauptabkommens bis zum 31. Dezember 1922 zu bezahlen waren, jedoch rückständig geblieben sind, sind sie in den Fällen des Art. 7 Abs. 2 lit. *a* gemäss den Bestimmungen der Anlage I Ziff. 1 des Hauptabkommens, in den Fällen des Art. 7 Abs. 2 lit. *b* in Höhe des Vierfachen der einfachen Zinsen der Goldhypothek in Papiermark, und zwar unabhängig vom Kursverhältnis der Mark zum Schweizerfranken zu

entrichten. Durch Zahlung dieser Beträge gelten die rückständigen Zinsen als endgültig getilgt. Ansprüche auf Schadensersatz wegen des bis zum Inkrafttreten des Zusatzabkommens eingetretenen Verzugs können nicht erhoben werden.

Zinsen und Zinsaufschläge, die mit oder ohne Vorbehalt freiwillig oder im Wege der Zwangsvollstreckung bezahlt worden sind, können nicht zurückgefordert werden. Dies gilt auch für den Fall der Zwangsvollstreckung auf Grund eines vorläufig vollstreckbaren Urteils.

Die nach Abs. 1 und 2 noch zu zahlenden rückständigen Zinsen und Zinsaufschläge sind zur einen Hälfte spätestens bis zum Ablauf von drei Monaten nach Inkrafttreten des Zusatzabkommens, zur andern Hälfte spätestens bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Inkrafttreten des Zusatzabkommens zu entrichten. Erfolgt die Zahlung der ersten Hälfte nicht innerhalb der festgesetzten Frist, so wird der ganze Betrag zur Zahlung fällig unter Erhöhung um 25 v. H. der ganzen noch rückständigen Schuld. Wird zwar die erste Hälfte, nicht aber die zweite Hälfte fristgemäss bezahlt, so ist letztere mit einem Aufschlag von 50 v. H. der noch rückständigen Schuld zu bezahlen. Der Anspruch auf einen darüber hinausgehenden Verzugsschaden bleibt unberührt.

Artikel 24.

Bei anhängigen Rechtsstreitigkeiten über Goldhypotheken, die durch das Zusatzabkommen ihre Erledigung finden, wird für die Berechnung der Kosten der Streitwert nach dem Nennbetrage der Mark festgesetzt. Schweizerfranken sind in diesem Falle zum Kurse von 100 Franken = 81 Mark unzurechnen. Gerichtliche Gebühren und Auslagen werden nicht erhoben. Die aussergerichtlichen Kosten trägt jede Partei für sich ; auf Anwaltsgebühren entrichtete Kostenvorschüsse werden nicht zurückerstattet.

Anhängige Vollstreckungsverfahren sind einzustellen ; gerichtliche Gebühren und Auslagen werden nicht erhoben. Jede Partei hat die ihr entstandenen aussergerichtlichen Kosten zu tragen.

Soweit nach Inkrafttreten des Zusatzabkommens Rechtsstreitigkeiten anhängig werden, wird der Streitwert nach den bestehenden Vorschriften berechnet. Er darf jedoch nicht höher festgesetzt werden als nach dem Wert, den der Klageanspruch in dem für die Kostenberechnung massgebenden Zeitpunkt hat und nicht höher als auf $^{5}/_{6}$, in den Fällen des Art. 7 Abs. 2 lit. *a* als auf $^{10}/_{11}$, des Steuerwerts des Grundstücks.

Artikel 25.

Für die Gläubigergrundschulden und die Eigentümergrundschulden gelten hinsichtlich der Zwangsvollstreckung die Vorschriften der §§ 5 bis 11 der deutschen Verordnung über die Eintragung von Hypotheken in ausländischer Währung vom 13. Februar 1920. Diese Bestimmungen gelten als Bestandteil des Zusatzabkommens.

Artikel 26.

Der Grundstückeigentümer ist verpflichtet die Gebäude nebst dem mitverhafteten Zubehör ausreichend gegen Feuerschaden versichert zu halten und dem Gläubiger hierüber auf Verlangen den Nachweis zu führen.

Kommt der Eigentümer dieser Verpflichtung nicht nach, so greift die Vorschrift des § 1134 des deutschen Bürgerlichen Gesetzbuches Platz.

Artikel 27.

Die Zahlung sowohl des Kapitals als auch der rückständigen und der in Zukunft fällig werdenden Zinsen sämtlicher unter das Hauptabkommen sowie das Zusatzabkommen fallenden Goldhypotheken oder Gläubigergrundschulden erfolgt frei von allen gegenwärtigen und zukünftigen Steuern und Abgaben des Deutschen Reichs, der Länder und Gemeinden, sofern der Gläubiger seinen Sitz (Hauptwohnsitz oder Hauptniederlassung) in der Schweiz hat. Ausserdem sind diese Gold-

hypotheken und Gläubigergrundschulden frei von allen Sondersteuern auf die Anlage von ausländischem Kapital im Deutschen Reich.

Die Befreiungen erstrecken sich nicht auf die allgemeinen Personalsteuern, die im Deutschen Reich erhoben werden, insbesondere nicht auf die Einkommensteuer und die Körperschaftssteuer.

Artikel 28.

Die Vertrauensstelle (Art. 5 Abs. 2 und Art. 21) besteht aus zwei Mitgliedern, von denen jede der beiden Regierungen eines ernennt.

Der Gläubiger und der Grundstückeigentümer sind verpflichtet, der Vertrauensstelle jede gewünschte Auskunft wahrheitsgetreu zu erteilen, sowie auf Verlangen sämtliche auf das Grundstück bezügliche Geschäftsbücher und Akten vorzulegen. Im Falle des Zuwiderhandelns kann die Vertrauensstelle auf Grund des einseitigen Vorbringens der nichtsäumigen Partei entscheiden. Die Behörden der vertragschliessenden Staaten sind gehalten, der Vertrauensstelle jede für die Erfüllung ihrer Aufgaben notwendige Auskunft zu erteilen.

Die Vertrauensstelle erlässt mit Genehmigung der beiden Regierungen die erforderlichen allgemeinenGeschäfts- und Verfahrensvorschriften.

Die Entscheidungen der Vertrauensstelle sind endgültig ; sie sind kurz zu begründen.

Artikel 29.

Streitigkeiten zwischen den vertragschliessenden Staaten über die Auslegung des Hauptabkommens oder des Zusatzabkommens sind nach dem Schieds- und Vergleichsvertrag [1] vom 3. Dezember 1921 zu erledigen.

Artikel 30.

Dieses Zusatzabkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Bern ausgetauscht werden.

Das Zusatzabkommen tritt mit Wirkung vom 1. Januar 1923 ab in Kraft. Für die Anwendung der Artikel 1 Abs. 2, 8 Abs. 2, 11 Abs. 2, 23 Abs. 3 und 24, gilt als Tag des Inkrafttretens des Zusatzabkommens der Tag des Austausches der Ratifikationsurkunden.

Zahlungen, die auf Grund des Hauptabkommens nach dem 1. Januar 1923 auf die seit diesem Tage fällig gewordenen Zinsen geleistet worden sind, werden, soweit sie die nach dem Zusatzabkommen zu leistenden Zinsen übersteigen, auf die nächstfälligen Zinsen angerechnet.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit Siegel versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in München am fünfundzwanzigsten März tausendneunhundertdreiundzwanzig (25. März 1923).

(L. S.) (gez.) RHEINBOLDT.

(L. S.) (gez.) SAUSER-HALL.
(L. S.) (gez.) G. BACHMANN.
(L. S.) (gez.) KOENIG.
(L. S.) (gez.) DIETLER.
(L. S.) (gez.) Dr. H. MÜLLER.

Pour copie conforme :
Berne, le 31 août 1923.
Le Chancelier de la Confédération :
STEIGER.

[1] Vol. XII, page 271 de ce Recueil.

[1] Vol XII, page 271 of this Series.

[1] TRADUCTION.

No. 470. — CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 6 DÉCEMBRE 1920 ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET L'EMPIRE ALLEMAND, CONCERNANT LES HYPOTHÈQUES SUISSES AVEC CLAUSE D'OR EN ALLEMAGNE ET CERTAINES CATÉGORIES DE CRÉANCES EN FRANCS CONTRE DES DÉBITEURS ALLEMANDS, SIGNÉE A MUNICH LE 25 MARS 1923.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE et L'EMPIRE ALLEMAND, animés du désir de mettre fin aux difficultés survenues dans l'exécution de la Convention du 6 décembre 1920 concernant les hypothèques avec clause d'or en Allemagne, ont résolu de conclure la Convention additionnelle suivante et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. G. SAUSER-HALL, chef du Bureau du Contentieux du Département politique fédéral,
M. G. BACHMANN, membre de la Direction de la Banque Nationale Suisse,
M. H. KŒNIG, docteur en droit,
M. H. DIETLER, docteur en droit,
M. H. MÜLLER, docteur en droit ;

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. le Dr Joseph RHEINBOLDT, ministre des Finances en retraite et consul général d'Allemagne à Zurich.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

La présente Convention (Convention additionnelle) s'applique aux hypothèques avec clause d'or mentionnées à l'article 1er de la Convention du 6 décembre 1920 (Convention principale), pour autant que le créancier a remis à son débiteur la déclaration prévue à l'article 2, lit. *c*, de la Convention principale.

La remise de la déclaration prévue à l'article 2, lit. *c*, de la Convention principale peut encore intervenir pendant un délai de trois mois dès l'entrée en vigueur de la Convention additionnelle. Elle n'aura alors d'effet que si le créancier formule simultanément une demande d'inscription, au sens de l'article 11, alinéa 1.

La validité de la déclaration remise après l'entrée en vigueur de la Convention additionnelle ne dépend pas de l'observation de ce délai de trois mois, lorsqu'il s'agit d'hypothèques avec clause d'or grevant des immeubles destinés à l'agriculture et situés dans des arrondissements communaux attenants à la frontière suisse ; les deux Gouvernements s'entendront pour désigner chacun de ces arrondissements.

[1] Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse.

[1] Communicated by the Swiss Federal Council.

[1] TRANSLATION.

No. 470. — ADDITIONAL CONVENTION TO THE CONVENTION CONCLUDED DECEMBER 6, 1920, BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH DEALING WITH SWISS MORTGAGES IN GERMANY CONTAINING THE GOLD CLAUSE AND WITH CERTAIN CLASSES OF FRANCS CREDITS FROM GERMAN DEBTORS, SIGNED AT MUNICH, MARCH 25, 1923.

The SWISS CONFEDERATION and the GERMAN EMPIRE, being desirous of putting an end to the difficulties which have arisen in applying the Convention dated December 6, 1920 concerning mortgages in Germany containing the gold clause, have decided to draw up the following supplementary Convention, and have appointed as their plenipotentiaries for this purpose :

The SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. G. SAUSER-HALL, Head of the Litigation Section, Political Federal Departement.
M. G. BACHMANN, Member of the Board of the Swiss National Bank.
M. H. KOENIG, Doctor of Law.
M. H. DIETLER, Doctor of Law.
M. H. MÜLLER, Doctor of Law.

The GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Joseph RHEINBOLDT, Minister of Finance (retired) and German Consul General at Zurich,

Having communicated their full powers which were found in good and due form, the plenipotentiaries have agreed upon the following regulations :

Article 1.

The present Convention (supplementary Convention) shall be applied to those mortgages containing the gold clause, which are mentioned in Article 1 of the Convention dated December 6, 1920 (Principal Convention), in so far as they relate to cases in which the creditor has given to the debtor the written statement referred to in Article 2 *lit. c* of the principal Convention.

A time limit of three months from the coming into force of the Supplementary Convention shall be allowed for the transmission of the written statement referred to in Article 2, *lit. c*, of the principal Convention. This statement shall be valid only in cases where the creditor has simultaneously formulated a request for registration of his claim in accordance with Article 11, paragraph 1.

The validity of a written statement transmitted after the coming into force of the Supplementary Convention shall not depend on adherence to the time limit of three months referred to above, in cases where mortgages containing the gold clause have been raised on agricultural land, situated in *arrondissements communaux* adjoining the Swiss frontier ; the two Governments shall agree in determining the boundaries of such parishes.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

La validité des déclarations déjà remises ou à remettre ne dépend pas de la légalisation des signatures qui y sont apposées.

Article 2.

Ne sont considérées comme hypothèques avec clause d'or, au sens de l'article premier de la Convention principale, que les hypothèques avec clause d'or qui appartenaient, au 31 juillet 1914, à un créancier de nationalité suisse ayant, à cette date, son domicile en Suisse, ou à une personne juridique dont le siège principal était en Suisse, à cette époque, sans qu'il y ait lieu de rechercher au profit de quel créancier l'hypothèque a été constituée à l'origine.

Pour l'application de la Convention principale et de la Convention additionnelle, il n'y a pas à distinguer selon que le propriétaire de l'immeuble grevé est ou non, en même temps, personnellement tenu de la dette hypothécaire.

Article 3.

La Convention principale et la Convention additionnelle s'appliqueront aux hypothèques avec clause d'or qui ont été prorogées après le 31 juillet 1914, à moins qu'il ne soit incontestablement établi que, lors de la prorogation, les parties sont convenues de supprimer la clause d'or.

La clause d'or ne doit notamment pas être considérée comme supprimée, lorsque l'hypothèque a été prorogée, sans qu'il ait été fait mention de la clause d'or, soit par une simple référence aux « conditions antérieures », soit sans une référence de ce genre.

Article 4.

Sont aussi considérées comme hypothèques avec clause d'or, au sens de la Convention principale et de la Convention additionnelle, les hypothèques pour lesquelles il a été simultanément convenu, dans le contrat de prêt, de la clause d'or et d'une clause de garantie de cours, de telle manière que, si le cours du mark allemand devait, au jour du paiement de la somme due au lieu d'exécution, être inférieur au cours du mark allemand au jour du versement du prêt, le débiteur soit tenu de rembourser à son créancier, jusqu'à un montant maximum, les pertes résultant de la différence des cours (clause de garantie de cours limitée).

La Convention principale et la Convention additionnelle s'appliquent également aux hypothèques où la clause d'or est jointe à une clause de garantie de cours illimitée, pour autant qu'elles appartiennent à des créanciers que le Gouvernement suisse désignera expressément au Gouvernement allemand.

La déclaration prévue à l'article 2, lit. *c*, de la Convention principale est considérée comme donnée dans la forme prescrite pour les hypothèques avec clause d'or mentionnées à l'alinéa 2.

Pour les hypothèques avec clause d'or et clause de garantie de cours limitée, le créancier n'a droit qu'à la moitié des intérêts fixés aux articles 18 et 19.

Dans les litiges auxquels a donné lieu l'applicabilité de la Convention principale, à raison de la présence d'une clause d'or jointe à une clause de garantie de cours limitée, l'action judiciaire est censée retirée avec l'assentiment du défendeur. Les frais sont réglés conformément aux dispositions de l'article 24.

Article 5.

Si les relations juridiques entre le créancier et le propriétaire foncier ou entre le créancier et le débiteur personnel ont fait l'objet, sur des points essentiels, d'arrangements spéciaux, soit indépendants, soit en corrélation avec la Convention principale, ces arrangements continueront

Written statements already transmitted, or to be transmitted, shall not be invalidated by the fact that the signatures affixed thereto have not been executed in due legal form.

Article 2.

Shall be considered as mortages containing the gold clause within the terms of Article 1 of the principal Convention, only, those mortgages containing the gold clause which belonged to a creditor of Swiss nationality domiciled in Switzerland on July 31, 1914, or to a legal person with headquarters in Switzerland at that date, there being no need to establish the identity of the first holder of the mortgage.

With regard to the application of the principal Convention and of the supplementary Convention, no distinction shall be drawn between cases in which the owner of the encumbered estate is personally liable for the payment of the mortgage debt, and cases in which he is not so liable.

Article 3.

The principal and supplementary Conventions shall be applicable to those mortgages containing the gold clause which have been extended since July 31, 1914, unless it can be indubitably established that the parties to it had agreed to suppress the gold clause at the time of such extension.

In particular the gold clause shall not be regarded as suppressed, when the mortgage has been extended without mention of the gold clause whether reference has been made to " anterior conditions " or not.

Article 4.

Shall also be considered as mortgages containing the gold clause within the terms of the principal and supplementary Conventions, those mortgages in which the gold clause and a clause relating to rate of exchange guarantee have been simultaneously agreed upon in the loan contract, providing that should the German mark rate on the date set for the repayment of the sum due be lower at the place named for the payment than the rate ruling on the day on which the loan was contracted, the debtor shall refund to the creditor the total losses due to the difference in the rates of exchange up to a certain fixed maximum (guarantee clause of limited exchange liability).

The principal and the supplementary Conventions shall be equally applicable to mortgages in which the gold clause is appended to a clause guaranteeing unlimited rate of exchange in cases where such mortgages are the property of creditors expressly indicated to the German Government by the Swiss Government.

The written statement referred to in Article 2, *lit. c*, of the principal Convention shall be regarded as having been made in the form prescribed for mortgages containing the gold clause, mentioned in paragraph 2.

With regard to mortgages containing the gold clause and a clause guaranteeing a limited rate of exchange liability the creditor shall have the right to one-half only of the interest fixed in Articles 18 and 19.

In cases in which the applicability of the principal Convention is disputed owing to the existence of a gold clause together with a clause guaranteeing limited exchange liability, legal action shall be considered withdrawn by consent of the defendant. Costs shall be regulated in accordance with the provisions of Article 24.

Article 5.

If the legal action between the creditor and the ground landlord, or between the creditor and the actual debtor, shall have formed the subject of special agreements on essential points, either independently of or in co-relation to the principal Convention, agreements of this nature shall

à rester en vigueur ; la Convention additionnelle, toutes stipulations contraires des parties étant réservées, ne s'applique pas dans ces cas, à l'exception des dispositions des articles 13 et 14 sur le consentement des autorités à l'inscription et les frais de cette dernière.

En cas de différends entre les intéressés sur la question de savoir si les relations juridiques ont fait l'objet d'arrangements portant sur des points essentiels, l'office fiduciaire, à la demande des deux parties, décide en qualité de tribunal arbitral. Sa décision est définitive. Si les deux parties ne parviennent pas à s'entendre pour soumettre leur différend à un tribunal arbitral, elles pourront faire appel aux tribunaux ordinaires.

Article 6.

Une dette foncière en francs suisses sera inscrite au registre foncier pour le créancier de l'hypothèque avec clause d'or (dette foncière au profit du créancier). Le montant de cette dette se calcule en convertissant en francs suisses la valeur en marks de l'hypothèque avec clause d'or, sur la base d'un cours de 100 marks = 123,45 francs. La dette foncière au profit du créancier est inscrite, pour le montant en marks de l'hypothèque avec clause d'or, avant les droits postérieurs en rang à cette hypothèque.

La dette foncière du profit du créancier porte intérêts conformément aux articles 18 et 19 ; ces intérêts ne dépasseront pas toutefois ceux convenus pour l'hypothèque avec clause d'or.

L'hypothèque avec clause d'or doit être radiée au moment de l'inscription de la dette foncière au profit du créancier. Cette radiation, sous réserve de la disposition de l'article 23, entraîne l'extinction de la dette personnelle garantie par l'hypothèque avec clause d'or, qu'elle ait été assumée par le propriétaire de l'immeuble ou par des tiers. Les cautionnements prennent fin, les sûretés sont libérées et les autres hypothèques constituées pour garantir la dette doivent être radiées à la seule demande du propriétaire de l'immeuble grevé.

Article 7

Une dette foncière en francs suisses sera inscrite au registre foncier au nom du propriétaire de l'immeuble (dette foncière au profit du propriétaire) ; elle ne portera pas intérêt et sera égale en rang à la dette foncière au profit du créancier.

La dette foncière au profit du propriétaire s'élève à :

a) 10 pour cent du montant de la dette foncière au profit du créancier, lorsqu'il s'agit d'hypothèques avec clause d'or de 700.000 marks et plus, qui grèvent des immeubles utilisés en majeure partie pour l'industrie et devant être désignés de commun accord par les deux Gouvernements, ainsi que des immeubles destinés à l'agriculture et mentionnés à l'article 1, alinéa 3 ;

b) 20 pour cent du montant de la dette foncière au profit du créancier, lorsqu'il s'agit d'autres hypothèques avec clause d'or.

Article 8.

Si une autre hypothèque a un rang égal à l'hypothèque avec clause d'or, une partie de la dette foncière au profit du propriétaire sera inscrite après la dette foncière au profit du créancier. Cette partie correspondra à la proportion qui existe entre la valeur de l'hypothèque en rang égal, d'une part, et les montants additionnés de l'hypothèque avec clause d'or et de l'hypothèque en rang égal, d'autre part.

continue in force; the supplementary Convention, with reservation of all stipulations to the contrary made by the parties concerned, shall not be applicable in such cases, with the exception of the provisions laid down in Articles 13 and 14 concerning the consent of the authorities to registration and the costs of this last.

In the case of disputes arising between parties interested, as to whether legal actions have formed the subject of agreements on essential points, the Fiduciary Office shall, upon the request of both parties, settle the dispute, acting as an Arbitration Court. The decision of the Fiduciary Office shall be final. If the two parties are unable to agree to submit their dispute to an arbitration court, they may appeal to the Ordinary Courts.

Article 6.

A land debt in the name of the creditor holding a mortgage containing the gold clause shall be inscribed in the Land Register in Swiss francs (land debt in the name of the creditor). The amount of such debt shall be calculated by converting into Swiss francs the value of the mortgage containing the gold clause reckoned in German marks at the rate of 100 marks = 123.45 francs. The amount of the land debt in the name of the creditor shall be registered at the rate of the value in marks of the mortgage containing the gold clause, and such registration shall give priority over all subsequent claims on the mortage.

The land debt in the name of the creditor shall bear interest in accordance with Articles 18 and 19; the interest shall not, however, exceed the rate laid down for mortgages containing the gold clause.

A mortgage containing the gold clause shall be cancelled when registration of the land debt in the name of the creditor takes place. This cancellation with reservation of the provision laid down in Article 23, implies the extinction of the individual debt guaranteed by the mortgage containing the gold clause, whether liability shall have been acknowledged by the ground landlord or by third parties. Guarantees shall terminate, securities shall be released, and other mortgages raised for the purpose of guaranteeing the debt shall be cancelled at the sole request of the owner of the encumbered property.

Article 7.

A land debt in the name of the ground landlord shall be inscribed in the Land Register in Swiss francs (land debt in the name of the landlord); a debt of this nature shall bear no interest and shall rank equally with a land debt in the name of the creditor.

A land debt entered in the name of the landlord shall amount to:

(a) 10 % of the amount of the land debt in the name of the creditor, in the case of mortgages containing the gold clause of 700,000 marks and over, raised on landed property chiefly used for industrial purposes, to be indicated by common agreement between the two Governments, and also on agricultural landed property mentioned in Article 1, paragraph 3;

(b) 20% of the amount of the land debt entered in the name of the creditor, when it is a case of other mortgages containing the gold clause.

Article 8.

If another mortgage has claims equal to a mortgage containing the gold clause, a portion of the land debt in the name of the landlord shall be registered second to that in the name of the creditor. This sum shall be in proportion to the ratio existing between the value of the mortgage with equal claim on the one hand, and the added totals of the mortgage containing the gold clause and that with equal claim on the other.

Le terme de l'hypothèque en rang égal ne peut pas être prolongé. Lorsque le remboursement de l'hypothèque en rang égal dépend d'une dénonciation, l'échéance sera fixée au plus prochain terme pour lequel la dénonciation peut être donnée, que cette dernière soit effectivement intervenue ou non.

Si l'hypothèque en rang égal est radiée, le propriétaire foncier pourra, à sa seule demande, faire inscrire au registre foncier que la dette foncière à son profit a, pour tout son montant, un rang égal à la dette foncière au profit du créancier.

Article 9.

Les dettes foncières au profit du créancier et au profit du propriétaire sont en rang égal, lorsqu'elles proviennent de plusieurs hypothèques avec clause d'or, au sens de la Convention principale et de la Convention additionnelle, grevant un même immeuble.

Article 10.

Le propriétaire de l'immeuble devra, dans un délai de six mois à partir de l'inscription de la dette foncière au profit du créancier et de la dette foncière au profit du propriétaire, provoquer la radiation des charges foncières, hypothèques, dettes foncières et rentes foncières, postérieures en rang à l'ancienne hypothèque avec clause d'or, ou établir que les intéressés consentent à ce que la dette foncière au profit du créancier prenne rang, pour son montant intégral, avant ces droits ; il devra alors se procurer également tous les documents nécessaires à l'inscription au registre foncier.

Si le propriétaire de l'immeuble ne remplit pas cette obligation, la dette foncière au profit du propriétaire sera radiée à la demande du créancier.

Article 11.

L'inscription de la dette foncière au profit du créancier et la radiation de l'hypothèque avec clause d'or, ainsi que l'inscription de la dette foncière au profit du propriétaire, peuvent intervenir à la seule demande du créancier ou du propriétaire de l'immeuble.

Le créancier ne peut demander l'inscription de la dette foncière à son profit sans qu'il soit procédé en même temps à l'inscription de la dette foncière au profit du propriétaire et à la radiation de l'hypothèque avec clause d'or ; le propriétaire ne peut demander l'inscription de la dette foncière à son profit sans qu'il soit procédé en même temps à l'inscription de la dette foncière au profit du créancier.

Si la demande d'inscription de la dette foncière n'a pas été formulée dans un délai de trois mois après l'entrée en vigueur de la Convention additionnelle, le débiteur personnel qui n'est pas en même temps propriétaire de l'immeuble grevé peut, dans un nouveau délai de trois mois, exiger du créancier qu'il formule sa demande d'inscription.

Article 12.

Une lettre de dette foncière est délivrée au créancier. Le créancier acquiert la dette foncière dès le moment où elle est inscrite au registre foncier.

Il n'y a pas lieu à délivrance d'une lettre pour la dette foncière au profit du propriétaire.

La dette foncière au profit du propriétaire ne peut pas être transformée en hypothèque. En cas de transfert de propriété, la dette foncière au profit du propriétaire passe, de plein droit, au nouveau propriétaire de l'immeuble. Le consentement du Gouvernement de l'Empire ou d'une autorité désignée par lui est nécessaire à la cession de la dette foncière au profit du propriétaire sans l'aliénation simultanée de la propriété de l'immeuble. Il en est de même pour la constitution

The time limit for a mortgage having equal claims cannot be extended. When the refunding of a mortgage of this nature is dependent upon notice of termination, the expiration of the time limit shall be fixed at the earliest date upon which notice of termination can be served, whether such notice shall have actually been served or not.

If a mortgage with equal claims be cancelled, the ground landlord shall be entitled, at his sole request, to have it recorded on the Land Register that the land debt in his name is equal in amount to that in the name of the creditor.

Article 9.

Land debts entered in the names of both creditor and landlord shall have equal claims when they accrue from several mortgages containing the gold clause within the terms of the principal and supplementary Conventions, and when they have been raised on one and the same landed property.

Article 10.

The ground landlord shall, within a period of six months dating from the registration of the land debt in the name of the creditor and of that in the name of the landlord, invoke the cancellation of those land charges, mortgages, land debts and ground rents, which rank after the original mortgage containing the gold clause, or he shall prove that the parties interested agree that the land debt entered in the name of the creditor shall rank as regards the total amount before the rights mentioned above ; he shall then obtain all the documents necessary for registration in the Land Register.

If the ground landlord fails to fulfil this obligation the land debt due entered in his name shall be cancelled at the request of the creditor.

Article 11.

The registration of land debt in the name of the creditor and the cancellation of the mortgage containing the gold clause, as well as the registration of the land debt, in the name of the landlord may take place at the sole request of the creditor or of the ground landlord.

The creditor shall not demand registration of the land debt entered in his name unless simultaneous registration of the land debt entered in the name of the landlord be carried out, as well as cancellation of the mortgage containing the gold clause ; the landlord shall not request registration of the land debt entered in his name unless simultaneous registration of the land debt entered in the name of the creditor be carried out.

If the request for registration of the land debt has not been formulated within a period of three months from the coming into force of the Supplementary Convention, the individual creditor who is not also the ground landlord of the encumbered property may insist that the creditor formulate his request for registration within a further period of three months.

Article 12.

A deed of land debt shall be delivered to the creditor. The creditor shall acquire the land debt immediately on its registration in the Land Register.

No land debt deed shall be delivered as regards the land debt in the name of the landlord.

The land debt entered in the name of the landlord shall not be transformed into a mortgage. In the case of transfer of property, the land debt entered in the name of the landlord shall be transferred in full to the new ground landlord. The consent of the Imperial Government or of some other authority to be indicated by the said Government, shall be required for the transference of the land debt entered in the name of the landlord without simultaneous transference of property.

en gage de cette dette foncière. Les restrictions ainsi apportées à la libre disposition de la dette foncière au profit du propriétaire doivent être mentionnées au registre foncier.

Article 13.

Le consentement des autorités centrales des Etats particuliers prévu aux paragraphes 1 à 3 de l'ordonnance allemande concernant l'inscription d'hypothèques en monnaies étrangères, du 13 février 1920, ainsi que celui des ayants droit, en rang égal ou postérieur, n'est pas nécessaire à l'inscription des dettes foncières au profit du créancier et au profit du propriétaire. Une autorisation officielle n'est pas nécessaire non plus, lorsque le créancier acquiert l'immeuble au cours d'une exécution forcée.

Article 14.

Les taxes perçues pour l'inscription de la dette foncière au profit du créancier, la radiation de l'hypothèque avec clause d'or et l'inscription de la dette foncière au profit du propriétaire, ainsi que pour les actes judiciaires rendus nécessaires, ne dépasseront pas, abstraction faite des débours, le 1/10 du tarif. Pour les établir, on calculera le franc suisse au cours de 100 francs = 81 marks.

Les frais des autorités chargées de la tenue du registre foncier sont répartis entre le créancier et le propriétaire en proportion de la dette foncière au profit du créancier et de la dette foncière au profit du propriétaire ; chaque intéressé supporte les autres frais.

Article 15.

Le créancier ne peut pas dénoncer la dette foncière constituée à son profit avant le terme prévu à l'article 2, lit. 2 de la Convention principale. La dette foncière au profit du créancier arrive à échéance à l'expiration de ce délai, sans qu'une dénonciation soit nécessaire.

Si le créancier n'est pas entièrement remboursé dans ce délai, il a le droit de proroger le terme par une déclaration unilatérale adressée au propriétaire. Il aura le même droit aux échéances suivantes.

Le propriétaire a, en tout temps, le droit de s'acquitter partiellement ou totalement de la dette foncière au profit du créancier.

Article 16.

La dette foncière au profit du propriétaire ne vient pas à échéance tant et aussi longtemps qu'un délai est accordé pour le paiement de la dette foncière au profit du créancier.

Article 17.

Le bénéficiaire d'une charge foncière, d'une hypothèque, d'une dette foncière ou d'une rente foncière, postérieure en rang à l'hypothèque avec clause d'or, ne peut pas demander des mesures d'exécution forcée sur l'immeuble, tant que la dette foncière au profit du créancier n'a pas pris rang avant ces droits, conformément à l'article 10, alinéa 1.

Le créancier de la dette foncière au profit du propriétaire ne peut provoquer des mesures d'exécution forcée sur l'immeuble tant que la dette foncière au profit du créancier n'est pas remboursée. Il en est de même pour tous ceux qui possèdent un droit de gage ou d'usufruit sur la dette foncière au profit du propriétaire, ou qui, pour un autre motif, seraient fondés à faire valoir des droits résultant de la dette foncière au profit du propriétaire.

The same regulation holds good in cases where the land debt is treated as a guarantee. The restrictions thus imposed on the free disposal of the land debt entered in the name of the landlord shall be noted in the Landed Register.

Article 13.

The consent of the central authorities in individual States, provided for in paragraphs 1 and 3 of the German regulations concerning the registration of mortgages in foreign currencies, dated February 13, 1920, as well as that of the claimants in equal or secondary degrees shall not be necessary for the registration of land debts entered in the name of the creditor and the landlord; neither shall an official authorisation be necessary at such time as the creditor shall acquire landed property in the course of compulsory execution.

Article 14.

The costs for the registration of the land debt entered in the name of the creditor, for the cancellation of the mortgage containing the gold clause, and for the registration of the land debt entered in the name of the landlord, as well as those due for any legal action rendered necessary shall not exceed 1/10th of the scale after subtraction of outlay. For the purpose of fixing the scale of costs the Swiss franc shall be calculated at the rate of 100 frs. = 81 marks.

The expenditure incurred by the authorities entrusted with keeping the Land Register shall be divided between the creditor and the landlord in proportion to the amount of the land debt due to each. The two parties interested shall also bear all other costs.

Article 15.

The creditor cannot cancel the land debt entered in his name before the expiration of the period laid down in Article 3, *lit.* 2, of the Principal Convention. The land debt entered in the name of the creditor shall be refunded at the expiration of this period, and cancellation shall not be deemed necessary.

In cases where the total sum has not been refunded to the creditor within the limits of this period, he shall have the right to prolong such period by means of an unilateral statement to be sent to the landlord. He shall have the same right when subsequent payments fall due.

The landlord shall at all times have the right of refunding partially or totally the land debt entered in the name of the creditor.

Article 16.

The land debt entered in the name of the landlord shall not fall due for payment in so far as, and for as long as a time limit be granted for the refunding of the land debt entered in the name of the creditor.

Article 17.

The beneficiary under a land charge, a mortgage, land debt, or ground rent of secondary claim to a mortgage containing the gold clause shall not insist upon measures of compulsory execution on property so long as the land debt entered in the name of the creditor shall not have superseded these rights, in conformity with Article 10, paragraph 1.

The creditor of a land debt entered in the name of the landlord cannot invoke compulsory execution on real estate so long as the land debt entered in the name of the creditor has not been refunded. The same regulation holds good in the case of those possessing guarantee or usufruct rights on the land debt entered in the name of the landlord, or those who for any reason would be justified in asserting rights accruing from a land debt entered in the name of the landlord.

Article 18.

Les intérêts de la dette foncière au profit du créancier se montent au moins

a) à $^1/_3$ pour cent en francs suisses pour les dettes foncières au profit du créancier désignées à l'article 7, alinéa 2, lit. *a*. A partir du 1er janvier 1928, ce taux s'élèvera à ½ pour cent en francs suisses. Les intérêts pourront être payés en marks-papier. Le change sera calculé sur la base du cours du mark en Suisse, d'après les cotes de la Banque Nationale suisse, au jour précédant celui du paiement ;

b) au quadruple des intérêts simples de l'hypothèque avec clause d'or en marks-papier, pour toutes les autres dettes foncières au profit du créancier (article 7, alinéa 2, lit. *b*). Demeure réservé le droit du créancier de demander éventuellement une indemnité pour pertes de change, en cas de retard dans le paiement des intérêts.

Le montant maximum des intérêts est indiqué à l'article 6, alinéa 2.

Article 19.

L'intérêt normal de la dette foncière au profit du créancier se monte à :

a) 90 pour cent du produit net de l'immeuble pour les dettes foncières au profit du créancier, mentionnées à l'article 7, alinéa 2, lit. *a* ;

b) 80 pour cent du produit net de l'immeuble pour toutes les autres dettes foncières au profit du créancier (article 7, alinéa 2, lit. *b*).

Article 20.

Le rendement net de l'immeuble sera calculé sur la base de ce que l'immeuble peut normalement produire.

Le loyer brut ou le fermage brut servira de base pour le calcul du rendement net des immeubles locatifs ou destinés au fermage. Si le loyer ou le fermage est inférieur aux loyers ou fermages qui pourraient être obtenus par une exploitation faite avec prévoyance, ces derniers serviront de base de calcul. Devront être déduits du loyer brut ou du fermage brut les impôts et autres taxes publiques prélevées sur l'immeuble, les dépenses nécessaires à l'entretien et aux réparations, ainsi que les intérêts pour des charges foncières antérieures en rang.

Si le propriétaire utilise lui-même partiellement ou intégralement l'immeuble, le rendement net de ce dernier se calculera d'après le loyer ou le fermage qui pourrait être obtenu d'un tiers ensuite d'un bail à loyer ou d'un bail à ferme conclu avec prévoyance.

Pour les immeubles aménagés en vue de l'exploitation d'une industrie spéciale (par exemple, des fabriques, des hôtels, des grands magasins, des domaines agricoles), le rendement net se calculera, dans chaque cas en particulier, d'après les principes en usage pour ces immeubles.

Le produit net ne peut, en aucun cas, être inférieur à la somme qui pourrait être atteinte par un bail à loyer ou à ferme conclu avec prévoyance, en vue d'une utilisation de longue durée de l'immeuble par une industrie de même nature.

Article 21.

L'office fiduciaire fixera le produit net de l'immeuble, si les intéressés ne peuvent s'entendre sur ce point. Il peut recourir à des experts consciencieux et impartiaux ; chacun des Etats contractants supportera la moitié des frais d'expertise.

Article 18.

The interest on a land debt entered in the name of the creditor shall amount at least :

(a) to $^1/_3$rd % in Swiss francs on land debts entered in the name of the creditor as indicated in Article 7, paragraph 2, *lit. a.* Dating from January 1, 1928 this right shall be increased to $^1/_2$% in Swiss francs, the interest may be paid in paper marks. The rate of exchange shall be calculated on the basis of the currency rate of the mark in Switzerland and shall follow the quotation of the Swiss National Bank ruling on the day preceding that on which repayment is due ;

(b) To four times the amount in paper marks of simple interest on a mortgage containing the gold clause for all other land debts entered in the name of the creditor (Article 7, paragraph 2, lit. *b*). The creditor's right to demand indemnity for rate of exchange losses incurred in the event of delay in the payment of interest shall be reserved.

The maximum total of interest is given in Article 6, paragraph 2.

Article 19.

The normal rate of interest on the land debt entered in the name of the creditor shall amount to :

(a) 90% of the net returns from real estate for the land debts entered in the name of the creditor, which are mentioned in Article 7, paragraph 2, *lit. a.*

(b) 80% of the returns from real estate for all other land debts entered in the name of the creditor (Article 7, paragraph 2, lit. *b.*)

Article 20.

The net returns from immovable property shall be calculated on the basis of its normal yield.

The gross house rental or the gross farm rental shall serve as a basis for the calculation of the net yield from inhabited premises or from agricultural land. If the house rental or farm rental be less than the house rental or farm rental which might accrue from careful development, these latter shall serve as the basis for calculation. Duties and other general taxes levied on real estate, the outlay required for upkeep and repairs, as well as the interest on the land charges possessing prior claims, shall be deducted from the gross house rental or from the farm rental.

If the landlord utilises the property himself either partially or as a whole, the net return yielded by it shall be calculated on the basis of the house rental or farm rental which might be obtained from a third party as the result of a house lease or farm lease carefully drawn up.

In the case of immovable property organised with a view to special industrial development (as for instance, factories, hotels, large shops, agricultural estates) the net return shall be calculated specifically in each case on the basis of the principles in force on such properties.

The net yield must not in any case be assessed at less than the sum which might accrue from a lease or farm lease carefully drawn up, with a view to its specific utilisation for a longer period, and for some other similar industrial purpose.

Article 21.

The fiduciary office shall assess the amount of the net return yielded by the property in cases where the parties interested are unable to come to an agreement on this point. The office may have recourse to conscientious and impartial experts ; each of the contracting countries shall bear half of the costs of such expert advice.

La fixation du rendement net aura lieu chaque année. Le rendement des immeubles mentionnés à l'article 7, alinéa 2, lit. *a*, fera toujours l'objet d'une fixation spéciale.

Pour les immeubles mentionnés à l'article 7, alinéa 2, lit. *b*, la fixation du rendement net pourra avoir lieu d'une manière générale pour certaines catégories d'immeubles de même nature, à moins que le créancier ou le propriétaire ne demande à l'Office fiduciaire, jusqu'au 31 janvier de chaque année, de procéder à la détermination du produit net de l'immeuble.

Pour l'année 1923, la fixation du rendement n'aura lieu que dans les cas où le créancier le demande expressément.

Article 22.

Tout propriétaire de l'immeuble grevé de la dette foncière au profit du créancier est personnellement tenu du paiement des intérêts échus pendant la durée de son droit de propriété.

Les intérêts dus sont définitivement payés par un versement conforme aux articles 18 et 19.

Article 23.

Les arrérages des intérêts et des intérêts supplémentaires de l'hypothèque avec clause d'or, dus au 31 décembre 1922 sur la base de la Convention principale, devront être payés, dans les cas mentionnés à l'article 7, alinéa 2, lit. *a*, conformément aux dispositions de l'annexe I, chiffre 1 de la Convention principale, et, dans les cas mentionnés à l'article 7, alinéa 2, lit. *b*, en marks-papier à concurrence du montant quadruple des intérêts simples de l'hypothèque avec clause d'or, et sans tenir compte du cours du change du mark en franc suisse. Le paiement de ces montants éteint définitivement la dette résultant d'intérêts arriérés. Le débiteur qui s'est trouvé en demeure, avant la mise en vigueur de la Convention additionnelle, ne doit pas des dommages-intérêts de ce chef.

Le remboursement des intérêts et des intérêts supplémentaires payés avec ou sans réserve, de plein gré ou ensuite d'exécution forcée, ne peut pas être demandé. Il en est de même en cas d'exécution forcée sur la base d'un jugement provisoirement exécutoire.

Les arrérages des intérêts et des intérêts supplémentaires qui, à teneur des alinéas 1 et 2, doivent encore être payés seront versés, pour une moitié, à l'expiration de trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention additionnelle, et, pour l'autre moitié, à l'expiration de six mois au plus tard après l'entrée en vigueur de cette même Convention. Si le paiement de la première moitié n'intervient pas dans le délai fixé, la somme totale vient à échéance avec une majoration de 25 pour cent du total de la dette arriérée. Si la première moitié de la dette est payée dans le délai voulu, mais non pas la seconde, celle-ci sera augmentée d'un supplément de 50 pour cent de la dette arriérée. Sont réservés tous droits résultant de dommages-intérêts pour cause de demeure.

Article 24.

Pour la fixation des frais dans des litiges juridiques pendant devant les tribunaux au sujet d'hypothèques avec clause d'or, mais liquidés par la Convention additionnelle, la valeur litigieuse sera établie sur la base de la valeur nominale du mark. Dans ce cas, les francs suisses seront calculés au taux de 100 francs = 81 marks. Il n'y aura pas lieu de prélever des débours et frais judiciaires. Chaque partie supportera ses propres frais extra-judiciaires ; les avances faites aux avocats conformément au tarif de leurs émoluments ne seront pas remboursées .

Toutes mesures d'exécution forcée en cours seront retirées ; des débours et frais judiciaires ne seront pas prélevés. Chaque partie supportera ses propres frais extra-judiciaires.

Si des litiges sont introduits en justice, après l'entrée en vigueur de la Convention additionnelle, la valeur litigieuse sera calculée d'après les prescriptions en vigueur. Elle ne pourra cependant excéder le montant de la demande en justice calculé au moment de la fixation des frais et ne dépassera pas les 5/6 ni, dans les cas prévus à l'article 7, alinéa 2, lit. *a*, les 10/11 de la valeur imposable de l'immeuble.

Assessment of the net return shall take place annually. The return from properties mentioned in Article 7, paragraph 2, *lit. a*, shall always be calculated by a special assessment.

In the case of properties referred to in Article 7, paragraph 2, *lit. b*, the assessment of the net returns shall be carried out in a general way for certain classes of properties of the same character, unless the creditor or the landlord request the fiduciary office to assess the net return of the property, such request to be formulated prior to January 31 of each year.

For the year 1923 the assessment of returns shall only be carried out in cases when the creditor specially so requests.

Article 22.

Each proprietor of immovable property encumbered with land debt in the name of the creditor shall be personally held liable for the interest due during his tenure of proprietary rights.

The amount of interest due must be ultimately settled by payment to be made in accordance with Articles 18 and 19.

Article 23.

Arrears of interest and additional interest on a mortgage containing the gold clause, due on December 31, 1922 on the basis of the principal Convention, shall be paid in those cases referred to in Article 7, paragraph 2, *lit. a*, in accordance with the provisions of Annex I, Article 1, of the Principal Convention, and in those cases referred to in Article 7, paragraph 2, *lit. b*, payment shall be made in paper marks to the amount of four times the value of simple interest on a mortgage containing the gold clause, and without taking into account the rate of exchange of the mark as compared with Swiss francs. The payment of these sums shall definitely cancel the debt accruing from arrears of interest. The debtor who may be in arrears before the coming into force of the Supplementary Convention shall not be liable for interest damages on this count.

The payment of interest and additional interest paid with, or without reservation, either voluntarily, or as a result of compulsory execution, cannot be demanded. This shall also hold good in the case of compulsory execution based on a provisional writ of execution.

Arrears of interest and additional interest which, in accordance with paragraphs 1 and 2 still remain to be paid, shall be repaid, one-half within a period of three months at latest after the coming into force of the Supplementary Convention, and the other half at the termination of a period of six months at latest after the coming into force of this same Convention. If the payment of the first half has not been made within the limits of the period fixed, the total sum shall be due with an increase of 25% on the total of the deferred debt. If the first half of the debt, but not the second, be paid within the prescribed period, the latter shall be augmented by an addition of 50 % on the arrears. All rights accruing from interest damages on account of arrears shall be reserved.

Article 24.

With regard to the assessment of costs in legal actions concerning mortgages containing the gold clause, pending before the courts but liquidated by the Supplementary Convention, such costs shall be assessed on the basis of the nominal value of the mark. In cases of this nature Swiss francs shall be calculated at the rate of 100 frs. = 81 marks. Legal expenses and costs shall not be deducted. Each party shall bear its own extra-judicial costs ; any fees paid in advance to lawyers at the usual rate of their emoluments shall not be refunded.

All measures of compulsory execution in course of being carried out shall be withdrawn, legal expenses and costs shall not be deducted. Each party shall bear its own extra-judicial costs.

If litigation come before the courts subsequently to the coming into force of the Supplementary Convention, legal costs shall be assessed in accordance with the prescriptions in force. Costs of this nature shall not, however, exceed the amount of the demand before the courts as calculated at the time of such assessment, and shall not exceed 5/6 nor, in the cases provided for in Article 7, paragraph 2, *lit. a*, 10/11 of the taxable value of the immovable property.

Article 25.

En cas d'exécution forcée, on appliquera, pour les dettes foncières au profit du créancier et les dettes foncières au profit du propriétaire, les dispositions des §§ 5 à 11 de l'ordonnance allemande concernant l'inscription d'hypothèques en monnaies étrangères du 13 février 1920. Ces dispositions font partie intégrante de la Convention additionnelle.

Article 26.

Le propriétaire est tenu de pourvoir à ce que l'immeuble et ses accessoires soient assurés d'une manière suffisante contre le risque d'incendie et d'en fournir la preuve au créancier, s'il le demande.

Les dispositions du § 1134 du Code civil allemand sont applicables au propriétaire qui ne remplit pas cette obligation.

Article 27.

Le paiement du capital, des intérêts arriérés ainsi que des intérêts futurs de toutes les hypothèques avec clause d'or ou des dettes foncières au profit du créancier comprises dans la Convention principale, ainsi que dans la Convention additionnelle, sera libre de tous impôts ou charges, présents et futurs, perçus par l'Empire allemand, les Etats particuliers et les communes, pour autant que le créancier a son siège (domicile principal ou établissement principal) en Suisse. En outre, ces hypothèques avec clause d'or et ces dettes foncières au profit du créancier sont libres de tous impôts spéciaux sur le placement des capitaux étrangers en Allemangne.

Ces exemptions ne s'étendent pas aux impôts personnels généraux, notamment à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les corporations, qui seront prélevés en Allemagne.

Article 28.

L'office fiduciaire (art. 5, alinéa 2 et art. 21) se compose de deux membres ; chaque Gouvernement en nomme un.

Le créancier et le propriétaire de l'immeuble sont obligés de fournir, à la demande de l'office fiduciaire, toutes informations conformes à la vérité, ainsi que de lui soumettre tous les livres d'affaires et les actes concernant l'immeuble. En cas de refus, l'office fiduciaire peut prendre sa décision, sur la base des pièces et déclarations unilatérales de la partie diligente. Les autorités des Etats contractants sont tenues de fournir à l'office fiduciaire toutes informations nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

L'office fiduciaire établit, avec l'approbation des deux Gouvernements, les règlements nécessaires à la liquidation des affaires qui lui sont confiées et à la procédure à observer.

Les décisions de l'office fiduciaire sont définitives ; elles doivent être brièvement motivées.

Article 29.

Les contestations entre les Etats contractants sur l'interprétation de la Convention principale ou de la Convention additionnelle seront liquidées conformément au traité d'arbitrage et de concialition du 3 décembre 1921.

Article 30.

Cette Convention additionnelle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Berne aussi prochainement que possible.

Article 25.

In the case of compulsory execution, the provisions of paragraphs 5 and 11 of the German Regulations concerning the registration of mortgages in foreign currencies, dated February 13, 1920, shall be applied to land debts entered in the name of the creditor as well as to land debts entered in the name of the landlord. These provisions shall form an integral part of the Supplementary Convention.

Article 26.

The landlord shall be obliged to see that the immovable property and all appurtenances thereto shall be duly insured against fire, and he shall furnish proof of this to the creditor if so required.

Paragraph 1134 of the German Civil Code shall be applicable to any landlord failing to carry out this obligation.

Article 27.

The repayment of capital, of arrears of interest, as well as of future interest on all mortgages containing the gold clause, or on land debts entered in the name of the creditor, included in the Principal and Supplementary Conventions, shall not be liable to any taxes or charges present or future collected in the German Empire, in individual provinces, or in districts so long as the creditor lives (general domicile or headquarters) in Switzerland. Moreover, mortgages containing the gold clause and land debts entered in the name of the creditor shall not be liable to any special taxes levied on investments of foregin capital in Germany.

Exemptions of this nature shall not be extended to general individual taxes, for instance, to taxes on revenue or on corporations levied in Germany.

Article 28.

The Fiduciary Office (Article 5, paragraph 2, and Article 21) shall be composed of two members, one to be appointed by each Government.

The creditor, and the landlord of immovable property shall be obliged, at the request of the Fiduciary Office, to furnish information in accordance with the facts, as well as to lay before it all records and title deeds concerning the property. In case of refusal the Fiduciary Office shall be entitled to make a decision founded on the documents and unilateral statements furnished by the party which conforms to his regulation. The authorities of the Contracting States shall be obliged to furnish the Fiduciary Office with all the information necessary for accomplishing its task.

The Fiduciary Office shall, with the approval of both Governments, draw up the regulations required for the liquidation of the business entrusted to it, and for the procedure to be observed.

The decisions taken by the Fiduciary Office shall be final; they shall be briefly set out.

Article 29.

Disputes between the Contracting Countries on the interpretation of the Principal and Supplementary Conventions shall be settled in accordance with the Arbitration and Conciliation Treaty dated December 3, 1921.

Article 30.

This Supplementary Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

La Convention additionnelle entre en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 1923. Cependant, pour l'application des articles 1, alinéa 2 ; 8, alinéa 2 ; 11, alinéa 2 ; 23, alinéa 3 et 24, la Convention additionnelle entrera en vigueur au jour de l'échange des instruments de ratification.

Les versements effectués, conformément à la Convention principale, après le 1er janvier 1923, en paiement d'intérêts échus depuis cette date, seront imputés sur les intérêts venant à échéance postérieurement, pour autant qu'ils dépassent les intérêts dus d'après la Convention additionnelle.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Dressé en double original à Munich, le vingt-cinq mars mil neuf cent vingt-trois (25 mars 1923).

(L. S.) (Signé) RHEINBOLDT.

(L. S.) (Signé) SAUSER-HALL.
(L. S.) (Signé) G. BACHMANN.
(L. S.) (Signé) KOENIG.
(L. S.) (Signé) DIETLER.
(L. S.) (Signé) Dr H. MÜLLER.

The Supplementary Convention shall come into force with retrospective effect on January 1, 1923. With regard to the application of Articles 1, paragraph 2; 8, paragraph 2; 11, paragraph 2; 23, paragraphs 3 and 24, however, the Supplementary Convention shall come into force on the day upon which the exchange of ratifications takes place.

Payments which, on the basis of the principal Convention, have been made subsequent to January 1, at the rate of interest due after that date shall, in so far as they exceed the rate of interest leviable in conformity with the Supplementary Convention be reckoned at the rate of the next interest falling due.

In testimony whereof the Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in Munich this 25th day of March, nineteen hundred and twenty-three (March 25, 1923).

(L. S.) (Signed) RHEINBOLDT.

(L. S.) (Signed) SAUSER-HALL.
(L. S.) (Signed) G. BACHMANN.
(L. S.) (Signed) KOENIG.
(L. S.) (Signed) DIETLER.
(L. S.) (Signed) Dr. H. MÜLLER.

N° 471.

ROUMANIE
ET ROYAUME-UNI

Echange de notes concernant les relations commerciales entre l'Empire Britannique et la Roumanie. Bucarest, les 11 et 24 mai 1923.

ROUMANIA AND
THE UNITED KINGDOM

Exchange of Notes relative to the Commercial relations between the British Empire and Roumania. Bucharest, May 11 and 24, 1923.

No. 471. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RELATIVE TO THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE BRITISH EMPIRE AND ROUMANIA. BUCAREST, MAY 11 AND 24, 1923.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1er septembre 1923.

No. 471. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANIQUE ET ROUMAIN, CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'EMPIRE BRITANNIQUE ET LA ROUMANIE. BUCAREST, LES 11 ET 24 MAI 1923.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place September 1, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S MINISTER AT BUCHAREST TO THE ROUMANIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

BUCAREST, *May* 11, 1923.

M. LE MINISTRE,

It being the desire of our respective Governments to make provision for the commercial relations between the UNITED KINGDOM and ROUMANIA pending the conclusion of a new Treaty of Commerce and Navigation between the two countries, I have the honour to propose that the commercial relations between the United Kingdom and Roumania shall be based on the accord of most-favoured-nation treatment ; this provisional arrangement to be, however, terminable at any time three months after notice has been given by either of the contracting parties to the other.

The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 1.

LE MINISTRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A BUCAREST AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES DE ROUMANIE.

BUCAREST, *le* 11 *mai* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En considération du fait que nos Gouvernements respectifs désirent conclure un accord relatif aux relations commerciales entre le Royaume-Uni et la Roumanie, en attendant la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre les deux pays, j'ai l'honneur de proposer l'application aux relations commerciales entre le Royaume-Uni et la Roumanie de la clause de la nation la plus favorisée ; cet accord provisoire pourra toutefois être révoqué à n'importe quel moment moyennant un préavis de trois mois donné par l'une des Parties contractantes.

Les stipulations qui précèdent ne s'appliqueront pas à l'Inde ou à tout autre Dominion de Sa Majesté Britannique ayant un gouvernement autonome (« self-governing Dominion »), aux colonies, possessions ou protectorats britanniques, ainsi qu'aux territoires pour lesquels

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Britannic Majesty, unless notice of accession to this arrangement is given on behalf of India or any such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or territory by His Majesty's Minister at Bucharest. Nevertheless, goods, the produce or manufacture of India or of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, shall enjoy in Roumania complete and unconditional most-favoured-nation treatment, so long as India or any such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or territory accords to goods, the produce or manufacture of Roumania, treatment as favourable as that accorded to the produce of the soil or industry of any foreign country.

As regards India and any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, which may have acceded to the arrangement in accordance with the foregoing provisions, either of our respective Governments shall have the right to terminate the arrangement separately on giving six months' notice to that effect.

I avail, etc.

HERBERT G. DERING.

No. 2.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE AU MINISTRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A BUCAREST.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BUCAREST, *le* 24 *mai* 1923.

M. LE MINISTRE,

En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 11 mai courant, j'ai

[1] Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

Sa Majesté Britannique aurait accepté un mandat au nom de la Société des Nations, à moins qu'une notification d'accession à cet Accord ne soit donnée par le Ministre de Sa Majesté Britannique à Bucarest de la part de l'Inde ou de ses Dominions, colonies, possessions, protectorats ou territoires.

Toutefois, les marchandises, produits et manufactures de l'Inde ou des Dominions ayant un gouvernement autonome, des colonies, des possessions, des protectorats ou des territoires pour lesquels Sa Majesté Britannique aurait accepté un mandat au nom de la Société des Nations jouiront en Roumanie intégralement et sans restrictions du traitement de la nation la plus favorisée tant que l'Inde ou un de ses Dominions, colonies, possessions, protectorats ou territoires accordera aux marchandises, produits et manufactures de Roumanie un traitement aussi favorable que celui qui sera accordé aux produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

En ce qui concerne l'Inde, et tout Dominion autonome, colonie, possession ou protectorat de Sa Majesté Britannique, ou tout territoire pour lequel Sa Majesté Britannique a accepté un mandat de la Société des Nations qui aurait adhéré à l'Accord, conformément aux dispositions ci-dessus, chacun de nos Gouvernements respectifs aura le droit de dénoncer séparément l'Accord, moyennant un préavis de six mois.

Veuillez, etc...,

HERBERT G. DERING.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2.

THE ROUMANIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S MINISTER AT BUCHAREST.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

BUCAREST, *May* 24, 1923.

SIR,

In reply to the Note which Your Excellency was good enough to address to me on the 11th

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

l'honneur de l'informer que le Gouvernement royal roumain accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique de régler les relations commerciales entre la Roumanie et le Royaume-Uni par un accord provisoire basé sur la clause de la nation la plus favorisée. Cet accord cessera d'être exécutoire après trois mois à partir de la date de la notification faite en ce but par une des Parties contractantes.

Les stipulations qui précèdent ne seront pas applicables aux Indes ou à tout autre Dominion de Sa Majesté britannique ayant un Gouvernement autonome (« self-governing Dominion »), aux colonies, possessions ou protectorats anglais ainsi qu'aux territoires pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations, à moins qu'une notification d'adhésion à cet Accord ne soit faite de la part des Indes ou de ces Dominions, colonies, possessions, protectorats ou territoires par l'entremise du représentant de Sa Majesté Britannique à Bucarest.

Toutefois, les marchandises, produits et manufactures des Indes ou des Dominions ayant un gouvernement autonome, des colonies, des possessions, des protectorats ou des territoires, pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations jouiront, en Roumanie, du traitement complet et non conditionné, de la clause de la nation la plus favorisée tant que les Indes ou lesdits Dominions, colonies, possessions, protectorats et territoires accorderont aux marchandises, produits et manufactures de Roumanie un traitement identique à celui accordé aux produits du sol et de l'industrie de tout autre pays étranger.

En ce qui concerne les Indes ou les Dominions ayant un gouvernement autonome, les colonies, possessions ou protectorats, ainsi que les territoires pour lesquels le Gouvernement de Sa Majesté Britannique aurait reçu un mandat de la part de la Ligue des Nations, et qui auront adhéré à cet Accord, conformément aux dispositions qui précèdent, chacun de nos Gouvernements respectifs pourra dénoncer cet Accord, séparément, par un préavis de six mois.

En portant, etc.

Le Ministre,
S. S. DUCA.

instant, I have the honour to inform you that the Royal Roumanian Government agree to the proposal of His Britannic Majesty's Government to regulate the commercial relations between Roumania and the United Kingdom by means of a provisional arrangement based on the most-favoured-nation clause. This arrangement will cease to be operative three months after the date of the notification to this effect made by one of the contracting parties.

The foregoing stipulations will not be applicable to India or to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or British Protectorates and also to any territories for which His Britannic Majesty's Government shall receive a mandate on behalf of the League of Nations, unless notice of accession to this arrangement is given on behalf of India or of those Dominions, Colonies, Possessions, Protectorates or territories through the intermediary of His Britannic Majesty's representative at Bucharest. Nevertheless, goods, the produce and manufacture of India or of the self-governing Dominions, of the Colonies, Possessions, Protectorates or territories for which His Britannic Majesty's Government shall receive a mandate on behalf of the League of Nations shall enjoy in Roumania complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as India or the said Dominions, Colonies, Possessions, Protectorates and territories shall accord to goods the produce and manufacture of Roumania similar treatment to that accorded to the products of the soil and industry of any other foreign country.

As regards India or the self-governing Dominions, the Colonies, Possessions or Protectorates and also the territories for which His Britannic Majesty's Government shall receive a mandate on behalf of the League of Nations, and which shall have acceded to this arrangement in accordance with the foregoing provisions, either of our respective Governments shall be at liberty to denounce this arrangement separately on giving six months' previous notice.

I avail, etc.

S. S. DUCA,
The Minister.

N° 471

N° 472

GRANDE-BRETAGNE ET FRANCE

Echange de notes au sujet de certains décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc (zone française) le 8 novembre 1921. Londres, le 24 mai 1923.

GREAT BRITAIN AND FRANCE

Exchange of Notes relative to certain Nationality Decrees promulgated in Tunis and Morocco (French Zone) on November 8, 1921. London, May 24, 1923.

No. 472. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS AU SUJET DE CERTAINS DÉCRETS DE NATIONALITÉ PROMULGUÉS EN TUNISIE ET AU MAROC (ZONE FRANÇAISE) LE 8 NOVEMBRE 1921. LONDRES, LE 24 MAI 1923.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1er septembre 1923.

(1)

THE MARQUESS CURZON OF KEDLESTON TO COUNT DE SAINT-AULAIRE.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *May* 24, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

His Majesty's Government will be prepared to proceed no further with the case submitted to the Permanent Court of International Justice arising out of the nationality decrees promulgated in Tunis on November 8, 1921, on receipt of an undertaking by the French Government that arrangements will be made by them before January 1, 1924, whereby a British national who is the child born in Tunis of a British national who was himself born there shall be entitled to decline French nationality. This right will not, however, extend to succeeding generations.

(2) I understand from your Excellency that the child born in Tunis of a British national born elsewhere than in Tunis is not claimed by your Government to possess French nationality and that French nationality will not be imposed on any British national born in Tunis before November 8, 1921, without an opportunity being afforded to him to decline it.

(3) I should be glad to receive from you at the same time an assurance that no attempt will be made to impose Tunisian nationality instead of French nationality on British nationals in Tunis.

(4) It is of course understood that in agreeing to discontinue the proceedings at The Hague neither His Majesty's Government nor the French Government abandon the point of view which they have maintained in the diplomatic correspondence and in the preliminary proceedings at The Hague, nor will the principle adopted in the present Agreement be applicable elsewhere than in Tunis.

(5) With regard to the application to British nationals of the corresponding nationality decrees issued in Morocco (French zone), I would propose that for the present no further proceedings should take place at The Hague, as in present circumstances the question is not one of practical importance. On this question, therefore, the two Governments will maintain their present positions and reserve their rights.

I have, etc.

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

No. 472. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS RELATIVE TO CERTAIN NATIONALITY DECREES PROMULGATED IN TUNIS AND MOROCCO (FRENCH ZONE) ON NOVEMBER 8, 1921. LONDON, MAY 24, 1923.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of notes took place September 1, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LE MARQUIS CURZON OF KEDLESTON AU COMTE DE SAINT-AULAIRE.

LONDRES, *le* 24 *mai* 1923.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à cesser toute procédure dans l'affaire soumise à la Cour permanente de Justice internationale au sujet des décrets de nationalité promulgués en Tunisie le 8 novembre 1921, si le Gouvernement français s'engageait à prendre, avant le 1er janvier 1924, toutes mesures nécessaires pour qu'un sujet britannique, né en Tunisie d'un sujet britannique, qui y est lui-même né, ait le droit de décliner la nationalité française, ce droit, toutefois, ne devant pas s'étendre aux générations suivantes.

2. Votre Excellence m'avise que l'enfant né en Tunisie d'un sujet britannique, né lui-même ailleurs qu'en Tunisie, n'est pas revendiqué comme son national par le Gouvernement français, et que la nationalité française ne sera imposée à aucun sujet britannique né en Tunisie avant le 8 novembre 1921, sans que la faculté lui soit donnée de décliner cette nationalité.

3. Je serais heureux de recevoir en même temps de vous l'assurance qu'aucune tentative ne sera faite pour imposer en Tunisie aux sujets britanniques la nationalité tunisienne à la place de la nationalité française.

4. Il est naturellement entendu qu'en acceptant d'arrêter la procédure de La Haye, ni le Gouvernement de Sa Majesté, ni le Gouvernement français n'abandonnent le point de vue soutenu soit dans la correspondance diplomatique échangée, soit dans la première phase de l'instance, et que le principe adopté dans le présent Arrangement ne s'appliquera pas ailleurs qu'en Tunisie.

5. Au sujet de l'application aux sujets britanniques des décrets de nationalité analogues promulgués au Maroc (zone française), je proposerais que, pour le moment, aucune procédure ne soit poursuivie à La Haye, car, dans les circonstances actuelles, la question ne présente pas d'intérêt pratique. En conséquence, les deux Gouvernements, maintenant leur position sur ce point, réservent leurs droits.

Veuillez agréer,... etc.

(Signé) CURZON OF KEDLESTON.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2.

LE COMTE DE SAINT-AULAIRE AU MARQUIS CURZON OF KEDLESTON.

AMBASSADE DE FRANCE.

LONDRES, *le 24 mai 1923.*

MONSIEUR LE MARQUIS,

Par une lettre en date de ce jour, votre Seigneurie m'a fait savoir que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à cesser toute procédure dans l'affaire soumise à la Cour permanente de Justice internationale, relativement aux décrets de nationalité promulgués en Tunisie, le 8 novembre 1921, si le Gouvernement français s'engageait à prendre, avant le 1er janvier 1924, toutes mesures nécessaires pour qu'un sujet britannique, né en Tunisie d'un sujet britannique, qui y est lui-même né, ait le droit de décliner la nationalité française, ce droit, toutefois, ne devant pas s'étendre aux générations suivantes.

Le Gouvernement français m'a autorisé à porter à la connaissance du Gouvernement britannique que les mesures auxquelles vient de faire allusion votre Seigneurie seront prises en temps utile.

Il est entendu que l'enfant né en Tunisie d'un sujet britannique, né lui-même ailleurs qu'en Tunisie, n'est pas revendiqué comme son national par le Gouvernement français et que la nationalité française ne sera imposée à aucun sujet britannique né en Tunisie avant le 8 novembre 1921, sans que la faculté lui soit donnée de décliner cette nationalité.

Aucune tentative ne sera faite pour imposer en Tunisie aux sujets britanniques la nationalité tunisienne à la place de la nationalité française.

En acceptant d'arrêter la procédure de La Haye, ni le Gouvernement français ni celui de Sa Majesté n'abandonnent le point de vue soutenu dans la correspondance diplomatique échangée, soit dans la première phase de l'instance ; le principe adopté dans le présent Arrangement ne s'appliquera pas ailleurs qu'en Tunisie.

L'application aux sujets britanniques des décrets analogues sur la nationalité promulguée au Maroc (zone française) ne donnera lieu pour le moment à aucune procédure à La Haye, la question ne présentant pas actuellement d'intérêt pratique. En conséquence, les deux Gouvernements, maintenant leur position sur ce point, réservent leurs droits.

Veuillez agréer,... etc.

(Signé) SAINT-AULAIRE.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

(2)

COUNT DE SAINT-AULAIRE TO THE MARQUESS CURZON OF KEDLESTON.

FRENCH EMBASSY.

LONDON, *May* 24, 1923.

MY LORD,

In your Lordship's Note of to-day's date you inform me that His Majesty's Government are prepared to proceed no further with the case submitted to the Permanent Court of International Justice relative to the nationality decrees promulgated in Tunis on November 8, 1921, if the French Government engage to take before January 1, 1924, all necessary measures whereby a British subject born in Tunis of a British subject who was himself born there will have the right to decline French nationality, such right, however, not to extend to succeeding generations.

The French Government authorise me to inform the British Government that these measures will be taken in good time.

It is understood that the child born in Tunis of a British subject born elsewhere than in Tunis is not claimed by the French Government as a French national, and that French nationality will not be imposed on any British subject born in Tunis before November 8, 1921, without the option being given him to decline it.

No attempt will be made to impose Tunisian nationality instead of French nationality on British subjects in Tunis.

In agreeing to discontinue the proceedings at The Hague, neither the French Government nor that of His Majesty abandon the point of view which they have maintained in the diplomatic correspondance and in the preliminary proceedings at The Hague, nor will the principle adopted in the present Agreement be applicable elsewhere than in Tunis.

The application to British subjects of the corresponding nationality decrees promulgated in Morocco (French zone) does not at present give rise to any proceedings at The Hague, the question not being at the moment of pratical importance. On this question, therefore, the two Governments will maintain their present position and reserve their rights.

I have, etc.

(Signed) SAINT-AULAIRE.

---

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

N° 473.

GRANDE-BRETAGNE ET EGYPTE

Echange de notes concernant le « Bill d'Indemnité » égyptien et la cessation de l'état de siège en Egypte. Le Caire, le 5 juillet 1923.

GREAT BRITAIN AND EGYPT

Exchange of Notes regarding the Egyptian Indemnity Act and the termination of Martial Law in Egypt. Cairo, July 5, 1923.

No. 473. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ÉGYPTIEN CONCERNANT LE « BILL D'INDEMNITÉ » ET LA CESSATION DE L'ÉTAT DE SIÈGE EN ÉGYPTE. LE CAIRE, LE 5 JUILLET 1923.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1er septembre 1923.

DÉCISION DU CONSEIL DES MINISTRES D'ÉGYPTE CONCERNANT LE « BILL D'INDEMNITÉ »

« Journal officiel » du 5 juillet 1923, No 67.

DÉCISION.

Le Conseil des Ministres,

Après avoir entendu le rapport verbal de son Excellence le Président du Conseil des Ministres exposant le résultat des négociations qui ont eu lieu avec le représentant du Gouvernement britannique en Egypte en vue de la cessation de l'état de siège ;

Après avoir examiné les documents qui ont été préparés à la suite desdites négociations, savoir :

1. Un projet de loi portant promulgation du bill d'indemnité ;

2. Un projet d'arrêté du Ministre de la Justice portant institution d'un comité pour les propositions de grâce en faveur des personnes condamnées par les tribunaux militaires siégeant en vertu de la loi martiale britannique ;

3. Un projet de note diplomatique à adresser au représentant de Sa Majesté Britannique en Egypte et qui contient les explications et déclarations visant à interpréter et à compléter les documents ci-dessus indiqués ;

4. Le texte du projet de réponse à la note susdite communiqué par ledit représentant ;

5. Le texte du projet de proclamation de l'autorité militaire ordonnant l'abrogation de la loi martiale, communiqué par le même représentant.

Considérant que le contenu desdits documents est conforme aux intérêts du pays et qu'il ne porte aucun préjudice aux négociations ultérieures en vue d'établir définitivement, après la convocation du Parlement, les rapports politiques entre l'Egypte et la Grande-Bretagne ;

Décide :

a) de proposer à Sa Majesté le Roi l'approbation du projet de loi portant promulgation du bill d'indemnité ;

No. 473. — NOTES EXCHANGED BETWEEN THE BRITISH AND EGYPTIAN GOVERNMENTS REGARDING THE EGYPTIAN INDEMNITY ACT AND TERMINATION OF MARTIAL LAW IN EGYPT. CAIRO, JULY 5, 1923.

French and English official texts, communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of notes took place September 1, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

DECISION OF THE EGYPTIAN COUNCIL OF MINISTERS RELATIVE TO THE INDEMNITY ACT.

" Journal officiel " of July 5, 1923, No. 67.

DECISION.

The Council of Ministers,

Having heard the verbal report presented by his Excellency the President of the Council of Ministers stating the result of the negotiations which have taken place with the Representative of the British Government in Egypt with a view to the abrogation of Martial Law ;

Having examined the documents prepared as the result of the above-mentioned negotiations, namely :

(1) A draft law promulgating the Act of Indemnity ;

(2) A draft ministerial order of the Minister of Justice instituting a committee to deal with proposals to remit sentences passed on persons condemned by Military Courts set up under Martial Law ;

(3) A draft note to be addressed to the Representative of His Britannic Majesty in Egypt containing explanations and declarations interpreting and supplementing the above-mentioned documents ;

(4) The draft text, communicated by the said Representative, of a reply to the above-mentioned note ;

(5) The draft text, communicated by the said Representative, of a proclamation to be issued by the military authorities abrogating Martial Law ;

Considering that the contents of the above documents conform with the interests of the country and in no wise prejudice future negotiations with the object of finally establishing, after the convocation of Parliament, the political relations of Egypt and Great Britain ;

Decides :

(a) To advise His Majesty the King to approve the draft law promulgating an Act of Indemnity ;

[1] Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

b) d'approuver le projet d'arrêté portant institution du comité ci-dessus indiqué ;

c) d'autoriser son Excellence le Ministre des Affaires étrangères à signer, au nom du Gouvernement égyptien la note diplomatique à adresser à son Excellence le Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique en Egypte et dont la teneur est la suivante :

« 1. En exécution de la décision prise par le Conseil des Ministres dans sa séance » du 5 juillet 1923 et dont ci-joint copie, j'ai l'honneur d'adresser à votre Excellence » le texte de la loi qui sera publiée concurremment avec la proclamation de l'auto- » rité britannique déclarant la cessation de l'état de siège, dont le texte avait été pré- » cédemment communiqué au Gouvernement égyptien.

» 2. Cette loi, telle qu'elle est rédigée, a pour but de dessaisir complètement et » définitivement les tribunaux égyptiens de toute réclamation directe ou indirecte » contre les actes, les résultats ou les conséquences de la loi martiale britannique, à » compter de la date du 2 novembre 1914 où elle a été établie sur l'ensemble du ter- » ritoire égyptien.

» 3. Conformément à la décision, sus-rappelée du Conseil des Ministres, le Gou- » vernement égyptien s'engage à maintenir en vigueur cette loi, qui doit être consi- » dérée comme faisant partie intégrante d'un accord stipulé avec le Gouvernement » de Sa Majesté Britannique.

» 4. Par la même décision je suis autorisé à faire à votre Excellence les décla- » rations suivantes :

» 5. Le Gouvernement égyptien n'a pas d'objection à soulever à ce que les mesures » prises en vertu de la loi martiale en vue du contrôle des biens ennemis et de l'applica- » tion de certaines dispositions des Traités de Paix concernant lesdits biens, continuent, » comme par le passé, à être appliquées en Egypte en vertu de la loi martiale jusqu'à » l'accomplissement desdites mesures sous le contrôle et la responsabilité du Gouver- » nement de Sa Majesté Britannique.

» 6. En ce qui concerne les biens immeubles réquisitionnés, acquis ou occupés » par l'autorité militaire britannique après la proclamation du 2 novembre 1914, le » Gouvernement égyptien s'engage expressément à respecter et faire respecter le *statu* » *quo* existant en fait, étant bien entendu que, quant au statut définitif de ces biens, » le règlement en sera réservé à des négociations ultérieures entre les deux Gouverne- » ments après la convocation du Parlement égyptien.

» 7. Quant aux personnes condamnées par les tribunaux militaires siégeant en » vertu de la loi martiale, la même décision du Conseil des Ministres en date du 5 juillet » 1923 prescrit au Ministre de la Justice de prendre sans délai un arrêté, dont projet » ci-joint, aux termes duquel il appartiendra exclusivement à un comité, formé du » conseiller judiciaire comme président (avec voix prépondérante en cas de partage), » du vice-président de la Cour d'Appel indigène et de deux conseillers égyptiens à la » Cour d'Appel, de préparer les propositions de grâce ou commutation de peine pour » lesquelles l'avis du Ministre de la Justice est requis par l'article 68 du Code pénal « indigène.

» 8. Les peines prononcées par les susdits tribunaux militaires siégeant en vertu » de la loi martiale ne seront remises ou réduites que sur l'avis conforme dudit comité » pris à la majorité des voix.

» 9. Afin de compléter la garantie ainsi donnée au Gouvernement britannique, » il reste entendu entre les deux Gouvernements que tout changement éventuel dans la » composition de ce comité devra être fait d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté » Britannique et de façon à assurer la majorité des voix aux membres qui seraient » proposés par lui.

(b) To approve the draft ministerial order instituting the above-mentioned committee ;

(c) To authorise his Excellency the Minister for Foreign Affairs to sign, in the name of the Egyptian Government, the note to be addressed to his Excellency the High Commissioner of His Britannic Majesty in Egypt, which runs as follows :—

" (1) In execution of the decision which was taken by the Council of Ministers " at its meeting of the 5th July, 1923, and of which a copy is enclosed, I have the " honour to transmit to your Excellency the text of the law which will be published " concurrently with the proclamation of the British authorities declaring the abro- " gation of Martial Law, the text of which proclamation had been previously com- " municated to the Egyptian Government.

" (2) The object of this law, in the form in which it has been drawn up, is to " withdraw completely and definitely from the competence of Egyptian courts all " claims direct or indirect in respect of the acts, results or consequences of British " Martial Law as from the 2nd November, 1914, the date on which such Martial Law " was established over the whole territory of Egypt.

" (3) In conformity with the above-mentioned decision of the Council of Ministers, " the Egyptian Government binds itself to maintain in force this law, which must " be considered as forming an integral part of an agreement entered into with the " Government of His Britannic Majesty.

" (4) By the same decision I am authorised to make the following declarations " to your Excellency :

" (5) The Egyptian Government agrees that the measures taken under Martial " Law with a view to the control of enemy property, and to the application of certain " provisions of the Treaties of Peace concerning such property, shall continue as in " the past to be applied in Egypt under Martial Law until full effect shall have been " given to the said measures under the control and responsibility of the Government " of His Britannic Majesty.

" (6) As regards all real estate requisitioned, acquired or occupied by the British " military authorities after the proclamation of the 2nd November, 1914, the Egyptian " Government expressly undertakes to respect and cause to be respected the *status* " *quo* existing *de facto*, on the understanding that the settlement of the final status " of this property shall be reserved for future negotiations to take place between the " two Governments after the convocation of an Egyptian Parliament.

" (7) With regard to the persons condemned by the Military Courts set up under " Martial Law, the same decision of the Council of Ministers, dated the 5th July, 1923, " instructs the Minister of Justice to issue, without delay, a ministerial order, the " text of which is attached, enacting that a committee comprising the Judicial Adviser " as President (with casting vote, in the case of votes being equally divided), the Vice- " President of the Native Court of Appeal and two Egyptian Judges of the Court of " Appeal, should be set up with the exclusive power to prepare proposals for the remis- " sion or commutation of sentences for which, under Article 68 of the Native Criminal " Code, the recommendation of the Minister of Justice is required.

" (8) The sentences pronounced by the above-mentioned Military Courts, set " up under Martial Law, shall be remitted or reduced only in pursuance of a majority " vote of the said committee.

" (9) In order to give full effect to the undertaking thus given to the British " Government, it is agreed between the two Governments that any eventual change " in the composition of this committee shall be made only with the consent of the " Government of His Britannic Majesty, and in such manner as will ensure a majority " of votes to the members proposed by that Government.

» 10. En ce qui concerne les droits politiques et la capacité juridique des sus-
» dits condamnés, ils demeureront exclusivement régis par les dispositions de la loi
» électorale et du Code pénal égyptiens.

» 11. Je désire, en conclusion, prier votre Excellence de vouloir bien me donner,
» au nom du Gouvernement britannique, l'assurance que dans l'éventualité où le Gou-
» vernement égyptien se trouverait exposé, d'une façon quelconque, à être recherché
» en raison des mesures prises par l'autorité militaire britannique sous le régime de la
» loi martiale, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se montrerait toujours
» prêt à s'entendre avec le Gouvernement égyptien pour adopter, dans un esprit de
» justice et d'équité, la solution que la question comporterait. »

ALEXANDRIE, *le* 5 *juillet* 1923.

Le Président du Conseil des Ministres,
Y. IBRAHIM.

LOI NO. 25 DE 1923.

BILL D'INDEMNITÉ.

Nous, Roi d'Egypte,

Considérant que, par proclamation en date du 2 novembre 1914 du général commandant en chef les forces de Sa Majesté Britannique en Egypte, le territoire égyptien a été déclaré en état de siège à compter de cette date ;

Que, d'accord avec le Gouvernement britannique, le Gouvernement égyptien estime le moment venu de prendre les mesures législatives nécessaires pour permettre l'abrogation de cette proclamation et la levée de l'état de siège existant ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

Art. 1. L'expression « en vertu de la loi martiale » a, dans la présente loi, le sens de « sous l'autorité explicite ou implicite du Général commandant en chef les forces de Sa Majesté Britannique en Egypte pendant la période du 2 novembre 1914 jusqu'à la date de mise en vigueur de la présente loi. »

La qualification « autorité militaire » s'étend à toute cour martiale, tout tribunal militaire, comité, commission, conseil d'arbitrage ou autre corps similaire siégeant ou institué en vertu de la loi martiale ainsi qu'à tout fonctionnaire ou particulier agissant en vertu de ladite loi.

Art. 2. Aucune action, demande, poursuite ni autre procédure quelconque, même à titre reconventionnel ou d'exception ou de défense, soit actuellement pendante, soit à intenter ultérieurement par qui que ce soit, n'est ni ne sera plus recevable devant aucune juridiction du pays à l'effet d'attaquer, soit directement par voie d'annulation, rétractation ou modification, soit indirectement par voie de dommages-intérêts, compensation, libération de charges ou obligations, remboursement, reprise, revendication ou restitution de biens ni d'aucune autre manière, toute proclamation, disposition, ordre, mesure ou décision et généralement toute acte prescrit ou accompli par l'autorité militaire en vertu de la loi martiale, y compris les proclamations et ordres traitant des biens meubles et immeubles de l'ex-Khédive Abbas Hilmi Pacha, ainsi que les ventes et transferts de ces biens effectués par le séquestre officiel des biens ennemis.

En pareil cas, l'instance devra toujours être rejetée de plein droit et en tout état de cause.

Art. 3. L'irrecevabilité établie à l'article précédent s'étend à toute procédure quelconque ayant trait soit à une dénonciation prétendue fausse adressée à une autorité militaire, soit à une

„ (10) The political rights and legal status of the persons condemned by the „ above-mentioned courts shall remain exclusively regulated by the provisions of „ the Electoral Law and the Egyptian Criminal Code.

„ (11) I desire, in conclusion, to beg your Excellency to give me, in the name „ of the British Government, an assurance that, in the event of the Egyptian Govern- „ ment finding itself exposed in any way to being called to account by reason of measures „ taken by the British military authorities under Martial Law, the Government of „ His Britannic Majesty will always be ready to come to an agreement with the Egyp- „ tian Government in a spirit of justice and equity with a view to reaching the solution „ which the question demands."

ALEXANDRIA, *July* 5, 1923.

President of the Council of Ministers,
Y. IBRAHIM.

LAW No. 25 OF 1923.

ACT OF INDEMNITY.

We, King of Egypt,

Seeing that the General Officer Commanding His Britannic Majesty's Forces in Egypt, by a proclamation issued by him on the 2nd November, 1914, placed Egyptian territory under Martial Law as from that date ;

And seeing that in agreement with the British Government the Egyptian Government considers that the time has come to take the legislative measures which are necessary to permit the withdrawal of this proclamation and the abrogation of the existing régime of Martial Law ;

On the proposal of our Council of Ministers ;

Decree :

Art. 1. The expression " under martial law " has in the present law the sense of " under the express or implied authority of the General Officer Commanding-in-Chief the Forces of His Britannic Majesty in Egypt during the period from the 2nd November, 1914, to the date of the coming into effect of the present law."

The term " military authority " includes every court-martial, every military court, committee, commission, council of arbitration or other similar body acting or instituted under Martial Law as well as every official or individual acting under the same law.

Art. 2. All actions, claims, prosecutions or other legal proceedings, including all proceedings by way of counterclaim, defence or demurrer, the object or effect of which is to impugn, either directly by annulment, retractation or rescission, or indirectly by way of damages, set-off, release from charges or liabilities, repayment, recovery, revindication or restitution of property, or in any other manner, the validity of any proclamation, disposition, order, measure or decision or more generally any act prescribed or done by the military authority under Martial Law, are hereby declared to be henceforth inadmissible before any court in the country, whether such proceedings be now pendant or be instituted in the future. This prohibition extends to proclamations and orders relating to the movable and immovable property of the ex-Khedive Abbas Hilmi Pasha, as well as to sales and transfers of the said property effected by the Public Custodian of Enemy Property.

In all cases coming within the terms of the preceding paragraph, the Court shall dismiss the proceedings *ex officio* whatever may be the stage they have reached.

Art. 3. The prohibition established by the preceding article extends to all proceedings relating to any alleged false denunciation made to the military authorities or relating to any case which

affaire qui a fait l'objet d'une enquête militaire, soit à un témoignage prétendu faux donné au cours d'une enquête devant ladite autorité.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au « Journal officiel ».

Fait au Palais de Mountazah, le 5 juillet 1923.

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,
Y. IBRAHIM.

Le Ministre de la Justice,
Ahmed ZULFICAR.

ARRÊTÉ

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 68 du Code pénal indigène ;
Vu la décision du Conseil des Ministres en date du 5 juillet 1923 ;

Arrête :

Article 1. Il est institué, auprès du Ministère de la Justice, un comité composé du conseiller judiciaire, président, du vice-président de la Cour d'Appel indigène et de deux conseillers égyptiens à la Cour d'Appel.

Il appartiendra à ce comité de soumettre au Ministre de la Justice les propositions de grâce plénière ou partielle ou de commutation de peine en faveur des personnes condamnées par les tribunaux militaires siégeant en vertu de la loi martiale britannique aux fins de l'avis prescrit à l'article 68 du Code pénal indigène.

En cas de partage au sein dudit comité, la voix du président sera prépondérante.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au « Journal officiel ».

Fait à Bulkeley, le 5 juillet 1923.

AHMED ZULFICAR.

Le 5 juillet 1923.

EXCELLENCE,

(Le texte qui suit est identique à celui de la décision du Conseil de Ministres d'Egypte, concernant le « Bill d'indemnité », nº 1 à 11.)

Veuillez, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
A. HECHMAT.

Son Excellence
le Feld-Maréchal Vicomte ALLENBY, G.C.B., G.C.M.G.,
Haut Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.

has been the object of a military enquiry or relating to any alleged false testimony given in the course of an enquiry before the same authorities.

Art. 4. Our Minister of Justice is charged with the execution of the present law, which shall enter into force upon its publication in the " Official Journal."

Given at the Palace of Mountazah, the 5th July, 1923.

FOUAD.

By the King :

The President of the Council of Ministers,
Y. IBRAHIM.

The Minister of Justice,
AHMED ZULFICAR.

MINISTERIAL ORDER.

The Minister of Justice,

Having considered Article 68 of the Native Criminal Code ;
And having considered the decision of the Council of Ministers dated the 5th July, 1923 ;

Orders as follows :

Art. 1. A committee is instituted in the Ministry of Justice comprising the Judicial Adviser as President, the Vice-President of the Native Court of Appeal and two Egyptian Judges of the Court of Appeal.

It will be the function of this committee to submit to the Minister of Justice proposals for the total or partial remission or for the commutation of sentences passed on persons condemned by the Military Courts set up under British Martial Law with a view to the recommendations contemplated by Article 68 of the Native Criminal Code.

In the event of the votes of the above committee being divided, the President shall have the casting vote.

Art. 2. The present ministerial order shall come into force upon publication in the " Official Journal."

Given at Bulkeley, the 5th July, 1923.

AHMED ZULFICAR.

July 5, 1923.

EXCELLENCY,

(The text which follows is identical to that of the Decision of the Egyptian Council of Ministers relative to the Indemnity Acts, given under Nos. 1 *to* 11.*)*

I have the honour to be, etc.

The Minister for Foreign Affairs,
A. HECHMAT.

To his Excellency
Field-Marshal Viscount ALLENBY, G.C.B., G.C.M.G.,
High Commissioner of His Britannic
Majesty's Government.

No. 473

Le 5 juillet 1923.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que votre Excellence a bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui par laquelle elle m'a transmis le texte de la Loi d'Indemnité qui sera publiée concurremment avec la proclamation de l'autorité militaire britannique déclarant la cessation de l'état de siège.

Le texte de cette proclamation qui sera promulguée a déjà été communiqué au Gouvernement égyptien.

Je prends acte que le Gouvernement égyptien s'engage à maintenir en vigueur cette loi, qui doit être considérée comme faisant partie intégrante d'un accord stipulé avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

J'ai l'honneur en même temps de confirmer à votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique adhère entièrement à toutes les déclarations contenues dans la note susdite *sub* Nos. 2 à 10 inclusivement et se les approprie pour ce qui le concerne.

Quant à la dernière déclaration *sub* No. 11, je suis autorisé à déclarer à votre Excellence que, bien que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne puisse pas assumer une responsabilité indéterminée, il donne toutefois au Gouvernement égyptien la pleine assurance que dans les éventualités mentionnées dans la note il se montrera toujours prêt à s'entendre avec lui pour adopter dans un esprit de justice et d'équité la solution que la question comporterait.

Veuillez, etc.

ALLENBY, *F. M.*

Son Excellence
Ahmed HECHMAT Pacha,
Ministre des Affaires étrangères.

July 5, 1923.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, in which you transmit the text of the Act of Indemnity which is to be published at the same time as the Proclamation of the British military authorities declaring the abrogation of Martial Law.

The text of this Proclamation which will be promulgated has already been communicated to the Egyptian Government.

I take note that the Egyptian Government undertakes to maintain in force this law, which is to be considered as an integral part of an agreement entered into with the Government of His Britannic Majesty.

I have at the same time the honour to assure your Excellency that the Government of His Britannic Majesty is in agreement with all the declarations contained in paragraphs 2-10 inclusive of the above-mentioned note and accepts them in so far as they concern His Majesty's Government. As regards the last declaration in paragraph 11, I am authorised to inform your Excellency that, although His Majesty's Government are unable to assume an unqualified responsibility, they give the Egyptian Government the full assurance that, should the eventualities contemplated in the note arise, His Majesty's Government will always be ready to come to an agreement with the Egyptian Government in a spirit of justice and equity with a view to reaching the solution which the question demands.

I have, etc.,

ALLENBY, *F. M.*

To his Excellency
Ahmed HECHMAT Pasha,
Minister for Foreign Affairs.

N° 474.

GRANDE-BRETAGNE ET ÉGYPTE

Echange de notes concernant la loi relative aux conditions de service, mise à la retraite ou licenciement des fonctionnaires de nationalité étrangère. Le Caire, le 18 juillet 1923.

GREAT BRITAIN AND EGYPT

Exchange of Notes regarding the law relating to the conditions of service, retirement and dismissal of foreign officials. Cairo, July 18, 1923.

No. 474. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET ÉGYPTIEN CONCERNANT LA LOI RELATIVE AUX CONDITIONS DE SERVICE, MISE A LA RETRAITE OU LICENCIEMENT DES FONCTIONNAIRES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE. LE CAIRE, LE 18 JUILLET 1923.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1er septembre 1923.

LOI Nº 28 DE 1923.

LOI RELATIVE AUX CONDITIONS DE SERVICE ET DE MISE A LA RETRAITE OU LICENCIEMENT DES FONCTIONNAIRES, EMPLOYÉS OU AGENTS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE.

Nous, Roi d'Égypte,

Vu les différentes lois en vigueur sur les pensions ;

Vu le Décret du 10 avril 1883, portant règlement général pour les employés civils du Gouvernement égyptien et les décrets successifs qui l'ont modifié ;

Vu l'article 3 de la Constitution ;

Considérant la nécessité d'édicter des dispositions spéciales pour régler la mise à la retraite et le licenciement des fonctionnaires et employés étrangers, ainsi que les conditions de service pour la période durant laquelle ils resteront au service du Gouvernement égyptien ;

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1.

Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tous fonctionnaires, employés ou agents ressortissants d'une Puissance étrangère capitulaire et ne rentrant pas parmi les anciens sujets de l'Empire ottoman, qui se trouvent, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, au service d'une quelconque des administrations de l'Etat, y compris le Ministère des « Wakfs », les Conseils provinciaux et les Commissions municipales et locales, sous réserve des spécifications et exceptions ci-après indiquées.

Article 2.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux magistrats, fonctionnaires et employés des juridictions mixtes ; aux commissaires et au personnel de la Caisse de la Dette publi-

No. 474. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND EGYPTIAN GOVERNMENTS REGARDING THE LAW RELATING TO THE CONDITIONS OF SERVICE, RETIREMENT OR DISMISSAL OF FOREIGN OFFICIALS. CAIRO, JULY 18, 1923.

English and French official texts, communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of notes took place September 1, 1923.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LAW No. 28 OF 1923.

LAW RELATING TO THE CONDITIONS OF SERVICE, RETIREMENT, AND DISMISSAL OF OFFICIALS, EMPLOYEES, AND AGENTS OF FOREIGN NATIONALITY.

WE, King of Egypt,

Having considered the various laws now in force relating to pensions ;

And having considered the Decree of April 10, 1883, containing general regulations for the civil employees of the Egyptian Government, and the successive subsequent decrees amending the same ;

And having considered article 3 of the Constitution ;

And considering the necessity of making special provision for the regulation of the retirement and dismissal of foreign officials and employees, and of their conditions of service during the period for which they remain in the service of the Egyptian Government ;

On the proposition of our Minister of Finance, and with the concurrence of our Council of Ministers ;

Hereby decree :

I. — GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

The provisions of the present law apply to all officials, employees, or agents who, being nationals of a foreign Capitulatory Power and not being former subjects of the Ottoman Empire, are, at the date when this law comes into force, in the service of any Administration of the Egyptian Government, including the Ministry of Wakfs, the Provincial Councils, and the Municipal and Local Commissions, but subject to reservations and with the exceptions hereafter mentioned.

Article 2.

The provisions of the present law shall not apply to the Magistrates, officials, or employees of the Mixed Courts, to the Commissioners and staff of the Service of the Public Debt, to the officials

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

que ; aux fonctionnaires et employés du Service quarantenaire ; aux fonctionnaires et employés de la municipalité d'Alexandrie.

Toutefois, les fonctionnaires ou employés ayant appartenu à une administration comprise dans l'application de la loi, et transférés à une administration non comprise dans la dite application, qui n'ont pas cessé de contribuer à la caisse des pensions du Gouvernement, et qui n'ont pas perdu le droit d'être réintégrés au service de l'administration à laquelle ils appartenaient, pourront, dans le délai fixé à l'article 4 ci-après, demander à être réintégrés au dit service pour exercer le droit d'option, conformément à la susdite disposition.

Article 3.

Les dispositions de la présente loi ne sont en outre pas applicables :

Aux officiers des forces armées qui se trouvent en activité de service dans les cadres des forces de leur propre pays.

Aux fonctionnaires, employés ou agents pensionnables entrés en service après le 15 mars 1922.

Aux fonctionnaires, employés ou agents non pensionnables entrés en service après le 31 décembre 1920.

Aux fonctionnaires, employés ou agents engagés une seule fois pour un travail déterminé.

Aux fonctionnaires, employés ou agents engagés une seule fois par contrat pour une période n'excédant pas cinq ans et qui ont été avisés par écrit au moment de leur engagement que leur contrat ne sera pas renouvelé.

Article 4.

Les fonctionnaires et employés pensionnables compris dans les dispositions des articles 1 et 2, alinéa 2, auront le droit, jusqu'à la date du 31 octobre 1923, d'exercer l'une des options suivantes :

a) De demander à être mis à la retraite à la date du 1er avril 1924.

b) De demander à être maintenus provisoirement en service jusqu'au 1er avril 1927.

Les dites options seront formulées par écrit et adressées par voie hiérarchique au Ministre des Finances.

Les fonctionnaires et employés qui auront exercé l'une ou l'autre option seront seuls régis, quant à la mise à la retraite ou au licenciement, par les dispositions de la présente loi.

Pour les fonctionnaires et employés se trouvant hors du pays au 31 octobre 1923, le délai d'option est prorogé jusqu'au 30 novembre suivant.

Article 5.

Le fonctionnaire ou employé qui aura exercé la première option, prévue à l'article précédent, sera mis à la retraite à la date du 1er avril 1924, à moins que le Ministre des Finances ne lui ait notifié, avant le 1er janvier 1924, qu'il est maintenu en service jusqu'au 1er avril 1927 ou jusqu'à une date antérieure qui sera fixée dans la dite notification.

Le fonctionnaire ou employé qui aura reçu la susdite notification pourra, toutefois, et à tout moment, dans les formes prévues à l'alinéa 2 de l'article précédent, aviser le Ministre des Finances qu'il entend insister pour sa mise à la retraite et qu'il renonce à cet effet à une partie de l'indemnité spéciale, conformément à la disposition de l'article 14 ci-après.

Sa mise à la retraite prendra alors date six mois après le dit avis sans tenir compte des congés qui pourraient lui être accordés dans le dit délai.

and employees of the Quarantine Service, or to the officials and employees of the Alexandria Municipality.

Provided, however, that any officials or employees who, having previously belonged to any Administration coming within the scope of this law, have been transferred to an Administration outside that scope, but have not discontinued paying their contribution to the Pension Fund of the Government, and have not yet lost the right to be reinstated in the Administration to which they originally belonged, may, within the period prescribed in article 4 hereof, claim to be so reinstated in order that they may exercise the right of option mentioned in the said article

Article 3.

The provisions of the present law shall furthermore not apply :

To Officers of the armed forces who have remained on the Active List of the forces of their own country ;

To pensionable officials, employees, or agents who entered the service after March 15, 1922 ;

To non-pensionable officials, employees, or agents who entered the service after December 31, 1920;

To officials, employees, or agents engaged once only for a definite piece of work ;

To officials, employees, or agents engaged once only on a contract for a period not exceeding five years, and who, at the time of their engagements, were informed in writing that their contract would not be renewed.

Article 4.

Pensionable officials and employees included in the terms of article 1 and of paragraph 2 of article 2 shall have the right up to October 31, 1923, to exercise one of the following options :

(a) To apply to retire on April 1, 1924.
(b) To apply to be retained provisionally in the service till April 1, 1927.

The options in question must be formulated in writing and be forwarded through the regular official channels to the Minister of Finance.

Officials and employees who have exercised one or other of the foregoing options shall alone be governed, in respect of their retirement or dismissal, by the provisions of this law.

For those officials and employees who shall be absent from Egypt on October 31, 1923, the period during which options may be exercised is extended to November 30, 1923.

Article 5.

Any official or employee who shall have exercised the first option mentioned in the preceding article shall be retired from the service on 1 April, 1924, unless the Minister of Finance shall have notified him, before January 1, 1924, that he will be retained in the service till April 1, 1927, or until such other prior date as may be specified in the notification.

The official or employee who has received such notification may nevertheless and at any time notify the Minister of Finance, in the manner laid down in the second paragraph of the preceding article, that he proposes to insist on retiring, and that for this purpose he surrenders a part of his special compensation, as laid down in article 14 hereof.

His retirement will then take effect six months from the date of such notification, no account being taken of any leave which may be granted to him in the said interval.

Article 6.

Le fonctionnaire ou employé qui aura exercé la seconde option, sera mis à la retraite à la date du 1er avril 1927, à moins que le Ministre des Finances ne lui ait notifié, avant le 1er janvier 1924, qu'il sera mis à la retraite à une date antérieure au 1er avril 1927, fixée dans la notification et qui, en tout cas, devra comprendre un délai de six mois à partir du jour de la notification susdite.

En outre, il est réservé au Gouvernement de pouvoir toujours maintenir en service le dit fonctionnaire ou employé de son consentement, au delà du 1er avril 1927 ou de la date fixée dans la notification sus-indiquée.

Article 7.

Les dispositions qui précèdent sont aussi applicables :

1. Aux fonctionnaires ou employés non pensionnables, payés au mois, qui ne rentrent pas dans les catégories visées aux articles suivants et qui auront quinze ans de service accomplis à la date de la mise en vigueur de la présente loi.

2. A ceux des dits fonctionnaires ou employés qui occupent un poste permanent du budget de l'Etat dans le sens prévu à l'article 30 du Règlement sur la réorganisation des grades approuvé par décision du Conseil des Ministres du 3 octobre 1921 et qui sont entrés en service avant le 1er août 1914.

Article 8.

Les autres fonctionnaires ou employés non pensionnables engagés par contrat ou payés au mois, excepté ceux visés à l'article suivant, auront seulement le droit d'exercer l'option prévue à l'article 4, lettre *b*.

Toutefois, le Gouvernement aura toujours le droit de licencier les dits fonctionnaires ou employés avec le préavis d'un mois.

Article 9.

Aucun droit d'option n'est accordé :

1. Aux fonctionnaires, employés ou agents non pensionnables payés au mois, avec ou sans contrat, qui rentrent dans la classe VIII du cadre technique ou administratif ou dans la classe C du cadre des écrivains, ainsi qu'aux agents hors cadre ou occupant des postes équivalents.

2. Aux employés ou agents payés à la journée ou à la tâche.

Aucune modification n'est introduite par la présente loi dans les conditions de service, de discipline et de licenciement établies à leur égard par les règlements en vigueur. Ils auront seulement le droit, en cas de licenciement ou de non-renouvellement du contrat, aux bénéfices prévus à l'article 13 ci-après.

Article 10.

Il est institué auprès du Ministère des Finances une Commission pour pourvoir à l'exécution de la présente loi, ainsi que pour contrôler les conditions de service et de mise à la retraite des fonctionnaires auxquels la loi est applicable.

Cette Commission est composée de huit hauts fonctionnaires en activité de service ou à la retraite dont quatre étrangers, nommés par arrêté du Président du Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des Finances. Le président sera désigné, dans la même forme, parmi les membres égyp-

Article 6.

Any official or employee, who shall have exercised the second option, will be retired from the service on April 1, 1927, unless the Minister of Finance shall have notified him, before January 1, 1924, that he will be retired at a date earlier than April 1, 1927, specified in the notification, provided that such earlier date shall in no case be less than six months from the date of the notification.

Furthermore, the Government retains its liberty in all cases to retain such official or employee in the service with his consent after April 1, 1927, or other date specified in the aforesaid notification.

Article 7.

The foregoing provisions shall also apply :

(1) To non-pensionable monthly-paid officials or employees not comprised in the categories described in the following articles, who, at the date when this law comes into force, shall have completed fifteen years' service.

(2) To such of the said officials and employees as occupy permanent posts in the Budget of the Government in the sense of article 30 of the General Rules for the Reorganisation of Grades approved by Decision of the Council of Ministers on October 3, 1921, and who entered the service before August 1, 1914.

Article 8.

Other non-pensionable officials or employees engaged on contract or paid by the month, excepting those included in the terms of the next following article, shall only have the right to exercise the option mentioned in article 4, letter *(b)*.

Provided, however, that the Government shall have the right to dismiss such an official or employee with one month's notice.

Article 9.

No right of option is conferred upon the following :

(1) Non-pensionable monthly-paid officials, employees or agents, with or without contract, who are graded in Class VIII of the Technical or Administrative Cadre, or in Class C of the Clerical Cadre, also agents occupying *hors cadre* or equivalent posts.

(2) Employees or agents on daily pay or working on piece work.

No change is made by this law in the conditions of service, of discipline, and of dismissal established with regard to the aforesaid officials, employees, and agents by the regulations at present in force. They will have only the right, in case of dismissal or of non-renewal of contract, to the benefits provided by article 13 hereunder.

Article 10.

A commission is instituted in the Ministry of Finance for the purpose of providing for the execution of the present law and for the purpose of controlling the conditions of service and of retirement of the officials to whom the law applies.

This Commission consists of eight high officials, either on the active list or retired, of whom four shall be foreigners nominated by *arrêté* of the President of the Council of Ministers upon the recommendation of the Minister of Finance. The President shall be appointed in the same manner

tiens. Il sera remplacé, en cas d'empêchement, par le membre égyptien supérieur en rang ou, en cas d'égalité de rang, par le membre égyptien le plus âgé.

En cas de partage, la voix du président ou de celui qui le remplace sera prépondérante. Le quorum de la Commission sera de six membres, dont trois étrangers.

Article 11.

Un Comité, composé de six membres, dont trois étrangers, sera choisi, par arrêté du Ministre des Finances, au sein de la dite Commission et sur sa proposition.

Il sera compétant, en ce qui concerne les fonctionnaires et employés auxquels la présente loi est applicable, excepté ceux visés à l'article 9 ci-dessus :

a) Pour statuer, en cas de contestation, sur la mise à la retraite ou licenciement par suite d'infirmités ou de maladie ;

b) Pour exercer les fonctions disciplinaires appartenant aux différents cours, comités ou conseils de discipline, d'après les règlements en vigueur, ainsi que pour priver, par décision disciplinaire, les susdits fonctionnaires ou employés, en tout ou en partie, des bénéfices leur revenant d'après les dispositions de la présente loi et de la pension ou indemnité leur revenant d'après les règlements en vigueur.

Le Comité sera présidé par un de ses membres égyptiens, désigné à cet effet dans l'arrêté visé au premier alinéa.

Le fonctionnaire ou employé traduit devant le conseil de discipline aura le droit de faire remplacer dans le Comité un des trois membres étrangers par le quatrième membre étranger de la Commission qui n'aurait pas été désigné pour en faire partie.

Les décisions du Comité devront être prononcées à la majorité de quatre voix sur six et ne seront pas appelables.

En cas d'égalité de voix, la question sera soumise à la décision d'un comité spécial composé du président de la Cour d'Appel mixte et des deux membres du comité de discipline les plus anciens, représentant respectivement les deux opinions.

Article 12.

Il ne sera accordé aux fonctionnaires auxquels la présente loi est applicable et qui ne resteront au service du Gouvernement que jusqu'au 1er avril 1927 ou pour une période plus courte, aucune promotion ou avancement, à moins qu'elle ne soit justifiée par une nécessité de service.

En tout cas, on ne tiendra pas compte, dans la liquidation de l'indemnité spéciale prévue à l'article 13 N° 2 et aux tableaux annexés à la présente loi, de l'augmentation de traitement dérivant de la susdite promotion.

II. — Règles générales pour la liquidation des Pensions et Indemnités.

Article 13.

Tout fonctionnaire ou employé pensionnable ou non pensionnable auquel la présente loi est applicable et qui sera admis à la retraite ou licencié d'après les dispositions qui précèdent, aura droit aux bénéfices suivants, sous réserve de toute décision disciplinaire le privant de ces bénéfices en tout ou en partie :

1. A la pension ou à l'indemnité qui lui reviendrait d'après les règlements en vigueur dans le cas de mise à la retraite ou de licenciement par suite de suppression d'emploi en ce qui concerne les fonctionnaires ou employés pensionnables ou par suite d'infirmités

from among the Egyptian members. He shall be replaced in his absence by the senior Egyptian member or in case of equality in rank by the oldest Egyptian member.

In case of equality of votes the President or the member replacing him shall have the casting vote. The quorum of the Commission shall be six members, of whom three shall be foreigners.

Article 11.

A Committee composed of six members, of whom three shall be foreigners, shall be chosen by *arrêté* of the Minister of Finance from among the said Commission and on its recommendation. This Committee shall be competent, in respect of officials and employees to whom the present law is applicable, but excepting those referred to in article 9 above :

(a) To decide, in cases of dispute, upon questions of retirement or dismissal on account of infirmity or illness.

(b) To exercise the disciplinary functions of the different Courts, Committees, or Councils of Discipline, in conformity with the regulations in force, as well as to deprive by disciplinary decision the aforesaid officials or employees in whole or in part of the benefits accruing to them by virtue of the provisions of the present law and of the pension or indemnity accruing to them by virtue of the regulations in force.

This Committee shall be presided over by one of its Egyptian members nominated for this purpose in the *arrêté* referred to in the first paragraph.

An official or employee brought before the Council of Discipline shall have the right to challenge one of the foreign members who shall be replaced by the fourth member of the Commission who had not been nominated to form part of the Committee.

The decisions of the Committee shall require a majority of four votes out of the six and shall not be subject to appeal.

In case of equality of votes the case shall be submitted to the decision of a special Committee composed of the President of the Mixed Court of Appeal and of the two oldest members of the Council of Discipline representing respectively the two opinions.

Article 12.

No promotion or advancement shall be accorded to officials governed by the present law and who remain in the service till April 1, 1927, only, or for a shorter period, unless such promotion or advancement is justified by the exigencies of the service. In any case no increase of pay arising from such promotion shall be taken into account in calculating the special compensation provided for in article 13, No. 2, and in the tables annexed to the present law.

II. — General Rules for the Settlement of Pensions and Indemnities.

Article 13.

Every official or employee, whether pensionable or non-pensionable, to whom the present law applies, and who shall retire or be dismissed in accordance with the preceding provisions, shall be entitled to the following benefits, except so far as by disciplinary decision he may, in whole or in part, be deprived thereof :

(1) To the pension or indemnity which would be due to him in accordance with the existing regulations should he, being a pensionable official or employee, retire or be dismissed on account of the suppression of his post, or should he, being a non-pensionable

ou de maladies contractées au cours de ses services en ce qui concerne les fonctionnaires ou employés non pensionnables.

2. A l'indemnité spéciale établie dans les articles 18 et suivants et dans les tableaux annexés à la présente loi.

3. A l'allocation de rapatriement établie à l'article 17.

Article 14.

Le fonctionnaire ou employé pensionnable qui, aux termes de l'article 5 alinéa 2, aura fait valoir sa faculté de cesser son service avant la date qui lui a été notifiée par le Gouvernement, n'aura droit qu'à la moitié de l'indemnité spéciale visée au N° 2 de l'article précédent ou aux deux tiers s'il cesse son service après le 31 mars 1926, les autres bénéfices visés aux N^{os} 1 et 3 du dit article lui étant maintenus.

Toutefois, s'il a déjà acquis, en vertu des règlements en vigueur, le droit à la liquidation immédiate de sa pension ou indemnité, il aura droit aux deux tiers de l'indemnité spéciale.

En tout cas, le Conseil des Ministres pourra toujours, en considération des services rendus ou des circonstances qui justifient la retraite anticipée, accorder l'indemnité entière au susdit fonctionnaire ou employé, après avoir pris l'avis de la Commission prévue à l'article 10.

Article 15.

Si le fonctionnaire ou employé, ayant droit à l'indemnité spéciale entière ou réduite aux termes des articles précédents, vient à décéder ou est mis à la retraite pour cause de maladie ou infirmités entre le 1er avril 1924 et la date fixée pour la cessation de son service, ses ayants droit ou lui-même auront droit à la dite indemnité comme si la date du décès ou de la mise à la retraite coïncidait avec la susdite date de la cessation du service.

Toutefois, si la mise à la retraite ou licenciement pour cause de maladie ou d'infirmités est faite sur sa demande, l'indemnité spéciale sera diminuée d'une fraction correspondant à la période de service qu'il devrait encore accomplir, sans que cette diminution puisse dépasser la moitié de la susdite indemnité.

Article 16.

Dans l'application des tableaux ci-annexés relatifs à la liquidation de l'indemnité spéciale, on suivra les règles ci-après :

1. L'indemnité sera liquidée sur la base du dernier traitement à la date de la mise à la retraite ou licenciement, qui était soumis à la retenue ou à la contribution pour la pension ou qui y aurait été soumis si le fonctionnaire ou employé était pensionnable. On ne tiendra pas compte, toutefois, des augmentations de traitement ou promotions accordées après la date de l'option ou de toute demande de mise à la retraite, à moins qu'il s'agisse d'augmentation dérivant de l'application des nouveaux cadres ou des augmentations normales et périodiques de traitement.

2. Si le fonctionnaire ou employé a droit à un logement à la charge du Gouvernement, le traitement sera majoré aux effets du calcul de l'indemnité spéciale, soit du 10 pour cent, soit de l'allocation accordée à la place du logement.

3. L'indemnité sera également liquidée sur la base de l'âge et de la durée des services à la date de la mise à la retraite ou licenciement du fonctionnaire ou employé, en conformité des règlements en vigueur.

official or employee, retire or be dismissed by reason of infirmity or illness contracted in the course of his service.

(2) To the special compensation laid down in article 18 and the following articles and in the tables annexed to the present law.

(3) To the repatriation allowance laid down in article 17.

Article 14.

The pensionable official or employee who by virtue of article 5, paragraph 2, has availed himself of the power to leave the service before the date notified to him by the Government, shall be entitled to one half only of the special compensation mentioned in No. 2 of the preceding article or to two-thirds of same should he quit the service after March 31, 1926, his right to the benefits mentioned in Nos. 1 and 3 of the said article being, however, maintained in full.

Should he, however, have already acquired, in accordance with existing regulations, the right to the immediate grant of his pension or indemnity, he shall have right to two-thirds of the special compensation.

In any case the Council of Ministers shall always have the power, in consideration of services rendered or of circumstances which justify the premature retirement, and after taking the opinion of the Commission mentioned in article 10, to grant to the official or employee concerned his full compensation.

Article 15.

Should an official or employee, who is entitled to compensation either full or reduced in accordance with the terms of the preceding articles, die or be retired on account of illness or infirmity between April 1, 1924, and the date fixed for the termination of his service, his heirs or he himself shall be entitled to the said compensation in like manner as if the date of his death or retirement had coincided with the aforesaid date of termination of service.

If, however, the retirement or discharge on account of illness or infirmity takes place at the request of the official or employee concerned himself, the special compensation shall be reduced by a fraction corresponding to the period which he ought still to have served, provided that such reduction shall not exceed one half of the aforesaid compensation.

Article 16.

In applying the tables hereto annexed relating to the settlement of special compensation the following rules will be observed :

(1) The compensation shall be based upon the last salary at the time of retirement or dismissal from which deduction on account of pension was made or would have been made had the official or employee been pensionable.

No account shall, however, be taken of increases of salary or promotion granted after the date of the option or of a request to retire, save in the case of increases due to the application of the new cadres or of normal and periodic increases of salary.

(2) If the official or employee is entitled to quarters at Government expense, the salary for purpose of calculation of special compensation shall be increased either by ten per cent, or by the amount of the allocation granted in lieu of quarters.

(3) The compensation shall also be based upon the age and length of service of the official or employee concerned in conformity with the regulations in force. In every case the age and length of service shall be calculated to the nearest three months, excess

Toutefois, les dits âge et durée des services seront calculés toujours à trois mois près, les excédents d'un mois et demi révolus équivalant à trois mois, les excédents inférieurs à un mois et demi n'étant pas comptés.

En outre, en ce qui concerne les fonctionnaires non pensionnables, on tiendra compte, sauf le cas de services interrompus, de toute période passée à traitement entier, dans un service antérieur à son service actuel, même si elle ne compte pas pour l'indemnité prévue par la loi sur les pensions.

Article 17.

L'allocation de rapatriement prévue à l'article 13 N° 3, consistera dans le remboursement des frais effectivement supportés par le fonctionnaire ou employé, et dûment justifiés, pour se transporter, ensemble avec sa famille et avec ses effets et son mobilier, dans la ville capitale du pays étranger où il résidait avant d'entrer au service du Gouvernement. Si, toutefois, le susdit fonctionnaire ou employé résidait, à cette époque, dans un Etat autre que celui auquel il ressortit, et s'il entend se transporter dans ce dernier pays, il aura droit au remboursement des frais pour le transport dans la ville capitale du dit pays. Le remboursement ne sera dû que si le transport s'effectue dans les six mois à partir de la date de la cessation du service.

Le dit remboursement ne pourra dépasser le mois de traitement prévu par l'article 33 du Règlement sur l'indemnité et les frais de déplacement, ou un mois et demi de traitement s'il s'agit d'un fonctionnaire ou employé dont le traitement mensuel ne dépasse pas £ E. 50.

III. — RÈGLES POUR LA LIQUIDATION ET LE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ SPÉCIALE.

Article 18.

Les indemnités spéciales seront calculées sur la base des tableaux annexés à la présente loi, en multipliant le dernier traitement annuel de l'intéressé par le facteur d'âge résultant :

Du tableau A pour les fonctionnaires, employés et agents dont la limite obligatoire d'âge est de 55 ans ;

Du tableau B pour ceux dont la limite est de 60 ans ;

Du tableau C pour ceux dont la limite est de 65 ans ou au delà, et en multipliant le produit ainsi obtenu par le facteur de service, résultant :

Du tableau D pour les fonctionnaires, employés et agents pensionnables ;

Du tableau E pour ceux non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 7, N^os^ 1 et 2 ;

Du tableau F pour ceux non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 8 ;

Du tableau G pour ceux non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 9. N° 1 ;

Du tableau H pour ceux non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 9, N° 2.

Article 19.

Si l'indemnité spéciale, calculée d'après les règles de l'article précédent, dépasse £ E. 4,000, le montant de l'indemnité sera soumis à un pourcentage de défalcation, conformément aux indications de l'Annexe III, de façon à ce que le montant total ne dépasse pas le maximum de £ E. 8,500.

periods of more than a completed month and a half being taken as three months and excess periods of less than a month and a half being ignored.

Furthermore, in the case of non-pensionable officials account shall be taken of any period of service, other than interrupted service, passed on full pay in a service previous to the present service even though it may not count for the indemnity provided by the Pensions Law.

Article 17.

The repatriation allowance mentioned in article 13, No. 3, shall consist of the reimbursement of the expenses effectively incurred by the official or employee and properly vouched for in transporting himself with his family and with his furniture and effects to the capital of the foreign country where he resided before he joined the Government service. If, however, the aforesaid official or employee resided at that time in a country other than that of which he is a national and if he intends to proceed to this latter country he shall be entitled to the reimbursement of the expenses incurred in transporting himself to the capital of the said country. The reimbursement will only be payable if the journey takes place within six months from the date of termination of service.

The said reimbursement shall not exceed the month's salary laid down in article 33 of the Regulations regarding Indemnity and Travelling Expenses or a month and a half's salary in the case of an official or employee whose monthly pay does not exceed £E. 50.

III. — Rules for the Settlement and Payment of the Special Compensation.

Article 18.

Special compensation shall be calculated on the basis of the tables annexed to the present law, by multiplying the last annual salary of the person concerned by the age factor given by :

Table (A) for officials, employees, or agents whose compulsory age limit is 55 years.

Table (B) for those whose limit is 60 years,

Table (C) for those whose limit is 65 years or more, and by multiplying the product so obtained by the service factor given by :

Table (D) for pensionable officials, employees, and agents,

Table (E) for those who, being non-pensionable, are comprised in the category defined in article 7, Nos. 1 and 2,

Table (F) for those who, being non-pensionable, are comprised in the category defined in article 8,

Table (G) for those who, being non-pensionable, are comprised in the category defined in article 9, No. 1,

Table (H) for those who, being non-pensionable, are comprised in the category defined in article 9, No. 2.

Article 19.

If the special compensation, calculated by the rules of the preceding article, exceeds £E. 4,000 the amount of the indemnity shall be subject to a percentage of reduction, in conformity with Annex III, in such a manner that the total amount shall in no case exceed a maximum of £E. 8,500.

Article 20.

Les pensions et indemnités visées aux articles 13 et suivants seront payables soit en livres égyptiennes au Caire, soit en livres sterling à Londres, au taux de P. T. 97 ½ la livre, soit en francs-or à Paris, au choix de l'ayant droit.

Article 21.

Afin que le montant des liquidations des pensions, indemnités et allocations ne dépasse pas, dans chaque année budgétaire, le crédit y affecté, le Gouvernement aura la faculté :

a) Soit de retenir, sur chaque liquidation, une somme n'excédant pas le 25 pour cent de la somme due, pour la verser sans intérêts à l'ayant droit à la fin de l'année financière en cours ou dans le premier trimestre de l'année financière suivante, au comptant ou dans la forme prévue ci-après ;

b) Soit de verser une partie de l'indemnité, ne dépassant pas le 50 pour cent, en bons du trésor quinquennaux portant intérêts à 4 ½ pour cent ; le remboursement des dits bons, ainsi que le paiement des intérêts devant être effectués d'après les règles fixées à l'article précédent.

L'application des susdites mesures pourra être cumulée, à la condition, toutefois, que la somme à payer au comptant à l'ayant droit immédiatement après la liquidation, ne soit pas inférieure au 50 pour cent de la somme totale due.

Article 22.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi et pourra prendre à cet effet tout arrêté nécessaire.

La présente loi entrera en vigueur dès sa publication au « Journal Officiel ».

Fait au Palais de Montazah, le 18 juillet 1923.

FOUAD.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,
Y. IBRAHIM.

Le Ministre des Finances,
MOUHEB.

Article 20.

The pensions or indemnities described in articles 13 and following shall be payable either in Egyptian pounds in Cairo, or in pounds sterling in London, at the rate of P T 97½ to the pound, or in francs (gold) in Paris, at the choice of the person entitled.

Article 21.

In order that the sums of money required for the payment of pensions, indemnities, and allowances may not exceed in any budgetary year the credits provided for this purpose, the Government shall have the power :

(a) Either to retain, on each liquidation, an amount not exceeding 25 per cent. of the amount due, and to pay it without interest to the person entitled at the end of the current financial year or during the first three months of the following financial year in cash or in the manner prescribed hereafter.

(b) Or to pay a part of the indemnity not exceeding 50 per cent. in Treasury bills maturing in five years and bearing interest at 4½ per cent. ; the reimbursement of the said bills as well as the payment of the interest having to be effected in accordance with the rules laid down in the preceding article.

The aforesaid measures may be applied concurrently provided that the amount to be paid in cash to the person entitled immediately after the liquidation is not inferior to 50 per cent. of the total amount due.

Article 22.

Our Minister of Finance is charged with the execution of the present law and may make any necessary *arrêté* to this effect.

The present law shall come into force as from the date of its publication in the « Journal officiel. »

Done at Montazah Palace on the 18th July, 1923.

FOUAD.

By the King :

The President of the Council of Ministers,
Y. IBRAHIM.

The Minister of Finance,
MOUHEB.

ANNEXES A LA LOI Nº 28 DE 1923.

ANNEXE I.

TABLEAUX DES FACTEURS D'AGE [1].

AGE.	TABLEAU A. pour les fonctionnaires dont la limite d'âge est de 55 ans.	TABLEAU B. Limite d'âge 60 ans.	TABLEAU C. Limite d'âge 65 ans et au delà.
	Facteur.	Facteur.	Facteur.
20	·57	·57	·57
21	.61	.61	.61
22	.65	.65	.65
23	.69	.69	.69
24	·73	·73	·73
25	.76	.76	·79
26	·79	·79	·79
27	.82	·82	.82
28	.84	·84	.84
29	.86	·86	.86
30	.88	.88	.88
31	.90	.90	.90
32	.92	.92	.92
33	·94	·94	·94
34	·95	·95	·95
35	.96	.96	.96
36	·97	·97	·97
37	.98	.98	.98
38	·99	·99	·99
39	1.00	1.00	1.00
40	1.00	1.00	1.00
41	·99	1.00	1.00
42	·97	·99	·99
43	·94	·97	·97
44	.90	·94	·95
45	.85	.91	·93
46	·79	.88	.91
47	·73	.84	.88
48	.66	·79	.85
49	·59	·74	.82
50	.51	.69	·79
51	·43	.64	·76
52	·34	·59	·72
53	.24	·53	.68
54	.13	·47	.64
55	.00	.40	.60
56	—	·33	·56
57	—	.26	·52
58	—	.18	·47
59	—	.10	·42
60	—	.00	·37
61	—	—	·32
62	—	—	.26
63	—	—	.18
64	—	—	.10
65	—	—	.00

[1] Les trimestres seront intercalés.

ANNEXES TO LAW No. 28 OF 1923.

ANNEX I.

TABLES OF AGE FACTOR [1].

AGE.	TABLE (A) For Officials whose Age Limit is 55 Years.	TABLE (B). Age Limit 60 Years.	TABLE (C). Age Limit 65 Years or more.
	Factor.	Factor.	Factor.
20	.57	.57	.57
21	.61	.61	.61
22	.65	.65	.65
23	.69	.69	.69
24	.73	.73	.73
25	.76	.76	.76
26	.79	.79	.79
27	.82	.82	.82
28	.84	.84	.84
29	.86	.86	.86
30	.88	.88	.88
31	.90	.90	.90
32	.92	.92	.92
33	.94	.94	.94
34	.95	.95	.95
35	.96	.96	.96
36	.97	.97	.97
37	.98	.98	.98
38	.99	.99	.99
39	1.00	1.00	1.00
40	1.00	1.00	1.00
41	.99	1.00	1.00
42	.97	.99	.99
43	.94	.97	.97
44	.90	.94	.95
45	.85	.91	.93
46	.79	.88	.91
47	.73	.84	.88
48	.66	.79	.85
49	.59	.74	.82
50	.51	.69	.79
51	.43	.64	.76
52	.34	.59	.72
53	.24	.53	.68
54	.13	.47	.64
55	.00	.40	.60
56	—	.33	.56
57	—	.26	.52
58	—	.18	.47
59	—	.10	.42
60	—	.00	.37
61	—	—	.32
62	—	—	.26
63	—	—	.18
64	—	—	.10
65	—	—	.00

[1] Quarters of years shall be interpolated.

ANNEXE II.

TABLEAU DES FACTEURS DE SERVICE [1].

Années de service.	TABLEAU D pour les fonctionnaires et employés pensionnables.	TABLEAU E pour les fonctionnaires et employés non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 7, Nos 1 et 2 de la loi.	TABLEAU F pour les fonctionnaires et employés non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 8 de la loi.	TABLEAU G pour les fonctionnaires, employés et agents non pensionnables compris dans la catégorie visée à l'article 9, No 1 de la loi.	TABLEAU H pour les employés et agents compris dans la catégorie visée à l'article 9, No 2 de la loi.
	Facteur.	Facteur.	Facteur.	Facteur.	Facteur.
0	3.5	—	—	—	—
1	3.9	—	—	—	—
2	4.3	—	—	—	—
3	4.7	—	2.0	1.4	1.0
4	5.1	—	2.4	1.7	1.2
5	5.4	—	2.8	2.0	1.4
6	5.7	—	3.2	2.3	1.6
7	6.0	—	3.5	2.6	1.8
8	6.2	—	3.8	2.9	2.0
9	6.4	6.0	4.2	3.2	2.2
10	6.6	6.1	4.6	3.5	2.4
11	6.7	6.2	5.0	3.8	2.6
12	6.8	6.3	5.4	4.1	2.8
13	6.9	6.4	5.8	4.4	3.0
14	7.0	6.5	6.2	4.7	3.2
15	6.0	6.5	6.5	5.0	3.4
16	6.0	6.5	6.5	5.3	3.6
17	6.0	6.5	6.5	5.6	3.8
18	6.0	6.5	6.5	5.9	4.0
19	6.0	6.5	6.5	6.2	4.2
20	6.0	6.5	6.5	6.5	4.4
21	6.0	6.5	6.5	6.5	4.6
22	6.0	6.5	6.5	6.5	4.8
23	6.0	6.5	6.5	6.5	5.0
24	6.0	6.5	6.5	6.5	5.2
25	6.0	6.5	6.5	6.5	5.4

[1] Les trimestres seront intercalés. Toutefois, le facteur 7 correspondant à 14 années de service d'après le tableau D, sera appliqué jusqu'à la date à laquelle l'intéressé acquiert le droit à la pension.

ANNEX II.

TABLES OF SERVICE FACTORS [1].

Years of Service.	TABLE (D) for Pensionable Officials and Employees.	TABLE (E) for Non-pensionable Officials or Employees included in the Category defined in Article 7, Nos. 1 and 2, of the Law.	TABLE (F) for Non-pensionable Officials and Employees included in the Category defined in Article 8 of the Law.	TABLE (G) for Non-pensionable Officials, Employees, and Agents included in the Category defined in Article 9, No. 1, of the Law.	TABLE (H) for Employees and Agents included in the Category defined in Article 9, No. 2, of the Law.
	Factor.	Factor.	Factor.	Factor.	Factor.
0	3.5	—	—	—	—
1	3.9	—	—	—	—
2	4.3	—	—	—	—
3	4.7	—	2.0	1.4	1.0
4	5.1	—	2.4	1.7	1.2
5	5.4	—	2.8	2.0	1.4
6	5.7	—	3.2	2.3	1.6
7	6.0	—	3.5	2.6	1.8
8	6.2	—	3.8	2.9	2.0
9	6.4	6.0	4.2	3.2	2.2
10	6.6	6.1	4.6	3.5	2.4
11	6.7	6.2	5.0	3.8	2.6
12	6.8	6.3	5.4	4.1	2.8
13	6.9	6.4	5.8	4.4	3.0
14	7.0	6.5	6.2	4.7	3.2
15	6.0	6.5	6.5	5.0	3.4
16	6.0	6.5	6.5	5.3	3.6
17	6.0	6.5	6.5	5.6	3.8
18	6.0	6.5	6.5	5.9	4.0
19	6.0	6.5	6.5	6.2	4.2
20	6.0	6.5	6.5	6.5	4.4
21	6.0	6.5	6.5	6.5	4.6
22	6.0	6.5	6.5	6.5	4.8
23	6.0	6.5	6.5	6.5	5.0
24	6.0	6.5	6.5	6.5	5.2
25	6.0	6.5	6.5	6.5	5.4

[1] Quarters of years shall be interpolated; but the factor 7 corresponding to 14 years' service in Table (D) shall continue to be applied until the date at which the person concerned acquires the right to his pension.

ANNEXE III.

BARÈME DES DÉFALCATIONS APPLICABLES AUX INDEMNITÉ DÉPASSANT £. E. 4,000.

Jusqu'à concurrence de £. E. 4,000, les indemnités ne sont assujetties à aucune défalcation. Tout excédent au-dessus de £. E. 4,000 est assujetti aux défalcations suivantes :

Du premier	millier de livres ou fraction			...	...	10	pour cent.
Du second	»	»	»	...	...	20	»
Du troisième	»	»	»	...	...	30	»
Du quatrième	»	»	»	...	...	40	»
Du cinquième	»	»	»	...	...	50	»
Du sixième	»	»	»	...	...	60	»
Du septième	»	»	»	...	...	70	»
Du huitième	»	»	»	...	...	80	»
Du neuvième	»	»	»	...	...	90	»
Du dixième	»	»	»	...	...	100	»

De sorte que le maximum de l'indemnité ne peut, en aucun cas, dépasser £. E. 8,500.

Vu : *Le Ministre des Finances,*
MOUHEB.

RAMLEH, *le* 18 *juillet* 1923.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de la loi relative aux conditions de service et de mise à la retraite ou licenciement des fonctionnaires, employés et agents de nationalité étrangère au service du Gouvernement égyptien, loi qui vient d'être revêtue de la signature de S. M. le Roi, et qui sera promulguée incessamment.

2. Cette loi apporte la solution à une question d'ordre transitoire à laquelle a donné lieu l'établissement du nouveau régime politique en Egypte, solution qui représente le résultat de nombreuses discussions que le Gouvernement égyptien a eues avec le Gouvernement britannique.

3. Je suis autorisé par S. M. le Roi et par le Conseil des Ministres de donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement égyptien considère cette loi, ensemble avec les clauses contenues dans la présente note, comme l'expression d'un arrangement entre les deux Gouvernements, et qu'il s'engage à les maintenir en vigueur jusqu'à ce qu'elles aient produit tous leurs effets.

4. Je suis également autorisé de faire connaître à Votre Excellence qu'en ce qui concerne les fonctionnaires et employés étrangers entrés au service entre le 1er novembre 1918 et le 31 décembre 1920, après avoir servi, pendant la dernière guerre, dans l'une des armées alliées de terre ou de mer, étant donné que le *modus vivendi* en vigueur leur accorde le droit d'ajouter à leur période de service une période supplémentaire de trois années aux effets de calcul de l'indemnité spéciale, le Gouvernement égyptien maintiendra en vigueur la même règle au bénéfice des quelques fonctionnaires ou employés auxquels elle est encore applicable.

5. Il reste entendu que le choix, ainsi que le remplacement des membres étrangers de la Commission prévue à l'article 10 de la loi, sera fait en consultation et d'accord avec Votre Excellence.

6. Il va sans dire que la mise en exécution de la loi mettra fin au *modus vivendi* qui a été appliqué depuis un an pour le règlement de la question des fonctionnaires étrangers qui ont demandé

ANNEX III.

SCALE OF DEDUCTIONS APPLICABLE TO IDEMNITIES EXCEEDING L. E. 4,000.

Indemnities not exceeding L.E. 4,000 shall be subject to no deduction. Any sums exceeding L.E. 4,000 are subject to the following deduction :

From the first	thousand	pounds	or	part	thereof	10 per cent.
» second	»	»	»		... ...	20 »
» third	»	»	»		... ...	30 »
» fourth	»	»	»		... ...	40 »
» fifth	»	»	»		... ...	50 »
» sixth	»	»	»		... ...	60 »
» seventh	»	»	»		... ...	70 »
» eighth	»	»	»		... ...	80 »
» ninth	»	»	»		... ...	90 »
» tenth	»	»	»		... ...	100 »

In such a manner that no indemnity shall in any case exceed L.E. 8,500.

Seen : *The Minister of Finance,*
MOUHEB.

RAMLEH, *July* 18, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to transmit to you herewith a copy of the law relating to the conditions of service, retirement, and dismissal of officials, employees, and agents of foreign nationality in the service of the Egyptian Government, a law which has just received the signature of His Majesty the King, and which will be promulgated forthwith.

(2) This law provides the solution for a question of a transitional character to which the establishment of the new political system in Egypt has given rise, a solution which represents the result of numerous discussions which have taken place between the Egyptian Government and the British Government.

(3) I am authorised by His Majesty the King and by the Council of Ministers to give your Excellency the assurance that the Egyptian Government considers this law, together with the clauses contained in the present note, as the expression of an arrangement between the two Governments, and it undertakes to maintain them in force until they shall have produced all their effects.

(4) I am likewise authorised to inform your Excellency that, in view of the fact that the *modus vivendi* hitherto in force confers upon foreign officials and employees who entered the service between November 1, 1918, and December 31, 1920, after having served during the late war in the army or navy of one of the Allies, the right to add a supplementary period of three years to their term of service for the purpose of calculating their special indemnity, the Egyptian Government will maintain the same rule in force for the benefit of the few officials and employees to whom it is still applicable.

(5) It is agreed that the choice as well as the replacement of the foreign members of the Commission mentioned in article 10 of the law shall be made in consultation and agreement with your Excellency.

(6) It is necessary to say that the coming into force of the law will put an end to the *modus vivendi* which has been applied during the last year in dealing with the question of foreign officials

leur mise à la retraite. Toutefois, comme il est nécessaire de réglementer la transition de l'ancien au nouveau système, j'accepte la suggestion qui a été faite par Votre Excellence à l'effet que le susdit *modus vivendi* continuera à être appliqué dans les cas des fonctionnaires qui ont reçu, en raison d'un préjudice immédiat constaté, l'assurance de l'appui de Votre Excellence en vue de leur mise à la retraite ou licenciement, ainsi que dans les cas des fonctionnaires ou employés dont la mise à la retraite ou le licenciement a été déjà convenu entre nous. Il est entendu que les fonctionnaires ou employés ci-dessus envisagés sont ceux compris dans les listes *ad hoc* communiquées au Secrétariat de la Présidence du Conseil avant la date de la présente note et qu'il leur est réservé le droit de renoncer avant le 31 octobre prochain à la mise à la retraite ou licenciement en exerçant l'option réglée à l'article 4, lettre *b)*, de la loi. Il est également entendu que, quant à la liquidation de leurs droits, l'article 21 de la loi leur sera toujours applicable.

7. En ce qui concerne les bons du Trésor prévus à l'article 21 ci-dessus mentionné, il reste convenu qu'ils seront garantis par des titres de la Dette publique égyptienne déposés à la « National Bank ».

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) A. HECHMAT.

Son Excellence
le Feld-Maréchal Vicomte ALLENBY, G.C.B., G.C.M.G.,
Haut Commissaire du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

RAMLEH, *le* 18 *juillet* 1923.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui, par laquelle vous me communiquez le texte de la nouvelle loi relative aux conditions de service et de mise à la retraite ou licenciement des fonctionnaires, employés et agents de nationalité étrangère au service du Gouvernement égyptien.

2. Je confirme la déclaration de Votre Excellence que cette loi, ensemble avec les clauses contenues dans les présentes notes, constitue l'expression d'un arrangement entre nos deux Gouvernements, et je prends acte de l'assurance que me donne Votre Excellence que le Gouvernement égyptien les maintiendra en vigueur jusqu'à ce qu'elles auront produit tous leurs effets.

3. Je remercie Votre Excellence de l'assurance qu'en ce qui concerne les fonctionnaires et employés étrangers entrés au service entre le 1er novembre 1918 et le 31 décembre 1920, après avoir servi, pendant la dernière guerre, dans l'une des armées alliées de terre ou de mer, étant donné que le *modus vivendi* en vigueur leur accorde le droit d'ajouter à leur période de service une période supplémentaire de trois années, aux effets du calcul de l'indemnité spéciale, le Gouvernement égyptien maintiendra en vigueur la même règle au bénéfice des quelques fonctionnaires ou employés auxquels elle est encore applicable.

4. Je me trouve entièrement d'accord avec Votre Excellence au sujet de l'opportunité de notre entente dans le choix des membres étrangers de la Commission prévue à l'article 10 de la loi, ainsi qu'au sujet du maintien en vigueur du *modus vivendi* dans les cas des fonctionnaires auxquels, jusqu'à la présente date, j'ai donné l'assurance de mon appui auprès de Votre Excellence comme ayant subi un préjudice immédiat et de ceux des fonctionnaires ou employés dont la mise à la retraite ou le licenciement a déjà été convenu entre nous. Il est entendu que les fonctionnaires ou employés ci-dessus envisagés sont ceux compris dans les listes *ad hoc* communiquées au Secrétariat de la Présidence du Conseil avant la date de la présente note et qu'il leur est réservé le droit de renoncer avant le 31 octobre prochain à la mise à la retraite ou au licenciement en exerçant l'option réglée à l'article 4*)*, lettre *b*, de la loi. Il est également entendu que, quant à la liquidation de leurs droits, l'article 21 de la loi leur sera toujours applicable.

who desired to retire from the service. Nevertheless, as it is necessary to regulate the transition from the old to the new system, I accept the suggestion made to me by your Excellency that the *modus vivendi* shall continue to be applied in the case of officials to whom your Excellency has already, up to the present time, given the assurance of your support with a view to their retirement or dismissal, as having suffered immediate prejudice, and in the case of officials and employees whose retirement or dismissal has already been agreed to between us. It is agreed that the officials and employees referred to are those whose names are included in the lists prepared *ad hoc* and communicated to the Secretariat of the Presidency of the Council before the date of the present note, and that the right is reserved to them up to October 31 next to renounce their right to retire by exercising the option given by article 4, letter *(b)*, of the law. It is also agreed that in the settlement of their claims article 21 of the law shall in all cases be applicable.

(7) As regards the Treasury Bills mentioned in article 21 referred to above it is agreed that they shall be secured by the deposit at the National Bank of bonds of the Egyptian Public Debt.

I have the honour to remain, &c.,

The Minister for Foreign Affairs,
AHMED HECHMAT.

To his Excellency
Field-Marshal Viscount ALLENBY, G.C.B., G.C.M.G.,
High Commissioner of His Britannic Majesty's Government.

RAMLEH, *July* 18, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date, by which you communicate to me the text of the new law relating to the conditions of service, retirement, and dismissal of officials, employees, and agents of foreign nationality in the service of the Egyptian Government.

(2) I confirm your Excellency's declaration that this law, together with the clauses contained in the present notes, constitutes the expression of an arrangement between our two Governments, and I take act of your Excellency's assurance that the Egyptian Government will maintain them in force until they shall have produced all their effects.

(3) I thank your Excellency for the assurance that, in view of the fact that the *modus vivendi* hitherto in force confers upon foreign officials and employees who entered the service between November 1, 1918 and December 31, 1920, after having served during the late war in the army or navy of one of the Allies, the right to add a supplementary period of three years to their term of service for the purpose of calculating their special indemnity, the Egyptian Government will maintain the same rule in force for the benefit of the few officials and employees to whom it is still applicable.

(4) I am entirely in agreement with your Excellency as to the desirability of our being agreed as to the choice of the foreign members of the Commission referred to in article 10 of the law, as also on the subject of the maintenance in force of the *modus vivendi* in the case of officials to whom I have already, up to the present time, given the assurance of my support with your Excellency, as having suffered immediate prejudice, and in the case of officials and employees whose retirement or dismissal has already been agreed to between us. It is agreed that the officials and employees referred to are those whose names are included in the lists prepared *ad hoc* and communicated to the Secretariat of the Presidency of the Council before the date of the present note, and that the right is reserved to them up to October 31 next to renounce their right to retire by exercising the option given by article 4, letter *(b)*, of the law. It is also agreed that in the settlement of their claims article 21 of the law shall, in all cases, be applicable.

5. En ce qui concerne les bons du Trésor prévus à l'article 21 ci-dessus mentionné, il reste convenu qu'ils seront garantis par des titres de la Dette publique égyptienne déposés à la National Bank.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

ALLENBY, F. M,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Ahmed HECHMAT Pacha,
Ministre des Affaires étrangères.

PRÉSIDENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

LE CAIRE, *le 1er septembre* 1923.

MON CHER MONSIEUR SCOTT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date du 21 juillet écoulé concernant l'interprétation qu'il y a lieu de donner aux deux points suivants de la loi N° 28 de 1923 :

1. La faculté que l'article 5, alinéa 2, complété par les dispositions de l'article 14, prévoit pour les fonctionnaires pensionnables (ainsi que pour les fonctionnaires non pensionnables qui leur sont assimilés par les dispositions de l'article 7) de demander leur mise à la retraite à tout moment avec six mois de préavis moyennant l'abandon d'une fraction importante de leur indemnité spéciale.

2. Le sens exact des mots « franc-or » dont il est question à l'article 20.

En réponse, je m'empresse de vous informer que, par décision en date du 26 août 1923, le Conseil des Ministres m'a autorisé à vous faire part, sur le premier point, qu'il est bien entendu que la faculté prévue à l'article 5, alinéa 2, de la loi N° 28 de 1923, pourra être invoquée aussi bien par les fonctionnaires qui auront exercé l'option *a)* de l'article 4, que par ceux qui auront exercé l'option *b)* du même article de la loi précitée ; et sur le second point, que par l'expression « francs-or » il doit être entendu que les paiements à Paris se feront en francs au taux de la livre sterling à Paris.

Je suis heureux d'être en mesure de vous donner ces précisions et vous prie d'agréer, mon cher Monsieur Scott, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Le Président du Conseil des Ministres,
(Signé) Y. IBRAHIM.

Monsieur Ernest SCOTT,
Haut Commissaire britannique p.i.
Ramleh.

THE RESIDENCY, RAMLEH, *September* 5, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's letter No. 346 of September 1, in which you are good enough to inform me, on the authority of a decision of the Council of Ministers dated August 26 last, of the interpretation to be placed upon two points in article 5 and article 20 of Law 28 of 1923.

I have the honour to state that my Government concurs in the interpretation of the two points in question which is conveyed to me in your letter.

In thanking you for the courtesy of your communication, I beg to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) ERNEST SCOTT,
Acting High Commissioner.

His Excellency
Yehia IBRAHIM Pasha, etc.,
President of the Council of Ministers,
Ramleh.

(5) As regards the Treasury Bills mentioned in article 21 referred to above, it is agreed that they shall be secured by the deposit at the National Bank of bonds of the Egyptian Public Debt.

I have the honour to remain, &c.,

ALLENBY,
Field-Marshal, High Commissioner.

To His Excellency
Ahmed HESHMAT Pasha,
Minister for Foreign Affairs.

CAIRO, *September* 1, 1923.

MY DEAR MR. SCOTT,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of July 21 last regarding the interpretation to be given to the following two points in Law No. 28 of 1923 :

(1) The power which paragraph 2 of article 5, supplemented by the provisions of article 14, provides for the pensionable officials (as well as for the non-pensionable officials assimilated to them by the provisions of article 7) to apply for their retirement at any time after six months' notice on condition of renouncing an important fraction of their special compensation.

(2) The precise meaning of the words " gold francs " referred to in article 20.

In reply, I desire to state that, by a decision dated August 26, 1903, the Council of Ministers has authorised me to inform you, as regards the first point, that it is clearly understood that the power provided by paragraph 2 of article 5 of Law No. 28 of 1923 can be claimed both by the officials who exercise option *(a)* of article 4, as well as by those who exercise option *(b)* of the same article of the above-mentioned law ; and, as regards the second point, by the expression " gold francs " it should be thoroughly understood that payments in Paris will be made in francs at the sterling rate of exchange at Paris.

I am glad to be able to give you these explanations, and beg you, &c.,

The President of the Council of Ministers,
Y. IBRAHIM.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LA RÉSIDENCE, RAMLEH, 5 *septembre* 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre N° 346 du 1er septembre, par laquelle vous avez bien voulu m'informer de la décision du Conseil des Ministres du 26 août dernier, relative à l'interprétation qu'il y a lieu de donner à deux points concernant l'article 5 et l'article 20 de la loi 28 de 1923.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Gouvernement se rallie à l'interprétation des deux points en question dont vous me faites part dans votre lettre.

En vous remerciant vivement, etc.

(Signé) ERNEST SCOTT,
Haut Commissaire par intérim.

A Son Excellence
Yehia IBRAHIM Pacha, etc.,
Président du Conseil des Ministres,
Ramleh.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 475.

ESPAGNE ET PORTUGAL

Convention postale relative à l'échange de la correspondance, signée à Madrid le 26 mars 1923.

SPAIN AND PORTUGAL

Postal Convention concerning the exchange of correspondence, signed at Madrid, March 26, 1923.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 475. — CONVENIO POSTAL [1] RELATIVO AL CAMBIO DE CORRESPONDENCIA ENTRE ESPAÑA Y PORTUGAL. FIRMADO EN MADRID EL 26 DE MARZO DE 1923.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 septembre 1923.

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA PORTUGUESA Y EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, deseando mejorar las relaciones postales entre ambos paises y usando de las facultades que les concede el párrafo 2. del artículo 23. del Convenio de la Union Postal Universal, firmado en Madrid en 30 de Noviembre de 1920 [2], han resuelto celebrar un nuevo Convenio y al efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios, a saber :

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA PORTUGUESA a

Don Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director de los Servicios de Explotación Postal de la Administración General de Correos y Telégrafos, Comendador de la Real Orden de Isabel la Catolica, y a

Don Adalberto DA COSTA VEIGA, Jefe de la 2.a División de la Direction de los Servicios de Explotación Postal de la misma Administración.

EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA a

Don Antonio PÉREZ CRESPO, Diputado a Cortes, Gran Cruz de la Real Orden del Mérito Militar, Gran Oficial de la Orden de la Corona de Italia, Director General de Correos y Telégrafos.

Los cuales, después de haberse comunicado sus respectivos poderes y hallándolos en buena y debida forma, han convenido los articulos siguientes :

Articulo 1.

Principios fundamentales.

Se establecen como principios fundamentales :

1. Ambos paises contratantes formarán un solo territorio postal.

2. En las relaciones postales de España y Portugal regirá la tarifa que para cada clase de correspondencia tengan establecida las dos Administraciones en su servicio interior.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 14 août 1923,

[2] Vol. III, page 267 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 et vol. XV, page 282 de ce Recueil.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 475. — CONVENÇÃO[1] RELATIVA A PERMUTAÇÃO DE CORRESPONDENCIA ENTRE PORTUGAL E ESPANHA. ASSINADO EM MADRID EM 26 DE MARÇO DE 1923.

Spanish and Portuguese official texts, communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Portugal. The registration of this Convention took place September 3, 1923.

O GOVÊRNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA e o GOVÊRNO DE SUA MAJESTADE EL-REI DE ESPANHA, desejando melhorar as relações postais entre os dois países, e usando das faculdades que lhes são concedidas no § 2º do artigo 23.º da Convenção da União Postal Universal, assinada em Madrid em 30 de Novembro de 1920 [2], resolveramc elebrar uma nova Convenção e nomearam para êste fim por seus Plenipotenciários, a saber :

O GOVÊRNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA ao :

Sr. Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director dos Serviços de Exploração Postal da Administração Geral dos Correios e Telégrafos, Comendador da Real Ordem de Isabel a Católica, e ao

Sr. Adalberto DA COSTA VEIGA, Chefe da 2.ª Divisão da Direcção dos Serviços de Exploração Postal da mesma Administração.

O GOVÊRNO DE SUA MAJESTADE EL-REI DE ESPANHA ao :

Sr. António PÉREZ CRESPO, Deputado da Nação, Grã-Cruz da Real Ordem do Mérito Militar, Grande Oficial da Ordem da Coroa de Itália, Director Geral dos Correios e Telégrafos.

Os quais, depois de haverem trocado os seus respectivos plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1.º

Principios fundamentais.

Estabelecem-se como princípios fundamentais :

1. Os dois países contratantes formarão um único território postal.

2. Nas relações postais de Espanha e de Portugal aplicar-se há a tarifa que para cada classe de correspondência haja sido estabelecida pelas duas Administrações nos seus respectivos serviços internos.

[1] The exchange of ratifications took place at Madrid, August 14, 1923.

[2] Vol. III, page 267; vol. VII, page 362; vol. XI, page 364 et vol. XV, page 282 of this Series.

3. Se declara obligatorio el franqueo previo de toda clase de correspondencia que circule entre los dos paises contratantes, excepto el de las cartas, para las cuales se concederá un limite de tolerancia solamente en los casos de insuficiencia del franqueo, en las condiciones fijadas por el artículo 6. siguiente.

Artículo 2.

Extensión del Convenio.

Las disposiciones de este Convenio se extienden a las cartas, tarjetas postales sencillas y con respuesta pagada, impresos de todas clases, periódicos, papeles de negocios y muestras de comercio.

Artículo 3.

Cambio de despachos.

El cambio de correspondencia en despachos cerrados entre los dos paises se organizará por ambas Administraciones de común acuerdo y según las necesidades del servicio, utilizando para ello los transportes terrestres, marítimos y aéros establecidos o que en lo sucesivo es establezcan.

Artículo 4.

Cambio de valijas diplomáticas.

El Ministerio de Estado de España y el Ministerio de Negocios Extranjeros de Portugal podrán cambiar con los representantes diplomáticos en el otro pais valijas diplomáticas por mediación de los servicios de correos de ambos paises.

La Dirección General de Correos y Telégrafos de España y la Administración General de Correos y Telégrafos de Portugal adoptarán de comun acuerdo las disposiciones necesarias para reglamentar el cambio de las valijas a que se refiere el presente artículo.

Artículo 5.

Franqueo de la correspondencia.

La correspondencia procedente de España con destino a Portugal o de Portugal con destino a España debera ser franqueada por medio de sellos de correos o fórmulas de franqueo válidas en el respectivo pais de origen.

Artículo 6.

Franquicia.

1. En ampliación de lo dispuesto en el artículo 13. del Convenio de la Union Postal Universal, y para el más pronto despacho de los asuntos a que dén lugar los tratados vigentes entre los dos paises, queda establecido que las autoridades civiles y militares de las provincias situadas en la frontera de las dos naciones, asi como todas las autoridades judiciales de ambos paises, podrán corresponder oficialmente entre si, debiendo su correspondencia ser expedida y entregada franca de porte, siempre que proceda de una autoridad para otra, que se dirija al cargo y no al nombre de la persona que lo ejerza y que lleve en el sobrescrito el sello de la autoridad u oficina de que proceda. La falta de sello oficial podra ser suplida con una declaración de la autoridad remitente consignada en el sobrescrito.

3. É obrigatória a franquia prévia de todas as classes de correspondencia permutada entre os dois países contratantes, com excepção das cartas, para as quais se concederá um limite de tolerancia sòmente nos casos de insuficiência de franquia, nas condições estabelecidas no artigo 6.º da presente Convenção.

Artigo 2.º

Aplicação da Convenção.

As disposições da presente Convenção são aplicáveis às cartas, bilhetes postais simples e de resposta paga, impressos de toda a natureza, periódicos, manuscritos e amostras.

Artigo 3.º

Permutação de Malas.

A permutação de correspondência en malas fechadas entre os dois paises será organizada pelas duas Administrações de comum acôrdo e em conformidade com as necessidades do serviço, utilizando-se para êste fim as vias terrestres, marítimas ou aéreas já estabelecidas ou que de futuro venham a estabelecer-se.

Artigo 4.º

Permutação de malas diplomaticas.

O Ministério do Estado de Espanha e o Ministério dos Negócios Estrangeiros de Portugal poderão permutar malas diplomáticas com os representantes diplomáticos no outro pais por intermédio dos serviços dos correios de ambos os países.

A Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha e a Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal adoptarão de comum acôrdo as disposições necessárias para regulamentar a permutação das malas a que se refere o presente artigo.

Artigo 5.º

Franquia de correspondencia.

A correspondência procedente de Espanha destinada a Portugal e a de Portugal destinada a Espanha deverá ser franquiada por meio de selos e outras fórmulas de franquia postais em vigor no respectivo país de origem.

Artigo 6.º

Isenção de Franquia.

1. Ampliando o disposto no artigo 13.º da Convenção da União Postal Universal, para mais pronto expediente dos negócios a que dão lugar os tratados vigentes entre os dois países fica estabelecido que as autoridades civis ou militares das províncias situadas na fronteira dos dois Estados, assim como todas as autoridades judiciais de ambos os paises poderão corresponder-se oficialmente entre si devendo a respectiva correspondência ser expedida e entregue franca de porte, sempre que proceda duma autoridade para outra, que se dirija à autoridade e não ao nome da pessoa que a exercer e que tenha no sobrescrito o sêlo da autoridade ou repartição de que emanem. A falta do sêlo oficial poderá ser suprida por uma declaração da autoridade remetente, feita no sobrescrito.

2. Tambien disfrutará de franquicia oficial la correspondencia que expida la Administración General de Correos de cada uno de los dos paises contratantes con destino a las autoridades civiles y militares del otro pais.

3. Se establece, asi mismo, que en las relaciones oficiales concernientes a los servicios de correos y telegrafos las dos Administraciones gozarán de franquicia postal y telegráfica.

Artículo 7.

Insuficiencia de franqueo.

1. Conforme a lo establecido en el párrafo 3. del artículo 1. del presente Convenio, no se dará curso :

a) A la correspondencia de cualquier clase, excepto las cartas, que no sea franqueada completamente ;

b) A las cartas que no presenten por lo menos el franqueo correspondiente al primer porte de una carta sencilla.

2. Las cartas insuficientemente franqueadas seran cursadas a sus destinos gravadas con un porte equivalente al doble de la insuficiencia del franqueo, que será percibido de los destinatarios y quedará en beneficio de la Administración de destino.

Las oficinas de origen serán las únicas autorizadas para portear las cartas insuficientemente franqueadas.

Artículo 8.

Limite de peso y dimensiones.

1. El peso de los paquetes que contengan periodicos, impresos o papeles de negocios, no podrá exceder de cuatro kilogramos, a excepción de las obras en un solo tomo, cuyo peso podrá llegar hasta cinco kilogramos. Las dimensiones de estos paquetes no excederán de 45 centimetros por cualquiera de sus lados. Sin embargo, los paquetes expedidos en forma de rollo podran tener 75 centimetros de largo por 10 centimetros de diametro.

2. El peso de las muestras de comercio no podrá exceder de un kilogramo ni sus dimensiones de 30 centimetros de largo, 20 de ancho y 10 de fondo o espesor. Sin embargo, cuando tengan forma de rollo podrán tener 30 centimetros de largo por 15 de diametro.

Artículo 9.

Objetos certificados.

Toda clase de correspondencia admitida a la circulación por el correo podrá ser certificada previo el abono de los portes y derecho de certificado correspondiente con arreglo a la tarifa interior del pais expedidor.

Artículo 10.

Aviso de recibo y reclamaciones.

1. El remitente de un objeto certificado tendrá derecho a pedir en el acto de la certificación un aviso de recibo firmado por el destinatario o en su defecto por la oficina de destino, previo abono del derecho que para estos efectos tenga establecido en su servicio interior la Administración expedidora.

2. Por los avisos de recibo solicitados con posterioridad a la fecha de imposición, asi como por las reclamaciones de correspondencia certificada, el remitente deberá abonar un derecho doble del señalado en el parrafo anterior.

2. Também gozará de isenção de franquia a correspondencia expedida pela Administração Geral dos Correios de cada umdos paises contratantes com destino às autoridades civis e militares do outro país.

3. Fica além disso estabelecido que as duas Administrações gozarão de isenção de franquia postal e telegráfica nas suas relações oficiais respeitantes aos serviços de correios e telégrafos.

Artigo 7.º

Insuficiencia de Franquia.

1. Em conformidade com o estabelecido no § 3.º do artigo 1.º da presente Convenção, não serão expedidas ao seu destino :

a) As correspondências de qualquer classe, com excepção das cartas, quando não estejam completamente franqueadas ;

b) As cartas que não tenham sido franqueadas pelo menos com a franquia correspondente ao primeiro porte de uma carta de porte simples.

2. As cartas insuficientemente franqueadas serão expedidas ao seu destino e entregues aos destinatários, cobrando-se dêstes o porte correspondente ao dôbro do valor dos selos que lhes faltarem, revertendo essa importância a favor da Administração do pais de destino.

As estações do pais de origem serão as únicas autorizadas a portear as cartas insuficientemente franquiadas.

Artigo 8.º

Limite de peso e dimensões.

1. O pêso dos volumes que contenham periódicos, impressos e manuscritos não poderá exceder o pêso de quatro quilogramas, com excepção das obras num só tômo, cujo pêso podera atingir cinco quilogramas. As dimensões dos referidos volumes não poderão exceder 45 centimetros em qualquer dos lados. Fica entendido que os volumes expedidos em forma de rôlo poderão ter 75 centimetros de comprimento por 10 centimetros de diâmetro.

2. O peso das amostras não poderá exceder um quilograma, nem as suas dimensões 30 centimetros de comprimento, 20 de largura e 10 de altura ou espessura. Fica, porém, entendido que, quando tenham a forma de rôlo, poderão as suas dimensões ser de 30 centimetros de comprimento por 15 de diametro.

Artigo 9.º

Objectos registados.

É permitido o registo de todas asclasses de correspondencia mediante prévio pagamento do prémio de registo, que será o estabelecido nas tarifas do serviço interno do pais de origem.

Artigo 10.º

Avisos de recepção e reclamações.

1. Os remetentes de correspondências registadas poderão pedir no acto do registo que se lhes envie aviso de recepção assinado pelo destinatário, ou, não sendo possivel, pela estação de destino, pagando prèviamente por cada aviso a taxa prevista na tarifa do serviço interno da Administração expedidora.

2. Por cada aviso de recepção, pedido depois da data do registo das correspondências e pelas reclamações relativas a correspondências registadas, pagarão os remetentes uma taxa igual ao dobro da indicada no parágrafo anterior.

Artículo 11.

Responsabilidad.

1. Salvo el caso de fuerza mayor, el remitente de un envio certificado que haya sufrido extravio en el correo, tendrá derecho a una indemnización que no podrá en ningun caso exceder del limite de 20 pesetas para los envios procedentes de España o de su equivalencia en moneda portuguesa para los que procedan de Portugal.

2. El derecho a esta indemnización prescribirá si la reclamación no fuese formulada dentro del plazo de un año, a contar del dia siguiente al de la imposición del certificado.

3. La Administraciones no responden del contenido de los certificados sino de su entrega a los destinatarios. Por lo tanto, no se admitirán reclamaciones que se funden en supuestas faltas del contenido de la correspondencia certificada.

4. No obstante lo dispuesto en el § 1. del presente artículo, no tendrán derecho a indemnización los remitentes de determinada clase de envios certificados a los que la legislación del pais de origen no conceda este derecho.

Artículo 12.

Derechos no previstos.

La correspondencia cambiada entre los dos paises con arreglo a estas disposiciones no podrá ser gravada tanto en el pais de procedencia, como en el de destino, con tasa, impuesto o derecho postal alguno a cargo del remitente o del destinatario, fuera de los expresamente autorizados por el presente Convenio.

Artículo 13.

Derechos de tránsito.

1. Ninguna de las dos Administraciones percibira derechos de tránsito terrestre por la correspondencia que transporte en tránsito en despachos cerrados o al descubierto procedente del otro pais, cualquiera que fuese su destino.

2. La correspondencia al descubierto o en despachos cerrados, procedente de España y destinada a paises de Ultramar, que se curse por la via de Portugal, sera expedida :

a) Gratuitamento cuando sea conducida por buques que transporten gratuitamente la correspondencia portuguesa ;

b) Mediante el reembolso de las cantidades que la Administración portuguesa abone a las Compañias de Navegación cuando sea transportada por buques con los que Portugal tenga establecidos contratos para el transporte de su correspondencia.

3. La correspondencia al descubierto o en despachos cerrados procedentes de Portugal y destinada a paises de Ultramar que se curse por la via de España sera expedida :

a) Gratuitamente cuando sea conducida por buques que transporten gratuitamente la correspondencia española ;

b) Mediante el reembolso de las cantidades que la Administración española abone a las Compañias de Navegación cuando sea transportada por buques con los que España tenga establecidos contratos para el transporte de su correspondencia.

Artículo 14.

Territorio al que se aplica el Convenio.

Todo cuanto se estipula en el presente Convenio respecto de Portugal se entenderá estipulado para las Islas Azores y Madera. Todo cuanto se estipula con respecto a España se entenderá esti-

Artigo 11.º

Responsabilidade.

1. No caso de extravio no correio de qualquer objecto registado, e salvo o caso de fôrça maior, terá o respectivo remetente direito a uma indemnização que em nenhum caso poderá exceder o limite de 20 pesetas quando fôr procedente de Espanha ou a sua equivalência em moeda portuguesa quando fôr procedente de Portugal.

2. O direito a esta indemnização prescreverá se a reclamação não fôr formulada dentro do prazo de um ano contado desde o dia seguinte ao da data do registo.

3. As Administrações não respondem pelo conteúdo das correspondências registadas, limitando-se a sua responsabilidade sómente à sua entrega aos respectivos destinatários. Fica, portanto, entendido que não se aceitarão reclamações fundadas em supostas faltas de conteúdo de correspondência registada.

4. Não obstante o disposto no § 1.º do presente artigo, não terão direito a indemnização os remetentes de determinadas classes de correspondência registada quando a legislação do pais de origem não conceder este direito.

Artigo 12.º

Direitos não previstos.

Além das quantias autorizadas por esta Convenção, a correspondência permutada entre os dois países não poderá ser onerada tanto no país de procedência, como no de destino, com qualquer taxa, imposto ou direito postal a pagar pelos remetentes ou pelos destinatários.

Artigo 13.º

Direitos de transito.

1. Nenhuma das duas Administrações cobrará quantia alguma a titulo de direitos de trânsito terrestre pela correspondência avulsa ou em malas fechadas que transporte em trânsito procedente do outro pais, seja qual fôr o seu destino.

2. A correspondência avulsa ou em malas fechadas, procedente de Espanha e destinada a paises do Ultramar, enviada por via de Portugal, será expedida :

a) Gratuitamente quando fôr conduzida em paquetes que transportem gratuitamente a correspondência portuguesa ;

b) Mediante o reembôlso das quantias que a Administração portuguesa pagar às Companhias de Navegação com as quais tem contratos para transporte de correspondência, quando fôr transportada por paquetes destas Companhias.

3. A correspondência avulsa ou em malas fechadas procedentes de Portugal e destinada a paises do Ultramar, enviada por via de Espanha, será expedida :

a) Gratuitamente quando fôr conduzida em paquetes que transportem gratuitamente correspondência espanhola ;

b) Mediante o reembôlso das quantias que a Administração espanhola pagar ás Companhias de Navegação com as quais tem contratos para transporte de correspondência quando fôr transportada por paquetes destas Companhias.

Artigo 14.º

Territorio abrangido pela convenção.

Tudo quanto se estipula na presente Convenção, relativamente a Portugal, entender-se há estipulado para as ilhas dos Açôres e Madeira. Semelhantemente tudo quanto se estipula com

pulado para las Islas Canarias y Baleares, asi como para las Posesiones españolas del Norte de Africa, Oficina española de Tanger y República de Andorra.

Articulo 15.

Legislación interior.

Queda entendido que las disposiciones del presente Convenio no cohiben en modo alguno el derecho que tienen los dos Gobiernos para impedir que en el territorio de sus respectivos paises se introduzcan, transporten y distribuyan objetos acerca de los cuales no hayan sido cumplidas las leyes, decretos y ordenes que determinen las condiciones de la circulación o publicación, tanto en España como en Portugal.

Articulo 16.

Convenio de la Union.

En todo cuanto ne se oponga a las clausulas del presente Convenio regirán las disposiciones del de la Unión Universal de Correos y del Reglamento de ejecución unido al mismo.

Artículo 17.

Gastos de transportes fronterizos.

1. La Administracion General de Correos y Telégrafos de Portugal satisfará los gastos de conducción de correspondencia entre Braganza y Puebla de Sanabria, entre Villarreal de San Antonio y Ayamonte y entre Malhada y Alcañices.

2. La Dirección General de Correos y Telégrafos de España satisfará los gastos de conducción de la correspondencia entre Verin y Chaves.

3. En el caso en que se restablezcan nuevos servicios de cambio fronterizos y se modificasen los mencionados en los párrafos anteriores ambas Administraciones se pondrán de acuerdo para determinar como ha de satisfacerse el gasto que aquellos motiven.

Artículo 18.

Conducción de despachos entre las oficinas de la frontera.

1. A cada uno de los conductores de correspondencia de una para otra Administracion de cambio, se entregará en el momento de la salida una guia o vaya por duplicado, en la cual se declarará el nombre del conductor, el número de paquetes o despachos que conduzca, el dia y hora de salida, asi como el tiempo que se le dá para llegar a la otra oficina de cambio. Estas guias serán firmadas por el jefe de la Oficina remitente y autorizadas con la marca del dia o sello de la referida Oficina.

2. El jefe de la Oficina destinataria, declarará en ambos ejemplares la hora exacta de llegada del conductor, la causa del retraso, si lo hubiera, cualquier otra circunstancia anormal firmando y autorizando con el sello ambos ejemplares de los que archivará uno, entregando el otro al conductor, para que a su regresso lo restituya a la Oficina remitente.

3. Los conductores de despachos entre las oficinas portuguesas y españolas deben sujetarse a los registros que los empleados de Aduanas y de Consumos tuvieren por conveniente praticar en sus personas o vehiculos a la entrada y a la salida de las poblaciones o de las oficinas postales.

respeito a Espanha entender-se há estipulado para as ilhas Canárias e Baleares, assim como para as possessões espanholas do Norte de África, estação de Tanger e República de Andorra.

Artigo 15.º

Legislação interna.

Fica entendido que as disposições da presente Convenção não prejudicam de modo algum o direito que têm os dois Governos de não permitir que no territorio dos seus respectivos paises se introduzam, transportem ou distribuam objectos acêrca dos quais não tenham sido cumpridas as leis, decretos e ordens que determinam as condições da sua circulação ou publicação tanto em Espanha como em Portugal.

Artigo 16.º

Convenção Postal Universal.

Fica entendido que são aplicáveis as disposições da Convenção Postal Universal e do respectivo Regulamento de execução em tudo quanto não se oponha ao estabelecido nas cláusulas da presente Convenção.

Artigo 17.º

Despesas de transporte entre as Estações da Fronteira.

1. Ficam a cargo da Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal as despesas de condução de malas entre Bragança e Puebla de Sanabria, entre Vila Real de Santo António e Ayamonte e entre Malhada e Alcanices.

2. Ficam a cargo da Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha as despêsas de transporte de malas entre Verin e Chaves.

3. As Administrações dos Correios e Telégrafos dos dois paises estabelecerão de comum acôrdo o modo de ser paga a despesa de transporte de malas entre as estações da fronteira quando se estabelecerem novos serviços ou se modificarem os mencionados no parágrafo anterior.

Artigo 18.º

Condução de malas entre as Estações da Fronteira.

1. A cada um dos condutores de malas de uma para outra das estações de permutação se entregará na ocasião da partida uma guia ou passe em duplicado na qual se declarará o nome do condutor, o numero de maços ou malas que conduzir, o dia e hora de saida, bem como, o tempo que se lhe concede para chegar a outra estação de permutação. Estas guias serão assinadas pelo chefe da estação expedidora e autenticadas com a marca do dia da referida estação.

2. O chefe da estação destinatária declarará em ambos os exemplares a hora exacta de chegada do condutor, as causas do atraso, se o houver, e qualquer outra circumstancia anormal, assinando-as e autenticando-as com a sua marca de dia, arquivando um dos exemplares e entregando o outro ao condutor que no seu regresso o restituirá a estação expedidora.

3. Os condutores de malas entre as estações portuguesas e espanholas devem sujeitar-se às buscas que os functionários das alfandegas e dos direitos de consumo tiverem por conveniente praticar nas suas pessoas ou veiculos à entrada e à saida das povoações ou das estações postais.

4. Los despachos o paquetes de correspondencia cerrados o marcados con el sello de una oficina postal y mencionados en la respectiva guia, no podrán ser abiertos por autoridades extrañas al servicio de correos de cualquiera de los dos paises contratantes.

5. Las Oficinas postales ambulantes de cualquiera de los dos paises contratantes cuando entren en territorio del otro pais serán para todos los efectos consideradas como formando parte del territorio del pais a que pertenezca.

Artículo 19.

Relaciones entre las Administraciones para asuntos del servicio.

La Dirección general de Correos y Telégrafos de España y la Administración general de Correos y Telégrafos de Portugal quedan facultadas para adoptar, de mutuo acuerdo, las disposiciones que consideren necesarias, por exigirlo asi la conveniencia del servicio, a fin de que en cualquier momento las dos Administraciones puedan ponerse en relacion immediata para la adopción de las medidas que la conveniencia de las comunicaciones postales exijan o para llevar a cabo estudios acerca del desarollo y perfeccionamiento de los servicios en uno y otro pais, asi como para realizar la implantación de otros nuevos.

Artículo 20.

Modificaciones del Convenio.

La Dirección general de Correos y Telégrafos de España y la Administración general de Correos y Telégrafos de Portugal quedan autorizadas para modificar cualquiera de las disposiciones del presente Convenio en beneficio de las relaciones entre los dos paises siempre que, de comun acuerdo, lo considerasen oportuno.

Artículo 21.

Vigencia del Convenio.

El presente Convenio comenzará a regir en la fecha que, de comun acuerdo, señalen la Dirección general de Correos y Telégrafos de España y la Administración general de Correos y Telégrafos de Portugal y continuará en vigor hasta que una de las dos partes contratantes anuncie a la otra, con un año de anticipación, su intención de darlo por concluido.

Artículo 22.

Derogación de disposiciones anteriores.

Quedan derogadas, desde el dia en que se ponga en ejecución el presente Convenio, todas las anteriores estipulaciones o disposiciones relativas al cambio de correspondencia entre España y Portugal.

Artículo 23.

Ratificación.

El presente Convenio sera ratificado y las ratificaciones se canjearán en Madrid a la mayor brevedad.

4. As malas ou maços de correspondência fechados ou marcados com a marca do dia duma estação postal, e mencionados na respectiva guia, não poderão ser abertos por autoridades estranhas ao serviço do correio de qualquer dos dois paises contratantes.

5. As repartições postais ambulantes de qualquer dos dois paises contratantes quando entrem no território do outro pais serão para todos os efeitos consideradas como fazendo parte do território do pais a que pertençam.

Artigo 19.º

Relações entre as Administrações para Assuntos de serviço.

A Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha e a Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal ficam autorizadas a adoptar, de mútuo acôrdo, as medidas que considerarem necessárias e que as conveniências do serviço exijam, a fim de que em qualquer momento as duas Administrações possam pôr-se em relações imediatas para a adopção das providências que a conveniencia das comunicações postais exijam ou para levar a cabo estudos acerca do desenvolvimento e aperfeiçoamento dos serviços num e noutro pais, assim como para a implantação doutros novos.

Artigo 20.º

Modificações da Convenção.

A Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha e a Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal ficam autorizadas a modificar qualquer das disposições da presente Convenção em beneficio das relações entre os dois paises sempre que de comum acôrdo o considerem oportuno.

Artigo 21.º

Vigencia da Convenção.

A presente Convenção começará a vigorar no dia que, de comum acôrdo, fôr designado pela Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha e a Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal, e continuará a vigorar até que uma das duas partes contratantes anuncie à outra, com um ano de antecedência, a sua intenção de a dar por finda.

Artigo 22.º

Derrogação de disposições anteriores.

Ficam derrogadas, desde o dia em que se ponha em execução a presente Convenção, todas as estipulações ou disposições anteriores relativas a permutação de correspondência entre Espanha e Portugal.

Artigo 23.º

Ratificação.

A presente Convenção sera ratificada, e as ratificações trocar-se hão em Madrid com a brevidade possivel.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado e puesto en él su sello de armas.

Hecho por duplicado en Madrid a veintiseis de Marzo de mil novecientos veintitrés.

ANTONIO PÉREZ CRESPO.

Em testemunho do que os Plenipotenciarios respectivos a assinaram e selaram com os selos dos respectivos Estados.

Feito por duplicado em Madrid em vinte e seis de Março de mil novecentos e vinte e três.

HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.

ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

---

[1] TRADUCTION.

No. 475. — CONVENTION POSTALE RELATIVE A L'ÉCHANGE DE LA CORRESPONDANCE ENTRE L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL, SIGNÉE A MADRID LE 26 MARS 1923.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désirant améliorer les relations postales entre les deux pays, et usant des pouvoirs que leur confère le § 2 de l'article 23 de la Convention de l'Union Postale universelle signée à Madrid, le 30 novembre 1920, ont résolu de conclure une nouvelle Convention et ont désigné, à cet effet, en qualité de plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

Don Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, directeur des Services de l'exploitation postale de l'Administration générale des Postes et Télégraphes, Commandeur de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique et

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 475. — POSTAL CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF CORRESPONDENCE BETWEEN SPAIN AND PORTUGAL, SIGNED AT MADRID, MARCH 26, 1923.

The GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, desirous of improving the postal relations between the two countries and in the exercise of the powers granted to them by Paragraph 2 of Article 23 of the Convention of the Universal Postal Union signed at Madrid on November 30, 1920, have decided to conclude a new Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

The GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Don Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director of the Postal Department of the General Administration of Posts and Telegraphs, Commander of the Royal Order of Isabella the Catholic, and

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Don Adalberto DA COSTA VEIGA, chef de la deuxième division de la Direction des Services de l'exploitation postale de la même administration ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Don Antonio PÉREZ CRESPO, Député aux Cortès, Grand'Croix de l'Ordre Royal du Mérite Militaire, Grand Officier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Directeur général des Postes et Télégraphes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes ;

Don Adalberto DA COSTA VEIGA, Head of the second division of the Postal Department under the same administration :

The GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

Don Antonio PÉREZ CRESPO, Deputy to the Cortes, Grand Cross of the Royal Order of Military Merit, Grand Officer of the Order of the Crown of Italy, Director-General of Posts and Telegraphs:

Who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Principes fondamentaux.

Les principes suivants sont considérés comme fondamentaux à la Convention :

1. Les deux pays contractants forment un seul territoire postal.

2. Le tarif applicable, pour chaque catégorie de correspondance, aux relations postales entre l'Espagne et le Portugal, est celui qui a été établi par les deux administrations dans leur service intérieur.

3. Est déclaré obligatoire l'affranchissement préalable de toute catégorie de correspondance échangée entre les deux pays contractants, sauf en ce qui concerne les lettres, pour lesquelles une certaine tolérance est admise, mais seulement dans le cas d'insuffisance d'affranchissement, et aux conditions fixées par l'article 6 mentionné ci-dessous.

Article 1.

Fundamental Principles.

The following fundamental principles are laid down :

(1) The two contracting countries shall form a single postal territory.

(2) The rates applicable between Spain and Portugal shall be those established by the two administrations for each class of correspondence in their internal services.

(3) All classes of correspondence between the two contracting countries must be prepaid, except that for letters a certain degree of latitude shall be allowed as regards understamping, subject to the conditions laid down in Article 6 below.

Article 2.

Portée de la Convention.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux lettres, cartes postales simples et avec réponse payée, imprimés de toute nature, journaux, papiers d'affaires et échantillons de commerce.

Article 2.

Scope of the Convention.

The provisions of this Convention shall extend to letters, post-cards (both single and reply-paid), printed papers of every kind, periodicals, commercial papers and trade samples.

Article 3.

Echange de dépêches.

L'échange entre les deux pays de la correspondance, sous forme de dépêches closes, est organisé par les deux administrations d'un commun accord et selon les nécessités du service, en utilisant à cet effet les transports terrestres, maritimes et aériens existant actuellement ou qui seront créés ultérieurement.

Article 4.

Echange des valises diplomatiques.

Le Ministère d'Etat d'Espagne et le Ministère des Affaires étrangères de Portugal peuvent échanger avec les représentants diplomatiques de l'autre pays les valises diplomatiques par l'entremise des services des postes des deux pays.

La Direction générale des postes et télégraphes d'Espagne et l'Administration générale des postes et télégraphes de Portugal prendront d'un commun accord les dispositions nécessaires pour réglementer l'échange des valises visé par le présent article.

Article 5.

Affranchissement de la correspondance.

La correspondance provenant d'Espagne à destination du Portugal, ou provenant du Portugal à destination de l'Espagne doit être affranchie au moyen de timbres-poste et de marques spéciales d'affranchissement (formulas de franqueo) valables dans le pays d'origine.

Article 6.

Franchise.

1. En application des dispositions de l'article 13 de la Convention de l'Union postale universelle, et en vue de rendre plus rapide l'expédition des affaires auxquelles donnent lieu les traités en vigueur entre les deux pays, les autorités civiles et militaires des provinces situées à la frontière des deux Etats, ainsi que toutes les autorités judiciaires des deux

Article 3.

Conveyance of mails between the two countries.

The exchange of correspondence between the two countries in sealed mails shall be organised by agreement between the two administrations, account being taken of the requirements of the service. For this purpose all forms of land, sea and air transport which are, or may in future be established, shall be used.

Article 4.

Exchange of diplomatic bags.

The Spanish Ministry of State and the Portuguese Ministry of Foreign Affairs shall each be entitled to exchange diplomatic bags with its diplomatic representatives in the other country through the postal services of both countries.

The Spanish Department of Posts and Telegraphs and the Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs shall agree upon the necessary regulations for the exchange of the bags referred to in this Article.

Article 5.

Prepayment.

Correspondence between Spain and Portugal in either direction shall be prepaid by means of postage-stamps or other official stamps which are valid in the country of origin.

Article 6.

Free carriage of correspondence.

(1) In amplification of the provisions of Article 13 of the Convention of the Universal Postal Union and in order to secure the prompt settlement of business arising out of the treaties in force between the two countries, the civil and military authorities of the provinces situated on the frontier between the two countries and all judicial authorities of both countries

pays, peuvent bénéficier de la franchise de port pour la correspondance officielle échangée entre elles, aux conditions suivantes : cette correspondance doit être en provenance d'une autorité et à destination d'une autre ; elle doit porter sur l'enveloppe l'indication de la fonction du destinataire et non pas le nom de la personne qui l'exerce, ainsi que le timbre de l'autorité ou du bureau de provenance. A défaut du timbre officiel, une déclaration de l'autorité d'origine, consignée sur l'enveloppe, en tient lieu.

2. La correspondance, expédiée par l'Administration générale des postes de chacun des deux pays contractants, à destination des autorités civiles et militaires de l'autre pays, bénéficie également de la franchise officielle.

3. Les deux administrations jouissent de même de la franchise postale et télégraphique dans les relations officielles concernant les services des postes et télégraphes.

Article 7.

Insuffisance d'affranchissement.

1. Conformément aux dispositions du § 3 de l'article 1 de la présente Convention, l'Administration ne se charge pas d'expédier :

a) la correspondance de toute nature, qui n'est pas suffisamment affranchie, exception faite pour les lettres ;
b) les lettres qui ne sont pas affranchies tout au moins au tarif applicable à une lettre simple.

2. Les lettres insuffisamment affranchies sont transmises à leur destinataire, moyennant une surtaxe équivalant au double du montant de l'insuffisance ; cette surtaxe est à la charge du destinataire et au bénéfice de l'administration du lieu de destination.

Les bureaux d'origine sont seuls autorisés à fixer la taxe des lettres insuffisamment affranchies.

Article 8.

Limite de poids et dimensions.

1. Le poids des paquets, qui contiennent des journaux, imprimés ou papiers d'affaires,

shall be entitled to correspond mutually free of charge provided that the correspondence is directed by one authority to another, that the person to whom it is addressed is described by his official title and not by name and that the envelope bears the seal of the authority or office of origin. In place of the official seal the authority of origin may make a declaration on the envelope.

(2) Communications from the general postal administration of either country to the civil or military authorities of the other country shall also be treated as official correspondence and carried free of charge.

(3) Official communications between the two administrations with reference to the postal or telegraphic services shall also be forwarded by post or telegraph free of charge.

Article 7.

Under-stamping.

(1) In accordance with the provisions of paragraph 3 of Article 1 of the present Convention the following correspondence shall not be forwarded :

(a) Insufficiently stamped correspondence of all kinds except letters ;

(b) Letters which are not stamped at least to the minimum amount required for a single letter.

(2) Insufficiently stamped letters shall be forwarded to their destination and double the amount of the deficiency shall be paid by the addressees and shall be retained by the Administration in the country of destination.

The despatching offices shall have the sole right to fix the charge payable on insufficiently stamped letters.

Article 8.

Limits of weight and size.

(1) Packets containing periodicals, printed matter or commercial papers may not exceed

ne peut dépasser 4 kg., sauf pour les ouvrages en un seul volume, dont le poids peut atteindre 5 kg. Ces paquets ne peuvent présenter sur aucun de leurs côtés une dimension supérieure à 45 cm. Cependant, les paquets, qui ont la forme de rouleaux, peuvent avoir 75 cm. de long sur 10 cm. de diamètre.

2. Le poids des échantillons de commerce ne peut dépasser 1 kg., et leurs dimensions ne peuvent atteindre plus de 30 cm. en longueur, 20 cm. en largeur et 10 cm. en profondeur ou en épaisseur. Cependant, quand ces envois ont la forme de rouleaux, ils peuvent avoir 30 cm. de long sur 15 de diamètre.

Article 9.

Envois recommandés.

La correspondance de toute nature, dont l'expédition par la poste est autorisée, peut être recommandée, moyennant le paiement des frais de port et d'un droit de recommandation conforme au tarif intérieur du pays expéditeur.

Article 10.

Avis de réception et réclamations.

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé a le droit de demander, au moment de la recommandation, un avis de réception signé du destinataire ou, à son défaut, du bureau de destination, moyennant le paiement du droit prévu pour le service intérieur de l'Administration expéditrice.

2. Dans le cas d'avis de réception demandés postérieurement à la date de la consignation, ainsi que pour les réclamations concernant la correspondance recommandée, l'expéditeur doit payer un droit double de celui qui est indiqué au § précédent.

Article 11.

Responsabilité.

1. Sauf en cas de force majeure, l'expéditeur d'un article recommandé, égaré en cours de route, a droit à une indemnité qui ne peut,

4 kilograms in weight except in the case of works in one volume, which must not exceed 5 kilograms. Such packets shall not measure more than 45 centimetres in any direction. Nevertheless packets in the form of a roll may be allowed to pass through the post so long as they do not exceed 75 centimetres in length and 10 centimetres in diameter.

(2) Trade samples may not exceed 1 kilogram in weight or measure more than 30 cms. in length, 20 cms. in breadth and 10 cms. in depth or thickness. If, however, they are in the form of a roll, they may be 30 cms. in length by 15 cms. in diameter.

Article 9.

Registered Articles.

Correspondence of every kind which may be sent by post may be registered on payment of the postage and of a registration fee fixed in accordance with the rates in force in the despatching country.

Article 10.

Acknowledgment of delivery and request for information : Claims.

(1) On payment of the fee laid down by the internal service of the forwarding Administration, the sender of a registered article shall be entitled, when registering it to demand an acknowledgment of delivery signed by the addressee, or, failing the addressee, by the office of destination.

(2) If an acknowledgment of delivery is applied for after the posting of the article, or if a request for information is made in connection with registered correspondence, the sender shall pay a fee double that mentioned in the previous paragraph.

Article 11.

Responsibility for registered Articles. Liabilities.

(1) The sender of a registered postal packet which has been lost in the post shall be entitled, except in cases beyond control, to an indemnity,

en aucun cas, dépasser 20 pesetas pour les envois provenant de l'Espagne, ou la somme équivalente en monnaie portugaise pour les envois provenant du Portugal.

2. Le droit à cette indemnité est prescrit, si la réclamation n'est pas présentée dans le délai d'une année à compter du jour qui suit la date de consignation de l'envoi recommandé.

3. Les administrations ne répondent pas du contenu des envois recommandés, mais seulement de leur livraison à leurs destinataires. En conséquence, les réclamations, en cas de manquants présumés, ne sont pas admises.

4. En dépit des dispositions du § 1 du présent article, les expéditeurs d'une catégorie déterminée d'envois recommandés, auxquels la législation du pays d'origine ne reconnaît pas le droit à une indemnité, ne peuvent bénéficier de ce droit dans l'autre pays.

which shall in no case exceed 20 pesetas for packets posted in Spain or its equivalent in Portuguese money in the case of packets posted in Portugal.

(2) The right to such indemnity shall lapse if the claim is not made within the period of one year, reckoning from the day following that on which the packet was registered.

(3) The postal Administrations shall not be responsible for the contents of registered postal packets but only for their delivery to the addressees. In consequence, claims based on alleged deficiencies in the contents of registered correspondence shall not be accepted.

(4) Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of the present Article, the senders of certain classes of registered postal packets in regard to which the right to an indemnity is not recognised in the country of origin shall not be entitled to an indemnity in the other country.

Article 12.

Droits non prévus.

La correspondance échangée entre les deux pays, conformément à ces dispositions, ne peut être grevée, dans le pays d'origine, ni dans le pays de destination, d'une taxe, impôt ou droit postal quelconque, à la charge de l'expéditeur ou du destinataire, en dehors de ceux qui sont expressément autorisés par la présente Convention.

Article 12.

Unauthorised Charges.

The correspondence exchanged between the two countries in conformity with these provisions shall not be subjected, either in the country of origin or in that of destination, to any postal tax, duty or charge at the expense of the senders or addressees other than those expressly authorised by the present Convention.

Article 13.

Droits de transit.

1. Aucune des deux administrations ne perçoit de droits de transit terrestre pour la correspondance transportée en transit, en dépêches closes, ou à découvert, en provenance de l'autre pays, et quelle que soit sa destination.

2. La correspondance à découvert ou en dépêches closes, provenant d'Espagne et destinée aux pays d'outre-mer, dont la transmission s'effectue par le Portugal, est expédiée :

a) en franchise, lorsqu'elle est chargée sur des navires qui trans portent eux-mêmes en franchise la correspondance portugaise ;

Article 13.

Transit Charges.

(1) Neither of the two Administrations shall, in respect of transit by land, impose any charge for the conveyance in transit of closed mails or correspondence " à découvert " despatched from the other country, no matter what the destination of the correspondence may be.

(2) Correspondence " à découvert " or in closed mails posted in Spain for destination in over sea countries, shall, when sent through Portugal, be forwarded :

(a) Free of charge when carried on vessels which convey Portuguese correspondence free of charge.

b) moyennant le remboursement des sommes que l'administration portugaise verse aux Compagnies de navigation, lorsque la correspondance est transportée sur des navires de compagnies avec lesquelles le Portugal a passé des contrats pour le transport de sa correspondance.

3. La correspondance à découvert ou en dépêches closes, provenant du Portugal et destinée aux pays d'outre-mer, qui se transmet par l'Espagne est expédiée :

a) en franchise, quand elle est chargée sur des navires qui transportent eux-mêmes en franchise la correspondance espagnole ;

b) moyennant le remboursement des sommes que l'Administration espagnole verse aux Compagnies de navigation, quand la correspondance est transportée sur des navires de Compagnies avec lesquelles l'Espagne a passé des contrats pour le transport de sa correspondance.

(b) Subject to repayment of the sums paid by the Portuguese Administration to the shipping companies when the correspondence is carried in vessels with which Portugal has contracts for the transport of her own correspondence.

(3) Correspondence " à découvert " or in closed mails posted in Portugal for destinations in over sea countries, shall, when sent through Spain, be forwarded :

(a) Free of charge when carried on vessels which convey Spanish correspondence free of charge.

(b) Subject to repayment of the sums paid by the Spanish Administration to the shipping companies when the correspondence is carried in vessels with which Spain has entered into contracts for the transport of her own correspondence.

Article 14.

Territoires auxquels s'applique la Convention.

Toutes les stipulations de la présente Convention, qui concernent le Portugal, sont également applicables aux îles Açores et Madère. Toutes les stipulations concernant l'Espagne s'appliquent également aux îles Canaries et Baléares, ainsi qu'aux possessions espagnoles de l'Afrique du Nord, au bureau espagnol de Tanger et à la République d'Andorre.

Article 14.

Territory to which the Convention shall be applicable.

All the provisions of the present Convention in regard to Portugal shall be applicable to the Azores and to Madeira. All the provisions in regard to Spain shall be applicable to the Canary Islands and Balearic Islands and to the Spanish possessions in North Africa, the Spanish office in Tangier and the Republic of Andorra

Article 15.

Législation intérieure.

Il demeure entendu que les dispositions de la présente Convention n'affectent en rien le droit des gouvernements d'empêcher l'introduction, le transport et la distribution sur le territoire de leur pays respectif des objets à propos desquels les lois, décrets et ordonnances, régissant les conditions de leur circulation ou publication, en Espagne comme au Portugal, n'auraient pas été appliqués.

Article 15.

Internal Legislation.

It is understood that the provisions of the present Convention shall not in any way affect the right of the two Governments to prevent the introduction, transport or distribution in their respective territory of articles in respect of which the laws, decrees and ordinances governing the conditions of distribution or circulation, either in Spain or in Portugal, have not been observed.

Article 16.

Convention de l'Union postale.

Les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et du règlement d'exécution y relatif restent en vigueur dans la mesure où elles sont compatibles avec les clauses de la présente Convention.

Article 16.

Postal Union Convention.

The provisions of the Convention of the Universal Postal Union and of the detailed regulations for their execution shall apply in so far as they are not inconsistent with the clauses of the present Convention.

Article 17.

Frais de transport à la frontière.

1. L'Administration générale des postes et télégraphes du Portugal prend à sa charge les frais de transport de correspondance entre Braganza et Puebla de Sanabria, entre Villarreal de San Antonio et Ayamonte et entre Malhada et Alcañices.

2. La Direction générale des postes et télégraphes d'Espagne prend à sa charge les frais de transport de la correspondance entre Verin et Chaves.

3. Dans le cas où se rétabliraient de nouveaux services d'échange à la frontière, et dans le cas où seraient modifiés les services mentionnés dans les paragraphes précédents, les deux administrations devront se mettre d'accord sur la manière de supporter les charges contractées de ce chef.

Article 17.

Expenses of Frontier Transport.

(1) The Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs shall bear the expenses of carrying correspondence between Braganza and Puebla de Sanabria, between Villa Real de San Antonio and Ayamonte, and between Malhada and Alcañices.

(2) The Spanish Department of Posts and Telegraphs shall bear the expenses of carrying correspondence between Verin and Chaves.

(3) In the event of further frontier exchange services being re-established, or of the services mentioned in the previous paragraphs being modified, the two Administrations shall come to an agreement in regard to the manner in which the expenses consequent thereon shall be met.

Article 18.

Transport des dépêches entre les bureaux frontières.

1. Il est délivré à chacun des conducteurs se rendant d'un bureau d'échange à l'autre, au moment de son départ, une feuille de chargement, en double exemplaire, sur laquelle sont portés le nom du conducteur, le nombre des paquets ou dépêches qu'il transporte, le jour et l'heure du départ, ainsi que le délai qui lui est accordé pour se rendre à l'autre bureau d'échange. Ces feuilles de chargement sont signées par le chef du bureau expéditeur et enregistrées au moyen du timbre à date ou du cachet du bureau en question.

2. Le chef du bureau de destination indique, sur les deux exemplaires, l'heure exacte de l'arrivée du conducteur et, s'il y a lieu, la cause de son retard, ainsi que toute autre

Article 18.

Conveyance of Mail between Frontier Offices.

(1) Each official in charge of correspondence transported from one exchange Administration to the other shall receive at the moment of starting a certificate or pass done in duplicate and containing the name of the official, the number of packets or mail-bags in his care, the day and hour of departure, and the time allowed to reach the other exchange office. These passes shall be signed by the head of the remitting office and endorsed with the dated stamp or seal of that office.

(2) The head of the office of destination shall enter on both copies the exact hour at which the official arrives, the cause of delay, if any, and any other unusual circumstances;

circonstance anormale ; il signe et enregistre les deux exemplaires avec le timbre ; il dépose l'un de ces exemplaires aux archives et remet l'autre au conducteur, pour que celui-ci le restitue à son retour, au bureau expéditeur.

3. Les conducteurs de dépêches entre les bureaux portugais et espagnols doivent se soumettre aux enquêtes, que les employés de la douane et de l'octroi jugent utile d'effectuer, sur leur personne ou dans leur véhicule, à l'entrée et à la sortie des villages ou des bureaux de poste.

4. Les dépêches ou paquets de correspondance clos ou marqués du timbre d'un bureau postal et mentionnés sur la feuille de chargement, ne peuvent être ouverts par les autorités étrangères au service des postes de l'un quelconque des deux pays contractants.

5. Lorsque les bureaux de poste ambulants de l'un quelconque des deux pays contractants pénètrent sur le territoire de l'autre pays, ils sont, à toutes fins utiles, considérés comme faisant partie du territoire du pays auquel ils appartiennent.

Article 19.

Rapports entre les administrations pour affaires de service.

La Direction générale des postes et télégraphes d'Espagne et l'Administration générale des postes et télégraphes de Portugal auront la faculté de prendre, d'un commun accord, les dispositions qu'elles estimeront nécessaires, lorsque l'intérêt du service l'exigera, afin que les deux administrations puissent, en tout temps, se mettre immédiatement en rapports pour adopter les mesures nécessitées par les besoins des communications postales, ou pour faire aboutir les études relatives au développement et à l'amélioration des services dans l'un et l'autre pays, ainsi que pour créer de nouveaux services.

Article 20.

Modifications à la Convention.

La Direction générale des postes et télégraphes d'Espagne et l'Administration générale des postes et télégraphes de Portugal sont autorisées à modifier l'une quelconque des

he shall sign and stamp both copies, file one of them, and deliver the other to the official to be handed over to the remitting office on his return.

(3) The officials conveying mails between the Portuguese and Spanish offices shall submit to any investigations which the Customs and Excise officials may wish to make in regard to their persons or vehicles when they enter or leave the town or post-office.

(4) Mails or packets of correspondence which are sealed or marked with the stamp of a post office and specified in the accompanying certificate shall not be opened by authorities other than those of the post-office in either of the two Contracting Countries.

(5) When travelling post-offices of either of the two Contracting Countries enter the territory of the other country, they shall for all purposes be regarded as forming part of the territory of the country to which they belong.

Article 19.

Official Relations between the two Administrations.

The Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs and the Spanish Department of Posts and Telegraphs shall be entitled to take, by common consent, such steps as they may consider necessary to enable them at any moment to act in conjunction for the adoption of any measures which the requirements of the postal service may demand, for the carrying out of investigations in connection with the development and improvement of the service in either country, or for the establishment of new services.

Article 20.

Modification of the Convention.

The Spanish Department of Posts and Telegraphs and the Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs shall be authorised to modify any of the provisions of the

dispositions de la présente Convention, dans l'intérêt des relations entre les deux pays, chaque fois que, d'un commun accord, elles l'estimeront opportun.

Article 21.

Durée de la Convention.

La présente Convention entrera en vigueur à la date fixée d'un commun accord par la Direction générale des postes et télégraphes d'Espagne et l'Administration générale des postes et télégraphes de Portugal ; elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes fasse connaître à l'autre, moyennant préavis d'un an, son intention d'y mettre fin.

Article 22.

Abrogation des dispositions antérieures.

Sont abrogées, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, toutes les stipulations et dispositions antérieures relatives à l'échange de correspondance entre l'Espagne et le Portugal.

Article 23.

Ratification.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Madrid dans le plus bref délai.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Madrid, le 26 mars 1923.

present Convention in the interest of the relations between the two countries whenever by common agreement they shall deem it advisable to do so.

Article 21.

Duration of the Convention.

The present Convention shall come into force on a date to be fixed by common agreement between the Spanish Department of Posts and Telegraphs and the Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs and shall remain in operation until one year after either of the Contracting Parties has given notice of its intention to terminate it.

Article 22.

Abrogation of previous Measures.

All previous stipulations or provisions relating to the exchange of correspondence between Spain and Portugal shall be abrogated as from the date on which the present Convention comes into force.

Article 23.

Ratification.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Madrid as soon as possible.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Madrid in duplicate, this twenty-sixth day of March, 1923.

HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.
ANTONIO PEREZ CRESPO.

N° 476.

ESPAGNE ET PORTUGAL

Convention relative à l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, signée à Madrid le 26 mars 1923.

SPAIN AND PORTUGAL

Convention concerning the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, signed at Madrid, March 26, 1923.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 476. — CONVENIO [1] RELATIVO AL CAMBIO DE CARTAS Y CAJAS CON VALORES DECLARADOS ENTRE ESPAÑA Y PORTUGAL, FIRMADO EN MADRID EL 26 DE MARZO DE 1923.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Portugal. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 septembre 1923.

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA PORTUGUESA Y EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, deseando mejorar las relaciones postales entre ambos paises y usando de las facultades que les concede el parrafo 2. del Articulo 13 del Acuerdo de la Union Universal de Correos relativo al cambio de cartas y cajas con valores declarados firmado en Madrid en 30 de Noviembre de 1920[2], han resuelto celebrar un Convenio relativo a dicho servicio y al efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios, a saber :

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA PORTUGUESA

a DON HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director de los Servicios de Explotación Postal de la Administración General de Correos y Telégrafos, Comendador de la Real Orden de Isabel la Católica y

a Don Adalberto DA COSTA VEIGA, Jefe de la 2. a Division de la Direction de los Servicios de Explotación Postal de la misma Administración.

EL GOBIERNO DE SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA

a Don Antonio PÉREZ CRESPO, Diputado a Cortes, Gran Cruz de la Real Orden del Mérito Militar, Gran Oficial de la Orden de la Corona de Italia, Director General de Correos y Telégrafos,

los cuales después de haberse comunicado sus respectivos poderes, y hallándolos en buena y debida forma han convenido los articulos siguientes:

Articulo 1.

Se establece un cambio de cartas y cajas con valores declarados entre las dos naciones contratantes con arreglo a las estipulaciones que se detallan en el presente Convenio.

Articulo 2.

Las cartas con valores declarados que se cambien entre los dos paises devengarán a cargo del remitente los derechos de franqueo, certificado y seguro que rijan en el pais de origen para esta

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid le 14 août 1923.

[2] Vol. III, page 267; vol. VII, page 362; vol. XI, page 364 et vol. XV, page 282 de ce Recueil.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 476. — CONVENÇAO RELATIVA A PERMUTAÇAO DE CARTAS E CAIXAS COM VALORES DECLARADOS ENTRE PORTUGAL E ESPANHA, ASSINADO EM MADRID EM 23 DE MARÇO DE 1923.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Portugal. The registration of this convention took place September 3,1923.

O GOVÊRNO DA REPUBLICA PORTUGUESA E O GOVÊRNO DE SUA MAJESTADE EL-REI DE ESPANHA, desejando melhorar as relações postais entre os dois paises, e usando das faculdades que lhes são concedidas no § 2. do artigo 13. do Acordo da União Postal Universal relativo a permutação de cartas e caixas com valores declarados, assinado em Madrid em 30 de Novembro de 1920,[2] resolveram celebrar uma Convenção relativa a este servico e nomearam para este fim por seus Plenipotenciarios, a saber :

O GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUESA

ao Sr. Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director dos Servicos de Exploração Postal da Administração Geral dos Correios e Telegrafos, Comendador da Real Ordem de Isabel a Catolica, e

ao Sr. Adalberto DA COSTA VEIGA, Chefe da 2.ª Divisão da Direcção dos Serviços de Exploração Postal da mesma Administração.

O GOVERNO DE SUA MAJESTADE EL-REI DE ESPANHA

ao Sr. Antonio PEREZ CRESPO, Deputado da Nação, Gra-Cruz da Real Ordem do Merito Militar, Grande Oficial da Corôa de Italia, Director Geral dos Correios e Telégrafos,

os quais, depois de haverem trocado os seus respectivos plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, estipularam as condições seguintes :

Artigo 1.

Estabelece-se a permutação de cartas e caixas com valores declarados entre os dois paises contratantes, nas condições estabelecidas na presente Convenção.

Artigo 2.

O premio de registo, o porte e o premio de seguro para as cartas com valores declarados serão os que para esta classe de correspondência se acharem estabelecidos no pais de origem contanto

[1] The exchange of ratifications took place at Madrid, August 14, 1923.

[2] Vol. III, page 267; vol. VII, page 362; vol. XI, page 364 et vol. XV, page 282 of this Series.

clase de envios sin que puedan exceder de los señalados en el Acuerdo de la Union relativo al cambio de cartas y cajas con valores declarados.

Articulo 3.

1. Quedará tambien a cargo del remitente de las cajas con valores declarados el pago de los derechos de certificado y seguro que se hallen establecidos en el pais de origen sin que puedan exceder de los señalados en el Acuerdo de la Unión relativo al cambio de cartas y cajas con valores declarados y además un derecho de franqueo de 20 centimos de peseta por cada 50 gramos con un porte minimo de 1 peseta cuando procedan de España y de 50 centavos hasta 100 gramos, de 1 escudo de mas de 100 hasta 500 gramos, de 1,50 escudos de más de 500 hasta 1000 gramos y de 2 escudos de más de 1000 hasta 2000 gramos cuando procedan de Portugal.

2. El peso máximo de las cajas con valores declarados no podrá exceder de dos kilogramos y las dimensiones no podrán ser superiores a 30 centimetros de largo, 20 de ancho y 10 de alto.

Articulo 4.

El limite maximo de declaración de las cartas y de las cajas con valores declarados sera de 10.000 pesetas para las procedentes de España y de la equivalencia de esta cantidad en moneda portuguesa para las procedentes de Portugal.

Articulo 5.

Las cartas y cajas con valores declarados deberán ser acondicionadas con arreglo a lo dispuesto por la Legislación del pais de origen a cuyo efecto ambas Administraciones se comunicarán mutuaamente las disposiciones que en sus respectivos servicios regulen esta materia.

Articulo 6.

Los derechos de aviso de recibo y de reclamación de las cartas y cajas con valores declarados serán los mismos que rijan para los objetos certificados que se cambien entre los dos paises.

Articulo 7.

Las cantidades percibidas por el pais de origen en concepto de franqueo, certificado, seguro, avisos de recibo y reclamaciones por las cartas y cajas con valores declarados serán de su pertenencia. Por consiguiente, este servicio no dará lugar a cuentas entre ambas Administraciones.

Articulo 8.

1. Las cartas y cajas con valores declarados serán expedidas respectivamente en paquetes o sacas precintados que se cambiarán entre las oficinas que de común acuerdo designen ambas Administraciones.

2. En el exterior de los paquetes y en las etiquetas de las sacas a que se refiere el parafo anterior se consignará la mencion « Valores declarados » y su peso bruto.

3. Los paquetes que contengan las cartas con valores declarados se confeccionarán con papel resistente y se cerrarán por medio de sellos en lacre de buena calidad.

que não excedam os estabelecidos no Acôrdo da União Postal Universal relativo a permutação de cartas e caixas com valores declarados e ficam a cargo do remetente.

Artigo 3.

1. Fica tambem a cargo do remetente das caixas com valores declarados o pagamento dos premios de registo e de seguro que se acharem estabelecidos no pais de origem contanto que não excedam os estabelecidos no Acordo da União Postal Universal relativo a permutação de cartas e caixas com valores declarados, alem do porte de 20 centimos por cada 50 gramas com um porte minimo de 1 peseta quando sejam procedentes de Espanha e de $50 até 100 gramas, de 1$00 de mais de 100 até 500 gramas, de 1$50 de mais de 500 até 1000 gramas e de 2$00 de mais de 1000 até 2000 gramas quando sejam procedentes de Portugal.

2. O peso maximo das cartas com valores declarados não poderá exceder o de 2 quilogramas e as suas dimensões não poderão ser superiores a 30 centimetros de comprimento, 20 de largura e 10 de altura.

Artigo 4.

O limite maximo de declaração das cartas e caixas com valores declarados sera de 10 000 pesetas para as procedentes de Espanha e da equivalencia desta importancia em moeda portuguesa para as procedentes de Portugal.

Artigo 5.

As cartas e caixas com valores declarados deverão ser acondicionadas nas condições estabelecidas na legislação do pais da origem. Para este efeito ambas as Administrações comunicarão mutuamente as disposições que nos seus respectivos serviços regulem esta materia.

Artigo 6.

As taxas dos avisos de recepção e as das reclamações relativas ás cartas e caixas com valores declarados serão iguais ás que forem aplicadas para os objectos registados permutados entre os dois paises.

Artigo 7.

Ficam pertencendo ao pais de origem das cartas e caixas com valores declarados as importancias dos portes e dos premios de registo e de seguro assim como as taxas dos avisos de recepção e das reclamações, não devendo portanto este serviço dar lugar a contas entre as duas Administrações.

Artigo 8.

1. As cartas e caixas com valores declarados serão expedidas respectivamente em maços ou malas fechadas que se permutarão entre as Repartições que de comum acordo forem designadas pelas duas Administrações.

2. No lado exterior dos maços e nos rótulos das malas a que se refere o parágrafo anterior deve inscrever-se a menção « Valores declarados » e o seu peso bruto.

3. Os maços que contiverem cartas com valores declarados serão confeccionados com papel resistente e serão fechados por meio de selos de lacre de boa qualidade.

4. Las sacas conteniendo cajas con valores declarados serán especiales y distintas en su tamaño y color, de las usadas para el envio de la correspondencia ordinaria y certificada. Estas sacas deberán tambien ser cerradas por medio de sellos en lacre de buena calidad.

5. En ningún caso se incluirá en un mismo despacho cartas y cajas con valores declarados.

6. Los despachos a que se refieren los parrafos anteriores no se incluirán nunca en los de la correspondencia ordinaria y certificada, sino que se entregarán en la frontera, por unos empleados a otros, al descubierto y bajo firma completa y bien legible.

7. Las Oficinas autorizadas para efectuar el cambio de despachos de cartas con valores declarados, deberán hacerlo siempre por las expediciones previamente determinadas y en el caso de no tener cartas con valores declarados que expedir deberán formar, no obstante, un despacho negativo.

8. Cuando una Oficina autorizada no tuviera cajas con valores que expedir no formará despacho negativo, pero hará constar esta circunstancia por medio de hoja negativa que incluirá en el despacho de cartas con valores declarados.

Articulo 9.

Queda entendido que en todo cuanto no se oponga a las disposiciones del presente Convenio, regirán las disposiciones del acuerdo relativo al cambio de cartas y cajas con valores declarados de la Union Universal de Correos y de su Reglamento de ejecución.

Articulo 10.

La Dirección General de Correos y Telégrafos de España y la Administración General de Correos y Telégrafos de Portugal, quedan autorizadas para modificar cualquiera de las disposiciones del presente Convenio en beneficio de las relaciones entre los dos paises siempre que, de comun acuerdo, lo consideraren oportuno.

Articulo 11.

El presente Convenio se pondrá en ejecucion en la fecha que, de comun acuerdo, señalen ambas Administraciones y continuará en vigor hasta que una de las dos partes contratantes anuncie a la otra con un año de anticipación su intención de darle por concluso.

Articulo 12.

El presente Convenio sera ratificado y las ratificaciones se canjearán en Madrid a la mayor brevedad.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y puesto en él su sello de armas.

Hecho por duplicado en Madrid a veintiseis de Marzo de mil novecientos veintitrés.

ANTONIO PÉREZ CRESPO.

4. As malas que contiverem caixas com valores declarados serão especiais e distintas, em tamanho e cor, das usadas para a expedição da correspondencia ordinaria e registada. Estas malas devem tambem ser fechadas por meio de selos de lacre de boa qualidade.

5. Em nenhum caso se incluirão no mesmo maço ou mala cartas e caixas com valores declarados.

6. Os maços ou malas a que se referem os parágrafos anteriores não serão nunca incluidos nas malas de correspondência ordinaria ou registada e serão entregues a descoberto na fronteira, por uns aos outros funcionarios, mediante recibo assinado com assinatura bem legivel e completa.

7. As repartições autorizadas a efectuar a permutação de maços de cartas com valores declarados deverão fazê-lo sempre pelas expedições préviamente determinadas e no caso de não terem cartas com valores declarados a expedir deverão formar maço com factura negativa.

8. Quando não houver caixas com valores declarados a expedir por uma Repartição autorizada, esta não formulará mala com factura negativa, mas fará constatar esta circunstancia por meio de factura negativa que incluirá no maço de cartas com valores declarados.

Artigo 9.

Fica entendido que são aplicáveis as disposições do Acôrdo da União Postal Universal relativo a permutação de cartas e caixas com valores declarados e do respectivo regulamento de execução em tudo quanto não se oponha ao estabelecido na respectiva Convenção.

Artigo 10.

A Direcção Geral dos Correios e Telégrafos de Espanha e a Administração Geral dos Correios e Telégrafos de Portugal ficam autorizadas a modificar qualquer das disposições da presente Convenção em beneficio das relações entre os dois paises sempre que de comum acôrdo o considerem.

Artigo 11.

A presente Convenção comecará a vigorar no dia em que, de comum acordo, fôr designado por ambas as Administrações e continuará a vigorar até que uma das duas partes contratantes anuncie á outra, com um ano de antecedência, a sua intenção de a dar por finda.

Artigo 12.

A presente Convenção será ratificada, e as ratificações trocar-se hão em Madrid com a brevidade possivel.

Em testemunho do que os Plenipotenciarios respectivos a assinaram e selaram com os selos dos respectivos Estados.

Feito por duplicado em Madrid, em vinte e seis de Março de mil novecentos e vinte e tres.

HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.

No. 476

[1] TRADUCTION.

No. 476. — CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES LETTRES ET DES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE ENTRE L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL, SIGNÉE A MADRID LE 26 MARS 1923.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, désireux d'améliorer les relations postales entre les deux pays et usant des pouvoirs que leur confère le § 2 de l'article 13 de l'arrangement de l'Union postale universelle, relatif à l'échange des lettres et boîtes avec valeur déclarée, signé à Madrid le 30 novembre 1920, ont résolu de conclure une Convention relative audit service et ont désigné, à cet effet, en qualité de plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Don Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, directeur des Services d'exploitation postale de l'Administration générale des postes et télégraphes, commandeur de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique, et

Don Adalberto DA COSTA VEIGA, chef de la 2me division de la direction des Services d'exploitation postale de même Administration ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Don Antonio PÉREZ CRESPO, député aux Cortès, Grand-Croix de l'Ordre Royal du mérite militaire, grand officier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, directeur général des Postes et Télégraphes,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Un service d'échange de lettres et boîtes avec valeur déclarée est établi entre les deux pays contractants, conformément aux stipulations détaillées dans la présente Convention.

Article 2.

Les lettres avec valeur déclarée, échangées entre les deux pays, acquitteront, à la charge de l'expéditeur, les taxes d'affranchissement, de recommandation et d'assurance fixées dans le pays d'origine pour cette catégorie d'envois postaux, sans que ces taxes puissent excéder celles qui ont été établies dans l'arrangement de l'Union relatif à l'échange de lettres et boîtes avec valeur déclarée.

Article 3.

1. Est également mis à la charge de l'expéditeur des boîtes avec valeur déclarée, le paiement des taxes de recommandation et d'assurance en vigueur dans le pays d'origine, sans qu'elles puissent

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 476. — CONVENTION CONCERNING THE EXCHANGE OF LETTERS AND PARCELS (BOITES) OF A DECLARED VALUE BETWEEN SPAIN AND PORTUGAL, SIGNED AT MADRID, MARCH 26, 1923.

The GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and the GOVERNMENT OF H.M. THE KING OF SPAIN, desirous of improving the postal relations between the two countries and in the exercise of the powers conferred upon them by paragraph 2 of Article 13 of the Universal Postal Union Agreement regarding the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, signed at Madrid on November 30, 1920, have decided to conclude a Convention regarding the said services and have appointed as their plenipotentiaries for that purpose :

THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Don Henrique PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE, Director of the Postal Section of the General Administration of Posts and Telegraphs, Commander of the Royal Order of Isabella the Catholic, and

Don Adalberto DE COSTA VEIGA, Head of the second division of the Postal Service of the same administration ;

THE GOVERNMENT OF H.M. THE KING OF SPAIN :

Don Antonio PÉREZ CRESPO, deputy to the Cortes, Grand Cross of the Royal Order of Merit (Military), Grand Officer of the Order of the Crown of Italy, Director-General of Posts and Telegraphs ;

Who, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

An exchange service for letters and parcels (boîtes) of a declared value between the two Contracting Countries shall be established in conformity with the provisions of the present Convention.

Article 2.

The sender of a letter of a declared value from one of the two countries to the other shall be required to pay the postage and the registration and insurance fees in force in the country of origin for correspondence of this kind, but such charges may not exceed those laid down in the Union Agreement regarding the exchange of letters and parcels of a declared value.

Article 3.

(1) The sender of a parcel (boîte) of a declared value shall also be required to pay the registration and insurance fees in force in the country of origin — which may not, however, exceed those

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

excéder les taxes établies dans l'arrangement de l'Union, relatif à l'échange des lettres et boîtes avec valeur déclarée, ainsi qu'une taxe d'affranchissement de 20 centimes de peseta par 50 grammes, le minimum d'affranchissement étant fixé à 1 peseta, lorsque ces envois sont en provenance de l'Espagne, et de 50 centavos jusqu'à 100 grammes, de 1 escudo au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 500 grammes, de 1,50 escudo au-dessus de 500 et jusqu'à 1000 grammes, et de 2 escudos au-dessus de 1000 et jusqu'à 2000 grammes, lorsqu'ils sont en provenance du Portugal.

2. Le poids maximum des boîtes avec valeur déclarée ne pourra excéder 2 kilogr. et les dimensions ne pourront être supérieures à 30 cm. en longueur, 20 cm. en largeur et 10 cm. en hauteur.

Article 4.

Le maximum de déclaration pour les lettres et boîtes avec valeur déclarée est fixé à 10.000 pesetas pour les envois en provenance de l'Espagne, et l'équivalent de cette somme en monnaie portugaise pour les envois en provenance du Portugal.

Article 5.

Les lettres et boîtes avec valeur déclarée devront être conditionnées conformément aux dispositions de la législation du pays d'origine ; à cet effet, les deux administrations se communiqueront l'une à l'autre les dispositions régissant cette matière dans leurs services respectifs.

Article 6.

Les taxes d'avis de réception et de réclamation pour les lettres et boîtes avec valeur déclarée seront les mêmes que celles qui sont fixées pour les objets recommandés échangés entre les deux pays.

Article 7.

Les sommes perçues par le pays d'origine pour affranchissement, recommandation, assurance, avis de réception et réclamation de lettres ou boîtes avec valeur déclarée lui seront acquises. En conséquence, ce service ne donnera pas lieu à comptabilité entre les deux administrations.

Article 8.

1. Les lettres et boîtes avec valeur déclarée seront expédiés respectivement en colis ou en sacs scellés, qui seront échangés entre les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations.

2. A l'extérieur des colis et sur les étiquettes des sacs visés au paragraphe précédent, figureront la mention « valeurs déclarées » et le poids brut.

3. Les colis contenant les lettres avec valeur déclarée seront confectionnés avec du papier résistant et fermés au moyen de sceaux en cire de bonne qualité.

4. Les sacs contenant des boîtes avec valeur déclarée seront des sacs spéciaux et différents, par leur dimension et leur couleur, de ceux qui servent à l'envoi des correspondances ordinaires et recommandées. Ces sacs devront être également fermés au moyen de sceaux en cire de bonne qualité.

5. En aucun cas, des lettres et des boîtes avec valeur déclarée ne seront comprises dans un même envoi.

laid down in the Union Agreement regarding letters and parcels of a declared value — and shall pay in addition a postal charge of 20 centimes for every 50 grammes, with a minimum charge of one peseta when the parcel is posted in Spain, and 50 centavos for a weight up to 100 grammes, one escudo for weights between 100 and 500 grammes, 1.50 escudos for weights between 500 and 1,000 grammes, and two escudos for weights between 1,000 and 2,000 grammes when the parcel is posted in Portugal.

(2) Parcels (boîtes) of a declared value may not exceed two kilogrammes in weight, nor measure more than 30 centimetres in length, 20 in breadth and 10 in depth.

Article 4.

Letters and parcels (boîtes) may not be declared for a sum exceeding 10,000 pesetas in the case of those posted in Spain, and the equivalent of that amount in Portuguese currency in the case of those posted in Portugal.

Article 5.

Letters and parcels of a declared value shall be made up in the form required by the legislation of the country of origin, and for this purpose the two administrations shall inform each other of the regulations governing the matter in their respective services.

Article 6.

The fees charged for acknowledgment of delivery, and for requests regarding letters and parcels of a declared value shall be the same as those charged for registered articles exchanged between the two countries.

Article 7.

The sums collected by the country of origin in respect of postage, registration, insurance, acknowledgments of delivery, and requests connected with letters and parcels of a declared value shall be the property of that country. This service shall, therefore, give rise to no accounts as between the two Administrations.

Article 8.

(1) Letters and parcels of a declared value shall be despatched in packets or sealed bags respectively, and such packets or bags shall be exchanged between the offices selected by agreement between the two Administrations.

(2) The outside of the packets and the labels of the bags referred to in the preceding paragraph shall be marked with the words " Valores declarados " (of a declared value) and the gross weight of the package.

(3) Packets containing letters of a declared value shall be made up in stout paper and closed with wax seals of good quality.

(4) Bags containing parcels of a declared value shall be of a special kind, distinct in colour and dimensions from those used for ordinary and registered correspondence. These bags also shall be closed by wax seals of good quality.

(5) Letters and parcels of a declared value shall in no case be enclosed in the same package.

6. Les envois visés aux paragraphes précédents ne seront jamais compris dans les envois de correspondances ordinaires et recommandées, mais seront remis à la frontière par les employés d'une administration à ceux de l'autre administration, à découvert, et avec une signature complète et très lisible.

7. Les bureaux autorisés à procéder à l'échange d'envois de lettres avec valeur déclarée devront toujours le faire dans les formes indiquées plus haut et, au cas où ils n'auraient aucune lettre avec valeur déclarée à expédier, ils devront néanmoins constituer un état « néant ».

8. Lorsqu'un bureau autorisé n'aura pas de boîtes avec valeur déclarée à expédier, il ne procédera pas à un envoi « néant », mais constatera le fait au moyen d'une feuille « néant », qu'il joindra à l'envoi des lettres avec valeur déclarée.

Article 9.

Il est entendu que les dispositions de l'arrangement relatif à l'échange de lettres et boîtes avec valeur déclarée de l'Union postale universelle, ainsi que celles du Règlement d'exécution annexé à cet arrangement seront applicables pour autant qu'elles ne vont pas à l'encontre des dispositions de la présente Convention.

Article 10.

La Direction générale des Postes et Télégraphes d'Espagne et l'Administration générale des Postes et Télégraphes de Portugal sont autorisées à modifier l'une quelconque des dispositions de la présente Convention dans l'intérêt des relations entre les deux pays, chaque fois que, d'un commun accord, elle l'estimeront opportun.

Article 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date fixée d'un commun accord par les deux Administrations ; elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes fasse connaître à l'autre, moyennant préavis d'un an, son intention d'y mettre fin.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Madrid, dans le plus bref délai.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs des deux Parties ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire à Madrid, le 26 mars 1923.

HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.
ANTONIO PÉREZ CRESPO.

(6) The correspondence referred to in the preceding paragraph shall in no case be placed in the bags containing ordinary or registered correspondence unless they are handed over at the frontier by one group of officials to another, " à decouvert " and with a full and legible signature on the letter bill.

(7) The offices authorised to effect the exchange of bags containing letters of a declared value shall always accomplish this in the form previously settled, and, in the event of there being no letters of a declared value to send, they shall nevertheless forward a blank letter bill.

(8) When an authorised office has no parcels (boîtes) containing articles of value to send, it shall not forward a blank letter bill but shall notify the circumstance by filling in a form to this effect which will be placed in the bag containing letters of a declared value.

Article 9.

It is understood that the provisions of the Convention of the Universal Postal Union in regard to the exchange of letters and parcels (boîtes) of a declared value, and the detailed regulations for their execution shall apply in so far as they are not inconsistent with the clauses of the present Convention.

Article 10.

The Spanish Department of Posts and Telegraphs and the Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs shall be authorised to modify any of the provisions of the present Convention in the interests of the relations between the two countries whenever by common agreement they shall deem it advisable to do so.

Article 11.

The present Convention shall come into force on a date to be fixed by common agreement between the Spanish Department of Posts and Telegraphs and the Portuguese General Administration of Posts and Telegraphs, and shall remain in operation until one year after either of the Contracting Parties has given notice of its intention to terminate it.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Madrid as soon as possible.

In faith whereof the respective plenipotentiaries have set their hand and seal to the present Convention.

Done at Madrid in duplicate this twenty-sixth day of March, 1923.

HENRIQUE PEREIRA MOUSINHO DE ALBUQUERQUE.
ADALBERTO DA COSTA VEIGA.
ANTONIO PÉREZ CRESPO.

N° 477.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Treaty signed at Rapallo, November 12, 1920.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 477. — TRATTATO [1] FIRMATO A RAPALLO, IL 12 NOVEMBRE 1920.

Textes officiels italien et serbo-croate communiqués par le représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations et par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 septembre 1923.

IL REGNO D'ITALIA e IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, desiderando stabilire tra di loro un regime di sincera amicizia e cordiali rapporti per il bene comune dei due popoli ;

IL REGNO D'ITALIA riconoscendo nella costituzione dello Stato vicino il raggiungimento di uno dei più alti fini della guerra da esso sostenuta ;

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA ha nominato suoi Plenipotenziari :

il cavaliere Giovanni GIOLITTI, presidente del Consiglio dei ministri e ministro dell'interno ;
il conte Carlo SFORZA, ministro degli affari esteri ;
il professore Ivanoe BONOMI, ministro della guerra ; e

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI ha nominato suoi Plenipotenziari :

il signor Milenko R. VESNITCH, presidente del Consiglio dei ministri ;
il dottore Ante TRUMBIC, ministro degli affari esteri ;
il signor Costa STOIANOVITCH, ministro delle finanze ;

I quali essendosi scambiati i loro pieni poteri, che sono stati riconosciuti validi, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Fra il Regno d'Italia e il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni è stabilito il seguente confine :

dal monte Pec (quota 1511), comune alle tre frontiere fra l'Italia, l'Austria e il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, fino al monte Jalovez (quota 2643) : una linea da determinare sul terreno con andamento generale nord-sud, che passi per la quota 2272 (Ponca) ;

dopo il monte Jalovez (quota 2643) : une linea che segua lo spartiacque fra il bacino dell'Isonzo e quello della Sava di Vurzen fino al monte Tricorno (Triglav) (quota 2863) ; quindi lo spartiacque fra il bacino dell'Isonzo e quello della Sava di Wochein (Bokinj), fino alle pendici nord-orientali del monte Mosick (quota 1602), toccando le quote 2348 del Vogel, 2003 del Lavsevica, 2086 del Kuk ;

dalle pendici nord-orientali del monte Mosic alle pendici orientali del monte Porzen (quota 1631) : una linea da determinare sul terreno, con andamento generale nord-sud ;

dalle pendici orientali del monte Porzen (quota 1631) alle pendici occidentali del monte Blegos (quota 1562) : una linea da determinare sul terreno, con andamento generale ovest-est, lasciando l'abitato di Dautscha al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, e quello di Novake Dl. all'Italia ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 2 février 1921.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERB-CROAT TEXT.

No. 477. — УГОВОР [1] ПОДПИСАН У РАПАЛУ 12 НОВЕМБРА 1920 Г.

Official Italian and Serb-croat texts communicated by the Italian Representative on the Concil of the League of Nations and by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne. The registration of this treaty took place September 12, 1923.

КРАЉЕВИНА СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА и КРАЉЕВИНА ИТАЛИЈА, у жељи да створе режим међусобног искреног пријатељства и срдачних односа за заједничку корист оба народа ; Краљевина Италија признавајући у образовању суседне државе постигнуће једнога од најузвишенијих циљева рата који је она водила ;

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА именовао је Својим пуномоћницима :

Г. Миленка Р. ВЕСНИЋА, председника Министарског Савета,
Г. Д-р Анту ТРУМБИЋА, министра Иностраних Дела,
Г. Косту СТОЈАНОВИЋА, министра Финансија, а

ЊЕГОВО ВЕЛИЧАНСТВО КРАЉ ИТАЛИЈЕ именовао је Својим пуномоћницима :

Каваљера Ђовани ЂОЛИТИЈА, председника Министарског Савета и министра Унутрашњих Дела,
Конта Карла СФОРЦУ, министра Иностраних Дела,
Проф. Иваное БОНОМИ, министра Војног,

који, пошто су међу собом изменили своја пуномоћија, која су призната за пуноважна, уговорили су следеће :

Члан 1.

Између Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца и Краљевине Италије одређена је следећа граница :

Од виса Пећ (кота 1511), који је заједнички трима границама : Италије, Аустрије и Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, до виса Јаловец (кота 2643) линија која ће бити одређена на терену са општим правцем север-југ и која води преко коте 2272 (пл. Поница). Од виса Јаловец (кота 2643) линија која води водомеђом између слива Соче и Саве Коренске до виса Триглава (Tricorno) (кота 2863) ; затим водомеђом између слива Соче и Саве Бохинске до североисточних падина виса Можица (к. 1602) преко кота 2348 (Лепатица), 2003 (Лавшевица), 2086 (Кук).

Од североисточних падина виса Можица до источних падина виса Порзен (1632), линија која ће се одредити на терену са општим правцем север-југ.

Од источних падина виса Порзена (к 1632) до западних падина виса Блегоша (к. 1562) линија која ће бити одређена на терену са општим правцем запад-исток остављајући насељено место Даучеха Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, а Новаке Д. Италији.

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, February 2, 1921.

dalle pendici occidentali del monte Blegos (quota 1562) alle pendici orientali del monte Bevk (quota 1050) : une linea da determinare sul terreno, con andamento generale nord-est–sud-ovest, lasciando gli abitati di Leskovza, Kopacnoca e Zavoden al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, e i due passi di Podlanischan all'Italia ;

dalle pendici orientali del monte Bevk (quota 1050) sino immediatamente ad ovest dell'abitato di Hotedrazica : una linea da determinare sul terreno, che lasci gli abitati di Javorjudol, Zirj, Opalc, Hlevische, Rovte, Hotedrazica al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, il monte Prapretni (quota 1006) e gli abitati di Bresnik, Wrednik, Zavratec, Nedwedjeberdo all'Italia ;

quindi fino all'abitato di Zelse : una linea che dapprima costeggi ad ovest il fosso adiacente alla strada rotabile Hotedrazica-Planina, lasci quindi gli abitati di Planina, Unec, Zelse e Rakek al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni ;

dall'abitato di Zelse a Cabranska : una linea da determinare sul terreno, con andamento generale nord-ovest–sud-est, che si svolga dapprima sulle falde orientali del monte Pomario (Javornik) (quota 1268) ; lasciando gli abitati di Dolenja Vas, Dolenje Jezero e Otok al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, e le alture di quote 875, 985, 963 all'Italia ; quindi sulle falde orientali del Bicka Gora (quota 1236) e del Pleca Gora (quota 1067), attribuendo all'Italia l'abitato di Leskova Dolina ed i bivi stradali di quota 912 ad ovest di Skodnik e di quota 1146 ad est del Cifri (quota 1399), e raggiunga Cabranska, che rimarrà nel territorio italiano, insieme alla strada rotabile svolgentesi sulle falde orientali del monte Nevoso, da Leskova Dolina a Cabranska ;

da Cabranska al Griza (quota 502) : une linea da determinare sul terreno, con andamento generale nord-est–sud-ovest, che passi ad oriente del monte Terstenico (Terstenik) (quota 1243), tocchi la quota 817 a sud-est di Suhova, passi a sud di Zidovje (quota 660), quindi ad est di Griza (quota 502), lasciando gli abitati di Clana e di Bresa all'Italia, e quello di Studenta al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni ;

da Griza (quota 502) al confine con lo Stato di Fiume : una linea da determinare sul terreno, che abbia andamento generale nord-sud fino a raggiungere la rotabile Rupa-Castua circa a metà distanza fra Jussici e Spincici ; tagli poscia detta strada e circondando ad occidente gli abitati di Miseri e Trinaistici, che restano al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, raggiunga la rotabile Mattuglie-Castua a monte del bivio ad oriente di Mattuglie ; raggiunga quindi sulla strada Fiume-Castua il confine nord dello Stato libero di Fiume, e precisamente al margine settentrionale dell'abitato di Rubesi (bivio della carrareccia di Tomatici, 500 metri circa a sud del trivio ad ovest di Castua).

Fino a quando però non saranno sistemati in territorio italiano i regolari raccordi stradali, l'uso delle rotabile suddette e del trivio ad ovest di Castua resterà di pieno e libero uso cosi del Regno d'Italia come dello Stato di Fiume.

Articolo 2.

Zara e il territorio descritto qui di seguito sono riconosciuti come fecenti parte del Regno d'Italia.

Il territorio di Zara di sovranità italiana comprende : la città e il comune censuario di Zara e i comuni censuari (frazioni) di Borgo Erizzo, Cerno, Boccagnazzo, e quella parte del comune censuario (frazione) di Diclo determinata da una linea che, partendo dal mare a circa 700 metri a sud-est del villaggio di Diclo, va in linea retta verso nord-est sino alla quota 66 (Gruc).

Una convenzione speciale stabilirà quanto attiene alle esecuzione di questo articolo nei riguardi del comune di Zara e delle sue relazioni con il distretto e la provincia della Dalmazia, e regolerà i vicendevoli rapporti tra il territorio assegnato al Regno d'Italia e il resto del territorio finora facente parte dello stesso comune, distretto e provincia, appartenente al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, ivi compreso l'equo riparto dei beni provinciali e comunali, e relativi archivi.

Од западних падина Блегоша (к. 1562) до источних падина виса Бевк (к. 1050), линија која ће бити одређена на терену са општим правцем северо-исток-југозапад, остављајући насељена места Лесковца, Копачница и Заводен Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, а оба прелаза Подланиша Италији.

Од источних падина виса Бевк (к. 1050) до одмах западно од насељеног места Хотедражеца, линија која ће бити одређена на терену и која оставља насељена места Јаворјудол, Жири, Опале, Хлевиште, Ровте, Хотедражицу Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, а Прапретно брдо (к. 1006), насељена места Бресник, Бресник, Завратец, Медвеђе брдо Италији.

Затим до насељеног места Зелше, линија која у почетку води западно од рова поред колског пута Хотедражица-Планина, остављајући насељена места Планина, Унец, Желше и Ракек Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца.

Од насељеног места Зелше до Чабранска, линија која ће бити одређена на терену са општим правцем северозапад-југоисток која води прво источним падинама виса Јаворник (к. 1268) остављајући насељена места Долења Вас, Долења Језеро и Оток Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, а врхове кота 875, 985, 963 Италији ; затим источним падинама Бичке Горе (к. 1238) и Плеће Горе (к. 1667), остављајући Италији насељена места Лескова Долина ; затим сече рачву пута код коте 912, западно од Скодника, пролази источно од рачве пута код коте 1146, источно од Цифри к. 1399 и долази до Чабранске, која остаје на италијанској територији заједно са колским путем који води источним падинама Снежника.

Од Чабранске до Грижа (к. 502), линија која ће бити одређена на терену са општим правцем североисток-југозапад, која пролази источно од виса Трстеника (к. 1243) преко коте 817, југоисточно од Сухова, пролази јужно од Жидовја (к. 660), затим источно од Грижа (к 502) остављајући насељена места Клану и Брезу Италији, а Студену Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца.

Од Грижа (к. 502) до границе са државом Ријеке, линија која ће бити одређена на терену и која има општи правац север-југ до колског пута Рупа-Кастав, од прилике на пола пута између Јушића и Спинчића, затим сече овај пут и обухвата са запада насељена места Мизери и Тринаестићи, која остају Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, излази на колни пут Матуље-Кастав узводно од рачве источно од Матуље. Излази затим на пут Ријека-Кастав на северну границу слободне државе Ријеке, а тачно на северну ивицу насељеног места Рубеши (рачва сеоског пута код Томатића, од прилике 500 мет. јужно од раскрснице западно од Каства).

Али док не буду израђени на италијанској територији редовни саставци путова, употреба поменутих колских путова и раскрсница западно од Каства биће потпуно слободна како за Краљевину Италију тако и за државу Ријеку.]

Члан 2.

Задар (Zara) са територијом чији опис следује, признају се као саставни део Краљевине Италије.

Територија Задра под италијанским суверенитетом обухвата град и порезне општине (одломке) Арбанаси (Borgo Erizzo) Црно (Cerno) Бокањац (Boccagnazzo) и онај део порезне општине (одломка) Дикло, који полазећи од мора, око 700 мет. југоисточно од села Дикло иде правцем пут североистока до коте 66 Гриж.

Засебном конвенцијом утврдиће се све што се односи на извршење овога члана у погледу општине задарске и њених односа са котаром и са покрајином Далмацијом и уредиће се узајамни односи између територије додељене Краљевини Италији и остатка територије која је до сада била саставни део исте општине, котара и покрајине, а додељена је Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, обухватајући и праведну поделу покрајинских и општинских добара и односних архива.

Articolo 3.

Sono riconosciute del pari come facenti parte del Regno d'Italia le isole di Cherso e Lussin con le isole minori e gli scogli compresi nei rispettivi distretti giudiziari, nonchè le isole minori e gli scogli compresi nei confini amministrativi della provincia d'Istria, in quanto come sopra attribuita all'Italia, e le isole di Lagosta e Pelagosa con gli isolotti adiacenti.

Tutte le altre isole che appartenevano alla cessata Monarchia austro-ungarica sono riconosciute come facenti parte del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 4.

Il Regno d'Italia e il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni riconoscono la piena libertà ed indipendenza dello Stato di Fiume e si impegnano a rispettarle in perpetuo.

Lo Stato di Fiume è costituito :

a) dal *Corpus separatum*, quale attualmente è delimitato dai confini della città e del distretto di Fiume ;

b) da un tratto di territorio già istriano, delimitato come segue :

a nord : da una linea da determinare sul terreno che, partendo immediatamente a sud dell'abitato di Castua, raggiunga sulla strada S. Mattia-Fiume il limite del *Corpus separatum*, lasciando gli abitati di Serdoci e di Hosti al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, e lasciando tutta la rotabile che, a nord della ferrovia, per Mattuglie ed il bivio di quota 377, ad ovest di Castua, conduce a Rupa, allo Stato di Fiume;

ad occidente: da una linea che da Mattuglie scenda al mare a Preluca, lasciando la stazione ferroviaria e la località di Mattuglie nel territorio italiano.

Articolo 5.

I confini dei territori di cui agli articoli precedenti saranno tracciati sul terreno da Commissioni di delimitazione composte per metà di delegati del Regno d'Italia e per metà di delegati del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. In caso di divergenze sarà sollecitato l'arbitrato inappellabile del Presidente della Confederazione elvetica.

Per chiarezza e maggior precisione è annessa al presente trattato una carta al 200 000, sulla quale è riportato l'andamento dei confini di cui agli articoli 1 e 4.

Articolo 6.

Il Regno d'Italia e il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni convocheranno una conferenza composta di tecnici competenti dei due Paesi, entro due mesi dall'entrata in vigore del presente trattato. La detta conferenza dovrà, nel più breve termine, sottoporre ai due Governi precise proposte su tutti gli argomenti atti a stabilire i più cordiali rapporti economici e finanziari fra i due Paesi

Articolo 7.

Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni dichiara di riconoscere a favore dei cittadini italiani e degli interessi italiani in Dalmazia quanto segue :

1. Le concessioni di carattere economico fatte dal Governo e daenti pubblici degli Stati ai quali è succeduto il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, a società o cittadini italiani, o da questi possedute in virtù di titoli legali di cessione fino al 12 novembre 1920, sono pienamente rispettate, obbligandosi il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni a mantenere tutti gli impegni assunti dai Governi anteriori.

Члан 3.

Признају се исто тако као саставни део Краљевине Италије острва Црес (Cherso) и Лошињ (Lussino) као и омања острва и гребени, који се налазе у односним судским котарима, као и омања острва и гребени који се налазе у административним границама покрајине Истре у колико је у чл. 1. додељена Италији, и острва Ластово (Lagosta) и Пелагружа (Pelagosa) с оближњим острвцима. Сва остала острва, која су припадала бивш. Аустро-угарској Монархији, признају се као саставни део Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца.

Члан 4.

Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца и Краљевина Италија признају потпуну слободу и независност Државе Ријеке (Fiume) и обвезују се да ће то вечно поштовати.

Државу Ријеке сачињавају :

а) Corpus separatum, у садашњим границама града и котара Ријеке (Fiume).

б) део бивше територије Истре, ограничен како следује : на северу линијом која ће бити одређена на терену и која, полазећи непосредно од насељеног места Кастав, излази на границу Корпус Сепаратум-а на друму Св. Матија-Ријека, остављајући насељена места Срдочи и Хости Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца и цео колски пут северно од железнице која преко Матуља (Mattuglie) и раскрснице код коте 377 западно од Каства, води ка Рупи у државу Ријеку.

На западу линијом која од Матуља силази ка мору код Прелуке, остављајући железничку станицу и место Матуље на Италијанској територији.

Члан 5.

Границе територије о којима је реч у предњим члановима биће одређене на терену од комисија за разграничавање састављених по пола од делегата Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, и Краљевине Италије.

У случају спора, биће умољен председник швајцарске конфедерације за арбитражу која ће бити извршена.

Ради јасноће и веће тачности прилаже се овоме уговору карта у размери од 1.200.000 на којој су нацртани општи правци поменутих граница.

Члан 6.

Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца и Краљевина Италија сазваће кроз два месеца од дана кад ступи на снагу овај уговор конференцију састављену од компетентних стручњака обеју земаља. Та ће конференција у најкраћем року поднети обема владама тачне предлоге о свима питањима од утицаја за успостављање најсрдачнијих економских и финансијских односа између двеју земаља.

Члан 7.

Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца изјављује да признаје у корист италијанских грађана у Далмацији следеће :

1. Концесије економске природе дате од владе и јавних установа оних држава, које је наследила Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца, талијанским друштвима или грађанима и које ови уживају на основу концесија законито стечених до 12 новембра 1920 год., биће потпуно поштована, и влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца обвезује се да одржи све обавезе претходних влада.

2. Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni conviene che gli Italiani, pertinenti fino al 3 novembre 1918 al territorio della cessata Monarchia austro-ungarica il quale in virtù dei trattati di pace con l'Austria e con l'Ungheria e del presente trattato è riconosciuto come facente parte del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, avranno il diritto di optare per la cittadinanza italiana entro un anno dall'entrata in vigore del presente trattato, e li esenta dall'obbligo di trasferire il proprio domicilio fuori del territorio del Regno predetto. Essi conserveranno il libero uso della propria lingua ed il libero esercizio della propria religione, con tutte le facoltà inerenti a queste libertà.

3. Le lauree o altri titoli universitari già conseguiti da cittadini del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni in università o in altri istituti di studi superiori del Regno d'Italia saranno riconosciuti dal Governo dei Serbi, Croati e Sloveni come validi nel suo territorio e conferiranno diritti professionali pari a quelli derivanti dalle lauree e dai titoli ottenuti presso le università e gli istituti di studi superiori del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Formerà ogetto di ulteriori accordi quanto riguarda la validità degli studi superiori che vengano compiuti da sudditi italiani nel Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, e da sudditi del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni in Italia.

Articolo 8.

Nell'interesse dei buoni rapporti intellectuali e morali dei due popoli, i due Governi stipuleranno quanto prima una convenzione che avrà per fine di intensificare l'intimo sviluppo reciproco delle relazioni di cultura fra i due Paesi.

Articolo 9.

Il presente trattato è redatto in due esemplari, uno in italiano, uno in serbo-croato.
In caso di divergenza farà fede il testo italiano, come lingua nota a tutti i Plenipotenziari.

In fede di che, i Plenipotenziari predetti hanno sottoscritto il presente trattato.

Fatto a Rapallo, il 12 novembre 1920.

GIOVANNI GIOLITTI.
C. SFORZA.
IVANOE BONOMI.

Mil. R. VESNITCH.
Dr ANTE TRUMBIC.
COSTA STOIANOVITCH.

Per copia conforme,
il Capo dell'Ufficio Trattati e Società delle Nazioni
del Regio Ministero degli Affari Esteri,
Roma, addi 12 settembre 1923.

P. SANDICCHI.

2. Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца слаже се у том да ће Италијани који су били до 3 новембра 1918 год., припадници територије бивше Аустро-угарске Монархије, која је по уговорима о миру са Аустријом и са Угарском и по овоме уговору призната као саставни део Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, имати право опције за италијанско држављанство кроз годину дана од дана ступања на снагу овога уговора и ослобађа их обавезе да свој домицил преносе изван њене територије. Они ће сачувати право на слободну употребу свога језика и на слободно исповедање своје вере са свима повластицама које из тога права произлазе.

3. Докторат и други универзитетски називи које су грађани Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца већ постигли на универзитетима и на другим заводима за више образовање у Италији биће признати од владе Срба, Хрвата и Словенаца као пуноважни на њеној територији и даће им професионална права једнака онима која потичу од доктората и назива стечених на универзитетима или на другим заводима за више образовање у Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца.

Питање о важењу виших наука које држављани италијански буду свршили у Краљевини Срба, Хрвата и Словенаца, као и држављани Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца у Италији биће предмет накнадних преговора.

Члан 8.

У интересу добрих интелектуалних и моралних односа између оба народа, владе ће склопити што пре конвенцију у циљу ојачавања интимних узајамних развића културних односа између ове две земље.

Члан 9.

Овај је уговор састављен у два примерка, један српско-хрватски, други италијански.
У случају спора биће меродаван италијанских текст као језик познат свима пуномоћницима.

У потврду чега горе назначени пуномоћници потписали су овај уговор.

Учињено у Рапалу, 12 новембра 1920 године.

МИЛ. Р. ВЕСНИЋ, с.р.
Д-Р АНТЕ ТРУМБИЋ, с.р.
КОСТА СТОЈАНОВИЋ, с.р.

ЂОВАНИ ЂОЛИТИ, с.р.
К. СФОРЦА, с. р.
ИВАНОЕ БОНОМИ. с.р.

Pour original conforme :
Belgrade,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 12 janvier 1922.

Ministre des Affaires étrangères,
Dr NINTCHICH.

---

[1] TRADUCTION.

No. 477. — TRAITÉ SIGNÉ A RAPALLO, LE 12 NOVEMBRE 1920.

Le ROYAUME D'ITALIE et le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, désireux d'établir entre eux un régime d'amitié sincère et de rapports cordiaux, pour le bien commun des deux peuples ;

Le ROYAUME D'ITALIE, reconnaissant dans la constitution de l'Etat voisin la réalisation d'une des fins les plus hautes de la guerre qu'il a soutenue,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE a nommé pour ses plénipotentiaires :

Le chevalier Giovanni GIOLITTI, Président du Conseil des Ministres et Ministre de l'Intérieur ;

Le comte Carlo SFORZA, Ministre des Affaires étrangères ;

Le professeur Ivanoe BONOMI, Ministre de la Guerre ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES a nommé pour ses plénipotentiaires :

M. Milenko R. VESNITCH, Président du Conseil des Ministres ;

Le docteur Ante TRUMBIC, Ministre des Affaires étrangères ;

M. Costa STOIANOVITCH, Ministre des Finances ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

La frontière entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera fixée comme suit :

Du Mont Pec (cote 1511), commun aux trois frontières entre l'Italie, l'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, jusqu'au Mont Jalovez (cote 2643) : une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale nord-sud et passant par la cote 2272 (Ponca) ;

A partir du Mont Jalovez (cote 2643), une ligne qui suivra la ligne de partage des eaux, entre le bassin de l'Isonzo et celui de la Save de Vurzen, jusqu'au Mont Tricorno (Triglav) (cote 2863) ; puis, la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Isonzo et celui de la Save de Wochein (Boking), jusqu'au versant nord-est du Mont Mosick (cote 1602), et qui passera par les cotes 2348 du Vogel, 2003 du Lavsevica, 2086 du Kuk ;

Du versant nord-est du Mont Mosick au versant oriental du Mont Porzen (cote 1631) : une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale nord-sud ;

Du versant oriental du Mont Porzen (cote 1631) au versant occidental du Mont Blegos (cote 1562) : une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale ouest-est, laissant

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 477. — TREATY SIGNED AT RAPALLO, NOVEMBER 12, 1920.

The KINGDOM OF ITALY and the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of establishing mutual relations of sincere friendship and cordiality for the common good of both peoples ;

The KINGDOM OF ITALY, recognising that the formation of the neighbouring State constitutes the achievement of one of the most noble objects for which Italy fought :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY has appointed as his Plenipotentiaries :

Cavaliere Giovanni GIOLITTI, President of the Council of Ministers and Minister of the Interior ;

Count Carlo SFORZA, Minister for Foreign Affairs ; and

Professor Ivanoe BONOMI, Minister for War ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES has appointed as his Plenipotentiaries :

M. Milenko R. VESNITCH, President of the Council of Ministers ;

Dr. Ante TRUMBIC, Minister for Foreign Affairs ; and

M. Costa STOIANOVITCH, Minister of Finance ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The following frontier shall be fixed between the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

From Mt. Pec (point 1511) which is common to the three frontiers between Italy, Austria and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes as far as Mt. Jalovez (point 2643) : a line, to be fixed on the ground, running generally from north to south and passing over point 2272 (Ponca) ;

From Mt. Jalovez (point 2643) onwards : a line following the watershed between the basins of the Isonzo and that of the Save from Wurzen Save as far as Mt. Tricorno (Triglav) (point 2863) ; thence following the watershed between the basin of the Isonzo and that of the Wochein Save (Bokinj) as far as the north-eastern slopes of Mt. Možic (point 1602), passing through points 2348 (Vogel), 2003 (Lavsevica), and 2086 (Kuk) ;

From the north-eastern slopes of Mt. Možic to the eastern slopes of Mt. Porzen (point 1621) : a line to be fixed on the ground running generally from north to south ;

From the eastern slopes of Mt. Porzen (point 1631) and the western slopes of Mt. Blegos (point 1562) : a line to be fixed on the ground running generally from west to

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

la localité de Dautscha au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et celle de Novake Dl. à l'Italie ;

Du versant occidental du Mont Blegos (cote 1562) au versant oriental du Mont Bevk (cote 1050) : une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale nord-est-sud-ouest, laissant les localités de Leskovza, Kopacnoca et Zavoden au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et les deux cols de Podlanischan à l'Italie ;

Du versant oriental du Mont Bevk (cote 1050) jusqu'à un point immédiatement à l'ouest de la localité de Hotedrazica : une ligne à déterminer sur le terrain, laissant les localités de Javorjudol, Zirj, Opalc, Hlevische, Rovte, Hotedrazica au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Mont Prapretni (cote 1006) et les localités de Bresnik, Wrednik, Zavratec, Nedwedjeberdo, à l'Italie ;

De là, jusqu'à la localité de Zelse : une ligne longeant tout d'abord à l'ouest le fossé adjacent à la route carrossable de Hotedrazica à Planina, puis laissant les localités de Planina, Unec, Zelse et Rakek au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;

De la localité de Zelse à Cabranska: une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale nord-ouest-sud-est, suivant tout d'abord le versant oriental du Mont Pomario (Jovornik) (cote 1268) ; laissant les localités de Dolenja Vas, Dolenje Jezero et Otok au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les hauteurs des cotes 875, 985, 963 à l'Italie ; suivant ensuite les versants orientaux du Bicka-Gora (cote 1236) et du Pleca-Gora (cote 1067), attribuant à l'Italie la localité de Leskova Dolina et les croisements de routes de la cote 912 à l'ouest de Skodnik et de la cote 1146 à l'est du Cifri (cote 1399) ; rejoignant enfin Cabranska, qui restera en territoire italien, ainsi que la route carrossable longeant le versant oriental du Mont Nevosa, de Leskova Dolina à Cabranska ;

De Cabranska à Griza (cote 502) : une ligne à déterminer sur le terrain, en direction générale nord-est-sud-ouest, passant à l'est du Mont Terstenico (Terstenik) (cote 1243), touchant la cote 817 au sud-est de Suhova, passant au sud de Zidovje (cote 660), puis à l'est de Griza (cote 502), laissant les localités de Clana et de Bresa à l'Italie, et celles de Studenta au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;

De Griza (cote 502) à la limite de l'Etat de Fiume : une ligne à déterminer sur le terrain, ayant une direction générale nord-sud jusqu'à la rencontre de la route carrossable de Rupa à Castua, à un point situé environ à distance égale de Jussici et de Spincici ; coupant ensuite ladite route et contournant à l'ouest les localités de Miseri et de Trinaistici, qui restent au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ; puis, rejoignant la route carrossable de Mattuglie à Castua, à la hauteur du croisement de routes situé à l'est de Mattuglie ; aboutissant enfin sur la route de Fiume à Castua, à la frontière septentrionale de l'Etat libre de Fiume et exactement à la limite septentrionale de la localité de Rubesi (au croisement de la route carrossable de Tomatici, 500 mètres environ au sud du carrefour situé à l'ouest de Castua).

Tant que les raccords de routes n'auront pas été régulièrement établis en territoire italien, les routes carrossables susmentionnées et le carrefour situé à l'ouest de Castua pourront être utilisés librement et sans restrictions aussi bien par le Royaume d'Italie que par l'Etat de Fiume.

Article 2.

Zara et le territoire défini ci-dessous sont reconnus comme faisant partie du Royaume d'Italie.

Le territoire de Zara, placé sous la souveraineté italienne, comprend : la ville et la commune censière de Zara, ainsi que les communes censières (fractions) de Borgo Erizzo, Cerno Boccagnazzo, et la partie de la commune (fraction) de Diclo, délimitée par une ligne qui, partant de la mer, à environ 700 mètres au sud-est du village de Diclo, se dirige en ligne droite vers le nord-est jusqu'à la cote 66 (Gruc).

east, leaving the village of Dautscha to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and the village of Novake Dl to Italy ;

From the western slopes of Mt. Blegos (point 1562) to the eastern slopes of Mt. Bevk (point 1050) : a line to be fixed on the ground running generally from north-east to south-west, leaving the townships of Leskouza, Kopačnica and Zavoden to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the two passes of Podlanischam to Italy ;

From the eastern slopes of Mt. Bevk (point 1050) as far as the immediate west of the village of Hotedražica : a line to be fixed on the ground leaving the villages of Javojidor, Ziri, Opale, Hleviščhe, Rovte, and Hotedražica to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Mt. Prapretpi (point 1006) and the villages of Wresnik, Zavratec, Medwedjeberto, to Italy ;

Thence as far as the village of Zelše : a line running alongside the western boundary of the ditch beside the high-road from Hotedražica to Planina and thence proceeding so as to leave the villages of Planina, Unec, Zelše and Rakek to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes ;

From the village of Zelše to Cabranska : a line, to be fixed on the ground running generally from north-west to south-east, passing first along the lower eastern slopes of Mt. Pomario (Javornik) (point 1268), leaving Dolenja Vas, Dolenje Jezero and Otok to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and points 875, 985 and 963 to Italy ; thence proceeding along the lower eastern slopes of the Bička Gora (point 1236) and the Pleca Gora (point 1067) leaving to Italy the village of Leskova Dolina and the road-junction at point 912 to the west of Skodnik and of point 1146 to the east of Cifri (point 1399), and reaching Cabranska, which will remain in Italian territory, together with the high-road along the lower eastern slopes of Mt. Nevoso from Leskova Dolina to Cabranska ;

From Cabranska to Griža (point 502) : a line to be fixed on the ground running generally from north-east to south-west, passing east of Mt. Terstenico (Terstinik) (point 1243), touching point 817 to the south-east of Suhova and passing south of Zidovje (point 660) ; thence proceeding to Griža (point 502), leaving the villages of Clana and Bresa to Italy and the village of Studena, to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes ;

From Griza (point 502) as far as the frontier of the State of Fiume : a line to be fixed on the ground running generally from north to south as far as the high-road from Rupa to Castua about half-way between Jussici and Spincici ; thence crossing this road and skirting the westward side of the hamlets of Miseri and Drinistici, which will remain in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and joining the high-road from Mattuglie to Castua on the hill where two roads meet to the east of Mattuglie ; then joining on the Fiume-Castua road, the northern frontier of the Free State of Fiume, the exact spot being the northern boundary of the hamlet of Ruberi (at the point where the cart-road of Tomatici leaves the main road, about 500 metres south of the place where three roads meet west of Castua).

But until regular road communications have been established in Italian territory, the high-roads and the road junction of three roads west of Castua may be freely and mutually used both by the Kingdom of Italy and by the State of Fiume.

Article 2.

Zara and the territory referred to below shall be recognised as forming part of the Kingdom of Italy.

The territory of Zara under Italian sovereignty shall include : the town and municipal district of Zara and the municipal districts (sub-districts) of Borgo Erizzo, Cerno, Boccagnazzo, and a part of the municipal district (sub-district) of Diclo, to be fixed by a line starting from the sea at a spot situated about 700 metres south-east of the village of Diclo and proceeding in a straight line towards the north-east as far as point 66 (Gruc).

Une convention spéciale réglera toutes les questions relatives à l'exécution de cet article, en ce qui concerne la commune de Zara et ses relations avec le district et la province de Dalmatie, et réglera les relations réciproques entre le territoire attribué au Royaume d'Italie et le reste du territoire ayant fait jusqu'ici partie des mêmes commune, district et province et appartenant au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. La dite Convention établira également un système de répartition équitable des biens provinciaux et communaux et des archives qui les concernent.

Article 3.

Sont reconnues également comme faisant partie du Royaume d'Italie, les îles de Cherso et Lussin, avec les petites îles et rochers compris dans les districts judiciaires respectifs, ainsi que les petites îles et rochers compris dans les limites administratives de la province d'Istrie, telle qu'elle a été ci-dessus attribuée à l'Italie, et les îles de Lagosta et Pelagosa, y compris les îlots adjacents.

Toutes les autres îles qui appartenaient à l'ancienne monarchie austro-hongroise sont reconnues comme faisant partie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 4.

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaissent la liberté et l'indépendance pleines et entières de l'Etat de Fiume et s'engagent à les respecter à perpétuité.

L'Etat de Fiume comprend :

a) Le « Corpus Separatum », qui est actuellement compris dans les limites de la ville et du district de Fiume ;

b) Une étendue de territoire ex-istrien délimitée comme suit :

Au nord : par une ligne à déterminer sur le terrain qui, partant d'un point situé immédiatement au sud de la localité de Castua, rejoint, sur la route de San Mattia à Fiume, la limite du Corpus Separatum, laissant les localités de Serdoci et de Hosti au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et laissant à l'Etat de Fiume la route carrossable tout entière qui, passant au nord de la ligne de chemin de fer, par Mattuglie et le croisement de routes de la cote 377, à l'ouest de Castua, conduit à Rupa ;

A l'ouest : par une ligne qui descend de Mattuglie à la mer pour rejoindre Preluca, laissant la gare et la localité de Mattuglie en territoire italien.

Article 5.

Le tracé de la ligne frontière des territoires mentionnés aux articles précédents sera fixé sur le terrain par des commissions de délimitation, composées, par moitié, de délégués du Royaume d'Italie et de délégués du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. En cas de divergence, les Hautes Parties contractantes auront recours à l'arbitrage sans appel du Président de la Confédération Helvétique.

Pour plus de clarté et une plus grande précision, il est annexé au présent Traité une carte au 200,000e, sur laquelle est indiquée la direction des frontières décrites aux articles 1 et 4.

Article 6.

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes convoqueront une conférence, composée de techniciens compétents des deux pays, dans les deux mois qui suivront l'en-

With reference to the execution of the terms of this Article a special agreement shall be drawn up regarding the municipality of Zara and its relations with the district and with the province of Dalmatia; this Convention shall also settle the mutual relations between the territory assigned to the Kingdom of Italy and the rest of the territory hitherto forming part of the same municipality, district and province belonging to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes; the provincial and municipal property together with the archives relating thereto, shall be equally divided.

Article 3.

In the same way the islands of Cherso and Lussin, together with the islets and reefs included in the judicial areas of these islands, shall also be recognised as forming part of the Kingdom of Italy, and also the islets and reefs included in the administrative area of the province of Istria, in so far as it has been assigned to Italy as above, together with the islands of Lagosta and Pelagosa, with the adjacent islets.

All other islands which belonged to the former Austro-Hungarian Monarchy shall be recognised as forming part of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Article 4.

The Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall recognise the State of Fiume as being completely free and independent, and shall agree to respect its liberty and independence in perpetuity.

The State of Fiume shall be composed of:

(a) The *corpus separatum* as at present delimited by the boundaries of the town and district of Fiume;

(b) A tract of territory which at present forms part of Istria and is delimited as follows:

On the north, by a line to be fixed on the ground starting immediately to the south of the village of Castua and proceeding along the S. Mattia-Fiume road as far as the boundary of the *corpus separatum* leaving the villages of Serdoci and Hosti to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and leaving the whole Rupa high-road running north of the railway through Mattuglie and the junction of roads at point 377, to the west of Castua, to the State of Fiume;

To the west, by a line starting from Mattuglie and coming down to the sea at Preluca, leaving the railway-station and district of Mattuglie in Italian territory.

Article 5.

The boundaries of the territories referred to in the previous Articles shall be traced on the ground by Delimitation Commissions composed of equal numbers of delegates of the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. In the event of a difference of opinion the question shall be referred to the President of the Swiss Confederation, whose decision shall be final.

For the sake of greater clearness and precision the present Treaty shall include an annex consisting of a map on a scale of 1 : 200,000, on which shall be indicated the frontier lines referred to in Articles 1 and 4.

Article 6.

The Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall summon a Conference composed of experts from the two countries, within a period of two months from the

trée en vigueur du présent Traité. La dite conférence devra, dans le plus bref délai, soumettre aux deux Gouvernements des propositions concrètes précises sur toutes les dispositions susceptibles d'établir entre les deux pays les relations économiques et financières les plus cordiales.

Article 7.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déclare reconnaître, en faveur des citoyens italiens et des intérêts italiens en Dalmatie, les dispositions suivantes :

1. Les concessions de caractère économique accordées par le Gouvernement et par des institutions publiques des Etats, auxquels a succédé le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, à des sociétés ou citoyens italiens, ou les concessions dont jouissaient jusqu'au 12 novembre 1920 des sociétés ou des citoyens italiens, en vertu de titres de cession légaux, seront respectées sans réserves, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engageant à observer toutes les obligations assumées par les Gouvernements antérieurs ;

2. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes convient que les Italiens, ressortissants jusqu'au 3 novembre 1918 du territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, territoire reconnu, en vertu des traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie et du présent Traité, comme faisant partie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, auront le droit d'opter pour la nationalité italienne pendant l'année qui suivra l'entrée en vigueur du présent Traité ; ils seront également exemptés de l'obligation de transférer leur domicile hors du territoire du Royaume susdit. Ils conserveront le libre usage de leur langue et le libre exercice de leur culte avec toutes les facultés inhérentes à cette liberté ;

3. Les diplômes ou autres titres universitaires, déjà obtenus par des citoyens du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans des universités ou autres établissements d'enseignement supérieur du Royaume d'Italie, seront reconnus par le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes comme étant valables sur son territoire, et conféreront les mêmes droits professionnels que les diplômes et titres obtenus dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Toutes dispositions relatives à la validité des études supérieures accomplies par des sujets italiens dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et par des sujets du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en Italie, feront l'objet d'accords ultérieurs.

Article 8.

Dans l'intérêt des bons rapports intellectuels et moraux des deux peuples, les deux Gouvernements concluront prochainement une convention qui aura pour objet d'intensifier le développement intime et réciproque des relations intellectuelles entre les deux pays.

Article 9.

Le présent Traité est rédigé en deux exemplaires, l'un en italien, l'autre en serbo-croate. En cas de divergence, le texte italien fera foi, la langue italienne étant connue de tous les plénipotentiaires.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Traité.

Fait à Rapallo, le 12 novembre 1920.

GIOVANNI GIOLITTI.
C. SFORZA.
IVANOE BONOMI.

MIL. R. VESNITCH.
Dr ANTE TRUMBIC.
COSTA STOIANOVITCH.

coming into force of the present Treaty. This Conference shall as soon as possible lay before the two Governments definite proposals for all measures to establish thoroughly cordial economic and financial relations between the two countries.

Article 7.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall agree to the following concessions in respect of Italian subjects and Italian interests in Dalmatia :

(1) Economic concessions, granted to Italian companies or subjects, by the Governments and public bodies of the States to which the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes has succeeded or possessed by these Companies or subjects in virtue of properly executed deeds of concession granted up to (and including) November 12, 1920, shall be recognised as fully valid, and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall undertake to continue to carry out all obligations assumed by the previous Governments.

(2) The Kingdom of the Serbs,Croats and Slovenes shall agree that Italians resident up to November 3, 1918 on territory belonging to the former Austro-Hungarian Monarchy, which under the Treaties of Peace with Austria and Hungary and under the present Treaty is recognised as forming part of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall be entitled to opt for Italian nationality within a period of one year from the coming into force of the present Treaty ; such persons shall also be exempted from the obligation to transfer their homes outside the territory of the Serb-Croat-Slovene Kingdom. They shall retain the right to use their own language and to carry on their own form of religious worship, with all the rights accompanying such freedcm.

(3) University degrees and other university diplomas which have already been gained by subjects of the Serb-Croat-Slovene Kingdom in universities or other higher educational institutions in the Kingdom of Italy shall be recognised by the Government of the Serbs, Croats and Slovenes as valid in its own territory. Such degrees and diplomas shall confer professional rights equal to those derived from degrees or diplomas obtained at universities and other higher educational institutions in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Subsequent agreements shall be concluded in respect of the validity of higher educational courses completed by Italian subjects in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and by subjects of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in Italy.

Article 8.

With a view to promoting satisfactory intellectual and moral relations between the two peoples, the two Governments shall draw up as soon as possible a Conventionf or the purpose of increasing the development of close mutual relations between the two countries in matters of education.

Article 9.

The present Treaty shall be drawn up in duplicate, one copy in Italian, and one in Serb-Croat. In the event of a discrepancy between the two texts the Italian text shall be authentic as being the language known by all the plenipotentiaries.

In faith whereof, the above-mentioned plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Rapallo, November 12, 1920.

GIOVANNI GIOLITTI.
C. SFORZA.
IVANOE BONOMI.
MIL. R. VESNITCH.
Dr. ANTE TRUMBIC.
COSTA STOIANOVITCH.

No. 477

N° 478.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Accord pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920, signé à Rome le 23 octobre 1922.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Agreement for the carrying out of the provisions agreed upon at Rapallo on November 12, 1920, signed at Rome, October 23, 1922.

No. 478. — ACCORD[1] ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, POUR L'EXÉCUTION DES STIPULATIONS ARRÊTÉES A RAPALLO, LE 12 NOVEMBRE 1920, SIGNÉ A ROME LE 23 OCTOBRE 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations et par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes[2] à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 septembre 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ayant pris en considération les difficultés à surpasser et les problèmes à résoudre pour arriver à l'exécution définitive des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920, s'inspirant des mêmes sentiments avec lesquels le Traité de Rapallo a été conclu, c'est-à-dire du désir d'établir entre les deux Etats un régime sincère et des relations cordiales pour le bien commun des deux peuples, ont résolu de conclure des accords à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume, son Ministre des Affaires étrangères ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 26 février 1923.

[2] Les textes des engagements internationaux enregistrés sous les Nos 478, 479, 480 et 481, ont été présentés par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne en un seul volume; la légalisation des textes présentés par lui se trouve à la fin de l'Accord 481, p. 502 de ce volume.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 478. — ACCORDO[1] FRA IL REGNO D'ITALIA ED IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, PER L'ESECUZIONE DELLE CONVENZIONI STIPULATE A RAPALLO IL 12 NOVEMBRE 1920, FIRMATO A ROMA IL 23 OTTOBRE 1922.

Official French and Italian texts communicated by the Italian Representative on the Council of the League of Nations and by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes[2] at Berne. The registration of this agreement took place September 12, 1923.

S. M. IL RE D'ITALIA e S. M. IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, avendo preso in considerazione le difficoltà da superare ed i problemi da risolvere per giungere all'esecuzione definitiva delle convenzioni stipulate a Rapallo il 12 novembre 1920, ed ispirandosi agli stessi sentimenti coi quali fu concluso il Trattato di Rapallo, cioè al desiderio di stabilire fra i due Stati un regime sincero e di cordiali relazioni per il bene comune dei due Popoli, hanno deliberato di concludere accordi a tale effetto ed hanno nominato loro plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. Carlo SCHANZER, Senatore del Regno, Suo Ministro degli Affari Esteri ;

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, February 26, 1923.

[2] The texts of the international engagements registered under Nos. 478, 479, 480 and 481, were presented for registration by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne in a single volume; the authentication of the texts presented by the, latter, is reproduced at the end of No. 481, p. 502 of this Volume.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence Voislav ANTONIEVITCH, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. ZARA.

Au moment de la ratification du présent Accord, le Gouvernement italien donnera aux autorités compétentes les ordres nécessaires pour l'évacuation de la troisième zone d'occupation et pour la remise du territoire respectif aux autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans un délai de douze jours à partir de la ratification même.

Le Gouvernement du Royaume d'Italie et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans l'intérêt des relations entre le territoire de Zara et le territoire limitrophe, apposent leurs signatures à la Convention concernant le régime douanier et le trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes, qui devra entrer en vigueur dans le même délai contemplé dans la première partie du présent article.

Trafic de frontière et facilitations douanières.

Le Gouvernement italien déclare que le territoire de Zara est en dehors du territoire douanier du Royaume d'Italie, et, par conséquent, toutes les marchandises provenant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes entreront dans ledit territoire librement et en franchise de tout droit quel qu'il soit.

Dans le trafic entre le territoire de Zara et le territoire limitrophe du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, sont accordées réciproquement les facilitations réglant habituellement le trafic de frontière entre Etats limitrophes.

Les droits ou autres taxes d'exportation, les prohibitions ou autres restrictions qui pourraient être adoptées à l'égard des exportations dudit Royaume en général, ne pourront pas s'étendre aux exportations dans le territoire de Zara des produits spécialement indiqués dans une liste annexée à la Convention, en tant que ces produits proviennent et sont

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI :

S. E. Voislav ANTONIEVITCH, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario;

i quali, dopo lo scambio dei loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

I. ZARA.

All'atto della ratifica del presente Accordo il Governo italiano darà alle Autorità competenti gli ordini necessari per lo sgombero della Terza Zona di occupazione et per la consegna del rispettivo territorio alle Autorità del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni nel termine di dodici giorni a decorrere dalla ratifica stessa.

Il Governo del Regno d'Italia ed il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, nell'interesse delle relazioni fra il territorio di Zara ed il territorio limitrofo, appongono la loro firma alla convenzione concernente il regime doganale ed il traffico di frontiera tra Zara ed i territori limitrofi, la quale dovrà entrare in vigore nello stesso termine contemplato nella prima parte del presente articolo.

Traffico di frontiera e facilitazioni doganali

Il Governo italiano dichiara che il territorio di Zara è all'infuori del territorio doganale del Regno d'Italia, e che, per conseguenza, tutte le merci provenienti dal Regno dei Serbi, Croati e Sloveni entreranno nel detto territorio liberamente ed in franchigia di qualsiasi sorta.

Nel traffico tra il territorio di Zara ed il territorio limitrofo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni sono accordate reciprocamente le facilitazioni che regolano d'abitudine il traffico di frontiera tra Stati limitrofi.

I diritti od altre tasse di esportazione, le proibizioni od altre restrizioni che potrebbero essere adottate per le esportazioni dal detto Regno in generale, non potranno estendersi alle esportazioni nel territorio di Zara dei prodotti specialmente indicati in un elenco annesso alla convenzione, in quanto questi prodotti provengano e siano originari dalla

originaires de la zone du territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déterminée par la même Convention.

En outre, les produits provenant et originaires du territoire de Zara, indiqués dans une seconde liste annexée à la Convention, seront admis à l'entrée dans ladite zone en trafic de frontière sans payer de droits de douane ou autres taxes, dans la quantité annuelle correspondante aux besoins de la population de la même zone de frontière.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à ne prendre aucune mesure exceptionnelle contre les exportations du Royaume dans le territoire de Zara, des produits alimentaires de tout genre.

II. FIUME.

Dès que les ordres d'évacuation de Sussak, qui devra être accomplie dans cinq jours à dater de la ratification du présent Accord, auront été donnés, une Commission mixte de trois Italiens et de trois Yougoslaves, aidée par des experts, procédera :

a) à surveiller les opérations d'évacuation de Sussak ;

b) à la délimitation de la frontière entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et l'Etat libre de Fiume, conformément aux dispositions stipulées à Rapallo le 12 novembre 1920 ;

c) à ouvrir le trafic avec Fiume ;

d) à l'organisation technique et administrative des services portuaires ;

e) à organiser le fonctionnement de l'Etat de Fiume sur la base de l'article 4 du Traité de Rapallo.

La Commission devra accomplir ses travaux dans le délai d'un mois à partir de sa première réunion. Ce terme pourra être prorogé d'un commun accord.

En cas de divergence, les deux Hautes Parties contractantes auront recours, à l'amiable, à l'arbitrage d'après l'article 5 du Traité de Rapallo.

La Commission devra aussi formuler des propositions en vue d'établir un trafic de frontière en faveur de Castua, d'après les principes adoptés pour Zara.

La Commission se réunira à Abbazia immédiatement après la ratification de cet Accord.

zona del territorio del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, determinata dalla convenzione stessa.

Inoltre, i prodotti provenienti ed originari del territorio di Zara, indicati in un secondo elenco annesso alla convenzione, saranno ammessi all'entrata nella suddetta zona in traffico di frontiera ; senza pagare diritti doganali o altre tasse, nella quantità annua corrispendente ai bisogni della popolazione della stessa zona di frontiera.

Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni s'impegna a non prendere alcuna misura eccezionale contro le esportazioni dal Regno nel territorio di Zara, dei prodotti alimentari di qualsiasi genere.

II. FIUME.

Dopo che saranno stati dati gli ordini di sgombero di Sussak, che dovrà essere compiuto entro cinque giorni a datare dalla ratifica del presente accordo, una Commissione mista di tre Italiani e di tre Jugoslavi, assistita da esperti, procederà :

a) a sorvegliare le operazioni di sgombero da Sussak ;

b) a delimitare la frontiera tra il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e lo Stato libero di Fiume, in conformità delle disposizioni del trattato di Rapallo 12 novembre 1920 ;

c) ad aprire il traffico con Fiume ;

d) ad organizzare dal lato tecnico ed amministrativo i servizi del porto ;

e) ad organizzare il funzionamento dello Stato di Fiume, in base all' articolo 4 del Trattato di Rapallo.

La Commissione dovrà compiere i propri lavori nel termine di un mese a decorrere dalla sua prima riunione. Questo termine potrà essere prorogato di comune accordo.

In caso di divergenza, le due Alte Parti Contraenti faranno ricorso, in via amichevole, all'arbitraro secondo l'articolo 5 del Trattato di Rapallo.

La Commissione dovrà pure formulare proposte allo scopo di organizzare un traffico di frontiera in favore di Castua, secondo i principi adottati per Zara.

La Commissione si riunirà ad Abbazia immediatamente dopo la ratifica del presente accordo.

III. ACCORDS GÉNÉRAUX ET POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE ET DES CONTRAVENTIONS AUX LOIS DE FINANCE.

Les conventions stipulées entre le Gouvernement du Royaume d'Italie et le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour accords généraux et pour la répression de la contrebande et des contraventions aux lois de finance, seront ratifiées en même temps que le présent Accord.

IV. ACCORDS ÉCONOMIQUES ET CONCERNANT LA CULTURE.

Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes procéderont sans délai à la stipulation des accords économiques intéressant les deux pays et entameront immédiatement les négociations pour la conclusion des autres arrangements dont aux articles 6 et 8 du Traité de Rapallo.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en italien et en français, en double exemplaire, le 23 octobre 1922.

III. ACCORDI GENERALI E PER LA REPRESSIONE DEL CONTRABBANDO E DELLE CONTRAVVENZIONI ALLE LEGGI DI FINANZA.

Le Convenzioni stipulate fra il Governo del Regno d'Italia e il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni in materia di accordi generali e per la repressione del contrabbando e delle contravvenzioni alle leggi di finanza, saranno ratificate contemporaneamente al presente accordo.

IV. ACCORDI ECONOMICI E CULTURALI.

I Governi delle due Alte Parti Contraenti procederanno senza ritardo alla stipulazione degli accordi economici interessanti i due Paesi, ed intraprenderanno immediatamente i negoziati per la conclusione degli altri accordi preveduti negli articoli 6 e 8 del Trattato di Rapallo.

Il presente accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Roma.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato il presente accordo e l'hanno munito del loro sigillo.

Fatto a Roma, in italiano ed in francese, in doppio esemplare il 23 ottobre 1923.

(L. S.) (Signé) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signé) VOISLAV ANTONIEVITCH.

Per copia conforme :
Il Capo dell'Ufficio Trattati, e
Lega delle Nazioni del R° Ministero
degli Affari Esteri.

Roma, 12 settembre 1923.

Signé : P. SANDICCHI.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 478. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, FOR THE CARRYING OUT OF THE PROVISIONS AGREED UPON AT RAPALLO ON NOVEMBER 12, 1920, SIGNED AT ROME, OCTOBER 23, 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, having taken into consideration the difficulties and problems involved in the definitive application of the Conventions concluded at Rapallo on November 12, 1920, and being guided by the same sentiments as inspired the conclusion of the Treaty of Rapallo, namely, the desire to establish sincere and cordial relations between the two States, to the common good of both peoples, have decided to conclude Agreements for this purpose and have appointed as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

HIS Excellency Carlo SCHANZER, Senator of the Kingdom, His Majesty's Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS and SLOVENES :

His Excellency Voislav ANTONIEVITCH, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. ZARA.

Immediately upon the ratification of the present Agreement, the Italian Government will give the competent authorities concerned the necessary orders for the evacuation of the Third Zone of Occupation and the handing over of the aforesaid territory to the authorities of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, within a period of twelve days from the date of the ratification.

In the interests of the relations between the territory of Zara and the adjacent territories, the Government of the Kingdom of Italy and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes append their signatures to the Convention regarding the Customs regime and the frontier traffic between Zara and the adjacent territories, which Convention shall enter into force within the period of time specified in the first part of the present Article.

Frontier Traffic and Customs Facilities.

The Italian Government hereby declares the territory of Zara to be outside the Customs jurisdiction of the Kingdom of Italy ; and that, consequently, all goods coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall enter the aforsaid territory free, and shall be exempt from duties of every kind.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

All facilities which are usually accorded in respect of frontier traffic between adjoining States, shall be reciprocally granted in respect of the traffic between the territory of Zara and the adjoining territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

No duties or other export dues, prohibitions or other restrictions which may in general be imposed in respect of exports from the above Kingdom, shall be applied to exports to the territory of Zara of any of the goods specified in the list annexed to the Convention, in so far as these goods come from and originate in the zone of the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as defined in the aforesaid Convention.

Furthermore, goods coming from and originating in the territory of Zara, and specified in the second list annexed to the Convention, shall freely enter the zone as frontier traffic, in such annual quantity as may be sufficient for the requirements of the frontier zone, and shall be exempt from the payment of Customs duties or other taxes.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes not to impose any exceptional measures against the exportation of foodstuffs of any kind from the Kingdom to the territory of Zara.

II. Fiume.

After the orders for the evacuation of Sussak have been given, which shall be within a period of five days as from the date of the ratification of the present Agreement, a Mixed Commission of three Italians and three Yugoslavs, assisted by experts, shall proceed :

(a) To supervise the evacuation of Sussak.
(b) To delimit the frontier between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Free State of Fiume, in accordance with the provisions of the Treaty of Rapallo, dated November 12, 1920.
(c) To inaugurate the traffic with Fiume.
(d) To organise the technical and administrative services of the port.
(e) To organise the administration of the State of Fiume, in accordance with Article 4 of the Treaty of Rapallo.

The Commission shall complete its work within one month from the date of its first meeting. This period may be extended by mutual consent.

In the case of differences of opinion, the two High Contracting Parties shall resort, by amicable agreement, to the arbitration procedure provided for in Article 5 of the Treaty of Rapallo.

The Commission shall also formulate proposals with a view to organising frontier traffic in the interests of Castua, according to the principles adopted in respect of Zara.

The Commission shall meet at Abbazia immediately after the ratification of the present Agreement.

III. General Agreements and Agreements regarding the suppression of Contraband Trade and Offences against the Finance Laws.

The Conventions concluded between the Government of the Kingdom of Italy and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats, and Slovenes, in respect of general Agreements and of Agreements regarding the suppression of contraband trade and offences against the finance laws shall be ratified on the same date as the present Agreement.

IV. Economic and Educational Agreements.

The Governments of the two High Contracting Parties shall proceed forthwith to conclude Economic Agreements on matters which concern the two countries and shall immediately enter

into negotiations with a view to the conclusion of the other Agreements provided for in Articles 6 and 8 of the Treaty of Rapallo.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome.

In faith whereof the plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, in Italian and French, the twenty-third day of October, nineteen hundred and twenty-two.

(L. S.) (Signed) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signed) VOISLAV ANTONIEVITCH.

N° 479.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Convention concernant le régime douanier et le trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes, signée à Rome le 23 octobre 1922.

ITALY AND
KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Convention concerning the customs régime and frontier-traffic between Zara and the adjacent territories, signed at Rome, October 23, 1922.

No. 479. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT LE RÉGIME DOUANIER ET LE TRAFIC DE FRONTIÈRE ENTRE ZARA ET LES TERRITOIRES LIMITROPHES, SIGNÉE A ROME LE 23 OCTOBRE 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations et par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne [2]. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 septembre 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, animés du désir de procéder à l'exécution des dispositions contenues dans l'Accord stipulé à la date de ce jour et concernant le territoire de Zara ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume, son Ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence Voislav ANTONIEVITCH, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

RÉGIME DOUANIER.

Article 1.

Le territoire de Zara, tout en se trouvant sous la souveraineté du Royaume d'Italie, n'est pas compris dans le territoire douanier de ce Royaume.

L'Italie s'engage à n'établir aucun droit spécial sur les exportations des marchandises destinées au territoire de Zara ni des prohibitions ou restrictions à l'égard de ces exportations.

Article 2.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à ne prendre aucune mesure exceptionelle contre les exportations du Royaume dans le territoire de Zara, des produits alimentaires de tout genre.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 26 février 1923.

[2] Voir renvoi 2 page 406 de ce volume.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 479. — CONVENZIONE [1] FRA IL REGNO D'ITALIA ED IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, CONCERNENTE IL REGIME DOGANALE ED IL TRAFFICO DI FRONTIERA FRA ZARA ED I TERRITORI LIMITROFI, FIRMATA A ROMA IL 23 OTTOBRE 1922.

Official French and Italian texts communicated by the Italian Representative on the Council of the League of Nations and by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne [2]. The registration of this convention took place September 12, 1923.

S. M. IL RE d'ITALIA e S. M. IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, animati dal desiderio di procedere all'esecuzione delle disposizioni contenute nell'accordo stipulato in data odierna, e concernenti i territorio di Zara, hanno deliberato di concludere una Convenzione a quest'effetto ed hanno nominato loro plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE d' ITALIA :

S. E. Carlo SCHANZER, Senatore del Regno, Suo Ministro degli Affari Esteri ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI e SLOVENI :

S. E. VOISLAV ANTONIEVITCH, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

i quali, dopo lo scambio dei loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

REGIME DOGANALE.

Articolo 1.

Il territorio di Zara, sebbene si trovi sotto la sovranità del Regno d'Italia, non è compreso nel territorio doganale di detto Regno.

L'Italia s' impegna a non stabilire nessun diritto speciale sulla esportazione delle merci destinate al territorio di Zara, nè proibizioni o restrizioni riguardanti tali esportazioni.

Articolo 2.

Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni s'impegna a non adottare alcuna misura eccezionale contro le esportazioni dal Regno nel territorio di Zara, dei prodotti alimentari di qualsiasi genere.

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, February 26, 1923.

[2] See foot note 2 page 406 of this volume.

En tout cas, les droits ou autres taxes d'exportation, les prohibitions ou autres restrictions qui pourraient être adoptées à l'égard des exportations dudit Royaume en général ne pourront pas s'étendre aux exportations dans le territoire de Zara des produits indiqués dans la liste ci-annexée (Annexe A) en tant que ces produits proviennent et sont originaires de la zone du territoire du Royaume dont les limites sont marquées dans le plan ci-annexé (Annexe B).

Article 3.

Les produits indiqués ci-après provenant et originaires du territoire de Zara et destinés à être consommés dans la zone de frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes mentionnée à l'article 2, seront admis à leur entrée dans ladite zone, en exemption de tout droit de douane ou de taxes de toute sorte :

Foin, paille, herbes pour la nourriture du bétail, feuilles sèches, plantes vives, légumes frais, bois en troncs bruts, bois à brûler, charbon de bois, tourbe et charbon de tourbe, marc d'olives desséchées, tourteaux et autres résidus de graines et de fruits oléagineux pressurés, cendres à lessive, engrais, lie de vin, vinasses, balayures, limons, produits de la moulure des céréales importées temporairement de ladite zone frontière pour être moulues dans le territoire de Zara, en tenant compte du pour cent de rendement, viande en quantité non supérieure à dix kilos, farine de céréales et de légumes en quantité non supérieure à dix kilos, pain et pâtes alimentaires en quantité non supérieure à dix kilos, beurre et fromage en quantité non supérieure à cinq kilos, glace artificielle.

Les produits indiqués dans le tableau annexé (Annexe C) provenant et originaires du territoire de Zara jouiront de la même exemption à leur entrée dans la dite zone de frontière, jusqu'à concurrence de la quantité annuelle respectivement établie au même tableau et, dans ces limites quantitatives, ils ne seront soumis à des entraves, à des prohibitions d'importation, ni à des impôts intérieurs qui ne soient également appliqués aux mêmes produits fabriqués dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

L'entrée en franchise de droits ne sera pas accordée aux produits susmentionnés qui seraient importés par voie postale, quelle que soit leur quantité, même lorsqu'ils seraient destinés aux habitants de ladite zone de frontière.

Les dispositions en vue de régler ces concessions, ainsi que les mesures à adopter en cas d'abus, seront établies d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 4.

Aux points de la frontière entre le territoire de Zara et la zone y adjacente du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes où l'on en reconnaît le besoin, seront admis en franchise de droits de douane et de timbre les médicaments que les habitants de ladite zone iraient acheter aux pharmacies existant dans le territoire de Zara au moyen d'ordonnances médicales en petites doses correspondant à la situation des acquérants. Pour les importations contenues dans ces limites on pourra déroger à l'obligation de présenter l'ordonnance dans le cas où il s'agirait simplement de drogues médicinales ou bien de préparations chimiques ou pharmaceutiques portant sur l'enveloppe l'indication pharmaceutique exacte et dont la vente et l'usage soient librement admis dans le territoire où ils seraient destinés à être consommés.

Article 5.

Les sujets des Hautes Parties contractantes qui auraient leurs habitations ou fermes dans le territoire de Zara et des biens-fonds dans la zone de frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont à l'article 2, ou bien qui auraient leurs habitations ou fermes dans ladite zone et des biens-fonds dans le territoire de Zara, ont le droit de transporter dans leurs habitations et fermes, à travers la ligne de frontière entre ledit territoire de Zara et ladite zone, même par des voies non

In ogni caso, i diritti o altre tasse d'esportazione, le proibizioni o altre restrizioni che potessero essere adottate nei riguardi delle esportazioni dal detto Regno in generale, non potranno estendersi alle esportazioni nel territorio di Zara dei prodotti indicati nell' elenco qui annesso (allegato A), in quanto questi prodotti provengano e siano originari dalla zona del territorio del Regno i cui limiti sono segnati nel piano qui annesso (allegato B).

Articolo 3.

I prodotti indicati qui appresso, provenienti e originari dal territorio di Zara e destinati ad essere consumati nella zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni menzionata nell'art. 2 saranno ammessi all'entrata nella suddetta zona, in esenzione da ogni diritto doganale o da tasse di qualsiasi specie :

fieno ; paglia ; erbe per l'alimentazione del bestiame ; foglie secche ; piante vive ; legumi freschi ; legno in tronchi grezzi ; legna da ardere, carbone di legna ; torba e carbone di torba ; sansa disseccata ; pannelli ed altri residui di grani e di frutti oleosi torchiati ; ceneri da liscivia ; ingrassi ; feccia di vino ; vinaccie ; spazzature ; limi ; prodotti della macinazione dei cereali importati temporaneamente dalla suddetta zona di frontiera per essere macinati nel territorio di Zara, tenuto conto della percentuale di rendimento ; carne in quantità non superiore a 10 chili farina du cereali e di legumi in quantità non superiore a 10 chili ; pane e paste alimentari in quantità non superiore a 10 chili ; burro e formaggio in quantità non superiore a 5 chili ; ghiaccio artificiale.

I prodotti indicati nel prospetto annesso (allegato C), provenienti e originari dal territorio di Zara, godranno della stessa esenzione alla loro entrata nella suddetta zona di frontiera fino alla concorrenza della quantità annua rispettivamente indicata nel detto prospetto, e in questi limiti quantitativi essi non saranno sottoposti a vincoli, a proibizioni d'importazione, nè ad imposte interne, che non siano egualmente applicati agli stessi prodotti fabbricati nel Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

L'entrata in franchigia da diritti non sarà accordata ai prodotti summenzionati che fossero importati per via postale, qualunque sia la loro quantità, anche nel caso che siano destinati ad abitanti della suddetta zona di frontiera.

Le disposizioni per regolare queste concessioni, nonchè le misure da adottare nei casi di abuso, saranno stabilite di comune accordo tra le amministrazioni competenti delle due Alte Parti contraenti.

Articolo 4.

Nei punti della frontiera tra il territorio di Zara e la zona adiacente del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, nei quali se ne riconosca il bisogno, saranno ammessi in franchigia dai diritti di dogana e di bollo i medicamenti che gli abitanti della suddetta zona si racassero ad acquistare nelle farmacie situate nel territorio di Zara, in base a ricette del medico, nelle piccole dosi corrispondenti alla condizione degli acquirenti. Per le importazioni entro questi limiti si potrà derogare all'obligo di presentare la ricetta, nel caso in cui si tratti semplicemente di droghe medicinali o di preparazioni chimiche o farmaceutiche, portanti sull'involucro l'indicazione farmaceutica precisa e delle quali la vendita e l'uso siano ammessi liberamente nel territori dove dovranno essere consumate.

Articolo 5.

I sudditi delle Alte Parti contraenti che avessero le loro abitazioni o le loro fattorie nel territorio di Zara e dei beni rustici nella zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni di cui all' art. 2 oppure che avessero le loro abitazioni o le loro fattorie in detta zona e dei beni rustici nel territorio di Zara, hanno il diritto di trasportare nelle loro abitazioni e nelle loro fattorie, attraverso la linea di frontiera tra il detto territorio di Zara e la zona suddetta, anche per vie non

douanières, en exemption des droits de douane d'importation ou d'exportation et de toute taxe ou impôt et sans qu'ils puissent être assujettis à des prohibitions d'importation ou d'exportation, tous les produits récoltés dans leurs propriétés, et cela pendant toute la période s'écoulant du commencement de la saison des récoltes jusqu'à la fin de décembre.

Les personnes se trouvant dans les conditions indiquées au premier alinéa du présent article ont aussi le droit de transporter à travers ladite ligne de frontière, en jouissant des mêmes exemptions des droits, taxes ou prohibitions, les animaux, les chariots et tous les instruments et ustensiles nécessaires, pour les travaux agricoles, aussi bien que les matériaux de construction nécessaires pour la réparation des bâtiments existant dans lesdites propriétés et les vivres nécessaires pour le maintien des ouvriers et des animaux pendant la durée des travaux agricoles ou de réparations des bâtiments.

Les dispositions ci-dessus mentionnées s'appliquent aussi dans les cas où les personnes susdites auraient à exécuter des travaux forestiers ou inhérents à des droits de servitude forestière.

Toutes ces dispositions sont applicables aussi aux représentants des corps moraux et des personnes juridiques du territoire de Zara qui posséderaient des biens-fonds ou des droits fonciers dans la zone du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont à l'article 2, ainsi qu'aux représentants des corps moraux et des personnes juridiques de cette zone qui posséderaient des biens-fonds ou des droits fonciers dans le territoire de Zara.

Les dispositions aptes à régler ces concessions et les mesures à adopter en cas d'abus seront établies d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Article 6.

Les propriétaires ou locataires de terres séparées de leurs habitations et fermes respectives par la frontière séparant le territoire de Zara du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont autorisés à transporter de leurs maisons et fermes aux terres susdites les bestiaux pour le pâturage en exemption des droits douaniers d'importation et d'exportation.

Lorsque le retour du pâturage aura lieu au cours de la même journée, les bureaux douaniers compétents se borneront à exercer leur surveillance par des mesures suffisantes à empêcher des abus, sans soumettre toutefois les bestiaux au régime douanier de l'importation temporaire. En tout cas, ce régime ne pourra être adopté que d'après des règles à établir d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Etats contractants.

Article 7.

Aux propriétaires ou locataires de terres dans des localités situées sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais séparées l'une de l'autre par le territoire de Zara, sera permis de transporter, à travers ce même territoire, sans aucune entrave douanière, les produits et les bestiaux aux mêmes conditions et dans les mêmes limites indiquées aux articles 5 et 6.

Article 8.

Le mouvement des animaux entre le territoire de Zara et la zone de frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont à l'article 2 sera généralement libre de toute mesure sanitaire.

Toutefois, dans les cas où dans ledit territoire ou dans ladite zone se vérifieraient des cas d'aphte épizootique ou d'autres maladies de nature largement contagieuse, les bêtes de l'espèce ou des espèces sujettes à la contagion provenant des régions infectées devront, pour être admises à traverser la frontière, être munies d'un certificat délivré par l'autorité communale compétente, d'où il résulte que les bêtes visées par le certificat proviennent d'une localité exempte de l'épizootie.

Lorsque, dans le territoire de Zara ou bien dans la zone de frontière susdite, seraient constatées des manifestations de peste bovine, tout mouvement de bestiaux et tout transit de produits et résidus d'animaux aussi bien que de la paille, des fourrages, etc., entre ledit territoire et ladite zone seront défendus.

doganali, in esenzione dai diritti doganali di importazione o di esportazione, e da ogni tassa od imposta e senza che essi possano essere sottoposti a proibizioni di importazione od esportazione, tutti i prodotti raccolti nelle loro proprietà, e ciò durante tutto il periodo che va dal principio della stagione dei raccolti fino alla fina di dicembre.

Le persone che si trovino nelle condizioni indicate nel primo alinea del presente articolo hanno pure il diritto di trasportare attraverso la suddetta linea di frontiera, godendo delle stesse esenzioni da diritti, tasse o proibizioni gli animali, i carriaggi, e tutti gli strumenti ed utensili necessari per i lavori agricoli, nonchè i materiali di costruzione necessari per la riparazione dei fabbricati esistenti nelle dette proprietà ed i viveri necessari per il mantenimento degli operai e degli animali, per la durata dei lavori agricoli o della riparazione dei fabbricati.

Le disposizioni sopra menzionate si applicano pure nei casi in cui le persone suddette abbiano da eseguire dei lavori forestali o inerenti a dei diritti di servitù forestale.

Tutte queste disposizioni sono applicabili anche ai rappresentanti dei corpi morali e delle persone giuridiche del territorio di Zara che posseggano beni rustici o diritti fondiari nella zona del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, di cui all'art. 2, come pure ai rappresentanti dei corpi morali e delle persone giuridiche di questa zona che posseggano beni rustici o diritti fondiari nel territorio di Zara.

Le disposizioni per regolare tali concessioni e le misure da adottare nei casi di abuso saranno stabilite di comune accordo tra le Amministrazioni competenti delle due Alte Parti contreanti.

Articolo 6.

I proprietari o gli affittuari di terre separate dalle proprie abitazioni e dalle fattorie rispettive dalla frontiera che divide il territorio di Zara dal Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, sono autorizzati a trasportare dalle loro case e dalle loro fattorie nelle terre suddette il bestiame per il pascolo, in esenzione da diritti doganali d' importazione e d' esportazione.

Quando il ritorno dal pascolo abbia luogo nella stessa, giornata gli uffici doganali competenti si limiteranno ad esercitare la loro sorveglianza con misure sufficienti ad impedire abusi, senza tuttavia sottomettere il bestiame al regime doganale dell'importazione temporanea. In ogni caso, questo regime non potrà essere adottato che in seguito a regole da stabilire di comune accordo fra i Governi dei due Stati contraenti.

Articolo 7.

Ai proprietari od affituari delle terre in località situate sul territorio del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, ma separate l'una dall'altra dal territorio di Zara, sarà permesso di trasportare attraverso il detto territorio, senza alcun impedimento doganale, i prodotti ed il bestiame alle stesse condizioni e negli stessi limiti indicati negli articoli 5 e 6.

Articolo 8.

Il movimento degli animali fra il territorio di Zara e la zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni di cui all'art. 2 sarà generalmente esente da ogni misura sanitaria.

Tuttavia, quando nel detto territorio o nella detta zona si verificassero casi di afta epizootica o di altre malattie di natura largamente contagiosa, gli animali della specie o delle specie soggette al contagio, provenienti dalle regioni infette, dovranno, per essere ammessi ad attraversare la frontiera, essere muniti di un certificato rilasciato dall'autorità comunale competente, da cui risulti che gli animali indicati nel certificato provengono da località esente dalla epizoozia.

Allorchè nel territorio di Zara oppure nella zona di frontiera suddetta fossero constatate manifestazioni di peste bovina, ogni movimento di bestiame e ogni transito di prodotti e di residui di animali, come pure il transito della paglia, dei foraggi, ecc., entro il detto territorio e la detta zona saranno proibiti.

CARTES FRONTALIÈRES.

Article 9.

Les habitants du territoire de Zara et de la zone de frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont à l'article 2 pourront franchir la frontière librement et circuler dans ledit territoire et dans ladite zone sans se conformer aux dispositions concernant les passeports, mais à la condition qu'ils soient munis d'une « carte frontalière » délivrée par les autorités et sous les modalités stipulées dans les articles suivants.

Ils pourront passer et circuler aussi à cheval, en voiture ou autre véhicule quel qu'il soit, à la condition de se conformer aux dispositions douanières réglant le passage de ces moyens de transport au travers de la frontière.

Sont dispensés de l'obligation de présenter la carte frontalière les enfants n'ayant pas encore douze ans, lorsqu'ils sont accompagnés par des adultes munis de carte frontalière.

Article 10.

Aux effets des dispositions de l'article précédent sont considérés comme habitants du territoire et de la zone y mentionnés :

a) Toutes les personnes demeurant habituellement dans le territoire de Zara ou dans ladite zone ou qui, tout en habitant au dehors desdits territoire et zone, y possèdent des biens-fonds en propriétés ou à bail ou y tiennent un exercice à but de lucre ;

b) Le personnel à la dépendance des propriétaires ou des locataires dont à la lettre *a)* employé par ceux-ci d'une manière permanente en leurs travaux ou en leur industrie dans le territoire de Zara ou dans ladite zone ;

c) Les représentants et les employés des êtres moraux ou des personnes juridiques possédant dans ledit territoire ou ladite zone un exercice à but de gain, en tant que ces représentants ou employés remplissent habituellement leurs fonctions dans le lieu où l'exercice est placé.

Article 11.

Les cartes frontalières dont à l'article 9 doivent être modelées d'après le type ci-joint (Annexe D) et sont délivrées par les autorités de sûreté publique de l'arrondissement du pays respectif.

Pour être valables, les cartes frontalières doivent être visées ou par l'autorité consulaire de l'autre Etat ou bien par la même autorité de cet Etat, qui est autorisée à les délivrer.

La validité des cartes frontalières est limitée à un an, mais si elles sont destinées aux employés d'un exercice fonctionnant pour une période moins longue, leur validité est limitée à la durée du fonctionnement de l'exercice, à la fin de laquelle elles peuvent être prorogées jusqu'au terme d'une année.

Les cartes frontalières doivent reproduire la description de la personne d'après les dispositions en vigueur pour les passeports.

Article 12.

En cas d'urgence extrême (mort, maladies subites, enterrements et semblables) les fonctionnaires chargés du contrôle à la frontière peuvent remettre aux personnes qui ne sont pas munies de la carte frontalière une « carte de passage » d'après le modèle ci-annexé (Annexe E) valable

TESSERE DI FRONTIERA.

Articolo 9.

Gli abitanti del territorio di Zara e della zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni di cui all'art. 2 potranno liberamente varcare la frontiera e circolare nel detto territorio e nella detta zona senza conformarsi alle disposizioni concernenti i passaporti, ma a condizione che essi siano muniti di una « tessera di frontiera » rilasciata dalle autorità colle modalità indicate negli articoli seguenti.

Essi potranno passare e circolare anche a cavallo, in vettura o con altro veicolo qualsiasi, a condizione di conformarsi alle disposizioni doganali che regolano il passaggio di questi mezzi di trasporto attraverso la frontiera.

Sono dispensati dall'obbligo di presentare la tessera di frontiera i fanciulli di età inferiore ai 12 anni, purchè siano accompagnati da adulti muniti di tessera di frontiera.

Articolo 10.

Agli effetti delle disposizioni dell'articolo precedente sono considerati come abitanti del territorio e della zona ivi menzionati.

a) tutte le persone dimoranti abitualmente nel territorio di Zara o nella detta zona o che, pure abitando al di fuori del territorio o della zona suddetti, vi posseggano dei beni rustici in proprietà od in affitto o tengano in essi un esercizio a scopo di lucro ;

b) il personale alla dipendenza dei proprietari o degli affittuari di cui alla lettera *a)* da essi impiegato in modo permanente, pei loro lavori o nella loro industria, nel territorio di Zara o nella zona suddetta.

c) i rappresentanti e gli impiegati dei corpi morali e delle persone giuridiche che posseggano nel territorio suddetto o nella suddetta zona un esercizio a scopo di lucro, in quanto i detti rappresentanti o impiegati esplichino abitualmente le loro funzioni nel luogo ove l'esercizio è situato.

Articolo 11.

Le tessere di frontiera di cui all'art. 9 devono essere conformi al modello qui unito (allegato D), e sono rilasciate dalle autorità di pubblica sicurezza della circoscrizione del paese rispettivo.

Perchè siano valevoli le tessere di frontiera devono essere sottoposte al visto o da parte della autorità consolare dell'altro Stato o da parte delle autorità di questo medesimo Stato che hanno competenza a rilasciarle.

La validità delle tessere di frontiera è limitata ad un anno ma se esso sono destinate ad impiegati di un esercizio che funzioni per un periodo più breve, la loro validità è limitata alla durata del funzionamento dell' esercizio, alla fine del quale esse possono essere prorogate fino al termine di un anno.

Le tessere di frontiera devono riprodure la descrizione della persona, secondo le disposizioni in vigore per i passaporti.

Artioolo 12.

In caso di estrema urgenza (morte, malattie improvvise, funerali e simili) i funzionari incaricati del controllo alla frontiera possono rimettere alle persone non munite di tessera di frontiera un « permesso di passaggio » secondo il modello qui allegato (allegato E), valevole per entrare una

pour entrer une seule fois du territoire de Zara dans la zone frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et vice versa.

Ces cartes doivent être visées, au moment de l'entrée dans l'autre Etat, par le bureau de contrôle de frontière de ce même Etat et sont valables pendant trois jours.

Article 13.

Les cartes frontalières et les cartes de passage visées aux articles qui précèdent et leurs visas sont exempts de tout droit de timbre ou autre.

Article 14.

Sauf les exceptions prévues par les présentes dispositions, le passage de la frontière à l'appui des cartes frontalières et des cartes de passage ne peut avoir lieu que par les points de transit fixés d'un commun accord entre les autorités politiques et douanières respectives.

Ces points doivent être indiqués sur les cartes frontalières et les cartes de passage.

Article 15.

Les médecins, les accoucheuses et les vétérinaires résidant dans le territoire de Zara, en cas d'urgence (surtout en cas de sinistres) peuvent être admis à exercer leur profession dans la zone de frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Dans les mêmes cas les médecins, les accoucheuses et les vétérinaires résidant dans ladite zone peuvent être admis à exercer leur profession dans le territoire de Zara.

A cet effet, l'assentiment donné par les autorités compétentes doit résulter d'une annotation à faire sur la carte frontalière respective au moment où elle est délivrée.

Dans les cas susmentionnés, les médecins, les accoucheuses et les vétérinaires pourront franchir la frontière aussi par des voies secondaires, de jour et de nuit, à pied, à cheval, en voiture ou autre véhicule quel qu'il soit, si toutefois ils sont munis de la légitimation correspondante du bureau de la douane. Ils peuvent porter en outre, en exemption de droits, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession (instruments, bandages, médicaments) dans une quantité qui soit, chaque fois, en proportion des besoins pour lesquels leur assistance est demandée.

MANUTENTION DES ROUTES.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes auront soin de disposer que les autorités et les administrations qui doivent y pourvoir d'après les lois respectives veillent, selon les exigences du trafic, à maintenir et à désencombrer de la neige les routes et les chemins publics traversés par la frontière entre le territoire de Zara et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

En ce qui concerne les routes qui sortent de la ligne-frontière et y entrent, ou qui courent pour quelque trait le long ou à cheval de la frontière, les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord pour déterminer celles qui doivent être maintenues d'après les dispositions ci-dessus et avec quelles modalités.

Lorsque le matériel pour le cailloutage d'une des routes dont il s'agit a été extrait jusqu'ici d'une carrière située actuellement dans le territoire de l'autre Etat, la fourniture et le transport des cailloux devront être facilités à l'aide de modalités à établir d'accord entre les administrations compétentes respectives.

sol volta dal territorio di Zara nella zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e viceversa.

Questi permessi devono essere vistati, nel momento dell'entrata nell'altro Stato, dall'ufficio di controllo di frontiera di questo medesimo Stato, e sono valevoli per tre giorni.

Articolo 13.

Le tessere di frontiera ed i permessi di passaggio di cui agli articoli precedenti e le loro vidimazioni sono esenti da ogni diritto di bollo o di altra specie.

Articolo 14.

Salvo le eccezioni previste dalle presenti disposizioni, il passaggio della frontiera mediante tessere di frontiera o permessi di passaggio non può aver luogo che nei punti di transito fissati di comune accordo tra le rispettive autorità politiche e doganali.

Tali punti devono essere indicati sulle tessere di frontiera e sui permessi di passagio.

Articolo 15.

I medici, le levatrici ed i veterinari residenti nel territorio di Zara, possono, in caso di urgenza (sopratutto in caso di sinistri), essere ammessi ad esercitare la loro professione nella zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. Negli stessi casi, i medici, le levatrici ed i veterinari residenti nella zona suddetta possono essere ammessi ad esercitare la loro professione nel territorio di Zara.

A quest'effetto il consenso dato dalle autorità competenti deve risultare da una annotazione da fare sulla rispettiva tessera di frontiera nel momento in cui questa è rilasciata.

Nei casi summenzionati i medici, le levatrici ed i veterinari potranno varcare la frontiera anche per vie secondarie, di giorno e di notte, a piedi, a cavallo, in vettura o su altro veicolo qualsiasi, purchè essi abbiano ottemperato alla verifica da parte dell' ufficio doganale. Essi possono portare, inoltre, in esenzione da qualsiasi diritto, gli oggetti necessari all'esercizio della loro professione (strumenti, fasciature, medicamenti), in quantità che sia ciascuna volta proporzionata ai bisogni pei quali è richiesta la loro assistenza.

MANUTENZIONE DELLE STRADE.

Articolo 16.

Le Alte Parti contraenti avranno cura di disporre che le autorità e le Amministrazioni che hanno l'obbligo di provvedervi in base alle rispettive leggi, vigilino, secondo le esigenze del traffico, alla manutenzione, nonchè allo sgombero della neve, delle strade e delle vie pubbliche attraversate dalla frontiera, tra il territorio di Zara ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Per quel che si riferisce alle strade che escono dalla linea di frontiera e vi entrano, o che corrono per qualche tratto lungo la frontiera o ne sono tramezzate, le Alte Parti contraenti si metteranno d' accordo per determinare quali debbano essere mantenute secondo le disposizioni di cui sopra e con quali modalità.

Allorchè il materiale per la selciatura di una delle strade di cui si tratta sia stato finora estratto da una cava attualmente situata nel territorio dell'altro Stato, la fornitura ed il transporto delle selci dovranno essere facilitate con modalità da stabilire d' accordo fra le rispettive amministrazioni competenti.

APPROVISIONNEMENT D'EAU.

Article 17.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à n'exécuter, à ne faire exécuter, à ne permettre qu'il soit exécuté dans la zone du lac de Boccagnazzo et ses alentours attribués audit Royaume, aucun travail ou œuvre dont la conséquence pourrait être d'altérer d'une manière quelconque le volume et la qualité de l'eau dont la ville de Zara a la jouissance, ou de rendre plus difficile la dérivation de cette eau.

Article 18.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes accorde au Gouvernement du Royaume d'Italie la faculté d'exécuter et de faire exécuter dans la zone du lac attribué au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et dans ses alentours les travaux et les œuvres aptes à assurer à la ville de Zara la quantité d'eau nécessaire dans le cas où elle se manifesterait insuffisante par suite d'une cause, quelle qu'elle soit.

Article 19.

Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à ne pas entreprendre et à ne pas permettre que soient entrepris des travaux ou œuvres qui pourraient, d'une manière quelconque, altérer les sources et les courants d'eau qui alimentent le vieil aqueduc de Murvizza. Il s'engage de même à garantir la pleine liberté d'exécution, de la part du Gouvernement italien, de tous les travaux éventuellement nécessaires dans les terrains environnants pour conserver la puissance hydraulique (idrica) du bassin de Murvizza, sans porter atteinte aux exigences locales, et à donner libre accès aux techniciens et ouvriers qui devraient procéder à ces travaux.

Les indemnités à payer, le cas échéant, aux propriétaires desdits terrains seront à la charge du Gouvernement italien.

Article 20.

Aux personnes résidant dans les îles de Ugliano, Eso, Rivanj et Sestruni est maintenu le droit de s'approvisionner d'eau dans les puits publics de Zara, sans porter atteinte aux besoins locaux.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome. Elle entrera en vigueur dans un délai de douze jours à partir de sa ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en italien et en français, en double exemplaire, le 23 octobre 1922.

(L. S.) (Signé) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signé) VOISLAV ANTONIEVITCH.

APPROVVIGIONAMENTO DELL'ACQUA.

Articolo 17.

Il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni si impegna a non eseguire, a non fare eseguire, a non permettere che sia eseguito nella zona del Lago di Boccagnazzo e nei dintorni attribuiti al suddetto Regno, nessun lavoro od opera, la cui conseguenza potrebbe esser quella di alterare in qualsiasi modo il volume e la qualità dell'acqua di cui la città di Zara ha il godimento, o rendere più difficile la dirivazione dell'acqua stessa.

Articolo 18.

Il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni accorda al Gouverno del Regno d'Italia la facoltà di eseguire e di fare eseguire, nella zona del lago attribuita al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e nei dintorni, le opere ed i lavori atti ad assicurare alla città di Zara la quantità d'acqua necessaria, nel caso in cui essa risultasse insufficiente per qualsiasi causa.

Articolo 19.

Il Governo dei Serbi, Croati e Sloveni si impegna a non intraprendere e a non permettere che vengano intrapresi lavori od opere che possano in qualsiasi modo alterare le sorgenti e le correnti d'acqua che alimentano il vecchio acquedotto di Murvizza. Esso si impegna pure a garantire la piena libertà di esecuzione da parte del Governe italiano di tutti i lavori eventualmente necessari nei terreni circostanti per conservare la potenza idrica del bacino di Murvizza, senza portar pregiudizio alle esigenze locali, e a dare libero accesso ai tecnici ed agli operai che debbono procedere a questi lavori.

Le indennità da versare, se del caso, ai proprietari dei terreni suddetti saranno a carico del Governe italiano.

Articolo 20.

Alle persone residenti nelle isole di Ugliano, Eso, Rivanj e Sestruni è conservato il diritto di approvvigionarsi di acqua nei pozzi pubblici di Zara senza portar pregiudizio ai bisogni locali.

La Presente Convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Roma. Essa entrerà in vigore entro il termine di 12 giorni a partire dalla ratifica.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione e l'hanno munita del proprio sigillo.

Fatto a Roma, in italiano ed in francese, in doppio esemplare il 23 ottobre 1922.

(L. S.) (firmato) : CARLO SCHANZER.
(L. S.) (firmato) : VOISLAV ANTONIEVITCH.

Per copia conforme :

Il Capo dell'Ufficio Trattati e Lega delle Nazioni
del R° Ministero degli Affari Esteri.

Roma, 12 Settembre 1923.

P. SANDICCHI.

No. 479

ANNEXE A.

Liste des marchandises du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont l'exportation dans le territoire de Zara est exempte de tout droit ou taxe et ne peut pas être soumise à des prohibitions ou restrictions en tant que ces produits proviennent et sont originaires de la zone du territoire dudit Royaume, dont les limites sont fixées à l'article 2.

Huile d'olive ... ...
Vin ... ...
Vinaigre ... ...
Bétail de boucherie... ... ...
Volailles ... ...
Oeufs ... ...
Lait frais ... ...
Fromages frais... ... ...
Ricotta ... ...
Poisson frais et salé ... ...
Crustacés et mollusques... ... ...
Gibier... ... ...
Herbes potagères et légumes frais et secs ... ...
Pommes de terre ... ...
Fruits frais et secs... ... ...
Céréales ... ...
Laine... ... ...
Bois à brûler ... ...
Balais et brosses ordinaires ... ...

ANNEXE B.

DESCRIPTION DE LA LIGNE DE DÉLIMITATION DE LA ZONE.

A partir du point de départ de la frontière septentrionale du territoire de Zara, sur la côte du canal de Zara, la ligne de délimitation suit la côte de la mer tout autour du continent de l'ancien district de Zara jusqu'à la mer de Novegradi ; suit la côte de la mer de Novegradi jusqu'à la ligne qui sépare de Novegradi la fraction de Possidaria ; suit cette même ligne jusqu'au point où elle rejoint la fraction de Islam Greco ; suit la ligne de séparation entre Novegradi et les fractions de Islam Greco et Smilcich jusqu'à ce qu'elle rencontre le territoire du district judiciaire de Bencovaz ; descend le long de la ligne de séparation entre ce même district et le district judiciaire de Zara jusqu'à rencontrer la ligne de séparation entre le district judiciaire de Zara et le district judiciaire de Zaravecchia ; suit la même ligne jusqu'à la côte du canal de Zara ; après avoir traversé ce canal, elle entre dans le canal de Mezzo et touche à la pointe méridionale de l'île de Eso, suit dans la direction nord la côte occidentale de ladite île et, de la pointe extrême septentrionale de cette même île, qui reste ainsi comprise dans la zone, elle va se rattacher à la pointe septentrionale de l'île de Ugliano d'où elle traverse de nouveau le canal de Zara pour se rattacher à son point de départ sur la côte, à l'extrémité nord du territoire de Zara.

ANNEXE C.

Liste des produits du territoire de Zara dont l'importation dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est admise, jusqu'à la concurrence par an des quantités respectivement indiquées ci-dessous, en exemption de tout droit ou autre taxe d'importation et ne peut pas être soumise à des prohibitions ou restrictions quelconques, en tant que ces produits sont destinés à la consommation dans le territoire dudit Royaume dont les limites sont marquées comme à l'article 2.

ALLEGATO A.

Elenco delle merci del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, la cui esportazione nel territorio di Zara è esente da ogni diritto o tassa, e non può essere sottoposta a proibizioni o a restrizioni, in quanto questi prodotti provengano o siano originari dalla zona del territorio del detto Regno, i cui limiti sono stabiliti nell'articolo 2.

Olio d'Oliva ... ...
Vino ... ...
Aceto... ... ...
Bestiame da macello ... ...
Volatili ... ...
Uova ... ...
Latte fresco ... ...
Formaggi freschi ... ...
Ricotta ... ...
Pesce fresco e salato ... ...
Crostacei e molluschi ... ...
Cacciagione ... ...
Ortaggi e legumi freschi e secchi ... ...
Patate ... ...
Frutta fresche e secche... ... ...
Cereali ... ...
Lana ... ...
Legna da ardere ... ...
Scope e spazzole ordinarie ... ...

ALLEGATO B.

DESCRIZIONE DELLA LINEA DI DELIMITAZIONE DELLA ZONA.

A cominciare dal punto di partenza della frontiera settentrionale del territorio di Zara sulla costa del Canale di Zara, la linea di delimitazione segue la costa del mare tutto intorno al continente dell'antico distretto di Zara fino al Mare di Novegradi ; segue la costa del mare di Novegradi fino alla linea che separa da Novegradi la frazione di Possidaria ; segue questa stessa linea fino al punto in cui essa raggiunge la frazione di Islam Greco ; segue la linea di separazione fra Novegradi e le frazioni di Islam Greco e Smilcich fino a che essa incontra il territorio del distretto giudiziario di Bencovaz ; discende lungo la linea di separazione fra questo distretto ed il distretto giudiziario di Zara fino ad incontrare la linea di separazione fra il distretto giudiziario di Zara ed il distretto giudiziario di Zaravecchia ; segue la stessa linea fino alla costa del Canale di Zara ; dopo aver attraversato questo Canale entra nel Canale di Mezzo e tocca la punta meridionale dell'isola di Eso ; segue nella direzione nord la costa dell'isola stessa e, dalla punta estrema settentrionale di questa stessa isola, che resta cosi compresa nella zona, va ad attaccarsi alla punta settentrionale dell'isola di Ugliano, da cui essa attraversa nuovamente il Canale di Zara per ricongiungersi al suo punto di partenza sulla costa, ell'estremità settentrionale del territorio di Zara.

ALLEGATO C.

Elenco dei prodotti del territorio di Zara, la cui importazione nel territorio del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni è ammessa fino alla concorrenza annua delle quantità rispettivamente qui sotto indicate, in esenzione da ogni diritto o altre tasse d'importazione e che non può essere sottoposta a proibizioni o restrizioni qualsiasi, in quanto questi prodotti siano destinati al consumo nel territorio del detto Regno, i cui limiti sono fissati comme all'art. 2.

		Contingent annuel	
1.	Huile d'olive	Hectolitres	100
2.	Vin commun de table	»	1000
3.	Vinaigre	»	30
4.	Savon ordinaire	Quintaux	300
5.	Bougies en cire	»	150
6.	Cordes et chanvre brut	»	300
7.	Filets	»	200
8.	Laine brute ou lavée	»	100
9.	Ouvrages en bois (caisses, lits, sièges, futailles)	»	300
10.	Peaux brutes, fraîches ou sèches	»	150
11.	Chapeaux de paille	»	15
12.	Pioches, hoyaux, socs (zappe, badili, vomeri) et autres ustensiles agricoles	»	100
13.	Ustensiles d'usage domestique, en tôle de fer	»	100
14.	Verres et bouteilles en verre	»	30
15.	Céréales	»	1000
16.	Poissons frais et salés	»	200
17.	Pâtes alimentaires	»	500
18.	Poudre insecticide	»	5

Notes. — Sont admises hors des contingents et, par conséquent, ne sont pas comprises dans les quantités indiquées ci-dessus, les petites quantités des dits produits ne dépassant pas les 5 kg. pour les articles indiqués aux Nos 9, 10, 12 et 13 et les 2 kg. pour les autres, transportées à la main par les personnes franchissant la frontière et destinées à leur usage personnel et journalier.

ANNEXE D.

CARTE FRONTALIÈRE.

Signature du Titulaire :

.....

Traits personnels

Stature .....
Taille .....
Coloris .....
Cheveux .....
Barbe .....
Yeux .....
Nez .....
Bouche .....
Front .....
Signes particuliers .....

On certifie que M.....
.....
.....
titulaire de cette carte, né à .....
.....
le jour .....
appartenant à la commune de .....
.....
de profession .....
.....
demeure habituellement dans la commune de
.....
.....

et { possède des biens-fonds / tient à bail des biens-fonds / tient un exercice ayant but de lucre } à .....

Ou : il est au service de M..... propriétaire de biens-fonds à ..... et occupé en permanence à .....

Ou : il est représentant (ou employé) de .....
qui possède un exercice à .....
M..... est par conséquent autorisé à passer la frontière entre le territoire de Zara et celui de la zone limitrophe du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par la voie de .....
et de rester librement dans ledit territoire de Zara et dans la zone frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

		Contingente annuo	
1.	Olio di oliva	Ettolitri	100
2.	Vino comune da tavola	»	1000
3.	Aceto	»	30
4.	Sapone ordinario	Quintali	300
5.	Candele di cera	»	150
6.	Corde e canapa grezza	»	300
7.	Reti		200
8.	Lane greggie o lavate	»	100
9.	Lavori in legno (casse, letti, sedie o sedili, fusti)	»	300
10.	Pelli greggie, fresche o secche	»	150
11.	Cappelli di paglia	»	15
12.	Zappe, badili, vomeri ed altri utensili agricoli	»	100
13.	Utensili d'uso domestico in lamiera di ferro	»	100
14.	Vetri e bottiglie di vetro	»	30
15.	Cereali	»	1000
16.	Pesci freschi e salati	»	200
17.	Paste alimentari	»	500
18.	Polveri insetticide	»	5

Nota. — Sono ammesse fuori dei contingenti e per conseguenza non sono comprese nelle quantità sopra indicate, le piccole quantità dei suddetti prodotti, che non oltrepassino cinque chilogrammi per gli articoli indicati ai numeri 9, 10, 12 e 13 e due chilogrammi per gli altri, purchè siano trasportate a mano da persone traversanti la frontiera e destinate al loro uso personale e giornaliero.

ALLEGATO D.

TESSERA DI FRONTIERA.

Firma del Titolare

.....

Connotati :

Statura .....
Corporatura .....
Colorito .....
Capelli .....
Barba .....
Occhi .....
Naso .....
Bocca .....
Fronte .....
Segni particolari .....

Si certifica che il Sig. .....
.....
titolare di questa tessera, nato a .....
.....
il giorno .....
appartenente al comune di .....
.....
di professione .....
.....
dimora abitualmente nel comune di .....

e { possiede dei beni rustici / tiene in fitto dei beni rustici / tiene un esercizio a scopo di lucro } a .....

oppure : è al servizio del Sig .....
proprietario di beni rustici a.....
è occupato in permanenza a .....

oppure : è rappresentante (o impiegato) di .....
che possiede un esercizio a .....
Il Sig ..... è per conseguenza autorizzato a passare la frontiera fra il territorio di Zara e quella della zona limitrofa del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni per via di .....
e di restare liberamente nel detto territorio di Zara e nella zona di frontiera del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Cette carte ne peut être employée pour légitimer des voyages au delà du dit territoire de Zara et de ladite zone frontière.

Cette carte est valable jusqu'à .....

Tout abus d'emploi de cette carte en annule la validité.

(Date) ..... le jour .....

Autorité qui délivre la carte :

Visa :

ANNEXE E.

CARTE DE PASSAGE.

délivrée à M .....
demeurant à .....
pour entrer une seule fois dans le territoire de .....
passant par la voie de .....
Valable jusqu'à .....

(Date, jour, etc.)

Autorité de contrôle à la frontière :

Visa :

Remarque. — La carte de passage peut être délivrée par l'autorité de contrôle à la frontière en cas d'urgence (mort, maladie subite, funérailles, etc.). Elle doit être visée par l'autorité de contrôle de frontière de l'autre Etat et sa durée ne peut surpasser trois jours.

La carte de passage ne peut pas s'employer pour légitimer des voyages au delà du territoire de Zara ou de celui de la zone limitrophe du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Questa tessera non può essere impiegata per viaggi al di là del suddetto territorio di Zara e della suddetta zona di frontiera.

Questa tessera è valevole fino a .....

Ogni abuso d'impiego di questa tessera ne annulla la validità.

(Data) ..... il giorno .....

Autorità che rilascia la tessera :

Visto.

ALLEGATO E.

PERMESSO DI PASSAGGIO.

rilasciato al Signor .....
dimorante a .....
per entrare una sola volta nel territorio di .....
passando per la via di .....
valevole fino a .....

(Data) ..... giorno .....

Autorità di controllo alla frontiera :

Visto :

Avvertenza. — Il permesso di passaggio può essere rilasciato dall'autorità di controllo alla frontiera in caso di urgenza (morte, malattia subitanea, funerali, ecc.). Essa dovrà, essere vistata dall'autorità di controllo della frontiera dell'altro Stato e la sua durata non può oltrepassare tre giorni.

Il permesso di passaggio non può essere impiegato per viaggi al di là del territorio di Zara o di quello della zona limitrofa del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 479. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE CUSTOMS REGIME AND FRONTIER TRAFFIC BETWEEN ZARA AND THE ADJACENT TERRITORIES, SIGNED AT ROME, OCTOBER 23, 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of proceeding to the execution of the provisions contained in the Agreement concluded this day concerning the territory of Zara, have resolved to conclude a Convention to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Carlo SCHANZER, Senator of the Kingdom, His Majesty's Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES:

His Excellency M. Voislav ANTONIEVITCH, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CUSTOMS REGULATIONS.

Article 1.

The territory of Zara, although under the sovereignty of the Kingdom of Italy, is not included in the Customs area of that kingdom.

Italy undertakes not to impose any special duty on the export of merchandise destined for the territory of Zara or any prohibitions or restrictions in regard to such exports.

Article 2.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes not to adopt any exceptional measures against the export of food stuffs of any kind from the Kingdom into the territory of Zara.

In any case, the duties or other taxes on export and the prohibitions or other restrictions which may be imposed in general in respect of exports from the said Kingdom shall not be applied to the exports into the territory of Zara of the products mentioned in the list annexed hereto (Annex A), provided these products come from and originate in the zone of the territory of the Kingdom, the boundaries of which are marked in the plan annexed hereto (Annex B).

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

The products mentioned below, coming from and originating in the territory of Zara and destined for consumption in the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes mentioned in Article 2, shall be allowed to enter into the said zone free of Customs duties or taxes of any kind :

Hay, straw, grass for fodder, dry leaves, living plants, fresh vegetables, unhewn wood, firewood, charcoal, peat, and peat charcoal, dried ground olives, oilcakes and other by-products of pressed oil seeds and fruits, ashes for washing, fertilisers, wine lees, spoilt wine, refuse, clay, products of the milling of cereals temporarily imported from the said frontier zone, to be milled in the territory of Zara, taking into account the percentage of the yield, meat to an amount not exceeding ten kilogrammes, flour from cereals and vegetables to an amount not exceeding ten kilogrammes, bread and farinaceous pastes to an amount not exceeding ten kilogrammes, butter and cheese to an amount not exceeding five kilogrammes, and artificial ice.

The products mentioned in the annexed table (Annex C), coming from and originating in the territory of Zara, shall enjoy, up to the amount of the annual quantity laid down in each case in that table, the same exemption upon being imported into the said frontier zone, and if they are not in excess of the quantities fixed, they shall not be subject to any restrictions, import prohibitions, or internal duties which are not also imposed on the same products manufactured in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Entrance free of duty shall not be granted to the products mentioned above, no matter what the amount may be, when they are imported through the post, even if they are destined for the use of the inhabitants of the said frontier zone.

Regulations with regard to these privileges and the measures to be adopted in case of abuse shall be established by agreement between the competent administrations of the two High Contracting Parties.

Article 4.

At points on the frontier between the territory of Zara and the adjacent zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes where the need is recognised, such medicaments as the inhabitants of the said zone may go to buy in pharmacies situated in the territory of Zara, on presentation of medical prescriptions, and in small quantities corresponding to the needs of the purchasers, shall be admitted free of Customs duties and of stamp duties. As regards imports under the above conditions, the obligation to produce the prescription may be waived in cases relating merely to medicinal drugs or chemical or pharmaceutical preparations which bear on the wrapper the exact pharmaceutical description and the sale and use of which are freely permitted in the territory where they are destined to be consumed.

Article 5.

Nationals of the High Contracting Parties having their dwellings or farms in the territory of Zara and landed property in the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes mentioned in Article 2, or having their dwellings or farms in the said zone and landed property in the territory of Zara, shall have the right to transport to their dwellings and farms across the frontier line between the said territory of Zara and the said zone, even by routes which are not Customs routes, free from import or export duties and from all taxes or imposts, and without being subject to import or export prohibitions, all produce harvested upon their property during the whole period from the beginning of the harvest season until the end of December.

Persons in the position described in the first paragraph of this article shall also have the right to transport across the said frontier line, under the same conditions of freedom from duties, taxes and prohibitions, the animals, wagons and all the implements and utensils necessary for agricultural work, as well as the building materials required for the repair of buildings situated upon the said

property, and the necessary food for the maintenance of the workmen and the animals, during the whole period of the agricultural work or the repair of the buildings.

The provisions set forth above shall also apply in the event of the persons mentioned above having to perform work in the forests or work rendered necessary by forest requirements.

All these provisions shall apply also to the representatives of corporate bodies and legal entities in the territory of Zara which possess landed property or rights in respect of land in the zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes mentioned in Article 2, as well as to the representatives of corporate bodies and legal entities in that zone who possess landed property or rights in respect of land in the territory of Zara.

The regulations with regard to these privileges and the measures to be adopted in case of abuse shall be established by agreement between the competent administrations of the two High Contracting Parties.

Article 6.

The owners or tenants of lands separated from their respective dwellings and farms by the frontier between the territory of Zara and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall be entitled to transport their cattle for pasturage from their houses and farms to the said lands without being subject to import or export duties.

In cases in which the return from pasturage takes place on the same day, the competent Customs offices shall merely exercise supervision by measures sufficient to prevent abuse, without, however, subjecting the cattle to the Customs regulations concerning temporary importation. In any case, these regulations may only be adopted in accordance with rules to be established by agreement between the Governments of the two Contracting States.

Article 7.

The owners or tenants of lands in localities situated within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, but separated from each other by the territory of Zara, shall be permitted to transport produce and cattle across this territory without any Customs restrictions, upon the same conditions and within the same limits as those mentioned in Articles 5 and 6.

Article 8.

The movement of animals between the territory of Zara and the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes mentioned in Article 2 shall in general be exempt from all sanitary measures.

Nevertheless, if cases of foot-and-mouth disease or other diseases of a very contagious nature are reported in the said territory or in the said zone, the animals of the kind or kinds subject to the contagion coming from the infected regions must be provided, in order to be allowed to cross the frontier, with a certificate, given by the competent municipal authority, to the effect that the animals mentioned in the certificate come from a locality free from the disease in question.

Whenever, within the territory of Zara or in the above-mentioned frontier zone, cases of cattle plague have been reported, all movement of cattle, and all transport of animal products and animal residues, as well as of straw, fodder, etc., between the said territory and the said zone shall be forbidden.

[FRONTIER PERMITS.

Article 9.

The inhabitants of the territory of Zara and of the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes mentioned in Article 2 shall be entitled to cross the frontier freely and to travel

in the said territory and in the said zone without conforming to the regulations concerning passports, on condition that they are provided with a " frontier permit " issued by the authorities in accordance with the conditions stipulated in the following articles.

They shall also be entitled to cross the frontier and proceed on horseback, by carriage or by any other vehicle, upon condition of conforming to the Customs regulations concerning the passage of these means of transport across the frontier.

Children under twelve years of age, accompanied by adults possessing frontier permits, shall be exempt from the obligation of presenting a frontier permit for inspection.

Article 10.

For the purpose of the provisions of the preceding article, the following persons shall be considered as inhabitants of the territory or of the zone mentioned therein :

(a) All the persons residing habitually in the territory of Zara or in the said zone, and all persons who, though residing outside the said territory or zone, own or lease land or carry on an undertaking for profit there ;

(b) The employees of the owners or tenants mentioned in paragraph *(a)* employed by the latter in a permanent capacity in connection with their work or industry in the territory of Zara or in the said zone ;

(c) The representatives and employees of corporate bodies or legal entities carrying on an undertaking for profit within the said territory or the said zone, provided that these representatives or employees habitually discharge their functions in the place where the occupation is carried on.

Article 11.

The frontier permits mentioned in Article 9, of which a specimen is annexed hereto (Annex D), shall be issued by the district police authorities of the country concerned.

In order to be valid, the frontier permits must be viséd either by the Consular authorities of the other State or by those authorities of that State who are authorised to issue such cards.

The validity of the frontier permits shall be limited to one year, but if they are issued to the employees of an undertaking operating for a shorter period, their validity shall be limited to the period during which the undertaking is in operation, though it may, at the end of that period, be extended so as to make the permits valid for one year in all.

The frontier permits shall bear a description of the person in accordance with the regulations in force with regard to passports.

Article 12.

In cases of extreme urgency (death, sudden illness, funerals and similar events) the officials charged with the duty of supervision at the frontier may issue to persons who do not possess frontier permits a pass (" carte de passage "), of which a specimen is annexed hereto (Annex E), valid for passing once from the territory of Zara into the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and vice versa.

These cards must be viséd at the time of entrance into the other State by the Frontier Control Office of that State and shall be valid for three days.

Article 13.

The frontier permits and the passes mentioned in the preceding articles together, with the visas thereon, shall not be subjected to any stamp duties or other charges.

Article 14.

Subject to the exceptions provided for in the present regulations, the passage of the frontier upon presentation of frontier permits and passes may only take place at the frontier stations designated by agreement between the respective political and Customs authorities.

These stations shall be indicated upon the frontier permits and passes.

Article 15.

In cases of emergency (especially in the event of a serious case), physicians, midwives and veterinary surgeons residing in the territory of Zara may be admitted to exercise their profession in the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. In similar circumstances, physicians, midwives and veterinary surgeons residing within the said zone may be admitted to exercise their profession within the territory of Zara.

The necessary consent of the competent authorities shall be given by means of a marginal note to be made upon the respective frontier permits at the time of issue.

In the cases mentioned above, physicians, midwives and veterinary surgeons shall also be allowed to cross the frontier by secondary roads, by day or by night, on foot, on horseback, by carriage, or by any other vehicle, provided that they possess the necessary Customs Office authorisation. Furthermore, they may carry free of duty the objects necessary for the exercise of their profession (instruments, bandages, medicaments), to an amount which shall be proportionate on each occasion to the needs of those who require their assistance.

MAINTENANCE OF ROADS.

Article 16.

The High Contracting Parties shall take the necessary measures in order that the authorities and administrations legally responsible should maintain in accordance with traffic requirements, and keep free from snow, those public roads which are intersected by the frontier between the territory of Zara and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

With regard to the roads entering the frontier or leaving it, or those which for some distance run along or astride the frontier, the High Contracting Parties shall come to an agreement for the purpose of determining those roads which shall be maintained in accordance with the provisions quoted above and the methods by which this shall be effected.

When material required for gravelling one of these roads has hitherto been obtained from a quarry now situated in the territory of the other State the supply and transport of the gravel shall be facilitated by methods to be established by mutual agreement between the respective competent administrations.

WATER SUPPLY.

Article 17.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes neither to carry out nor to cause to be carried out, nor to allow to be carried out, within the zone of the Boccagnazzo Lake and its neighbourhood allocated to the said Kingdom, any work or undertaking which might affect in any manner the volume and quality of the water supply of the town of Zara, or might render the obtaining of such water more difficult.

Article 18.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall grant to the Government of the Kingdom of Italy the faculty of carrying out and of causing to be carried out within the zone of the lake assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and its neighbourhood such works and undertakings as would be likely to ensure to the town of Zara the quantity of water required, should the supply appear insufficient owing to any cause whatever.

Article 19.

The Government of the Serbs, Croats and Slovenes binds itself not to undertake nor cause to be undertaken any works or enterprises which may in any manner whatever affect the springs and water currents feeding the old aqueduct of Murvizza. It likewise undertakes to guarantee to the Italian Government full liberty to carry out any works which may subsequently be considered necessary in the surrounding regions for the purpose of preserving the water power of the Murvizza basin without affecting local requirements, and to give free access to the experts and workmen engaged upon works of this nature.

The compensation to be paid, should occasion arise, to the owners of land in the said regions shall be charged to the Italian Government.

Article 20.

Persons residing in the islands of Ugliano, Eso, Rivanj and Sestruni shall be entitled to draw their water supply from the public wells of Zara provided that local requirements shall not be affected.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome. It shall come into force within twelve days after ratification.

In witness whereof the plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Rome in duplicate, in Italian and French, on October 23, 1923.

(L. S.) (Signed) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signed) VOISLAV ANTONIEVITCH.

ANNEX A.

List of the products of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes of which the export to the territory of Zara shall be free of all duty or taxes and shall not be liable to prohibitions or restrictions in so far as these products come from and originate in the zone of the territory of the said Kingdom, the frontiers of which are fixed in the provisions of Article 2.

Olive oil ... ...
Wine ... ...
Vinegar ... ...
Butcher's meat ... ...
Poultry ... ...
Eggs ... ...
Fresh milk ... ...

Fresh cheese ... ...
Ricotta ... ...
Fish, fresh and salted ... ...
Shellfish and molluscs ... ...
Game... ... ...
Herbs and fresh and preserved vegetables ... ...
Potatoes ... ...
Fruits, fresh and preserved ... ...
Cereals ... ...
Wool ... ...
Fire wood... ... ...
Brooms and common brushes ... ...

ANNEX B.

DESCRIPTION OF THE FRONTIER LINE OF THE ZONE.

From the starting point of the northern frontier of the territory of Zara on the bank of the Zara Canal, the frontier line follows the sea-coast all round the ancient district of Zara as far as the Novegradi Sea; follows the shore of the Novegradi Sea as far as the line which separates the Possidaria section from Novegradi ; follows the same line up to the point where it rejoins the Islam-Greco section ; follows the dividing line between Novegradi and the Islam-Greco and Smilcich sections as far as the territory of the judicial district of Bencovaz ; descends along the dividing line between this same district and the judicial district of Zara until it meets the dividing line between the judicial district of Zara and the judicial district of Zaravecchia ; follows this same line as far as the bank of the Zara Canal ; after crossing this canal, it enters the Mezzo Canal and touches the southern point of the Island of Eso; follows the western coast of the said island in a northerly direction and from the extreme northerly point of this same island — which is thus included within the zone — it rejoins the northern point of the island of Ugliano, whence it again crosses the Zara Canal and rejoins its starting point on the coast on the extreme north of the territory of Zara.

ANNEX C.

List of products of the territory of Zara the importation of which into the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall be permitted to the annual amounts indicated below, and which shall be exempt from all taxes or other import duties and shall not be liable to prohibitions or restrictions of any kind, in so far as these products are intended for consumption in the territory of the said Kingdom, the frontiers of which are established as described in Article 2.

		Annual amount	
1.	Olive oil	hl.	100
2.	Ordinary table wine	»	1,000
3.	Vinegar...	»	30
4.	Common soap	cwts.	300
5.	Wax candles	»	150
6.	Ropes and raw hemp	»	300
7.	Nets	»	200
8.	Wool, natural or cleaned...	»	100
9.	Woodwork (boxes, beds, seats, barrels)	»	300
10.	Raw hides, fresh or dry	»	150
11.	Straw hats	»	15
12.	Pickaxes, mattocks, ploughshares and other agricultural implements	»	100
13.	Utensils for domestic purposes in sheet iron	»	100
14.	Glasses and glass bottles...	»	30

			Annual amount
15.	Cereals	cwts.	1,000
16.	Fish, fresh and salted	»	200
17.	Farinaceous pastes	»	500
18.	Insecticide powder	»	5

Note. — Shall be admitted over and above these amounts, and consequently not included in the quantities given above, small amounts of the said products not exceeding 5 kg. in the case of articles enumerated under 9, 10, 12 and 13, and 2 kg. in the case of the remainder, if brought in by hand by persons crossing the frontier and intended for their personal and daily use.

ANNEX D.

FRONTIER PERMIT.

Signature of holder :

.....

Personal characteristics :

Height .....
Figure .....
Colouring .....
Hair .....
Beard .....
Eyes .....
Nose .....
Mouth .....
Forehead .....
Special characteristics .....

It is certified that M .....
.....
the holder of this permit born, at .....
.....
day .....
belonging to the parish of .....
.....
Profession .....
.....
Habitually residing in the parish of .....
.....
.....

and { owns landed property / rents landed property / carries on an occupation for profit } at .....

Or : is in the service of M .....
owner of landed property at .....
working permanently at ..... and

Or : representative (or employee) of .....
possessing an undertaking at .....
M. ..... is therefore authorised to cross the frontier between the territory of Zara and that of the adjacent zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes by the ..... Road and to remain freely in the said territory of Zara and in the frontier zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

This permit shall not be used for authorising journeys beyond the said territory of Zara and the said frontier zone.

This permit is valid until .....
.....

Misuse of this permit cancels its validity.

Date ..... day .....

Authority granting the permit :

Visa :

ANNEX E.

PASS

Granted to M. .....
Living at .....
For a single journey into the territory of .....
.....
Travelling by the ..... Road
Valid until .....

Date ..... day .....

Frontier Control Authority :

Visa :

Observation. — A pass may be granted by the Frontier Control Authority in urgent cases (death, sudden illness, funerals, etc.). Such a pass must be viséd at the frontier by the Control Authority of the other State and its period of validity does not exceed three days.

The pass shall not be used for authorising journeys beyond the territory of Zara or that of th adjacent zone of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

N° 480.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Convention pour la répression de la contrebande et des contraventions aux lois de finance, signée à Rome le 23 octobre 1922.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Convention regarding the suppression of contraband trade and offences against the Finance Laws, signed at Rome, October 23, 1922.

No. 480. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE ET DES CONTRAVENTIONS AUX LOIS DE FINANCE, SIGNÉE A ROME LE 23 OCTOBRE 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations et par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne[2]. *L'enregistrement de cette convention a eu lieu le* 12 *septembre* 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, animés du désir de donner aux organes compétents de leurs Etats les moyens convenables afin qu'ils puissent coopérer pour empêcher et punir la contrebande du territoire de l'un dans le territoire de l'autre Etat, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Son Excellence Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume, son Ministre des Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES:

Son Excellence Voislav ANTONIEVITCH, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'oblige à coopérer, dans les formes déterminées par les dispositions suivantes, à ce que les contraventions aux lois douanières ou à celles des monopoles d'Etat de l'autre Partie contractante, soient prévenues, découvertes et punies.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes obligera ses fonctionnaires chargés d'empêcher ou de dénoncer les contraventions aux lois de douane ou des monopoles d'Etat, dès qu'ils seront informés qu'une contravention aux lois susdites de l'autre Partie contractante se prépare ou a déjà été commise, à faire, dans le premier cas, leur possible pour l'empêcher par tous les moyens à leur portée, et, dans les deux cas, à la dénoncer à l'autorité compétente de leur pays.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome le 26 février 1923.

[2] Voir renvoi 2, page 406 de ce volume.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 480. CONVENZIONE [1] FRA IL REGNO D'ITALIA ED IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI PER LA REPRESSIONE DEL CONTRABBANDO E DELLE CONTRAVVENZIONI ALLE LEGGI DI FINANZA, FIRMATA A ROMA, IL 23 OTTOBRE 1922.

Official French and Italian texts communicated by the Italian Representative on the Council of the League of Nations and by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne[2]. The registration of this convention took place September 12, 1923.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, animati dal desiderio di fornire agli organi competenti dei loro Stati i mezzi convenienti affinchè possano cooperare ad impedire e punire il contrabbando dal territorio dell'uno nel territorio dell'altro Stato, hanno stabilito di concludere una convenzione a tal'effetto ed hanno nominato Loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA.

S. E. Carlo SCHANZER, Senatore del Regno, Suo Ministro degli Affari Esteri ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI

S. E. Voislav ANTONIEVITCH, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario,

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si obbliga a cooperare, nei modi stabiliti nelle disposizioni seguenti, a ciò che le contravvenzioni alle leggi doganali o a quelle dei monopoli di Stato dell'altra Parte contraente, siano prevenute e punite.

Articolo 2.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti darà istruzioni ai suoi funzionari incaricati di prevenire o di reprimere le contravvenzioni alle leggi di dogana o dei monopoli di Stato, affinchè, non appena siano informati che si stia preparando o che sia stata già commessa una contravvenzione alle leggi suddette dell'altra Parte contraente, essi facciano di tutto, nel primo caso per impedirne l'esecuzione con tutti i mezzi di cui dispongono, ed, in entrambi i casi, ne facciano denunzia all'autorità competente del proprio Paese.

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, February 26, 1923.

[2] See foot-note 2, page 406 of this Volume.

Article 3.

Les autorités des finances d'une Partie devront faire connaître aux autorités des finances de l'autre les contraventions aux lois de douane et des monopoles d'Etat qui leur auraient été signalées, et les renseigner sur tous les faits et détails y relatifs, en tant qu'elles auront pu les découvrir.

Sont autorisés à faire de telles communications et à donner de tels renseignements : en Italie, la Direction générale des douanes et des impôts indirects, les douanes principales et les officiers de la Garde de finance ; dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Direction générale des douanes et les douanes principales.

Article 4.

Dans le cas où la douane de l'une des Hautes Parties contractantes, afin de découvrir ou de certifier une fraude tentée ou commise au détriment des droits de douane ou des monopoles d'Etat de son propre pays, aurait besoin d'avoir connaissance du mouvement des marchandises étant l'objet de la fraude, elle pourra s'adresser à la douane de l'autre Haute Partie contractante pour être renseignée sur les opérations accomplies par elle, sur les documents délivrés ou sur les enregistrements effectués à l'égard desdites marchandises.

La douane à laquelle la requête aura été adressée sera tenue à la satisfaire sans retard, sauf dans le cas où, d'après les règlements de son administration, une autorisation spéciale de l'autorité supérieure lui serait nécessaire à cette fin. Dans ce cas, elle devra s'empresser de provoquer cette autorisation et se conformer aux instructions que l'autorité supérieure compétente lui aura données.

Article 5.

Dans l'intention de prévenir et de découvrir les tentatives de contrebande, les autorités dirigeantes des finances, les employés de douane et des monopoles d'Etat, ainsi que les agents de la garde de finance des deux Hautes Parties contractantes, s'aideront avec empressement, non seulement en se communiquant, dans ce but, dans le plus court délai, leurs observations, mais en entretenant, les uns et les autres, des rapports continuels afin de prendre, de concert, les mesures les plus propres pour obtenir le résultat en vue.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à empêcher que des provisions de marchandises qui peuvent être considérées comme destinées à être frauduleusement introduites sur les territoires de l'autre Partie, soient accumulées près de la frontière, ou qu'elles y soient déposées, sans être soumises à des mesures de précaution suffisantes pour prévenir la contrebande.

Comme règle générale, il ne sera pas permis d'établir des dépôts de marchandises étrangères non nationalisées, à proximité de la frontière, dans des localités où il n'y a pas de bureaux de douane.

Dans le cas où il serait nécessaire de déroger à cette règle, l'autorité douanière mettra sous clef ces dépôts et les surveillera. Si, dans un cas spécial, il ne peut être procédé à la mise sous clef, on adoptera d'autres mesures de contrôle propres à atteindre, d'une manière aussi sûre que possible, le but visé.

Les provisions de marchandises étrangères nationalisées et de marchandises indigènes ne pourront dépasser dans les districts frontière les exigences du commerce licite, c'est-à-dire du commerce proportionné à la consommation locale dans le propre pays. En cas de soupçon que les provisions de marchandises étrangères nationalisées ou de marchandises indigènes dépassent les exigences de la consommation locale et qu'elles soient destinées à la contrebande, ces dépôts doivent être assujettis, en tant que les lois le permettent, à des contrôles douaniers spéciaux afin de prévenir la contrebande.

Articolo 3.

Le autorità di finanza di una Parte dovranno portare a conoscenza delle autorità di finanza dell'altra Parte le contravvenzioni alle leggi di dogana e dei monopoli di Stato che siano state ad essi segnalate, e dare notizia di tutti i fatti e relativi particolari che abbiano potuto scoprire.

Sono autorizzati a fare tali comunicazioni e a dare tali informazioni : in Italia, la Direzione Generale delle Dogane e delle Imposte Indirette, le Dogane Principali e gli Ufficiali della Guardia di Finanza ; nel Regno dei Serbi, Croati e Sloveni la Direzione Generale delle Dogane e le Dogane Principali.

Articolo 4.

Nel caso in cui la dogana di una delle Alte Parti contraenti, allo scopo di scoprire od accertare una frode tentata o commessa a detrimento dei diritti doganali o dei monopoli di Stato del proprio paese, abbia bisogno di conoscere il movimento delle merci che siano oggetto della frode, potrà rivolgersi alla dogana dell'altra Parte contraente per avere informazioni delle operazioni da essa compiute, dei documenti rilasciati o delle registrazioni effettuate nei riguardi delle dette merci.

La dogana alla quale sia stata rivolta la richiesta sarà tenuta a soddisfarla senza indugio, salvo il caso in cui, secondo i regolamenti della propria amministrazione, sia ad essa all'uopo necessaria un'autorizzazione speciale da parte dell'autorità superiore.

In questo caso essa dovrà affrettarsi a promuovere detta autorizzazione ed a conformarsi alle istruzioni che le verranno impartite dalla competente autorità superiore.

Articolo 5.

Nell'intento di prevenire e di scoprire i tentativi di contrabbando, le Autorità dirigenti delle finanze, gli impiegati delle dogane e dei monopoli di Stato, come pure gli agenti della Guardia di finanza delle due Alte Parti contraenti si aiuteranno premurosamente a vicenda, non solamente comunicandosi a questo scopo nel più breve termine le loro osservazioni, ma mantenendo reciprocamente continui rapporti, allo scopo di prendere di comune accordo le misure più atte al raggiungimento del risultato prefisso.

Articolo 6.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna ad impedire che provviste di merci da potersi considerare comme destinate ad essere fraudolentemente introdotte nel territorio dell'altra Parte, siano accumulate vicino alla frontiera, o che vi siano depositate, senza che vengano sottoposte a misure di precauzione sufficienti per prevenire il contrabbando.

Come regola generale, non sarà permesso di stabilire depositi di merci estere non nazionalizzate in prossimità della frontiera, in località ove non esistano uffici doganali.

Nel caso in cui fosse necessario derogare da tale regola, l'autorità doganale porrà sotto chiave questi depositi e li sorveglierà. Se, in un caso speciale, non potesse essere provveduto a porli sotto chiave, verranno adottate altre misure di controllo atte a raggiungere, nel più sicuro modo possibile, lo scopo prefisso.

Le provviste di merci estere nazionalizzate e di merci nazionali non potranno oltrepassare nei distretti di frontiera le esigenze del commercio lecito, cioè del commercio proporzionato al consumo locale nel proprio paese. In caso di sospetto che le provviste di merci estere nazionalizzate o di merci nazionali oltrepassino le esigenze del consumo locale e che siano destinate al contrabbando, questi depositi dovranno essere sottoposti, per quanto le leggi lo consentano, a controlli doganali speciali, allo scopo di prevenire il contrabbando.

Article 7.

Sur la demande des autorités compétentes des finances ou judiciaires de l'une des Hautes Parties contractantes, celles de l'autre devront prendre ou provoquer, auprès des autorités compétentes de leur pays, les mesures nécessaires pour établir les faits et rassembler les preuves des actes de contrebande commis ou tentés au détriment des droits de douane ou des monopoles d'Etat, et pour obtenir, selon les circonstances, la séquestration provisoire des marchandises.

Les autorités de chacune des Hautes Parties contractantes devront déférer aux requêtes de cette nature, comme s'il s'agissait de contraventions aux lois de douane et aux monopoles d'Etat de leur propre pays.

De même. les fonctionnaires de la douane et des monopoles d'Etat ainsi que les agents de la garde de finance de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, sur requête adressée à l'autorité dont ils relèvent par les autorités compétentes de l'autre Partie, être appelés à déposer, par devant l'autorité compétente de leur pays, sur les circonstances relatives à la contravention tentée ou commise au détriment de l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne souffrira, sur ses propres territoires, des associations ayant pour but la contrebande sur les territoires de l'autre Partie, ni reconnaîtra valables des contrats d'assurance pour contrebande.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, réciproquement, à faire surveiller sur leurs territoires respectifs les ressortissants de l'autre Partie notoirement adonnés à la contrebande.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes est tenue :

a) A ne point accorder le passage, dans les territoires de l'autre Partie, de marchandises dont l'importation ou le transit y serait défendu, à moins qu'on ne fournisse la preuve qu'une autorisation particulière a été accordée par cette Partie ;

b) A n'accorder la sortie des marchandises destinées aux territoires de l'autre Partie contractante et qui y sont soumises à des droits d'importation, que dans la direction d'un bureau de douane correspondant, qui soit muni d'attributions suffisantes. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à la condition d'éviter tout retard non nécessaire et toute déviation de la route douanière allant d'un bureau à l'autre des Parties contractantes. Il est bien entendu, en même temps, que la sortie des marchandises ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures, calculées de manière à ce que les marchandises arrivent au bureau correspondant pendant les heures réglementaires.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas libérer les cautions qui lui ont été fournies pour la sortie de ses propres territoires des marchandises en transit ou pour la réexportation des marchandises étrangères non nationalisées et à ne pas remettre ou rembourser les droits d'entrée ou de consommation pour les marchandises à leur sortie, s'il n'est pas prouvé, au moyen d'un certificat du bureau d'entrée de l'autre Partie contractante, que les marchandises y ont été présentées et déclarées.

Conformément aux circonstances spéciales, des exceptions à la disposition susmentionnée peuvent être permises d'un commun accord.

Articolo 7.

Su richiesta delle autorità competenti di finanza o giudiziarie di una delle Alte Parti contraenti, quelle dell'altra Parte dovranno prendere o promuovere dalle autorità competenti del loro paese, le misure necessarie per stabilire i fatti e a raccogliere le prove degli atti di contrabbando commessi o tentati in pregiudizio dei diritti doganali o dei monopoli di Stato, e per ottenere, a seconda delle circostanze, il sequestro provvisorio delle merci.

Le autorità di ciascuna delle Alte Parti contraenti dovranno corrispondere alle suddette richieste, comme se si trattasse di contravvenzioni alle leggi doganali ed ai monopoli di Stato del proprio paese.

Allo stesso modo, i funzionari della dogana e dei monopoli di Stato, e gli agenti della guardia di finanza di una delle Alte Parti contraenti, potranno, in seguito a richiesta rivolta all'autorità da cui dipendono le autorità competenti dell'altra Parte, essere chiamati a deporre davanti all'autorità competente del loro paese sulle circostanze relative alla contravvenzione tentata e commessa in pregiudizio dell'altra Alta Parte contraente.

Articolo 8.

Nessuna delle Alte Parti contraenti permetterà sui propri territori associazioni aventi per iscopo il contrabbando sui territori dell'altra Parte, ne riconoscerà validi i contratti di assicurazione per contrabbando.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano inoltre, reciprocamente, a far sorvegliare nei rispettivi territori i sudditi dell'altra Parte notoriamente dediti al contrabbando.

Articolo 9.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti è obbligata :

(a) a non accordare, nei territori dell'altra Parte, il passaggio di merci, la cui importazione o il transito vi siano proibiti, a meno che non venga fornita la prova che venne rilasciata da detta Parte una particolare autorizzazione ;

(b) a non autorizzare l'uscita delle merci destinate nei territori dell'altra Parte contraente e che siano in essa sottoposti a diritti di importazione, se non dirette ad un corrispondente ufficio di dogana munito di adeguate attribuzioni. La detta autorizzazione non potrà essere accordata che a condizione che venga evitato ogni ritardo non necessario e ogni deviazione dalla strada doganale che conduce da un ufficio all'altro delle Parti contraenti. Resta anche inteso che l'uscita delle merci non potrà aver luogo che in ore determinate, calcolate in modo che le merci giungano all'ufficio corrispondente durante l'orario regolamentare.

Articolo 10.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna a non liberare le cauzioni ad essa fornite per l'uscita dai propri territori delle merci in transito, o per la riesportazione di merci estere non nazionalizzate, e a non restituire o a non rimborsare i diritti di entrata o di consumo per le merci in uscita, se non venga comprovato, a mezzo di certificato dell' ufficio di entrata dell'altra Parte contraente, che le merci furono ivi presentate e dichiarate.

In vista di circostanze speciali, saranno consentite di comune accordo delle eccezioni alla suddetta disposizione.

Article 11.

En ce qui concerne les dispositions contenues aux articles 9 litt. *b*, et 10, les Hautes Parties contractantes fixeront, d'un commun accord, le nombre et les attributions des bureaux auxquels les marchandises devront être présentées à leur passage de la frontière commune, les heures auxquelles pourront avoir lieu l'expédition et le passage des marchandises, la manière dont elles devront être accompagnées au bureau de l'autre Partie contractante.

Article 12.

Pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie ou de transit, et pour les fraudes des droits de douane ou des monopoles commises ou tentées au détriment de l'autre Partie, chacune des Hautes Parties contractantes soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre Partie, aux peines édictées par ses propres lois pour les contraventions similaires ou analogues, dans les cas suivants :

1. Si l'inculpé est ressortissant de l'Etat qui doit le soumettre à la poursuite et à la peine ;

2. Si, n'étant pas ressortissant de cet Etat, il y a sa demeure, bien que transitoirement, ou si la contravention a été commise sur ce territoire et s'il s'y est laissé surprendre à ou après l'arrivée de la demande de poursuite.

On appliquera, toutefois, les peines édictées par les lois de l'autre Haute Partie contractante (requérante), si elles étaient moins rigoureuses.

Si, par disposition de loi, la peine pécuniaire doit être fixée d'après la somme fraudée, on prendra pour base le tarif de la Haute Partie contractante dont les lois de douane et de monopole ont été lésées.

S'il y a divergence entre les organes administratifs des Hautes Parties contractantes sur la tarification de la marchandise, les Gouvernements respectifs se mettront préalablement d'accord au sujet de cette divergence.

Article 13.

Dans les procès à instruire, d'après l'article 12, les rapports officiels des autorités ou fonctionnaires de l'autre Partie contractante auront la même force de preuve qui est attribuée à ceux des autorités ou fonctionnaires du pays dans des cas semblables.

Article 14.

Les frais occasionnés par suite des procès à instruire en vertu de l'article 12, devront être remboursés par la Haute Partie contractante dans l'intérêt de laquelle se fait la procédure, à moins qu'ils ne puissent être couverts par la valeur des objets saisis ou acquittés par les contrevenants.

Article 15.

Les sommes versées par l'inculpé, à l'occasion de poursuites faites d'après l'article 12, ou réalisées par la vente des objets de la contravention, seront employées de manière à ce que les frais de procédure soient remboursés en première ligne ; les droits soustraits à l'autre Haute Partie contractante viendront en seconde ligne et les peines pécuniaires en troisième.

Ces dernières resteront à la disposition de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle le procès a eu lieu.

Articolo 11.

Per ciò che riguarda le disposizioni contenute negli articoli 9 lettera *b)* e 10, le Alte Parti contraenti fisseranno di comune accordo il numero e le attribuzioni degli uffici ai quali le merci dovranno essere presentate al loro passaggio attraverso la frontiera comune, l'orario in cui potranno effettuarsi le operazioni di dogana ed il passaggio delle merci e il modo con cui esse dovranno essere scortate all'Ufficio dell'altra Parte contraente.

Articolo 12.

Per le contravvenzioni ai divieti d'entrata, d'uscita o di transito, e per le frodi ai diritti doganali o di monopolio commesse o tentate in pregiudizio dell'altra Parte, ciascuna delle Alte Parti contraenti sottoporrà i contravventori, su domanda d'una autorità competente dell'altra Parte alle pene stabilite dalle proprie leggi per le contravvenzioni dello stesso genere od analoghe, nei seguenti casi :

1. se l'imputato è suddito dello Stato che deve sottoporlo al procedimento ed alla pena ;

2. se, non essendo suddito di detto Stato, abbia ivi il suo domicilio, anche temporaneo, o se la contravvenzione sia stata commessa sul territorio dello Stato medesimo o se ivi si sia lasciato sorprendere nel momento dell'arrivo della domanda di procedimento o dopo.

Si applicheranno tuttavia le pene stabilite dalle leggi dell'altra Alta Parte contraente (richiedente), allorchè esse siano meno gravi.

Se per disposizione di legge la pena pecuniaria debba essere stabilita in proporzione alla somma frodata, si prenderà per base la tariffa dell'Alta Parte contraente, le cui leggi doganali e di monopolio sono state lese.

In caso di divergenza fra gli organi amministrativi delle Alte Parti contraenti sull'applicazione della tariffa alla merce, i Governi rispettivi si metteranno preliminarmente d'accordo per appianare la divergenza.

Articolo 13.

Nei processi da iniziare a termini dell'articolo 12, i rapporti ufficiali delle autorità o dei funzionari dell'altra Parte contraente avranno lo stesso valore probatorio che è attribuito a quelli delle autorità o dei funzionari del luogo, in casi simili.

Articolo 14.

Le spese occasionate dai processi iniziati in base all'articolo 12. dovranno essere rimborsate dall'Alta Parte contraente nell'interesse della quale il processo è fatto, a meno che esse non possano essere coperte dal valore degli oggetti sequestrati o abbandonati dai contravventori.

Articolo 15.

Le somme versate dall'imputato o condannato in occasione di procedimenti compiuti in base all'articolo 12, o realizzate con la vendita degli oggetti in contravvenzione, saranno impiegate in maniera che le spese del processo siano rimborsate in primo luogo ; verranno rimborsati in secondo luogo i diritti sottratti all'altra Parte contraente ; verranno in terzo luogo le pene pecuniarie.

Queste ultime resteranno a disposizione dell'Alta Parte contraente sul territorio della quale ha avuto luogo il processo.

Article 16.

On devra se désister du procès instruit en vertu de l'article 12, aussitôt que l'autorité de la Haute Partie contractante qui l'a provoqué en fera la demande, à moins qu'il n'ait été déjà rendu un arrêt définitif, c'est-à-dire passé en chose jugée.

Dans ce cas seront également applicables les dispositions de l'article 14, concernant les frais de procédure.

Article 17.

Les autorités administratives et judiciaires de chacune des Hautes Parties contractantes devront, quant aux procès instruits dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, soit pour contravention aux lois de douane ou aux monopoles de cette même Partie, soit en vertu de l'article 12, sur la demande des autorités ou du juge compétent :

1. Interroger, en cas de besoin sous serment, les témoins et experts qui se trouvent dans le district de leur juridiction, et, au besoin, astreindre les premiers à rendre leur témoignage, à moins qu'il ne puisse être refusé d'après les lois du pays ;

2. Procéder d'office à des visites et en certifier les résultats ;

3. Faire intimer des citations et des arrêts aux inculpés qui se trouveraient dans le district de l'autorité requise et ne seraient pas ressortissants de l'Etat de la Haute Partie contractante dont elle relève.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes est tenue à verser aux ressortissants de l'autre Partie qui auraient contribué, dans son intérêt, à la découverte ou à la saisie d'objets en contrebande, la prime à laquelle, dans un cas identique, auraient droit les nationaux d'après la loi du pays. Cela, toutefois, à la condition que le cas de contrebande ait été exactement désigné par les ressortissants de l'autre Haute Partie et qu'en outre, non seulement la procédure relative ait été complètement achevée, mais encore que l'amende à laquelle le contrevenant a été condamné, ou le produit de la vente des objets saisis, aient été versés dans les caisses de l'Etat.

Article 19.

Dans tous les ports du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes où ne réside pas un agent consulaire du Royaume d'Italie et dans tous les ports du Royaume d'Italie où ne réside pas un agent consulaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, l'autorité douanière ou de port (cette dernière après avoir renseigné la douane du départ prochain du navire) visera les manifestes des navires qui se dirigent vers un des ports de l'autre Etat, dans tous les cas où, d'après les dispositions douanières de ce même Etat, les manifestes doivent être présentés munis de ce visa.

Le visa sur les manifestes des navires italiens et des navires du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans le cas dont il s'agit, sera gratuit quelle que soit l'autorité (consulaire, douanière ou de port) qui l'aura mis.

Article 20.

Les dispositions fixées par la présente Convention pour le commerce par voie de terre, s'étendent aussi, en tant qu'elles y soient applicables, au commerce par voie maritime.

Articolo 16.

L'azione penale nei procedimenti iniziati a termini dell'articolo 12 non dovrà essere proseguita quando l'autorità dell'Alta Parte contraente che ebbe a promuoverli ne faccia domanda, a meno che non sia stata gia emessa una sentenza definitiva, cioè passata in giudicato.

In tale caso saranno egualmente applicabili le disposizioni dell'articolo 14 circa le spese del procedimento.

Articolo 17.

Le autorità amministrative e giudiziarie di ciascuna delle Alte Parti contraenti dovranno, per quel che riguarda i procedimenti istruiti nel territorio dell'altra Alta Parte contraente, sia per contravvenzione alle leggi doganali o di monopolio di questa stessa Parte, sia in virtù dell'articolo 12, su richiesta delle autorità o del giudice competente :

1. Interrogare, quando sia necessario con giuramento, i testimoni ed i periti che si trovino nel distretto della propria giurisdizione, e, occorrendo, costringere i primi a rendere la lore testimonianza, purchè questa non possa venire ricusata in base alle leggi vigenti nel paese ;

2. Procedere d'ufficio a visite e certificarne i risultati ;

3. Fare intimare citazioni e sentenze agli imputati che si trovino nel distretto della autorità richiesta, e che non siano sudditi dello Stato dell'Alta Parte contraente da cui essa dipende.

Articolo 18.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti è tenuta a versare ai sudditi dell'altra Parte che nel suo interesse abbiano contribuito alla scoperta o al sequestro di oggetti in contrabbando, il premio che, nello identico caso, sarebbe spettato ai nazionali in base alla legge del luogo. Ciò tuttavia a condizione che il caso di contrabbando sia stato esattamente segnalato dai sudditi dell'altra Alta Parte e che inoltre, non soltanto il relative processo sia stato definitivamente chiuso, ma che anche la pena pecuniaria alla quale il contravventore fu condannato, o il prodotto della vendita degli oggetti sequestrati, siano stati versati nelle casse dello Stato.

Articolo 19.

In tutti i porti del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, ove non risieda un agente consolare del Regno d'Italia e nei porti del Regno d'Italia ove non risieda un agente consolare del Regno dei Serbi, Croati et Sloveni, l'autorità doganale o l'autorità del porto (quest'ultima dopo avere informato la dogana della prossima partenza del bastimento) visterà i manifesti dei bastimenti diretti ad uno dei porti dell'altro Stato in tutti i casi in cui, in base alle disposizioni doganali di questo medesimo Stato, i manifesti debbano presentarsi muniti di questo visto.

Il visto sui manifesti dei bastimenti italiani e dei bastimenti del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni in tale caso sarà rilasciato gratuitamente, qualunque sia l'autorità (consolare, doganale o portuale) che l'abbia posto.

Articolo 20.

Le disposizioni fissate dalla presente Convenzione per il commercio per via di terra, s'intendono pure estese, in quanto siano applicabili, al commercio per via di mare.

Article 21.

Dans la présente Convention, les mots « lois de douane » désignent aussi les dispositions concernant des défenses d'entrée, de sortie et de transit et les mots « autorité administrative » ou « autorité judiciaire » les autorités instituées dans les territoires des deux Hautes Parties contractantes pour les poursuites et la punition des contraventions aux lois susdites.

Article 22.

La présente Convention restera en vigueur pendant cinq ans.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes ne l'aura dénoncée une année avant l'échéance, elle continuera à exercer ses effets, par reconduction tacite, jusqu'à l'échéance d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Il est toutefois convenu que ladite Convention ne sera pas dénoncée pendant toute la durée du Traité de commerce et navigation qui sera conclu entre les deux Hautes Parties contractantes, et que, par conséquent, elle devra, en tout cas, exercer ses effets jusqu'au moment où ledit Traité cessera d'être appliqué.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome. Elle entrera en vigueur dans un délai de douze jours à partir de sa ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en italien et en français, en double exemplaire, le 23 octobre 1922.

(L. S.) (Signé) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signé) VOISLAV ANTONIEVITCH.

Articolo 21.

Nella presente Convenzione le parole « leggi doganali » indicano pure le disposizioni riguardanti i divieti d'entrata, di uscita e di transito e le parole « autorità amministrativa » o « autorità giudiziaria » le autorità istituite nei territori delle due Alte Parti contraenti per i procedimenti e la punizione relativi alle contravvenzioni alle leggi suddette.

Articolo 22.

La presente Convenzione resterà in vigore per un periodo di cinque anni.

Nel caso in cui da nessuna delle due Alte Parti contraenti venga denunziata un anno avanti la sua scandenza, essa rimarrà in vigore per tacito consenso fino allo scadere di un anno a partire dal giorno in cui una delle due Alti Parti contraenti l'avrà denunziata.

È tuttavia convenuto che la suddetta convenzione non sarà denunziata per tutta la durata del trattato di commercio e di navigazione che verrà concluso fra le due Alte Parti contraenti, e che, per conseguenza, essa dovrà, in ogni caso, aver vigore fino al momento in cui il suddetto trattato cesserà di avere applicazione.

La presente Convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Roma. Essa entrerà in vigore nel termine di dodici giorni a partire dalla sua ratifica.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione e l'hanno munità del loro sigillo.

Fatto a Roma, in italiano ed in francese, in doppio esemplare il 23 ottobre 1922.

(L. S.) (firmato) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (firmato) VOISLAV ANTONIEVITCH.

Per copia conforme:
Il capo dell'Ufficio Trattati e Lega delle Nazioni
del R° Ministero degli Affari Esteri.
Roma, 12 settembre 1923.
(Signé) P. SANDICHI.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 480. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES REGARDING THE SUPPRESSION OF CONTRABAND TRADE AND OFFENCES AGAINST THE FINANCE LAWS, SIGNED AT ROME, OCTOBER 23, 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of furnishing the competent organs of their States with suitable means for co-operation in the prevention and punishment of smuggling from the territory of one State into the territory of the other, have decided to conclude a Convention to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Carlo SCHANZER, Senator of the Kingdom, His Majesty's Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency Voislav ANTONIEVITCH, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes to co-operate, in the forms laid down in the following provisions, for the prevention, discovery and punishment of offences against the Customs laws or laws regarding State monopolies of the other Contracting Party.

Article 2.

The officials of each of the High Contracting Parties whose duty it is to prevent or report offences against the Customs laws or laws regarding State monopolies shall be bound, as soon as it shall come to their knowledge that an offence against the said laws of the other Contracting Party is contemplated or has been committed, in the first case to do all in their power to prevent it by all the means at their disposal and in both cases to report the matter to the competent authority of their own country.

Article 3.

The fiscal authorities of each Party shall notify the fiscal authorities of the other of all offences against the Customs laws or laws regarding State monopolies which may have been brought to

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

their notice, and shall inform them of all such facts and details relative thereto as they may have been able to discover.

The following shall be authorised to make such communications and to give such information :

In Italy, the Department of the Director-General of Customs and Indirect Taxes, the principal Customs offices and the revenue officers ; in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the Department of the Director-General of Customs and the principal Customs offices.

Article 4.

If the Customs authorities of one of the High Contracting Parties should, in order to discover or establish a fraud attempted or committed to the prejudice of the Customs duties or State monopolies of its own country, require details of the movements of the goods forming the object of the fraud, they may apply to the Customs authorities of the other High Contracting Party for information as to the action taken by the latter, the documents issued and on the entries made in the registers in regard to the said goods.

The Customs office to which the request shall have been made shall be obliged to comply with it without delay, except in the event of a special authorisation by higher authority being necessary for this purpose under its administrative regulations. In this eventuality it shall immediately apply for such authorisation and shall act in conformity with the instructions of the competent higher authority.

Article 5.

With a view to the prevention and discovery of attempts at smuggling, the fiscal authorities, the Customs and State monopoly officials and the revenue officers of the two High Contracting Parties shall cordially assist one another, not only by communicating their observations to this end as soon as possible, but also by keeping in constant touch with one another with a view to taking the concerted measures most suitable to their purpose.

Article 6.

Each of the High Contracting Parties undertakes to prevent stocks of goods which may be regarded as intended for fraudulent introduction into the territory of the other Party from being accumulated near the frontier or deposited there without being subjected to precautionary measures sufficient to eliminate the possibility of smuggling.

As a general rule, the establishment of dépôts of foreign goods not owned by nationals shall be prohibited in the vicinity of the frontier, in localities where no Customs offices exist.

Should it be necessary to depart from this rule, the Customs authorities shall place such dépôts under lock and key and shall keep them under observation. If in any special case it is not possible to place them under lock and key, other measures of control calculated to secure, as far as possible, the desired effect shall be adopted.

Stocks of nationalised foreign goods and of native goods in the frontier districts shall not exceed the requirements of lawful trade, that is, of trade proportionate to the local consumption in the district. Should there be any suspicion that the stocks of nationalised foreign goods or of native goods exceed the requirements of local consumption and that they are intended for smuggling, these dépôts shall, in so far as the laws permit, be subjected to special Customs supervision, in order to prevent smuggling.

Article 7.

At the request of the competent fiscal and judicial authorities of either of the High Contracting Parties, those of the other shall take or cause to be taken by the competent authorities of their

country the necessary measures to establish the facts and to collect proofs of acts of smuggling committed or attempted to the prejudice of the Customs duties or State monopolies, and to secure, if circumstances so demand, the provisional sequestration of the goods.

The authorities of each of the High Contracting Parties shall comply with requests of this nature as if they concerned offences against the Customs laws and laws regarding State monopolies in their own country.

Moreover, the Customs and State monopoly officials and the revenue officers of either of the High Contracting Parties may be called upon to give evidence before the competent authority of their country regarding the circumstances relative to the offence attempted or committed against the interests of the other High Contracting Party, should a request to this effect be addressed to the authority to which they are responsible by the competent authorities of the other Party.

Article 8.

The High Contracting Parties shall not tolerate in their own territory associations for the purpose of smuggling into the territory of the other Party, and shall not recognise the validity of insurance contracts for smuggling.

Further, the High Contracting Parties mutually undertake in their respective territories to keep under observation such nationals of the other Party as are notoriously addicted to smuggling.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undertakes :

(a) Not to allow the passage into the territory of the other Party of goods whose importation or transit may be forbidden, unless proof is shewn that special permission has been granted by that Party.

(b) Not to allow the exit of goods intended for the territory of the other Contracting Party and subject to import duties in that territory, except in the direction of a corresponding Customs office furnished with adequate powers. Such authorisation shall only be granted on condition that all unnecessary delay and any departure from the Customs route from one of the offices of the Contracting Parties to the other shall be avoided. It is also understood that the exit of goods shall only take place at certain hours, so calculated as to ensure that the goods reach the corresponding office during the regulation hours.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to release the securities which have been furnished for the exit from its own territory of goods in transit, or for the re-exportation of non-nationalised foreign goods, and not to remit or refund the import duties or commodity taxes on goods at their exit, unless proof is given, in the form of a certificate from the office of entry of the other High Contracting Party, that the goods have been presented and declared there.

Under special circumstances, exceptions to the above-mentioned provision may, by common agreement, be allowed.

Article 11.

For the purposes of the provisions contained in Articles 9 *(b)* and 10, the High Contracting Parties shall, by common agreement, determine the number and the powers of the offices at which goods must be presented on crossing the common frontier, the hours at which the despatch and passage of goods may take place, and the manner in which they shall be conducted to the office of the other High Contracting Party.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties shall, at the request of a competent authority of the other Party, impose upon persons committing or attempting to commit, against the interests of the other Party, offences against the regulations regarding prohibitions of entry, exit or transit, or fraudulent practices against the Customs or monopolies, the fines laid down by its own laws for similar or analogous offences in the following cases :

(1) If the accused is a national of the State by which he is to be prosecuted and punished ;

(2) If, not being a national of that State, he is resident there temporarily or otherwise, or if the offence has been committed on that territory and he was captured there on or after the arrival of the request for prosecution.

The penalties laid down by the laws of the other Contracting Party (suing) shall, however, be enforced if they are less stringent.

If the law provides that the fine must be fixed in proportion to the sum obtained by fraud, the tariff of the High Contracting Party whose Customs and monopoly laws have been broken shall be taken as a basis.

If the administrative organs of the High Contracting Parties differ as to the tariffing of the goods, the respective Governments shall first come to an agreement on the matter.

Article 13.

In the proceedings to be taken in conformity with Article 12, the official reports of the authorities or officials of the other Contracting Party shall as evidence have the same weight as is attached in similar cases to those of the authorities or officials of the country itself.

Article 14.

The costs arising out of proceedings to be taken under Article 12 shall be refunded by the High Contracting Party in whose interest the proceedings are taken, unless they can be covered by the value of the goods, whether confiscated or paid for by the offenders.

Article 15.

The sums disbursed by the accused in connection with proceedings taken under Article 12, or realised by the sale of the contraband goods, shall be expended in such a manner as to cover the costs of the proceedings in the first instance ; secondly, the duties of which the other High Contracting Party has been defrauded ; and thirdly, the fine.

The fine shall remain at the disposal of the High Contracting Party in whose territory the proceedings took place.

Article 16.

Proceedings taken by virtue of Article 12 shall be waived at the request of the High Contracting Party which applied for them, unless a definite sentence has been passed, that is to say, judgment has been given.

In that case, the provisions of Article 14 concerning costs shall also be applicable.

Article 17.

In the case of proceedings taken in the territory of either of the High Contracting Parties, either for offences against the Customs laws or monopolies of that Party or in virtue of Article 12, the administrative or judicial authorities of the other High Contracting Party shall, at the request of the authorities or the competent judge :

(1) Interrogate, if necessary upon oath, such witnesses and experts as are present in the district under their jurisdiction, and if need be, compel the former to give evidence, unless the laws of the country allow them to refuse to do so.

(2) Proceed on their own authority to an investigation and certify the results.

(3) Issue summons or warrants against such of the accused as may be in the district under the control of the authority which has been called upon, and are not nationals of the High Contracting Party to which it is responsible.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties shall undertake to pay to such nationals of the other Party as may, in its interest, have contributed to the discovery or seizure of contraband goods the reward to which, in a similar case, its own nationals would be entitled, in accordance with the law of the country ; provided always that the offence was accurately described by the nationals of the other High Contracting Party and, further, not only that the proceedings relative to the matter are completely at an end, but also that the fine to which the offender was sentenced or the proceeds of the sale of the confiscated goods have been paid into the State Treasury.

Article 19.

In all ports of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes where no Consular agent of the Kingdom of Italy is in residence, and in all ports of the Kingdom of Italy where no Consular agent of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes is in residence, the Customs or port authorities (the latter, after having informed the Customs of the approaching departure of the ship) shall visa the manifest of the ships bound for one of the ports of the other State in all cases where, according to the Customs regulations of that State, manifests must be presented duly viséd.

Visas on the manifests of Italian ships and of ships of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in the above-mentioned case shall be given free of charge by whatever authority (Consular, Customs, or port) they are issued.

Article 20.

The provisions laid down by the present Convention for commerce by land shall also, so far as they are relevant, apply to commerce by sea.

Article 21.

In the present Convention the words " Customs laws " include provisions concerning prohibitions of entry, exit, and transit, and the words " administrative authority " or " judicial authority " cover the authorities established in the territories of the two High Contracting Parties for the prosecution and punishment of offences against the aforesaid laws.

Article 22.

The present Convention shall remain in force for five years.

Unless one of the High Contracting Parties has denounced it one year before its expiry, it shall remain valid by tacit prolongation until the expiry of one year from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is, however, agreed that the aforesaid Convention shall not be denounced during the whole duration of the Treaty of Commerce and Navigation which is to be concluded between the High Contracting Parties, and that it will therefore, in any case, remain in force until such time as the aforesaid Treaty shall cease to be applied.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome. It shall come into force twelve days after its ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed their seals thereto.

Done at Rome, in Italian and in French, in duplicate, on October 23, 1922.

(L. S.) (Signed) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signed) VOISLAV ANTONIEVITCH.

N° 481.

ITALIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Accords généraux avec protocole et échange de notes, signés à Rome le 23 octobre 1922.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

General Agreements with Protocol and Exchange of Notes, signed at Rome, October 23, 1922.

No. 481. — ACCORDS GÉNÉRAUX [1] AVEC PROTOCOLE ET ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SIGNÉS A ROME LE 23 OCTOBRE 1922.

Textes officiels français et italien communiqués par le représentant de l'Italie au Conseil de la Société des Nations et par le Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne. L'enregistrement de ces accords a eu lieu le 12 *septembre* 1923.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, animés du désir d'écarter toute difficulté nuisible à la reprise des relations d'affaires entre leurs Etats, ont résolu de conclure des accords à cet effet et ont nommé leur plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Carlo SCHANZER, Sénateur du Royaume, Son Ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence Voislav ANTONIEVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. INSTITUT DE CRÉDIT FONCIER.

Article 1.

Tout différend qui concerne la conversion des couronnes a. h., qui ont été présentées par l'« Institut provincial de Crédit foncier du Royaume de Dalmatie » est réglé par l'accord spécial sur la systématisation des banques et des établissements de crédit (Chapitre VI).

Article 2.

Les modalités de la répartition des autres actifs dudit « Institut provincial de crédit foncier du Royaume de Dalmatie » seront fixées par la Commission spéciale chargée de la systématisation des intérêts patrimoniaux des provinces, districts, communes et autres corps moraux publics locaux.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 26 février 1923.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 481. — ACCORDI GENERALI [1] COL PROTOCOLLO E SCAMBIO DI NOTE FRA IL REGNO D'ITALIA ED IL REGNO DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, FIRMATI A ROMA IL 23 OTTOBRE 1922.

Official French and Italian texts communicated by the Italian Representative on the Council of the League of Nations and by the Minister for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Berne. The registration of these agreements took place September 12, 1923.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI, animait dal desiderio di eliminare ogni difficoltà che possa nuocere alla ripresa delle relazioni d'affari fra i loro Stati, hanno deliberato di concludere accordi a quest'effetto ed hanno nominato loro plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. Carlo SCHANZER, Senatore del Regno, Suo Ministro degli Affari Esteri ;

SUA MAESTÀ IL RE DEI SERBI, CROATI E SLOVENI :

S. E. Voislav ANTONIEVITCH, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario ;

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni :

I. ISTITUTO DI CREDITO FONDIARIO.

Articolo 1.

Qualsiasi controversia riguardante la conversione delle corone austro-ungariche, che sono state presentate dall'« Istituto Provinciale di Credito Fondiario del Regno di Dalmazia », è regolata dall'accordo speciale sulla sistemazione delle Banche e degli Istituti di credito (Capitolo VI).

Articolo 2.

Le modalità per la ripartizione delle altre attività del suddetto « Istituto Provinciale di Credito Fondiario del Regno di Dalmazia », saranno stabilite dalla Commissione speciale incaricata della sistemazione degli interessi patrimoniali delle provincie, distretti, communi ed altri corpi morali pubblici locali.

[1] The exchange of ratifications took place at Rome, February 26, 1923.

II. EVALUATION DES PROPRIÉTÉS MOBILIÈRES ET IMMOBILIÈRES PROVINCIALES DE LA DALMATIE.

Article 3.

Pour l'exécution de l'article 2 du Traité de Rapallo, en ce qui concerne le partage équitable des biens provinciaux et communaux, aussi bien que des fondations de caractère provincial de la Dalmatie, entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Hautes Parties contractantes sont convenues de procéder à l'évaluation de tous les meubles, immeubles, et leurs appartenances dans la province de Dalmatie, y compris le palais du Conseil provincial d'agriculture, moyennant une Commission d'experts unique (Commission d'évaluation), qui sera nommée et entreprendra ses travaux dans deux mois à partir du jour de la mise en vigueur du présent accord.

Article 4.

L'évaluation du mobilier de chaque bâtiment devra être faite séparément.

Article 5.

Ne sont pas objet d'évaluation :

a) le mobilier de la junte provinciale ;
b) le mobilier des palais du Conseil provincial d'agriculture et de l'Institut provincial de crédit foncier ;
c) les meubles, le matériel chirurgical, médicamentaire et pharmaceutique, ainsi que les appareils Röntgen éventuellement existants dans les quatre hôpitaux provinciaux de la Dalmatie (Borgo Erizzo, Sebenico, Spalato et Ragusa) et leurs bibliothèques ;
d) le mobilier de l'école d'« ostetricia » auprès de l'hôpital provincial de Borgo Erizzo ;
e) le mobilier et le matériel didactique des écoles populaires et civiques de la Dalmatie et leurs bibliothèques.

Article 6.

Pour former la Commission d'évaluation, chacune des Hautes Parties contractantes nommera :

a) un délégué ;
b) un expert architecte ;
c) un expert agraire ;
d) un expert pour les meubles.

Si, au cours des travaux, l'occasion se présentait d'apprécier des objets n'appartenant pas à la catégorie des bâtiments, des terrains ou des meubles, chacun des délégués des Hautes Parties contractantes aura la faculté de désigner, pour l'appréciation de ces objets, un expert capable parmi ceux qui sont inscrits dans la liste des experts judiciaires.

Article 7.

Avant d'entreprendre les opérations qui lui sont confiées, la Commission devra adopter les maximes à appliquer dans l'évaluation.

Les hypothèques qui grèvent les immeubles, dont on va faire l'évaluation, restent à la charge de l'institution provinciale à laquelle les immeubles sont assignés ; on en tiendra compte tout de même dans leur estimation.

II. VALUTAZIONE DELLE PROPRIETÀ MOBILIARI ED IMMOBILIARI PROVINCIALI DELLA DALMAZIA.

Articolo 3.

Per l'esecuzione dell'articolo 2 del Trattato di Rapallo, in ciò che concerne l'equa ripartizione tra il Regno d'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, dei beni provinciali e comunali, come pure delle fondazioni di carattere provinciale della Dalmazia, le Alte Parti contraenti convengono che si proceda alla valutazione di tutti i mobili, immobili e loro pertinenze nella provincia di Dalmazia, ivi compreso il Palazzo del Consiglio Provinciale di Agricoltura, e ciò a mezzo di una Commissione unica di periti (Commissione per la valutazione), che sarà nominata e che darà principio ai suoi lavori entro due mesi dalla data della messa in vigore del presente accordo.

Articolo 4.

La valutazione del mobilio di ciascun fabbricato dovrà essere fatta separatamente.

Articolo 5.

Non sono oggetto di valutazione :

a) Il mobilio della Giunta provinciale ;
b) il mobilio del Palazzo del Consiglio provinciale di agricoltura e dell'Istituto provinciale di Credito fondiario ;
c) i mobili, il materiale chirurgico, medicamentario e farmaceutico, come pure gli apparecchi Röntgen eventualmente esistenti nei quattro Ospedali provinciali della Dalmazia (Borgo Erizzo, Sebenico, Spalato e Ragusa) e le loro biblioteche ;
d) il mobilio della scuola d'« Ostetricia » annessa all'Ospedale provinciale di Borgo Erizzo ;
e) il mobilio ed il materiale didattico delle scuole popolari e civiche della Dalmazia e le loro biblioteche.

Articolo 6.

A comporre la Commissione di valutazione ciascuna delle Alte Parti contraenti nominerà :

a) un delegato ;
b) un perito architetto ;
c) un perito agrario ;
d) un perito per i mobili.

Se durante il corso dei lavori si presentasse l'occasione di dover stimare oggetti non appartenenti alle categorie dei fabbricati, dei terreni, o dei mobili, ciascuno dei delegati delle Alte Parti contraenti avrà facoltà di designare per la stima di tali oggetti una persona idonea fra coloro che sono inscritti nella lista dei periti giudiziari.

Articolo 7.

La Commissione, prima di intrapendere le operazioni che le sono confidate, dovrà stabilire le linee di massima da applicare nel corso della valutazione.

Le ipoteche che gravano sugli immobili, alla cui valutazione si procede, rimangono a carico dell'istituzione provinciale a cui gli immobili sono assegnati; tuttavia, se ne terrà conto nella loro stima.

Les hypothèques simultanées qui grèvent des immeubles assignés, partiellement à l'une et partiellement à l'autre des Hautes Parties contractantes, seront traitées comme les dettes provinciales non gagées.

Article 8.

En cas de différend dans quelques appréciations, les experts devront nommer un arbitre. A défaut d'accord pour le choix de l'arbitre, celui-ci sera choisi parmi les personnes proposées par les experts, par le représentant du Gouvernement du territoire où l'objet à apprécier est situé.

Article 9.

Tous les biens seront appréciés dans la monnaie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes prendra à son compte les frais occasionnés par les membres de la Commission qu'elle aura nommés.

III. Systématisation des intérêts patrimoniaux des provinces, districts et communes et autres corps moraux publics locaux.

Article 11.

Le Gouvernement d'Italie et le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes s'engagent, par l'accord présent, à soumettre au jugement de commissions spéciales toutes les questions concernant la systématisation des intérêts patrimoniaux des provinces, districts et communes limitrophes des deux pays, dont les circonscriptions territoriales auraient subi des variations à la suite de l'application du Traité de Rapallo.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à ces mêmes commissions les questions concernant la systématisation des intérêts patrimoniaux des corps moraux de droit public, qui exercent leurs fonctions sur le territoire des provinces susmentionnées, soit que leur juridiction s'étende à toute la province, soit qu'elle se borne à un district ou à une commune.

On comprendra aussi, parmi les questions soumises aux commissions susdites, celles de même nature concernant les établissements de crédit hypothécaire et les questions concernant les droits de chasse, d'affouage, de pacage et autres droits semblables, appartenant aux populations des territoires traversés par la nouvelle frontière.

Article 12.

Pour l'exécution des dispositions de l'article précédent, seront constituées trois commissions spéciales, dont l'une — qui siégera alternativement à Goritz et à Laybach — sera compétente pour les questions concernant la province de Goritz et la Carniole ; l'autre — qui siégera alternativement à Parenzo et à Ponte di Veglia (Alexandrovo) — sera compétente pour celles concernant la province de l'Istrie, l'île de Veglia et la commune de Castua ; et la troisième — qui siégera alternativement à Zara et à Spalato — sera compétente pour les questions concernant la province de Dalmatie. Cette dernière commission devra se conformer, pour l'accomplissement de sa tâche, aux principes et aux dispositions spéciales ayant trait à la province de Dalmatie dont aux Chapitres IV et V en tant qu'elles concernent la tâche des commissions susdites.

Le ipoteche simultanee, che gravano sugli immobili assegnati in parte ad una ed in parte all'altra delle Alte Parti contraenti, saranno considerate come i debiti provinciali non garantiti da ipoteca.

Articolo 8.

Nel caso di divergenza su qualche stima i periti dovranno nominare un arbitro. Qualora non intervenga l'accordo sulla scelta dell'arbitro, questo verrà scelto tra coloro che furono proposti dai periti, dal rappresentante del Governo del territorio ove è situato l'oggetto da stimare.

Articolo 9.

La stima di tutti i beni sarà fatta in moneta del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 10.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti assumerà a proprio carico le spese occasionate dai membri della Commissione che essa avrà nominati.

III. SISTEMAZIONE DEGLI INTERESSI PATRIMONIALI DELLE PROVINCIE, DISTRETTI E COMUNI E DI ALTRI CORPI MORALI PUBBLICI LOCALI.

Articolo 11.

Il Governo d'Italia ed il Governo dei Serbi, Croati e Sloveni si impegnano col presente accordo a sottoporre al giudizio di Commissioni speciali tutte le questioni concernenti la sistemazione degli interessi patrimoniali delle provincie, distretti e comuni limitrofi dei due paesi, le cui circoscrizioni territoriali abbiano subito variazioni in seguito all'applicazione del Trattato di Rapallo.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a sottoporre a queste stesse Commissioni le questioni riguardanti la sistemazione degli interessi patrimoniali dei corpi morali di diritto pubblico che esercitano le loro funzioni sul territorio delle provincie su menzionate, sia che la loro circoscrizione si estenda a tutta la provincia, sia che si limiti ad un distretto o ad un comune.

Saranno comprese tra le questioni da sottoporre alle Commissioni suddette quelle della medesima indole riguardanti gli Istituti di Credito ipotecario e le questioni concernenti i diritti di caccia, di legnatico, di pascolo ed altri diritti simili, spettanti alle popolazioni dei territori attraversati dalla nuova frontiera.

Articolo 12.

Per l'esecuzione delle disposizioni dell'articolo precedente, saranno istituite tre Commissioni speciali, di cui una — che risiederà alternativamente a Gorizia e a Lubiana — avrà competenza per le questioni riguardanti la provincia di Gorizia e la Carniola ; l'altra — che risiederà alternativamente a Parenzo e a Ponte di Veglia — sarà competente per quelle riguardanti la provincia dell'Istria, l'isola di Veglia ed il comune di Castua ; e la terza — che risiederà alternativamente a Zara ed a Spalato — sarà competente per le questioni riguardanti la provincia di Dalmazia. Questa ultima Commissione dovrà conformarsi, per l'adempimento del suo mandato, ai principi ed alle disposizioni speciali che si riferiscono alla provincia di Dalmazia, di cui ai capitoli IV e V, in quanto esse riguardino il compito delle suddette Commissioni.

Article 13.

Chacune des trois commissions visées par l'article précédent sera composée par six délégués effectifs et six membres suppléants, dont trois parmi les premiers et les deuxièmes seront nommés par le Gouvernement italien et trois par le Gouvernement serbo-croate et slovène.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, réciproquement, les noms de leurs délégués et de leurs suppléants et le siège des bureaux des commissions dans leurs territoires respectifs.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage de mettre à la disposition de ses propres délégués le personnel de secrétariat nécessaire et, éventuellement, le personnel technique, ainsi que tous les documents, renseignements et toutes les données qui pourraient être nécessaires pour un jugement équitable de la matière soumise aux commissions visées par le présent accord.

Article 16.

Les représentants des deux Etats et les bureaux susdits seront appelés à établir à quels corps moraux les dispositions du présent chapitre doivent être appliquées en vertu de l'article 11 et à recueillir et à ranger tous les documents et toutes les données nécessaires pour fixer leur systématisation patrimoniale.

Deux mois après la constitution des délégations et des bureaux susdits, les commissions seront convoquées, sur l'initiative de l'une des Hautes Parties contractantes, dans son propre territoire et dans le siège dont on a parlé à l'article 12.

Avant même la convocation susdite, les délégations des deux Etats contractants pourront se communiquer directement les listes des corps moraux qui seront l'objet des prochaines discussions.

Article 17.

Lors de la première séance, les commissions procéderont en leur propre sein à l'élection du président. Elles se communiqueront tous les documents et toutes les données respectivement rassemblés et rangés. En cas de désaccord, la présidence sera assumée à tour de rôle par un membre choisi par chaque délégation.

Article 18.

Si la détermination des questions faisant l'objet des discussions ou leur définition rendait nécessaire pour une de ces délégations d'autres documents ou des enquêtes ultérieures, les délégués et le Gouvernement de l'Etat où les documents se trouvent ou dans lequel les enquêtes doivent être effectuées, répondront aux demandes faites par la délégation de l'autre Etat contractant avec la plus grande sollicitude et faciliteront de leur mieux les recherches de cette dernière.

Article 19.

Les décisions prises seront communiquées par les deux délégations aux gouvernements respectifs, pour la ratification, dans le délai d'un mois à partir de leur date.

Articolo 13.

Ognuna delle tre Commissioni previste nell'articolo precedente sarà composta di sei delegati effettivi, e di sei membri supplenti, di cui tre tra i primi e tra i secondi saranno nominati dal Governo Italiano e tre dal Governo Serbo, Croato, Sloveno.

Articolo 14.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente i nomi dei propri delegati e dei supplenti e la sede degli uffici delle Commissioni nei rispettivi territori.

Articolo 15.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si empegna di porre a disposizione dei propri delegati il personale di segreteria necessario ed eventualmente il personale tecnico, come pure i documenti-informazioni e tutti i dati che potranno essere necessari per un equo giudizio sulla materia sottoposta alle Commissioni previste dal presente accordo.

Articolo 16.

I rappresentanti dei due Stati e gli uffici sopraddetti saranno chiamati a stabilire a quali corpi morali le disposizioni del presente capitolo debbono essere applicate in virtù dell'art. 11 ed a raccogliere ed a classificare tutti i documenti e tutti i dati necessari per fissarne la sistemazione patri, moniale.

Due mesi dopo la costituzione delle Delegazioni e degli uffici sopraddetti, le Commissioni saranno convocate ad iniziativa di una delle Alte Parti contraenti nel proprio territorio e nella sede di cui si è parlato all'articolo 12.

Anche prima della suddetta convocazione, le delegazioni dei due Stati contraenti potranno comunicarsi direttamente gli elenchi dei corpi morali che dovranno formare oggetto delle prossime discussioni.

Articolo 17.

Fino dalla prima seduta, le Commissioni eleggeranno nel proprio seno un Presidente. Esse si comunicheranno tutti i documenti e tutti i dati rispettivamente raccolti e classificati. In caso di disaccordo, la presidenza verrà assunta a turno da un membro scelto da ogni Delegazione.

Articolo 18.

Se per la determinazione delle questioni formanti oggetto di discussione o per la loro definizione una di queste Delegazioni avesse necessità di avere altri documenti o di procedere ad ulteriori inchieste, i Delegati ed il Governo dello Stato ove si trovano i documenti o nel quale le inchieste debbono essere effettuate, risponderanno alle domande fatte dalla Delegazione dell'altro Stato contraente colla più grande sollecitudine, facilitandone nel miglior modo le ricerche.

Articolo 19.

Le decisioni prese saranno comunicate dalle due Delegazioni ai rispettivi Governi, per la ratifica, nel termine di un mese a partire dalla loro data.

Les questions que les commissions n'auraient pu régler faute d'accord et celles dont les décisions ne seraient pas ratifiées par les deux gouvernements en question dans le délai de six mois à partir de la date de leur communication, seront déférées au jugement d'un arbitre, choisi d'un commun accord entre les gouvernements des Hautes Parties contractantes.

En cas d'un désaccord dans le choix de l'arbitre, ce choix sera déféré à la Société des Nations.

IV. Répartition des biens des provinces et des communes.

Article 20.

1. Les édifices de l'Etat et leurs appartenances et les meubles qui y sont strictement connexes appartiennent en propriété absolue à celle des deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de laquelle ils sont situés, et ne doivent point être l'objet de partage.

2. En tant qu'il s'agit de bureaux de l'Etat de caractère provincial, qui avaient leur siège dans le territoire de Zara, et dont la compétence territoriale s'étendait à tout le Royaume de Dalmatie, il y aura lieu de procéder à une répartition équitable et proportionnelle des meubles qui ne sont pas strictement connexes aux édifices, ainsi que les livres, instruments et autres moyens auxiliaires, eu égard aux nécessités pratiques des deux administrations, de manière à faciliter, dans la nouvelle situation, la continuité pacifique et régulière des fonctions. Pour les objets qu'on peut acheter facilement dans le libre commerce, le Gouvernement d'Italie pourra verser l'équivalent en espèces.

3. Le matériel didactique et scientifique (cabinets, meubles, etc.) aussi bien que la bibliothèque du gymnase supérieur de langue d'instruction serbo-croate de Zara seront attribués au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et mis à sa disposition sans délai.

Pour ce qui a trait au « preparandio » masculin de Borgo Erizzo, la seule bibliothèque en sera partagée équitablement, eu égard aux exigences particulières des instituts scolaires existant dans les territoires de la Dalmatie assignés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

4. L'application pratique des dispositions dont aux §§ 2 et 3 sera confiée à la « Commission de répartition » à nommer d'après l'accord respectif (Voir chapitre III).

Article 21.

Les bases de la répartition du patrimoine provincial de la Dalmatie sont fixées de la manière suivante :

1. Les immeubles relevant du patrimoine provincial de la Dalmatie, sans égard à la branche de l'administration et sauf le calcul de leur valeur, appartiennent en propriété à celle des Hautes Parties contractantes qui a la souveraineté du territoire où ils sont situés.

2. Ces immeubles, y compris le palais du Conseil provincial d'agriculture de Zara, de même que leur mobilier, formeront l'objet d'une évaluation régulière à exécuter par la commission d'évaluation prévue par les dispositions concernant l'évaluation des propriétés mobilières et immobilières de la Dalmatie (Voir chapitre II).

La valeur une fois établie, la Commission de répartitions mentionnée à l'article 20 N° 4 procédera à la répartition des immeubles et du mobilier de manière à en attribuer le 10 % à l'Etat italien et le 90 % à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. Les différences seront compensées en espèces en monnaie serbe, croate et slovène.

Dans la fixation des valeurs constituant la base du partage on devra en déduire, proportionnellement à l'évaluation actuelle des immeubles, les sommes employées dans la construction des édifices (nommément les hôpitaux) et dérivant de fonds locaux spéciaux, tels que les fondations et autres patrimoines particuliers.

Le questioni che, in mancanza d'accordo, le Commissioni non avessero potuto regolare e quelle la cui decisione non fosse ratificata dai due Governi suddetti entro il termine di sei mesi dalla data della loro comunicazione, saranno deferite al giudizio di un arbitro, che sarà scelto di comune accordo dai Governi delle Alte Parti contraenti.

In caso di divergenza sulla scelta dell'arbitro, questa scelta sarà deferita alla Società delle Nazioni.

IV. RIPARTIZIONE DEI BENI DELLE PROVINCIE E DEI COMUNI.

Articolo 20.

1. Gli edifizi dello Stato e le loro appartenenze ed i mobili che vi sono strettamente connessi appartengono in proprietà assoluta a quella delle due Alte Parti contraenti nel territorio della quale essi sono situati, e non devono essere oggetto di ripartizione.

2. Per ciò che concerne gli uffici dello Stato di carattere provinciale, che avevano la loro sede nel territorio di Zara e la cui competenza territoriale si estendeva a tutto il regno di Dalmazia, si procederà ad una ripartizione equa e proporzionale dei mobili che non sono strettamente connessi agli edifici, come pure dei libri, strumenti ed altri mezzi ausiliari, con riguardo alle necescità pratiche delle due amministrazioni, in modo da facilitare ad esse, nella nuova situazione, la continuità pacifica e regolare delle loro funzioni. Per gli oggetti che si possono facilmente acquistare nel libero commercio, il Governo d'Italia potrà versarne l'equivalente in ispecie.

3. Il materiale didattico e scientifico (gabinetti, mobili, ecc.) come pure la biblioteca del Ginnasio superiore di istruzione di lingua serbo-croata in Zara, saranno attribuiti al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e posti senza ritardo a sua disposizione.

Per ciò che si riferisce al « preparandio » maschile di Borgo Erizzo, la biblioteca soltanto sarà oggetto di equa ripartizione, tenute presenti le esigenze particolari degli Istituti scolastici esistenti nei territori della Dalmazia assegnati al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

4. L'applicazione pratica delle disposizioni di cui ai §§ 2 e 3 sarà affidata alla « Commissione di ripartizione » da nominare a termini dell'accordo relativo. (Vedi capitolo III.)

Articolo 21.

Le basi della ripartizione del patrimonio provinciale della Dalmazia sono fissate nel seguente modo :

1. Gli immobili che fanno parte del patrimonio provinciale della Dalmazia, senza riguardo al ramo dell'amministrazione e salvo il calcolo del loro valore, spettano in proprietà a quella delle Alte Parti contraenti che ha la sovranità del territorio ove essi sono situati.

2. Detti immobili, compreso il Palazzo del Consiglio Provinciale di agricoltura di Zara, come pure il loro mobilio, formeranno oggetto di regolare valutazione da parte della Commissione di valutazione prevista dalle disposizioni sulla valutazione delle proprietà mobiliari ed immobiliari della Dalmazia. (Vedi capitolo II.)

Allorquando ne sia stato stabilito il valore, la Commissione di ripartizione prevista dall'articolo 20, n. 4, procederà alla ripartizione degli immobili e del mobilio, in modo da attribuirne il 10 per cento allo Stato italiano ed il 90 per cento allo Stato dei Serbi, Croati e Sloveni. Le differenze verranno compensate in ispecie, in moneta serbo-croato-slovena.

Nella determinazione dei valori formanti la base della ripartizione si dovrà dedurre da essi, proporzionalmente alla valutazione attuale degli immobili, le somme che furono impiegate nella costruzione degli edifici (specialmente degli ospedali) e provenienti da fondi locali speciali, come le fondazioni ed altri patrimoni particolari.

3. En ce qui concerne la dette publique de la province de Dalmatie, des dispositions seront adoptées en conformité de l'article 204 du Traité de Saint-Germain.

4. Toutes les autres passivités, telles qu'elles résulteront de la liquidation des différents fonds administratifs, seront passées à charge du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Pour satisfaire à sa quote-part des passivités fixées à 10 %, le Royaume d'Italie payera au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une somme à établir après liquidation de chaque partie à effectuer par ladite commission de répartition.

Dans toutes les questions où, à cause de difficultés techniques dues aux conditions exceptionnelles dans lesquelles l'administration provinciale s'est trouvée pendant la guerre ou pendant l'occupation, il ne serait pas possible d'arriver à des conclusions rigoureusement exactes au point de vue comptable, la Commission ou l'arbitre procédera de *bono et aequo*, selon la règle fixée au N° 2 du présent article, à la répartition du numéraire et des titres, aussi bien que des restes actifs et passifs, en tant que ceux-ci ont été constatés.

5. La même Commission visée au numéro précédent, procédera aux constatations nécessaires et soumettra aux deux gouvernements des propositions concernant la liquidation des sommes avancées par le Gouvernement italien, comme puissance occupante, soit sous forme de versements directs à la Junte provinciale de la Dalmatie à Zara, soit en faisant des dépenses qui, d'après les lois préexistantes, auraient dû rester à la charge des fonds provinciaux autonomes.

Dans la répartition à faire entre les deux administrations des charges dérivant desdites anticipations et dépenses faites pendant l'occupation, puisqu'il s'agit de débours effectués au profit exclusif du territoire dalmate d'occupation, la base de répartition ne sera pas de 10 % et de 90 %, mais une nouvelle base sera établie en rapport avec la population et les impôts réels directs du territoire occupé.

6. Chacune des Hautes Parties contractantes assume les droits et les obligations que la province de Dalmatie, d'après les lois en vigueur jusqu'ici, avait vis-à-vis des fonctionnaires et autres employés en service ou en retraite, qui ont acquis ou qui acquerront la nationalité de l'Etat respectif, y compris les professeurs et employés du Conseil provincial d'agriculture. En attendant, les contributions arriérées ou courantes seront payées ou retenues respectivement par les caisses qui ont payé jusqu'ici.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes dans sa qualité d'administratrice de la caisse pensions des employés communaux, assume tous les droits et toutes les obligations que la province de Dalmatie avait vis-à-vis des fonctionnaires et autres employés, en retraite ou non, et qui sont passés ou qui passeront à la nationalité de l'Etat respectif.

Le partage des activités des fonds respectifs aura lieu, non pas sur la base de la règle susétablie, mais en proportion des charges qui seront attribuées à chacun des deux Etats.

7. Les anticipations accordées et versées pour la construction de bâtiments scolaires resteront à la charge de celle des deux Hautes Parties contractantes dans le territoire de laquelle l'édifice a été bâti.

Dans le calcul de la masse provinciale seront exclus les fonds ou legs spéciaux de caractère local dévolus à des écoles déterminées et qui, en conformité du § 30 de la loi scolaire, devront rester au profit des écoles bénéficiaires.

8. Tout le mobilier existant dans le siège de la Junte provinciale dalmate et dans le siège de l'Institut provincial de crédit foncier appartiendra, hors compte, au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, tandis que tout le mobilier existant dans le siège du Conseil provincial d'agriculture appartiendra également, hors compte, au Royaume d'Italie.

Cela ne regarde point la systématisation de l'Institut provincial de crédit foncier, systématisation qui sera faite séparément.

9. Les impôts provinciaux publics de toute sorte, arriérés ou non, seront perçus, jusqu'à la cessation de l'occupation, comme de droit et de devoir, par chacune des Hautes Parties contractantes en correspondance du territoire où se trouve la chose, ou opère la

3. Per quel che si riferisce al debito pubblico della provincia di Dalmazia verranno adottate delle disposizioni in conformità all'articolo 204 tel Trattato di San Germano.

4. Tutte le altre passività, tal quali risulteranno dalla liquidazione dei diversi fondi amministrativi, saranno passate a carico del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. Per soddisfare la sua quota parte di passività fissata al 10 per cento, il Regno d'Italia verserà al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni una somma da stabilire su liquidazione di ciascuna partita che sarà effettuata dalla suddetta Commissione di ripartizione.

In tutte le questioni per le quali, a causa di difficoltà tecniche dovute alle condizioni eccezionali in cui l'amministrazione provinciale si trovò durante la guerra o nel periodo di occupazione, non fosse possibile giungere a conclusioni rigorosamente esatte dal punto di vista contabile, la Commissione o l'arbitro procederanno *de bono et aequo*, secondo la regola fissata al n. 2 del presente articolo, alla ripartizione del numerario e dei titoli, nonchè dei residui attivi e passivi, in quanto questi siano stati constatati.

5. La stessa Commissione menzionata al numero precedente, procederà alle constatazioni necessarie e sottoporrà ai due Governi le proposte riguardanti la liquidazione delle somme anticipate dal Governo italiano quale Potenza occupante, sia sotto forma di versamenti diretti alla Giunta provinciale della Dalmazia a Zara, sia sostenendo spese che in base alle leggi preesistenti avrebbero dovuto restare a carico di fondi provinciali autonomi.

Nel ripartire tra le due Amministrazioni i carichi derivanti dalle suddette anticipazioni e spese fatte durante l'occupazione, poichè si tratta di sborsi effettuati a profitto esclusivo del territorio dalmata di occupazione, la base di ripartizione non sarà del 10 per cento e del 90 per cento, ma una nuova base verrà determinata in proporzione della popolazione e delle imposte reali dirette del territorio occupato.

6. Ciascuna delle Alte Parti contraenti assume i diritti e gli obblighi che la provincia di Dalmazia aveva in base alle leggi finora in vigore, di fronte ai funzionari e agli altri impiegati in servizio o pensionati che hanno acquistato o che acquisteranno la nazionalità del rispettivo Stato, compresi i professori e gli impiegati del Consiglio provinciale di agricoltura.

In attesa, le contribuzioni arretrate occorrenti saranno pagate o ritenute rispettivamente dalle casse che hanno pagato sino ad ora.

Cosi pure ognuna delle Alte Parti contraenti nella sua qualità di amministratrice della cassa pensioni degli impiegati comunali, assume tutti i diritti e tutti gli obblighi che la provincia di Dalmazia aveva di fronte ai funzionari ed agli altri impiegati, pensionati o no, e che sono passati o che passeranno sotto la nazionalità dello Stato rispettivo.

La ripartizione delle attività dei fondi rispettivi avrà luogo non sulla base della regola sopra stabilita, ma in proporzione dei carichi che saranno attribuiti a ciascuno dei due Stati.

7. Le anticipazioni accordate e versate per la costruzione degli edifici scolastici resteranno a carico di quella delle due Alte Parti contraenti nel territorio della quale l'edificio è stato costruito.

Nel computo della massa provinciale saranno esclusi i fondi o legati speciali di carattere locale devoluti a determinate scuole e che, in conformità al § 30 della legge scolastica, dovranno rimanere a profitto delle scuole beneficiarie.

8. Tutto il mobilio esistente nella sede della Giunta Provinciale dalmata e nella sede dell'Istituto provinciale di Credito fondiario apparterrà, fuori conteggio, al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, mentre tutto il mobilio esistente nelle sede del Consiglio Provinciale di Agricoltura apparterrà, egualmente fuori conteggio, al Regno d'Italia.

Quanto sopra non si riferisce alla sistemazione dell'Istituto provinciale di credito fondiario, sistemazione che sarà fatta separatamente.

9. Le imposte provinciali pubbliche di ogni specie, arretrate o no, saranno percepite fino alla cessazione dell'occupazione, come di diritto e di dovere, da ciascuna delle Alte Parti contraenti in corrispondenza del territorio ove si trova la cosa od agisce la persona,

personne qui ont donné lieu à l'impôt, sauf le règlement final des comptes entre les deux gouvernements.

10. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que les fondations Monti di Knin (Glavica) et Pericic di San Gassiano, administrées par la Junte provinciale dalmate, doivent être considérées exclusivement d'intérêt du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Pour ce qui a trait aux autres fondations placées sous l'administration de l'Etat ou de la province ou d'autres organes, et qui étendaient leur action à toute la province, les Hautes Parties contractantes ont convenu que la Commission de répartition devra suivre les directions qui ont été établies par la Conférence de Rome en exécution des articles 226 et 273 du Traité de paix de Saint-Germain.

11. Pour l'installation d'un bureau consulaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Zara, le Gouvernement italien s'engage à céder audit Royaume un bâtiment dans la ville de Zara, bâtiment qui soit aussi au gré du Gouvernement serbe, croate et slovène. Le prix de la cession sera compté dans la répartition à crédit de l'Etat italien.

12. En ce qui concerne l'hôpital provincial de Borgo Erizzo, les Hautes Parties contractantes, tout en confirmant le principe de la propriété et de l'exercice de l'établissement de la part de l'Italie, conviennent d'assurer aux sujets yougoslaves (malades, femmes enceintes ou prêtes à accoucher, enfants trouvés) sans égard à leur demeure, l'admission dans ledit hôpital, avec un traitement parfaitement égal à celui des nationaux italiens, aussi pour ce qui a trait aux frais d'entretien à rembourser par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les modalités relatives seront établies par un arrangement spécial. Les mêmes avantages sont garantis aux sujets italiens demeurant en Dalmatie, dans les hôpitaux et autres établissements similaires, situés dans le territoire des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 22.

Le partage du patrimoine appartenant à la commune politique de Zara, telle qu'elle est actuellement, sera fait d'après les principes suivants :

1. Chaque fraction de la commune politique de Zara conserve la propriété de ses biens.

La division politique de la fraction communale de Diklo ne pourra apporter, dans aucun cas, une modification aux droits de pâturage et de coupe de bois actuellement existants.

Il est admis en même temps qu'il n'existe pas de propriété immobilière qui soit commune entre la fraction de Zara et les autres fractions restantes.

2. La municipalité de Zara continuera à se charger de l'administration régulière et séparée des différentes fractions destinées à être détachées de sa personne politique, jusqu'au moment où la séparation effective en sera faite.

A ce moment même sera constatée la situation financière de chaque fraction. L'excédent sera payé, le déficit sera exigé.

Pour chacune des fractions assignées au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, une spécification des rentes et des créances réalisables sera dressée et sera remise à la nouvelle commune à laquelle chaque fraction sera agrégée.

Le partage des activités et des passivités de la fraction de Diklo sera fait en proportion de la population et du montant des impôts réels directs afférents à chacune des portions assignées au Royaume d'Italie et au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

3. Le fonds commun devra fonctionner jusqu'au jour précédant à la consigne. Dès que le déficit aura été partagé entre toutes les fractions sur la base de la compétence de l'Etat sur les impôts directs, que la parité aura été atteinte entre les dépenses et les recettes et que le partage aura été effectué sur la base susindiquée entre les deux parties de la fraction de Diklo, le fonds commun sera fermé. A partir de ce moment, toutes les dettes et, respectivement, les créances relatives à des époques antérieures seront à la

le quali hanno dato luogo all'imposta, salvo il regolamento finale dei conti fra i due Governi.

10. Le Alte Parti contraenti riconoscono che le fondazioni Monti di Knin (Glavica) e Pericic di San Gassiano, amministrate dalla Giunta Provinciale dalmata, debbono essere considerate esclusivamente di interesse del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. Per ciò che si riferisce alle altre fondazioni poste sotto l'amministrazione dello Stato o della Provincia o di altri organi e che estendevano la loro azione a tutto la provincia, le Alte Parti contraenti hanno convenuto che la Commissione di ripartizione dovrà seguire le direttive che vennero stabilite dalla Conferenza di Roma, in esecuzione degli articoli 226 e 273 del Trattato di pace di San Germano.

11. Per l'installazione di un ufficio consolare del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni a Zara, il Governo italiano s'impegna a cedere al suddetto Regno un edificio nella città di Zara, edificio, che sia anche di gradimento del Governo Serbo, Croato e Sloveno. Il prezzo della cessione sarà computato nella ripartizione a credito dello Stato italiano.

12. Per ciò che riguarda l'Ospedale Provinciale di Borgo Erizzo, le Alte Parti contraenti, pur confermando il principio della proprietà e dell'esercizio dell'ente da parte dell'Italia, convengono di assicurare ai sudditi jugoslavi (malati, donne gestanti o prossime al parto, trovatelli) senza riguardo alla loro dimora, l'ammissione nel detto ospedale con un trattamento perfettamente eguale a quello dei nazionali italiani, anche per ciò che si riferisce alle spese di mantenimento, che dovranno essere rimborsate dal Regno dei Serbi, Croati e Sloveni. Le modalita relative verranno determinate mediante un accordo speciale. I medesimi vantaggi sono garantiti ai sudditi italiani dimoranti in Dalmazia negli ospedali o in consimili istituti situati nel territorio dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 22.

La ripartizione del patrimonio appartenente al comune politico di Zara tale quale è attualmente, verrà fatta in base ai seguenti principi :

1. Ogni frazione del comune politico di Zara conserva la proprietà dei suoi beni.

La divisione politica della frazione comunale di Diklo non potrà apportare, in nessun caso, una modificazione ai diritti di pascolo e di taglio dei boschi attualmente esistenti.

E' nello stesso tempo ammesso che non esiste proprietà immobiliare che sia comune tra la frazione di Zara e le altre frazioni rimanenti.

2. La municipalità di Zara continuerà a provvedere all'amministrazione regolare separata delle diverse frazioni destinate ad essere staccate dal suo corpo politico, fino al momento in cui la separazione effettiva sarà avvenuta.

In quello stesso momento sarà constatata la situazione finanziaria di ogni frazione. L'eccedente sarà pagato ed il *deficit* sarà esatto.

Per ciascuna delle frazioni assegnate al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni sarà compilata una specificazione delle rendite e dei crediti realizzabili, e sarà rimessa al nuovo comune al quale ciascuna frazione verrà aggregata.

La ripartizione delle attività e delle passività della frazione di Diklo verrà fatta in proporzione della popolazione e dell' ammontare delle imposte reali dirette, afferenti a ciascuna delle porzioni assegnate al Regno d'Italia ed al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

3. Il fondo comune dovrà funzionare fino al giorno precedente alla consegna.

Non appena il *deficit* sarà stato ripartito fra tutte le frazione, sulla base di quanto compete allo Stato per le imposte dirette, che il pareggio sarà stato raggiunto fra spese ed entrate e che la ripartizione sarà stata effettuata, sulla base suindicata, fra le due parti della frazione di Diklo, verrà chiuso il fondo comune. A partire da questo momento tutti i debiti ed i rispettivi crediti, riferentisi ad epoche anteriori, resteranno a carico ed

charge et au profit de la commune politique à laquelle les différentes fractions auront été agrégées. Par conséquent, aussitôt la consigne effectuée au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes des fractions convenues, de même que les excédents et déficits respectifs, la commune politique de Zara n'aura plus à s'occuper de l'encaissement des rentes ni du paiement des frais se référant aux temps antérieurs à la consigne, soit qu'ils reviennent aux dites fractions, soit au fonds commun.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes renonce expressément à partager d'une façon quelconque les effets destinés à l'ameublement du siège et du bureau de la Commune de Zara.

4. Il est convenu que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les fractions qui seront détachées de la commune de Zara n'ont aucune ingérence ou aucun droit sur les biens et fondations placés sous l'administration de la Commune politique de Zara dont la liste est ci-dessous reproduite :

Fondation Cipriani ; fondation Giovino, fondation pour les appointements d'un élève de l'Académie de Fiume ; fonds de pensions pour les gardes municipaux ; fondation pour l'histoire de Zara ; deux fondations pour des bourses d'études ; fondation pour les orphelins ; fonds pour les veuves et orphelins de soldats morts en guerre ; emprunt de la ville de Zara en 1911.

5. Pour ce qui a trait au patrimoine de l'Institut de bienfaisance publique de Zara, les Hautes Parties contractantes prendront éventuellement des accords, après avoir échangé des renseignements concernant l'origine, la consistance et la destination de ce même patrimoine.

Article 23.

Le partage éventuel des archives aura lieu d'après les règles fixées par le chapitre V.

Pour ce qui n'est pas visé par le même chapitre V, seront appliquées les dispositions des traités et des conventions actuellement en vigueur.

Dans le cas éventuel de répartition des biens des évêchés catholiques et orthodoxes dans Zara, ainsi que des séminaires respectifs, la Commission de répartition procédera, le cas échéant, d'accord avec l'autorité ecclésiastique compétente, en tant que les deux gouvernements le jugeront nécessaire.

Article 24.

Les différends de toute espèce qui pourraient surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement aux dispositions contenues dans le présent chapitre seront soumis à l'arbitre à nommer d'après l'article 19 des dispositions sur la systématisation des intérêts patrimoniaux des provinces, des districts et des communes (voir chapitre III).

Les paiements à faire conformément à l'article 21, nos 2, 4 et 5 devront être exécutés dans les six mois à partir du moment où les montants respectifs auront été fixés d'une manière définitive.

V. Répartition des archives de la Dalmatie.

Article 25.

Pour ce qui concerne la répartition éventuelle des archives, bibliothèques de bureau, livres et registres publics, prénotations, comptes, plans, cartes, titres, documents, protocoles, index et appartenances de toute espèce, de propriété des autorités, des bureaux et des instituts, des différentes branches civiles et militaires — sans exception — de la ci-devant administration d'Etat en Dalmatie, ainsi qu'à ceux de l'Administration autonome, provinciale et communale, une commission spéciale sera instituée où les Hautes Parties contractantes seront représentées par un

a profitto del comune politico al quale le differenti frazioni saranno state aggregate. Per conseguenza, appena effettuata la consegna al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni delle frazioni convenute, nonchè delle eccedenze e dei *deficit* rispettivi, il comune politico di Zara non dovrà più occuparsi della esazione delle rendite, nè del pagamento delle spese riferentisi al tempo anteriore alla consegna, sia che spettino alle dette frazioni, sia che spettino al fondo comune.

Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni rinuncia espressamente alla ripartizione sotto qualsiasi forma degli effetti destinati come mobilio della sede e dell'ufficio del comune di Zara.

4. Rimane convenuto che il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni e le frazioni che saranno staccate dal comune di Zara non avranno alcuna ingerenza o alcun diritto su beni e fondazioni posti sotto l'amministrazione del comune politico di Zara, il cui elenco è qui sotto riprodotto :

Fondazione Cipriani ; fondazione Giovino ; fondazione per gli assegni ad un allievo dell'Accademia di Fiume ; fondo pensioni per le guardie municipali ; fondazione per la storia di Zara ; due fondazioni per borse di studio ; fondazione per gli orfani ; fondi per le vedove e gli orfani di soldati morti in guerra ; prestito della città di Zara del 1911 ;

5. Per ciò che riguarda il patrimonio dell'Istituto di beneficenza pubblica di Zara, le Alte Parti contraenti prenderanno eventualmente accordi, dopo avvenuto uno scambio di informazioni sull'origine, la consistenza e la destinazione dello stesso patrimonio.

Articolo 23.

L'eventuale ripartizione degli archivi avrà luogo secondo le regole stabilite nel capitolo V.

Per ciò che non è contemplato nello stesso capitolo V saranno applicate le disposizioni dei trattati e delle convenzioni attualmente in vigore.

Nel caso eventuale della ripartizione dei beni dei vescovati cattolico ed ortodosso di Zara, nonchè dei rispettivi seminari, la Commissione di ripartizione procederà, se del caso, d'accordo con l'Autorità ecclesiastica competente, in quanto i due Governi lo giudichino necessario.

Articolo 24.

Le controversie di qualsiasi specie, che potranno sorgere fra le Alte Parti contraenti relativamente alle disposizioni contenute nel presente capitolo, saranno sottoposte all'arbitro da nominare a termini dell' articolo 19 delle disposizioni sulla sistemazione degli interessi patrimoniali delle provincie, dei distretti e dei comuni. (Vedi capitolo III.)

I pagamenti da fare in conformità dell'articolo 21. nn. 2, 4 e 5, dovranno essere eseguiti entro sei mesi a partire dal momento in cui i rispettivi importi saranno stati fissati in modo definitivo.

V. Ripartizione degli Archivi della Dalmazia.

Articolo 25.

Per ciò che riguarda l'eventuale ripartizione degli archivi, biblioteche d'ufficio, libri e registri pubblici, prenotazioni, conti, piani, carte, titoli, documenti, protocolli, indice ed appartenenze di qualsiasi specie, di proprietà delle autorità, degli uffici e degli istituti dei diversi rami civili e militari — nessuno eccettuato — della passata amministrazione di Stato, in Dalmazia, nonchè dell'amministrazione autonoma provinciale e comunale, sarà istituita una Commissione speciale, nella quale le Alte Parti contraenti saranno rappresentate da un egual numero di delegati. Si deb-

nombre égal de délégués. On doit entendre par archives, les bureaux d'enregistrement et leur matériel relatif d'actes, y compris les actes notariés en garde judiciaire.

A la bibliothèque du tribunal d'appel, est reconnu le caractère de bibliothèque de bureau.

Article 26.

La Commission aura son siège à Zara. Elle commencera ses travaux dans les trois mois après l'entrée en vigueur de présent Accord. Il sera garanti à ses membres l'accès aux locaux où sont gardés les matériaux dont il est question à l'article 25, ainsi que l'appui le plus complet et la collaboration de la part de toutes les autorités et de tous les bureaux.

Article 27.

La Commission se propose les buts suivants :

a) Elle choisira avant tout les actes nécessaires à l'administration de l'Etat du territoire de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes ; elle en fera des listes exactes qu'elle transmettra aux autorités compétentes, afin que celles-ci en ordonnent la consigne relative. En cas d'urgence et sur requête des autorités intéressées, ces actes seront consignés sans délai et par la voie la plus courte.

La Commission séparera les actes de l'Administration courante des actes plus anciens, considérant comme courants ceux qui ne remontent pas à une époque antérieure aux derniers quarante ans de l'administration autrichienne, cessée à la date de l'armistice, et s'abstenant de toucher aux autres, qui seront traités selon les règles à établir pour les actes historiques. Ceux des actes courants qui, pour des raisons de compétence personnelle ou territoriale, ont trait uniquement aux intérêts d'une des deux administrations de l'Etat, seront immédiatement assignés par la Commission à l'autorité compétente et on lui en fera la consignation. Par contre, les actes courants, dont l'intérêt est considéré par la Commission commun aux deux territoires, et ceux que la Commission considère pour une raison quelconque indivisible, seront normalement attribués par la Commission à l'autorité serbe, croate et slovène compétente spécialement lorsqu'ils concernent toute la province de Dalmatie, et sauf l'attribution à l'autorité italienne compétente des actes qui concernent surtout les intérêts du territoire italien en Dalmatie. Les normes de compilation des listes de ces actes et la méthode de la consignation restent les mêmes que pour les autres.

Les livres et registres publics, ainsi que ceux de prénotation et d'évidence, seront considérés comme les actes courants, dans le cas où ils ont été en usage pendant les dernières quarante années, sans égard à la date de leur mise en œuvre. Pour les masses des archives notariales, le siège du bureau du notaire et la date de leur prise en conservation seront décisifs. Les actes personnels seront attribués et transmis, sans égard à leur date, en correspondance au droit de cité et au rapport des appointements de chaque fonctionnaire.

b) Les archives de la Junte provinciale de Dalmatie sont transmises en entier au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et de même celles du Conseil provincial d'agriculture, sauf les actes qui concernent directement le territoire de Dalmatie qui est partie du Royaume d'Italie. De la même manière, on sortira des archives de la commune politique de Zara, et on les transférera à qui de droit ; seulement les actes qui concernent directement les fractions communales, qui doivent se séparer de leur circonscription originaire.

c) La répartition des bibliothèques de bureau sera faite eu égard aux nécessités pratiques des deux administrations, de manière à faciliter, dans les conditions actuellement changées, la continuité normale de leurs fonctions.

bono intendere per archivi gli uffici di registrazione ed il loro relativo materiale di atti, ivi, compresi gli atti notarili in custodia giudiziaria.

Alla biblioteca del tribunale d'appello è riconosciuto il carattere di biblioteca d'ufficio.

Articolo 26.

La Commissione avrà la propria sede a Zara. Essa incomincierà i suoi lavori entro tre mesi dalla entrata in vigore del presente accordo. Verrà garantito ai suoi membri l'accesso ai locali ove sono conservati i materiali di cui all'articolo 25 come pure l'appoggio più completo e la collaborazione di tutte le autorità e di tutti gli uffici.

Articolo 27.

La Commissione si propone i seguenti scopi :

a) Sceglierà prima di tutto gli atti necessari all'amministrazione dello Stato del territorio dell'una o dell'altra delle due Alte Parti contraenti ; ne farà degli elenchi esatti, che transmetterà alle autorità competenti, affinchè queste ne ordinino la relativa consegna. In casi di urgenza e su richiesta delle autorità interessate, tali atti saranno consegnati senza indugio e per la via più breve.

La Commissione separerà gli atti dell'amministrazione corrente dagli atti più antichi, considerando come correnti quelli che non rimontino ad un'epoca anteriore agli ultimi quarant'anni dell'amministrazione austriaca, cessata alla data dell'amistizio, e astenendosi dal toccare gli altri, che saranno trattati secondo le regole da stabilire per gli atti storici. Quelli fra gli atti correnti, che, per ragione di competenza personale o territoriale, si riferiscano unicamente agli interessi di una delle due Amministrazioni dello Stato, saranno immediatemente assegnati dalla Commissione all'autorità competente, alla quale essa ne farà la consegna. Per contro gli atti correnti il cui interesse e considerato dalla Commissione comune ai due territori e quelli che saranno dalla Commissione considerati per qualsiasi ragione come indivisibili, verrano normalmente attribuiti dalla Commissione all'autorità serbo-croata-slovena competente, specialmente allorchè essi riguardino tutta la provincia di Dalmazia, e salvo l'attribuzione all'autorità italiana competente degli atti concernenti sopratutto gli interessi del territorio italiano in Dalmazia. Le norme per la compilazione degli elenchi di questi atti ed il metodo di consegna sono uguali a quelle stabilite per gli altri.

I libri ed i registri pubblici, nonchè quelli di prenotazione, e di evidenza, saranno considerati come atti correnti, nel caso in cui siano stati in uso durante gli ultimi quanrant'anni, senza riguardo alla date della loro posta in opera. Per le masse degli archivi notarili, saranno decisive la sede dell'Ufficio del notaio e la data della loro presa in conservazione. Gli atti personali saranno attribuiti e trasmessi, senza riguardo alla loro data, in corrispondenza al diritto di cittadinanza e in rapporto agli emolumenti di ciascun funzionario.

b) Gli archivi della Giunta provinciale di Dalmazia sono interamente trasmessi al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, ed egualmente quelli del Consiglio Provinciale di Agricoltura, salvo quegli atti che si riferiscono direttamente al territorio della Dalmazia facente parte del Regno d'Italia. Egualmente saranno estratti dagli archivi del comune politico di Zara, e saranno trasferiti a chi di diritto, soltanto gli atti riguardanti direttamente le frazioni comunali che debbono separarsi dalla loro circoscrizione originale.

c) La ripartizione delle biblioteche d'ufficio sarà fatta con riguardo alle necessità pratiche delle due amministrazioni, in modo da facilitare nelle condizioni attualmente cambiate, la continuità normale delle loro funzioni.

Article 28.

La Commission délibère à la majorité des suffrages. Ses délibérations ont immédiatement leur effet. Dans le cas de parité de suffrages, les deux Gouvernements pourvoient d'accord ; si cet accord ne se vérifie pas, chacune des Hautes Parties contractantes est libre d'en appeler au jugement d'un arbitre qui, dans le cas de défaut d'entente, sera désigné par le Secrétariat permanent de la Société des Nations.

Article 29.

Jusqu'à ce que la répartition n'aura pas eu lieu, les archives, les chancelleries, les bibliothèques, resteront en entier dans les lieux où elles se trouvaient au mois d'octobre 1918.

Article 30.

Pour la partie du matériel qui, même concernant des intérêts communs, serait attribuée, pour une raison quelconque, à une seule des Hautes Parties contractantes, ou qui resterait d'une manière quelconque en garde auprès d'une des Hautes Parties contractantes, on s'engage réciproquement à permettre à la Partie qui le demande, l'inspection sur place, la faculté d'en prendre copie, extraits, photographies, etc., ainsi que de céder en usage, dans des cas spéciaux, des objets particuliers à titre de prêt, contre restitution dans un délai à fixer.

Pour ce matériel, les Hautes Parties contractantes s'engagent à le garder soigneusement et à le maintenir inaltéré dans le siège où il sera placé d'un commun consentement.

Les frais relatifs aux différentes manières du susdit usage seront à charge de la Partie qui l'a demandé.

Article 31.

Les actes et documents concernant seulement des droits privés ou les intérêts des sujets ou des personnes juridiques ayant leur résidence ou leur siège dans le territoire serbe, croate et slovène, seront donnés au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les actes et les documents concernant des droits ou des intérêts communs aux ressortissants des deux Etats, seront gardés dans les archives où ils se trouvent et on en délivrera copie aux frais des intéressés italiens ou serbes, croates, slovènes qui en feront demande.

La partie des archives de Zara, avec les actes, les documents ou objets qui y sont conservés et qui représentent la trace ou le souvenir de la Domination de la République de Venise en Dalmatie, ne sont pas objet de répartition ; ils seront conservés par l'Etat italien.

La fixation des normes sur la répartition des archives et des bibliothèques ressortissant aux autorités et aux instituts ecclésiastiques, quelle que soit leur origine, est réservée à des négociations à part.

VI. Systématisation des banques.

Article 32.

Attendu que des divergences se sont vérifiées entre les points de vue du Gouvernement d'Italie et du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour ce qui concerne l'existence et le montant des intérêts des ressortissants serbes, croates et slovènes dans les banques et les établissements de crédit, qui ont leur siège dans le territoire annexé à l'Italie ou qui y ont des succursales ;

Attendu qu'un différend existe entre les deux Gouvernements aussi en ce qui concerne les conditions, auxquelles ces intérêts pourraient être pris en considération aux effets de l'article 215 du

Articolo 28.

La Commissione delibera a maggioranza di voti. Le sue deliberazioni hanno effetto immediato. Nel caso di parità di voti, i due Governi provvedono d'accordo : se tale accordo non si verifica, ciascuna delle Alte Parti contraenti è libera di appellarsi al giudizio di un arbitro, che, in caso di mancanza intesa verrà designato dal Segretariato permanente della Società delle Nazioni.

Articolo 29.

Fino a che la ripartizione non avrà avuto luogo, gli archivi, le cancellerie, le biblioteche resteranno integralmente nei luoghi ove essi si trovavano nel mese di ottobre 1918.

Articolo 30.

Per la parte di materiale che, pur riguardando interessi comuni, fosse attribuito per qualsiasi ragione ad una sola delle Alte Parti contraenti, a che restasse in qualsiasi modo in consegna di una sola delle Alte Parti contraenti, queste s'impegnano reciprocamente a permettere, alla parte che lo richieda, di poterne prendere visione sul posto, di prenderne copia, estratti, fotografie, ecc., come pure a concedere in uso, in casi speciali, oggetti particolari a titolo di prestito, contro restituzione in un termine da fissare.

Le Alte Parti contraenti si empegnano di conservare accuratamente e di mantenere inalterato questo materiale, nella sede ove esso verrà situato di comune accordo.

Le spese relative alle differenti maniere dell'uso suddetto, resteranno a carico della Parte che ne avrà fatto domanda.

Articolo 31.

Gli atti ed i documenti riguardanti soltanto diritti privati o interessi di sudditi o di persone giuridiche, aventi la loro residenza o la loro sede nel territorio serbe-croato-sloveno, saranno dati al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Gli atti ed i documenti riguardanti diritti o interessi comuni ai sudditi dei due Stati, saranno conservati negli Archivi ove si trovano e se ne rilascerà copia a spese degli interessati italiani o serbo-croati e sloveni che ne avranno fatto richiesta :

La parte degli archivi di Zara, con gli atti, i documenti o gli oggetti che vi sono conservati e che rappresentano le vestigia o i ricordi della Dominazione della Repubblica di Venezia in Dalmazia, non sono oggetto di ripartizione ; essi saranno conservati dallo Stato italiano.

La determinazione delle norme per la ripartizione degli archivi e delle biblioteche di pertinenza delle autorità e degli Istituti ecclesiastici, qualunque sia la loro origine è riservata a negoziati separati.

VI. SISTEMAZIONE DELLE BANCHE.

Articolo 32.

Considerato che si sono verificate divergenze fra i punti di vista del Governo d'Italia e del Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni per ciò che riguarda l'esistenza e l'ammontare degli interessi dei sudditi serbi, croati e sloveni nelle banche e negli Istituti di credito aventi sede nel territorio annesso all'Italia o che vi hanno delle succursali ;

considerato che esiste una divergenza fra i due Governi, anche per quel che riguarda le condizioni alle quali i suddetti interessi potrebbero essere presi in considerazione agli effetti dell'arti-

Traité de St-Germain ; et que le Gouvernement d'Italie conteste que cet article soit applicable dans les rapports entre les deux Hautes Parties contractantes ;

Attendu que les Gouvernements d'Italie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes désirent aplanir toutes les difficultés qui s'opposent à une reprise de relations d'affaires amicales entre les deux pays, sans entamer toutefois les principes sur lesquels les Hautes Parties contractantes appuient leur point de vue dans le différend susmentionné ;

Et attendu que les deux Gouvernements visent et s'engagent à faciliter la création d'une institution de crédit, qui soit à même de rendre plus intimes les rapports commerciaux entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ;

Les Hautes Parties contractantes ont convenu d'éliminer le différend par une transaction amiable aux conditions suivantes :

§ 1.

Le Gouvernement du Royaume d'Italie effectuera, aussitôt que faire se pourra, la conversion des couronnes austro-hongroises, en possession de ressortissants serbes, croates et slovènes ou déposées pour leur compte dans des établissements, ou auprès de personnes physiques ou juridiques dans le territoire de Zara, dont la conversion a a été refusée, au même taux de change et aux mêmes conditions qui ont été arrêtées pour les ressortissants italiens résidant sur le territoire susmentionné de Zara.

La conversion des dépôts aura lieu même dans le cas où les dépôts ont été constitués pour des ressortissants serbes, croates et slovènes résidant à l'étranger.

§ 2.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes fera effectuer la conversion des couronnes austro-hongroises en possession de ressortissants italiens, ou déposées à leur compte dans des établissements ou auprès de personnes physiques ou juridiques dans le territoire des Serbes, Croates et Slovènes, au même taux et aux mêmes conditions qui ont été arrêtées ou qui seront arrêtées pour les ressortissants serbes, croates et slovènes.

La conversion des dépôts aura lieu même dans le cas où les dépôts ont été constitués par des ressortissants résidant à l'étranger.

§ 3.

Pour régler les autres questions qui forment un objet de différend entre les deux Hautes Parties contractantes pour ce qui concerne les intérêts dans les établissements de crédit susmentionnés, le Gouvernement du Royaume d'Italie mettra à la disposition du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans le délai de quarante jours à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, la somme de seize millions de lires italiennes.

Si le montant est versé avant ou après le jour susmentionné, les intérêts de 5 % par an seront portés au crédit ou au débit du Gouvernement d'Italie.

§ 4.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît que ni lui ni ses ressortissants n'auront aucun droit ni aucune raison de demander des indemnités ou le paiement pour un titre quelconque envers le Gouvernement d'Italie, qui ait trait à la conversion de la monnaie austro-hongroise en lires, à la conversion de dépôt auprès des établissements de crédit, ou à des dommages qui y sont relatifs, soufferts par des ressortissants serbes, croates et slovènes, dans le territoire annexé au Royaume d'Italie et qui ne sont pas considérés dans des accords spéciaux.

colo 215 del Trattato di San Germano ; e che il Governo d'Italia contesta che detto articolo sia applicabile nei rapporti fra le due Alte Parti contraenti ;

considerato che il Governo d'Italia ed il Governo dei Serbi, Croati e Sloveni desiderano appianare ogni difficoltà che si opponga ad una ripresa di amichevoli relazioni d'affari fra i due Paesi, senza tuttavia intaccare menomamente i principi sui quali le Alte Parti contraenti basano i loro punti di vista nella controversia suddetta ;

e considerato che i due Governi mirano e s'impegnano a facilitare la creazione di un Istituto di credito, che sia in grado di rendere più intimi i rapporti commerciali fra l'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni ;

le Alte Parti contraenti hanno deliberato di eliminare la divergenza con una transazione amichevole, alle seguenti condizioni :

§ 1.

Il Governo del Regno d'Italia effettuerà, appena sarà possibile, la conversione delle corone austro-ungariche in possesso di sudditi serbo-croati e sloveni o per loro conto depositate negli Istituti o presso persone fisiche o giuridiche nel territorio di Zara, la cui conversione venne rifiutata, allo stesso tasso di cambio e alle stesse condizioni che sono state fissate per i sudditi italiani residenti nel territorio sumenzionato di Zara.

La conversione dei depositi avrà luogo anche nel caso in cui i depositi siano stati costituiti da sudditi serbi, croati e sloveni residenti all'estero.

§ 2.

Il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni farà effettuare la conversione delle corone austro-ungariche in possesso di sudditi italiani o per conto loro depositate in istituti o presso persone fisiche o giuridiche nel territorio dei Serbi, Croati e Sloveni, allo stesso tasso e alle stesse condizioni che sono state fissate o che saranno fissate per i sudditi serbi, croati e sloveni.

La conversione dei depositi avrà luogo anche nel caso in cui i depositi siano stati costituiti da sudditi residenti all'estero.

§ 3.

Per regolare le altre questioni che formano oggetto di divergenza fra le due Alte Parti contraenti in ciò che riguarda gli interessi negli Istituti di Credito sopra indicati, il Governo del Regno d'Italia porrà a disposizione del Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, entro il termine di quaranta giorni a decorrere dalla data dell'entrata in vigore del presente accordo, la somma di 16 milioni di lire italiane.

Se l'ammontare è versato prima o dopo del giorno sopraindicato, gli interessi al 5 per cento annuo saranno portati a credito o a debito del Governo italiano.

§ 4.

Il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni riconosce che nè esso nè i propri sudditi avranno alcun diritto nè alcuna ragione di chiedere indennità o pagamenti al Governo Italiano per qualsiasi titolo che abbia tratto alla conversione della moneta austro-ungarica in lire, alla conversione di depositi presso Istuti di Credito, o ai danni relativi, sofferti dai sudditi serbi, croati e sloveni nel territorio annesso al Regno d'Italia e che non sono considerati negli accordi speciali.

VII. Instituts d'assurances sociales.

Article 33.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement serbe-croate-slovène ont convenu de confier à une commission spéciale la tâche d'accomplir les travaux préparatoires et de formuler des propositions concrètes pour la systématisation des rapports entre les Hautes Parties contractantes sur tous les instituts et fonds d'assurance sociale, qui opéraient dans les territoires de la ci-devant monarchie austro-hongroise et qui ont passé actuellement sous la souveraineté d'un des deux Etats contractants.

Cette Commission, qui siégera à Trieste, devra être constituée en temps utile pour commencer ses travaux dans le terme de deux mois à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

VIII. Voies de communication.

Article 34.

Toutes les questions concernant les communications doivent être résolues par le Traité de commerce à conclure entre les deux Hautes Parties contractantes.

IX. Nationalisation des sociétés et maisons de commerce.

Article 35.

Les sociétés en nom collectif et en commandite simple, les sociétés en commandite par actions et les sociétés par actions, les sociétés anonymes et les sociétés à garantie limitée, actuellement existantes sur le territoire qui faisait partie de la ci-devant monarchie austro-hongroise et qui a été attribué à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes, auront la nationalité de l'Etat où elles ont été légalement constituées et sur le territoire duquel elles ont l'objet et le siège principal de leur entreprise.

Article 36.

Lorsque, d'une part, le siège d'une société visée à l'article précédent, et le siège du tribunal où la société est enregistrée et, d'autre part, le lieu de l'entreprise ou de l'établissement principal ne sont pas sis dans le territoire du même Etat, la détermination de la nationalité de cette société sera du ressort de l'autorité politique provinciale du lieu où se trouve l'objet principal de l'entreprise.

Si, toutefois, l'objet principal est situé en dehors des frontières d'une des Hautes Parties contractantes et aussi dans le cas où il ne sera possible de déterminer laquelle de plusieurs entreprises ou quel établissement doit être considéré comme l'objet principal de l'entreprise, cette détermination sera du ressort de l'autorité politique provinciale dans la circonscription juridictionnelle du tribunal auprès duquel la société est enregistrée.

Article 37.

Les maisons commerciales, individuelles et sociales, y compris les consortiums économiques à garantie limitée et illimitée, ayant seulement leur siège dans le territoire qui faisait autrefois partie

VII. ISTITUTI DI ASSICURAZIONE SOCIALE.

Articolo 33.

Il Governo italiano ed il Governo Serbo, Croato e Sloveno hanno convenuto di affidare ad una Commissione speciale l'incarico di compiere i lavori preparatori e di formulare proposte concrete per la sistemazione dei rapporti fra le Alte Parti contraenti su tutti gli Istituti e Fondi di Assicurazione sociale, che operavano nei territori dell'ex monarchia austro-ungarica e che sono attualmente passati sotto la sovranità di uno dei due Stati contraenti.

Questa Commissione, che siederà a Trieste, dovrà essere costituita in tempo utile per cominciare i propri lavori nel termine di due mesi a decorrere dalla data dell'entrata in vigore del presente accordo.

VIII. VIE DI COMUNICAZIONE.

Articolo 34.

Tutte le questioni concernenti le comunicazioni devono essere risolte dal Trattato di commercio da concludere fra le due Alte Parti contraenti.

IX. NAZIONALIZZAZIONE DELLE SOCIETÀ E DELLA CASE DI COMMERCIO.

Articolo 35.

Le Società in nome collettivo ed in accomandita semplice, le Società in accomandita per azioni e le Società per azioni, le Società anonime e le Società a garanzia limitata attualmente esistenti nel territorio che faceva parte dell'ex monarchia austro-ungarica e che è stato attribuito all'una o all'altra delle Alte Parti contraenti ; avranno la nazionalità dello Stato ove esse sono state legalmente costituite e sul territorio del quale esse hanno l'oggetto e la sede principale della loro impresa.

Articolo 36.

Allorchè da una parte la sede di una Società contemplata nell'articolo precedente e la sede del Tribunale presso cui detta Società è registrata e d'altra parte il luogo dell'impresa o dello stabilimento principale non siano situati nel territorio dello stesso Stato la determinazione della nazionalità di detta Società sarà di competenza dell'autorità politica provinciale del luogo ove si trova l'oggetto dell'impresa.

Se tuttavia l'oggetto principale è situato al di fuori delle frontiere di una delle Alte Parti contraenti, ed anche nel caso in cui non sarà possibile determinare quale delle diverse imprese o quale stabilimento debba essere considerato come l'oggetto principale dell'impresa, questa determinazione sarà di competenza dell'autorità politica provinciale nella circoscrizione giurisdizionale del Tribunale presso cui la Società è registrata.

Articolo 37.

Le Case commerciali individuali e sociali, compresi i Consorzi economici a garanzia limitata od illimitata, aventi soltanto la loro sede nel territorio già facente parte della monarchia austro-

de la monarchie austro-hongroise et qui a été attribué à l'une des Hautes Parties contractantes peuvent transférer leur siège dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, dans lequel elles ont l'objet principal de leur entreprise.

En ce cas, la liquidation de la maison commerciale ne sera pas requise, même s'il s'agit d'une société anonyme.

Article 38.

La radiation dans le registre de commerce sera effectuée sur la demande de la partie intéressée, munie de l'approbation de l'autorité politique provinciale de l'Etat dans le territoire duquel devra être transféré le siège de la maison commerciale en question.

Article 39.

La maison commerciale qui aura obtenu cette radiation sera exemptée, dans l'Etat où elle avait son siège et d'où elle se transfère, du paiement des impôts ordinaires et extraordinaires, y compris les impôts de guerre et les impôts additionnels y relatifs, grevant les revenus industriels. Cette exemption aura effet à partir du jour de la présentation de la demande, pourvu que celle-ci soit présentée dans le délai de six mois à partir de la date de la mise en vigueur du présent Accord. et que le transfert effectif du siège ait lieu immédiatement après l'obtention de l'admission du transfert susdit. Cette exemption s'étend aussi aux impôts que l'on peut exiger pendant une liquidation éventuelle et spécialement aux profits de liquidation et à l'impôt sur le patrimoine.

X. Fidéicommis.

Article 40.

Les ressortissants d'une des Hautes Parties contractantes ne pourront en aucun cas être exclus, à cause de leur nationalité, du droit de percevoir des revenus d'un fidéicommis soumis aux lois de l'autre Partie.

Article 41.

En cas de suppression des fidéicommis ou de résolution du lien fidéicommissaire par une des Hautes Parties contractantes, les ressortissants de l'autre Partie, appelés à la succession des biens, jouiront, soit en cas de partage des dits biens, soit en cas de paiement d'indemnités, du même traitement que les ressortissants de l'Etat où les biens se trouvent.

Article 42.

Aucune taxe, redevance ou charge, sous quelque forme que ce soit, ne sera imposée à cet égard aux ressortissants des Hautes Parties contractantes qui ne soit également imposée aux ressortissants de l'Etat où les biens se trouvent.

XI. Impots.

Article 43.

Pour la stipulation d'un accord spécial pour la liquidation des impôts après le 3 novembre 1918 et à effectuer jusqu'à la fin de l'année financière 1922, dans le territoire de l'ancienne monar-

ungarica e che è stato attribuito all'una delle Alte Parti contraenti, possono trasferire la loro sede nel territorio dell'altra Alta Parte contraente, nel quale esse hanno l'oggetto principale della loro impresa.

In tale caso non sarà richiesta la liquidazione della casa commerciale, anche se si tratti di una società anonima.

Articolo 38.

La radiazione dal registro del commercio verrà effettuata in base ad una domanda della parte interessata, munita dell'approvazione dell'autorità politica provinciale dello Stato nel cui territorio dovrà essere trasferita la sede della Casa commerciale di cui si tratta.

Articolo 39.

La Casa commerciale che avrà ottenuta tale radiazione sarà esentata, nello Stato in cui aveva la sede e dal quale essa si trasferisce, dal pagamento delle imposte ordinarie e straordinarie, comprese le imposte di guerra e le relative imposte addizionali, gravanti sui redditi industriali. Tale esenzione avrà effetto a datare dal giorno della presentazione della domanda, purchè questa sia presentata entro sei mesi a decorrere dalla data della messa in vigore del presente accordo, e che il trasferimento effettivo della sede abbia luogo immediatamente dopo ottenuta l'approvazione del suddetto trasferimento.

Tale esenzione si estende anche alle imposte che si possono esigere durante un'eventuale liquidazione, e specialmente ai profitti di liquidazione ed all'imposta sul patrimonio.

X. Fidecommessi.

Articolo 40.

I sudditi di una delle Alte Parti contraenti non potranno in verun caso essere esclusi a causa della loro nazionalità, dal diritto di percepire le rendite di un fidecommesso sottoposto alle leggi dell'altra Parte.

Articolo 41.

Nel caso di soppressione dei fidecommessi o di risoluzione del vincolo fidecommissario da parte di una delle Alte Parti contraenti, i sudditi dell'altra Parte chiamati alla successione dei beni godranno tanto nel caso di ripartizione dei suddetti beni, quanto in quello di pagamento di indennità, dello stesso trattamento fatto ai sudditi dello Stato in cui si trovano i beni.

Articolo 42.

Nessuna tassa, canone od onere sotto qualsiasi forma saranno a questo riguardo imposti ai sudditi delle Alte Parti contraenti se non siano egualmente imposti ai sudditi dello Stato in cui i beni si trovano.

XI. Imposte.

Articolo 43.

Per la stipulazione di un accordo speciale per la liquidazione delle imposte dopo il 3 novembre 1918 e da effettuare sino alla fine dell'anno finanziaro 1922, nel territorio dell'antica monarchia

chie austro-hongroise transféré aux Hautes Parties contractantes, pour éviter la double imposition, une commission spéciale sera constituée dans le délai de trois mois à partir de la mise en vigueur du présent Accord.

La Commission sera composée d'un délégué muni de pleins pouvoirs pour chacune des deux Hautes Parties contractantes.

Elle se réunira dans le délai d'un mois après sa constitution à Ljubliana.

XII. Pêche maritime.

Article 44.

Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes sont convenus de considérer comme exécutive, sans autre ratification, la Convention qui règle la pêche en Adriatique et qui a été signée par les délégués techniques des deux Etats à Brioni le 14 septembre 1921.

La Convention susdite restera en vigueur pendant cinq ans, à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent Accord. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes ne l'aura dénoncée une année avant l'échéance, elle continuera à exercer ses effets, par reconduction tacite, jusqu'à l'échéance d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Il est toutefois convenu que la dite Convention ne sera pas dénoncée pendant toute la durée du Traité de commerce et navigation qui sera conclu entre les deux Hautes Parties contractantes et que, par conséquent, elle devra, en tout cas, exercer ses effets jusqu'au moment où ledit Traité cessera d'être appliqué.

XIII. Dispositions complémentaires de la Convention conclue a Rome le 6 avril 1922 concernant le droit de cité.

Article 45.

Aux effets des dispositions stipulées dans le Traité de Rapallo du 12 novembre 1920 et des dispositions qui suivent, seront considérées comme ayant acquis la nationalité italienne ainsi que tous les droits qui en découlent, toutes les personnes qui, sur la déclaration de l'option présentée dans le terme du 2 février 1922, auront obtenu des autorités compétentes du Royaume d'Italie le droit de cité.

Article 46.

En ce qui concerne les déclarations d'option présentées après la date susmentionnée et jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du présent Accord, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes décidera, le cas échéant, si, aux dites déclarations, seront assurés les effets de la nationalité italienne dont à l'article 45.

Les personnes auxquelles ne serait pas reconnu le droit de cité aux effets de l'article 7 N° 2 du Traité de Rapallo, auront le droit de conserver, sur leur demande, la nationalité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 47.

Les individus demeurant dans les territoires encore occupés par l'armée royale italienne et qui opteront pour la nationalité italienne dans le délai de six mois à partir du jour de l'évacuation, jouiront de tous les droits mentionnés aux articles précédents.

austro-ungarica trasferito alle Alte Parti contraenti, allo scopo di evitare une doppia tassazione, sarà istituita una Commissione speciale entro il termine di tre mesi a decorrere dalla messa in vigore del presente accordo.

La Commissione sarà composta di un delegato munito di pieni poteri per ciascuna delle due Alte Parti contraenti.

Essa si riunirà a Lubiana entro un mese dalla sua costituzione.

XII. Pesca Marittima.

Articolo 44.

I Governi delle due Alte Parti contraenti convengono di considerare come esecutiva, senza altra ratifica, la Convenzione che regola la pesca nell'Adriatico e che venne firmata dai delegati tecnici dei due Stati, a Brioni, il 14 settembre 1921.

La suddetta Convenzione resterà in vigore cinque anni, a decorrere dall'entrata in vigore del presente accordo. Nel caso in cui da nessuna delle due Alte Parti contraenti sia stata denunziata un anno avanti la scadenza, essa continuerà a rimanere in vigore, per tacita rinnovazione, fino allo scadere di un anno a decorrere dal giorno in cui sarà stata denunciata dall'una o dall'altra delle Alte Parti contraenti.

E' tuttavia convenuto che detta Convenzione non sarà denunziata per tutta la durata del Trattato di commercio e di navigazione che sarà concluso fra le due Alte Parti contraenti, e che, par conseguenza, essa dovrà in ogni caso aver vigore fino al momento in cui il suddetto trattato cesserà di avere applicazione.

XIII. Disposizioni Complementari alla convenzione conclusa a Roma il 6 Aprile 1922 Riguardanti il diritto di Cittadinanza.

Articolo 45.

Agli effetti delle disposizioni stipulate nel Trattato di Rapallo del 12 novembre 1920 e delle disposizioni che seguono, saranno considerati come aventi acquistato la nazionalità italiana insieme con tutti i diritti che ne derivano, tutte le persone che, in base alla dichiarazione di opzione presentata entro il termine del 2 febbraio 1922, avranno ottenuto dalle autorità competenti del Regno d'Italia il diritto di cittadinanza.

Articolo 46.

Per ciò che riguarda le dichiarazioni di opzione presentate dopo la data suddetta e fino al giorno dell'entrata in vigore del presente accordo, il Governo del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni deciderà, se del caso, se alle suddette dichiarazioni debbano essere assicurati gli effetti della nazionalità italiana di cui all'articolo 45.

Le persone alle quali non sarà riconosciuto il dirritto di cittadinanza agli effetti dell'articolo VII N° 2 del Trattato di Rapallo, avranno diritto di conservare su loro domanda, la nazionalità del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 47.

Coloro che dimorano nei territori ancora occupati dalle truppe Reali Italiane e che opteranno per la nazionalità italiana entro il termine di sei mesi a partire dal giorno dello sgombero, godranno tutti i diritti contemplati negli articoli precedenti.

Article 48.

Les dispositions de l'article 7, N° 2 du Traité de Rapallo, ainsi que celles qui sont stipulées dans les accords qui découlent dudit article, sont aussi appliquées intégralement à l'île de Veglia.

XIV. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES ET TRANSITOIRES CONCERNANT L'EXERCICE DES PROFESSIONS, DES INDUSTRIES ET DES COMMERCES DANS L'ATTENTE DE LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE .COMMERCE.

Article 49.

Les ressortissants des territoires qui appartenaient jusqu'au 3 novembre 1918 à l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui ont été transférés en vertu des Traités de Paix de Saint-Germain et de Trianon et du Traité de Rapallo au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, lesquels, de par le droit qui leur est conféré par l'article 7, N° 2 de ce dernier Traité, auront opté pour la nationalité italienne, auront la faculté personnelle de continuer à exercer toujours dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les arts, métiers, industries et professions de toute sorte qu'ils avaient exercés légitimement jusqu'à la conclusion du Traité de Rapallo.

Sont exclues les professions de notaire, d'arpenteur géomètre, d'ingénieur civil autorisé et d'avocat.

Les interruptions de l'exercice des arts, métiers, industries et professions dues à une cause de force majeure ne seront pas prises en considération aux effets de l'alinéa premier.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires publics.

Article 50.

Pour les concessions accordées après l'occupation de la part de l'Armée royale italienne, le Gouvernement des Serbes Croates et Slovènes se réserve le droit de révoquer lesdites concessions, dans le cas où il y aurait des raisons d'échéance qui, d'après les lois en vigueur, justifieraient la révocation.

Article 51.

Les concessions et les licences industrielles qui, d'après les lois de l'ancien régime, étaient transmissibles aux héritiers, pourront être transmises à des héritiers ayant opté directement ou indirectement pour la nationalité italienne aux effets de l'article 49 et qui, même à défaut de testament, seraient appelés à la succession.

La transmission aura lieu même si la nationalité serbe, croate et slovène était requise pour l'exercice et la jouissance desdites concessions ou licences et aux conditions mêmes auxquelles elle se ferait entre les ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 52.

Les dispositions adoptées par l'ancien Gouvernement austro-hongrois en conséquence de la guerre, à partir du 25 juillet 1914 et jusqu'au 3 novembre 1918, contre des sociétés, instituts ou individus de nationalité italienne, sont considérées sans effet et les sociétés, les instituts et les individus qui en ont été frappés seront réintégrés totalement dans les droits dont ils jouissaient antérieurement. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne sera pas tenu à payer une indemnité quelconque.

Articolo 48.

Le disposizioni dell'articolo VII N° 2 del Trattato di Rapallo, come pure quelle che sono stipulate negli accordi che derivano dal suddetto articolo, saranno integralmente applicate anche all'isola di Veglia.

XIV. DISPOSIZIONI PRELIMINARI E TRANSITORIE RIGUARDANTI L'ESERCIZIO DELLE PROFESSIONI, DELLE INDUSTRIE E DEI COMMERCI IN ATTESA DELLA CONCLUSIONE DEL TRATTATO DI COMMERCIO.

Articolo 49.

I sudditi dei territori che appartenevano fino al 3 novembre 1918 all'antica monarchia austro-ungarica e che sono stati trasferiti in virtù dei trattati di pace di San Germano e del Trianon e del Trattato di Rapallo al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, i quali per il diritto ad essi conferito dal l'articolo VII N° 2 di quest'ultimo Trattato avranno optato per la nazionalità italiana, avranno la facoltà personale di continuare ad esercitare sempre nel territorio del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, le arti, i mestieri, le industrie e le professioni di ogni specie che essi avevano legittimamente esercitato fino alla conclusione del Trattato di Rapallo.

Sono escluse le professioni di notaio, di agrimensore geometra, di ingegnere civile autorizzato e di avvocato.

Le interruzioni nell'esercizio delle arti, mestieri, industrie e professioni, dovute a cause di forza maggiore, non saranno prese in considerazione agli effetti dell'alinea 1.

Queste disposizioni non si applicano ai pubblici funzionari.

Articolo 50.

Per le concessioni accordate dopo l'occupazione da parte delle truppe Reali Italiane, il Governo dei Serbi, Croati e Sloveni si riserva il diritto di revocarle nel caso in cui esistessero ragioni di decadenza che, secondo le leggi in vigore, giustificassero la revoca.

Articolo 51.

Le concessioni e le licenze industriali che, in base alle leggi dell'antico regime, erano trasmissibili agli eredi, potranno essere trasmesse agli eredi aventi optato direttamente o indirettamente per la nazionalità italiana agli effetti dell'articolo 49, e che, anche in mancanza di testamento, fossero chiamati alla successione.

La trasmissione avrà luogo anche se la nazionalità serbo-croata e slovena fosse richiesta per l'esercizio ed il godimento di dette concessioni o licenze e alle stesse condizioni alle quali essa avverebbe tra i sudditi del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 52.

Le disposizioni emanate dall'antico governo austro-ungarico in conseguenza della guerra, a partire dal 25 luglio 1914 fino al 3 novembre 1918, contro Società, Istituti o individui di nazionalità italiana sono considerate senza effetto e le Società, gli Istituti e gli individui che ne furono colpiti saranno totalmente reintegrati nei diritti di cui anteriormente godevano. Il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni non sarà tenuto a pagare una qualsiasi indennità.

Article 53.

Sans porter atteinte au droit de libre contractation, pour ce qui concerne les contrats de travail, les ressortissants dont il s'agit ne seront pas exclus de l'exercice de leur profession à cause de leur qualité de ressortissants italiens, même si, actuellement ou à l'avenir, pour l'exercice de ces professions, il était nécessaire d'appartenir au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pourvu qu'ils se soumettent aux règles valables pour les ressortissants du même Royaume.

Cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires publics.

Les dispositions de cet article et de l'article 49 du présent chapitre seront appliquées par analogie aux ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui ont leur résidence à Zara.

Article 54.

Les dispositions contenues dans ce chapitre auront effet jusqu'à ce que la même matière soit définitivement réglée par un traité de commerce entre les deux Hautes Parties contractantes.

XV. Dispositions complémentaires des règlements de procédure et administratifs, et sur l'enseignement.

Article 55.

Pour compléter les dispositions contenues dans la Convention relative aux populations allogènes, faite à Saint-Germain le 10 septembre 1919 et approuvée par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par la déclaration du 5 décembre 1919, il est convenu que lesdites dispositions seront appliquées aussi aux ressortissants italiens devenus tels par effet du Traité de Rapallo du 12 novembre 1920 pour ce qui concerne l'usage de la langue italienne et la liberté de l'exercice du culte et de leur religion dans cette langue, et pour ce qui concerne le droit de créer, diriger et contrôler des écoles et autres établissements d'éducation, des institutions de bienfaisance, religieuses ou d'assistance sociale, ou bien de caractère de culture intellectuelle dans l'extension accordée par les susdits Traités de Saint-Germain et de Rapallo.

La fréquentation des écoles et des instituts privés ci-dessus mentionnés aura la même valeur que la fréquentation des écoles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de la même catégorie.

Les certificats délivrés par ces écoles et instituts privés auront les mêmes effets qui sont reconnus aux certificats des écoles publiques correspondantes.

Dans les écoles privées susmentionnées, l'enseignement de la langue serbo-croate sera obligatoire.

Dans les écoles privées dont il s'agit, l'enseignement sera donné par des maîtres et des catéchistes choisis par les ressortissants italiens et agréés par les autorités compétentes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le fait de la nationalité italienne ne pourra pas être motif de non-agrément pour les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles et des établissements privés susmentionnés.

XVI. Droit de propriété.

Article 56.

Les personnes, les sociétés, les entreprises de tout genre et les corps moraux qui, respectivement, ressortissent au Royaume d'Italie ou ont obtenu la constatation de leur appartenance au

Articolo 53.

Senza menomazione del diritto di libera contrattazione, per quel che riguarda i contratti di lavoro, i sudditi di cui si tratta non saranno esclusi d'all'esercizio della loro professione a causa della loro qualità di sudditi italiani, anche se attualmente o in avvenire, per l'esercizio di queste professioni, fosse necessaria l'appartenenza al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, purchè essi si sottopongano alle regole in vigore per i sudditi dello stesso Regno.

Tale disposizione non è applicabile ai pubblici funzionari.

Le disposizioni di questo articolo e quelle dell'articolo 49 del presente capitolo saranno per analogia applicate ai sudditi del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni che hanno la loro residenza a Zara.

Articolo 54.

Le disposizioni contenute in questo capitolo avranno effetto fino a che questa materia sia definitivamente regolata da un Trattato di commercio fra le due Alte Parti contraenti.

XV. DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI DEI REGOLAMENTI DI PROCEDURA ED AMMINISTRATIVI E SULL'INSEGNAMENTO.

Articolo 55.

Per completare le disposizioni contenute nella Convenzione relativa alle popolazioni allogene, fatta a San Germano il 10 settembre 1919, ed approvata dal Regno dei Serbi, Croati e Sloveni con dichiarazione del 5 dicembre 1919, si conviene che le dette disposizioni saranno applicate anche ai sudditi italiani divenuti tali agli effetti del Trattato di Rapallo del 12 novembre 1920, per ciò che riguarda l'uso della lingua italiana e la libertà d'esercizio del culto e della loro religione in questa lingua, e per ciò che riguarda il diritto di istituire, dirigere e controllare scuole ed Istituti di educazione, Istituzioni di beneficenza, religiose o di assistenza sociale, oppure di carattere di coltura intelletuale, nella estensione accordata dai suddetti Trattati di San Germano e di Rapallo.

La frequenza delle scuole e degli Istituti privati sopra menzionati avrà lo stesso valore della frequenza delle scuole del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni della stessa categoria.

I certificati rilasciati da queste scuole e da questi Istituti privati, avranno gli stessi effetti che sono riconosciuti ai certificati delle scuole pubbliche corrispondenti.

Nelle scuole private su menzionate l'insegnamento della lingua serbo-croata sarà obbligatorio.

Nelle scuole private di cui si tratta, l'insegnamento sarà impartito da meastri e da catechisti scelti dai sudditi italiani e graditi dalle autorità competenti del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Il fatto della nazionalità italiana non potrà formare motivo di non gradimento per gli istitutori, maestri e catechisti delle scuole e degli istituti privati sopra menzionati.

XVI. DIRITTO DI PROPRIETÀ.

Articolo 56.

Le persone, le società, le imprese di ogni genere ed i corpi morali rispettivamente di nazionalità italiana o che hanno ottenuto la constatazione della loro appartenenza al Regno d'Italia,

Royaume d'Italie et, d'autre part, ceux qui ressortissent au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne pourront être soumis, pour ce qui concerne les biens et leurs possessions, leurs droits ou intérêts dans les territoires transférés et annexés à l'un des deux Etats, en vertu des Traités de paix et du Traité de Rapallo, à aucune atteinte, entrave ou restriction qui ne soit appliquée également aux propres ressortissants, et qui ne donne lieu en tout cas à une indemnité convenable.

Article 57.

Les modalités pour la détermination et le paiement de l'indemnité dont à l'article précédent seront établies dans un accord spécial au cours des négociations pour le Traité de commerce.

Article 58.

Les personnes, les sociétés, les entreprises de tout genre, les corps moraux, leurs biens, droits et intérêts dont à l'article 56, ne pourront être soumis à aucune taxe ou charge supérieure à celles dont seront grevées les personnes et entreprises ressortissantes de l'Etat qui touche l'impôt, ou par lesquelles seront grevés leurs biens, droits ou intérêts.

XVII. ELIGIBILITÉ DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET EXPLOITATION DU CRÉDIT.

Article 59.

Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes se réservent de constater, par un échange de notes, que :

1. Les ressortissants des deux Etats pourront être librement élus dans les conseils d'administration, dans les directions, dans les collèges des syndics des sociétés anonymes et dans les collèges des curateurs et dans la direction des corps moraux, excepté les corps de droit public.

2. Les ressortissants visés à l'article 45 du chapitre concernant le droit de cité en exécution de l'article 7 du Traité de Rapallo pourront exploiter de plein droit leur crédit auprès des établissements ou des particuliers sans limitations autres que celles fixées pour les ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 60.

Est reconnue la nécessité de prendre des mesures pour éviter toute pression ayant le but de renvoyer les employés et les ouvriers qui se soumettent aux dispositions en vigueur pour les nationaux, seulement à cause de leur droit de cité ou de leur nationalité.

XVIII. RÉQUISITIONS.

Article 61.

Il est convenu que les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes jouiront des mêmes droits que les ressortissants nationaux, à l'égard des indemnisations pour les réquisitions, et des dédommagements pour les dommages causés par lesdites réquisitions, faites par les autorités ou les troupes des deux Etats pendant l'occupation, dans les territoires actuellement annexés soit au Royaume d'Italie, soit au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Les dommages indirects ne sont pas compris dans cette disposition.

e d'altra parte le persone od enti di nazionalità serba, croata e slovena, non potranno essere sottoposti per quel che riguarda i beni ed il loro possesso, i loro diritti od interessi nei territori trasferiti ed annessi ad uno dei due Stati in virtù dei Trattati di Pace e del Trattato di Rapallo, ad alcun pregiudizio, vincolo o restrizione che non siano applicati egualmente ai sudditi dello Stato dal quale i territori dipendono e che non diano luogo, in ogni caso ad una conveniente indennità.

Articolo 57.

Le modalità per la determinazione ed il pagamento dell'indennità di cui all'articolo precedente saranno stabilite in uno speciale accordo nel corso dei negoziati per il trattato di commercio.

Articolo 58.

Le persone, le società, le imprese di ogni genere, i corpi morali, i loro beni, diritti ed interessi, di cui all'articolo 56, non potranno essere sottoposti ad alcuna tassa o carico superiori a quelli di cui saranno colpite le persone e le imprese pertinenti allo Stato che esige l'imposta o dai quali saranno colpiti i loro beni, diritti o interessi.

XVII. Eleggibilità nei Consigli d'Amministrazione e uso del credito.

Articolo 59.

I Governi delle due Alte Parti contraenti si riservano di constatare con uno scambio di note che :

1. I sudditi dei due Stati potranno essere liberamente eletti nei Consigli di Amministrazione, nelle Direzioni, nei Collegi Sindacali delle Società Anonime e nei Collegi di Curatori e nella Direzione dei corpi morali, eccettuati gli Enti di diritto pubblico ;

2. I sudditi indicati nell'articolo 45 del Capitolo riguardante il diritto di cittadinanza in esecuzione dell'articolo VII del Trattato di Rapallo, potranno giovarsi di pieno diritto del loro credito presso gli Istituti o presso particolari, senz'altre limitazioni di quelle fissate per i sudditi del Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

Articolo 60.

E'riconosciuta la necessità di prendere misure atte ad evitare ogni pressione che abbia lo scopo di licenziare, soltanto a causa del loro diritto di cittadinanza o della loro nazionalità, gli impiagati e gli operai che si sottomettano alle disposizioni in vigore per i nazionali.

XVIII. Requisizioni.

Articolo 61.

E'convenuto che i sudditi delle due Alte Parti contraenti godranno gli stessi diritti dei sudditi nazionali, riguardo ai compensi per le requisizioni ed al risarcimento dei danni causati dalle dette requisizioni fatte dalle autorità o delle truppe dei due Stati durante l'occupazione, nei territori attualmente annessi, sia al Regno d'Italia, sia al Regno dei Serbi, Croati e Sloveni.

I danni indiretti non sono compresi in queste disposizioni.

Article 62.

Auront droit aux dédommagements et indemnisations dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sauf pour les territoires encore occupés par les troupes italiennes, les ressortissants qui auront dénoncé jusqu'au 1er mai 1922 aux autorités de l'une des Hautes Parties contractantes les dommages et dégâts soufferts. Dans les territoires encore occupés à la date du 1er mai 1922 par les troupes italiennes, les dénonciations aux autorités de l'une des Hautes Parties contractantes pourront avoir lieu dans un délai de quarante-cinq jours après l'évacuation des territoires respectifs.

Article 63.

Les dommages et dégâts déjà constatés par les autorités compétentes d'une des Hautes Parties contractantes seront définitivement acceptés par les autorités de l'autre comme base pour la fixation du dédommagement et de l'indemnisation.

Les dommages et dégâts qui ne sont pas encore constatés doivent être constatés par les autorités locales avec intervention des autorités de l'autre Haute Partie contractante.

Ces constatations devront avoir lieu dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent Accord pour ce qui concerne les territoires déjà évacués et de quatre mois après l'évacuation des territoires éventuellement encore occupés à cette date.

Article 64.

Dans un délai de trois mois à partir du moment de la mise en vigueur du présent Accord, ou, dans le cas où la constatation n'a pas encore eu lieu, à partir de la date de la constatation des dommages et des dégâts, les sommes à payer seront liquidées par les autorités compétentes et les paiements auront lieu dans le courant du mois après la liquidation.

XIX. Séquestres.

Article 65.

Les séquestres et toutes les autres entraves, qui ont été arrêtés conformément à l'article 249 du Traité de Paix de St-Germain et de l'article 232 du Traité de Paix de Trianon et qui concernent biens, droits ou intérêts des ressortissants d'une des Hautes Parties contractantes seront levés aussitôt que les ressortissants dont il s'agit auront présenté la déclaration relative à leur droit de cité, dans les formes visées dans les accords conclus et ratifiés ou à ratifier, ou bien, s'ils ont présenté une déclaration du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat auquel ils ressortissent, aux organes qui sont appelés à prendre des décisions.

Article 66.

Les dispositions de l'article 65 seront applicables à la condition que la propriété ou la participation aux biens, droits, intérêts séquestrés soit prouvée comme existante au 3 novembre 1918, ou que le transfert ait été effectué comme conséquence de succession en cas de mort d'un ressortissant, qui, s'il était encore vivant, aurait droit à jouir de cet avantage.

Article 67.

Les dispositions du présent chapitre sont applicables dans tous les cas où il s'agit de biens, droits ou intérêts des personnes qui sont devenues ressortissantes d'une des Hautes Parties contrac-

Articolo 62.

Avranno diritto ai compensi ed ai risarcimenti nel territorio di una delle Alte Parti contraenti, salvo per i territori ancora occupati dalle truppe italiane, i sudditi che avranno denunziato fino al 1 maggio 1922 alle autorità di una delle Alte Parti contraenti i danni ed i guasti subiti. Nei territori ancora occupati alla data del 1 maggio 1922 dalle truppe italiane, le denunzie alle autorità di una delle Alte Parti contraenti potranno aver luogo nel termine di 45 giorni dopo lo sgombero dei territori rispettivi.

Articolo 63.

L'accertamento dei danni e dei guasti già fatto dalle autorità competenti di una delle Alte Parti contraenti sarà definitivamente accettato dalle autorità dell'altra come base per la fissazione del compenso e del risarcimento.

I danni ed i guasti che non siano stati ancora accertati dovranno essere constatati dalle autorità locali con l'intervento delle Autorità dell'altra Alta Parte contraente.

Questi accertamenti dovranno aver luogo entro un termine di tre mesi dopo la messa in vigore del presente accordo, per ciò che riguarda i territori già evacuati, e di quattro mesi dopo l'evacuazione dei territori eventualmente ancora occupati alla data suddetta.

Articolo 64.

Entro il termine di tre mesi a decorrere dalla data della messa in vigore del presente accordo, o, nel caso in cui l'accertamento non abbia ancora avuto luogo, a decorrere dalla data dell'accertamento dei danni e dei guasti, le somme da pagare saranno liquidate dalle autorità competenti ed i pagamenti saranno effettuati nel corso del mese successivo alla liquidazione.

XIX. SEQUESTRI.

Articolo 65.

I sequestri e tutti gli altri vincoli che sono stati fissati in conformità dell'articolo 249 del Trattato di Pace di San Germano e dell'articolo 232 del Trattato di Pace del Trianon, e che riguardano beni, diritti, interessi dei sudditi di una delle Alte Parti contraenti, saranno tolti non appena i sudditi di cui si tratta avranno presentato la dichiarazione relativa al loro diritto di cittadinanza nelle forme prescritte dagli accordi conclusi e ratificati o da ratificare, oppure, se essi avranno presentato una dichiarazione del Ministro degli Affari esteri dello Stato di cui sono sudditi, agli organi che sono chiamati a decidere.

Articolo 66.

Le disposizioni dell'articolo 65 saranno applicabili a condizione che la proprietà o la partecipazione ai beni, diritti, interessi sequestrati siano provate come esistenti al 3 novembre 1918, o che il trasferimento ne sia stato effettuato come conseguenza di successione in caso di morte di un suddito, che, se fosse ancora vivente, avrebbe diritto a godere di tale vantaggio.

Articolo 67.

Le disposizioni del presente capo sono applicabili in tutti i casi in cui si tratti di beni, diritti, o interessi di persone che sono divenute suddite di una delle Alte Parti contraenti di pieno diritto

tantes de plein droit ou sur la base d'une déclaration faite en conformité des dispositions fixées par les Traités de paix, le Traité de Rapallo ou le présent Accord, même si le terme des articles 249 du Traité de St-Germain et 232 du Traité de Trianon est écoulé.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome. Elle entrera en vigueur dans un délai de douze jours à partir de sa ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en italien et en français, en double exemplaire, le 23 octobre 1922.

(L. S.) (Signé) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signé) VOISLAV ANTONIEVITCH.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord et des Conventions conclus à la date de ce jour, entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des déclarations suivantes :

I.

Il est convenu que les communications actuelles entre Zara et les territoires environnants ne pourront être modifiés jusqu'à ce que les questions relatives ne soient pas réglées par le Traité de commerce.

II.

On convient que, en vertu de l'article 54 du chapitre XIV de la Convention pour accords généraux, seulement la question des professions exclues de l'Accord, dont au second alinéa de l'article 49, sera réexaminée et définitivement réglée par le traité de commerce à conclure entre les deux Hautes Parties contractantes. C'est-à-dire que les autres dispositions dont au chapitre XIV susmentionné restent réglées et définitivement en vigueur dès la ratification de ladite Convention.

III.

Il est entendu que les dispositions contenues dans l'Accord et dans les Conventions conclus à la date de ce jour ne pourront en aucun cas être interprétées de sorte qu'il en dérive pour les ressortissants italiens une situation moins favorable que celle qui découle des Traités de Saint Germain et du Traité de Rapallo.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications de l'Accord et des Conventions auxquels il se rapporte, a été dressé en italien et en français, en double exemplaire à Rome le 23 octobre 1922.

(L. S.) (Signé) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signé) VOISLAV ANTONIEVITCH.

o in base ad una dichiarazione fatta in conformità delle disposizioni stabilite nei Trattati di Pace nel Trattato di Rapallo, o nel presente accordo, anche se il termine degli articoli 249 del Trattato di San Germano e 232 del Trattato del Trianon sia scaduto.

La presente Convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate in Roma. Essa entrerà in vigore nel termine di 12 giorni a decorrere dalla ratifica.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione e l'hanno munita del loro sigillo.

Fatto a Roma, in italiano ed in francese, in doppio esemplare, il 23 ottobre 1922.

(L. S.) (firmato) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (firmato) VOISLAV ANTONIEVITCH.

Per copia conforme,
Il Capo dell'Ufficio Trattati e Lega delle Nazioni
del R. Ministero degli Affari esteri.
Roma, 12 settembre 1923.
P. SANDICCHI.

PROTOCOLLO.

Nel momento di procedere alla firma dell'accordo e delle convenzioni, conchiusi in data di oggi, fra il Regno d'Italia ed il Regno dei Serbi, Croati e Sloveni, i Plenipotenziari delle due Alte Parti contraenti si sono accordati sulle dichiarazioni seguenti:

I.

Si conviene che le attuali comunicazioni fra Zara ed i territori circostanti non potranno essere modificate fino a quando le questioni relative non saranno regolate dal trattato di commercio.

II.

Si conviene che, in virtù dell'articolo 54 del Capitolo XIV della convenzione per accordi generali, soltanto la questione delle professioni escluse dall'accordo, di cui al secondo alinea dell'articolo 49, sarà riesaminata e definitivamente regolata dal Trattato di commercio da concludere fra le due Alte Parti contraenti. Ciò significa che le altre disposizioni, di cui al Capitolo XIV summenzionato, restano regolate e sono definitivamente poste in vigore colla ratifica della suddetta convenzione.

III.

Rimane inteso che le disposizioni contenute nell'accordo e nelle convenzioni che sono stipulati in data d'oggi non potranno in nessun caso essere interpretate in modo che ne risulti per i sudditi italiani una situazione meno favorevole di quella che loro deriva dai Trattati di San Germano e dal Trattato di Rapallo.

Il presente Protocollo, che sarà considerato come approvato e sanzionato senz'altra ratifica speciale pel solo fatto dello scambio delle ratifiche dell'accordo e delle convenzioni cui si riferisce, è stato redatto in italiano ed in francesse, in doppio esemplare, a Roma il 23 ottobre 1922.

(L. S.) (firmato) VOISLAV ANTONIEVITCH.
(L. S.) (firmato) CARLO SCHANZER.

L'ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME D'ITALIE.

ROME, *le 23 octobre 1922.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que je suis autorisé de mon Gouvernement de faire la déclaration suivante à Votre Excellence :

« Le Gouvernement des Serbes, Croates, Slovènes donne l'interprétation suivante à l'article 55, chapitre XV, *Dispositions complémentaires des règlements de procédure et administratifs et sur l'enseignement :*

a) la direction et le contrôle des écoles privées dont il s'agit seront exercés dans les limites fixées par les lois générales en vigueur dans le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes ;

b) il est entendu que la nationalité italienne, dont on parle dans le susdit article 55, dernier alinéa, comprend aussi les ressortissants italiens, c'est-à-dire que les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles privées pourront être aussi des ressortissants italiens. Ces instituteurs, maîtres et catéchistes, pourront être habilités pour l'enseignement en Italie.

Dans les écoles et établissements dont il s'agit seront admis les textes d'enseignement qui sont en usage dans les écoles publiques italiennes ».

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance, etc.

(Signé) V. ANTONIEVITCH.

A S. E. Monsieur Carlo SCHANZER,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE A L'ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

ROME, *le 23 octobre 1922.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement Royal d'Italie, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 23 octobre 1922 P. N. 910 et de prendre bonne note que le Gouvernement Royal des Serbes, Croates et Slovènes a chargé Votre Excellence de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement des Serbes, Croates, Slovènes donne l'interprétation suivante à l'article 55, chapitre XV, *Dispositions complémentaires des règlements de procédure et administratifs et sur l'enseignement* :

a) la direction et le contrôle des écoles privées dont il s'agit seront exercés dans les limites fixées par les lois générales en vigueur dans le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes ;

b) il est entendu que la nationalité italienne, dont on parle dans le susdit article 55, dernier alinéa, comprend aussi les ressortissants italiens, c'est-à-dire que les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles privées pourront être aussi

des ressortissants italiens. Ces instituteurs, maîtres et catéchistes pourront être habilités pour l'enseignement en Italie.

Dans les écoles et établissements dont il s'agit seront admis les textes d'enseignement qui sont en usage dans les écoles publiques italiennes. »

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance, etc....

SCHANZER.

A. S. E. Monsieur Voislav ANTONIEVITCH,
Ministre du Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes,
Rome.

Copie certifiée conforme :
Le chef du Bureau Traités et Société des Nations
du Ministère Royal des Affaires étrangères.
Rome, le 12 septembre 1923.

Le Secrétaire Général:
(Signé) P. SANDICCHI.

ROME, *le 23 octobre* 1922.

EXCELLENCE,

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me fournir des renseignements sur la législation en vigueur dans le Royaume d'Italie en matière d'enseignements dans les écoles et autres établissements privés créés par des ressortissants de pays étrangers, ou dans lesquels enseignent des maîtres de nationalité différente de l'italienne, et aussi pour ce qui concerne les questions de l'usage de texte.

Veuillez agréer, Excellence, etc...

(Signé) ANTONIEVITCH.

A Son Excellence
Monsieur Carlo SCHANZER,
Sénateur du Royaume,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

Il MINISTRO
DEGLI AFFARI ESTERI
N° 3653

ROME, *le 23 octobre* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser en date du 22 octobre 1922, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-annexé un résumé de la législation en vigueur dans le Royaume d'Italie sur les matières auxquelles se réfèrent vos demandes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) SCHANZER.

A Son Excellence,
Monsieur Voislav ANTONIEVITCH,
Ministre du Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI

ABRÉGÉ DE LA LOI ITALIENNE POUR L'ENSEIGNEMENT.

1. Aucune disposition de la loi n'empêche aux ressortissants étrangers d'enseigner dans les écoles primaires privées du Royaume et l'on exige seulement, à cet effet, le certificat d'idonéité et celui de moralité.

2. Pour ce qui concerne les écoles secondaires privées, la naturalisation italienne n'est demandée que pour celui qui est à la tête d'un tel Institut, et non pas pour les simples enseignants, puisqu'on doit interprêter l'article 246, N° I de la loi dans le sens que les qualités requises pour l'enseignement dans les écoles privées sont seulement celles qui prouvent son idonéité à l'enseignement.

3. La qualité requise de la naturalisation italienne est aussi précisément prescrite (Article 255 loi) pour être admis à enseigner dans les écoles secondaires publiques : Le ministre de l'Instruction publique peut cependant en dispenser l'étranger qui demande d'être admis à un concours pour les susdites écoles secondaires ou parifiées, sur présentation d'un certificat dont il résulte son intention d'établir son domicile dans le Royaume. Ces décrets sont exemptés de l'enregistrement chez la Cour des comptes.

4. Il faut enfin remarquer que les écoles tant primaires que secondaires établies dans le Royaume par des ressortissants étrangers pour les élèves étrangers, jouissent de privilèges particuliers. Lesdites écoles ont été pratiquement assimilées aux écoles paternelles (article 251 loi Casati) et, pour cela, elles sont affranchies de tout contrôle préventif de la part de l'autorité scolaire pour ce qui concerne soit les titres d'habilitation, soit la naturalisation italienne des directeurs et des enseignants, soit pour les textes d'enseignement, qui pourront être librement choisis parmi ceux qui sont en usage chez les écoles du pays dont les enseignants et les écoliers ressortissent.

Le Ministère Royal des Affaires étrangères certifie pour copie conforme à l'original de l'Accord et conventions entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume d'Italie :

Accord pour l'exécution des stipulations arrêtées à Rapallo le 12 novembre 1920 ;
Convention concernant le régime douanier et le trafic de frontière entre Zara et les territoires limitrophes ;
Convention pour la répression de la contrebande et des contraventions aux lois de finance ;
Convention pour les accords généraux ;
Protocole

conclus à Santa Margherita et signés à Rome le 23 octobre 1922, dûment ratifiés par le Parlement et publiés au Journal Officiel N° 141 du 27 juin 1921 et N° 42 du 23 février 1923.

No. 8873.

D'ordre du Ministre,
Le Directeur de la Section Politique,
(Signé) Dr. GEORGES V. PODOROVITCH.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 481. — GENERAL AGREEMENTS, WITH PROTOCOL AND EXCHANGE OF NOTES, BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIGNED AT ROME, OCTOBER 23, 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous of removing all difficulties prejudicial to the resumption of commercial relations between their States, have resolved to conclude Agreements for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Carlo SCHANZER, Senator of the Kingdom, His Majesty's Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency Voislav ANTONIEVITCH, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. LAND BANK.

Article 1.

Any dispute concerning the conversion of Austro-Hungarian crowns which have been presented by the " Provincial Land Bank of the Kingdom of Dalmatia ", shall be settled by the special Agreement concerning the systematisation of banks and other credit establishments (Chapter VI).

Article 2.

The method of allocation of the other assets of the aforesaid " Provincial Land Bank of the Kingdom of Dalmatia " shall be fixed by the special Commission responsible for the systematisation of patrimonial interests in provinces, districts, communes and other public, local corporate bodies.

II. VALUATION OF PROVINCIAL LAND AND PERSONAL PROPERTY IN DALMATIA.

Article 3.

For the application of Article 2 of the Treaty of Rapallo, regarding the equitable distribution of provincial and communal property and of the provincial foundations in Dalmatia between

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the High Contracting Parties have agreed to proceed to the valuation of all landed and personal property and the appurtenances thereof in Dalmatia, including the Offices of the Provincial Council for Agriculture, by a Commission of Experts (Valuation Commission) which shall be appointed and shall enter upon its duties two months from the date of the coming into force of the present Agreement.

Article 4.

The valuation of the movable property in each building shall be undertaken separately.

Article 5.

The following shall not be included in the valuation :

(a) Movable property in the Provincial Junta ;
(b) Movable property in the Offices of the Provincial Council for Agriculture and the Provincial Land Bank ;
(c) The furniture, the surgical and pharmaceutical material and medicaments, as well as any Röntgen installations which may be found in the four provincial hospitals in Dalmatia (Borgo Erizzo, Sebenico, Spalato and Ragusa), and their libraries ;
(d) The movable property in the School of " Obstetrics " attached to the provincial hospital at Borgo Erizzo.
(e) The furniture and material for school use in the popular and civil schools of Dalmatia, and their libraries.

Article 6.

In order to constitute the Valuation Commission, each of the High Contracting Parties shall appoint :

(a) a delegate,
(b) an expert architect,
(c) an agrarian expert,
(d) an expert for the furniture.

If, in the course of the work, occasion should arise for valuing objects not included in the category of buildings, lands or furniture, each of the Delegates of the High Contracting Parties shall have the right to appoint, for the purpose of valuing these objects, a capable expert from amongst those inscribed on the panel of legal experts.

Article 7.

Before undertaking the work entrusted to it, the Committee shall decide what principles are to be applied in the valuation.

Mortgages on landed property which is to be valued shall be made over to the Provincial Institution to which the landed property is assigned ; they shall, however, be taken into account in the valuation.

Simultaneous mortgages on landed property, part of which has been assigned to one and part to another of the High Contracting Parties, shall be treated as provincial debts without security.

Article 8.

In any case of dispute with reference to the valuations, the experts shall appoint an arbitrator. Failing an agreement upon the choice of an arbitrator, the latter shall be chosen from among the

persons proposed by the experts of the Government on whose territory the object to be valued is situated.

Article 9.

All property shall be valued in the currency of the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties shall be responsible for the expenses incurred by the members of the Committee whom it shall have appointed.

III. Systematisation of the Patrimonial Interests of Provinces, Districts and Communes and other Local, Public, Corporate Bodies.

Article 11.

The Italian Government and the Serb-Croat-Slovene Government undertake by the present Agreement to submit to the decision of special Commissions all questions with regard to the systematisation of the patrimonial interests of the frontier provinces, districts and communes of the two countries the boundary lines of which have been altered in consequence of the application of the Treaty of Rapallo.

The High Contracting Parties undertake to submit to the same Commissions any questions with regard to the systematisation of the patrimonial interests of corporate bodies which carry out their duties upon the territory of the above-mentioned provinces, whether their jurisdiction applies to the whole province or whether it is confined to a district or a commune.

The questions submitted to the aforesaid Commissions shall also include those of a similar nature concerning the establishment of mortgaged credit and questions concerning shooting rights, the right to cut fuel in the forests, rights of pasturing and other similar rights belonging to the populations of the territories through which the new frontier line passes.

Article 12.

For the application of the provisions contained in the preceding article, three special Commissions shall be constituted, one of which — sitting alternately at Gorizia and at Laybach — shall be competent for questions concerning the provinces of Gorizia and Carniola ; the second — which shall sit alternately at Parenzo and Ponte di Veglia (Alexandrovo) — shall be competent for those concerning the province of Istria, the island of Veglia and the commune of Castua ; the third — which shall sit alternately at Zara and at Spalato — shall be competent for questions concerning the province of Dalmatia. This third Commission shall, in the accomplishment of its task, conform to the principles and special provisions concerning the province of Dalmatia given in Chapters IV and V in so far as they concern the work of the aforesaid Commissions.

Article 13.

Each of the three Commissions provided for by the preceding article shall be composed of six Delegates and six Substitutes, of whom three of the former and of the latter shall be appointed by the Italian Government and three by the Serb-Croat-Slovene Government.

Article 14.

The High Contracting Parties shall communicate to each other the names of their Delegates and their Substitutes and the seat of the offices of the Commissions in their respective territories.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties shall undertake to place at the disposal of its own Delegates the necessary staff of secretaries and if need be, a technical staff, as well as all the documents, information and data which may be necessary to enable them to arrive at an equitable judgment upon the matter submitted to the Commissions provided for by the present Agreement.

Article 16.

The representatives of the two States and the aforesaid offices shall be called upon to settle the question to which corporate bodies the provisions of the present chapter shall be applied by virtue of Article 11, and to collect and classify all documents and all data necessary for establishing their patrimonial systematisation.

Two months after the constitution of the aforesaid delegations and offices, the Commissions shall be convened at the initiative of one of the High Contracting Parties, in its own territory and at the seat mentioned in Article 12.

Before they are summoned to meet, the Delegations of the two Contracting States shall be allowed to communicate directly to each other the lists of the corporate bodies which are to form the subject of the coming discussions.

Article 17.

At the first meeting, the Commissions shall proceed to the election of a chairman from amongst their number. They shall submit all the documents and data which have been collected and classified on either side. In case of disagreement, a member chosen by each Delegation shall in turn preside over the meeting.

Article 18.

If one of the Delegations should require other documents or further enquiries to be made for the settlement or definition of questions forming the subject of the discussions, the Delegates and the Government of the State in which the documents are to be found or in which the enquiries have to be carried out shall defer with the utmost readiness to any requests made by the Delegation of the other Contracting State and shall make every endeavour to facilitate the researches of the latter.

Article 19.

Any decisions taken shall be communicated by the two Delegations to their respective Governments for ratification, within a month from the date on which they are taken.

Any questions on which the Commissions may not have been able to come to an agreement, and any questions the settlement of which is not ratified by the two Governments concerned within a period of six months from the date of their communication, shall be referred to the judgment of an arbitrator chosen by common agreement between the Governments of the High Contracting Parties.

In case of dispute as to the choice of the arbitrator, the choice shall be referred to the League of Nations.

IV. Allocation of the Property of Provinces and Communes.

Article 20.

(1) Government buildings and their appurtenances, and such effects as are fixtures strictly belonging thereto, shall become the absolute property of the High Contracting Party in whose territory they are situated, and shall not be subject to division.

(2) As regards provincial Government offices situated in the territory of Zara, whose territorial competence extended over the whole of the Kingdom of Dalmatia, an equitable and proportionate allocation shall be made of such effects as are not strictly fixtures, as well as of books, instruments and other auxiliary appliances, due regard being had to the practical requirements of the two administrations so as to facilitate the peaceful and regular working of the administration under the new conditions. As regards such articles as can readily be purchased in the open market, the Government of Italy shall be free to pay the equivalent value in cash.

(3) Scholastic and scientific material (book-cases, furniture, etc.), as well as the library in the Serb-Croat language of the secondary school of Zara, shall be allocated to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and placed at its disposal fortwith.

The only library of the boys' school *(preparandio)* of Borgo Erizzo shall be equitably divided, having regard for the special requirements of the scholastic institutions in those territories of Dalmatia which have been assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(4) The practical application of the provisions of paragraphs 2 and 3 shall be entrusted to the " Allocation Commission " to be appointed in pursuance of the Agreement relevant thereto (see Chapter III).

Article 21.

The proportional ratio of the allocation of the provincial public property of Dalmatia shall be fixed on the following basis :

(1) Real estates forming part of the provincial public property of Dalmatia, irrespective of the branch of the administration and without assessment of its value, shall become the property of the High Contracting Party holding the sovereignty of the territory in which it is situated.

(2) These buildings, including the offices of the Provincial Agricultural Council of Zara as well as their furniture, shall be subject to a regular valuation by the Commission appointed in accordance with the provisions on the valuation of real estate and movable property in Dalmatia (see Chapter II).

Once the value has been assessed, the Allocation Commission referred to in Article 20, paragraph 4, shall proceed to the allocation of the buildings and of the furniture in such a way as to allot 10 % to the Italian State and 90% to the Serb, Croat and Slovene State. The balances shall be payable in cash in Serb, Croat and Slovene currency.

In assessing the value on which the division is based, sums expended for the construction of buildings (more especially hospitals), and accruing from special local funds such as foundations and other private endowments, shall be deducted in proportion to the present assessed value of the buildings.

(3) The public debt of the province of Dalmatia shall be dealt with in conformity with Article 204 of the Treaty of St. Germain.

(4) All other liabilities arising from the liquidation of the various administrative funds shall be debited to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. In order to meet its quota of these liabilities at the rate of 10 %, the Kingdom of Italy shall pay to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a sum to be determined after liquidation of each part by the said Allocation Commission.

In all cases where, by reason of technical difficulties due to the exceptional circumstances in which the provincial administration was placed during the war or the occupation, it may be impossible to arrive at strictly accurate results from the point of view of accountancy, the Commission or the arbitrator shall proceed *de bono et aequo*, in conformity with the regulations contained in paragraph 2 of the present article, to the allocation of the cash and securities, as well as of the outstanding assets and liabilities in so far as these have been ascertained.

(5) The Commission, referred to in the preceding paragraph shall proceed to obtain the necessary information and shall submit proposals to the two Governments relative to the liquidation of the sums advanced by the Italian Government, as the occupying Power, either in the form of direct payments to the provincial Junta of Dalmatia and Zara, or in the form of expenditure incurred which, in accordance with the legislation hitherto in force, would have been chargeable against the autonomous provincial funds.

In the division to be effected between the two administrations of the charges arising out of the said advances and expenses incurred during the occupation, seeing that this expenditure was incurred for the sole benefit of the occupied territory of Dalmatia, the ratio of allocation shall not be 10% and 90%, but a new ratio shall be established in accordance with the numbers of population and the direct taxes paid by the occupied territory.

(6) Each High Contracting Party shall take over the rights and obligations involving the province of Dalmatia, in accordance with the laws hitherto in force, with regard to such officials and other persons actually employed or pensioned as have acquired or shall acquire the nationality of the State concerned, including the professors and the staff of the Provincial Agricultural Council. In the meantime, the contributions, whether in arrears or current, shall be paid from or retained by the respective funds from which payment has hitherto been made. Similarly, each High Contracting Party, as administrator of the pension funds of the communal employees, shall take over all rights and all obligations incumbent on the province of Dalmatia with regard to its officials and other persons, whether pensioned or not, who have acquired or shall acquire the nationality of the State concerned.

The division of the assets of the respective funds shall be made, not on the basis of the provisions laid down above, but in proportion to the charges which shall be debited against each State.

(7) The advances granted and paid for the construction of school buildings shall be debited to the High Contracting Party on whose territory the building has been erected.

From the assessment of the provincial capital assets shall be excluded such special funds or legacies of a local character for the benefit of specified schools as, in pursuance of paragraph 30 of the Education Law, must be devoted to the use of the schools benefiting thereunder.

(8) All the furniture and effects in the offices of the Provincial Dalmatian Junta and in the offices of the Provincial Land Bank shall become the absolute property of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, whereas all furniture and effects in the offices of the Provincial Agricultural Council shall similarly become the absolute property of the Kingdom of Italy.

The above provision shall in no way affect the systematisation of the Provincial Land Bank, which systematisation shall be carried out separately.

(9) Public provincial taxes of every kind, whether in arrears or not, shall, until the termination of the occupation, be payable, as of law and right, by each of the High Contracting Parties, according to the territory on which the property is situated or the person resides on which and by whom the tax is payable, subject to the final settlement of accounts between the two Governments.

(10) The High Contracting Parties agree that the foundations Monti di Knin (Glavica) and Pericic di San Gassiano, which are administered by the Dalmatian Provincial Junta, must be regarded as exclusively concerning the Kingdom of the Serbs, Croats

and Slovenes. In the case of the remaining foundations administered by the State or the province or other public bodies, and whose activities extended over the whole province, the High Contracting Parties have agreed that the Allocation Commission shall follow the regulations laid down by the Conference of Rome for the execution of Articles 226 and 273 of the Treaty of St. Germain.

(11) For the purpose of establishing a Consular office of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Zara, the Italian Government shall undertake to cede to the said Kingdom a building in the town of Zara, subject to the approval of the Serb, Croat and Slovene Government. The price of the building concerned shall, for the purposes of the allocation, be placed to the credit of the Italian State.

(12) As regards the provincial hospital of Borgo Erizzo, the High Contracting Parties, while confirming the principle that the property rights and the management of the establishment are vested in Italy, agree to assure to Jugo Slav nationals (sick persons, women pregnant or in childbirth, foundlings), irrespective of their domicile, admission into the said hospital and treatment on a footing of absolute equality with Italian nationals. The same principle shall also apply to the cost of maintenance to be repaid by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. The necessary measures shall be laid down in a special agreement. The same advantages shall be guaranteed to Italian subjects living in Dalmatia in hospitals and similar establishments situated in the territory of the Serbs, Croats and Slovenes.

Article 22.

The division of the public property belonging to the political commune of Zara, as it exists at present, shall be effected in accordance with the following principles :

(1) Each section of the political commune of Zara shall retain ownership of its property. The political division of the communal section of Diklo shall not in any case introduce any change into the pasturage and forestry rights at present in force.

It is at the same time agreed that there is no real estate, which is the common property of the Zara section and the remaining sections.

(2) The Municipality of Zara shall remain in control of the regular and separate administration of the different sections to be detached from its political body until the date on which such detachment shall have been carried into effect.

The financial position of each section shall be established at that date. Any surplus shall be paid over, and any deficit shall be collected.

In the case of every section assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, a schedule of revenues and liquid assets shall be drawn up and shall be transmitted to the new commune to which each section shall be attached.

The division of the assets and liabilities of the Diklo section shall be effected in proportion to the population and to the sum total of the direct taxes payable by each of the sections assigned to the Kingdom of Italy and to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, respectively.

(3) Common funds shall continue in operation until the day preceding the transfer. From the date on which the deficit shall have been divided between all the sections on the basis of the direct taxes controlled by the State, when the balance has been struck between expenditure and revenue and when the division has been effected on the basis indicated above between the two parts of the Diklo section, the common funds shall be closed. From that date onwards, all debts or credits in respect of periods previous to that date shall be debited or credited to the political communes to which the different sections shall be attached. Consequently, as soon as the sections agreed upon have been transferred to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, as also the respective credit and debit balances, the political commune of Zara shall cease either to collect revenues

or to meet expenditure in respect of dates previous to the transfer, whether on account of the said sections or of the common fund.

The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall specifically renounce any right whatsoever to a share in the effects and furniture of the administrative offices of the commune of Zara.

(4) It is agreed that the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the sections detached from the commune of Zara shall have no right or title to the properties and foundations placed under the administration of the political commune of Zara, a list of which is given below :

The Cipriani Foundation ; the Giovino Foundation ; the foundation for the expenses of a pupil at the Academy of Fiume ; pension funds for the municipal police ; foundation for the history of Zara ; two foundation scholarships ; a foundation for orphans ; a fund for the widows and orphans of soldiers killed in the war ; the City of Zara Loan of 1911.

(5) As regards the property of the Public Charity Institution of Zara, the High Contracting Parties shall come to an agreement in due course, after having exchanged information relative to the origin, constitution and purpose of the said property.

Article 23.

The final division of the archives shall be carried out in accordance with the regulations laid down in Chapter V.

In such cases as are not provided for by Chapter V referred to above, the provisions of the Treaties and Agreements at present in force shall apply.

In the event of the division of the property of the Catholic and Orthodox Bishoprics in Zara, as well as of the seminaries attached thereto, the Allocation Commission, if occasion should arise, shall act in agreement with the competent ecclesiastical authorities in so far as the two Governments shall consider it necessary.

Article 24.

Differences of opinion of whatever kind which may arise between the High Contracting Parties relative to the provisions contained in the present chapter shall be submitted to the arbitrator to be appointed in accordance with Article 19 of the provisions for the systematisation of the patrimonial interests of the provinces, districts and communes (see Chapter III).

Payments to be made in pursuance of Article 21, paragraphs 2, 4 and 5, shall be made within six months from the date on which the respective amounts have been finally fixed.

V. Allocation of the Archives of Dalmatia.

Article 25.

As regards the proposed allocation of the archives, departmental libraries, public books and registers, records, accounts, plans, maps, title deeds, documents, protocols, indices and documents of every kind relating to the property of the authorities, of the departments and of the institutions, of the various civil and military departments — without exception — of the former State Administration in Dalmatia, as well as of the autonomous, provincial and communal administrations, a special Commission shall be established on which the High Contracting Parties shall be represented by an equal number of Delegates. The word " archives " shall include offices of registration and the documents contained therein, including legal deeds in the custody of the Courts.

It is agreed that the library of the Court of Appeal shall be regarded as a departmental library.

Article 26.

The Commission shall have its seat at Zara. It shall begin its work within three months after the present Agreement comes into force. Its members shall have access to the places where the material referred to in Article 25 is kept, and shall be afforded the fullest support and co-operation of all the authorities and all the departments.

Article 27.

The duties of the Commission shall be the following :

(a) It shall, first of all, select the documents required for the State administration of the territory of either of the two High Contracting Parties. It shall draw up accurate lists of such documents, which it shall then transmit to the competent authorities to enable the latter to take the necessary steps for the transfer of the documents in question. In cases of urgency and at the request of the authorities concerned, such documents shall be transferred without delay and by the shortest possible method .

The Commission shall separate the documents of the current administration from documents of older date. It will regard as current documents such as do not go back to a period previous to the last forty years of the Austrian Administration, dissolved at the date of the Armistice, and shall not deal with the remainder, which shall be treated in accordance with the rules to be laid down for historical documents. Such of the current documents as, on the grounds of personal or territorial jurisdiction, deal exclusively with interests of one or other of the two State Administrations shall immediately be allotted to the competent authority by the Commission and shall be transferred to the keeping of that authority. On the other hand, current documents which are regarded by the Commission as concerning both territories and such documents as the Commission, for whatever reason, may regard as indivisible shall, as a general rule, be allotted by the Commission to the competent Serb-Croat-Slovene authorities, especially such documents as concern the whole of the province of Dalmatia. Documents which mainly concern the interests of Italian territory in Dalmatia, however, shall be handed over to the competent Italian authorities. The general rules for the compilation of the lists of such documents and the method of their transfer shall be the same as in the case of those previously mentioned.

The public records and registers as well as the records of legal proceedings and of evidence shall be regarded as current documents whenever they have been in use during the last forty years, irrespective of their date of issue. As regards the bulk of the notarial records, the place where the office of the notary is situated and the date of the deposit of the documents shall be decisive. Personal documents shall be allotted and transferred irrespective of their date, in accordance with the rights of citizenship and the emoluments of each official.

(b) The archives of the Provincial Junta of Dalmatia shall be transferred in their entirety to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes ; the same applies to those of the Provincial Agricultural Council, with the exception of such documents as refer directly to the territory of Dalmatia which forms part of the Kingdom of Italy. Similarly, only those documents which directly concern the communal sections which are to be separated from their original circumscription shall be removed from the archives of the political commune of Zara and transferred to the parties entitled to them,.

(c) The allocation of the departmental libraries shall be effected with due regard to the practical needs of the two administrations in such a way as to facilitate the normal working of these departments in the present changed circumstances.

Article 28.

The Commission shall take its decisions by a majority vote. Its decisions shall take effect immediately. If an agreement cannot be reached in the event of votes being equal, each High Contracting Party shall be free to appeal to the decision of an arbitrator who, in the event of non-agreement, shall be appointed by the Permanent Secretariat of the League of Nations.

Article 29.

Until the allocation is complete, the archives, legal records and libraries shall remain in their entirety in the places where they were in October 1918.

Article 30.

In the case of any part of the material which, although it concerns common interests, is, for whatever reason, allotted to only one of the High Contracting Parties or remains in any way in the custody of one of the High Contracting Parties, both Parties shall mutually agree to grant, upon the request of either Party, the right of inspecting such material on the spot, as well as every facility for taking copies, extracts, photographs, etc., and, in special cases, to permit the loan of any particular article or document, subject to its return within a period to be determined.

The High Contracting Parties undertake carefully to preserve such material and to keep it intact in the place where it shall be deposited by common consent.

The cost involved in the various methods of use of such material shall be charged against the Party making the request.

Article 31.

Such deeds and documents as concern only the private rights or interests of individuals or legal persons having their domicile or seat in Serb, Croat or Slovene territory shall be transferred to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Such deeds and documents as concern rights or interests common to the nationals of both States shall be kept in the archives in which they are at present, and copies shall be issued at the expense of any Italians or Serbs, Croats and Slovenes concerned who may ask for them.

Such part of the archives of Zara, together with deeds, documents or articles, as are preserved there and constitute a record, or recall the memory, of the dominion of the Republic of Venice in Dalmatia shall not be subject to division. They shall be preserved by the Italian State.

The establishment of general rules for the allocation of archives and libraries belonging to ecclesiastical authorities and institutions shall. whatever their origin, be subject to special negotiations.

VI. Systematisation of Banks.

Article 32.

Whereas divergencies of opinion have arisen between the Government of Italy and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes with regard to the existence and the amount of the interests of Serb, Croat and Slovene nationals in those banks and credit establishments which have their head office in th territory annexed to Italy, and also possess branches in that territory ;

And whereas there exists also a dispute between the two Governments with regard to the conditions under which these interests can be taken into account, in accordance with Article 215 of the Treaty of St. Germain ; and whereas the Italian Government contends that this article is applicable to the relations between the two High Contracting Parties ;

And whereas the Governments of Italy and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes desire to remove all difficulties in the way of the re-establishment of friendly commercial relations between the two countries, without prejudice, however, to the principles upon which the High Contracting Parties base their opinion in this dispute ;

And whereas both Governments intend and pledge themselves to facilitate the creation of such a credit institution as may bring Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes into closer commercial relations ;

The High Contracting Parties have agreed to settle the dispute by an amicable arrangement, the conditions of which shall be as follows :

Paragraph 1.

The Government of the Kingdom of Italy shall, at the earliest opportunity, effect the conversion of the Austro-Hungarian crowns held by Serb, Croat and Slovene nationals, or standing to their credit in establishments, or in the charge of individuals or legal persons, in the territory of Zara, the conversion of which was previously refused, at the same rate of exchange and under the same conditions as were agreed upon in the case of Italian nationals residing in the territory of Zara.

The deposits shall be converted even in those cases in which they have been made in the name of Serb, Croat and Slovene nationals residing abroad.

Paragraph 2.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall effect the conversion of the Austro-Hungarian crowns held by Italian nationals, or standing to their credit in establishments, or in the charge of individuals or legal persons, in the territory of the Serbs, Croats and Slovenes, at the same rate and under the same conditions as were, or may be, agreed upon with reference to Serb, Croat and Slovene nationals.

The deposits shall be converted even in those cases in which they have been made by nationals residing abroad.

Paragraph 3.

For the purpose of settling the other questions in dispute between the two High Contracting Parties, with regard to interests in the above-mentioned credit establishments, the Government of the Kingdom of Italy shall place the sum of 16 million Italian lire at the disposal of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes within 40 days of the date of the entering into force of the present Agreement.

Should this amount be paid before or after the above-mentioned date, the Italian Government shall be credited or debited with interest at the rate of 5% per annum.

Paragraph 4.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes recognises that neither itself nor its own nationals shall have any right or claim on the Italian Government to any compensation or any payment on any grounds whatever in connection with the conversion of the Austro-Hungarian currency into lire, the conversion of deposits in credit establishments, or any losses in connection therewith sustained by Serb, Croat and Slovene nationals, within the territory annexed to the Kingdom of Italy, and which are not covered by any special agreements.

VII. Social Insurance Institutions.

Article 33.

The Italian Government and the Serb-Croat-Slovene Government have agreed to entrust to a special Commission the duty of taking the necessary preliminary measures and formulating definite proposals for regulating the relations between the High Contracting Parties with regard to all Social Insurance Institutions and funds previously operating in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy which have now come under the sovereignty of one of the two Contracting States.

This Commission shall have its seat at Trieste and shall be appointed at such a time as will enable it to enter upon its duties within two months of the date of the coming into force of the present Agreement.

VIII. Ways of Communication.

Article 34.

All questions concerning communications shall be settled by a Commercial Treaty to be concluded between the two High Contracting Parties.

IX. Nationalisation of Companies and Commercial Firms.

Article 35.

Companies trading under a joint name or as public companies, joint-stock companies, incorporated joint-stock companies and limited liability companies at present established on territory which formed part of the former Austro-Hungarian Monarchy and has been assigned to one or other of the High Contracting Parties shall possess the nationality of the State in which they were founded in law and on the territory in which their business and their head offices are situated.

Article 36.

If, on the one hand, the head offices of any company referred to in the preceding article, and the seat of the Court in which the company is registered and if, on the other hand, the place of business or the head offices are not situated in the territory of the same State, the provincial political authority of the place in which the main object of the business is situated shall determine the nationality of the company.

If, however, the main business is outside the frontiers of one of the High Contracting Parties, and also in cases in which it is impossible to determine which of several undertakings or what office should be regarded as the main part of the business, the provincial political authority in the jurisdiction of the Court before which the company is registered shall determine the nationality of that company.

Article 37.

Individual and partnership undertakings, including economic syndicates of limited and unlimited liability, which only have their head office in territory which was formerly part of the Austro-Hungarian Monarchy and has been assigned to one of the High Contracting Parties may

transfer their head office to the territory of the other High Contracting Party in which the principal object of their business is situated.

In this case the liquidation of the firm will not be required, even in the case of a limited company.

Article 38.

Deletion from the commercial register will be effected at the request of the party concerned, with the approval of the provincial political authority of the State into the territory of which the head office of the firm in question is to be transferred.

Article 39.

Any firm which has obtained this deletion shall be exempted from the payment of ordinary and extraordinary taxes, including war taxes and any additional taxes arising therefrom, imposed on commercial profits in the State where it had its head office and from which it has been transferred. This exemption shall come into effect from the date on which the request was presented, provided that such request be presented within a term of six months from the date on which the present Agreement comes into force, and that the actual transfer of the head office takes place immediately after permission for the said transfer has been obtained. This exemption also applies to taxes which would become payable during liquidation, and especially to the proceeds of liquidation and the tax on property.

X. TRUSTS.

Article 40.

Nationals of one of the High Contracting Parties shall, in no case, be excluded by reason of their nationality from the right to receive income from a trust, subject to the legislation of the other Party.

Article 41.

In the event of the dissolution of a trust or the breaking of an entail by one of the High Contracting Parties, the nationals of the other Party succeeding to the property shall, either in the case of the division of the said property or in the case of payment of compensation, enjoy the same treatment as nationals of the State in which the property is situated.

Article 42.

No taxes, duties or charges, under whatever form, shall be levied in this respect on nationals of the High Contracting Parties to which the nationals of the State in which the property is situated are not also liable.

XI. TAXES.

Article 43.

In accordance with the terms of a special Agreement concerning the liquidation of taxes after November 3, 1918, to be effected before the end of the financial year 1922, in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy transferred to the High Contracting Parties, and with

the object of avoiding double taxation, a special Commission shall be appointed within three months from the date of the coming into force of the present Agreement.

The Commission shall be composed of one Delegate, furnished with full powers, for each of the High Contracting Parties.

It shall meet within one month of its appointment, at Ljubliana.

XII. Sea Fisheries.

Article 44.

The Governments of the two High Contracting Parties have agreed to consider as executive, without further ratification, the Convention regulating fisheries in the Adriatic which was signed by the technical Delegates of the two States at Brioni on September 14, 1921.

The aforesaid Convention shall remain in force for five years as from the day of the coming into force of the present Agreement. Should neither of the High Contracting Parties have denounced it a year before the date of its expiry, it shall continue in force by tacit renewal until the expiry of another year from the day on which one or other of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is, however, agreed that the aforesaid Convention shall not be denounced as long as the Treaty on Commerce and Navigation, which is to be concluded between the High Contracting Parties, remains in force, and that consequently it will in any case remain effective until the aforesaid Treaty ceases to be applied.

XIII. Complementary Provisions of the Convention concluded at Rome on April 6, 1922, concerning Rights of Citizenship.

Article 45.

In pursuance of the provisions contained in the Treaty of Rapallo, November 12, 1920, and the provisions set out below, all persons who, by a declaration of option handed in not later than February 2, 1922, have obtained rights of citizenship from the competent authorities of the Kingdom of Italy shall be considered as having acquired Italian nationality and all rights deriving therefrom.

Article 46.

With regard to declarations of option handed in after the above-mentioned date and before the date of the coming into force of the present Agreement, the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom shall decide, if the question arises, whether the aforesaid declarations shall confer Italian nationality as in Article 45.

Persons whose rights of citizenship are not recognised in conformity with Article 7, No. 2, of the Treaty of Rapallo shall, if they so request, be entitled to remain nationals of the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Article 47.

Individuals living in territories still occupied by the Royal Italian Army who opt for Italian nationality within a period of six months from the date of evacuation shall enjoy all rights mentioned in the preceding articles.

Article 48.

The provisions of Article 7, No. 2, of the Treaty of Rapallo, as well as the provisions contained in all agreements deriving therefrom, shall also be applied, in their entirety, in the island of Veglia.

XIV. PRELIMINARY AND TEMPORARY PROVISIONS CONCERNING THE EXERCISE OF PROFESSIONS, INDUSTRIES AND COMMERCE PENDING THE CONCLUSION OF THE TREATY OF COMMERCE.

Article 49.

The nationals of territories which, until November 3, 1918, belonged to the former Austro-Hungarian Monarchy, and which, by virtue of the Treaties of St. Germain and Trianon and the Treaty of Rapallo, have been transferred to the Serb-Croat-Slovene Kingdom, who, by the right conferred upon them under Article 7, No. 2, of that Treaty, shall have opted in favour of Italian nationality shall have the personal right to continue to exercise in the territory of the Serb-Croat-Slovene Kingdom the arts, trades, industries and professions of any kind which they legitimately exercised until the conclusion of the Treaty of Rapallo.

The above does not apply to notaries, surveyors, registered civil engineers and advocates.

Any interruption in the exercise of an art, trade, industry or profession, due to *force majeure*, shall not be taken into consideration in connection with paragraph 1.

These provisions shall not apply to public officials.

Article 50.

The Serb-Croat-Slovene Government reserves the right to revoke any concessions granted after the occupation by the Royal Italian Army should there exist any valid reason for this termination in accordance with the laws in force.

Article 51.

Concessions and industrial licences which, according to the laws of the old régime were transmissible to heirs, may be transmitted to heirs who have directly or indirectly opted for Italian nationality under Article 49 and who would inherit even in case of intestacy.

Transmission shall take place even if Serb-Croat-Slovene nationality were requisite for the exercise and the enjoyment of the aforesaid concessions of licences, and upon the same conditions as would apply in the case of nationals of the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Article 52.

All measures adopted by the former Austro-Hungarian Government, in consequence of the war, as from July 25, 1914, and until November 3, 1918, against societies, institutions, or individuals of Italian nationality, shall be considered to be invalid, and all rights formerly enjoyed by such societies, institutions and individuals shall be restored in full. The Serb-Croat-Slovene Kingdom shall be under no obligation to pay any indemnity whatever.

Article 53.

Without prejudicing the right of free contract, in respect of contracts of service, the nationals in question shall not be excluded from exercising their profession on account of their Italian nationality — even if, at the present time or in the future it may be necessary, in order to exercise such professions, to be a national of the Serb-Croat-Slovene Kingdom — provided they conform to the regulations in force for nationals of that Kingdom.

This provision shall not apply to public officials.

The provisions of this article and of Article 49 of the present chapter shall apply by analogy to nationals of the Serb-Croat-Slovene Kingdom in residence at Zara.

Article 54.

The provisions contained in this chapter shall remain in force until these questions involved have been finally settled by a Treaty of Commerce between the two High Contracting Parties.

XV. Supplementary Provisions for Rules of Procedure with regard to Administration and Education.

Article 55.

To supplement the provisions contained in the Convention concerning foreign-born populations concluded at St. Germain on September 10, 1919, and approved by the Serb-Croat-Slovene Kingdom by the Declaration of December 15, 1919, it has been agreed that the aforesaid provisions shall also apply to persons who have become Italian nationals in virtue of the Treaty of Rapallo, November 12, 1920, in respect of the use of the Italian language and the freedom to attend and conduct religious services in that language, and in respect of the right to establish, direct and supervise schools and other educational institutions ; charitable, religious or social welfare institutions, and institutions for promoting intellectual culture to the extent granted by the aforesaid Treaties of St. Germain and Rapallo.

Attendance at the private schools and institutions mentioned above shall count as attendance at schools of the same category in the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Certificates granted by private schools and institutions shall be recognised as equivalent to those granted by the corresponding public schools.

In these private schools the teaching of the Serb-Croat tongue shall be obligatory.

In the private schools in question teaching shall be given by masters and catechists chosen by the Italian nationals and approved by the competent authorities of the Serb-Croat and Slovene Kingdom.

The mere fact that a headmaster, master or catechist in any of these private schools and establishments is of Italian nationality shall not constitute a valid reason for the withholding of approval for his appointment.

XVI. Property Rights.

Article 56.

Persons, societies and enterprises of all kinds, including bodies corporate, being respectively nationals of the Kingdom of Italy or nationals of the Serb-Croat-Slovene Kingdom, shall not be subjected to any disadvantage, impediment or restriction in respect of their goods and possessions, their rights or interests in the territories transferred and annexed to the other State by virtue of the Treaties of Peace and the Treaty of Rapallo, which is not also applied to the nationals of the countries themselves and which does not in all cases give the right to a suitable compensation.

Article 57.

The methods for the calculation and payment of the compensation mentioned in the preceding article shall be settled by a special agreement to be arrived at in the course of the negotiations concerning the Treaty of Commerce.

Article 58.

Persons, societies, enterprises of any kind, corporate bodies, their property, rights and interests referred to in Article 56 shall not be subject to any tax or duty higher than those levied on the persons or enterprises of the nationality of the State which gathers the tax, or upon their goods, rights and interests.

XVII. ELIGIBILITY FOR ELECTION TO ADMINISTRATIVE COUNCILS AND EXPLOITATION OF CREDIT.

Article 59.

The Governments of the two High Contracting Parties reserve the right to place on record by an exchange of Notes that :

(1) All nationals of the two States, except Public Officers of Law, shall be eligible for election to Administrative Councils, to Governing Bodies, to Boards of Directors of Joint-stock Companies, to Colleges of Curators and to Directorships of bodies corporate.

(2) The nationals referred to in Article 45 of the chapter concerning rights of citizenship in application of Article 7 of the Treaty of Rapallo shall be entitled as of right to make use of their credits with firms or individuals, without restrictions other than those imposed upon nationals of the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Article 60.

The High Contracting Parties recognise the necessity for adopting measures to prevent all exercise of pressure with a view to the dismissal, merely on account of their rights of citizenship or nationality, of employees and workers who conform to the provisions in force for nationals.

XVIII. REQUISITIONS.

Article 61.

It is agreed that the nationals of the two High Contracting Parties shall enjoy the same rights as native nationals with regard to compensation for requisitions made by the authorities or the troops of the two States during the time of occupation in territories now annexed either to the Kingdom of Italy or to the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

Indirect damage shall not be included under this provision.

Article 62.

Nationals who, before May 1, 1922, have notified the authorities of one of the High Contracting Parties concerning damage or injury suffered shall have a right to compensation and indemnification in the territory of one of the High Contracting Parties, except in the case of territories still occupied by the Italian troops. In territories which are still occupied by the Italian troops on May 1, 1922, notification to the authorities of one of the High Contracting Parties may be made within a period of 45 days after the evacuation of the respective territories.

Article 63.

When the competent authorities of one of the High Contracting Parties have already assessed the damage and injury, such assessment shall be definitively accepted by the authorities of the other as a basis for calculating compensation or indemnification.

Damage and injury which have not yet been assessed shall be assessed by the local authorities with the help of the authorities of the other High Contracting Parties.

Such assessment shall be made within a period of three months after the coming into force of the present Agreement with regard to territories already evacuated, and four months after the evacuation of any territories which may still be occupied at that date.

Article 64.

Within three months from the date of the coming into force of the present Agreement — or, if on that date assessment has not yet been made, within three months from the date on which the damage and injury is assessed — the sums to be paid shall be definitely fixed by the competent authorities, and payment shall be effected within one month of such decision.

XIX. Sequestration of Property.

Article 65.

As soon as the nationals in question have submitted a declaration concerning their rights of citizenship in the form provided for by the Agreements now concluded and ratified or to be ratified, or have presented a declaration from the Ministry for Foreign Affairs of the State of which they are nationals, to the organisations which are competent to pronounce judgment, all sequestrations and other restrictive measures decreed in conformity with Article 249 of the Treaty of Peace of Trianon in respect of the property, rights or interests of the nationals of one of the High Contracting Parties shall be cancelled.

Article 66.

The provisions of Article 65 shall be applicable on condition that the ownership of or share in the sequestrated property, rights or interests shall be proved to have existed on November 3, 1918, or that the transfer was effected in consequence of succession in the case of death of a national who, if he were still alive, would have the right to enjoy that advantage.

Article 67.

The provisions of the present chapter shall be applicable in all cases in respect of the property, rights or interests of persons who have become nationals of the High Contracting Parties as of right, or on the basis of a declaration made in conformity with the provisions of the Treaties of Peace, the Treaty of Rapallo or the present Agreement, even if the period referred to in Article 249 of the Treaty of St. Germain and Article 232 of the Treaty of Trianon shall have elapsed.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Rome. It shall come into force within a period of 12 days from the date of its ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Rome, in Italian and in French, in duplicate on October 23, 1922.

(L. S.) (Signed) Carlo SCHANZER.

(L. S.) (Signed) Voislav ANTONIEVITCH.

PROTOCOL.

On the occasion of the signature of the Agreement and Conventions concluded this day between the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed to make the following declarations :

I.

It is agreed that the system of communications at present existing between Zara and the surrounding territory shall not be altered until the questions connected therewith have been settled by the Treaty of Commerce.

II.

It is agreed that, in virtue of Article 54 of Chapter XIV of the Convention concerning general agreements, it is only the question of professions excluded from the Agreement, referred to in the second paragraph of Article 49, which shall be re-examined and finally settled in the Treaty of Commerce to be concluded between the High Contracting Parties. That is to say, the other provisions mentioned in Chapter XIV shall be regarded as fixed and shall definitely come into force as soon as the Convention in question has been ratified.

III.

It is agreed that the provisions contained in the Agreement and Conventions concluded this day shall in no case be interpreted in such a way as to place Italian nationals in a less favourable position than that resulting from the Treaty of St. Germain and the Treaty of Rapallo.

The present Protocol, which shall be considered as approved and sanctioned, without further special ratification, by reason merely of the exchange of the ratifications of the Agreement and Conventions to which it relates, has been drawn up in duplicate in Italian and in French at Rome, this 23rd day of October 1922.

(L. S.) (Signed) CARLO SCHANZER.
(L. S.) (Signed) VOISLAV ANTONIEVITCH.

THE ENVOY EXTRAORDINARY AND MINISTER PLENIPOTENTIARY OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF ITALY.

ROME, *October* 23, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that I am authorised by my Government to make the following declaration to Your Excellency :

" The Government of the Serbs, Croats and Slovenes gives the following interpretation to Article 55 of Chapter XV concerning *Complementary Provisions relating to Administrative and Educational Regulations* :

" *(a)* The administration and control of the private schools in question shall be exercised within the limits fixed by the general laws in force in the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

" *(b)* It is understood that the term ' Italian nationality ', to which reference is made in the last paragraph of Article 55, applies also to Italian nationals, that is to say, masters, teachers and catechists in private schools may also be Italian nationals. These masters, teachers and catechists may be persons who have obtained their teaching qualifications in Italy.

" In the schools and establishments in question, the use of the textbooks employed in Italian public schools shall be authorised. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. ANTONIEVITCH.

To His Excellency
M. Carlo SCHANZER,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ENVOY EXTRAORDINARY AND MINISTER PLENIPOTENTIARY OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

ROME, *October* 23, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of the Royal Italian Government, I have the honour to acknowledge the receipt of your letter dated October 23, 1922, P. N. 910, and to note that the Royal Serb-Croat-Slovene Government has instructed Your Excellency to make the following declaration :

" The Government of the Serbs, Croats and Slovenes gives the following interpretation to Article 55 of Chapter XV concerning *Complementary Provisions relating to Administrative and Educational Regulations.*

" *(a)* The administration and control of the private schools in question shall be exercised within the limits fixed by the general laws in force in the Serb-Croat-Slovene Kingdom.

" *(b)* It is understood that the term ' Italian nationality ', to which reference is made in the last paragraph of Article 55, applies also to Italian nationals, that is to say, masters, teachers and catechists in private schools may also be Italian nationals. These masters, teachers and catechists may be persons who have obtained their teaching qualifications in Italy.

" In the schools and establishments in question, the use of the textbooks employed in Italian public schools shall be authorised. "

I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHANZER.

To His Excellency
M. Voislav ANTONIEVITCH,
Minister of the Serb-Croat-Slovene Kingdom,
Rome.

ROME, *October* 23, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to ask you to be good enough to furnish me with information concerning the legislation in force in the Kingdom of Italy with regard to teaching in schools and other private establishments, which have been set up by nationals of foreign countries, or in which masters of nationalities other than Italian are employed, and also with regard to the question of the use of textbooks.

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. ANTONIEVITCH.

To His Excellency
M. Carlo SCHANZER,
Senator of the Kingdom,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 3653.

ROME, *October* 23, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the Note which you addressed to me on October 23, 1922, I have the honour to transmit to you herewith a summary of the legislation in force in the Kingdom of Italy with regard to the matters on which you ask for information.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) SCHANZER.

To His Excellency
M. Voislav ANTONIEVITCH,
Minister of the Serb-Croat-Slovene Kingdom,
Rome.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

SUMMARY OF ITALIAN LAW WITH REGARD TO EDUCATION.

(1) No provision of the law prohibits foreign nationals from teaching in the private elementary schools of the Kingdom. A certificate of competence and a certificate of good character are alone required for this purpose.

(2) With regard to private secondary schools, Italian naturalisation is not required, except in the case of the head of such an institution ; it is not required in the case of the assistant teachers, as Article 246 (No. 1) of the law must be interpreted in the sense that the qualifications required for teaching in private schools are only those which prove aptitude for teaching.

(3) Italian naturalisation is definitely prescribed as necessary (Article 255 of the law) for permission to teach in public secondary schools : the Minister for Education can, however, dispense from naturalisation a foreigner who applies for permission to compete for a post in these secondary or other similar schools, upon presentation of a certificate which proves his intention to establish his domicile in the Kingdom. These decrees need not be registered at the " Cour des Comptes ".

(4) Finally, it should be stated that both primary and secondary schools established in the Kingdom by foreign nationals for foreign pupils enjoy special privileges.

Such schools have for practical purposes been assimilated to the " paternal " schools (Article 251, Law Casati), and are, therefore, free from all disciplinary control on the part of the educational authorities as regards either teaching qualifications, the Italian naturalisation of the headmasters and teaching staff, or textbooks : these may be freely chosen from amongst those in use in the schools of the country of which the teachers and scholars are nationals.

Imprimé
pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)